NNT/NL : 2021AIXM0594/036ED355

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue à Aix-Marseille Université
le 29 novembre 2021 par

Emilio Condado Madera

Les Espagnols et les Cent Mille Fils de Saint Louis à l'époque de l'expédition française de 1823 en Espagne

Discipline
Études romanes

Spécialité
Espagnol

École doctorale
355 – Espaces, cultures, sociétés.

Composition du jury

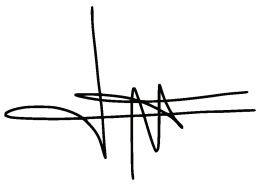
Cécile MARY TROJANI Université Toulouse Jean Jaurès	Rapporteuse
Gonzalo BUTRÓN PRIDA Universidad de Cádiz (Espagne)	Rapporteur
Severiano ROJO HERNÁNDEZ Aix-Marseille Université	Examinateur
Pedro RÚJULA Universidad de Zaragoza (Espagne)	Examinateur
Gérard DUFOUR Aix-Marseille Université	Président du jury
Elisabel LARRIBA Aix-Marseille Université	Directrice de thèse

Affidavit

Je soussigné, Emilio Condado Madera déclare par la présente que le travail présenté dans ce manuscrit est mon propre travail, réalisé sous la direction scientifique de Elisabel Larriba, dans le respect des principes d'honnêteté, d'intégrité et de responsabilité inhérents à la mission de recherche. Les travaux de recherche et la rédaction de ce manuscrit ont été réalisés dans le respect à la fois de la charte nationale de déontologie des métiers de la recherche et de la charte d'Aix-Marseille Université relative à la lutte contre le plagiat.
Ce travail n'a pas été précédemment soumis en France ou à l'étranger dans une version identique ou similaire à un organisme examinateur.

Fait à Hanoï (Vietnam), le 20 septembre 2021.

Signature :



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Affidavit

I, undersigned, **Emilio Condado Madera**, hereby declare that the work presented in this manuscript is my own work, carried out under the scientific direction of **Elisabel Larriba**, in accordance with the principles of honesty, integrity and responsibility inherent to the research mission. The research work and the writing of this manuscript have been carried out in compliance with both the French national charter for Research Integrity and the Aix-Marseille University charter on the fight against plagiarism.
This work has not been submitted previously either in this country or in another country in the same or in a similar version to any other examination body.

Place Hanoï (Vietnam), date September, 20, 2021.

Signature :



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Liste de publications et participation aux conférences

1) Liste des publications réalisées dans le cadre du projet de thèse :

1. *Hacia la historia de Santoña… esa villa aparte*, Editorial Jean, Santander, 1992, 272 p. en collaboration avec F. Churiaque de la Herrería.
2. « La expedición francesa de 1823 y su estancia en Santoña », *Monte Buciero* nº6, 2001. p. 25-60.
3. « Españoles en la Gran Guerra : los voluntarios cántabros », *Monte Buciero* nº10, 2004, p. 171-193, en collaboration avec Myriam Mayer.
4. « Liberales españoles al servicio de Francia », *Historia 16*, nº380, 2007, p. 44-55.
5. *Histoires de l'Histoire de la Légion*, Editions Publibook, Paris, 2010, 332 p.
6. *La intervención francesa en España 1835-1839*, Editorial Fundamentos, Madrid, 2012, 144 p.
7. *Histoire de la Légion étrangère : un asile pour le malheur 1831-1835*, Editions Publibook, Paris, 2015, 313 p.
8. El Espectador, « Espectador extraordinario del 16 de julio [1823] », *80 documents à l'une*, https://80docalaune.nakalona.fr/items/show/109.
9. Article en préparation [2022] : « Militares extranjeros al servicio de las Cortes en 1823 ». *Revista Trienio*.
10. Article en préparation [2022] : « Cantabria bajo la ocupación francesa en 1823».

2) Participation aux conférences et écoles d'été au cours de la période de thèse :

Étant en poste à plein temps au Vietnam, ma situation professionnelle, l'impossibilité de me rendre en Europe ces deux dernières années du fait de la crise sanitaire et y compris les difficultés inhérentes au décalage horaire, ne m'ont malheureusement pas permis de prendre part, comme je l'aurais souhaité, à divers événements scientifiques en Europe, notamment en France et en Espagne.

V Seminario internacional de jóvenes investigadores, Universidad de Alicante, 18 de abril de 2018 : présentation d'une communication portant sur *Los españoles y los cien mil hijos de San Luis en la época de la expedición francesa de 1823 en España.*

Résumé

En 1823, l'intervention militaire de la France, agissant au nom de la Sainte-Alliance, met fin au régime constitutionnel et rétablit sur le trône Ferdinand VII, qui redevient souverain absolu. Cette nouvelle Guerre d'Espagne n'est pas sans susciter, dès le départ, de fortes inquiétudes même chez ses plus fervents partisans : dix ans seulement après la désastreuse aventure napoléonienne dans la Péninsule, comment ces Espagnols qui s'étaient levés d'un commun accord contre l'Empereur réagiront-ils ? La haine des Français les poussera-t-elle à prendre de nouveau les armes et à mener cette terrible guérilla ayant fait tant de ravages dans les rangs français ? C'est ce qu'espèrent les libéraux et notamment les chefs militaires issus de la Guerre d'Indépendance, tels Mina ou *El Empecinado* qui tentent en vain de soulever le peuple contre les envahisseurs. Pendant que le duc d'Angoulême progressera en Espagne, les journaux royalistes ne tariront pas d'éloges sur ces Français venus libérer leur roi et, leur attribuant toutes les qualités militaires et morales, chantent à l'envi l'entente plus que cordiale qui s'instaure immédiatement entre les sujets de Ferdinand VII et les soldats de Louis XVIII. Au-delà du discours reflété dans les déclarations officielles et la presse, où se situe la réalité ? Les Français exécrés lors du conflit antérieur ont-ils été véritablement accueillis en héros par les Espagnols? Les réactions de la Régence aux dispositions promulguées à Andujar par le duc d'Angoulême visant à traiter les militaires constitutionnels en prisonniers de guerre et non en rebelles, laissent deviner que l'entente entre les partisans de Ferdinand VII et le haut commandement français n'a sans doute pas été aussi cordiale qu'on a bien voulu le proclamer. Quant à la fraternisation des Espagnols avec les troupes françaises, a-t-elle été aussi effective qu'on l'a laissé entendre? C'est à toutes ces questions, parfois soulevées, mais jamais véritablement traitées par les historiens que cette thèse prétend répondre.

Mots clés : Guerre d'Espagne, Angoulême, Cent Mille Fils de Saint Louis, 1823, Expédition française, Armée des Pyrénées.

Abstract

In 1823, the military intervention of France, acting in the name of the Holy Alliance, put an end to the constitutional regime and re-established Ferdinand VII on the throne, who became absolute sovereign once again. From the outset, this new Spanish War was not without its strongest supporters : only ten years after Napoleon's disastrous adventure in the Peninsula, how would the Spaniards, who had risen up in unison against the Emperor, react? Would their Anti-French sentiment drive them to take up arms again and wage the terrible guerrilla warfare that had wreaked such havoc on the French ranks? This is what the liberals hoped for, especially the military leaders from the War of Independence, such as Mina or *El Empecinado*, who tried in vain to raise the people against the invaders. While the Duke of Angouleme was making progress in Spain, the royalist newspapers were full of praise for these Frenchmen who had come to liberate their king and, attributing all the military and moral qualities to them, sang a more than cordial understanding that was immediately established between the subjects of Ferdinand VII and the soldiers of Louis XVIII. Beyond the rhetoric reflected in official statements and the press, what was the reality? Were the French, who had been hated in the previous conflict, really welcomed as heroes by the Spaniards? The reaction from the Regency to the provisions promulgated at Andujar by the Duke of Angouleme, aimed at treating the constitutional soldiers as prisoners of war and not as rebels, suggests that the understanding between the supporters of Ferdinand VII and the French high command was probably not as cordial as it was made out to be. As for the fraternisation of the Spaniards with the French troops, was it as effective as it has been suggested? It is to all these questions, sometimes raised but never really treated by historians, that this thesis aims to answer.

Keywords: Spanish War, Angouleme, One Hundred Thousand Sons of Saint Louis, 1823, French Expedition, Army of the Pyrenees.

Remerciements

Je tiens à remercier en premier lieu ma directrice de thèse, Mme Elisabel Larriba, qui a su m'engager sur la voie de la recherche depuis la licence. Je lui témoigne ma plus profonde gratitude pour le soutien et la confiance qu'elle m'a accordés tout au long de mes années à l'université. Je la remercie pour ses critiques constructives et pour son soutien sans faille dans le travail réalisé, lesquels m'ont souvent incité à me remotiver, surtout dans les temps difficiles de ces dernières années de covid-19.

Mes remerciements s'adressent également aux professeurs du Telemme de l'UMR TELEMMe : Gérard Dufour, Severiano Rojo Hernández, Isabelle Renaudet, membres de la commission de suivi de thèse, qui m'ont toujours prodigué des conseils éclairés et m'ont aidé à nourrir et à enrichir ma réflexion afin de reconduire mes recherches sur des points de vue plus pertinents.

Je remercie également les professeurs Gonzalo Butrón Prida (Université de Cadix), Gérard Dufour (Aix-Marseille Université), Cécile Mary Trojani (Université de Toulouse – Jean Jaurès), Severiano Rojo Hernandez (Aix-Marseille Université) et Pedro Rújula (Université de Saragosse) d'avoir accepté de faire partie du jury de cette thèse.

Enfin, je tiens à manifester ma plus profonde reconnaissance à Glenn Pian-Villemain, qui a consacré beaucoup de son temps à une relecture rigoureuse de l'ensemble de la thèse. Ses remarques pertinentes et ses suggestions sur les aspects grammaticaux m'ont enormement aidé lors de la rédaction. Sa finesse, sa patience et son amitié, m'ont permis d'être exigeant avec moi-même pour écrire ce travail dans une langue qui n'est pas la mienne.

Table des matières

Introduction *13*

État de la question **17**

Problématique **31**

Considérations méthodologiques **33**

Chapitre I : L'ingérence de la France *37*

1.1. L'apathie face à la fièvre révolutionnaire **38**

1.2. Se protéger de la contagion **46**

1.3. Les Espagnols et l'armée d'observation **53**

1.4. La bataille des mots avant l'intervention **58**

1.4.1. Le Congrès de Vérone 59

1.4.2. Le discours de Louis XVIII 66

1.4.3. L'Espagne face à la menace 68

1.4.4. Le souvenir de Napoléon 73

1.5. La situation des Français en Espagne **77**

Conclusion **83**

Chapitre II : Ombres et lumières au pied des Pyrénées *85*

2.1. L'entrée en campagne **86**

2.1.1. L'affaire de la Bidassoa 91

2.1.2. L'armée constitutionnelle : paisible spectatrice 93

2.1.3. « Reçus à bras ouverts » 97

2.1.4. La tardive déclaration de guerre 105

2.2. Le généralissime et ses soldats **109**

2.2.1. « Un général d'église » 110

2.2.2. Une armée en quête de reconnaissance 121

2.2.3. Une discipline militaire bien maîtrisée 129

2.2.4. Ouvrard : le profiteur de guerre 133

Conclusion **139**

Chapitre III : Une intervention pour relever l'autel et le trône *141*

3.1. L'armée des Pyrénées et les royalistes **144**

3.1.1. Le regard porté par les royalistes aux troupes d'Angoulême 144
3.1.2. En défense de l'autel 146

3.2. Le bienveillant accueil de l'Armée des Pyrénées : mythe ou réalité ? 152

3.2.1. Une occupation du territoire contrastée 153
3.2.2. Gloire aux Français ! 159

3.3. Scènes de la vie quotidienne avec les espagnols 182

3.4. Une armée à l'image de la police 189

3.4.1. Les Français : le bouclier des constitutionnels 190
3.4.2. La mésentente avec les autorités espagnoles 203
3.4.3. L'ordonnance d'Andujar : entre modération et discorde 207

3.5. La protection des nationaux 216

Conclusion 227

Chapitre IV : De libérateurs à protecteurs 229

4.1. De l'expédition à l'occupation : un quinquennat sans gloire 230

4.2. Une occupation de bienveillance 232

4.2.1. L'occupation des places fortes 234
4.2.2. L'état d'esprit de la population 236
4.2.3. Les démarches avec l'administration 248
4.2.3.1. Les problèmes dans les approvisionnements 248
4.2.3.2. Les frictions avec les autorités locales 254

4.3. La fraternité dans les fêtes et célébrations 260

4.4. Les relations avec le clergé 263

4.5. Le retour des troupes : un départ regretté ? 266

4.6. Au service de l'absolutisme 270

4.6.1. Le maintien de la tranquillité 272
4.6.1.1. Les bandes de brigands 273
4.6.1.2. Les volontaires royalistes 275
4.6.2. La sécurité de la famille royale 281
4.6.3. À la recherche de l'amnistie 289
4.6.3.1. Le décret d'amnistie 289
4.6.3.2. Le retour des réfugiés et prisonniers de guerre 293
4.6.4. La neutralisation des révolutionnaires 296

Conclusion 301

Chapitre V : Le regard de la presse 303

5.1. L'expédition dans la presse 308
5.1.1. Face à la menace de guerre 308
5.1.2. Le mépris de l'armée des Pyrénées 317
5.1.2.1. Le Dieu de Saint Louis 317
5.1.2.2. El Príncipe Tonto 319
5.1.2.3. Les esclaves d'Angoulême 325
5.1.3. Les Français et les royalistes : l'entente impossible 331
5.1.4. L'ordonnance controversée d'Andujar 335
5.1.5. Invasion, peu de résistance et fraternité 338
5.1.6. Un autre 2 mai? 352
5.1.6.1. Un modèle à imiter 352
5.1.6.2. Un douloureux passé 361
5.1.6.3. Le souvenir des héros d'autrefois 364
5.2. La presse profrançaise : l'exemple du *Restaurador* 366
5.2.1. Les succès de l'armée d'Angoulême 367
5.2.2. L'accueil des libérateurs 370
5.2.3. Redorer l'image du prince 378
5.3. L'expédition dans l'art engagé 384
5.3.1. La Presse libérale 384
5.3.2. Les journaux royalistes 388
Conclusion 395
Sources et bibliographie 399
Sources d'archives 399
Sources imprimées 401
Bibliographie 407
Index onomastique 419
Index toponymique 425
Annexes 429

Introduction

Au cours de la dictature franquiste, rares ont été les universitaires espagnols qui ont osé étudier la période dite du *Trienio liberal* (1820-1823), qui, après le rétablissement de la Constitution de 1812 rejetée en 1814 par Ferdinand VII à son retour de captivité à Valençay, a constitué ce que l'on a appelé la seconde révolution d'Espagne. Mais depuis les travaux du Professeur Alberto Gil Novales[1], ces quatre années pendant lesquelles l'Espagne a servi de modèle à tous ceux qui, en Europe, rêvaient de la Sainte Alliance des peuples chantée par Béranger ont fait l'objet de plusieurs recherches importantes. Parmi celles-ci figurent les études consacrées aux *Cent Mille Fils de Saint Louis*, cette armée française qui, en 1823, au nom de la Sainte Alliance des souverains, est venue rétablir sur son trône Ferdinand VII et lui garantir la souveraineté absolue[2].

Toutefois, les travaux cités, extrêmement bien documentés et dont les analyses pertinentes ne souffrent d'aucune critique, ne se sont pas penchés sur un problème qui, à l'époque, a été fondamental, tant pour les Français que pour les Espagnols : la façon dont ont été perçus Outre-Pyrénées ces soldats du duc d'Angoulême, qui, six ans seulement après l'évacuation de l'Espagne par les dernières troupes impériales, sont venus combattre à nouveau leurs anciens adversaires (tels les guérilleros Mina ou *El Empecinado*), mais cette fois en tant que restaurateur de celui qu'ils avaient naguère dépossédé de sa couronne.

Une des clés de la réussite de l'entreprise militaire a été la perception positive d'une partie des Espagnols lors de l'entrée de ces troupes, et ce grâce à toute une série d'actions mûrement réfléchies et préparées en amont de l'expédition : propagande médiatique menée en étroite collaboration avec la presse et les autorités absolutistes, mais aussi actes et gestes ponctuels du gouvernement de Louis XVIII pour améliorer l'image des Français en Espagne et réconcilier l'opinion publique avec un corps d'armée prêt à franchir les

1. GIL NOVALES, Alberto, *Las sociedades patrióticas (1820-1823)*, Madrid, Tecnos, 1975. 2 vol.*; Rafael del Riego, la revolución de 1820*, Madrid, Tecnos, 1976; *Textos exaltados del Trienio Liberal*, Gijón, Ediciones Júcar, 1979; *El Trienio liberal, Madrid*, Siglo XXI de España Editores, 1980.
2. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *Los Cien Mil Hijos de San Luis y las relaciones franco-españolas*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 1981; LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *Los Cien Mil Hijos de San Luis, el ocaso del primer impulso liberal en España*, Madrid, Editorial Síntesis, 2007 ; LARROCHE, Emmanuel, *L'Expédition d'Espagne 1823 : de la guerre selon la Charte*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013; ROQUETTE, Antoine, *La restauration et la révolution espagnole*, Paris, Éditions du félin, 2016.

Pyrénées. L'objet de cette thèse est de mettre en lumière cet accueil triomphal et cette coopération inconditionnelle du peuple espagnol à l'égard de l'armée française, dans une Espagne encore marquée par la guerre contre Napoléon.

L'originalité de notre travail est de présenter la campagne de 1823 en Espagne dans une nouvelle perspective, celle du point de vue des Espagnols, à travers l'étude des périodiques, principalement espagnols, et d'un ample éventail de sources diverses : mémoires, correspondances (hommes politiques, diplomates, ecclésiastiques), bulletins et rapports militaires, actes judiciaires ainsi que toute une partie de l'infralittérature (poèmes et chansons entre autres). Cet aspect a été souvent passé sous silence ou évoqué très sommairement, notamment dans les sources militaires. L'analyse de la presse espagnole, autant libérale que royaliste, la lecture des comptes rendus des diplomates exerçant leurs fonctions dans les principales villes espagnoles, ainsi que les relations entre les autorités des deux pays sont la base de ce travail de recherche.

Si l'expédition française des *Cent Mille Fils de Saint Louis*, sous les ordres du duc d'Angoulême, aura été l'organe exécuteur permettant de faire tomber le régime libéral et de rétablir sur son trône Ferdinand VII, il est vrai que la permanence d'une armée d'occupation française va apporter une certaine stabilité et préserver d'éventuelles nouvelles convulsions politiques et révolutionnaires. Les relations entre les militaires français et la population durant cette période (jusqu'à 1828) ne semblent pas avoir piqué la curiosité des historiens, exception faite du professeur Butrón Prida, qui a consacré plusieurs ouvrages au corps d'occupation, notamment dans une perspective locale[3]. Notre étude s'étend jusqu'au départ des dernières unités du corps d'occupation. Elle permet d'aborder les relations entretenues par la population espagnole, non seulement avec les autorités militaires françaises, mais également avec le clergé, et ce en s'attardant notamment sur la participation des Français aux diverses fêtes (religieuses ou non) ou la mission visant à assurer la sécurité de Ferdinand VII et les relations avec la famille royale.

Un autre point essentiel de notre thèse consiste en l'analyse de la presse espagnole. Là encore, les études sur le regard que portent les journaux de l'époque à propos du corps

3. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, « El realismo navarro ante la intervención francesa (1823-1828) », Actas del Congreso general de Historia de Navarra, Pamplona, 1994; *La ocupación francesa de España, 1823-1828*, Universidad de Cádiz, 1996; *La intervención francesa y la crisis del absolutismo en Cádiz (1823-1828)*, Universidad de Huelva, 1998.

expéditionnaire font défaut dans l'historiographie de la campagne. Les références tirées de la presse des deux bords (royaliste et constitutionnelle) sur la présence française et les relations plus ou moins tendues ou conflictuelles entre les différentes autorités militaires sont nombreuses. Nous avons essayé d'apporter, autant que possible, une vision d'ensemble et objective des principaux journaux de l'époque à propos de la présence militaire française.

Notre thèse veut donc –en s'appuyant sur des sources telles que les archives diplomatiques, les sources militaires, la presse espagnole et les mémoires et récits des principaux acteurs– combler ce vide quant à la perception des Espagnols sur l'expédition du duc d'Angoulême, non seulement durant la campagne mais aussi pendant les cinq années de présence du corps d'occupation dans la péninsule. En abordant cette page de l'histoire franco-espagnole d'un point de vue novateur, ces recherches pourront se révéler utiles pour mieux comprendre une période trouble ayant bouleversé les ciments du régime constitutionnel, et dans laquelle la France et son armée ont joué un rôle prépondérant.

État de la question

L'aventure militaire du duc d'Angoulême et des Cent Mille Fils de Saint Louis en Espagne en 1823, a donné lieu à une abondante production scientifique d'un côté et de l'autre des Pyrénées. Les récits de l'expédition et des faits de guerre menés contre les libéraux l'emportent généralement sur d'autres considérations, non moins importantes, telles que l'analyse des questions politiques ou économiques ou encore l'étude des relations diplomatiques. Toutefois, l'historiographie n'est pas prolifique en ce qui concerne la protection du régime absolu de Ferdinand VII par les troupes françaises sur place après la campagne. Ces dernières, sous le terme de « corps d'occupation », demeureront durant cinq années à divers points stratégiques du territoire espagnol[4].

Du point de vue de la conduite de la guerre, à peine la victoire passée, les premiers écrits sont publiés en France. Jean Baptiste Capefigue rédige un *Récit des opérations de l'armée française en Espagne sous les ordres du S.A.R.*, édité en novembre de 1823[5]. L'auteur justifie l'intervention comme un élément décisif en faveur du triomphe de la légitimité. Cette exposition des fastes de la campagne est accompagnée de références biographiques et géographiques, ajoutant quelques considérations sur les résultats politiques de la guerre. Au même moment, apparaît le détail des faits d'armes racontés par Barny de Romanet dans son *Précis des opérations de l'armée des Pyrénées en 1823 sous les ordres de Mgr le Duc d'Angoulême*[6], qui se limite à souligner la valeur des militaires de tous grades ayant pris part à « une expédition vraiment chevaleresque ». En 1824, l'imprimerie Cordier édite l'ouvrage *Campagne des Français en Espagne 1823*. *Faits d'armes de l'armée française en Espagne*. Il s'agit d'un récapitulatif des épisodes de guerre les plus marquants, présenté sous forme de tableaux chronologiques et historiques, avec les noms des militaires cités pour leur bravoure et leur dévouement[7]. Au mois d'avril apparaît la première publication des deux volumes de l'*Histoire de la campagne d'Espagne en 1823*, d'Abel Hugo. L'ouvrage

4. En 1997, Alberto Gil Novales, publié une analyse très exhaustive de toute la bibliographie ayant trait à l'intervention française de 1823 en Espagne, essentiellement espagnole, anglaise et française. GIL NOVALES, Alberto. « La guerra de 1823. Consideraciones historiográficas », *L'image de la France en Espagne (1808-1850)* [En ligne]. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle, 1997 (consulté le 12 avril 2021). Disponible en : http://books.openedition.org/psn/2201. ISBN : 9782878547603.
5. CAPEFIGUE, Jean Baptiste, *Récit des opérations de l'armée française en Espagne, sous les ordres de S.A.R. Mgr Duc d'Angoulême. Accompagné de notices bibliographiques et géographiques ; et suivi de considérations sur les résultats politiques de cette guerre*, Paris, A. Egron, 1823
6. BARNY DE ROMANET, J.A.A., *Précis des opérations de l'armée des Pyrénées en 1823 sous les ordres de Mgr le Duc d'Angoulême*, Paris, Clérisse, 1823.
7. *Campagne des Français en Espagne. 1823. Faits d'armes de l'armée française en Espagne*, Paris, Imprimerie de L. Cordier, 1824.

présente les évènements politiques liés à l'intervention militaire et tous les détails des opérations de guerre[8]. La même année, le marquis de Marcillac, colonel à l'état-major du IVe corps de l'Armée de Pyrénées, raconte son expérience de la guerre en se focalisant sur la Catalogne. Il expose tout simplement les faits sans aucun esprit critique, comme il l'annonce dans son introduction[9]. Toujours en 1824, Lebeaud[10], qui se présente comme un « narrateur impartial » de la campagne, livre ses *Souvenirs de l'Armée d'Espagne*, un recueil des actions d'éclat qui inclut aussi la liste des militaires ayant obtenu des récompenses au combat. Un autre auteur, qui répond aux initiales de P. C. et qui se présente comme pensionnaire du roi, écrit *Histoire de la guerre d'Espagne ou Étrennes à nos braves*, un résumé anecdotique de la campagne, pour « faire ressortir, sous des traits radieux, la fidélité, la valeur héroïque des braves[11] ». La plupart des ouvrages cités, dédiés au roi Louis XVIII, au duc d'Angoulême, à Marie-Thérèse – duchesse d'Angoulême –, ou encore à l'armée des Pyrénées sont plutôt des récits laudatifs, destinés à souligner la mission accomplie par l'armée française en Espagne. En 1825, le volume *Guerre d'Espagne en 1823* vient compléter la collection des éditions Panckouke *Victoires, conquêtes, désastres, revers et guerres civiles des Français,* publiée neuf ans plus tôt[12]. Deux ans plus tard, Horace Raisson écrit *Histoire de la guerre d'Espagne en 1823*[13], qui détaille les opérations militaires mais aussi critique les chefs des armées espagnoles, Mina et Riego étant les seuls épargnés.

Enfin, d'autres auteurs dédient quelques pages à la campagne de 1823, dès lors qu'elle est intégrée dans l'histoire militaire.

Les réflexions écrites en France autour de la question de l'intervention ont été nombreuses tout au long de l'année 1823. Auparavant, Darttey[14] avait déjà rédigé un essai sur les causes d'un possible conflit armé avec l'Espagne. Alberto Gil Novales[15] considère certains ouvrages comme de la « littérature de propagande ». Parmi eux se trouvent les

8. HUGO, Abel, *Histoire de la campagne d'Espagne en 1823*, Paris, Le Fuel, 1824, 2 vol.
9. MARCILLAC marquis de, *Histoire de la guerre d'Espagne en 1823, campagne de Catalogne*, Paris, A. Le Clère, 1824.
10. LEBEAUD, *Souvenirs de l'armée d'Espagne, recueil des actions d'éclat, paroles mémorables, et particularités intéressantes de la dernière campagne de S.A.R. Mgr le duc d'Angoulême*, Paris, Guyot, 1824.
11. P.C. (pensionnaire du roi), *Histoire de la guerre d'Espagne ou étrennes à nos braves*, Amiens, Hénee, 1824.
12. *Victoires, conquêtes, désastres, revers et guerres civiles des Français : Guerre d'Espagne de 1823*, Paris, Panckouke, 1825, tome XXVIII.
13. RAISSON Horace, *Histoire de la guerre d'Espagne de 1823*, Paris, J.-P. Roret, 1827. Certains auteurs attribuent l'ouvrage à Louis Francis Raban.
14. DARTTEY Charles-Joseph-Victor, *De la guerre avec l'Espagne et de ses causes immédiates*, Paris, 1822.
15. GIL NOVALES, Alberto, *op. cit.*

travaux de Angliviel de la Beaumelle[16], *De l'excellence de la guerre avec l'Espagne,* apparu en janvier 1823, où l'auteur explique les prétextes d'une intervention militaire et les résultats « avantageux » que la France pourrait en tirer. Puis en mars, il publie une brochure d'à peine une quarantaine de pages, *Encore un mot sur l'excellence de la guerre avec l'Espagne*, où il apporte quelques nouvelles informations, « trop heureux que son génie fournisse des armes à la bonne cause[17] ». Un autre défenseur de la guerre, Clausel de Coussergues, député du département de l'Aveyron, livre *Quelques considérations sur la révolution d'Espagne et sur l'intervention de la France* où il défend l'envoi des troupes pour faire tomber un gouvernement, écrit-il, contraire aux mœurs et à la volonté des Espagnols : « Il ne s'agit pas de faire la guerre *contre* l'Espagne mais *en faveur* de l'Espagne », précise-il[18]. Auparavant, il avait déjà soumis à la Chambre des Députés plusieurs textes soulignant la nécessité de secourir l'Espagne contre les révolutionnaires libéraux[19]. À Paris, l'imprimerie Le Normand[20] fait un premier tirage de l'ouvrage *Dernières considérations sur la conduite que la France a tenue jusqu'à ce jour, et sur celle qu'elle doit tenir à l'avenir vis-à-vis de l'Espagne*, puis quelques mois plus tard elle publie une seconde édition, augmentée de quelques propositions pour éradiquer les troubles révolutionnaires. Enfin, la perspective de la guerre donne lieu à des récits sur les aspects socioculturels des espagnols. C'est le cas de *Théâtre de la guerre ou Tableau de l'Espagne,* opuscule purement descriptif, comme le précise l'auteur, vétéran de l'armée de Napoléon, qui laisse aller sa plume pour apprendre « aux jeunes guerriers qui fouleront les cendres de leurs aînés, à se préserver des ruses et des embûches de *Guérillas*[21] ».

À l'opposé, Joseph Fiévée[22], ancien préfet de la Nièvre, défend l'idée de ne pas intervenir dans les affaires de l'Espagne, conscient des conséquences désastreuses qu'une guerre dans la péninsule pourrait avoir. La première édition de *De l'Espagne et des conséquences de l'intervention armée* apparaît en 1823 et soulève le débat[23] ; elle est constamment

16. ANGLIVIEL DE LA BEAUMELLE Victor-Laurent de, *De l'excellence de la guerre avec l'Espagne*, Paris, Les marchands de nouveautés, 1823.
17. ANGLIVIEL DE LA BEAUMELLE Victor-Laurent de, *Encore un mot sur l'excellence de la guerre avec l'Espagne*, Paris, Les marchands de nouveautés, 1823.
18. CLAUSEL DE COUSSERGUES Jean-Claude, *Quelques considérations sur la révolution d'Espagne et sur l'intervention de la France*, Paris, éd. Egron et G. Dentu, 2e éd., 1823.
19. CLAUSEL DE COUSSERGUES Jean-Claude, *Quelques considérations sur la marche du Ministère*, Paris, Egron, 1821, *Quelques considérations sur la marche du parti libéral*, Paris, Egron, 1822.
20. MM. D. et R., *Dernières considérations sur la conduite que la France a tenue jusqu'à ce jour, et sur celle qu'elle doit tenir à l'avenir vis-à-vis de l'Espagne avec un aperçu sur les moyens de terminer promptement tous les troubles qui existent dans la Péninsule*, 2e éd., Paris, Le Normand, 1823.
21. C. et CH. N., *Théâtre de la guerre ou tableau de l'Espagne*, Paris, Nadau, 1823.
22. FIÉVÉE Joseph, *De l'Espagne et des conséquences de l'intervention armée*, Paris, éd. Le Normant, 1823 ; 4e éd. Augmentée, Paris, Beaudoin frères, 1824.
23. *Lettre d'un habitant du département de la Nièvre à M. J. Fiévée, en réponse à son manifeste touchant les conséquences de l'intervention armée*, Paris, Les marchands des nouveautés, 1823.

actualisée et augmentée avec une 4e édition l'année suivante. D'autres textes se prononcent contre l'invasion. Dans *Craintes qu'inspire à un roturier le projet de guerre contre l'Espagne*, son auteur souligne que ni le peuple ni l'armée ne sont pour la guerre : il expose les conséquences tragiques que peuvent avoir, en France, des défections au sein de l'armée ou des révoltes, avec notamment la crainte de voir des armées étrangères occuper le pays pour rétablir la situation[24]. Le député Bernard Cabanon fait publier son point de vue sur les diverses pétitions rédigées à la Chambre pour empêcher une guerre[25]. Selon certains, tel Loève-Veimars[26], le passage des Pyrénées peut être le déclencheur d'hostilités avec « les épées anglaises ou les sabres tartares ».

La victoire des soldats d'Angoulême ne rassure pas pour autant quant aux changements politiques dans la péninsule. C'est le cas de l'ancien député, Duvergier de Hauranne, qui, malgré le succès de l'armée française, ne voit pas d'évolution dans le système politique de Madrid. Il évoque des faits et leurs conséquences. « Il est instant de mettre un terme au système d'administration absurde autant qu'inhumain dont ce malheureux pays est la victime depuis 1814 ! » écrit-il dans *Coup d'œil sur l'Espagne*, en 1824[27]. L'avocat Jean-Baptiste Billecocq[28] publie *De l'influence de la guerre d'Espagne sur l'affermissement de la dynastie légitime et de la monarchie constitutionnelle en France* : il y examine les bénéfices de cette guerre en faveur de la politique intérieure de la France. On trouve également un opuscule qui expose les raisons pour lesquelles la France s'est engagée dans la guerre[29]. Les problèmes économiques de l'Espagne sont abordés par Jean-François Caze[30] dans ses *Réflexions sur la situation de l'Espagne, considérée particulièrement sous le rapport financier, avec quelques aperçus sur ses ressources.* En novembre 1824, Salvandy[31] écrit *Du parti à prendre envers l'Espagne* et s'interroge sur la suite à donner à l'épineuse affaire de la présence française dans la péninsule où « une seule administration, celle de la police, est debout... ». Les maux qui persistent dans le pays sont aussi dénoncés par Caze[32] dans

24. *Craintes qu'inspire à un roturier le projet de guerre contre l'Espagne*, Paris, chez tous les libraires, 1823.
25. CABANON Bernard, *Opinion de M. Cabanon, député de la Seine-Inférieure, sur les diverses pétitions présentées à la Chambre pour le maintien de la paix avec l'Espagne*, Paris, Impr. de Hacquart, 1823.
26. LOÈVE-VEIMARS Adolphe, *De l'inévitabilité d'une guerre prochaine avec l'Angleterre, présentée comme conséquence de la guerre d'Espagne*, Paris, Plancher, 1823.
27. DUVERGIER DE HAURANNE Jean-Marie, *Coup d'œil sur l'Espagne*, 3e éd., Paris, éd. Badouin frères, 1824.
28. BILLECOCQ Jean-Baptiste, *De l'influence de la guerre d'Espagne sur l'affermissement de la dynastie légitime et de la monarchie constitutionnelle en France*, Paris, librairie Charles Gosselin, 1823.
29. *Causes légitimes de la guerre contre l'Espagne entreprise par le gouvernement français*, Paris, Plancher, 1823.
30. CAZE Jean-François, *Réflexions sur la situation de l'Espagne, considérée particulièrement sous le rapport financier, avec quelques aperçus sur ses ressources*, Paris, Dondey-Dupré, 1824. Il publiera plus tard une petite brochure de vingt-six pages : *Supplément aux réflexions sur la situation de l'Espagne*.
31. SALVANDY Narcisse-Achille, *Du parti à prendre envers l'Espagne*, Paris, Baudoin frères, 1824.
32. CAZE, Jean François, *La vérité sur l'Espagne*, Paris, Ponthieu, 1825.

son ouvrage *La vérité sur l'Espagne*. Ce dernier brosse, en 1825, un tableau négatif et propose de doter l'Espagne de véritables institutions publiques qui soient efficaces. En revanche pour Chavard[33], la France a eu raison d'intervenir, comme il l'indique dans *L'Observateur parisien ou Coup d'œil sur les résultats de la guerre d'Espagne, sur la situation des esprits en France, et sur les premiers fonctionnaires de l'État,* car la Constitution a été imposée à Ferdinand VII. *Note sur la situation de l'Espagne*[34] critique les fautes commises par la France dans une péninsule où tout semble s'écrouler lentement et où Paris paraît avoir perdu de l'influence. En mars 1824, le baron de Hermann[35] rédige une analyse sur la situation de l'Espagne et de ses possessions d'outre-mer ainsi que sur les intérêts politiques et économiques des puissances européennes. *Des résultats de la guerre d'Espagne*, écrit par Alphonse de Beauchamp, aborde les événements de 1820 et l'impact de l'intervention militaire qui consolide les institutions françaises et « raffermit le trône des Bourbons[36] ». En 1825, l'imprimerie Dentu[37] édite l'opuscule *L'unique moyen de pacifier l'Espagne*, où l'on ne voit qu'une seule solution aux luttes internes entre compatriotes : s'appuyer sur l'Église pour calmer les tensions.

L'affaire d'Espagne a donné lieu également à une production d'écrits très divers. Par exemple, Pierre Odier, ancien commissaire des guerres et professeur d'administration militaire, tient à expliquer au public les nuances des systèmes de ravitaillement des armées. Il publie, en 1823, la brochure *Administration de l'Armée d'Espagne et du système des entreprises*[38]. Les litiges dans l'intendance de l'armée donnent lieu à la publication de *Mémoire sur les marchés Ouvrard,* par le duc de Bellune, dans lequel celui-ci tient à se défendre des « imputations insensées » qui ont été formulées à son égard et expose en détail les problèmes de ravitaillement de l'expédition[39]. Les intendants militaires Sicard, de Perceval et Regnault ont aussi écrit à propos des dépenses de l'armée des Pyrénées[40].

33. CHAVARD, *L'Observateur parisien ou coup d'œil sur les résultats de la guerre d'Espagne, sur la situation des esprits en France, et sur les premiers fonctionnaires de l'État*, Paris, J.-G. Dentu, 1824.
34. *Note sur la situation de l'Espagne. 2e édition augmentée d'une note supplémentaire, expliquant les modifications apportées à la mesure d'évacuation*, Paris, J. G. Dentu, 1824.
35. HERMANN, Jacques-Dominique Harmand, *De l'état actuel de l'Espagne et de ses Colonies, considéré sous le rapport des intérêts politiques et commerciaux de la France, et des autres puissances de l'Europe*, Paris, C.-J. Trouvé, 1824.
36. DE BEAUCHAMPS, Alphonse, *Des résultats de la guerre d'Espagne précédés d'un coup d'œil sur la révolution espagnole de 1820*, Paris, Delongchamps, 1824.
37. *L'unique moyen de pacifier l'Espagne*, Paris, J.-G. Dentu, 1825.
38. ODIER Pierre Agathange, *Administration de l'Armée d'Espagne et du système des entreprises*, Paris, Les Marchands de nouveautés, 1823.
39. BELLUNE, Duc de, *Mémoire sur les marchés Ouvrard*, Paris, Impr. Trouvé, 1826.
40. SICARD, M., *Mémoire sur l'administration militaire de l'armée des Pyrénées du 28 janvier au 21 avril 1823*, Paris, Baudouin frères, 1825 ; DE PERCEVAL, M., *Réponse au mémoire de M. Sicard, ex-intendant en chef*

En 1826, l'imprimerie royale, publie les bilans des dépenses de la campagne[41]. L'expérience acquise dans le domaine de la santé pendant celle-ci sert au médecin militaire Coste à dresser en 1825 un bilan médical dans *Observations de la campagne d'Espagne en 1823* pour servir à l'histoire de la médecine militaire[42]. Le sort des réfugiés français pris les armes à la main est traité par Philippe Dupin[43]. L'épouse du duc d'Angoulême fait aussi l'objet de publications notamment à propos de ses voyages. Pierre-Bernard Palisson[44] écrit, en 1825 également, une *Description des voyages de S.A.R. Madame la duchesse d'Angoulême, dans les Pyrénées, pendant le mois de juillet 1823*. Le Vicomte de Juillac-Vignoles[45] présente l'aventure espagnole d'un point de vue scientifique dans *Souvenir historique et archéologique de la campagne d'Espagne en 1823.* En 1825, Joseph Brisset, qui participe à la campagne, écrira à propos des mœurs des Espagnols, notamment grâce à son expérience personnelle à Madrid[46].

On notera aussi que l'art est particulièrement influencé par la tournure des événements. Les productions littéraires sont nombreuses pendant et après la campagne d'Espagne. D'ailleurs, la presse, autant royaliste que constitutionnelle et aussi bien en France qu'en Espagne, publie souvent des poèmes, de belle facture, parfois anonymes. Dans l'ouvrage *Bibliographie de la France*[47], de 1823, on trouve une liste de ces productions sur les Cent Mille fils de Saint Louis. De même, le *Catalogue de l'histoire de France*[48] référence tous genres littéraires associés à l'expédition française. En général, on met en valeur les succès de l'armée en Espagne, la vaillance des soldats et le triomphe du duc d'Angoulême. Parfois on fait allusion aux combats et aux places tombées. Les fêtes et commémorations sont souvent les lieux choisis pour déclamer des louanges en l'honneur des vainqueurs. On y

---

de l'armée d'Espagne, Paris, Trouvé, 1825 ; REGNAULT, *De l'administration et des dépenses de l'armée d'Espagne au-delà des Pyrénées : campagne de 1823*, Paris, Impr. de Pochard, 1825.

41. CHABROL DE CROUSOL, Christophe André Jean et VILLÈLE, Joseph de, *Compte général des opérations et de la liquidation définitive des dépenses de la guerre d'Espagne présenté par le ministre secrétaire d'État à la guerre, en exécution de l'article 4 de la loi du 21 mai 1825*. Paris, Impr. royale, 1826.
42. COSTE, Médecin militaire, *Observations de la campagne d'Espagne en 1823 pour servir à l'histoire de la médecine militaire*, Paris, Imprimerie de Madame Huzard, 1825.
43. DUPIN, Philippe, *Consultation pour les réfugiés français, capitulés en Espagne*, Paris, Impr. de E. Pichard, 1823.
44. PALISSON Pierre-Bernard, *Description des voyages de S.A.R. Madame la duchesse d'Angoulême, dans les Pyrénées, pendant le mois de juillet 1823*, Paris, l'auteur, 1825.
45. JUILLAC-VIGNOLES Vicomte de, *Souvenir historique et archéologique de la campagne d'Espagne en 1823*, Toulouse, Chauvin, 1867.
46. BRISSET, Mathurin-Joseph, *Madrid, ou Observations sur les Mœurs et Usages des Espagnols au commencement du 19e siècle*, Paris, Pillet Ainé,1825, 2 vol. Auparavant, l'auteur avait écrit : *L'entrée de Ferdinand VII à Madrid, stances présentées à S.M. le roi d'Espagne*, Paris, Impr. Trouvé, 1823.
47. *Bibliographie de la France ou Journal Général de l'imprimerie et de la librairie*, année 1823, Paris, Pillet Ainé, 1823, p. 180.
48. *Catalogue de l'histoire de France*, Paris, Firmin Didot frères, 1856, tome III, p. 452-462.

trouve une grande variété quant au type de composition : poèmes[49], odes[50], théâtre[51] et chants[52]. En 1824, la campagne d'Espagne est toujours à l'ordre du jour dans les productions poétiques[53].

---

49. FONVEILLE, Chevalier de, *Poème sur la guerre d'Espagne*, Paris, Boucher, 1823; DE CRECY CHAMPMILON, Alphonse, *Vers sur la glorieuse expédition d'Espagne, dédiés et présentés en audience particulière à S. A.R. Madame, duchesse d'Angoulême*, *le 19 octobre 1823*, Paris, Imp. Didot, 1823; LETOURNAN, B., *La guerre d'Espagne*, Paris, N. Pichard, 1823; *La guerre d'Espagne, poème en stances régulières, ou Bouquet au Roi, pour la fête de S. M. le 25 août 1823*, Paris, Boucher, 1823; DELALONDE, Alphonse, *Le duc d'Angoulême à Burgos, anecdote historique, suivie de poésies diverses*, Paris, Trouvé, 1823; POUJOL, A., *Guerre d'Espagne, moyens faciles d'en arrêter la marche; essai de poème politico-moral en deux chants, suivi de prospectus mesuré de l'essai de poèmes en six chants, sur le dévouement des médecins français et des sœurs de Sainte-Camille, à Barcelone, sujet proposé par l'Académie française, 1822*, Montpelier, Ricard, 1823; PARRIQUE (Abbé), *Aux troupes françaises en Espagne*, Clermont, Imp. Auguste Veysset, 1823; *La pacification de l'Espagne par S.A.R. Mgr le duc d'Angoulême*, Poitiers, Imp. De Barbier, 1823; ALBERT, Philippe, *L'Espagne délivrée*, Bordeaux, Imp. de Brossier, 1823; SOUBIRA, A., *Aux guerriers français de 1823*, Cahors, Imp. de Combarieu, 1823; SALMON, (madame), *La délivrance de l'Espagne, vers à S.A.R. Mgr le duc d'Angoulême*, Paris, Imp. de pochard, 1823; CLERY, M., *Stances à l'occasion de la glorieuse campagne de Mgr le duc d'Angoulême en Espagne*, Paris, Imp. de le Normant fils, 1823; BÉDARD DE COTTIER, C. A., *L'Espagne délivrée, poème héroïque, en deux chants, suivi de notes historiques*, Paris, Imp. de Gueffier, 1823; HALMA N., *Scipion en Espagne, hommage à S.A.R. Mgr le duc d'Angoulême*, Paris, Imp. d'Eberhart, 1823; NANTEUIL, André de, *Le Duc d'Angoulême en Espagne*, Paris, Imp. de Boucher, 1823; D'ARMAGNAC, Alfred, *La prise de Trocadéro, poème et poésies diverses*, 1823.
50. *Ode sur la guerre d'Espagne*, Paris, Imp. De Chaignieau, 1823; GIRAUD, Alexandre, *Cadix, ou la Délivrance de l'Espagne*, Paris, Imp. Didot, 1823; ANGLEMONT, Edouard, *La pacification de l'Espagne*, Paris, Imp. De Cellot, 1823; TISSOT, Amédée de, *Ode adressée à l'armée française, commandée par S.A.R. Mgr le duc d'Angoulême, sur son triomphe dans la guerre d'Espagne*, Paris, Imp. de Tilliard, 1823; MELY-JANIN, *La guerre d'Espagne, Ode à S.A.R. Mgr le duc d'Angoulême*, Paris Imp. de Pillet, 1823; MARTIN Alexandre, *La prise du Trocadéro*, ode présentée à S.A.R. Mgr le duc d'Angoulême, à son passage à Poitiers;
51. HUGO Abel, VULPIAN, Alphonse, *Les Français en Espagne*, à-propos-vaudeville, en un acte, représenté pour la première fois, sur le second Théâtre-Français, e 24 août 1823; CUVELIER, FRANCONNI, *Le pont de Logrono, ou le petit tambour*; suivi de la prise du Trocadéro, action historique et militaire en trois parties, représenté pour la première fois, à Paris, au théâtre du Cirque-Olympique, le 7 janvier 1824.
52. *Couplets en honneur de S.A.R. le duc d'Angoulême*, Paris, Imp. de Setier, 1823; FERDINAND, M., *Couplets en l'honneur de l'armée française et pour l'entrée triomphante de S.A.R. Mgr le duc d'Angoulême et du Trocadéro*, Paris, Imp. d'Egron, 1823; *Couronne poétique de l'armée d'Espagne, ou Recueil des chansons chantées à l'occasion de la fête donnée par la ville de Paris, pour le retour de S.A.R. Mgr le duc d'Angoulême*, Paris, Imp. de Trouvé, 1823; *Le chant guerrier sur le départ des Français pour l'Espagne et sur leur retour*, Montpellier, Imp. de J. Martel, 1823; BARBIER E. L. (payeur à Pampelune), *Chant du retour de l'armée des Pyrénées*, Paris, Imp. de le Normant fils, 1823; VAUTIER, H., *Le départ pour l'Espagne, chant guerrier*, Paris, chez H. Vautier; NEYER, J., *Cantate pour la prise de Cadix*, Mans, Imp. de Fleuriot, 1823; PILATE, Auguste, *Chant héroïque sur la prise de Cadix et la délivrance du roi d'Espagne*, Paris, Lemoine, 1823; *Couplets sur le retour de S.A.R. Mgr le duc d'Angoulême*, chantes par les élèves des frères des écoles chrétiennes de la paroisse royale de Saint-Germain-l'Auxerrois, ceux de Saint-Roch et de Berry, Paris, Imp. de Moronval. 1823.
53. DROUHIN, Laurent, *L'armée française en Espagne*, chant lyrique, 1824; DUGAILON, A. E., *Le bivouac en Espagne, poème en deux chants, suivi de quelques souvenirs sur campagne de 1823*, 1824; FONVIELLE, Chevalier de, *La guerre d'Espagne*, poèmes en stances régulières, qui a concouru pour le prix décerné par la Société royale des bonnes lettres, dans la séance du 6 février 1824; NIBELLE, N., *Les Français en Espagne, suivi du royaliste et l'homme en place*, par N. Nibelle, 1824; TRÉDOS, René, *Le triomphe des lis, ou les Français en Espagne*, poème en deux chant, suivi de l'Émigré, romance, 1824; *L'Espagne délivrée*, poème par J. J. D., étudiant en médecine, 1824; LAVAL, J., *L'Armée française en Espagne*, ode, 1824; BOUTEREAU, C., *La guerre d'Espagne*, élégie,1824; AQUILAR, Marquis de, *Stances dithyrambiques sur la glorieuse expédition en Espagne de l'armée française, sous les ordres de Son Altesse Royale monseigneur duc d'Angoulême*, lues dans la séance publique de l'Académie, du 25 janvier 1824; *L'armée française en Espagne, pour délivrer Ferdinand VII, Année 1823*. Poème en deux chants, par Mlle J. C. 1825.

Après 1830, l'intérêt pour l'expédition menée par Angoulême perd de son intensité et diverses critiques émergent. D'après Larroche[54], la campagne n'est pas du goût de l'historiographie républicaine. La victoire des troupes de Louis XVIII dans la terre où Napoléon avait échoué est un mauvais souvenir que beaucoup d'acteurs politiques préféreraient passer sous silence. Face à cet état d'esprit, Martignac, qui a accompagné le duc d'Angoulême en Espagne en tant que commissaire civil, introduit, dans son ouvrage sur le Couvent de Sainte-Marie aux bois, une notice sur la guerre d'Espagne, pour rendre justice à l'expédition : « On en est venu à ne parler d'elle qu'avec l'accent du dédain ou du mépris ; on la considère ou du moins on la qualifie comme un sujet de honte pour la France », se plaint-il[55]. En 1832, il rédige un *Essai historique sur la révolution d'Espagne et sur l'intervention de 1823*[56]. Loin des récits de batailles, de Martignac tient à présenter la campagne d'un point de vue politique, encore inconnu du public selon lui. Le contexte diplomatique sera abordé par Chateaubriand dans son ouvrage *Congrès de Vérone*, publié en 1838[57]. En France, l'étude de la campagne passe progressivement aux oubliettes. Il faudra attendre la fin du XIX^e^ siècle pour voir apparaître un récit des opérations militaires. Il s'agit de l'ouvrage *Les campagnes de la Restauration*, de Bittard des Portes, qui consacre une partie de son travail à l'expédition d'Espagne de 1823[58]. En 1928, Geoffroy de Grandmaison[59] publie *L'Expédition française d'Espagne en 1823*, une page intéressante de l'histoire mais, selon lui, mal connue des deux côtes des Pyrénées. L'auteur traite autant de la question politique que de l'aventure militaire et y apporte quelques lettres inédites de Chateaubriand relatives au Congrès de Vérone. Si les monographies sur les Cent Mille Fils de Saint Louis tarissent, l'expédition est toutefois intégrée dans les travaux historiques sur la Restauration et présentée sous différents aspects tels que les relations diplomatiques ou la politique intérieure[60]. En 2006, André Lebourleux publie *La Croisade*

54. LARROCHE, Emmanuel, *L'Expédition d'Espagne 1823 : de la guerre selon la Charte*, *op. cit.*, p. 13-14.
55. MARTIGNAC Vicomte de, *Le couvent de Sainte-Marie aux bois, précédé d'une notice sur la guerre d'Espagne de 1823*, Paris, Dufey y Vezard, 1831.
56. MARTIGNAC Jean-Baptiste Sylvère Gaye de, *Essai historique sur la révolution d'Espagne et sur l'intervention de 1823*, Paris, Auguste Pinard, 1832.
57. CHATEAUBRIAND François-René, *Congrès de Vérone (1838)*, édition présentée par Gabriel Bertier de Sauvigny, Genève, Slatkine, 1979.
58. BITTARD DES PORTES, René, *Les campagnes de la Restauration*, Tours, Alfred Cattier, 1899.
59. GRANDMAISON, Geoffroy de, *L'expédition française en Espagne en 1823*, Paris, Plon, 1928
60. NETTEMENT Alfred, *Histoire de la Restauration*, 8 vol., Paris, J. Lecoffre, 1860-1872 ; BERTIER DE SAUVIGNY, Guillaume, *La Restauration*, Paris, Flammarion, 3e éd., 1974 ; WARESQUIEL, Emmanuel de et YVERT Benoît, *Histoire de la Restauration (1814-1830)*, Paris, Perrin, 1996 ; DÉMIER, Francis, *La*

des cent mille fils de Saint Louis. L'expédition française en Espagne en 1823, ouvrage général sur la campagne militaire[61]. Une autre approche général est celui de Jean Tabeur, *La prise du Trocadéro ou La guerre d'Espagne de Chateaubriand*, apparu en 2015[62]. Dernièrement, deux ouvrages de référence sont venus combler ce vide. Le professeur Emmanuel Larroche, dans *L'expédition d'Espagne. 1823 : De la guerre selon la Charte*, dresse un bilan exhaustif de la campagne en la plaçant au centre de la politique extérieure de la Restauration[63]. En 2016, Antoine Roquette, historien spécialiste de cette période, publie *La Restauration et la révolution espagnole*. *De Cadix au Trocadéro*, où il apporte un éclairage à cet épisode historique qui s'inscrit dans la politique diplomatique de Louis XVIII[64]. Il est à noter qu'aucune étude ne semble avoir été réalisée en France quant au soutien militaire fourni afin d'assurer la protection de Ferdinand VII, soutien assuré par le Corps d'occupation français qui, sous les ordres du général Digeon, est maintenu dans la péninsule jusqu'en 1828.

Campagne longtemps oubliée en Espagne, ce que l'on appelle la promenade des Cent Mille Fils de Saint Louis passe inaperçue et n'attire pas l'attention des historiens. « La reconnaissance des peuples est éphémère », avait noté Geoffroy de Grandmaison[65] à propos du manque de publications dans la péninsule sur l'expédition de 1823. Les premières analyses des opérations militaires nous viennent de Londres. En 1834, le marquis de Miraflores publie *Apuntes histórico-críticos para escribir la historia de la Revolución de España desde el año 1820 hasta 1823*, où l'on trouve une très brève présentation de l'invasion[66]. À noter aussi le travail d'Agustín de Argüelles *Apéndice a la sentencia de la Audiencia de Sevilla*[67], publié aussi la même année dans la capitale britannique, puis en 1864 à Madrid sous le titre *De 1820 a 1824. Reseña histórica*. Bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler de la campagne, l'auteur étaye son propos à l'aide de nouvelles références. On trouve également quelques approches, succinctes, dans

---

France de la Restauration (1814-1830). L'impossible retour au passé, Paris, Gallimard, coll « Folio histoire », 2012.

61. LEBOURLEUX, André, *La Croisade des cent mille fils de Saint Louis. L'expédition française en Espagne de 1823*, Coulommiers, Dualpha, coll. « Vérités pour l'histoire », 2006.
62. TABEUR, Jean, *La prise du Trocadéro ou La guerre d'Espagne de Chateaubriand,* Paris, L'Harmattan, 2015.
63. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit*.
64. ROQUETTE, Antoine, *La restauration et la révolution espagnole*, Paris, Éditions du félin, 2016.
65. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.*, introduction.
66. MIRAFLORES, Marqués de, *Apuntes histórico-críticos para escribir la historia de la Revolución de España desde el año 1820 hasta 1823*, Londres, Ricardo Taylor, 1834.
67. DE ARGÜELLES, Agustín, *Apéndice a la sentencia pronuncia en 11 de mayo de 1825 par la Audiencia de Sevilla contra sesenta y tres diputados de las Córtes de 1822 y 1823*, Londres, Imprenta de Carlos Wood e hijo, 1834 ; *De 1820 A 1824. Reseña histórica*, Madrid, Agustín Jubera, 1864.

quelques études générales de l'histoire d'Espagne, notamment dans celles de Juan de Mariana[68], Alcalá Galiano[69], Modesto Lafuente[70], Victor Gebhardt[71], et dans d'autres publications postérieures[72]. Le romancier espagnol Benito Pérez Galdós consacre l'un des volumes des *Episodios Nacionales* aux troupes d'Angoulême[73].

C'est seulement après le retour à un régime démocratique à la fin des années soixante-dix que les études sur le Triennat libéral éveillent un intérêt particulier et, par conséquent, l'expédition de 1823 qui l'avait fait tomber. Rafael Sánchez Mantero[74] en est l'un des pionniers avec la publication en 1981 de *Los Cien Mil Hijos de San Luis y las relaciones franco-españolas*, où le professeur de l'Université de Séville aborde l'intervention en soulignant les enjeux économiques et commerciaux qui ont poussé la France à se lancer dans l'aventure espagnole. Pour sa part, Butrón Prida, écrit en 1996 la seule étude qui aborde les cinq années d'occupation des troupes françaises. Fort documenté, l'ouvrage passe en revue les relations avec le régime absolutiste, les détails de la présence des troupes, les tensions ainsi que les répercussions économiques[75]. Deux ans plus tard, le même auteur dresse un bilan pour la ville de Cadix au regard de la présence des soldats d'Angoulême, puis du corps d'occupation. Il met en exergue les relations et les enjeux de pouvoir entre les autorités françaises et espagnoles[76]. Plus récemment, en 2007, le professeur La Parra publie *Los cien mil hijos de San Luis. El ocaso del primer impulso liberal en España*, une étude complète et détaillée sur l'impact de l'intervention dans la chute du libéralisme et la mise en place de l'absolutisme[77]. Enfin, Roberto Gonzálvez Flórez analyse les relations diplomatiques autour de l'expédition : *La otra invasión francesa. Los Cien Mil Hijos de San Luis 1823*, ouvrage édité en 2008[78].

---

68. MARIANA, Juan de (Padre), *Historia general de España*, Barcelona, Imprenta de Francisco Oliva, 1840.
69. ALCALÁ GALIANO, Antonio*, Historia de España, desde los tiempos primitivos hasta la mayoría de edad de la reina doña Isabel II, redactada y anotada con arreglo a la que escribió en inglés el doctor Dunham*, t. VII, Madrid, Impr. de la Sociedad Literaria y Topográfica, 1846.
70. LAFUENTE Modesto, *Historia general de España*, Barcelona, XXX, 1889-1890, 25 vol. Dans le volume XIX, l'auteur consacre plusieurs chapitres à l'intervention française, autant politique que militaire, ainsi comme aux négociations sur la permanence des troupes à partir de la fin de 1823.
71. GEBHARDT, Victor, *Historia general de España y de sus Indias*, Barcelona, Imp. de Luis Tasso, 1867.
72. ZAMORA Y CABALLERO, Eduardo, *Historia general de España y de sus posesiones de ultramar*, Madrid, Astort Hermanos, 1878.
73. PÉREZ GALDÓS, Benito, Episodios Nacionales : *Los Cien mil hijos de San Luis*, 1877.
74. SÁNCHEZ MANTERO Rafael, *Los Cien mil hijos de San Luis y las relaciones franco-españolas*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 1981.
75. BUTRÓN PRIDA Gonzalo, *La ocupación francesa de España, 1823-1828*, Universidad de Cádiz, 1996.
76. BUTRÓN PRIDA Gonzalo, *La intervención francesa y la crisis del absolutismo en Cádiz (1823-1828)*, Universidad de Huelva, 1998.
77. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *Los Cien Mil Hijos de San Luis, el ocaso del primer impulso liberal en España*, Madrid, Editorial Síntesis, 2007.
78. Il s'agit d'une version adaptée de sa thèse doctorale : *Chateaubriand, ministro de Asuntos Exteriores y la guerra de España de 1823. Condiciones de una política y opinión pública*. Universidad Complutense de Madrid, 1982.

Les récits et souvenirs des militaires viennent enrichir toute l'historiographie générale. Dès 1829, Clerjon de Champagny raconte ses expériences sur les lieux qu'il parcouru avec l'armée dans *L'album d'un soldat pendant la campagne d'Espagne en 1823*[79], recueil, selon l'auteur, qui n'est digne ni d'éloge ni de critique. Il se limite à transcrire les notes qu'il avait écrites et où il donne, entre autres, quelques informations sur les villes et villages. En 1834, Adolphe de Bourgoing publie *L'Espagne, souvenirs de 1823 et 1833* ; il y raconte brièvement l'avance de l'armée des Pyrénées tout en brossant un tableau pittoresque des lieux[80]. Armand Carrel, officier qui avait démissionné de l'armée pour servir la cause constitutionnelle, écrit *De la Guerre d'Espagne en 1823*, où il analyse, entre autres questions, l'état moral de l'armée des Pyrénées et le sort des réfugiés français[81]. D'autres officiers qui ont servi sous les ordres d'Angoulême ont aussi laissé une trace écrite de leur passage dans la péninsule. Parmi eux, le général Hugo[82], le vicomte de Pelleport[83], le général Fantin des Odoars[84], le général comte de Saint-Chamans[85], le marquis de Blosseville[86], le comte de Reiset[87], le marquis d'Hautpoul[88], etc. Florent Galli, aide de camp du général espagnol Mina raconte des anecdotes survenues dans la zone catalane[89]. Plus récemment, Jean Couty, publie *Un Vendômois en Espagne, campagne de 1822 à 1825*[90].

79. CHAMPAGNY, Clerjon de, *L'album d'un soldat pendant la campagne d'Espagne en 1823*, Paris, Impr. de Cosson, 1829.
80. DE BOURGOING Adolphe de, *L'Espagne, souvenirs de 1823 et 1833*, Paris, Dufard, Delaunay, 1834.
81. CARREL Armand, « De la guerre d'Espagne en 1823 », *Œuvres littéraires et économiques* recueillies et annotées par M. Charles Romey, Paris, éd. V. Lecou et Guillaumin et Cie, 1854, p. 138-173. Sur la vie d'Armand Carrel on pourra consulter : CROCHEMORE Gilles, *Armand Carrel (1800-1836). Un Républicain réaliste*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Carnot », 2006.
82 . HUGO Joseph, *Mémoires du général Hugo, gouverneur de plusieurs provinces et aide-major-général des armées en Espagne*, 3 vol., Paris, Ladvocat, 1823.
83. PELLEPORT Vicomte de, *Souvenirs militaires et intimes du général vicomte de Pelleport*, Paris, Didier et Cie, 1857, 2 vol.
84. FANTIN DES ODOARS, Louis Florimond, *Journal du général Fantin des Odoars, Étapes d'un officier de la Grande Armée 1800-1830*, Paris, Plon-Nourrit, 1895.
85. SAINT-CHAMANS Alfred de, *Mémoires du général comte de Saint-Chamans, ancien aide de camp du maréchal Soult (1802-1832)*, Paris, Plon, 1896.
86. PASSY Louis, *Le marquis de Blosseville. Souvenirs*, Évreux, Impr. de Charles Hérissey, 1898.
87. DE REISET Vicomte, *Souvenirs du lieutenant-général comte de Reiset*, Paris, Calmann-Lévy, 1899, 3 vol.
88. HENNET DE GOUTEL, Estienne, *Mémoires du général marquis Alphonse d'Hautpoul*, Paris, Perrin, 1906.
89. GALLI Florent, *Mémoires sur la dernière guerre de Catalogne*, Paris, Bossange, 1928.
90. COUTY Jean, *Un Vendômois en Espagne, campagne de 1822 à 1825*, Vendôme, éd. d'Arnouval, 1987.

Dans les revues spécialisées, on trouve aussi quelques articles ayant trait à des récits anecdotiques de la campagne. *Souvenir d'un soldat sur la campagne de 1823 en Espagne* mérite une mention particulière : il est rare, en effet, de voir de simples troupiers rédiger leurs mémoires. Le texte est d'autant plus intéressant, car l'auteur demeure en Espagne avec le corps d'occupation jusqu'à en 1827[91]. Le sous-intendant militaire de Bussy relate aussi ses impressions de l'aventure espagnole, lesquelles sont insérées dans la *Revue Hispanique* en 1914[92]. Boisboissel, officier d'état-major, tient un journal des événements de la campagne[93]. Le capitaine adjudant-major de Boislecomte écrit ses souvenirs de la guerre en 1896[94]. Certains racontent leur expérience en Espagne à travers des correspondances[95]. Joseph Durieux publie, en 1935 dans le *Carnet de la Sabretache*, un bref article sur la mission de l'intendant Frosté, chargé de rapporter en Espagne les drapeaux pris durant la guerre d'Indépendance[96].

Les mémoires et correspondances des principaux acteurs politiques et diplomatiques sont aussi une source très importante et utile pour l'étude de la période. Chateaubriand, qui a beaucoup ouvré pour l'intervention française en Espagne et en a fait une affaire personnelle, a laissé d'abondantes informations dans ses écrits[97]. Le duc de Bellune, ministre de la Guerre, dresse l'état de son ministère durant les années 1823-1824[98]. Son fils aîné nous livre plus tard les mémoires de son père[99]. Quant aux cinq volumes de la

---

91. GOSSEZ, Alphonse-Marius, « Souvenir d'un soldat sur la campagne de 1823 en Espagne », *Bibliothèque de la Révolution de 1848 et les révolutions du XIXe siècle*, tome 30, nº145, juin-juillet-août 1933, p. 61-148.
92. DE BUSSY, Pierre Genty, « Campagne et souvenirs d'Espagne 1823 », *Revue Hispanique : recueil consacrée à l'étude des langues, des littératures et de l'histoire des pays castillan, catalan et portugais*, tome 32, nº82, 1914, p. 458-569.
93. BOISBOISSEL C.A., « Journal de marche d'un officier d'état-major pendant l'expédition d'Espagne de 1823 », *Carnet de la Sabretache*, t. 5, 1956, p. 203-229.
94. BOISLECOMTE Alexandre-Joseph, « Souvenirs de la campagne de 1823 », *Revue Hebdomadaire*, décembre 1896.
95. SUAREZ Federico, « Un royaliste à l'armée d'Espagne 1823-1824 », *Revue Rétrospective : recueil de pièces intéressantes et de citations curieuses*, juillet-décembre 1889, p. 166-172 ; GAUTHIER Marcel, « La guerre d'Espagne en 1823 : Lettre d'un militaire de l'Yonne, Annet Simonet, soldat au 138e Régiment de ligne », *Écho d'Auxerre*, nº72, Auxerre, 1967; DIESBACH, Charles de, « Prise du Trocadéro (31 août 1823) Lettre du comte Romain de Diesbach de Belleroche », *Carnet de Sabretache*, 1910, p. 431-434 ; PERSAN, comte de, « Le colonel duc d'Esclignac. Notice bibliographique et souvenirs de campagne », *Carnet de Sabretache*, 1903, p. 165-168.
96. DURIEUX Joseph, « L'intendant militaire Frosté (1786-1861) sa mission à l'armée d'Espagne en 1823. Ses lettres pendant l'expédition d'Alger », *Carnet de la Sabretache*, septembre-octobre 1935, p. 382-392.
97. CHATEAUBRIAND François-René de, *Mémoires d'Outre-Tombe*, Paris, Gallimard, 2015, 2 vol ; CHATEAUBRIAND François-René, *Congrès de Vérone (1838)*, édition présentée par Gabriel Bertier de Sauvigny, Genève, Slatkine, 1979 ;
98. BELLUNE Claude-Victor Perrin duc. De, *Ministre de la Guerre en 1822 et 1823*, Paris, C.-J. Trouvé, 1824.
99. VICTOR (maréchal), *Mémoires du maréchal duc de Bellune*, mis en ordre par son fils aîné, Paris, Dumaine et Amyot, 1847.

correspondance laissée par le ministre des finances, Joseph de Villèle, ils renferment de précieux renseignements pour l'étude de l'intervention militaire[100]. Les *Mémoires*[101] du baron de Damas, alors au ministère des affaires étrangères, sont particulièrement riches en informations sur les affaires diplomatiques. Les missions des ambassadeurs font l'objet de quelques travaux[102]. Gabriel Ouvrard a aussi rédigé ses mémoires ; il y traite de tous les aspects financiers de l'administration logistique de l'armée ainsi que d'autres détails de la campagne[103].

Les biographies sont abondantes. Eugène Guichen et de Coustin[104] ont étudié la vie du duc d'Angoulême. La carrière militaire du duc de Bellune a été analysée par Jacques Le Coustumier et Jean-Pierre Tarin[105]. Les démarches financières et économiques d'Ouvrard ont été examinées par Jacques Wolff et Arthur Lévy[106]. La vie de Chateaubriand a été décortiquée par Ghislain Diesbach et Jean-Paul Clément[107]. Enfin, le comte de Neuville écrit, en 1855, une *Notice historique sur M. le comte de Villèle*[108].

Les Espagnols ont été bien moins prolifiques quant aux détails de leur participation ou non lors de l'arrivée des Cent Mille Fils de Saint Louis. Nous n'avons trouvé que peu de sources primaires sur leur engagement, militaire ou politique, durant la période en question, tant sur la campagne elle-même que sur les troupes d'occupation françaises. Les études sont rares. Toutefois, on peut consulter les travaux sur Francisco Espoz y Mina[109],

100. VILLÈLE Joseph de, *Mémoires et correspondance*, Paris, Perrin, 1888-1890, 5 vol.
101. DAMAS Maxence de, *Mémoires*, Paris, Plon, 1922-1923, 2 vol.
102. PASSY Louis, « La mission de Martignac et l'ambassade de Talaru pendant la guerre d'Espagne 1823 », *Académie de sciences politiques*, 1899, vol 51, p. 273-305 ; ROUSSEAU François, « L'ambassade du Marquis de Talaru en Espagne, juillet 1823-août 1824 » *Revue de Questions Historiques*, t. XLVI, 1911, p. 86-116.
103. OUVRARD Gabriel Julien, *Mémoires*, Paris, Moutardier, 1826-1827, 3 vol.
104. GUICHEN Eugène de, *Le Duc d'Angoulême (1775-1844),* Paris, Émile-Paul, 1909 ; DE COUSTIN François, *Louis XIX, duc d'Angoulême*, Paris, Perrin, 2017.
105. LE COUSTUMIER, Jacques, *Le maréchal Victor. Claude-Victor Perrin (1764-1841)*, Paris, Nouveau Monde/Fondation Napoléon, 2004 ; TARIN, Jean-Pierre, *Le Maréchal Victor : loyal sous Napoléon, fidèle sous la Restauration*, Paris, Cosmopole, 2006.
106. WOLFF Jacques, *Le Financier Ouvrard : l'argent et la politique*, Paris, Tallandier, 1992 ; LÉVY Arthur, *Un grand profiteur de guerre sous la Révolution, l'Empire et la Restauration : G.-J. Ouvrard*, Paris, Calman Lévy, 1929.
107. DIESBACH Ghislain de, *Chateaubriand*, Paris, Perrin, 1995 ; CLÉMENT Jean-Paul, *Chateaubriand : biographie morale et intellectuelle*, Paris, Flammarion, 1998.
108. NEUVILLE Comte de, *Notice historique sur le M. le comte de Villèle*, Paris, A. Fontaine, 1855.
109. ESPOZ Y MINA Francisco, *Reseña histórica de la vida militar y política de este héroe español*, Barcelona, Imprenta de D.J.M. de Grau, 1840; ESPOZ Y MINA Francisco, *Memorias del General Don Francisco Espoz y Mina*, Madrid, Ediciones Atlas, 1962, 2 vol.

Pablo Morillo[110], Ballesteros[111], Riego[112] et Fernando VII, notamment *Fernando VII: un rey deseado y detestado,* d'Emilio La Parra, publié en 2018[113]. L'exposition du maréchal de camp Pedro Ramírez sur les opérations de l'armée libérale d'Estrémadure est aussi assez intéressante[114].

Les documents relatifs à la campagne militaire sont donc abondants, mais ils ont principalement été publiés en France. D'autres aspects de l'intervention, telles les relations diplomatiques, ont été étudiés en profondeur. De nombreux travaux ont également traité de la situation politique conduisant à la guerre, et quelques historiens se sont penchés sur les conséquences économiques et commerciales de l'ingérence de la France. Le ressenti et le vécu des Espagnols quant aux Cent Mille Fils de Saints Louis ont généralement été passés sous silence. Notre thèse tient à combler ce vide, en abordant cette perception lors de l'arrivée des Français, puis du séjour du corps d'occupation.

110. QUINTERO SARAVIA Gonzalo María, *Soldado de tierra y mar: Pablo Morillo, el pacificador*, Madrid, Editorial Edaf, 2017.
111. GONZÁLES LÓPEZ Emilio, *Luis López Ballesteros (1782-1853) : Ministro de Hacienda de Fernando VII*, La Corogne, Fundación Pedro Barrié de la Maza, 1996.
112. PARENTE RODRIGUEZ Gonzalo, *Apuntes biográficos del general Rafael del Riego*, Madrid, Congreso de los Diputados, 2013. On pourra consulter les travaux sur le général Riego d'Alberto GIL NOVALES.
113. DE VILLA-URRUTIA, Venceslao Ramírez, *Fernando VII: Rey constitucional. Historia diplomática de España de 1820 a 1820*, Madrid, Francisco Beltrán, 1823; VILLA-URRUTIA marques de, *Fernando VII, rey absoluto*, Madrid, Francisco Beltrán, 1931; SÁNCHEZ MANTERO Rafael, *Fernando VII*, Madrid, Arlanza, 2001; SEVILLANO Calero, Francisco, SOLER PASCUAL, Emilio, *Diarios de viaje de Fernando VII (1823 y 1827-1828)*, Alicante, Universidad de Alicante, 2013; LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *Fernando VII: un rey deseado y detestado*, Madrid, Planeta, 2018.
114. RAMÍREZ, Pedro, *Memoria y exposición sobre la campaña del Ejército de Extremadura en 1823*, Madrid, Imprenta del archivo militar, 1842.

Problématique

Si les études sur l'intervention française sont légion, rares sont celles qui ont abordé de manière globale et objective le point de vue des Espagnols vis-à-vis de cette campagne militaire. Le but de notre thèse est de répondre à toute une série de questions ayant trait au regard porté par la population espagnole, aussi bien libérale que royaliste. Ainsi, peut-on s'interroger sur la façon dont ont été perçus, Outre-Pyrénées, ces soldats français. Les Cent Mille Fils de Saint Louis ont-ils été accueillis en libérateurs du despotisme révolutionnaire, comme l'ont prétendu les *ultra* en France et les *serviles* en Espagne ? Ont-ils suscité (comme l'espéraient les libéraux des deux côtés de la frontière et le craignaient nombre de Français) la même haine que pendant la guerre d'Indépendance, lorsqu'ils ont remporté, sans coup férir, leurs premières victoires sur les troupes constitutionnelles espagnoles ? Comment, avant même d'en venir à la solution militaire, le gouvernement de Louis XVIII s'est-il efforcé d'améliorer l'image des Français en Espagne en exaltant, par exemple, le « dévouement des médecins français et des sœurs de Saint-Camille lors de la peste de Barcelone de 1821 » ? N'y a-t-il pas eu, comme le révèle une polémique entre le journal absolutiste *El Restaurador* et d'autres périodiques du même bord, quelques dissensions entre la Régence, qui gouvernait au nom de Ferdinand VII, et le haut commandement français, alors sous les ordres du duc d'Angoulême ? De quel ordre ont été les critiques visant le haut commandement et les troupes françaises de la part des *serviles*, suite à la libération de Ferdinand VII, ce dernier redevenant alors souverain absolu ? Cette question doit être posée en fonction de la convention d'Andujar qui prévoyait que les militaires constitutionnels qui s'étaient rendus à l'armée française seraient traités en prisonniers de guerre et ne feraient pas l'objet de représailles (ce qui n'aura pas empêché l'exécution de Riego). Les relations entre Français et Espagnols durant les cinq années d'occupation ont-elles été cordiales? Quelle image resta-t-il de cette armée après son retour en France ? Tels sont les points que nous aborderons dans ce travail.

Considérations méthodologiques

Pour répondre à toutes ces questions et éclairer la perception des Espagnols à propos de l'intervention des Cent Mille Fils de Saint Louis, nous avons commencé par étudier les sources militaires et analyser les rapports des officiers français à propos de l'administration et des autorités espagnoles, ainsi que les relations avec la population lors de l'expédition dans la péninsule ibérique. Nous avons donc compulsé au Service historique de la Défense (SHD), situé au château de Vincennes, à Paris, toute la correspondance de la campagne pour l'année 1823 qui se trouve archivée dans la sous-série D1 : *Armée d'Espagne 1823*. Nous avons privilégié la recherche de comptes rendus de la prévôté, très peu utilisés jusqu'à présent. Nous avons également examiné toutes les missives produites par les généraux en charge des places occupées par l'armée française de 1823 à 1828, ces dernières n'ayant pas suffisamment été traitées par les historiens. Nous avons aussi puisé des renseignements dans une partie des registres de correspondance des corps de troupe. Enfin, nous avons exploité les reconnaissances et les rapports divers, conservés dans la série GR 1M 805 ainsi que les rapports sur les prisonniers de guerre, qui se trouvent dans la série GR Y.

Des recherches ont été entreprises aux archives du Ministère des Affaires étrangères (La Courneuve). Bien qu'une partie de la correspondance politique ait déjà fait l'objet de nombreuses études, nous avons procédé à une relecture, puis à l'analyse des mémoires et documents, notamment des sources relatives à l'occupation de l'Espagne : la correspondance de Boislecomte, chargé d'affaires à Madrid, les rapports sur les réfugiés, la dette de l'Espagne et toutes les missives relatives à la permanence des troupes françaises et aux problèmes que cela posait (logements, logistique, etc.). Nous avons centré notre recherche sur la *correspondance consulaire et commerciale*, dont les informations se sont révélées fort intéressantes quant aux relations avec les autorités civiles espagnoles et les litiges avec la population. Ces documents consulaires n'ont d'ailleurs jamais été utilisés, du moins d'une façon exhaustive, à notre connaissance, dans les travaux sur l'intervention française. Les lettres des consuls d'Alicante, Barcelone, Bilbao, Cadix, La Corogne, Madrid, Saint-Sébastien, Santander, entre autres, ont été passées au peigne fin. Malheureusement, l'abondance de fonds consulaires ne nous a pas permis de les exploiter intégralement sur la période allant de 1823 à 1828.

L'étude de la presse a fait également l'objet d'une étude assez conséquente, notamment les journaux espagnols : *Diario de la capital, Diario de Madrid, El Espectador, El Restaurador, El Universal, La Gaceta Española, Diario Constitucional de Barcelona*, etc. Fort heureusement, beaucoup de sources se trouvent en ligne (*Biblioteca digital de la Biblioteca Nacional, Madrid ; Biblioteca virtual de prensa histórica, Ministerio de Educación ; Biblioteca virtal Miguel de Cervantes, Universidad de Alicante*), mais mon activité professionnelle au Vietnam ne m'a pas permis de consulter les journaux locaux ou autres, qui ne sont pas encore numérisés. Il a fallu aussi se limiter dans les choix et, pour cette partie de la recherche, ne privilégier que les périodiques de l'année 1823 et publiés en Espagne. Toutefois, nous avons parfois fait appel aux journaux français qui ont aussi suivi de près la campagne militaire et qui bénéficient d'une double information : celle fournie par le haut commandement français et par des correspondants particuliers.

Nous avons fait la lecture d'un grand nombre d'ouvrages ayant trait aux mémoires et souvenirs des principales personnes ayant joué un rôle important dans les affaires de l'Espagne. Les mémoires de Villèle, Ouvrad, Pelleport, Hugo, Saint-Chamans, etc., nous ont fourni un grand nombre de détails très pertinents pour notre sujet de thèse. Nous avons aussi consulté les déclarations officielles des députés des Cortès et les proclamations (bandos) des chefs politiques et militaires espagnols des différentes provinces. Très sommairement, nous avons traité de l'infralittérature centrée sur les Cent Mille Fils de Saint Louis et qui a contribué à forger l'opinion publique espagnole (notamment divers poèmes et chansons). Les rapports de police et les actes judiciaires n'ont été que partiellement étudiés. En effet, nous avons eu seulement accès aux sources françaises.

À Madrid, en Espagne, nous avons travaillé à l' *Archivo Histórico Nacional*, où nous avons pu consulter quelques fonds importants. Nous avons également pris contact par courriel avec les archives des villes traversées par l'armée d'Angoulême. Nous n'avons obtenu que très peu de documentation. Beaucoup d'archives de cette époque, au niveau municipal, ont été détruites lors des guerres civiles qu'a subies l'Espagne.

Notre situation de professeur d'espagnol au Lycée français Alexandre Yersin de Hanoï a été parfois un handicap sérieux à la réalisation du travail de recherche en France ou en Espagne. Toutefois, nous avons réussi à nous rendre dans les principaux centres d'archives. Nous regrettons de n'avoir pas eu l'occasion de nous déplacer à Rome pour y

consulter les archives du Nonce Apostolique à Madrid. Néanmoins, nous avons pu trouver quelques références écrites des ecclésiastiques pour compléter notre étude.

Une partie de l'abondante documentation accumulée durant ces années de recherche nous a servi pour la rédaction de la thèse. Nous espérons ainsi pouvoir utilement participer à une meilleure connaissance de cette « seconde révolution d'Espagne », à travers une approche inédite, celle du regard porté par les Espagnols lors de l'arrivée des troupes françaises, qui resteront présentes en Espagne de 1823 à 1828.

Chapitre I : L'ingérence de la France

L'esprit libéral de l'Espagne n'est pas du goût de la France ni d'ailleurs des autres monarchies européennes[1]. Malgré les demandes du gouvernement des Cortès pour obtenir de l'aide afin de combattre les factieux Espagnols, Louis XVIII reste prudent et surtout discret, notamment à l'heure de prêter secours aux rebelles royalistes qui combattent à la frontière[2].

En 1821, une épidémie de fièvre jaune débute à Barcelone, causée par l'arrivée d'un navire en provenance de Cuba. La maladie attire l'attention des autorités françaises et de nombreux médecins français dont les plus éminents forment une commission qui se déplace dans la ville catalane[3]. Cet événement va permettre à la France de s'isoler, non seulement afin d'endiguer une éventuelle propagation de la maladie, mais aussi afin d'empêcher l'arrivée des idées révolutionnaires qui viennent d'Espagne. On ferme alors rapidement les frontières au niveau des Pyrénées, puis on contrôle scrupuleusement la circulation des personnes et des marchandises. Le cordon sanitaire militaire se transforme en une armée d'observation. L'idée d'une guerre avec l'Espagne est sur toutes les bouches.

---

1. Quelques études pour la période du Triennat libéral en Espagne : GIL NOVALES, Alberto, *El Trienio liberal*, Zaragoza, Edición de ARBANAT Ramón, Prensas de la Universidad de Zaragoza, 2020 ; RÚJULA LÓPEZ Pedro, FRASQUET, Ivana, *El Trienio liberal (1820-1823): una mirada política*, Granada, Editorial Comares, 2020; GIL NOVALES, Alberto, *Textos exaltados del Trienio Liberal*, Gijón, Ediciones Júcar, 1979; BONED COLERA Ana, FERNÁNDEZ JIMÉNEZ María Antonia, ANDIOC, René, *Diccionario bibliográfico del Trienio Liberal,* Málaga, Ediciones El Museo Universal, 1991; RÚJULA LÓPEZ, Pedro, CHUST, Manuel, *El Trienio Liberal: Revolución e independencia (1820-1823),* Madrid, Los libros de la Catarata, 2002.
2. Pour l'étude de la période en France, WARESQUIEL, Emmanuel de, *C'est la révolution qui continue ! La Restauration 1814-1830*, Paris, Tallandier, 2015 ; BERTIER DE SAUVIGNY, Guillaume, *La Restauration*, Paris, Flammarion, 3e éd., 1974 ; WARESQUIEL, Emmanuel de et YVERT Benoît, *Histoire de la Restauration (1814-1830)*, Paris, Perrin, 1996 ; VIEL-CASTEL, Louis, *Histoire de la Restauration*, Paris, M. Lévy frères, 1860-1878, 20 vol ; NETTEMENT, Alfred, *Histoire de la Restauration*, 8 vol., Paris, J. Lecoffre, 1860-1872 ; LEVER Evelyne, *Louis XVIII*, Paris, Fayard, 1988.
3. BALLY Victor, FRANÇOIS Victor-Joseph, PARISET Etienne, *Histoire médicale de la fièvre jaune, observée en Espagne, et particulièrement en Catalogne, dans l'année 1821*, Paris, Impr. Royale, 1823 ; GASPAR GARCÍA, María Dolores, « La epidemia de fiebre amarilla que asoló Barcelona en 1821, a través del contenido del manuscrito 156 de la Biblioteca Universitaria de Barcelona », *Gimbernat: Revista d'Història de la Medicina i de les Ciències de la Salut*, 1992, vol. 19, p. 65-72; ROMERO MARTÍN, Juan José, « Medicina y actitud popular. La epidemia de 1821 en Barcelona », *Gimbernat: Revista d'Història de la Medicina i de les Ciències de la Salut*, 1992, vol. 19, p. 97-100; BERTULUS, Évariste, *Le docteur Bally*, Marseille, typographie Ve Marius Olive, 1866.

L'Espagne se voit humiliée par les puissances de la Sainte-Alliance qui, réunies à Vérone, décident de s'engager dans les affaires intérieures de la péninsule. La France risque de prendre part à une nouvelle aventure guerrière de l'autre côté des Pyrénées. Le gouvernement des Cortès, inquiet, essaie en vain de freiner la menace. Le souvenir de la guerre d'indépendance contre Napoléon réapparaît dans les esprits. Les plus exaltés s'acharnent contre les Français qui vivent du commerce en Espagne. Beaucoup d'entre eux doivent quitter le pays en raison de la menace[4].

1.1. L'apathie face à la fièvre révolutionnaire

L'Espagne, à la fin de 1822, affiche un véritable pessimisme. Le régime constitutionnel a bien du mal à convaincre l'ensemble des Espagnols des vertus de sa nouvelle politique, une grande partie des Espagnols ne semblant pas prêts pour ce changement. Les vieilles habitudes, les préjugés même, sont profondément ancrés dans une société conservatrice et fière de son passé, où toute idée innovante paraît faire peur[5] . Le financier Ouvrard, responsable du ravitaillement de l'Armée des Pyrénées et fin connaisseur de l'Espagne, remarque également que les effets de la révolution ne sont que superficiels et n'ont pas atteint l'ensemble de la population : « Ce mouvement éphémère, trop isolé, trop indécis pour pénétrer jusqu'aux masses, s'était arrêté de lui-même avant d'avoir pu arracher le peuple espagnol à ses habitudes stationnaires[6]. » Dans ce contexte, les plus fervents royalistes en profitent pour faire tomber le nouveau système malgré la répression. « On

4. BERTIER DE SAUVIGNY, Guillaume de, *La Sainte-Alliance*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 1972 ; BOURQUIN, Maurice, *Histoire de la Sainte-Alliance*, Genève, Librairie de l'université Georg & Cie S.A., 1954 ; CHATEAUBRIAND, François-René, *Congrès de Vérone* (1838), édition présentée par Gabriel Bertier de Sauvigny, Genève, Slatkine, 1979 ; BERTIER DE SAUVIGNY, Guillaume de, *Metternich et la France après le congrès de Vienne*, Paris, Hachette, 1968-1971. 3 t.
5. CAPEFIGUE, Jean Baptiste, *Récit des opérations de l'armée française en Espagne, sous les ordres de S.A.R. Mgr Duc d'Angoulême. Accompagné de notices bibliographiques et géographiques ; et suivi de considérations sur les résultats politiques de cette guerre*, Paris, A. Egron, 1823, p. 56. On pourra consulter également l'étude de COMELLAS, José Luis, *Los realistas en el Trienio Constitucional*, 1820-1823, Pamplona, Universidad de Navarra, 1958.
6. OUVRARD, Gabriel-Julien, *Mémoires de G.-J. Ouvrard : sur sa vie et ses diverses opérations financières*, Paris, Moutardier, 1826-1827, 3 vol, deuxième partie, p. 10. Outre ses mémoires, on peut lire : SARRAZIN Jean-Pierre, Gabriel Julien Ouvrard : *Grandeur et misère d'un financier de génie sous l'Empire*, Paris, L'Harmattan, 2014 ; WOLFF, Jacques, *Le financier Ouvrard : l'argent et la politique*, Paris, Tallandier, 1992 ; SAVANT, Jean, *Tel fut Ouvrard, le financier providentiel de Napoléon*, Paris, Fasquelle, 1954 ; LÉVY, Arthur, *Un grand profiteur de guerre sous la Révolution, l'Empire et la Restauration : G.-J. Ouvrard*, Paris, Calman Lévy, 1929 ; BELLUNE, Duc de, *Mémoire sur les marchés Ouvrard*, Paris, Impr. Trouvé, 1826.

ne peut se faire une idée des vexations qu'ils faisaient essuyer à ceux qu'ils soupçonnaient de ne point être du nouveau *système* ; or dans ce pays ennemi des innovations c'était le plus grand nombre », note le capitaine Boislecomte, adjudant-major aux chasseurs de la garde, dans ses souvenirs[7]. Le roi Ferdinand VII, lui-même, participe, discrètement, à l'anéantissement du modèle gouvernemental et appuie la contre-révolution[8].

À cette époque, en Espagne, deux blocs antagonistes coexistent. Leurs partisans se détestent[9]. Pour autant, au sein même de chacun des blocs, des divergences existent : « Les constitutionnels de 1812 et de 1820, les *anilleros*, et les *comuneros*, les *afrancesado*s, et les *descamisados*, se haïssaient entre eux autant qu'ils exécraient les *serviles*[10]. » Au fur et à mesure de la mise en place de la politique du régime constitutionnel, le mécontentement de certains, au sein de la population, s'accroît. C'est le cas notamment du clergé qui subit des réductions considérables de ses biens et privilèges[11]. Le sort des ecclésiastiques est débattu durant les Cortès, vers la fin de 1822, sous le titre *arreglo del clero*[12]. Ainsi, le clergé va réagir en prenant activement part à l'insurrection des masses, comme l'indique le rapport de la commission spéciale du gouvernement qui précise que les religieux « prêchaient la sédition même en se prévalant de révélations et d'inspirations supposées divines afin de séduire les habitants des campagnes, notamment les plus

7. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, vicomte de, « Souvenirs de la campagne de 1823 », *Revue Hebdomadaire*, 1896, p. 399. Né en 1794, il rejoint l'école militaire de Saint-Germain en 1811. Nommé sous-lieutenant en 1813, il participe aux campagnes d'Allemagne, de France, de Waterloo, d'Espagne en 1823. En 1830, il est chargé de mission en Algérie. Général de brigade en 1847, puis de division en 1873, il décède en 1873.
8. Pour l'étude du règne de Ferdinand VII : LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *Fernando VII: un rey deseado y detestado*, Madrid, Planeta, 2018; SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *Fernando VII*, Madrid, Arlanza, 2001; SEVILLANO Calero, Francisco, SOLER PASCUAL, Emilio, *Diarios de viaje de Fernando VII (1823 y 1827-1828),* Alicante, Universidad de Alicante, 2013; DE VILLA-URRUTIA, Venceslao Ramírez, *Fernando VII: Rey constitucional. Historia diplomática de España de 1820 a 1820*, Madrid, Francisco Beltrán, 1823.
9. Un aperçu de la lutte fratricide en : DEL RIO ALDAZ, Ángel Ramón, « La violencia en la Guerra Civil revolucionaria del Trienio Liberal », Vasconia, *Cuadernos de Historia – Geografía*, nº26, 1998, p. 41-48; MARTINEZ SOSPEDRA, Manuel, « El camino a la guerra civil. La política de orden público en el Trienio desde las Cortes », *Historia Constitucional, Revista electrónica de Historia Constitucional*, nº20, 2020, p. 27-62.
10. LESUR, Charles-Louis, *Annuaire historique ou Histoire politique et littéraire de l'année,* Paris, Fantin, Delaunay, H. Nicolle, etc., 1818-1852, 33 vol, 1822, p. 442. Pour les différentes définitions de la période on pourra consulter : GIL NOVALES Alberto : « Pequeño vocabulario político social de 1820-1823 » en *Las sociedades patrióticas (1820-1823). Las libertades de expresión y de reunión en el origen de los partidos políticos*, Madrid, Tecnos, 1975, tome II, p. 974-982.
11. Pour l'étude des rapports entre l'Église et le régime constitutionnel on pourra consulter : REVUELTA GONZÁLEZ, Manuel, « La Iglesia española ante la crisis del Antiguo Régimen (1808-1833) » en GARCÍA VILLOSLADA, Ricardo (dir.), *Historia de la iglesia en España, V. La Iglesia en la España contemporánea (1808-1975)*, Madrid, BAC, 1979; LA PARRA LÓPEZ, Emilio, « 1820: ruptura entre la jerarquía eclesiástica y el estado constitucional », *Historia constitucional*. *Revista Electrónica de Historia Constitucional*, Madrid, CEPC, 2020, p. 5-26.
12. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *Los Cien Mil Hijos de San Luis, el ocaso del primer impulso liberal en España*, Madrid, Editorial Síntesis, 2007, p. 138 ; LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 426, 432.

nécessiteux[13]. » Bien évidemment, on trouve parmi les ennemis du nouveau régime tous ceux qui ont perdu leurs privilèges ou leurs positions dans l'administration, tels que les employés publics, ou encore le monde rural qui ne trouve point dans le libéralisme la solution à ses problèmes[14].

La lutte des partis va s'accentuer à partir du printemps 1822. L'agitation devient plus violente des deux côtés. Le parti royaliste gagne en influence grâce à l'endoctrinement réalisé par les prêtres et les moines, qui possèdent un fort ascendant sur la population, notamment sur les femmes. On sait qu'à Cadix, ces dernières sont mises en garde, dans l'église de Saint-Laurent, contre les nouvelles doctrines et la nouvelle constitution[15]. Des organisations voient le jour et se prononcent contre le système libéral. Parmi elles, on trouve les juntes apostoliques ou encore les *confidencias*[16]. Les bandes armées royalistes se mobilisent davantage à partir de 1822. On sait, par exemple, qu'en Navarre, plus de 3000 volontaires s'engagent dans les *partidas*[17]*.* De même, on note la présence de ces groupes, sous l'étendard *de la foi* en Biscaye et en Galice. La révolte éclate aussi en Catalogne. Au mois de mai, Canga Argüelles, signale le danger grandissant et accuse la France :

> « Le principal foyer est à la frontière avec la France. Qu'avons-nous donc fait à cette nation et son gouvernement ? Car je fais une grande différence entre la nation et son gouvernement. Pourquoi le gouvernement protège-t-il nos factieux ? Car enfin, nous voudrions en douter, que nous ne le pourrions pas. Misas s'est sauvé en France, et il vient de reparaître en Espagne, à la tête d'un corps armé, équipé et nouvellement habillé. Il est donc prouvé, malgré l'assurance que nous a donné le ministre des Affaires étrangères, que le gouvernement français, voyant que *l'Espagne va rendre la liberté à toutes les nations civilisées*, emploie tous les moyens pour empêcher cette heureuse régénération. Le fanatisme est un des principes qu'il a su mettre en mouvement. Il faut donc couper le mal à sa racine et chasser tous ces moines et ces évêques qui sont si farouchement opposés à notre gouvernement [18]. »

Rapidement l'Espagne s'enlise dans une guerre civile. Des guérillas menées par des royalistes gagnent les provinces du nord où elles exercent une grande influence sur les habitants des campagnes, mécontents du nouvel ordre des choses. En revanche, dans les grandes villes, l'action des clubs et les discours dans les sociétés populaires entretiennent

13. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 431.
14. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* p. 145.
15. ROQUETTE, Antoine, *La restauration et la révolution espagnole*, Paris, Éditions du félin, 2016, p. 118.
16. Pour l'organisation de ces juntes : FUENTES ARAGONÉS, Juan Francisco, *Juntas apostólicas y primer carlismo 1823-1825 : episodios de la conspiración ultrarrealista contra la monarquía absoluta.* Barcelona, Universidad Autónoma de Barcelona, 1979.
17. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* pp. 80, 82 et 129.
18. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 431.

l'esprit constitutionnel, notamment dans les villes de Cadix, Séville, Saragosse, Barcelone et Madrid. Abel Hugo relate les nombreux désordres qui ont eu lieu un peu partout. Ainsi, le 5 février 1821, quelques royalistes – *serviles*, dit-on – se font insulter et maltraiter : « Le droit des gens, sacré dans tous les pays policés, ne fut pas même respecté. Une personne attachée à l'ambassade française fut insultée[19]. » Pampelune n'échappe pas aux désordres, et le 19 mai 1822 se déroule un combat entre militaires de la garnison, fidèles aux Cortès, et les habitants. On déplore des blessés et des morts. L'affaire remonte aux Cortès où le député Ferrer dénonce une conspiration orchestrée depuis Bayonne par les officiers espagnols qui s'y sont réfugiés dans le but de livrer aux Français les citadelles de Saint-Sébastien et de Pampelune et d'organiser dans la péninsule un gouvernement *à la française*[20].

Mais c'est surtout en Catalogne où la révolte contre le gouvernement devient plus virulente. Les persécutions contre les prêtres catholiques indignent de nombreux Catalans, qui ne tardent pas à s'armer et à s'enrôler sous la bannière des grands chefs : Bessières, Romagosa, le Trappiste, etc.[21] Au mois de juin, la Seu d'Urgel tombe aux mains des royalistes. En septembre, le baron d'Eroles décime la division constitutionnelle du colonel Tabuenca. Le succès est célébré par un *Te Deum* dans la cathédrale d'Urgel[22]. Madrid souffre aussi de l'agitation dans les rues, où les rixes entre soldats de la garde et miliciens sont fréquentes. L'insurrection du 7 juillet va fortement marquer les esprits. Le soldat Gabarda et le capitaine des gardes, Goiffieu, d'origine française, payent de leur vie leur participation, malgré la demande de la France pour empêcher l'exécution de la peine capitale. Cette date marque un tournant dans les rapports avec Paris. « Depuis la journée du 7 juillet, on ne peut plus regarder ni les démarches ni les discours imposés à Ferdinand VII comme des actes de sa volonté », écrit Lesur[23]. Dans les autres provinces de la péninsule, les soulèvements sont rapidement neutralisés, à l'exemple de la révolte orchestrée par les carabiniers royaux de Cordoue.

Malgré la présence de bandes royalistes particulièrement actives, le gouvernement réussit à contrôler temporairement l'insurrection. En Navarre, le général Espinosa chasse les *partidas.* La milice nationale de Pampelune est désarmée et une surveillance étroite

19. HUGO, Abel, *Histoire de la campagne d'Espagne en 1823*, Paris, Le Fuel, 1824, 2 vol, tome 1, p. 45.
20. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* pp. 425-426.
21. HUGO, Abel, *op. cit.,* p. 57-58.
22. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 438, 489.
23. LESUR, Charles-Louis, *Ibid*., p. 438, 472.

s'impose dans la province. Le général Espinosa, qui a reçu des renforts, poursuit ce qu'il reste des bandes dirigées par quelques chefs partisans tels que Gorostidi, Zavala ou Merino[24]. En Catalogne, la révolte essuie des échecs cuisants. Mina prend l'affaire en main. Il inonde les rues des villes et des villages de proclamations incitant les soldats de l'armée de la Foi à retourner dans leurs foyers et demandant aux habitants de prendre les armes et de se défendre. La régence d'Urgel doit plier bagages et se rendre à Toulouse, où elle arrive le 28 novembre. *Le Trappiste* se rend aussi en France[25]. Néanmoins, la tranquillité est loin de s'instaurer en Espagne, car l'armée de la Foi n'est pas encore anéantie et peut rependre les hostilités à tout moment grâce à une aide venue de l'extérieur. Villèle l'a déjà noté dans une missive en date du 23 septembre 1822 adressée à Montmorency : « [l'armée de la Foi] ne peut étendre son influence, tant qu'elle ne tirera pas de l'extérieur des secours plus efficaces[26]. » Paris va alors jouer un rôle essentiel.

La situation critique de l'Espagne met en alerte les gouvernements étrangers. La Russie, la Prusse et l'Autriche rappellent leurs ambassadeurs[27]. À Madrid, le comte de La Garde, ambassadeur de France, reçoit les encouragements de Villèle et du Roi pour tenir bon à son poste. On lui conseille de « rejeter sur les difficultés inhérentes à la position tout ce qu'il ne cesse d'attribuer à des préventions ou des méfiances contre lui[28]. » Mais il ne tarde pas, non plus, à prendre le chemin du retour. Sur la route, il découvre une Espagne divisée et en proie au chaos. À ses yeux, la désorganisation qui règne dans le pays est totale. Les bandes de voleurs pullulent, plus que les guérillas, et les constitutionnels se livrent à toute sorte de violences[29]. Villèle, lui-même, brosse un tableau fort pessimiste de l'Espagne. Dans une correspondance avec Montmorency, il déclare qu'un régime de terreur s'est établi partout et le compare à la Terreur de 1793[30], dans la France de l'après-Révolution. Chateaubriand n'est pas moins sévère dès lors qu'il est question du comportement de la population espagnole. Il affirme que les représailles, les meurtres

24. LESUR, Charles-Louis, *Ibid*., p. 427, 492.
25. LESUR, Charles-Louis, *Ibid*., p. 494-495.
26. VILLELE, Joseph. *Mémoires et correspondances du comte de Villèle*, Paris, Perrin, 188-1890, 5 vol., tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 23 septembre 1822, p. 73.
27. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.*, p. 19. L'auteur précise que la rupture des relations diplomatiques, en novembre et décembre 1822, était à l'origine de plusieurs faits : le chaos régnant en Espagne et les affrontements fratricides provoqués par la révolution, le manque de liberté accordée au roi, mais surtout la préoccupation en Europe du triomphe du nouveau régime constitutionnel.
28. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 6 septembre 1822, p. 44.
29. VILLELE, Josep, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 12 octobre 1822, p. 117.
30. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 6 septembre 1822, p. 44.

sont choses courantes chez les Espagnols et remarque leur longanimité. « Ils ont quelque chose de sauvage et d'imprévu », écrit-t-il[31].

La difficulté à gouverner l'Espagne n'est pas seulement due aux querelles entre les deux partis, mais aussi à une situation économique désespérée. Le commerce est presque inexistant, l'agriculture totalement délaissée, les ressources détruites et, de toute évidence, l'argent manque. Il n'y a pas de fonds, ni pour payer la dette, ni pour solder l'armée. La misère et l'instabilité politique engendrent une prolifération du banditisme. « Les routes étaient infestées par des bandes de gens qui souvent n'avaient autre but que de profiter des troubles pour se livrer impunément à toutes sortes de brigandages. Le gouvernement était méconnu et repoussé par la moitié de l'Espagne ; ce pays enfin n'offrait plus à ses habitants et à ses voisins de sécurité pour le présent, ni d'espoir pour l'avenir[32]. » Les mesures adoptées par les Cortès ne sont pas, non plus, du goût de tout le monde. La Parra[33] explique que l'impopularité du régime libéral est due à la combinaison de plusieurs facteurs dont, entre autres, les graves problèmes économiques dans plusieurs secteurs, l'appui extérieur en faveur de la rébellion et l'imprévision des autorités constitutionnelles face à la dérive royaliste.

Dans ce contexte de lutte entre les partis, les Français qui résident dans la péninsule se trouvent dans une position fort délicate. La politique de la France envers l'Espagne en est la cause. Dans une conversation entre Wellington et Villèle, en septembre 1822, ce dernier explique la triste situation que vit le pays, où des combats ont lieu tous les jours près de la frontière. Il note également « les menaces faites sur tous les points à nos Français[34] ». L'ambassadeur de France à Madrid, La Garde, est aussi conscient des difficultés qu'éprouvent les commerçants français et des dangers qu'ils encourent en cas de guerre avec l'Espagne. « Il nous engage à surveiller les agents de l'Espagne en France, pour nous ménager la garantie de ces otages », écrit Villèle[35].

Aux yeux de Villèle, l'Espagne semble ne pas être capable de régler le conflit interne seule. Du moins, c'est la conclusion qu'il tire des renseignements fournis par les Espagnols – des

31. CHATEAUBRIAND, François-René de, *Congrès de Vérone : guerre d'Espagne*, p. 12. Pour l'attitude et caractère des Espagnols : BENNASSAR, Bartolomé, *L'homme espagnol. Attitudes et mentalités du XVII^e au XIX^e siècle*, Bruxelles, Éditions Complexes, 2003.
32. RAISSON, Horace, *Histoire de la guerre d'Espagne en 1823*, Paris, J.-P. Roret, 1827, introduction.
33. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.*, p. 122.
34. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 22 septembre 1822, pp. 59-60.
35. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 22 septembre 1822, pp. 65-66.

gens raisonnables selon lui – et, par conséquent, la nécessité d'une intervention étrangère se fait sentir. Il est vrai que le gouvernement de Paris a toujours apporté une aide discrète aux royalistes et a su maintenir un contrôle flexible à la frontière. Il n'est donc pas étonnant de voir l'armée royaliste recruter au-delà des Pyrénées : « Ils recrutent des Français dans notre Midi », écrit Villèle[36]. Dans le rapport du ministre de l'Intérieur espagnol sur la nation, rédigé le 12 octobre, on note cette ingérence étrangère : « l'influence des étrangers est bien connue ; elle n'a pas cessé de semer les divisions, d'exciter la discorde, même entre les amis de la liberté, source des calamités actuelles. » Parmi les autres causes de l'insurrection, on mentionne la misère et le peu d'instruction d'une grande partie de la population, l'excessive influence du clergé et l'indifférence des autorités locales. On condamne également le comportement de quelques chefs de la garde royale[37]. Les affrontements près de la frontière catalane font fuir les habitants. Chargés de leurs biens, ils rejoignent les villages français. Les soldats de l'armée de la Foi, poursuivis par les troupes de Mina, sont aussi contraints à chercher refuge en France.

Durant le dernier trimestre de 1822, les royalistes se tournent de plus en plus vers la France, à qui ils demandent de les soutenir davantage. Le 4 octobre, Villèle remet en question l'ambiguïté de l'appui en faveur de la Régence : « […] Nous ne pouvons jouer à deux mains, avoir un ministre à Madrid et fournir de l'argent et des armes à la régence d'Urgel, d'autant que ce n'est pas tant de l'argent et des armes que demandent en réalité ces royalistes, que le concours de nos troupes ; c'est pourquoi ils cherchent par tous les moyens à nous mettre en guerre en Espagne[38]. » En effet, l'armée de la Foi ne vit pas ses jours les plus heureux. Elle minimise de plus en plus ses interventions en Navarre et en Biscaye pour concentrer ses efforts en Catalogne. Mais, là encore, face aux troupes de Mina, l'affaire est compromise. Le général de Saint-Chamans évoque dans ses *Mémoires* les ordres contradictoires émanant de Paris lorsqu'il est question de soutenir les insurgés :

> « Le duc de Bellune me faisait prévenir confidentiellement que des caisses de fusils expédiées pour l'Armée de la foi, soit par ses ordres secrets, soit par suite d'entreprises commerciales, étaient en route et devaient incessamment franchir la frontière sur un point situé dans mon commandement, en me prescrivant de favoriser leur passage par tous les moyens qui étaient en mon pouvoir, les autorités civiles recevaient en même temps du ministre de l'intérieur les instructions les plus positives pour ne laisser entrer en Espagne ni armes ni munitions de guerre, et j'ai pu un jour prévoir la chance où je me trouverais forcé de faire charger les

36. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 15 octobre 1822, p. 128.
37. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 478.
38. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 4 octobre 1822, p. 97.

douaniers français par les troupes françaises pour nous conformer, les uns et les autres, aux instructions que nous recevions du gouvernement[39]. »

Dans une lettre à Montmorency, rédigée le 15 octobre, Villèle évoque les faveurs dont bénéficient les royalistes espagnols grâce à la levée des mesures sanitaires, car ils pourront « retirer de chez nous beaucoup de choses qui leur manquent ». Des consignes sont également données aux services de police frontaliers : « nos douanes elles-mêmes sont déjà beaucoup moins difficiles à cet égard », précise-t-il. Mais le gouvernement de Paris reste prudent quant à son engagement vis-à-vis des royalistes. Les relations diplomatiques avec les Cortès sont, tendues certes, mais ne sont pas rompues, l'ambassadeur de France à Madrid étant toujours en poste. Pour Villèle, cette représentation limite en quelque sorte l'intervention de la France. Il écrit : « c'est tout ce que nous pouvons, tant que nous avons un ministre à Madrid, et ne vous y trompez pas, le lendemain du jour où vous n'y en aurez plus, vous serez en guerre avec l'Espagne : car les partisans de la régence n'auront jamais assez de force sans vous pour obtenir de grands avantages, et quand vous n'aurez plus de ministre à Madrid, il serait honteux d'avoir tant de troupes sur la frontière et de laisser battre les royalistes sans venir à leur secours[40]. »

De nombreux officiers français pensent que si la France ne déclare pas la guerre à l'Espagne, l'armée de la Foi ne pourra pas survivre face aux troupes constitutionnelles. Le général de Saint-Chamans en fait part dans ses mémoires[41]. En novembre 1822, Villèle rend compte déjà de « la triste preuve de la débâcle complète de l'armée du baron d'Eroles, et de la fin de la régence d'Urgel. Il ne nous reste plus qu'à attendre le mode suivant lequel se sera opéré le passage des vaincus en France, et jusqu'à quel point notre territoire aura été respecté par les vainqueurs. Je pense que Mina ne se sera pas hasardé à le violer », écrit-t-il à Montmorency le 25 novembre[42]. Au mois de décembre, la régence et l'armée de la Foi sont contraintes de se retirer en France. La discrète aide française semble avoir touché le fond.

39. SAINT-CHAMANS, Alfred, *Mémoires du général comte de Saint-Chamans, ancien aide de camp du maréchal Soult (1802-1832)*, Paris, Plon, 1896, p. 407.
40. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 15 octobre 1822, p. 120.
41. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 410.
42. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 25 novembre 1822, p. 246.

1.2. Se protéger de la contagion

Une épidémie de fièvre jaune se déclare à Barcelone en 1821[43] et fait craindre sa propagation jusqu'en France. Le germe est apporté par un navire qui arrive de Cuba, et le fléau se répand rapidement dans toute la province. Le virus coûte la vie à plus de 20 000 habitants. La proximité de la Catalogne oblige le ministère français à décider de la mise en place d'un cordon sanitaire pour se préserver de la contagion. Les troupes des 10e et 11e divisions militaires sont mobilisées et cantonnées le long de la frontière des Pyrénées orientales. L'armée y surveille et contrôle le passage. Tout est passé au peigne fin : « les communications furent sévèrement interceptées[44]. » Le 5 novembre, dans la session d'ouverture parlementaire, Louis XVIII fait état de la situation dans la péninsule : « Un fléau destructeur désole une partie de l'Espagne ; j'ai prescrit et je maintiendrai les précautions sévères qui défendent de la contagion nos frontières de terre et de mer[45]. » Les mesures prises sont draconiennes. La circulation est restreinte : « aucun voyageur venant de l'Espagne par voie de terre ne sera admis en France » sauf s'il est porteur d'un passeport et d'un certificat de santé validé par l'autorité consulaire française[46]. Un arrêté du gouverneur des Pyrénées Orientales du 20 août, limite les points de passage à Banyuls et Port-Vendres, le Perthus et Saillagouse[47]. La circulation des marchandises en provenance de Barcelone est aussi interdite en France, autant via la zone catalane que par la route de Bayonne[48]. Enfin, on fait appel aux habitants des villages proches pour appliquer scrupuleusement les consignes de sécurité sanitaire[49]. En France, dans les ports, on interdit l'entrée des navires venant des côtes espagnoles. Du côté espagnol, les mesures semblent être plus permissives, et quiconque a de l'argent peut traverser

43. On peut consulter les travaux de HOFFMANN, Léon-François, *La peste à Barcelone*, Paris, PUF, 1964 et POMETTI BENITEZ, Kevin, *Instabilité environnementale et santé publique dans une ville méditerranéenne de l'Ancien Régime. Barcelone entre le paludisme et la fièvre jaune (1780-1821),* thèse de doctorat, Université Aix-Marseille, MMSH, TELEMME, décembre 2019 ; AUDOUARD, Mathieu, *Relation historique et médicale de la fièvre jaune qui a règne à Barcelone en 1821*, Paris, Moreau, 1822 ; Académie Nationale de Médicine de Barcelone, *Rapport sur les origines, les progrès, la propagation par voie de contagion , et la cessation de la fièvre jaune, qui a règne en 1821 à Barcelone*, Paris, Baillière, 1822.
44. BITTARD DES PORTES, René, *Les campagnes de la Restauration*, Tours, Alfred Cattier, 1899, p. 3-4.
45. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 595.
46. Recueil des actes administratifs du département des Pyrénées orientales. Ordre du 11 août 1821. Articles 11 et 12. Service Historique de la Défense, Paris, (SHD), GR. D1-1.
47. Arrêté de police sanitaire du 20 août 1821. SHD, GR. D1-1.
48. Ordre du 28 septembre 1821. SHD, GR. D1-1.
49. Ordre du 17 septembre 1821. Articles I a XV. SHD, GR. D1-1.

librement, note-t-on dans un rapport sanitaire et politique de la 10e division militaire[50]. Des initiatives individuelles sont aussi adressées à Paris, à l'exemple du colonel en retraite Bazin de Fontenelle qui propose d'établir un deuxième cordon renforcé avec des troupes de cavalerie[51]. L'ordonnance du roi qui prescrit les mesures sanitaires est signée le 29 septembre. Elle donne les directives à appliquer pour la quarantaine dans chacun des départements proches de l'Espagne ainsi que les dispositions communes à toute la frontière :

> « Article 11. Il continuera, jusqu'à nouvel ordre, d'être formé sur toute la frontière d'Espagne un *cordon sanitaire*, lequel devra être renforcé dans les parties voisines de la contagion. Les commandants militaires, ainsi que les directeurs et les préposés des douanes, sont tenus de déférer aux réquisitions et instructions qui leur seront adressées, pour la formation de ce cordon, par les autorités locales et par les commissions sanitaires. Les préfets pourront, pour la même mesure, mettre en activité les gardes nationales des communes frontières[52]. »

Les consignes sont données de repousser de vive force tout individu tentant de violer le cordon sanitaire et de le mettre en état d'arrestation dès lors qu'il y a un risque pour la santé publique. Les marchés et les foires sont interdits dans un rayon de cinq lieues autour du cordon, et il est formellement défendu de circuler dans cette zone. Les animaux introduits sans autorisation sont tués et enterrés, et les marchandises ou autres biens ayant fait l'objet d'une contravention sont automatiquement détruits, sans que le propriétaire n'ait droit de recours ou ne bénéficie d'un remboursement[53].

Durant trois longs mois, l'épidémie fait des ravages. On sait que la moitié de la population de Tortosa, soit environ 6000 habitants, est décimée par la fièvre : « Le peuple espagnol semble être abandonné de tous », écrit Roquette[54]. Toutefois, la France vient rapidement au secours de l'Espagne. L'aide se matérialise par l'envoi en Espagne de médecins spécialisés. Audouard, Bally, Pariset, François et Mazet arrivent dans la capitale catalane. Jouary, un jeune chirurgien de Perpignan qui s'est porté volontaire pour cette mission les rejoindra plus tard. Parmi ces docteurs se trouvent aussi les sœurs de Saint-Camille,

---

50. Rapport sanitaire et politique du général commandant la 10e division militaire, Toulouse, 31 octobre 1821. SHD, GR. D1-1.
51. Observations sur la fièvre jaune, par le colonel Bazin de Fontenelle, Paris, 2 octobre 1821. SHD, GR. D1-1.
52. DUVERGIER, Jean-Baptiste, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, et avis du conseil d'état (1788-1824)*, tome 23, p. 497.
53. DUVERGIER, Jean-Baptiste, *op. cit.,* tome 23, p. 497-498. Pour connaître l'étendue des dispositions françaises face à la menace épidémique, on peut consulter : Loi relative à la police sanitaire (3 mars 1822), Ordonnance du roi sur les dispositions pour prévenir l'invasion des maladies contagieuses (20 mars 1822), Ordonnance relative au régime et à la police sanitaire (7 août 1822).
54. ROQUETTE, Antoine, *op. cit.,* p. 114.

Josephe Morelle et Anne Merlin, qui « venaient apporter aux mourants des secours et des consolations, que ni la terre ni la puissance ne peuvent donner[55]. » Le nombre de morts diminue progressivement et à la fin de l'année on constate que les décès sont alors principalement dus à la négligence de l'administration locale vis-à-vis des mesures de salubrité et de désinfection. À Barcelone, paraît-il « on cache la mort avec soin ». D'après un rapport sanitaire, vers la fin de 1822, on peut considérer l'épidémie comme éliminée, car on ne relève aucun cas de mortalité par la fièvre jaune dans la péninsule[56]. Malgré tout, l'armée ne doit pas quitter ses cantonnements près de la frontière. En effet, si la propagation de la contagion n'est plus une menace sérieuse, écrit le lieutenant général comte de Coëtlsoquet, directeur général du personnel, il faut néanmoins « maintenir simplement une ligne d'avant-postes pour surveiller les communications de la frontière, avec plus de latitude au point de vue des positions militaires à occuper, en concentrant les postes d'observations[57]. »

Il est vrai que le gouvernement espagnol lutte comme il le peut contre les royalistes, de plus en plus nombreux et belliqueux, notamment dans la zone catalane. L'armée des Cortès se montre impuissante, surtout lorsque les rebelles s'aventurent au-delà des limites frontalières, car elle ne peut alors les poursuivre. On voit même le capitaine Marbotín, du 2e bataillon du 19e de ligne essayer de convaincre les autorités françaises de Ceret, en s'appuyant sur le traité signé en 1765, afin d'obtenir l'extradition de 280 Espagnols armés, « qui sont venus réclamer l'hospitalité de la France[58]. » En décembre 1822, il y a de l'autre côté de la frontière 29 officiers et 358 sous-officiers et soldats de troupe appartenant à l'armée de la Foi. Cette bienveillance française envers les réfugiés royalistes génère l'animosité des Catalans : « les esprits se montrent en Catalogne de plus en plus exaspérés contre la France », écrit le préfet des Pyrénées Orientales. La colère est telle qu'il semble que les chefs politiques désirent entrer en guerre contre la France : « Tous les Espagnols sont indignés, et si le Roi ne veut pas déclarer la guerre à la France, nous, qui avons fait la révolution, nous la déclarerons[59]. » À Vitoria, le général Carlos Espino dénonce, dans une proclamation du 24 août, l'aide étrangère aux factieux. Plus

55. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome 1, pp. 52-53.
56. Rapport sanitaire et politique de la 10e division militaire, 10 septembre 1822. SHD, GR. D1-3.
57. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 18.
58. Rapport de la gendarmerie royale des Pyrénées au ministre de la Guerre, 4 mai 1822. SHD, GR. D1-2.
59. Dépêche adressée au ministre de l'intérieur par le préfet des Pyrénées orientales, 18 mai 1822. SHD, GR. D1-2. Extrait en annexe : document 1.

drastiques encore sont les consignes du vice-consul espagnol à Perpignan qui interdit toute communication avec les Français.

Le « trône protecteur » de la France, tant vanté par Louis XVIII dans ses discours, veut combattre en même temps la révolution libérale espagnole. Ainsi, les mesures sanitaires servent aussi à couvrir un objectif purement politique : contenir les agitateurs espagnols, autant libéraux que royalistes, si bien que ces derniers sont aidés discrètement. D'ailleurs, dans les Chambres, le député Keratry regrette l'absence dans les débats de l'analyse du rapport des médecins espagnols ainsi que de l'avis consultatif des épidémiologistes parisiens :

> « Craindrait-on, dit-il, qu'ils ne fussent pas d'accord entre eux, et que la même dissidence d'opinion n'eût lieu entre les médecins français nouvellement arrivés à Barcelone ? Lorsque la fièvre jaune s'est déclarée à Cadix et à Málaga, il y a quelques années, on ne proposait point de mesures aussi sévères. Ce qu'il y a de certain, c'est que jamais on n'avait fait tant de bruit ; on n'avait pas imaginé de former à si grands frais des cordons sanitaires, des mouvements de troupes et de gêner toutes les communications de nos départements frontières avec nos voisins. C'est un appareil de guerre et non un appareil de santé[60]. »

De même, pour le général Foy, la police sanitaire est destinée à couvrir des intentions politiques : « […] On a assez dit qu'en admettent l'existence de la contagion, les neiges qui couvrent les Pyrénées étaient un obstacle réel à son importation en deçà de nos frontières. On a assez dit aussi que le cordon avait pour objet secret et véritable d'offrir un point d'appui au mécontents espagnols. On l'a dit à Madrid, on l'a dit en France[61]. » Bien entendu, les défenseurs de la loi critiquent les fausses rumeurs et assurent que le gouvernement français n'a aucune intention de se mêler des affaires de l'Espagne. Quoi qu'il en soit, pour de Puymaurin, il y a nécessité de surveiller la frontière : « le gouvernement mérite tous nos éloges pour avoir préservé la France, et de la fièvre jaune et de la peste révolutionnaire[62]. » Le comte de Serre, ambassadeur français à Naples, est de ceux qui voient d'un bon œil la gestion de l'épidémie. Dans une missive confidentielle écrite à Villèle le 26 septembre 1822, mais non expédiée, il note : « La fièvre jaune nous a rendu service en nous mettant dans le cas de réunir un corps d'armée et de prouver ainsi par sa bonne attitude, depuis dix-huit mois, qu'on pouvait le faire sans danger[63]. » Le général Saint-Chamans raconte dans ses souvenirs l'entretien qu'il a avec le comte du

60. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 83.
61. *Ibid*.
62. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 84.
63. DE SERRE, Pierre-François-Hercule, *Correspondance du comte de Serr*e (1796-1824), Paris, Vaton, Tome IV, 1876, p. 492.

Coëtlsoquet à propos du cordon sanitaire : « il me dit que l'intention du Roi étant de donner plus d'importance au corps de troupes réuni sur la frontière d'Espagne, sous le prétexte et le titre de *cordon sanitaire*, mais en réalité pour surveiller les mouvements révolutionnaires[64]. » Lorsque huit pièces d'artillerie sont destinées aux places de Bayonne et de Perpignan, le marquis de Casa Irujo a du mal à croire qu'elles puissent être utiles au cordon sanitaire[65]. En effet, le gouvernement de Paris veut contenir le flux de révolutionnaires espagnols, les rapports de police ayant alerté à propos de leur forte activité sur le territoire, et éviter ainsi un mouvement libéral en France similaire à celui de Riego[66].

Le cordon sanitaire qui freine en quelque sorte la contagion libérale, semble être, en revanche, un important soutien pour les royalistes espagnols qui, d'après le comte de Serre, prennent « un point d'appui moral sur notre frontière et notre cordon[67]. » Il ne tarde pas à être sous le point de mire. Ne manquent pas les tentatives des libéraux français d'anéantir ce cordon sanitaire en provoquant les soldats : chansons séditieuses, libelles injurieux envers les Bourbons, etc.,[68].
De fortes sommes, dues à la générosité des députés libéraux Laffite et d'Argenson[69], sont destinées à ébranler le moral de l'armée française et à lever des troupes en faveur des Cortès[70]. Chateaubriand soulève le risque lorsqu'il faut protéger la population française d'un fléau tout « en exposant ses soldats à la double contagion de la peste américaine et de la révolution espagnole[71]. »

Durant le dernier trimestre de 1822, la fièvre jaune ne présente plus une réelle menace de santé publique, en revanche les constitutionnels espagnols sont toujours très actifs à

64. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 396.
65. Lettre au ministre de la Guerre, 17 juin 1822. SHD, GR. D1-3.
66. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* p. 71.
67. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Le comte de Serreà Villèle, Naples, 27 septembre 1822, pp. 85-86.
68. LARROCHE, Emmanuel, *L'Expédition d'Espagne 1823 : de la guerre selon la Charte*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 73 ; ROQUETTE, Antoine, *op. cit,,* p. 131 ; NAGY, Laurent, « Les mots d'insurrection sur les Pyrénées : chansons et proclamations en circulation sur le cordon sanitaire durant le Trienio Liberal », *Historia constitucional. Revista electrónica de historia constitucional*, nº20, 2019, p. 545-583.
69. Le député et banquier Jacques Laffite, qui renouvelle le 9 mai 1822 son mandat législative, se prononce dans la tribune fermement contre la guerre d'Espagne mais il soutient le ministère Villèle dans la réduction des dépenses. Voyer d'Argenson était l'un des députés qui s'opposèrent en 1823 à l'expulsion de Manuel. ROBERT Adolphe, BOURLOTON Edgar, COUGNY Gaston, *Dictionnaire des parlementaires français 1er mai 1789 – 1er mai 1899,* Paris, Bourloton, 1891.
70. GRANDMAISON, Geoffroy de, *L'expédition française en Espagne en 1823*, Paris, Plon, 1928, p. 91.
71. CHATEAUBRIAND, François, René, *op. cit.,* p. 51.

la frontière. Le maintien de l'armée semble la meilleure solution pour contenir le fléau libéral. Dans une correspondance adressée à Montmorency, Villèle écrit :

> « La saison de la fièvre jeune finissant sans qu'elle se soit déclarée, il serait ridicule de continuer les précautions sanitaires, et il y aurait de la faiblesse à appeler notre armée *cordon sanitaire* […] Enfin toujours désireux de voir l'état de nos voisins s'améliorer, mais fermement décidés à ne pas rester, sans moyens de défense, exposés au danger d'un tel voisinage, nous serons toujours prêts à nous préserver avec une armée de cent mille hommes disponible[72]. »

Chateaubriand partage le même avis quant à la présence militaire, car la guerre avec l'Espagne est toujours une possibilité. Il ne tient pas à reculer face aux révolutionnaires espagnols, ni à démanteler le cordon sanitaire pour ne pas compromettre la sécurité de la France, ni affaiblir le gouvernement[73]. Il est vrai que l'effectif militaire employé pour le cordon est insuffisant. C'est du moins le constat que fait le général Rogniat, lors d'une inspection. Dans son rapport au ministre, il propose de substituer le cordon sanitaire par une véritable armée d'observation, prête à intervenir le cas échéant, étant donnée la situation inquiétante en l'Espagne, et en particulier en Catalogne[74].

Les Espagnols sont partagés, à l'heure d'évaluer l'ingérence de la France. Certes, le gouvernement des Cortès accueille volontiers des condamnés ayant échappé à la justice française et les plus virulents constitutionnels écrivent en permanence des feuilles remplies de diatribes contre les Français. Toutefois, une grande majorité de la population espagnole appelle au secours[75]. Si le cantonnement de l'armée près de la frontière exaspère davantage les autorités espagnoles, cette mesure soulage en revanche les royalistes. Lorsque l'épidémie prend fin, la permanence des troupes attire l'attention de Madrid qui demande des explications, notamment sur les secours portés aux factieux de Navarre[76]. Chateaubriand confirme aussi le mécontentement des Cortès : « Cette réunion du cordon sanitaire excita l'humeur du gouvernement espagnol : il nous outragea ; il crut qu'on boirait l'outrage : il nous prenait pour ces gens qui, usant l'insulte et fatigant le châtiment, se laissent frapper sans que le cœur remonte. Le parti exalté se distinguait par l'indécence de son langage[77]. » Néanmoins, le travail réalisé par les médecins français et

72. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 17 septembre 1822, p. 55-56.
73. GONZÁLVEZ FLÓREZ, Roberto, *La otra invasión francesa: Los Cien Mil Hijos de San Luis 1823*, Cuenca, Alderabán Ediciones, 2008, p. 19.
74. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 5.
75. BARNY DE ROMANET, J.A.A., *Précis des opérations de l'armée des Pyrénées en 1823 sous les ordres de Mgr le Duc d'Angoulême*, Paris, Clérisse, 1823, p. 2-4.
76. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 421.
77. CHATEAUBRIAND, François, René, *op. cit.,* p. 51.

les sœurs de Saint-Camille à Barcelone va servir, en quelque sorte, à redorer l'image des Français. Dans son *Histoire de la campagne d'Espagne en 1823*, Abel Hugo le note : « Ces soins désintéressés, ce dévouement pieux, la mort héroïque du jeune Mazet, inspiraient la reconnaissance aux Espagnols, et, réveillant en eux ces sentiments de vieille affection, qu'avait pu seule affaiblir l'invasion perfide de Napoléon, préparaient, en 1821, l'accueil amical fait, en 1823, aux soldats français qui ont été guérir l'Espagne de la fièvre révolutionnaire[78]. » Toutefois, la commission, et son chef Pariset, souffrent aussi les critiques des Espagnols.

Lorsque le roi de France, dans son allocution devant les Chambres, le 4 juin 1822, annonce le maintien du cordon sanitaire, la nouvelle est accueillie avec froideur dans les Cortès. Dans la session du 13 juin, le député Argüelles se montre méfiant et peu rassuré :

> « Quand on voit que ce cordon a été préservé alors qu'il n'y a pas eu d'épidémie en Espagne, ni aucun risque d'épidémie, de sorte que la moindre providence indiquant la peur a été prise dans la Péninsule, je suis très méfiant de cette manifestation, et je considère qu'il s'agit d'un très mauvais conseil des ministres quant à l'opportunité de cette mesure. Si, malgré la disparition de la cause, l'armée continue, qui doute que si le moindre symptôme de peste apparaît cette année, ce cordon sera considérablement renforcé ? Le gouvernement peut-il regarder avec indifférence le fait qu'une nation voisine a un important corps de troupes à ses frontières ? Ce n'est pas possible[79]. »

C'est un argument plus que convainquant pour défendre l'augmentation des effectifs de la milice ainsi que la mise à disposition d'un crédit de plusieurs millions. Pour Argüelles, qui défend l'indépendance, il ne faut pas lésiner sur l'argent : « On peut sacrifier avec plaisir quatre ou six millions et ne pas se sentir continuellement avec la peur de qu'on nous l'arrache. » Il a une confiance totale en l'armée et la milice pour faire face à un possible conflit armé. Le 16 juin, les Cortès avec l'aval de la commission de guerre et des finances, approuvent la levée de 20 000 hommes de milice active et la mise à disposition de 10 millions de réaux pour leur entretien[80].

78. HUGO, Abel, *op.cit.,* tome 1, p. 52-53.
79. Session des Cortès du 13 juin 1822. *Diario de las actas y discusiones de las Cortes, legislatura de 1822*, tomo IX, p. 9-10. « Cuando se ha visto que se ha conservado este cordón en tiempo en que no ha habido epidemia en España ni riesgo de ella, de modo que ni la menor providencia que indicase temor se ha tomado en la Península, yo recelo mucho de esta manifestación, y la miro como un muy mal consejo de sus Ministros sobre la conveniencia de esta medida. Si a pesar de haber desaparecido la causa sigue el ejército, ¿quién duda que si aparece el menor síntoma de peste en este año se aumentará considerablemente este cordón? ¿Podrá el Gobierno mirar con indiferencia el que una Nación vecina tenga en sus fronteras un numeroso cuerpo de tropas? No es posible. »
80. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 436.

Les troupes françaises, dont la présence est jusqu'alors justifiée par le maintien du cordon sanitaire, se transforment rapidement en armée d'observation. En effet, dans une ordonnance royale du 22 septembre 1822, il est dit que les mesures sanitaires prescrites à la frontière des Pyrénées par ordonnance du 27 septembre 1821 doivent cesser à partir du 1er octobre. Le maintien des troupes ne plaît guère au ministère espagnol d'autant plus qu'elles ont servi, non officiellement, à protéger les factieux et que beaucoup de ressources en faveur de ces derniers sont venues de l'autre côté de la frontière : « La conversion du cordon sanitaire en armée d'observation doit également convaincre les Cortès que le temps est arrivé que la nation espagnole doit prendre une attitude imposante, puisque les moyens employés jusqu'ici ont été sans effet, comme l'a prouvé l'exposé du ministre de la Guerre » peut-on lire dans un rapport de ce dernier[81]. Il est vrai que jusqu'alors la lutte contre les royalistes n'a pas eu beaucoup de succès. Les bonnes dispositions annoncées par Paris d'empêcher l'exportation d'armes et les ordres donnés aux troupes du cordon sanitaire pour exercer une surveillance scrupuleuse se sont révélées infructueux. L'aide pécuniaire et matérielle aux royalistes de la régence d'Urgel ne s'est pas tarie pour autant. Montmorency et le directeur général de la Police, Franchet d'Esperey, ne mettent pas toute leur volonté pour stopper l'aide[82]. Difficile dans ce contexte d'arrêter le conflit. « Au moment où une armée étrangère que je ne nommerai pas d'invasion, donne la main aux factieux de la frontière… » souligne Galiano dans son allocution aux Cortès[83]. Le général de Saint-Chamans remarque que les villages français près de la frontière hébergent de nombreux réfugiés royalistes espagnols[84].

1.3. Les Espagnols et l'armée d'observation

Le ministre de la Guerre ordonne la formation d'un corps d'observation des Pyrénées, organisé en divisions et brigades. Il donne l'ordre aux généraux désignés de partir sur-le-champ, mais de le faire en toute discrétion, et de rejoindre leurs postes près de la frontière. Cette armée, qui avance rapidement et avec de grands moyens, semble avoir deux buts essentiels : empêcher une incursion en territoire français de toute troupe

81. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 481.
82. VILLELE, Joseph, *op. cit.*, tome III, p. 33.
83. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 485.
84. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 410.

armée constitutionnelle et assurer l'accueil et la protection des Espagnols qui viennent chercher asile en France[85]. On prépare aussi une possible intervention militaire.

Le général Saint-Chamans fait partie du lot des officiers prévus pour commander une brigade. Vétéran de la guerre d'Espagne, il maîtrise le castillan. Cependant il ne semble pas apprécier sa nouvelle affectation : « cette destination ne me plaisait aucunement […] on m'envoyait précipitamment à 200 lieues de Paris, […] pour organiser une chaîne d'avant-postes et un service de surveillance vis-à-vis des révolutionnaires espagnols, ce qui ne me paraissait nullement plaisant » écrit-il dans ses *Mémoires*[86]. Sur place, il a du mal à accepter sa mission. Il doit s'assurer que tous les voyageurs traversant la frontière ne sont pas porteurs « de lettres contraires aux intérêts du Roi et à la tranquillité générale ». C'est une tâche fort difficile à assurer, et ce malgré l'aide de la gendarmerie, à cause des nombreux commerçants des deux pays qui circulent dans les deux sens tous les jours :

> « […] je me révoltai tout à fait […] j'écrivis donc courrier par courrier au lieutenant général pour lui représenter que les mesures qu'il avait arrêtées offraient des difficultés insurmontables ; que certains jours dans le mois, et notamment ceux de marché ou de foire à Saint-Béat, à Aspet et dans bien d'autres localités près des frontières, il entrait en France dans une seule matinée 1 000 à 2 000 Espagnols venant de la vallée d'Aran qui, le soir même ou le lendemain, rentraient en Espagne, et qu'il en était de même des Français allant pour leurs intérêts de commerce dans la vallée d'Aran. Comment alors surveiller et fouiller tant de monde ?[87] »

Les libéraux espagnols et français tentent en vain de rallier à leur cause les soldats de l'armée d'observation. À Paris, le général de Saint-Chamans s'inquiète de l'effet que pourraient produire les éventuels contacts entre les révolutionnaires espagnols et les plus jeunes soldats[88]. De nombreux écrits séditieux sont diffusés au sein des troupes, dont certains critiquent ouvertement les royalistes, notamment ceux de l'armée de la Foi, en les traitant de corrompus et en affirmant qu'ils sont attirés seulement par l'or des Français[89]. Les libéraux français apportent leur soutien sous toutes formes, en particulier en échauffant les esprits des habitants. On sait, par exemple, que dans le village français de Chaune [sic] les réfugiés royalistes sont reçus à coups d'insultes par les paysans. Même l'épouse du baron d'Eroles se fait agonir d'injures[90]. Un des personnages les plus actifs est

85. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 20.
86. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 397.
87. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 405.
88. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 403.
89. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit,* p. 157.
90. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 410.

le colonel Fabvier. Il est arrivé à Irun afin de regrouper sous sa houlette les réfugiés français et de tenter de séduire les soldats de l'armée d'observation. Pour lui, il est nécessaire d'obtenir le plus de défections possibles dans les rangs avant l'entrée en Espagne : « Une fois les premiers coups de fusil tirés, elle resterait fidèle au drapeau blanc par esprit militaire et par amour propre[91]. » D'ailleurs, il l'a précisé dans une note présentée au ministère espagnol le 26 janvier 1823 : « Nous pouvons tout espérer si nous *prenons* l'armée française, sur le territoire français ; rien, si nous attendons que les hostilités commencent[92]. » Ainsi, il est prévu de faire en sorte que l'armée française se soulève aux portes des Pyrénées, mais les lenteurs du ministère espagnol et l'intervention de la police française vont faire échouer le complot[93].

D'après le professeur Larroche[94], les Cortès sont trop confiantes, non seulement lorsqu'il est question du soutien anglais à leur cause, mais aussi quant à l'état d'esprit de l'armée d'observation. On pense que celle-ci soutiendra les libéraux. Néanmoins, la réalité est tout autre vis-à-vis des factieux, à tel point qu'on croirait qu'ils font partie de l'organigramme de l'armée : « Cette armée de la *Foi* qui, formée de Bayonne à Toulouse sous la protection des autorités françaises, semblait être l'avant-garde de notre *armée d'observation* », écrit le général Fabvier[95]. L'espoir du gouvernement espagnol s'amenuise de plus en plus. Le général de San Miguel écrit au comte de La Garde, représentant de la France à Madrid, en ces termes :

> « L'armée d'observation que le gouvernement français maintient sur les Pyrénées ne peut calmer les désordres qui affligent l'Espagne. L'expérience a démontré au contraire que l'existence du soi-disant cordon sanitaire, qui prit depuis le nom d'armée d'observation, a servi à alimenter les folles espérances des fanatiques égarés qui poussèrent en différentes provinces le cri de rébellion en les flattant de l'espoir d'une prochaine invasion de notre territoire […][96]. »

Le gouvernement espagnol se plaint, par l'intermédiaire de son secrétaire d'État, des mauvaises dispositions adoptées à Paris pour venir au secours des Cortès. À Madrid, on aurait souhaité voir se dissoudre l'armée des Pyrénées en même temps que les autorités voisines chassaient les factieux espagnols réfugiés dans leur territoire. L'indifférence de

91. DEBIDOUR, Antonin, *Le général Fabvier, sa vie militaire et politique*, Paris, Plon-Nourrit, 1904, p. 215-216.
92. GUILLON, Édouard, *Les complots militaires sous la restauration*, Paris, Plon-Nourrit, 1985, p. 273.
93. DEBIDOUR, Antonin, *op. cit.,* pp. 222.
94. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 154.
95. DEBIDOUR, Antonin, *op. cit.,* p. 188.
96. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 699.

la France envers ceux qui critiquent le gouvernement de Ferdinand VII est aussi soulignée[97]. En effet, le comte de La Garde, confirme « l'assurance que les secours de tous genres dont la France peut disposer en faveur de l'Espagne lui seront toujours offerts », néanmoins le diplomate français laisse entendre la poursuite des « mesures préservatrices » tant qu'il y aura un conflit civil dans la péninsule[98]. Dans une note envoyée par Evaristo San Miguel à la légation anglaise à Madrid afin de l'inciter à s'engager comme médiatrice, il se plaint des mesures de précaution prises par la France : « L'existence de son armée d'observation des Pyrénées, et la protection accordée aux factieux, sont entièrement incompatibles avec l'état de tranquillité que le gouvernement français assure désirer pour l'Espagne[99]. »

L'aide progressive fournie par la France aux royalistes espagnols et l'accueil bienveillant des réfugiés sont en permanence dénoncés par les Cortès. Déjà, en mai 1822, Canga Argüelles s'interroge sur les motifs de l'aide apportée aux factieux. « Qu'avons donc nous fait à cette nation ? » dira-t-il, puis il cite l'exemple du rebelle Misas qui s'est enfui en France pour retourner aussitôt en Espagne avec un contingent d'hommes dûment équipés et armés[100]. Villèle a néanmoins donné des ordres pour arrêter l'acheminement d'armes et de munitions vers les camps rebelles de Catalogne. Il est en complet désaccord avec les initiatives personnelles de Montmorency, qui se vante de soutenir clandestinement la régence d'Urgel[101]. Toutefois, il se montre plus tolérant envers les réfugiés qui, constamment, traversent la frontière catalane. Dans une *Note sur la situation de l'Espagne*, on peut lire : « Des royalistes se présentent à la frontière ; s'ils ont des armes, il les leur fait retirer ; presque nus, sans asile, exténués de besoins, c'est la pitié publique qui les couvre, qui les loge, qui les nourrit[102]. » Galli, aide de camp de Mina, voit les royalistes vaincus prendre le chemin de l'exil après leur défaite à Puycerda : « Nous les vîmes chercher un refuge sur le territoire français comme des malheureux qui avaient tout perdu[103]. » Dans son Annuaire de 1822, Lesur[104] relate le chemin de l'exil de l'armée de la Foi :

97. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 503, 699.
98. NEUVILLE, Comte de, *Notice historique sur le M. le comte de Villèle*, Paris, A. Fontaine, 1855, p. 248.
99. MIRAFLORES, Marquis de, *Essais historiques et critiques pour servir à l'histoire d'Espagne de 1820 à 1823*, Paris, Impr. de Bourgogne et Martinet, 1836, tome II, p. 318.
100. LESUR, Charles-Louis*, op. cit.,* p. 431.
101. NEUVILLE, Comte de, *op.cit.,* p. 91-92.
102. *Note sur la situation de l'Espagne*, Paris, J. G. Dentu, 1824, p. 5.
103. GALLI, Florent, *Mémoires sur la dernière guerre de Catalogne*, Paris, Bossange, 1928, p. 94.
104. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.*, p. 495-496.

> « […] Toutes ces scènes se passaient sous les yeux des troupes françaises rangées en bataille, et prêtes à repousser les constitutionnels s'ils osaient violer le territoire de France. Mais les choses se passèrent de part et d'autre dans toutes les règles de la neutralité. On calcule qu'après la défaite de l'armée de la Foi [...] il est entré en France quatre à cinq mille individus, dont un grand nombre de prêtres et de moines renvoyés de la Catalogne, et presque tous réduits à la plus profonde misère. Ils y ont trouvé des secours de toute espèce, les égards dus au malheur et l'intérêt qu'inspirait leur cause. Des prisonniers constitutionnels y avaient aussi reçu l'hospitalité, et on les a ensuite remis en liberté. »

Dans la chambre des députés parisienne, le mécontentement du gouvernement espagnol est exposé par le général Foy lors la séance du 19 mars 1822. Ce parlementaire relate les critiques des Cortès à propos de l'accueil des factieux et de la facilité avec laquelle les royalistes des deux pays communiquent entre eux, ainsi que les fonds versés par les banquiers, d'ailleurs détaillés par la presse de Madrid[105]. Face à la montée en puissance du conflit, les constitutionnels proposent des mesures draconiennes non seulement contre les factieux (mises à mort) mais aussi contre le clergé (suppression de certains couvents), complices des révoltes. Une demande est adressée à Ferdinand pour prendre des mesures de sécurité publique, notamment avec l'augmentation de la milice nationale et de faire connaître à la France, les intentions de l'Espagne :

> « […] En même temps, les cortès espèrent que V.M. fera connaître à tout *gouvernement étranger* qui, directement ou indirectement, voudrait prendre part à nos affaire domestiques, que la nation n'est pas dans le cas de recevoir des lois ; qu'elle a des forces et des ressources pour se faire respecter, et que, si elle a su défendre son indépendance et son Roi avec gloire, c'est avec la même gloire et avec de plus grands efforts encore qu'elle saura toujours défendre son roi et sa liberté…[106] »

Au mois de mai, le parlementaire Soria, s'en prend à la France et l'accuse de semer la discorde. Il attend une réponse ferme et vigoureuse de la part des Cortès, avec l'envoi d'un contingent de 20 000 soldats au-delà des Pyrénées. Il songe aussi à châtier de manière implacable les ennemis de la constitution : « les mettre hors la loi et les poursuivre comme des bêtes féroces.[107] » Un autre orateur, Bertrán de Lis, mécontent de l'attitude du gouvernement de Louis XVIII et des ultras français, propose, le 10 novembre, qu'on fasse parvenir par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères une réclamation pour dénoncer cette ingérence : « Ce qui me détermine à faire une telle proposition, ce sont les outrages vomis contre les Espagnols depuis qu'ils ont adopté la constitution, et particulièrement contre le héros de Las Cabezas. » Il semble que les libéraux espagnols qui résident en France se sentent vexés. Il met en garde contre une quelconque agression :

---

105. FOY, Maximilian Sébastian, *Discours du général Foy*, Paris, P.A. Moutardier, 1826, t. II, p. 98-99.
106. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 433.
107. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 430.

« les Espagnols ne seront jamais pauvres quand il s'agira de sacrifices pour défendre les libertés publiques[108]. » Fin 1822, Argüelles propose déjà des mesures pour renforcer l'armée et la milice et accuse dans son discours les puissances étrangères d'aider les factieux présents en Catalogne et en Navarre. « Si la nation espagnole n'use point de justes représailles, elle doit du moins se tenir en garde », dit-il[109].

Dès janvier 1823, les troupes françaises situées tout au long de la frontière commencent à s'organiser. Les cadres reçoivent leur affectation dans les différents corps et brigades. Dans le rapport envoyé au roi, le 29 janvier, par le ministre de la Guerre, on précise l'organigramme de l'armée expéditionnaire qui se prépare à entrer en Espagne[110]. Aux Cortès, entretemps, les discours sont animés de beaucoup de patriotisme. L'esprit de 1808 semble renaître et les applaudissements suivent les exposés des orateurs. Ainsi, le député Alcalá Galiano, fait savoir « au monde entier » dans son allocution du 9 janvier, que bien que l'Espagne désire la paix, elle ne refuse pas la guerre et elle est encore prête à se sacrifier pour défendre son indépendance et son système de gouvernement[111].

1.4. La bataille des mots avant l'intervention

Le régime constitutionnel se bat pour sa survie à Vérone, où les puissances de la Sainte Alliance s'accordent pour anéantir toute idée libérale qui pourrait faire tache d'huile en Europe et mettre en échec les monarchies conservatrices. Les diplomates français font valoir la capacité militaire de leur pays pour redonner à Ferdinand VII tous ses pouvoirs et faire tomber le système constitutionnel[112].

108. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 498-499.
109. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 506.
110. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *Los Cien Mil Hijos de San Luis y las relaciones franco-españolas*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 1981, p. 48.
111. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* p. 20.
112. Sur les négociations et la diplomatie : CONTAMINE, Henri, *Diplomatie et diplomates sous la Restauration*, 1814-1830, Paris, Hachette, 1970 ; DE SÉDOUY Jacques-Alain, *Le concert européen*, Paris, Fayard, 2009 ; DASQUE Isabelle, « La Charte et la conduite de la politique étrangère sous la Restauration », *Cahiers de la nouvelle société des études sur la Restauration*, nº2, juillet 2004, p. 75-81 ; SCHMIEDER Ulrike, « Las grandes potencias y la restauración española (1823-1824) », *Trienio*, 19, 1992, p. 143-164 ; PELOSI H, « La política exterior de España en el Trienio Constitucional (1820-1823) », *Cuadernos de Historia de España*, Buenos Aires, t. XLIX, p. 214-293, t. LI-LII, p. 316-417, 1969-1970, t. LXI-LXII, p. 387-443, 1977.

Après quelques mois de préparation, le roi de France annonce une expédition de cent mille soldats commandée par le duc d'Angoulême afin de rétablir en Espagne l'autel et le trône. Les Cortès sont secouées, les sociétés secrètes et les patriotes s'enflamment face au discours du roi. Les libéraux réclament vengeance, et la guerre se dessine. La France et les Français ne sont plus les bienvenus, sauf pour les royalistes, qui attendent impatiemment leur moment. Dans ce contexte plein d'exaltation, dans les rues, dans la presse, dans la société, s'impose le souvenir de la défaite de Napoléon. Les plus enthousiastes rêvent d'un nouveau 2 mai qui n'arrivera jamais[113].

1.4.1. Le Congrès de Vérone

Le 26 septembre 1815 se constitue à Paris la Sainte-Alliance, une organisation formée par trois monarchies : les empires Russe et Autrichien et le royaume de Prusse. Ces nations, victorieuses contre l'armée impériale de Napoléon, veulent maintenir la paix et surtout s'entraider face aux révolutions libérales. La situation de l'Espagne, en 1820, qui possède désormais un système constitutionnel, jette les craintes d'une contagion jusque dans les monarchies européennes. Le 20 octobre 1822 se tient à Vérone le congrès de la Sainte-Alliance, où il est décidé, parmi d'autres considérations, d'intervenir militairement dans la péninsule contre les libéraux espagnols afin d'étouffer la révolution. La Russie est représentée par le Tsar Alexandre 1er et son ministre des Affaires étrangères Charles Robert de Nesselrode, l'Autriche par les princes Metternich et Von Hardenbert, et le comte Christian Günther Von Bernstorff pour la Prusse. Quant à la France, qui a intégré l'Alliance en 1818, ses membres sont Mathieu de Montmorency-Laval, ministre des Affaires étrangères, puis François-René de Chateaubriand, alors ambassadeur à Londres. L'autre puissance qui participe à la réunion de cette alliance antirévolutionnaire et antilibérale est l'Angleterre en la personne de Lord Castlereagh, puis du duc de Wellington[114].

113. Pour l'impact de la mémoire de la guerre napoléonienne sur la campagne de 1823 : LARROCHE, Emmanuel, « L'expédition d'Espagne en 1823 : mémoire de la campagne napoléonienne et expériences d'une guerre limitée », Article en ligne : Portal Militärgeschichte, 2014, URL: http://www.portal-militaergeschichte.de/larroche_expedition.

114. CHATEAUBRIAND François-René, *Congrès de Vérone* (1838), édition présentée par Gabriel Bertier de Sauvigny, Genève, Slatkine, 1979 ; LEVAILLANT Maurice, *Splendeur, misères et chimères de Monsieur de Chateaubriand, d'après des documents inédits,* Paris, Albin Michel, 1948 ; *Un mot de vérité sur le congrès de Vérone et sur les causes de la guerre d'Espagne*, Paris, A. Guyot, 1831 ; BERTIER DE SAUVIGNY Guillaume de, « Chateaubriand et le début de la campagne d'Espagne », *Revue des sciences humaines*, janvier-mars 1959, p. 5-46.

La France sort de Vérone avec la tâche ingrate de mettre fin à l'aventure constitutionnelle espagnole. Les opposants à l'intervention, non seulement tentent d'exagérer la cohésion de l'Espagne face à une troupe étrangère et croient fermement à une résistance et à un engagement total de la population pour la liberté du pays, mais ils croient aussi que la France est diminuée et dépendante de ses alliées ainsi que menacée par l'Angleterre, en cas d'une guerre avec l'Espagne. L'offre du tsar Alexandre de prêter main forte à la France en cas de besoin, en envoyant des troupes russes, ne fait qu'amplifier le rejet de l'intervention des opposants à la guerre[115].

Mais les raisons en faveur d'une intervention *manu militari* semblent aussi justifiées par le comportement du gouvernement de Madrid, accusé d'aider les transfuges français et d'essayer de semer le trouble parmi les troupes cantonnées le long de la frontière au moyens de pamphlets et d'une propagande féroce. De plus, on dénonce le passage de troupes espagnoles sur le sol français, troupes à la recherche des soldats de l'armée de la Foi. « La terre de France est une terre d'hospitalité, elle est aussi une terre d'héroïsme ; elle a été violée », écrit *La Quotidienne* le 13 janvier 1823[116]. Pour certains, d'autres considérations peuvent justifier une intervention *manu militari*, telles que l'émergence d'une guerre civile ou les machinations des partis qui mettent en péril l'État. Depuis les événements du 7 juillet 1822, les conditions sont réunies pour que la France puisse officiellement se mêler des affaires de l'Espagne :

> « […] nous ne fûmes réellement en droit de prendre une pareille mesure qu'après les événements du 7 juillet 1822. Mais certainement ce droit n'eût pu nous être contesté à cette époque, car quel grand changement s'opéra alors en Espagne ! des provinces tout entières se soulevèrent contre le nouveau système, et une population immense prit les armes pour rendre son Roi à la liberté. D'un autre côté l'exaltation des révolutionnaires augmenta prodigieusement, et leurs dispositions hostiles contre la France se manifestèrent en toute occasion ! […] la France fut incontestablement en droit d'intervenir à main armée dans les affaires intérieures de l'Espagne.[117] »

Aux yeux du monde, une véritable justification est nécessaire pour que la France s'engage militairement dans la péninsule. Des questions sont soumises lors du congrès par le représentant français à propos de l'intervention, même si dans l'esprit la guerre est souhaitée. « Il y avait déjà longtemps que cette guerre était prévue, avant la réunion du

115. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.* , p. 39, 45.

116. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 160. Pour l'opinion de la presse parisienne sur les affaires de l'Espagne : NAGY, Laurent, « L'encre avant la poudre. Le traitement des « affaires d'Espagne » dans la presse d'opinion parisienne durant Trienio Liberal (1820-1823) », *El Argonauta español* [En ligne], 17 | 2020, mis en ligne le 01 février 2010, consulté le 23 février 2021. URL : http://journals.openedition.org/argonauta/4077 ; DOI : https://doi.org/10.4000/argonauta.4077.

117. MM. D. et R., *Dernières considérations sur la conduite que la France a tenue jusqu'à ce jour, et sur celle qu'elle doit tenir à l'avenir vis-à-vis de l'Espagne*, Paris, Le Normand, 1823, p. 8, 37-38.

congrès de Vérone », écrit Chateaubriand[118]. Il s'agit d'avoir des garanties : les puissances de la Sainte-Alliance doivent agir à l'unisson avec la France dans le cas où cette dernière se trouverait dans la nécessité de rompre ses relations diplomatiques avec l'Espagne. On s'interroge également sur l'appui moral et matériel en cas de guerre[119]. C'est dans la séance du 17 novembre qu'on analyse les possibles cas d'intervention militaire. Exposés aux plénipotentiaires par le vicomte de Montmorency, les trois cas conduisant à une guerre sont :

1) Agression manu militari de la part de l'Espagne en territoire français, ou acte officiel du gouvernement espagnol conduisant à la rébellion des sujets de l'une ou de l'autre des puissances.

2) Déchéance prononcée contre Sa Majesté le roi d'Espagne, procès intenté contre son auguste personne, ou attentat de même nature contre les membres de la famille royale.

3) Acte formel du gouvernement espagnol portant atteinte aux droits de succession légitime de la famille royale.[120]

Les réponses sont positives. La France, étant la puissance la plus intéressée dans le rétablissement de l'ordre en Espagne, de par les liens avec les Bourbons et la proximité géographique, « est laissée seule arbitre des moyens à employer pour arriver à ce but[121] ». Le passage des troupes n'est qu'une question de temps. Villèle n'attend que le retour de La Garde, ambassadeur à Madrid pour déclencher l'expédition qu'il prévoit sans difficultés : « Nous l'avertissons en même temps qu'aussitôt qu'il aura franchi la frontière, nos troupes se mettront en mouvement pour entrer en Espagne […] chacun sent que nos cent mille hommes ne trouveront de résistance militaire nulle part[122]. » Le 20 novembre, depuis Vérone, Chateaubriand écrit à Villèle pour lui proposer une stratégie

118. CHATEAUBRIAND, François-René de, *op. cit.,* p. 99.
119. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome 1, p. 79.
120. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome 1, p. 112.
121. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 402.
122. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 6 novembre 1822, p. 182.

d'intervention. Pour le diplomate, il est important de « ne pas se précipiter tête basse dans les hostilités ». Voici les principales bases :

1) Déclarer, à l'aide d'une proclamation, en entrant en Espagne, qu'on ne veut ni nuire à son indépendance, ni imposer des lois à la nation espagnole, ni lui dicter des formes de gouvernement, ni se mêler de sa politique en quelque manière que ce soit ;

2) Faire porter la cocarde espagnole à nos soldats, occuper les villes au nom de Ferdinand, planter partout le pavillon espagnol à côté du drapeau blanc, ne parler qu'au nom des autorités espagnoles qu'on rétablirait partout en avançant ;

3) Marcher jusqu'à l'Èbre, s'y établir et ne le dépasser qu'en cas d'absolue nécessité. Fournir des armes et de l'argent aux Espagnols fidèles, les laisser terminer eux-mêmes la querelle en se contentant de les appuyer dans certaines positions pour leur assurer la victoire ;

4) Déclarer qu'on ne veut ni occuper l'Espagne ni lui faire payer les frais de la guerre ; offrir sans cesse la paix et se retirer aussi promptement qu'on est entré, dès que les circonstances le permettent.[123]

« Ces idées, mon cher ami, vous seront sans doute venues, comme à moi », conclut Chateaubriand et ces directives seront presque suivies à la lettre lors de l'entrée des troupes françaises le 7 avril 1823.

Les Espagnols royalistes ont tout fait pour provoquer l'intervention. Le 12 septembre, la régence d'Urgel envoie aux souverains du congrès une lettre dans laquelle elle veut soumettre aux membres réunis à Vérone « des observations qui puissent donner quelques lumières ». Signée par le marquis de Mataflorida et l'archevêque de Tarragone (le baron d'Eroles, étant à l'armée), la missive fait aussi mention de la présence de libéraux anarchistes qui viennent de France pour provoquer des troubles : « Nous avons réfléchi sur la civilisation française, et nous avons observé que c'est de ce pays que sortent les

123. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Chateaubriand à Villèle, Vérone, 20 novembre 1822, pp. 232-233.

émissaires de la secte anarchique qui, avec ses trésors et par ses intrigues, excitent et fomentent l'insurrection en Espagne, et peut-être dans toute l'Europe. Après les nombreuses conspirations qui ont été tramées contre les jours précieux de S. M. Louis XVIII, nous avons senti qu'il était urgent d'armer les lois de la rigueur nécessaire[124]. » La régence d'Urgel souhaite rétablir la situation politique du pays comme elle l'était avant le 9 mars 1820 et, pour cela, elle a besoin du secours et de « quelque force armée dans le cas où nous en aurions besoin pour appuyer nos mesures[125]. »

Le 22 novembre, le traité entre les plénipotentiaires de l'Autriche, de France, de Prusse et de Russie, est signé à Vérone. Il s'agit d'unir tous les efforts pour détruire au sein de l'Europe tout système de gouvernement représentatif « incompatible » avec le principe monarchique. Ainsi, la Sainte-Alliance estime nécessaire « de rétablir dans la péninsule l'état de choses qui existait avant la révolution de Cadix ». L'article désigne La France, alors chargée de cette mission : « […] les hautes parties contractantes, remettant à la France le soin de les y détruire… [126] » L'Espagne se voit impuissante face à cette résolution et tente en vain de se servir de ses bonnes relations avec Londres pour remédier à l'affaire : « C'est à l'Angleterre, qui aux conférences de Vérone a déployé un caractère aussi modéré que pacifique, qu'il appartient de couronner son œuvre et d'éviter une effusion de sang, qui ne peut profiter à aucune nation, et de démontrer en même temps au gouvernement français l'erreur qu'il commet[127]», écrit Evaristo San Miguel dans une note adressée au diplomate anglais à Madrid le 12 janvier 1823.

Le 25 décembre, le cabinet français remet au gouvernement espagnol une note où l'on expose l'origine de la guerre civile qui a lieu dans la péninsule suite à l'insurrection militaire de 1820. Les consignes envoyées à La Garde sont claires : La France veut encore fournir des secours à Madrid mais elle ne démobilisera pas son armée des Pyrénées tant qu'il y aura une lutte fratricide entre les différentes factions. De même, tant qu'il subsistera une possibilité d'amélioration, l'ambassadeur restera à son poste[128]. La réponse espagnole, adressée à Paris le 9 janvier 1823 se veut mesurée. Dans certaines observations, peu nombreuses, on note la préoccupation de l'Europe pour le rétablissement de la Constitution de 1812 :

---

124. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,* tome II, p. 250.
125. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,* tome II, p. 253.
126. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,* tome II, pp. 253-255. In extenso en annexe.
127. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,* tome II, pp. 317-318.
128. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,* tome II, pp. 344-347.

> « Le gouvernement n'ignore jamais que les institutions adoptées librement et spontanément par l'Espagne, causeraient des inquiétudes à beaucoup de gouvernements de l'Europe, et seraient l'objet des délibérations du congrès de Vérone ; mais sûr de ses principes, et résolu à défendre à tout prix son système politique actuel et l'indépendance nationale, il attendit tranquillement le résultat de ces conférences [...] Il était naturel que cet ordre de choses produisit des mécontentements ; c'est une chose inévitable de toute réforme qui doit corriger les abus. Il y a toujours dans toute nation, dans tout état, des individus qui ne peuvent jamais se faire à l'empire de la raison et de la justice.[129]»

Le gouvernement de Madrid apprécie l'intérêt de la France pour le bonheur du peuple espagnol, toutefois il est convaincu que les mesures exécutées jusqu'à présent « ne peuvent produire que des résultats contraires. » Quant à l'aide promise, elle semble n'être qu'une promesse alléchante suite à de belles paroles : « Les secours que pour l'instant devrait donner le gouvernement français sont purement négatifs[130]. »

La réponse aux notes adressées à l'Espagne par les cabinets de Vienne (25 décembre), de Berlin (22 novembre) et de Saint-Pétersbourg (26 novembre) arrive le 9 janvier 1823. Signée par San Miguel, la missive critique le contenu des notes, pleines de faits erronés, d'accusations infondées, de suppositions malveillantes et de récriminations, et défend la Constitution et l'indépendance de l'Espagne : « la nation espagnole ne reconnaîtra jamais à nulle puissance le droit d'intervenir dans ses affaires[131]. » Le ministre des Affaires étrangères ne tarde pas à donner des instructions pertinentes aux ambassadeurs qui sont en mission dans ces pays. Dans la circulaire qui leur est adressée, San Miguel considère que les notes sont un « tissu de mensonges et de calomnies », et se borne à donner huit directives bien précises se résumant à un attachement inaltérable au Code fondamental de 1812 qui préserve la nation de toute ingérence étrangère : « les maux qu'elle ressent ne sont pas l'effet de la constitution, mais bien des efforts des ennemis qui tentent de la détruire », peut-on lire[132]. Ces communications, dont la presse se fait écho rapidement, provoquent de l'inquiétude dans la population. En janvier, le consul de Saint-Sébastien note que la place est approvisionnée par incrément en matériel de guerre, par voie terrestre et maritime, et bien que rien d'extraordinaire ne s'y passe, « tout le monde a les yeux fixés sur Madrid par suite des notes[133] ». Le passage par Vitoria du plénipotentiaire

129. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,* , tome II, pp. 347-348.
130. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,* tome II, p. 348.
131. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,* tome II, p. 363. On pourra y consulter les notes des cabinets de Russie, d'Autriche et de Prusse, p. 350-362.
132. CAPEFIGUE, Jean Baptiste, *op. cit.,* 2e partie, pièces justificatives, p. 30.
133. Lettre du consul de Saint-Sébastien au ministre des Affaires étrangères, Saint-Sébastien, 13 janvier 1823. Archives du Ministère des Affaires étrangères (AMAE), Correspondance commerciale et consulaire (CCC), Saint-Sébastien, tome II, 1821-1824, p. 2.

de l'Autriche, de retour à Vienne, n'est pas non plus passé inaperçu, de même que la rumeur concernant le départ de La Garde, lesquels « ont causé une telle sensation que l'on y a presque perdu tout espoir de la conservation de la paix[134]», écrit le consul. À Bilbao, on fête même le départ des diplomates de Madrid. Dans une correspondance adressée au ministre des Affaires étrangères, datée du 30 janvier, le consul de Bilbao note : « Je n'hésiterai point à rester à mon poste tant que je verrai la possibilité de pouvoir y être utile à mes compatriotes, mais à en juger par les réjouissantes extraordinaires qui ont eu lieu ici le 21 de ce mois, pour célébrer le départ de Madrid de trois ambassadeurs de Russie, d'Autriche et de Prusse...[135] »

Les résolutions du congrès de Vérone et l'imminence d'une invasion de l'Espagne par les troupes françaises accentuent encore la haine et les persécutions contre les royalistes :

> « Tout à coup le bruit d'une déclaration de guerre à la Péninsule, par les hautes puissances réunies au congrès de Vérone, fut le signal de nouvelles persécutions contre les royalistes. Les succès de Mina (qui fut alors élevé au grade de lieutenant-général) contre l'armée de la foi avaient tellement gonflé l'orgueil les meneurs du club landaburien, qu'ils se flattaient de tenir tête à toute l'Europe : « Si la guerre nous est déclarée, disait à cette tribune le député Galiano, elle sera la ruine des tyrans ; car la nation espagnole, oubliant la divergence de ses opinions, et surtout celles qui divisent les libéraux […] nous seront invincibles…[136] »

Au mois de septembre, le Roi, sûrement à contrecœur, s'adresse à la nation espagnole. Il demande aux populations d'être ses oreilles et vante les bénéfices de la Constitution qui garantit les droits : « Par la Constitution vous serez libres », peut-on lire. C'est un message de conciliation qu'il veut faire passer face à la guerre civile qui s'enlise et à laquelle toute la société doit participer. Les soldats redoublent leurs efforts, les religieux prêchent la paix, les écrivains arrachent les masques aux ennemis. On fait également confiance aux députés : « J'attends avec une juste confiance tout d'eux, de votre intime union, de l'active coopération des chefs politiques et des autres autorités, et de l'énergie de l'armée permanente, ainsi que de la milice nationale…[137] »

Le congrès de Vérone se clôture en décembre 1822. Le sort de l'Espagne est en marche. Avec du regret, le général Foy dénonce les décisions de la Sainte-Alliance : « C'est de

134. Lettre du consul de Saint-Sébastien au ministre des Affaires étrangères, Saint-Sébastien, 7 janvier 1823, AMAE, CCC, Saint-Sébastien, tome II, 1821-1824, p. 3
135. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bilbao, 30 janvier 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824, p. 5.
136. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 504.
137. Manifeste de S. M. Ferdinand VII à la nation espagnole, Au Palais, 16 septembre 1822. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,* tome II, pp. 256-259.

Vérone que la guerre nous est venue ». Il ne reste au Roi et au gouvernement français qu'à s'engager en Espagne.

1.4.2. Le discours de Louis XVIII

Malgré les voix expérimentées des anciens militaires de l'Empire, tels les généraux Foy ou Sebastiani, qui préviennent quant aux nombreux dangers, et les allocutions des hommes politiques – tels le modéré Duverger de Hauranne ou le député libéral Manuel – qui dénoncent au parlement l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de l'Espagne, la France décide d'intervenir dans la péninsule. Face aux détracteurs, on tient à préparer l'opinion publique[138] et à présenter une guerre différente : « juste, loyale, peu coûteuse, peu sanglante, pacificatrice[139]. » Les enjeux politiques sont grands et l'engagement prévu en Espagne affiche une division très claire entre ultras et libéraux. Le pouvoir privilégie le discours d'une intervention compatible avec l'esprit de la Charte, nécessaire pour rétablir la paix et éviter une guerre civile. On parle de médiation[140]. Le professeur Larroche, affirme qu'il s'agit d'une guerre pour la paix, afin « de cicatriser les plaies du passé, non de les rouvrir » :

> « Une guerre pour la paix. Afin de renforcer la justesse de l'entreprise, il est sans cesse évoqué son caractère désintéressé et pacifique. Désintéressée car si la France l'entreprend pour préserver sa tranquillité, elle n'entend pas pour autant tirer profit de sa victoire pour renforcer l'influence sur l'Espagne. Rien à voir avec les guerres de conquête napoléoniennes[141]. »

Si des garanties d'aide à l'effort militaire ont été soulevées auprès des puissances de la Sainte-Alliance, en vérité, le gouvernement français ne souhaite aucune présence armée autre que la sienne. Il cherche surtout à éviter par tous les moyens à ce que des militaires étrangers ne traversent le pays. Déjà, au mois de juillet 1822, Montmorency fait part de ces idées à La Garde. Pour mener à bien l'expédition, il faut donc s'en charger seuls[142]. Le général Pasquier raconte dans ses mémoires les demandes de Ferdinand VII à Louis XVIII à propos des secours et de l'assistance militaire. Pour le monarque espagnol « il suffisait

138. Sur la propagande officielle, on pourra consulter l'article : MÁRTINEZ RUIZ, Enrique, « La propaganda oficial francesa y los Cien Mil hijos de San Luis », *Anuario de Historia Moderna y Contemporánea nº1*, Universidad de Granada, 1974, p. 163-186.
139. GRANDMAISON, Geoffroy de, *L'expédition française en Espagne en 1823*, Paris, Plon, 1928, introduction.
140. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 22, 162.
141. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 163.
142. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.,* p. 21.

d'envoyer quelques régiments français, russes ou autrichiens pour faire crouler tout l'édifice constitutionnel et révolutionnaire », écrit Pasquier[143]. Dans ce contexte, un homme – le Président du Conseil, Villèle – pilote l'aventure espagnole du roi : « C'est la cheville ouvrière de toute l'expédition. Son activité incessante, son souci du détail, sa prudence, son habilité financière permettent de faire une guerre sans impôts supplémentaires, son libéralisme aussi car il n'y a eu aucune censure de la presse pendant toute cette période[144]. »

Dans la session législative du 28 janvier 1823, le Roi annonce dans son discours qu'une armée de cent mille hommes se tient prête à franchir les Pyrénées. L'aveuglement de Madrid ne lui laisse pas d'autre alternative. Il se veut le sauveur de l'Espagne afin de « préserver ce beau royaume de sa ruine, et le réconcilier avec l'Europe ». Il promet de cesser les hostilités aussitôt que Ferdinand retrouvera ses pleins pouvoirs et il fait appel aux valeurs nationales : « nous sommes Français, Messieurs ; nous serons toujours d'accord pour défendre de tels intérêts[145]. » Les applaudissements des modérés et des ultras se font entendre dans la Chambre. Tout est dit, la guerre semble inévitable. Contrairement à Napoléon, Louis XVIII ne cache ni ses principes ni ses projets. Tout le détail de l'expédition sera rendu public[146]. Après la séance, le monarque regagne les Tuileries, « charmé de son discours, mais un peu troublé de sa propre politique, car plus que personne il eût souhaité la paix[147]. » Le Roi se veut l'étendard de la sauvegarde de l'Espagne. Au terme d'une réunion avec ses ministres, il conclut :

> « Louis XIV a détruit les Pyrénées, je ne les laisserai pas relever ; il a placé ma maison sur le trône d'Espagne, je ne la laisserai pas tomber ; les autres souverains n'ont pas les mêmes devoirs à remplir que moi ; mon ambassadeur ne doit quitter Madrid que le jour où cent mille Français s'avanceront pour le remplacer[148]. »

Les désaccords quant à la conduite des affaires de l'Espagne amènent Montmorency à présenter sa démission. Le portefeuille du ministre des Affaires étrangères revient alors

143. ROQUETTE, Antoine, *op. cit.,* p. 99, 109.
144. ROQUETTE, Antoine, *op. cit.,* p. 272.
145. DUVERGIER, Jean-Baptiste, *op. cit.,* tome 24, p. 237.
146. DU PARC LOCMARIA, Noël Marie Victor, *Considérations sur la guerre d'Espagne en 1823*, Paris, Dentu, 1823, p. 18.
147. DE LA GORCE, Pierre, *Louis XVIII, La Restauration*, tome 1, Paris, Plon, 1929, p.
148. NEUVILLE, Comte de, *op. cit.,* p. 90.

à Chateaubriand qui prend l'intervention dans la péninsule comme une affaire personnelle[149].

1.4.3. L'Espagne face à la menace

Les mesures d'aide de Paris pour stopper les révolutionnaires royalistes espagnols et les empêcher de se réfugier en France ne plaisent guère aux parlementaires de Madrid, car ils les jugent insuffisantes et peu efficaces. En revanche le gouvernement semble contrôler la situation et les premiers résultats contre les rebelles sont positifs. Dans le discours de Ferdinand VII, le 19 février 1823, lors de la clôture des Cortès, le roi fait le bilan : « Les factions qui méditaient la ruine de la loi fondamentale cèdent le terrain devant la valeur des troupes nationales. Cette junte de parjures qui s'intitulait "Régence d'Espagne", a disparu comme de la fumée, et les rebelles qui comptaient sur des triomphes si faciles et si sûrs, ont commencé à sentir les tristes résultats de leur aveuglement[150]. » Le moral remonte d'un cran. L'Espagne ne capitule pas. Dans le discours du roi, on exalte les valeurs telles que l'amour de l'indépendance nationale pour faire face aux « principes antisociaux » contenus dans la déclaration de Louis XVIII. Le 1er mars, lors de l'ouverture des Cortès, le roi s'adresse une nouvelle fois aux députés sur la situation du pays. Il est encore absent lors de la séance mais, dans son discours, il demande de la fermeté aux parlementaires et s'en prend au roi de France :

> « Le roi Très Catholique a dit que cent mille Français viendraient régler les affaires domestiques de l'Espagne et corriger leurs institutions. Depuis quand les soldats ont-ils une mission de réformateurs ? Et dans quel code est-il écrit que les invasions militaires soient les précurseurs du bonheur d'un peuple ? Des erreurs aussi antisociales ne sont pas dignes d'être réfutées, et il n'est pas de la dignité du roi constitutionnel d'Espagne de faire l'apologie de la cause nationale […] J'espère que l'attitude ferme et énergique des Cortès sera la meilleure réponse au discours du monarque Très Catholique[151]. »

Il annonce le départ des Cortès et de sa personne vers « un point [de la péninsule] moins exposé à l'influence des opérations militaires », puis il souligne que si la guerre est inévitable, la nation saura « encore une fois combattre pour son indépendance ». Néanmoins, la prose attribuée au roi n'est pas de lui. Ses discours et ses allocutions sont soigneusement rédigés par le gouvernement, d'autant plus que sa maladie ne lui permet

149. RAIN, Pierre, « Chateaubriand et sa gigantesque entreprise 1822-1824 », *Revue des deux mondes*, octobre 1968, p. 43-55.
150. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.*, tome II, p. 366. Ferdinand VII n'assiste pas à cette clôture des Cortès.
151. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,,* tome II, p. 426. In extenso en annexe.

pas d'assister aux Cortès. La Parra note une participation directe du monarque dans le soutien et l'organisation du mouvement contre-révolutionnaire du Triennat[152].

Les sociétés secrètes sont en alerte[153]. Il est temps aussi pour les *comuneros* de se tenir prêts. Un manifeste diffusé dans toutes leurs confédérations, en mars 1823, réclame plus de mesures et une union plus forte : « Lorsque la patrie en souffrance et craignant de perdre sa liberté réclame impérieusement pour son salut la plus étroite union entre les vaillants fils de Padilla[154]. » Dans l'une des observations du manifeste, on note :

> « L'Autriche, la Prusse et la Russie ayant publié leurs notes, et la France ayant laissé percer ses projets hostiles, tous les Espagnols ont reconnu que le temps était arrivé où il fallait s'unir étroitement et cordialement pour résister à l'oppression ; une grande partie des *merindades* mettant de côté toutes plaintes et toutes récriminations, ont manifesté le désir de voir mettre un terme à la division qui régnait entre les *comuneros* et les maçons, par moyen d'un accord[155]. »

Ainsi, pour faire face à l'agression française, les responsables comuneros de Teruel, Málaga et Grenade reçoivent en février 1823 la mission de conclure un traité d'alliance avec les francs-maçons afin que les deux organisations « défendent la liberté et l'indépendance nationale ». Toutefois, les points du traité présentés en assemblée sont rejetés en totalité. L'idée de l'union pour sauvegarder les libertés semble être une réalité nécessaire. Non seulement les sociétés secrètes nationales sont en alerte mais aussi on sait qu'un grand nombre de Carbonari ont rejoint la confédération. Le 28 février, la société change d'appellation et devient *comuneros espagnols constitutionnels*. Aussitôt, elle lance une proclamation aux patriotes appelant à la défense de la souveraineté espagnole en suivant les traces de Padilla et Lanuza : « Jamais la patrie n'a été dans une crise aussi dangereuse. Désolée par les fureurs de la guerre civile, qui, mettant les armes à la main de ses enfants, déchire son sein ; outrageusement insultée et serrée de près par les phalanges perfides des despotes étrangers, qui dans leur orgueil ont osé se déclarer contre la sainte indépendance[156]. »

152. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* p. 33, 75.
153. Sur les différentes sociétés secrètes on pourra consulter : FUENTE, Vicente de la, *Historia de las sociedades secretas, antiguas y modernas en España y especialmente de la Franc-masonería*, Lugo, Imprenta de Soto Freire, 1870. Pour l'histoire de los Comuneros : BERZAL DE LA ROSA, Enrique, *Los Comuneros: de la realidad al mito*, Madrid, Silex Ediciones, 2008
154. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,* tome II, p. 368.
155. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,* tome II, p. 404.
156. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,* tome II, p. 412.

À Saint-Sébastien, le discours du roi Louis XVIII provoque chez les exaltés une critique féroce, même si elle n'est pas partagée par tous. Le journal *El Liberal Guipuzcoano*, publie ces commentaires le 3 février. La société patriotique de la ville accueille également avec mépris les paroles du roi de France. « Nous n'avons pas été ménagés », écrit le consul, qui note que les résidents français se tiennent sur le qui-vive[157]. Fin mars, la situation n'est plus tenable. Les autorités consulaires et une grande partie des résidents nationaux traversent la frontière. Seuls quelques Français retenus par diverses affaires reculent de quelques jours leur départ[158]. Les nouvelles qui arrivent de Bilbao ne sont pas meilleures. Le 9 février le consul explique dans une missive la très mauvaise impression qu'a produite le discours du roi au sein du parti constitutionnel et la crainte des représailles : « nos nationaux sont déjà ouvertement insultés et la plupart évitent, par une prompte retraite, les menaces et les suites désastreuses d'un soulèvement qu'on prévoit et que peut précipiter la moindre attaque de nombreux factieux, dont Bilbao est entouré, et qu'on regarde pousser et encouragés par le gouvernement français[159]. » Le diplomate subit lui-même l'exaltation de la populace. Le 6 janvier, on pénètre chez lui pour s'emparer du portrait de Louis XVIII. Les esprits s'échauffent aussi en Catalogne. Début janvier, le préfet des Pyrénées-Orientales rend compte au ministère de l'effervescence qui règne à Barcelone. Il précise qu'un orateur de la société patriotique s'exclame, depuis la tribune, que « si la France ne prenait pas l'initiative, l'Espagne ne pourrait se dispenser de lui déclarer la guerre[160]. » Dans la société patriotique landaburienne[161], de tendance libérale, les esprits s'emportent et on ne craint même plus une intervention étrangère. Le député Romero Alpuente s'interroge : « Qu'avez-vous à craindre ? Les libéraux espagnols, renforcés par trois générations de jeunes hommes brillants, ne sont-ils pas suffisants pour châtier nos ennemis ? » Il estime la force constitutionnelle capable de parer une invasion[162].

157. Lettre du consul de Saint-Sébastien au ministre des Affaires étrangères, Saint-Sébastien, 6 février 1823. AMAE, CCC, Saint-Sébastien, tome II, 1821-1824, p. 9. Extrait en annexe : document 2
158. Lettre du consul de Saint-Sébastien au ministre des Affaires étrangères, Saint-Sébastien, 26 mars 1823. AMAE, CCC, Saint-Sébastien, tome II, 1821-1824, p. 15.
159. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bilbao, 9 janvier 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824, p. 8.
160. Le préfet des Pyrénées Orientales au ministre de l'Intérieur, 2 janvier 1823. AMAE, Correspondance Politique (CP), 725, p. 4. (janvier – novembre 1823).
161. Pour l'étude de cette société patriotique : GIL NOVALES, Alberto : *Las sociedades patrióticas (1820-1823). Las libertades de expresión y de reunión en el origen de los partidos políticos*, Madrid, Tecnos, 1975, 2 vol. On consultera le chapitre XIX : El siete de julio y la sociedad landaburiana, p. 664-732.
162. LA PARRA, Emilio, *op. cit.,* p. 28. L'auteur cite ROMERO ALPUENTE, Juan, *Historia de la revolución española y otros escritos*, Madrid, ed. A. Gil Novales, Centro de Estudios constitucionales, 1989, 2 vol., p. 30.

La presse espagnole des deux bords se fait l'écho des nouvelles de la France et de son attitude envers l'Espagne. Des mensonges, des railleries insultantes sont publiées sans censure par les médias royalistes qui jettent de l'huile sur le feu. Les *comuneros* accusent le journal *El Zurriago* d'être « la trompette et l'organe de la Sainte-Alliance[163]. » Ce n'est pas quelque chose de nouveau et cela semble irriter Villèle. Dans une correspondance du 15 octobre 1822, il raconte à Montmorency :

> « Croiriez-vous qu'après toutes les horreurs dont les journaux d'Espagne sont remplis contre le gouvernement et la personne du roi de France, M. le duc de San Lorenzo a le front de m'écrire aujourd'hui pour me demander, aux termes de la loi sur la presse, de faire poursuivre d'office le rédacteur de la *Gazette de France* pour un article injurieux aux ministre d'Espagne et au gouvernement espagnol[164]. »

La loi française, les institutions, les magistrats, présentés comme des hommes sanguinaires, sont la cible des journaux espagnols qui, parfois même, rédigent dans la langue de Molière. *L'observateur espagnol* en fait partie. Il discrédite « l'infâme » gouvernement Louis XVIII (9 février) et fait présager même la fin du trône : « *le premier coup de canon tiré contre les Espagnols sera le signal de la chute des Bourbons.* » (16 décembre). Ces diffamations seront dénoncées, dès la première semaine de l'expédition par *Le Moniteur*, pour justifier en quelque sorte le début de l'inévitable guerre : « Dans tous enfin, le même langage, la même haine, et souvent des expressions et des calomnies sur nos princes, que nous nous pourrions transcrire sans indigner tous les cœurs français », peut-on lire, puis il donne une preuve de ses affirmations avec l'extrait d'une notice de *L'Observateur espagnol* du 1er octobre :

> « L'épée de Damoclès, qui est suspendue sur la tête des Bourbons, va bientôt les atteindre. Nos moyens de vengeance sont de toute évidence légitimes. Outre la vaillante armée espagnole, n'avons-nous pas, dans cette armée sanitaire, dix mille chevaliers de la liberté prêts à se joindre à leurs anciens officiers et à tourner leurs armes contre les *oppresseurs de la France* ? N'avons-nous pas plus de cent mille de ces chevaliers dans l'intérieur de ce royaume, dont vingt-cinq mille au moins dans l'armée et plus de mille dans la garde royale ? N'avons-nous pas pour nous cette haine irascible que les neuf dixièmes de la France ont voué à d'exécrables tyrans ![165] »

Grandmaison raconte dans son étude de l'expédition, comment les journaux espagnols publient des notes sarcastiques envoyées aux Cortès par les puissances de la Sainte-Alliance. Ces communications par des diplomates semblent produire une grande

163. MIRAFLORES, Marquis de, *op. cit.,* tome II, p. 419.
164. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 15 octobre 1822, p. 126.
165. *Le Moniteur*, 16 avril 1823.

effervescence à Madrid, les émotions des membres du gouvernement s'altèrent : « Vive la souveraineté espagnole ! Mort aux tyrans ! » Argüelles fait entendre les accents les plus pathétiques, prédisant que tout soldat étranger qui mettrait le pied en Espagne n'en sortirait pas vivant. En descendant de la tribune, il est reconduit chez lui en triomphe et, le soir, on lui donne une sérénade[166]. Bien entendu, en France, la presse ne reste pas muette et s'en prend aussi au gouvernement :

> « A Paris, le ton des polémiques montait chaque matin : La Mennais, dans *le Drapeau Blanc*, lançait ses flèches à M. de Villèle ; la *Gazelle de France*, daubait les libéraux français sur le dos des libéraux espagnols ; la *Quotidienne* blâmait M. de Chateaubriand que soutenait le *Journal des Débats*. *Le Courrier* et le *Constitutionnel* multipliaient les critiques, accumulaient les soupçons, sonnaient l'alarme, prenaient à partie contre chaque ministre, menaçaient, raillaient, se dérobaient[167]. »

Villèle ne semble pas apprécier les écrits de l'opposition dans la presse. « Ces journaux font le diable, et on a la folie de les croire, même la Bourse », écrit-il le 17 décembre, lors d'une correspondance adressée à Montmorency. Il aimerait que les articles influencent l'esprit des Espagnols. Il croit important le rôle de la presse, média capable – selon lui – de persuader le gouvernement des Cortès de changer de système. « Combien il serait utile que le *Journal des Débats* contint un article qui fit voir à l'Espagne que nous ne la craignions point et qu'elle avait plus d'intérêt que toute autre à se modifier elle-même[168]. »

Les royalistes se réjouissent de la décision du gouvernement français de s'engager dans la péninsule pour rétablir l'autel et le trône et chasser les révolutionnaires de 1820. Les proclamations ne manquent pas et sont souvent publiées dans la presse, qui met en exergue l'aide de Paris. Ainsi, le *Procurador General del Rey*, annonce les mots du « sage et vertueux Louis XVIII » et l'arrivée de cinq mille soldats pour délivrer le roi captif. L'accueil se veut fraternel et la rancune oubliée : « Le Drapeau Blanc terminera de fermer les blessures ouvertes par les aigles de l'usurpateur d'Europe […] Accueillons-le, camarades, comme un rameau de paix, ouvrons les bras à nos frères ». Enfin, on exalte les principes d'ordre, représentés par la Sainte-Alliance[169].

---

166. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.,,* p. 49.
167. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.,* p. 51.
168. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III. Villèle à Montmorency, Paris, 17 décembre 1822, p. 281.
169. *Procurador General del Rey*, 2 avril 1823. Le général Vicente de Quesada à l'armée royaliste et aux habitants des trois provinces basques, Saint-Jean-de-Luz, 10 mars 1823. Extrait en annexe : document 3.

1.4.4. Le souvenir de Napoléon

Le recours aux héros de la Guerre de l'Indépendance est constant pendant les mois qui précédent l'intervention française. La vaillance du peuple espagnol face aux troupes de Napoléon est mise en exergue dans la presse libérale. Il s'agit d'inciter encore la population à s'unir face à une invasion étrangère. Néanmoins, cette fois-ci le clergé est plutôt favorable à l'accueil des Français, afin de rétablir le rôle de l'Église et la continuité de ses privilèges. Le général de Saint-Chamans note dans ses mémoires qu'il incombe à l'Espagne de « protéger ses prêtres proscrits et persécutés » à la différence des troupes impériales entrées dans la péninsule pour appuyer la trahison de Napoléon envers le peuple[170].

Non seulement la propagande libérale s'efforce de pronostiquer une défaite cuisante des armées d'Angoulême similaire à celle subie par Napoléon, mais aussi les militaires français ayant participé à la campagne d'Espagne alertent quant aux difficultés de mettre un pied en Espagne. En février 1823, un rapport du préfet de Moselle souligne les bruits qui circulent parmi les troupes sur les dangers courus lors de la Guerre d'Espagne afin de les dissuader de s'engager dans un nouveau conflit. Les vétérans de cette guerre semblent aussi désabusés[171]. Le général Foy est parmi ceux qui jettent le doute dans les esprits en évoquant sa propre expérience et qui en dresse un tableau dramatique dans l'un de ses discours[172]. Parfois, les étrangers s'en mêlent. Ainsi, au mois de septembre 1822, lors d'une rencontre à Paris, Lord Wellington tente de dissuader Villèle de s'engager dans l'aventure espagnole. « Il s'appuyait sur sa connaissance personnelle du pays, rappelant qu'il parlait par expérience des difficultés de la guerre de l'Indépendance, dont cependant il était sorti vainqueur[173]. » Les hommes politiques espagnols semblent croire en la capacité de leurs concitoyens à arrêter l'armée d'Angoulême et écoutent avec délectation les proclamations patriotiques. L'avocat et historien Bittard des Portes relate qu'au mois d'août 1823, dans les banquets donnés à Madrid en présence des ministres, on entend des propos injurieux envers le roi de France et son armée, tout en proclamant bien haut que l'Espagne n'a jamais succombé aux soldats de Napoléon[174]. En France aussi, l'expérience

170. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.*, p. 108.
171. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 59.
172. ROQUETTE, Antoine, *op. cit.*, p. 177.
173. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op, cit.,* p. 24.
174. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 19.

napoléonienne, nous dit Larroche, entre dans les débats et discours sur l'intervention en Espagne. L'opposition libérale s'en sert notamment pour agrémenter son argumentation et cherche à établir des parallèles avec l'échec de l'armée impériale en Espagne[175]. L'auteur cite plusieurs extraits de discours comme, par exemple, celui de Labbey de Pompierres, prononcé à la Chambre des députés le 25 février 1823 : « Toute cette jeunesse, l'espérance de la patrie, est destinée à partager le tombeau de ses prédécesseurs[176]. » Les Français semblent être peu disposés à accepter cette intervention car, dans la mémoire collective, il reste encore une trace de la défaite de 1814 :

> « Il est frappant de constater que l'appréhension de la guerre, telle qu'elle ressort des propos relevés, est imprégnée par le souvenir impérial. Les rumeurs dont la circulation ne revêt pas forcément une dimension politique, témoignent bien souvent de la résurgence du souvenir des souffrances imposées aux familles par les guerres de l'Empire et l'occupation étrangère. Cris et placards séditieux sont autant hostiles au régime qu'à la guerre. Là aussi, la raillerie se nourrit du souvenir impérial. La crainte d'un passage de troupes étrangères transpire ainsi dans l'opinion publique et s'empare particulièrement des départements frontaliers[177]. »

Les Cortès tentent en vain de raviver l'esprit de la population contre les Français, à travers une proclamation adressée par Ferdinand VII à la nation espagnole, mais celle-ci, d'après Capefigue[178], ne semble produire aucun effet :

> « Napoléon avait trouvé dans le peuple espagnol la seule digue qui avait pu arrêter ses projets d'asservissement : tandis que l'Europe se courbait devant l'homme de la destinée, l'héroïque Espagne osait lutter corps à corps avec lui. À peine dix ans se sont écoulés depuis cette époque de gloire militaire, et les puissances alliées oubliant tout ce qu'elles doivent à l'Espagne, et sans craindre le sort de Napoléon, osent l'attaquer dans son indépendance […] Espagnols, aux armes ! […] Qu'ils viennent ces téméraires ! Les champs, les précipices, les cavernes, les puits et même les maisons, sont encore couverts des ossements et teintés du sang de leurs prédécesseurs ; qu'ils viennent éprouver le même sort… »

Néanmoins, le soulèvement de la population espagnole n'aura pas lieu, bien au contraire, cette dernière participera, du moins une grande partie de la paysannerie, à l'effort de guerre des troupes françaises. Les témoignages ne manquent pas de souligner une attitude des Espagnols aux antipodes de celle de leurs aînés en 1808. Le général de la Motte Rouge raconte dans ses souvenirs une conversation avec un paysan aux environs de León : « monsieur l'officier, il y a quelques années, vous ne vous seriez pas aventuré

175. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* pp. 20, 54.
176. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.*, pp. 31-32.
177. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 63.
178. CAPEFIGUE, Jean Baptiste, *op. cit.,* p. 106.

seul impunément, où vous êtes dans ce moment », lui dit l'agriculteur espagnol[179]. Dans les premières semaines de l'expédition, on remarque déjà ce changement d'attitude. Chateaubriand l'annonce avec joie à la Chambre lors de son discours du 30 avril. Il souligne notamment l'appui de la paysannerie : « Dans la guerre de Bonaparte […] les populations des campagnes étaient contre lui. Aujourd'hui, c'est précisément le contraire : les villes où les Cortès ont jeté quelques soldats nous ferment leur porte, mais le peuple entier des campagnes et des villes ouvertes est pour nous[180]. » Dans ses *considérations sur la guerre d'Espagne en 1823*, le comte du Parc Locmaria[181] s'en prend aux orateurs de mauvaise foi qui sont contre la guerre :

> « […] vous qui nous annoncez avec tant d'assurance la réunion contre les Français des deux opinions qui divisent l'Espagne, descendez dans votre propre cœur et vous y verrez que les haines politiques sont les plus irréconciliables. […] Non, les Espagnols en proie à la guerre intestine ne se réuniront pas contre les Français ; trop de sang a coulé, trop d'intérêts les séparent, la constitution des Cortès a produit des fruits trop amers. »

En 1823, les Français apparaissent en libérateurs, et leur présence permet de faire face à une lutte fratricide : « les armes tombent des mains des deux partis prêts à s'égorger », note Capefigue[182]. De Bussy souligne que, malgré l'invasion de 1808, les Espagnols voient encore en Napoléon « un héros et [...] le plus grand homme du siècle[183] ». Ce changement d'attitude face aux Français, notamment dans les campagnes, laisse un souvenir marquant dans l'esprit des vétérans ayant participé aux guerres de l'Empire dans la péninsule. « Quel spectacle pour ceux de nos soldats qui avaient vu les sombres journées de la guerre de l'Indépendance, les villes fermées et sinistres, partout le silence, la trahison et le meurtre ! », écrit Guillon[184]. Il est essentiel de faire oublier les abus, les réquisitions et les saccages commis dix ans auparavant par la soldatesque impériale. En ce sens, le munitionnaire Ouvrard voit dans le recours à l'argent l'élément clé de la réussite de l'entreprise militaire. Dans une correspondance qu'il adresse le 6 avril au président du conseil des ministres, le duc de Richelieu, on lit :

> « […] cependant on ne peut guère répondre des effets du mécontentement d'une population nombreuse, répandue sur un vaste territoire, à l'aspect d'une occupation militaire étrangère

179. DE LA MOTTE ROUGE, Joseph, Édouard, *Souvenirs et campagnes (1804-1883)*, Nantes, Impr. Vincent Forest et Émile Grimaud, 1888, tome 1, p. 215.
180. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 89.
181. DU PARC LOCMARIA, Noël Marie Victor, *op. cit.,* p. 20-21.
182. CAPEFIGUE, Jean Baptiste, *op. cit.,* p. 118.
183. DE BUSSY, Pierre Genty, « Campagne et souvenirs d'Espagne 1823 », *Revue Hispanique : recueil consacrée à l'étude des langues, des littératures et de l'histoire des pays castillan, catalan et portugais*, tome 32, nº82, 1914, p. 530.
184. GUILLON, Édouard, *op. cit.,* p. 298.

> commandée, même dans l'intérêt de cette population : et puis aux chances de l'insurrection et de la guerre peuvent encore se joindre celles du climat […] Durant l'occupation, ne serait-il pas facile d'armer contre lui l'orgueil national et de faire éprouver aux libérateurs le sort qu'ont eu trois cents mille soldats de Napoléon ? […] Aujourd'hui, ce n'est ni avec cinq cent mille hommes, ni avec un seul homme quelque habitué qu'il pût être, qu'on peut et qu'on doit rétablir l'ordre en Espagne, *mais avec cent millions*…[185] »

C'est ainsi qu'Ouvrard, commerçant et spéculateur, assumera la charge que représentent les approvisionnements de l'armée française et des relations commerciales avec la population espagnole. Comme le souligne de Portalis dans ses rapports, ce n'est point à un capitaliste qu'on a fait appel mais à un homme expérimenté et « dont les longues relations avec l'Espagne étaient précieuses en une pareille occurrence[186]. »

Quoi qu'il en soit, en 1823, la résistance farouche des Espagnols n'a pas lieu. En réalité, affirme La Parra, on abandonne rapidement toute tentative d'opposition à l'entrée du corps expéditionnaire, et ce, même avant de le voir franchir les Pyrénées. Il semble que les divergences politiques entre les constitutionnels empêchent un soulèvement à échelle nationale. Un repli du gouvernement vers le sud est pour les libéraux le meilleur moyen de résister l'invasion, car il pourrait être l'étincelle pour revivre les succès de 1810[187]. L'aspect religieux est un autre point important. Si pendant la guerre d'Indépendance Napoléon représentait l'antéchrist aux yeux de la population, Angoulême est, au contraire, l'ami et le garant de la religion[188]. Les renseignements fournis par les diplomates sur place et parvenant au ministère s'accordent pour la plupart et relatent un état d'esprit différent de celui de l'époque impériale, bien qu'il faille encore se tenir sur ses gardes. C'est en ce sens que le consul de Santander écrit au ministre des Affaires étrangères :

> « Aujourd'hui, monseigneur, les circonstances ne sont plus les mêmes, je ne dissimulerai point à votre excellence une vérité incontestable, je crois trop méconnue en France. Les levains de haine et de vengeance que la dernière guerre de l'usurpation a laissés, contre le nom français, dans le cœur du peuple espagnol, surtout de l'habitant des campagnes, n'ont point encore entièrement été extirpés. Dans le cas d'une nouvelle invasion nul doute que nos bataillons ne soient accueillis, comme des libérateurs partout où l'influence du clergé pourra se développer librement mais ne doute aussi qu'il ne sera pas impossible au chefs du parti révolutionnaire de rendre la guerre nationale sur tous les points où ils pourront[189]. »

185. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 346.
186. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 6.
187. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* p. 30.
188. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* p. 266-267.
189. Lettre du consul de Santander au ministre des Affaires étrangères, Santander, 16 janvier 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824, p. 247.

Les bruits qui circulent dans la péninsule et l'état d'esprit d'une partie de la population sur les intentions de Paris ne rassurent pas les Français résidant en Espagne. Les consuls sont les premiers témoins de cette inquiétude. La vie quotidienne des ressortissants devient chaque jour plus pénible, note le consul de La Corogne, qui a du mal à calmer les Espagnols. « Le souvenir des spoliations de 1793 et de 1808 se retrace naturellement à leurs esprits », écrit-il le 27 juillet 1822[190]. Si en France on se prépare à traverser la frontière, les Français présents en Espagne, notamment les commerçant, prennent le chemin inverse. Leur vie est en jeu.

1.5. La situation des Français en Espagne

Il existe en Espagne, avant l'expédition du duc d'Angoulême, deux types de ressortissant Français : d'un côté les proscrits ou les révolutionnaires, de l'autre les commerçants et les diplomates. Les premiers, pour la plupart des réfugiés, mettent leur parole et parfois leur épée au service du gouvernement des Cortès. Ils seront en première ligne au tout début de l'intervention, mais, rapidement anéantis et sans ressources, ils seront en définitive très peu utiles pendant la campagne. On les trouve surtout dans le nord de l'Espagne, sur les rives de la Bidassoa. Toutefois leurs discours et leurs bannières ne semblent pas percer ni dans la société rurale basque ni dans l'armée d'observation[191]. Ils ne sont pas écoutés comme l'ont été en 1808 les prêtres. « L'enthousiasme n'était pas dans les inscriptions et dans les harangues publiques, il n'était nulle part dans le peuple », écrit Ouvrard dans ses mémoires[192].

Les commerçant français et les diplomates en mission dans les différentes villes se trouvent en première ligne, bien avant l'entrée des troupes du duc d'Angoulême dans la péninsule. Leurs craintes se manifestent dès 1822, lorsque la France s'engage plus franchement dans les affaires de l'Espagne. Dès que Paris hausse le ton contre le gouvernement des Cortès, cela donne lieu à des représailles ponctuelles, alimentées sans doute par les exaltés et les sociétés libérales. Le gouvernement madrilène maintient le

190. Lettre du consul de La Corogne au ministre des Affaires étrangères, La Corogne, 27 juillet 1822, AMAE, CCC, La Corogne, tome XX, 1821-1824, p. 481.
191. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 6.
192. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 11.

calme et préfère user de la loi pour punir indirectement la France. Les mesures prohibitives imposées aux produits français en sont l'exemple.

Si le danger d'une contagion libérale en France (mais aussi dans autres monarchies européennes) est un argument de poids pour l'intervention, il ne faut pas oublier, non plus, le facteur très important que représente le commerce entre les deux pays et le risque, dans ce domaine, de voir satisfaites les ambitions de l'Angleterre à propos des colonies espagnoles. Le professeur Sánchez Mantero souligne l'inquiétude qui règne parmi les commerçant français, notamment depuis 1820. L'expédition qui se prépare sert aussi à établir de véritables relations commerciales[193]. Il est vrai que la France est délaissée par le gouvernement constitutionnel. « Rien n'a été fait en faveur de notre commerce. Les tarifs de Douanes de 1820, effroi des négociants, n'a pas reçu d'amélioration [...] nos rapports commerciaux, à quelques exceptions près, ont été nuls, entièrement nuls, pendant le cours de cette année », écrit le consul de Bilbao le 4 janvier 1823[194], qui se plaint aussi de la prohibition en Espagne des produits nationaux et de la cessation de l'activité des navires Français avec les ports de la Biscaye. Les Cortès ne tardent pas à reconsidérer les avantages commerciaux, dans l'île de Cuba, accordés aux puissances de la Sainte-Alliance par décret, le 22 janvier 1822. Ils en sont rapidement exclus : « Le gouvernement est autorisé à suspendre autant qu'il le jugera convenable dans la péninsule et les îles adjacentes, l'entrée de navires et d'objets appartenant aux nations qui auront rompu leurs relations d'amitiés avec l'Espagne et son gouvernement constitutionnel », peut-on lire dans le premier article[195].

Les enjeux économiques sont aussi débattus en France. Les ultras accusent le gouvernement révolutionnaire de Madrid d'être à l'origine de la diminution du commerce, notamment à travers la fixation des taxes douanières, très prohibitives, sur les produits français. En revanche, pour les libéraux, il s'agit plutôt du résultat de la conduite de la France vis-à-vis des Cortès et de l'installation du corps d'armée d'observation tout au long des Pyrénées. Le débat entre Duvergier de Hauranne et Hyde de Neuville, qui a lieu dans la Chambre des députés le 21 mars 1823, en est un exemple[196]. Un jour plus tôt, le député

193. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.,* p. 126-127.
194. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bilbao, 4 janvier 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824, p. 1.
195. Décret de S.M.C. sur le commerce avec l'Espagne, 5 mars 1823 *Gazette de Madrid* du 10 mars 1823. Le décret à propos de la fermeture des ports aux navires et marchandises est publié dans la *Gazette de Madrid* du 19 mars 1823.
196. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 48.

Lainé prononce un discours contre la guerre d'Espagne en s'appuyant sur les intérêts commerciaux. En vain, sa dialectique ne semble ni captiver ni convaincre les parlementaires : « Malgré l'éloquence de l'orateur et la confiance qu'inspirait la loyauté de son caractère, la Chambre passa à l'ordre du jour, sentant bien que ces pièces étaient dictées par un esprit de parti, beaucoup plus que par une préoccupation clairvoyante des vrais intérêts du pays, ou de ceux du commerce lui-même », écrit Villèle[197]. Les problèmes que posent le commerce avec l'Espagne sont aussi signalés par les autorités consulaires. Par exemple, le consul de Santander, qui doit quitter la ville le 25 février 1823, écrit depuis Bayonne :

> « [...] J'apprends que la faction anti-française qui voit l'aboutissement de ses coupables espérances dans la délivrance de l'Espagne, ne croit pas d'énoncer au nombre de ses moyens d'opposition, que la guerre d'Espagne doit fermer nos ports, nos ateliers, nos manufactures, détruire ou paralyser notre industrie ou notre commerce et faire passer nos richesses en d'autres mains : il appartient à tout consul de S.M. en Espagne de confirmer par des faits de sophismes dont la mauvaise foi et l'absurdité sont également évidents : depuis près de deux ans l'Espagne était perdue pour l'industrie française[198]. »

En effet, le consul note non seulement la quantité de produits prohibés en Espagne mais aussi les prix exorbitants que doivent payer les navires français lors du mouillage dans les ports espagnols. « Pour être dans le cas de déplorer les pertes que peut leur occasionner une rupture momentanée avec l'Espagne, l'industrie et le commerce de France ont donc préalablement à reconquérir en Espagne les avantages dont ils ne doivent la perte qu'à ses prétendus législateurs », dit-il[199].

La guerre dépasse ainsi le cadre politique et est présentée comme une solution à la perte d'influence commerciale. Il s'agit de récupérer une place prépondérante non seulement dans la péninsule mais aussi dans les colonies espagnoles. Chateaubriand est conscient des bénéfices économiques qu'on peut en tirer. Dans une correspondance adressée à Villèle le 20 novembre 1822, il écrit : « Cette guerre aurait pour nous tous les avantages que je vous ai indiqués dans ma lettre du 31 octobre, sans parler de ce que nous pourrions faire pour notre commerce, de concert avec le gouvernement espagnol, dans les colonies[200]. »

---

197. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, p. 289.
198. Lettre du consul de Santander au ministre des Affaires étrangères, Bayonne, 4 mars 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824, p. 245.
199. Lettre du consul de Santander au ministre des Affaires étrangères, Bayonne, 4 mars 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824, p. 245.
200. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Chateaubriand à Villèle, Vérone, 20 novembre 1822, p. 232-233.

Suite à l'installation du cordon sanitaire à la frontière pyrénéenne, le gouvernement de Madrid adopte quelques mesures pour restreindre le passage des marchandises d'origine française. Le 29 juin 1822, il décrète que les locaux de la douane de la Bidassoa sont le seul lieu de transit pour tout produit et toute personne venant de France, sous réserve de détenir un passeport en règle signé par le consul d'Espagne à Bayonne. Cette résolution semble obéir à des motifs politiques plutôt que commerciaux. Il s'agit bien d'une réciprocité par rapport à l'embargo sur les produits en provenance de la Catalogne[201]. En France, la guerre qui se dessine contre l'Espagne fait peur, notamment dans le secteur industriel où le commerce avec l'Espagne représente des bénéfices assez importants. Ces inquiétudes parviennent au ministère parisien qui prend note, sans pour autant s'en préoccuper davantage. Ainsi, le 20 novembre, Villèle fait part à Montmorency de la préoccupation grandissante des commerçants :

> « Les bruits de guerre ont été assez mal accueillis par les populations commerçantes et industrielles ; c'était tout simple. Mais les effets s'en sont suivis ; les soies et les étoffes ont baissé à Lyon de dix à quinze pour cent ; les assurances maritimes ont monté à des prix fous ; les chambres de commerce, les conseils des manufactures, tout se remue et fait des adresses ; ces considérations ne doivent pas nous dominer, mais elles doivent être connues de ceux qui ont à prendre une si grande décision[202]. »

Dès décembre, la mobilisation des travailleurs s'organise pour empêcher les hostilités contre l'Espagne. Les revendications, bien entendu, sont purement commerciales : la perspective d'une guerre en Espagne et la perte des marchés américains, l'insécurité du commerce en mer, etc. Les griefs sont nombreux. Le conseil des manufactures écrit au ministre de l'Intérieur pour paralyser la guerre qui vient ; dans les places portuaires et dans les grandes villes manufacturières, comme celles de Bordeaux, le Havre, Lille, d'autres pétitions sont lancées. C'est le branle-bas de combat parmi les couches productives de la société[203].

La situation des commerçants Français présents en Espagne n'est pas toujours facile pendant ces années turbulentes. Ils sont parfois les victimes de la haine des partis. En septembre 1822, Villèle communique à Montmorency la menace qui pèse tous les jours sur les nationaux disséminés dans la péninsule pour y faire du commerce. Des consignes

201. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 442.
202. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 20 novembre 1822, p. 239.
203. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 61.

sont transmises à l'ambassadeur à Madrid afin d'assurer, si nécessaire, leur rapatriement dans l'urgence[204]. Le cas probablement le plus médiatisé est celui du capitaine Goiffieu, au service de l'Espagne dans la garde royale. Lors de l'affaire du 7 juillet, il est accusé du meurtre du lieutenant Landaburu, dont le corps a été retrouvé dans la cour du palais. Abel Hugo souligne les efforts de Paris pour préserver la vie de cet officier : « La première victime des assassinats juridiques qui ensanglantèrent alors les principales villes du royaume fut le capitaine Goiffieu, Français d'origine, que notre ambassadeur à Madrid, secondé par divers personnages influents dans le parti constitutionnel, s'efforça vainement de sauver[205]. »

À la lecture des rapports des consuls français en mission dans les principales villes, on remarque une certaine inquiétude parmi les Français qui craignent pour leurs affaires et leurs vies. À Saint-Sébastien, la situation est tendue. Le *Liberal Guipuzcoano*, dans son édition du 17 janvier, note l'agitation qui règne, au sein de la populace, dans plusieurs quartiers, où des cris de rage contre les Français sont vociférés. Si les choses se calment rapidement, le consul n'est pas pour autant rassuré. « Le moindre incident la réveillera et avec elle pourra avoir des suites fâcheuses pour nous[206]. » Face à cette situation instable, un grand nombre de résidents français, mais aussi espagnols, quittent la ville. À Bilbao, la présence des réfugiés français ne fait qu'envenimer les relations, ils en veulent même à leurs compatriotes. Le secrétaire du consul manque d'être leur victime : « Plusieurs Français ont été chassés de cette province par suite des délations et de la fureur de ces réfugiés », note le consul le 4 janvier[207]. Les décisions des autorités locales sont parfois arbitraires. En novembre 1822, on exige un départ en masse et précipité des Français qui sont établis à Bilbao. Le consul doit intervenir pour arrêter cette « mesure intempestive ». En février 1823, la tension est critique et le consul est obligé de fréter un bâtiment entier pour rapatrier les commerçants : « Beaucoup de familles, presque tous artisans, sont sans moyens pour rétrograder en France et ne peuvent abandonner leurs foyers que sous des pertes extrêmes[208]. » L'insécurité devient intenable pour les ressortissants. L'équipage d'une goélette française, en réparation dans le port depuis novembre, effrayé par les

204. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Montmorency, Paris, 17 septembre 1822, p. 55-56.
205. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome 1, p. 67.
206. Lettre du consul de Saint-Sébastien au ministre des Affaires étrangères, Saint-Sébastien, 20 janvier 1823. AMAE, CCC, Saint-Sébastien, tome II, 1821-1824, p. 5.
207. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bilbao, 4 janvier 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824, p. 1.
208. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bilbao, 9 février 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824, p. 8.

insultes et les menaces qu'il reçoit tous les jours, songe à rentrer en France en abandonnant bâtiment et cargaison. La police intérieure, au service des Cortès, est peu rassurante : « on les voit déjà se promener par bandes dans les rues et crier *mueran los franceses* », note le consul[209]. À Santander, nul bâtiment français n'est entré depuis l'été 1822.

On ne peut dissimuler l'importance, du point de vue commercial, qu'acquiert la France après l'intervention des Cent Mille Fils de Saint Louis. Pour Capefigue, les deux pays ont des besoins réciproques, les produits manufacturés exportées par la France sont nécessaires à l'Espagne, et les produits importés de l'Amérique et vendus dans la péninsule sont bon marché au-delà des Pyrénées. Mais pour l'auteur, l'enjeu est outre-Atlantique : « Si la France concourait à la pacification du continent des Amériques […] elle pourrait obtenir pour prix de ses services, du ministère de Ferdinand, des privilèges commerciaux capables d'accroître notre industrie manufacturière. Ainsi, tout en concourant à l'extermination du principe révolutionnaire dans les deux mondes, la France pourrait acquérir d'un autre côté d'immenses avantages politiques et commerciaux[210]. » Il n'est pas le seul à ambitionner de s'approprier ce commerce. La campagne d'Espagne, coûteuse, demande beaucoup de sacrifices. Il est temps de songer à quelques bénéfices. Villèle confesse à Angoulême le 24 août 1823 :

> « Monseigneur peut chercher aussi, dans les idées que je lui ai développées sur les colonies espagnoles, à trouver des dédommagements agréables à la France. Le commerce de ce pays ouvert à notre pavillon à des conditions égales à celles des autres pavillons étrangers, avec une organisation monarchique et libre, produirait aussi le meilleur effet en France […] il faut qu'il en sorte quelque chose de stable, d'utile à la paix du monde, et de profitable à la France[211]. »

En 1824, les échanges commerciaux entre les deux pays s'accroissent considérablement, en comparaison de ceux réalisés pendant le Triennat libéral. La guerre semble porter ses fruits du point de vue économique. Les réclamations adressées au gouvernement espagnol sont nombreuses. Au mois d'octobre, on relance encore celles en souffrance[212]. Le commerce se rétablit progressivement. Le tableau des exportations françaises vers

209. *Ibid.*
210. CAPEFIGUE, Jean Baptiste, *op. cit.,* p. 249.
211. VILLELE, Joseph, *op. cit* , tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 24 août 1823, p. 325.
212. Relevé des réclamations présentées au gouvernement espagnol, dans l'intérêt général, qui sont encore en souffrance. Octobre 1824. AMAE, CCC, Madrid, tome , 1823, p. 349.

l'Espagne est révélateur d'une croissance importante des échanges commerciaux[213]. La présence de l'armée d'occupation pendant cinq années va également consolider les liens commerciaux. Par exemple, selon Butrón Prida[214], en 1826, 10,4 % des exportations françaises ont pour destination la péninsule. Paris profite de son statut : à la fois d'alliée et protecteur de Ferdinand VII, et souhaite obtenir des avantages. À Madrid, la diplomatie française est en quelque sorte la cheville ouvrière de la préservation et du développement des intérêts économiques.

Conclusion

Le cabinet de Paris montre peu d'intérêt lorsqu'il s'agit de stopper, à la frontière, les révolutionnaires royalistes et surtout prouver leur complicité dans les troubles qui surviennent en Espagne : les rebelles sont soutenus et protégés en territoire français et cela ne fait qu'accroître la méfiance du gouvernement des Cortès. Celle-ci va s'accentuer considérablement avec l'installation, tout au long de la frontière, d'un cordon sanitaire, puis d'une armée d'observation. Le feu vert donné à la France lors du congrès de Vérone accélère la mise en place des renforts militaires et l'acheminement vers les Pyrénées de toute une logistique de guerre. Face au discours de Louis XVIII, qui annonce l'envoi de Cent Mille hommes, les Espagnols royalistes se réjouissent, tandis que les constitutionnels se préparent à parer une possible invasion tout en rappelant à leurs compatriotes les sacrifices et l'héroïsme dont a fait montre l'Espagne lors de la Guerre contre Napoléon. Dans ce climat de guerre civile, les ressortissants français travaillant en Espagne vivent des moments difficiles. Le commerce entre les deux pays subit d'ailleurs de fortes restrictions depuis 1820. Au mois d'avril 1823, l'Armée des Pyrénées, sous les ordres du duc d'Angoulême, met le pied en Espagne. La guerre commence.

213. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.,* p. 126. Pour plus de détails sur le commerce entre les deux pays, se rapporter aux pages 137-148.
214. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *La ocupación francesa en España, 1823-1828*, Cádiz, Universidad de Cádiz, 1996, p. 168. Cité par LARROCHE, *op. cit*. p. 98.

Chapitre II : Ombres et lumières au pied des Pyrénées

L'armée française, rassemblée près des Pyrénées et prête à franchir la Bidassoa, ne semble pas être encore opérationnelle. Du point de vue de la logistique, les approvisionnements sont insuffisants et les responsables de l'Intendance militaire se sentent trompés. Le duc d'Angoulême et le ministre de la Guerre, sont les premiers à s'en rendre compte lors de leur séjour à Bayonne. La campagne semble fort compromise. En outre, il faut stopper les incessants appels à la désertion et à la révolte – lancés par des transfuges français – qui circulent sans discontinuer parmi les corps de troupe faisant parti de l'expédition.

La mise en place de cette armée d'Espagne est réalisée avec beaucoup de tact, avec des cadres triés sur le volet et un mélange d'officiers de l'Empire et de la Restauration. Si elle n'a pas le prestige d'autrefois, elle montre néanmoins une loyauté sans faille au drapeau blanc et, dès ses premiers pas dans la péninsule, elle confirme sa fidélité à coups de canons. Aux bords de la Bidassoa une nouvelle armée vient donc de naître. Face à elle, les Espagnols n'opposent pas de résistance et se replient sur l'Èbre. Il faut dire que la déclaration de guerre par l'Espagne n'interviendra que quelques semaines plus tard, alors que les troupes du duc d'Angoulême ont déjà parcouru un bon chemin. Curieuse campagne militaire où les coups de fusils se font rares.

Les douloureux souvenirs de la *Guerra de la Independencia* semblent tombés dans les oubliettes ; le « fantasme » de l'armée française n'a pas eu lieu dans l'esprit de la population espagnole, notamment parmi les couches les plus défavorisées, très dévouées à l'autel et au trône. C'est pourtant le terme « libérateurs » qui refera souvent surface pour définir la nouvelle présence française en Espagne. À cette liberté retrouvée des paysans, il faut y ajouter l'appât du gain généré par la vente de marchandises. C'est une démarche stratégique que de se procurer vivres et fourrages *in situ* de façon à favoriser l'économie des localités et, par conséquence, rallier la masse à la cause royaliste. La déférence témoignée par les autorités espagnoles vis-à-vis du duc d'Angoulême et de ses généraux

montre à quel point l'enthousiasme est présent dans une grande partie de l'opinion espagnole dès lors qu'il s'agit de tourner la page de la Constitution.

Malgré des états de services peu brillants, le duc d'Angoulême a su mettre en valeur sa personnalité humaine et conciliante. C'est bien lui qui change la machine de guerre que représente l'Armée des Pyrénées en un gigantesque contingent de police. Les combats sporadiques et la ferveur lors de l'accueil par les populations locales vont transformer vision et stratégie de la campagne militaire. Dès lors, le généralissime se sert de son pouvoir pour freiner les mesures arbitraires des deux partis et protéger les populations. Pour cela, il pourra compter sur une armée extrêmement disciplinée qui n'a besoin que de considération et d'avancements. C'est à travers son engagement dans un projet de pacification de l'Espagne que cette dernière gagnera du galon.

2.1. L'entrée en campagne

C'est à Bayonne, où siège le quartier général de l'armée des Pyrénées, que tous les préparatifs de l'expédition sont analysés et mis en œuvre[1]. Les moyens matériels et la chaîne d'approvisionnement sont médiocres, mais respect et discipline chez les troupes semblent en bonne voie. Ainsi, au moyen d'une proclamation, on veut préparer les Espagnols à l'entrée des troupes françaises et leur faire connaître les intentions du duc d'Angoulême. Le document, soigneusement rédigé pour plaire aux couches sociales les plus représentatives et nombreuses, est signé le 2 avril par le généralissime et largement diffusé dans les villages frontaliers espagnols, notamment par les royalistes[2]. Le ton et l'ampleur sont donnés dès les premières lignes : « Je vais franchir les Pyrénées à la tête de cent mille Français » mais on se veut beaucoup plus explicite en rappelant une conduite des troupes Française qui s'annonce bien différente à celle de 1808 :

> « [...] les Français ne sont et ne veulent être que vos auxiliaires ; votre drapeau flottera seul sur vos cités ; les provinces traversées par nos soldats seront administrées au nom de Ferdinand par des autorités espagnoles ; la discipline la plus sévère sera observée ; tout ce qui sera nécessaire au service de l'armée sera payé avec une religieuse exactitude. Nous ne

1. MICOUD, Stéphane, « Bayonne au temps de l'expédition d'Espagne de 1823 », *Patrimoine, Pays Basque et Histoire,* nº4, printemps 2019, p. 31-37 ;
2. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome 1, p. 117.

> prétendons ni vous imposer des lois, ni occuper votre pays ; nous ne voulons que votre délivrance. Dès que nous l'aurons obtenue, nous rentrerons dans notre patrie[3]. »

Il s'agit surtout d'éviter les erreurs du passé. « Cette pièce doit produire le meilleur effet sur les Espagnols et je ne puis douter que, si nous parvenons à tenir les sages résolutions qu'elle annonce, la guerre ne soit bientôt terminée avec peu d'effusion de sang », écrit Guilleminot à Villèle[4]. La débandade napoléonienne, malgré les dix années écoulées, est encore présente dans les esprits d'une partie des troupes ; d'autre part, il convient de plaire aux Espagnols et de leur faire comprendre que les Français viennent, cette fois-ci, rétablir les droits bafoués par leur révolution de 1820, c'est-à-dire, l'absolu pouvoir du roi, les privilèges des ecclésiastiques et des grandes fortunes : « relever l'autel et le trône, à arracher les prêtres à la proscription, les propriétaires à la spoliation. » Bien entendu, s'il est extrêmement important de réussir en amont un effet de propagande sur le peuple de la péninsule, il est de même indispensable de bien tenir ses troupes. Ce seront là les mots d'ordre donnés par le duc d'Angoulême pour cette campagne : respect et discipline. Les consignes transmises aux soldats de l'armée des Pyrénées vont dans ce sens : « vous respecterez et ferez respecter la religion, les lois et les propriétés ; et vous me rendrez facile l'accomplissement du devoir qui m'est imposé, de maintenir les lois de la plus exacte discipline[5]. »

A-t-il pesé le pour et le contre de la proclamation adressée aux Espagnols afin de les dissuader de prendre les armes contre les troupes françaises ? Cela est fort probable ; en Navarre, le nombre de royalistes augmente et celui des constitutionnels est en récession, lit-on dans un rapport, « la proclamation de S.A.R. a produit de bons effets[6]. » Quoi qu'il en soit, le premier coup de canon tiré est dirigé contre des transfuges français et italiens et, en conséquence, symptomatique d'une attitude moins belliqueuse des Espagnols, témoins distants et oculaires de cette action guerrière dont le protagoniste est le général Vallin. Ce coup de canon à mitraille lui vaut d'être promu au grade de lieutenant général douze jours plus tard. Le député Montesinos fait part aux Cortès du peu d'attention portée par le gouvernement constitutionnel sur la harangue faite par Angoulême. Lors de la session du 22 mars, où l'on annonce l'entrée des troupes françaises, il demande si l'invasion n'a pas déjà été annoncée et si les députés sont au courant de la proclamation,

3. Extrait en annexe : document 4.
4. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, Guilleminot à Villèle, Bayonne, le 27 mars 1823, p. 291. Extrait en annexe : document 5.
5. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome 1, p. 122.
6. Extraits des rapports du 18 avril sur l'Espagne, SHD. GR D1-7.

datée à Bayonne du 2 avril[7]. Pour le parlementaire Cangas, ce « papier infâme » que le gouvernement espagnol ignore mais qui circule publiquement, semble être vrai et son contenu clair, car il s'appuie sur les doctrines des puissances de la Sainte-Alliance et n'a pour but que de justifier l'invasion et de se mêler des affaires de l'Espagne[8].

La presse libérale espagnole ne tarde pas à critiquer le message transmis aux Espagnols. Ainsi, *El Universal* transcrit et analyse dans ses pages le contenu de la première allocution du chef de l'armée des Pyrénées, contenu qu'en réalité il faut attribuer au commissaire civil de Martignac. Le journal doute que ce soit le même Angoulême qui ait écrit le texte car il le juge homme peu doué pour les discours et affirme que c'est de la bouche de Martignac que sortent ces paroles[9]. Le chroniqueur, réfute à travers 19 notes en bas de page, le contenu du texte. Par exemple, la note 8 fait allusion à la phrase : « La France n'est pas en guerre avec votre patrie » Elle précise aussi l'absence de conflit en tant que Nation : « Les enfants et les idiots disent la vérité, et donc S.A. a dit cela qui en est une vérité et très grande. Non, la France n'est pas en guerre contre l'Espagne, mais contre son infâme gouvernement, et pour qu'il y ait la paix, il faut que l'une ou l'autre périsse. » Il ne manque pas, non plus, de critiquer les « amis de l'ordre et des lois[10] », amis auxquels le rédacteur associe des noms tels que ceux de Merino, Bessières, Mossen Antón, el Locho, qu'il considère comme des voleurs et des assassins. Les allusions à la religion sont également commentées et débattues. Ainsi on se demande pourquoi « rétablir l'autel et le trône[11] », alors que personne ne les avait démolis, ou encore s'il faut vraiment remettre en liberté « les prêtres de la proscription[12] » bien qu'ils soient déclarés ennemis des lois. Enfin, on se moque littéralement de l'évacuation promise « nous retournerons dans notre patrie[13] » en rappelant l'époque napoléonienne : « Ceux venus avec Napoléon disaient de même et Dieu sait combien sont restés par ici. » Le rédacteur de l'article conclut en assimilant la

7. "Yo desearía saber ante todas cosas de los Sres. Secretarios del Despacho, si esta invasión ha sido precedida de alguna noticia anterior que no dejase duda alguna de la invasión : quiero decir, si los Sres. Secretarios del Despacho tienen noticia de una proclama del príncipe de Angulema fechada el 2 del actual en Bayona." *Diario de las sesiones de Cortes celebradas en Sevilla y Cádiz en 1823*, p. 3.
8. *Diario de las sesiones de Cortes celebradas en Sevilla y Cádiz en 1823*, p. 3.
9. "No creáis sin embargo que es S.A. quien habla, pues nos consta que no es sujeto de grandes predicaderas, y que por lo regular no se halla con palabras hechas ; así que lo que ahora dice es por boca de ganso, y este es en el caso presente M. de Martignac. " *El universal*, 13 avril 1823, nº103, p. 3. Extrait en annexe : document 6.
10. *El universal*, 13 avril 1823, nº103, p. 3, note 11.
11. *El universal*, 13 avril 1823, nº103, p. 3, note 13.
12. *El universal*, 13 avril 1823, nº103, p. 3, note 14.
13. *El universal*, 13 avril 1823, nº103, p. 3, note 18.

proclamation destinée aux Espagnols à une déclaration de guerre, formulée par le propre duc d'Angoulême lui-même :

> « Espagnols, voici vomi tout le poison qui était en train de se former depuis si longtemps dans les tripes rancunières des *ultras*. Voici, non pas une proclamation, mais une déclaration de guerre officielle ; faite, non pas par un gouvernement comme cela est d'usage, mais par un général d'une armée étrangère. En faisant parvenir cette paperasse entre les mains du général Mina, ne pourrait-on faire comprendre à monsieur le duc : tu vas franchir les Pyrénées avec 100 000 hommes ; eh bien, je vais alors passer en France avec autant d'hommes que je pourrais ?[14] »

Le 28 avril 1823, le *Nuevo Diario de Madrid*, publie un dialogue imaginaire entre Don Bartolomé et son compère à propos de la situation politique en Espagne et de l'intervention française. La scène se déroule à Madrid. Dans l'un des passages, le premier demande à son interlocuteur s'il connaît la proclamation du duc d'Angoulême. Dans sa réponse, l'autre insiste sur la similitude avec celle écrite en 1808 par Napoléon :

> « [Compère] Bien sûr, et elle ne diffère pas de celle que Napoléon nous avait donnée en l'an huit, on n'y ment davantage, et l'hypocrisie et la sottise y brillent ; pour le reste elles sont pareilles, celle-ci apportait *le bonheur* que nous avons tous vu, celle-là disait qu'il *était venu pour nous régénérer* : vous savez déjà ce que signifie régénérer ... pourquoi faudrait-il le dire plus clairement... Quant aux Français, ils ne feront pas plus que ce que leur commande le petit-fils de leur grand-père, après qu'on a fait preuve avec eux de fermeté et qu'ils sont ébranlés, la désertion sera complète, et si aujourd'hui elle n'est pas nombreuse, c'est parce qu'ils ne veulent pas s'engager tant qu'ils n'auront pas vu si nous nous défendons ou pas[15]. »

---

14. *El universal*, 13 avril 1823. « Aquí tenéis, españoles, vomitado todo el veneno que se estaba formando tanto tiempo hace en las rencorosas entrañas de *los ultras*. Aquí tenéis, no una proclama, sino una *declaración de guerra formal* ; hecha no por un gobierno como es costumbre, sino por un general de un ejército extranjero. En llegando este papelucho a manos del general Mina, ¿no podrá decir al señor duque : tú vas a pasar los Pirineos con 100 000 hombres; pues yo voy a pasarlos para entrar en Francia con los que pueda. » Cette idée d'offensive de l'armée espagnole en France on la retrouve également dans *El Espectador*, du 1er mars 1823. Dans une correspondance particulière de Bayonne du 14 février, on écrit : « Aujourd'hui, l'avant-garde de l'armée d'invasion est arrivée, et l'on prend des mesures qui annoncent une véritable agression. Il ne faut donc pas s'endormir. Il serait opportun que, en même temps que les Français envahissent, les Espagnols pénètrent dans leur territoire avec 5 ou 6 000 hommes choisis. Cette force aux commandes d'un brave général pourrait atteindre Paris. » Dans le même sens se manifeste *El Universal*, dans son édition du 2 avril 1823 : «Quant à la guerre, n'ayez pas peur [...] Le gouvernement espagnol doit suivre les conseils que Milciades a donnés aux Athéniens [...] Quel jugement pour la France le jour où l'on dit que le brave Mina parcourt avec une division de 10 000 hommes quelques départements de nos frontières ! Il sera alors peu utile aux ultras de répéter que les troupes françaises ont atteint l'Èbre. Les soldats français retourneraient sans attendre défendre leur foyers… »
15. *Nuevo Diario de Madrid*, 29 avril 1823. Ce dialogue est copié du *Diario de la Corte*, publié à Séville. « Compadre. Si señor, y no se diferencia de la que nos dio Napoleón en el año de ocho, en otra cosa sino es en que miente más, y en que brilla en ella la hipocresía y la necedad; por lo demás son iguales, aquel traía la felicidad que todos vimos, aquel decía que venía a regenerarnos; ya sabe V. lo que quiere decir regenerar… para qué lo hemos de decir más claro… En cuanto a que los franceses no harán más que lo que se les mande el nieto de su abuelo; luego que ellos vean que hay firmeza y se les sacude, la deserción será completa, y si en el día no la hay grande, es porque no quieren comprometerse hasta ver si nos defendemos o no… »

En ce sens, *El Espectador* traduit l'arrivée des Français. Point de liberté du roi, ni de paix. Ceux qui viennent en affirmant apporter la tranquillité, commente le journal, sont en réalité venus détruire les champs, violer les femmes et réduire à la misère des milliers de familles. Ceux qui désirent venir pour soutenir la religion : « Ce sont, pour la plupart, des protestants et des juifs qui se sont récemment moqués de nos statues, qui ont marché sur des hôtes sacrés et ont transformé les temples en porcherie[16]. » Le 29 mars, on publie dans le même journal une critique des proclamations, dont l'une est adressée aux Espagnols : « plein de miel et de promesses, d'assurance de protection… » et une autre destinée aux soldats du corps expéditionnaire qui viennent à dicter « des lois les armes à la main ». Peut-on leur faire confiance ? s'interroge le journal[17].

Pour faciliter l'entrée des Français, les royalistes réfugiés en France ont à cœur de préparer les esprits des Espagnols, et ce autant à l'arrivée du duc d'Angoulême qu'à la nécessité d'augmenter les effectifs. C'est en ce sens que le général Quesada, l'un de leurs chefs de file, rédige, le 10 mars, une proclamation adressée aux habitants des trois provinces basques dans laquelle il les exhorte à rejoindre leurs rangs et à accueillir fraternellement les soldats français. Quesada, lui-même, donne l'exemple en portant dans la partie supérieure du bras gauche, un ruban blanc[18], symbolisant l'amitié et l'attachement avec les troupes envoyées par Louis XVIII : « J'espère que tous les chefs et officiers de mon armée et les autorités du territoire par où nous passons se dépêcheront d'imiter cet exemple[19]. » Pour lui, il est clair que les Français doivent être uniquement des auxiliaires, le plus gros effort de guerre incombant aux prestigieux chefs nationaux :

> « Mais il ne suffit pas que nous donnions un accueil fraternel aux Français, ce sera plus glorieux pour nous, qu'ils ne soient que les auxiliaires de nos efforts et les spectateurs de nos triomphes. Courez alors aux armes, habitants des trois provinces, venez vite vous enrôler sous les drapeaux de l'honneur et de la fidélité. Les magnanimes et courageux Merino et Zabala seront avec vous, et tous avec le célèbre Trappiste. »

16. *El Espectador*, 5 de mars 1823.
17. *El Espectador*, 29 mars 1823. D'après une publication dans le *Liberal Guipuzcoano*.
18. Ce distinctif suscite la moquerie de la presse. Le *Procurador general del Rey*, qui reproduit dans ses pages les proclamations du général Quesada, écrit : « avec cela nous connaîtrons les ennemis de la Constitution pour leur donner une leçon ! Quel badge bizarre ! Vous êtes gâteux, monsieur Quesada ! » *Procurador general del Rey*, nº11 du 2 avril 1823.
19. Proclamation du général Quesada. *Procurador general del Rey*, nº11 du 2 avril 1823. Extrait en annexe : document 3.

2.1.1. L'affaire de la Bidassoa

Le premier coup de canon de la campagne, tiré le 6 avril 1823, est en quelque sorte fratricide. En effet, c'est un groupe de transfuges, composé principalement de Français et d'Italiens poursuivis par la justice dans leur pays – notamment en France où la peine capitale est requise par contumace à l'encontre de certains de leurs officiers[20] – qui se présente devant le premier corps du maréchal Oudinot au moment où celui-ci s'apprête à franchir la Bidassoa. À leur tête, le colonel Fabvier, qui espère « que ses hommes, anciens compagnes d'armes de ceux qui sont de l'autre côté de la rivière »[21] réussiront, avec leurs drapeaux tricolores dépliés au vent et la présence des aigles impériales, à inciter à déserter les soldats du duc d'Angoulême pour se rallier à la cause de la liberté, c'est-à-dire, à Napoléon II ou à la République. Les soldats du 9e régiment d'infanterie légère assistent avec surprise à la scène sans utiliser leurs armes[22]. Malgré les chants et cris séditieux, la tentative se révèle infructueuse et laisse sur le terrain plusieurs morts. Parmi eux, figurent les officiers Mallet et Delamothe, connus pour leur participation à divers complots[23]. Le général Vallin reste fidèle au Roi et écarte tout doute en ordonnant aux canonniers d'ouvrir le feu[24]. Dès lors, les cartes sont jouées, les libéraux savent qu'ils ne peuvent plus tirer aucun parti des troupes du duc d'Angoulême : « Le parti révolutionnaire avait besoin de l'armée, il ne l'avait plus[25]. »

Pendant le Triennat Libéral, l'Espagne devient un territoire d'accueil pour toutes sortes de bannis de l'Europe. Des révolutionnaires français, napolitains ou piémontais se donnent rendez-vous dans la péninsule après avoir essuyé des revers[26]. C'est à Bilbao, que se rassemble le groupe de transfuges organisé par un dénommé Legros[27], un révolutionnaire à « l'esprit droit et généreux, mais faible et brouillon » d'après le témoignage du commandant Persat[28]. En vain, ils tentent d'entraîner les troupes

20. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome 1, p. 379.
21. ROQUETTE, Antoine, *op. cit.,* p. 190.
22. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.,* p. 93. L'auteur affirme que le groupe de transfuges français chantait le refrain de Béranger : « Brave soldats, demi-tour ! ».
23. BARNY DE ROMANET, J.A.A., *op. cit.,* p. 23-24.
24. Une description plus détaillée de l'affaire de la Bidassoa : GUILLON, Édouard, *op. cit.*, p. 289-291 ; DEBIDOUR, Antonin, *op.cit.,* p. 237-240.
25. TIRCUY DE CORCELLE, François, *Documents pour servir à l'histoire des conspirations, des partis et des sectes*, Paris, Paulin, 1831, p. 12-13, cité par GUILLON, Édouard, *op. cit.,* p. 293.
26. GUILLON, Édouard, *op. cit.,* p. 258.
27. Il s'agissait, en réalité, du commandant Caron, qui s'était installé dans la ville basque après l'échec d'une conspiration à Marseille en janvier 1822.
28. PERSAT, Maurice, *Mémoires du commandant Persat 1806 à 1844*, Paris, Plon-Nourrit, 1910, p. 122.

stationnées au pied des Pyrénées. Le 7 avril 1823, le ministre de la Guerre rend compte à Villèle d'une centaine d'hommes descendant près de la Bidassoa et offrant à boire aux soldats du 9e régiment d'infanterie légère. Les transfuges tentèrent par toute sorte de moyens de débaucher les soldats[29]. Parmi eux se trouve le colonel Fabvier, aventurier et ancien des guerres napoléoniennes. Le duc de Raguse relate dans ses mémoires l'amertume de voir ainsi son ancien aide de camp mêlé aux affaires de l'Espagne en compagnie des libéraux français :

> « J'eus la douleur d'apprendre que Fabvier était avec eux [...] il avait fini par se jeter à corps perdu dans tout ce qu'il y avait de plus hostile au gouvernement. Il avait été l'un des principaux conspirateurs en août 1820, et, quoique acquitté par la Chambre des pairs, il avait vu avec joie une occasion de nuire[30]. »

Ce premier engagement militaire est applaudi par la presse royaliste française : « Ce qui vient de se passer sous les bords de la Bidassoa est une immense victoire », écrit le 16 avril le *Moniteur Universel*. Cependant, il ne s'agit pas véritablement d'un succès militaire, car les hommes de Fabvier se présentent en amis, sans aucune résistance. La passivité des transfuges et l'attitude agressive du commandant de l'avant-garde, le général Vallin, suscite de vives critiques et fait couler beaucoup d'encre. Lamarque[31] déplore dès le 11 avril l'action menée par les artilleurs qu'il considère comme une trahison : « Il eût été loyal de ne répondre que par des paroles à ceux qui ne nous attaquaient que par des cris. Huit malheureux Français ont été tués, et quatre blessés grièvement. » Debidour, biographe de Fabvier, qui voit en lui « l'incarnation la plus pure du patriotisme et de l'honneur français », s'exprime en ces termes :

> « Fabvier et ses amis ne s'étaient pas proposé d'introduire en France l'armée espagnole, mais simplement d'empêcher l'armée française de pénétrer en Espagne ; et, pour ce faire, loin de tirer l'épée, ils n'avaient voulu employer que la persuasion, ils avaient simplement mis en avant leurs poitrines, ils s'étaient offerts sans défense à la mitraille ; si du sang avait été versé, c'était seulement le leur.[32] »

Toutefois, l'histoire retiendra la fidélité des troupes du duc d'Angoulême face aux révolutionnaires. Le coup de canon a définitivement enterré les espoirs des hommes de Fabvier qui, après la journée du 6 avril, sont anéantis, et prennent conscience qu'ils ne

29. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, le duc de Bellune à Villèle, Bayonne, le 7 avril 1823, p. 317.
30. MARMONT, Auguste-Frédéric, *Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse, de 1792 à 1841*, Paris, Perrotin, 1857, tome VII, p. 294.
31. GUILLON, Édouard, *op. cit.,* p. 292-293.
32. DEBIDOUR, Antonin, *op. cit.,* p. 242-243.

sont pas soutenus par le gouvernement espagnol, se retirent jusqu'en Galice[33]. L'importance du geste fratricide retentit dans les Chambres et rassure les esprits. Lesur[34], en fait une lecture très pertinente :

> « Cet événement, dont l'annonce fut reçue aux cris de Vive le Roi dans les deux Chambres, était peu important comme action militaire, mais immense dans ses résultats politiques : il résolvait un grand problème ; il dissipait des craintes répandues avec trop de succès ; il annonçait que la guerre n'offrait pas l'espèce de dangers qu'on avait le plus redoutés. »

L'Espagne libérale compte sur cette *légion française* formée par un grand nombre de conspirateurs tels que le commandant Caron, instigateur du complot de Vallée, mais aussi le capitaine Nantil, Lamotte, Moreau, Pombas, etc., qui ont participé aux conspirations de Paris et de Saumur quelques années auparavant. On croit vraiment « que les vieux soldats ne tiendraient pas davantage à l'apparition du drapeau tricolore, qu'ils n'avaient fait en 1815, au retour de Bonaparte[35]. » Leur nombre diffère selon les historiens, mais il ne semble pas dépasser pas les deux-cents hommes. Les royalistes français ne cessent de les considérer comme des traîtres, utilisant toute une kyrielle de termes injurieux pour désigner ces hommes « sans honneur et sans foi[36]. »

2.1.2. L'armée constitutionnelle : paisible spectatrice

Le 16 avril, le *Moniteur Universel* s'interroge dans ses pages sur l'opposition faite à l'armée des Pyrénées : « Quel est le premier signe ennemi qu'on a rencontré ? l'aigle et le drapeau tricolore. » La réponse met en évidence l'absence de force militaire espagnole pour empêcher le passage de la Bidassoa. Deux jours auparavant, le même périodique publie intégralement le premier *Bulletin*[37] de la campagne, où l'on souligne que le régiment constitutionnel *Imperial Alejandro* n'a été qu'un spectateur « tranquille » dans l'affaire, pour ensuite abandonner les lieux sans engager le combat et se diriger vers Saint-Sébastien, et ce de sorte à se mettre à l'abri derrière ses murailles. Incompréhensible conduite pour un bataillon qui a été l'un des premiers fers de lance de la révolution de 1820, à Ocaña le 5 mars, et qui a chassé pendant les années suivantes les hordes royalistes

33. DEBIDOUR, Antonin, *op. cit.,* p. 243.
34. LESUR, Charles-Louis, Annuaire historique 1823, p. 142.
35. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 378.
36. DEBIDOUR, Antonin, *op. cit.,* p. 244.
37. Les bulletins de l'Armée des Pyrénées peuvent être consultés au SHD, GR D1-81.

qui pullulaient en Biscaye et en Navarre. À la tête de ce premier bataillon se trouve Alexandre O'Donnell, un colonel d'origine irlandaise[38]. Curieusement, le 29 mars, *El Espectador*, croit pleinement en ce régiment et pense qu'il sera parfait pour opposer une forte résistance aux Français : « On raconte que le beau et courageux régiment de l'Union, anciennement Imperial Alejandro, fort de 1600 hommes vient s'installer à Irun. Si cela est vrai, [...] les Français éprouveront, dès le moment où ils mettront les pieds sur notre territoire, le sentiment que les étrangers n'entrent pas en Espagne en toute impunité et sans tirer un coup de feu[39]. »

L'armée de Ballesteros ne va pas aux portes des Pyrénées pour empêcher les français d'avancer, bien qu'elle ait reçu ordre de protéger les provinces basques. On critique souvent son attitude peu belliciste et le fait qu'elle ait préféré rejoindre l'Èbre. Sans ouvrir le feu ni s'exposer à l'ennemi, elle se dirige vers l'Aragon. Elle regroupe pourtant environ 20 000 hommes et bénéficie d'une solide réputation guerrière. Ballesteros ne fera cependant rien pour empêcher l'invasion et moins encore pour sauver son honneur. Le mythe tombe : « Un spectacle si bouleversant était suffisant pour tuer l'enthousiasme du peuple, et comme celui-ci n'était pas très attaché au gouvernement constitutionnel, il n'y avait donc, de la part de la population, pas la moindre résistance face aux envahisseurs, et même les commissions de défense provinciales s'étaient dissoutes sans opposer la moindre résistance[40]. » Pour l'ex-officier français Armand Carrel, il faut cependant attribuer cette décision à une stratégie :

> « Les constitutionnels espagnols, pris trop au dépourvu pour pouvoir opposer sur les Pyrénées quelque résistance, ne se sont défendus sur aucun des grands fleuves parallèles à la frontière. L'Èbre, le Duero ont été franchis, le Tage et Madrid atteins, sans qu'une amorce ait été brûlée. Il y a eu encore ici, dans la conduite des constitutionnels, faux calcul plutôt que lâcheté. Ils avaient vu dans la dernière guerre les Français maîtres de toutes les villes d'Espagne sans être pour cela plus avancés [...] ainsi, se retirer devant les Français, c'était les attirer, non pas fuir[41]. »

38. D'après une note publiée par *El Universal* le 9 mars le Imperial Alejandro change d'appellation et reçoit le nom de *Regimiento de la Unión*, plus en accord avec le temps : « Les braves qui le composent, et qui montrent tant de détermination pour la cause de la liberté, changeront avec plaisir un nom dont il pouvait autrefois s'enorgueillir, mais qui aujourd'hui serait une véritable contradiction politique. » Pour l'historique de ce régiment, on pourra consulter : CIFUENTES CUENCAS, Margarita, *El Imperial Alejandro. El ejército en los orígenes del constitucionalismo español*, Madrid, Ministerio de Defensa, 2019.
39. *El Espectador*, 29 mars 1823. Extrait en annexe : document 7.
40. BLASCO IBÁNEZ, Vicente, *Historia de la revolución española*, Barcelona, La Enciclopedia democrática, 1891, tome II, p. 309.
41. LITTRE, M et PAULIN, M. « De la guerre d'Espagne en 1823 », *Œuvres politiques et littéraires d'Armand Carrel*, t. 5, Paris, Impr. L. Martinet, 1857-1859, p. 114-115.

En revanche, l'aventurier Fabvier trouve très regrettable le plan de campagne adopté par le ministère San Miguel et le retrait du général Ballesteros. Pour lui, « exécuter de pareilles instructions revient à abandonner de gaîté de cœur le nord du royaume à la contre-révolution et à l'invasion ; c'est d'avance se déclarer vaincu ; c'est renoncer au concours des réfugiés qui, trop faibles pour n'avoir besoin de rester en contact avec les troupes espagnoles ; ne voulant, d'autre part, agir que sur le sol français, ne doivent pas s'éloigner de la frontière[42]. » La tactique des Cortès plaît dans les ministères parisiens car elle permet aux divisions d'avancer sans engager le combat. « Le gouvernement [de Paris] serait fort content que les Espagnols suivissent le plan de campagne qu'ils ont adopté », écrit Fabvier. En effet, abandonnant les provinces jusqu'à l'Èbre, celles-ci seraient rapidement occupées par les factieux, soutenus par les prêtres ; ainsi on espère que les soldats français « n'auront pas l'occasion de combattre[43]. »

Un autre contingent constitutionnel qui était à Fontarrabie recule jusqu'à Renteria[44]. Un mois auparavant, les royalistes ont fait distribuer une proclamation du général Quesada adressée aux troupes constitutionnelles dans laquelle il les incite à rejoindre ses rangs. Le texte, signé à Saint-Jean-de-Luz le 10 mars, appelle à l'enrôlement : « […] Venez rejoindre mes rangs, vous y trouverez des frères et des amis, et ensemble nous rendrons la liberté à notre souverain et le bonheur de l'Espagne. Si vous restez toujours sourds à ce dernier appel en vous obstinant à résister inutilement, eh bien tremblez devant la punition qui vous attend dans quelques jours[45]. » En revanche les miliciens locaux, sous les ordres de Joaquín de Olazábal, se montrent plus combatifs et participent activement « à la défense des propriétés, à l'indépendance et à la liberté[46]. » Auparavant le Conseil du Guipuscoa a autorisé la formation de bataillons de jeunes recrues pour servir de bouclier et stopper l'avance des troupes françaises, mais ces mesures, même couplées aux ouvrages défensifs bâtis sous la direction de Juan Antonio de Puertas, sont loin d'offrir une réelle résistance face aux hommes d'Angoulême[47]. De même, Gaspar de Jauregui, connu pour avoir anéanti

42. DEBIDOUR, Antonin, *op. cit.,* p. 229-230.
43. DEBIDOUR, Antonin, *op. cit.,* p. 230.
44. BITTARD DES PORTES, René*, op. cit.,* p. 73.
45. *El Procurador general del Rey*, nº11 du 2 avril 1823. Extrait en annexe : document 3.
46. DE URANZU, Luis : *Lo que el río vio, biografía del Bidasoa*, Bilbao, Valverde, 1955, p. 258.
47. Le recrutement concernait les jeunes de 20 à 26 ans qui devaient se rendre à Hernani le 19 mars pour configurer les bataillons. Beaucoup d'entre eux désertèrent avant même de participer aux combats. DE URANZU, Luis, *op. cit.,* p. 258. Le journal *El Espectador*, dans son édition du 24 mars 1823, publia un extrait du décret qui autorise la formation de bataillons : « Les Cortès, compte tenu des circonstances dans lesquelles se trouve la province de Saint-Sébastien, proche de la France, et étant donné l'expérience qu'elle a d'autres guerres pour former des bataillons [...] »

et semé la terreur parmi les révolutionnaires du Pays Basque et de la Navarre, forme un bataillon provisoire avec des volontaires de Saint-Sébastien et Vitoria mais qui ne peut être opérationnel avant la fin du mois de mai et est envoyé aux bords de la rivière Deva, dans la province de Santander, sous les ordres de Campillo[48]. Toutefois, tous les jeunes ne sont pas volontaires ni animés d'une vraie motivation pour défendre la patrie. La désertion et les subterfuges dans le but d'échapper au recrutement sont constants : « une désertion considérable ne tardait pas à attester l'invincible répugnance du peuple espagnol à prendre les armes pour la défense du parti révolutionnaire[49] », confirme le consul de Santander. On veut inciter la population à prendre les armes en distribuant, à la frontière de la Bidassoa, des milliers de proclamations incendiaires « dont le style ordurier autant que les caractères typographiques attestent la source impure et démagogique », note l'agent consulaire[50].

Le journal *El Espectador*[51] remarque l'enthousiasme qui nourrit les rumeurs de guerre parmi les anciens chefs ayant pris part à des guérillas et qui se présentent par dizaines pour armer à nouveau des *partidas*. Aussi nombreux sont, peut-être, les anciens militaires touchés par la situation politique. Le général Peón sollicite le ministre de la Guerre pour réintégrer les rangs : « quand la patrie se voit insultée et menacée [...] je m'empresse d'offrir au gouvernement mes forces physiques et morales[52]. » Quelques miliciens demandent à rejoindre les rangs de l'armée espagnole. C'est le cas du jeune Juan Agustin Egure, qui s'adresse par lettre au ministère de la Guerre pour servir dans la cavalerie : « Lorsque la patrie est en danger, tout Espagnol en pleine possession de ses capacités doit s'empresser de prendre les armes pour la défendre de ses ennemis extérieurs. J'ai 18 ans, la taille et la robustesse nécessaires pour servir comme soldat[53]. » Le 12 février, le capitaine Miguel Chacón y Duran, capitaine de la milice locale d'Adra (dans la province d'Almería) souhaite intégrer l'armée permanente au sein des Dragons du roi pour défendre la patrie « contre les agressions des despotes du nord[54]. » Les volontaires issus d'autres corps de métiers ne manquent pas, à l'exemple des quatre professeurs de l'université de Grenade qui s'engagent dans l'armée[55].

48. URTEAGA, Gracián, María de, *Relación de la campaña que en 1823 hicieron los voluntarios nacionales de Guipúzcoa*, San Sebastián, Imp. Baroja, 1836, p. 9.
49. Lettre du consul de Santander au Ministre des Affaires étrangères, Bayonne, 4 mars 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824, p. 254.
50. *Ibid.*
51. *El Espectador*, 7 février 1823.
52. *El Espectador*, 4 février 1823.
53. *El Espectador*, 10 février 1823.
54. *El Espectador*, 9 mars 1823.
55. *El Espectador*, 12 mars 1823.

Le comte d'Abisbal, chef politique de la province de Madrid, annonce, dans la capitale le 15 avril, le début des hostilités : « Les Français ont envahi notre territoire. Le 7, l'avant-garde de l'armée est entrée à Irun : le 10, elle se trouvait à Bergara, et hier, elle a déjà dû entrer dans Vitoria[56]. » Le fameux héros Juan Martin Diez, el *Empecinado*, lance une proclamation le 16 avril et appelle à se joindre à lui quiconque souhaite défendre les libertés publiques contre les Français qui « ont osé envahir d'une manière perfide et lâche notre sol et marchent sur l'Èbre[57]. » Les journaux libéraux s'en donnent à cœur joie pour rappeler la lutte héroïque menée contre Napoléon. Tous semblent penser qu'un soulèvement populaire leur serait bénéfique. Trois semaines avant le passage de la Bidassoa, on peut lire dans *El Universal* : « [...] Qui a dit que le peuple espagnol resterait les bras croisés ? Même s'il n'avait pas d'armée, se réuniraient aussitôt les milices nationales et tous les hommes engagés : ils prendraient position dans les montagnes, armeraient la guérilla, garniraient les places fortes et toutes les villes capables de se défendre ; l'armée française se trouverait harcelée partout...[58]» Malgré tous ces actes de patriotisme, affichés à tous les échelons, la réalité sera tout autre.

2.1.3. « Reçus à bras ouverts »

C'est ainsi que le duc d'Angoulême résume à Villèle, le 8 avril, son entrée dans la péninsule[59]. Malgré une propagande subversive, à l'encontre de l'expédition, introduite dans le milieu militaire – dans le but de démoraliser l'armée française en rappelant aux soldats les difficultés rencontrées par les troupes de Napoléon en Espagne –, les premiers pas sur les routes frontalières laissent présager un climat beaucoup plus serein que celui vécu par les soldats de l'Empire. C'est à six heures du matin, le 7 avril, que les Français arrivent à Irun sous les acclamations des villageois, las des mesures constitutionnelles[60]. L'accueil réservé dans la bourgade basque gomme les craintes des soldats et on leur offre une arrivée au milieu « des jeux, des danses et des illuminations[61] » ; le duc d'Angoulême, quant à lui, est reçu par les autorités locales, politiques et religieuses qui prononcent un

56. *Nuevo diario de Madrid*, 16 avril 1823.
57. *Nuevo diario de Madrid*, 19 avril 1823. Extrait en annexe : document 8.
58. *El Universal*, 14 mars 1823.
59. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, le duc d'Angoulême à Villèle, Irun, le 8 avril 1823, p. 322.
60. BARNY DE ROMANET, J.A.A., *op. cit.,* p. 25.
61. HUGO, Abel, *op. cit.*, tome 1, p. 125

discours de bienvenue : c'est le libérateur[62]; les habitants criaient « vive le Roi ! » « à perdre haleine et ouvraient aux troupiers leurs maisons pavoisées aux couleurs des deux pays[63]. » Capefigue raconte que le duc d'Angoulême n'y trouve aucune résistance alors que les troupes espagnoles « eussent pu, dans ce poste fortifié, en opposer une vive et prolongée[64]. » Des mesures de sécurité sont tout de même prises lorsqu'on y établit le quartier général. De Bussy, sous-intendant militaire qui participe à l'aventure expéditionnaire, laisse un bref témoignage de son passage. Le 8 avril, il écrit dans ses souvenirs :

> « Irun est sale, mais bien bâti. Moines, balcons, cloches. Nous sommes logés dans une belle maison avec l'état-major. L'aide-major-général baron Meriage s'établit avec nous dans une autre rue. Nous passons la nuit sur des chaises de bureau. Alerte. On fait seller les chevaux. Précautions prises pour la sûreté de la ville[65]. »

Pendant quatre jours, les deux tiers de l'armée des Pyrénées passent par Irun, mais leur engagement aux bords du Bidassoa et leur passage dans la ville ne changent ni n'altèrent le quotidien de la population locale. Le général de la Motte Rouge se souvient de la traversé de cette petite ville « dont les habitants nous reçurent en amis plutôt qu'en ennemis[66]. » À peine les transfuges dispersés, la circulation frontalière redevient normale sur le pont[67]. Les troupes de l'Armée de la Foi, qui défilent également dans la ville sous les ordres du brigadier Longa, causent probablement plus d'inquiétudes. Tristes figures que ces royalistes convertis en soldats qui laissent une trace indélébile dans l'esprit du capitaine Boislecomte, témoin de ces scènes : « Il était impossible de se défendre d'une certaine émotion en voyant ces malheureux couverts de haillons, aux figures hâves et décharnées, s'avançant lentement en silence, aux sons lugubres de la marche espagnole[68]. »

Le 9 avril, les troupes se déplacent à Oyarzun où l'accueil est toujours très chaleureux, en particulier de la part du clergé : « les moines viennent au-devant nous ; bruit de cloches; désordre de l'arrivée du grand quartier général[69]. » L'état-major s'y installe, ainsi que la *Junta de Gobierno de España e Indias*, présidée par le général Eguía qui ne tarde pas à

62. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* p. 379.
63. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.,* p. 98 ; BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 74.
64. CAPEFIGUE, Jean Baptiste, *op. cit.,* p. 75.
65. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 469.
66. DE LA MOTTE ROUGE, Joseph, Édouard, *op.cit.,* tome. 1, p. 196.
67. Rapport du lieutenant-général d'Autichamp au maréchal duc de Reggio, 6 avril 1823. Cité par BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.*, p. 73.
68. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.,* p. 99.
69. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 470.

édicter les premiers ordres officiels aux maires de la province. Dans la circulaire émise, on reconnaît comme étant nécessaire et indispensable de « restaurer toutes les branches de l'administration publique dans les mêmes conditions qu'elles étaient au premier mars 1820[70]. » Il s'agit d'une instruction parmi d'autres, chacune ayant été précisément détaillée dans six articles. Le 16 avril, José Santos de Aguinaga, maire de la ville, approuve en séance plénière du conseil municipal les directives de la circulaire de la Junte[71].

Les premières divergences entre officiers français et cadres royalistes espagnols se matérialisent dans cette bourgade, dès le 8 avril, lorsque le curé Gorostidi, attaché aux forces du général Quesada, fait peindre en noir *la piedra*, symbole de la Constitution, et impose aux autorités civiles une levée d'hommes. Le maréchal Oudinot, chef de la 1e division de l'armée, se plaint de ces actes[72]. Il n'y a toutefois pas de trace de rapports négatifs sur la conduite des troupes. Le maire, José Ramón Indart, fait mention d'une « apurada situación », mais uniquement pour souligner l'épuisement des vivres à cause des nombreux militaires de passage. Le 8 avril, il demande à l'administrateur d'Irun de lui fournir une barrique d'eau-de-vie[73].

Le 11 avril, Angoulême fait mouvement vers Hernani où s'installe aussi l'ambulance qui reçoit les premiers blessés. Un rapport du commandant français de la place révèle le mauvais esprit qui anime les habitants de la ville et des alentours « pour la cause légitime des Bourbons » – ces derniers protégeant même les déserteurs – et expose les difficultés dues au manque de troupes et de gendarmes pour assurer sûreté et maintien de l'ordre[74]. Ces impressions sur les villageois contrastent avec les comptes rendus envoyés à l'inspecteur général, depuis Béhobie, le 12 avril :

> « J'ai questionné plusieurs habitants d'Espagne, voisines de cette frontière et que nos troupes ont déjà traversées à l'effet de connaître leur opinion sur la guerre actuelle. Ces gens ne savent comment exprimer leur comportement de la bonne conduite de la discipline de nos soldats ; conduite bien différente des mauvais traitements dont les ennemis de l'ordre les avaient menacées, et si en opposition avec celle d'une classe de leurs compatriotes qui, tout en se disent leurs frères, les traitaient en ennemis[75]. »

70. Circulaire de la Junte provisionnelle, datée à Oyarzun le 9 avril 1823, Série A-1-67. *Archives municipales d'Irun.*
71. Procès-verbal de la première réunion de la séance plénière de la maire d'Irun après l'entrée des troupes d'Angoulême. Registre des procès-verbaux, série A-1-67. *Archive municipale d'Irun.*
72. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 255. Le registre des procès-verbaux de la mairie d'Oyarzun confirme la demande verbale, formulée le 7 avril par Gorostidi, de listes d'hommes âgés de 18 à 40 ans. Procès-verbal du 26 avril 1823. *Archive Municipale d'Oyarzun.*
73. DE URANZU, Luis : *op. cit.,* p. 260.
74. Rapport du commandant de la place au major général Guilleminot, 13 avril 1823. SHD, GR D1-7.
75. Lettre adressée à l'inspecteur général le 12 avril 1823. SHD, GR D1-7. Extrait en annexe : document 9.

L'étape suivante est Tolosa. De Bussy note dans son journal le 11 avril : « bonne réception. Toutes les fenêtres pavoisées ; cris de joie, illuminations, danses[76]. » Toutefois la perception de la part du duc de Reggio, qui arrive avec le 1e corps, est bien différente : il remarque la froideur de l'accueil. Selon Bittard des Portes[77], la municipalité embrasse plutôt les idées libérales et, malgré l'importante activité commerciale reconnue à la ville, la préparation des approvisionnements pour les troupes françaises semble ne pas avoir été réalisée avec toute la célérité et bienveillance nécessaires[78]. Le négociant Ouvrard, très expérimenté dans l'intendance, sera d'un grand secours pour le duc d'Angoulême. Ce dernier rendra compte, le 12 avril à Villèle, du bon fonctionnement de la livraison de vivres : « Les troupes, assurées maintenant de distributions, observent la plus exacte discipline ; aucune réquisition n'a lieu ; tout se paye au comptant, et l'habitant vient nous offrir tout ce dont nous avons besoin[79]. » De même, le colonel d'André, Grand Prévôt, montre à quel point comptent non seulement la collaboration des villageois pour l'approvisionnement des vivres mais aussi l'aide des commerçants français installés en Espagne :

> « […] le même enthousiasme et la même sécurité ont été manifestés par les habitants des campagnes. Les paysans se portaient en foule sur la route, en criant Vive Ferdinand VII, des femmes et des enfants vendaient aux soldats du vin et des vivres. Les distributions ont été bonnes et abondantes, le pain surtout était excellent. […] un ouvrier français d'origine, établi depuis plusieurs années à Tolosa, est venu me prévenir qu'un réfugié français était resté ici, d'après le signalement qu'il en a donné on a cru reconnaître le monsieur Lamotte, ex-capitaine français condamné pour crime de conspiration[80]. »

Tous les jours, les populations locales se dépêchent de fournir au Grand Quartier Général toutes sortes de produits alimentaires : de la volaille, des légumes, du laitage, etc., à des prix assez raisonnables[81]. Tout le monde en profite, surtout l'armée française, de plus en plus de personnes adhérant à sa cause, ce qui lui permet d'éviter de faire usage de la force. L'expérience a prouvé l'inefficacité des méthodes coercitives : « L'Espagnol ne peut être dompté par la terreur (la guerre de Bonaparte ne l'a que trop prouvé) mais il se rend facilement aux bons procédés, et devient bientôt un ami aussi sincère que dévoué[82]. » Le

76. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 470.
77. BITTARD DES PORTES, René, *op.cit.,* p. 74.
78. Ouvrard précise dans ses mémoires que les soldats avaient des vivres pour six jours et que l'approvisionnement ne devait se réaliser qu'à partir de la troisième étape, c'est-à-dire, à l'arrivée à Tolosa. Néanmoins, « en arrivant à la Bidassoa les soldats n'avaient plus rien. » OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.*, première partie, p. 308-309.
79. NEUVILLE, Comte de, *op. cit.,* p. 252.
80. Rapport du Grand Prévôt du 11 avril 1823. SHD. GR D1-7.
81. Rapport du Grand Prévôt du 12 avril 1823. SHD. GR D1-7. Extrait en annexe : document 10.
82. Lettre adressée à l'inspecteur général le 12 avril 1823. SHD, GR D1-7.

capitaine Maux, qui est envoyé en mission à Tudela, fait part de ses impressions. Parti de Tolosa, dit-il, « j'ai traversé cinq à six villages, recevant de la part des habitants beaucoup d'accueil ; les alcades se prêtant avec empressement à me pourvoir de chevaux et de guides[83]. » Mais c'est à Tafalla où les habitants montrent une fraternité débordante :

> « L'entrée du 2e Corps à Tafalla a été un triomphe on ne pouvait pas mettre plus d'enthousiasme dans la réception qu'on a fait [sic] à nos troupes. Ce n'était seulement pas des libérateurs que les habitants venaient saluer. Il semblait qu'ils retrouvassent des frères et des parents dans une armée victorieuse. Cet accueil a produit le plus grand effet sur l'esprit du soldat. Les privations et les fatigues ont été en un instant, oubliées. On a reçu nos divisions avec les mêmes acclamations a Caporoso et Villafranca. La 2e division occupe ce premier village qui était encombré à notre passage par toute la population des campagnes environnantes…[84] »

S'il est confirmé dans quelques rapports militaires que les troupes françaises ne sont pas les bienvenues partout, en revanche cette attitude de rejet ou d'indifférence lors de l'entrée en Espagne de l'Armée des Pyrénées s'avère ponctuelle, d'après l'analyse d'une grande partie de la correspondance générale de la campagne. Toutefois, on reste tout de même sur ses gardes. Ainsi, dans un rapport envoyé au duc d'Angoulême en date du 12 avril, à propos des postes à conserver sur la ligne de communication, on demande de la prévoyance :

> « Les bonnes dispositions manifestées par les habitants des provinces Basques ne doivent pas dispenser l'armée française de prendre toutes les précautions que la prudence commande pour assurer les communications avec la France, ainsi que les dépôts de munitions et de vivres qui devront être échelonnées sur les principaux point de la route […] le major général jugera de la force des garnisons à laisser dans les divers point d'après le degré de confiance à accorder aux habitants et les besoins probables des escortes[85]. »

Les militaires font souvent état de témoignages très positifs à propos de l'accueil enthousiaste de la part des autorités civiles à leur arrivée dans les villages. Les auteurs s'accordent également pour souligner cette attitude pacifique des paysans : « les montagnards qui venaient les regarder passer, les saluaient de vivats. Le spectacle devait se renouveler de village en village[86]. » Capefigue[87] remarque la surprise des officiers et soldats qui ayant auparavant parcouru l'Espagne parmi les rangs napoléoniens notent alors la différence de comportement des populations locales :

---

83. Extrait d'une lettre du capitaine Maux, de l'état-major général, 21 avril 1823. AMAE, CP, Vol. 725, p. 98.
84. *Ibid.*
85. Rapport à S.A.R. du chef de génie de l'armée. Tolosa, 12 avril 1823. SHD, GR D1-7.
86. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.,* p. 98.
87. CAPEFIGUE, Jean Baptiste, *op. cit.,* p. 76.

> « […] le peuple ne fuyait plus devant les drapeaux de la France, mais restait en paix dans les hameaux, dans la campagne, et les cultivateurs ne suspendaient leurs travaux que pour faire retentir l'air de leurs acclamations de joie et de leurs chansons nationales ; les autorités publiques, les alcades, le clergé venaient au-devant de l'armée qu'ils appelaient leur libératrice, en lui exprimant la vive reconnaissance de la nation. C'est ainsi que l'avant-garde du général Vallin fut accueillie jusqu'à Tolosa. »

En général, les Français sont reçus comme des libérateurs et, surtout, avec une grande joie de la part des autorités civiles royalistes et du clergé, pressés de retrouver leurs anciennes fonctions et privilèges. Durant ces premières étapes du voyage en Pays Basque, aucun fait d'armes n'est à mettre en exergue. Il est certain que la toponymie du terrain ne se prête pas, non plus, à un engagement ouvert : « L'armée ne s'était pas étonnée de ne rencontrer aucune résistance : d'Irun à Tolosa le pays n'offre aucune position militaire facile à défendre. La route est superbe[88]. » D'ailleurs, le colonel Fabvier, lors de son séjour à Irun à la tête des réfugiés français, ne cesse de dire que la défection de l'armée ne serait plus possible après leur entrée en campagne : « Elle s'apercevrait bien vite que le peuple espagnol n'était pas, comme les conjurés le disaient pour l'intimider, disposé à résister avec le farouche patriotisme de 1808[89]. »

Un facteur très important réside dans le fait que la présence de l'armée du duc d'Angoulême n'altère pas le quotidien des Espagnols, qui lors du passage des troupes continuent à vaquer à leurs occupations. Il ne plane donc pas une ambiance de guerre, bien au contraire, chacun semble profiter de la présence des soldats pour en tirer des bénéfices économiques. Cependant, quelques affaires officielles et privées souffrent de l'entrée en Espagne des Français. Ainsi, la Direction générale de la loterie doit retarder le tirage à cause de l'invasion, d'après une note insérée dans le *Diario de la capital*[90] par Francisco de Icabaleeta. À Madrid, on doit suspendre la publication de *Los gabinetes y los pueblos* suite à la prochaine arrivée de l'armée d'occupation. D'autres, au contraire, y trouvent leur compte, tel Cayetano Sisto, professeur de littérature et d'histoire à l'université, qui voit là un moment propice pour dispenser des cours particuliers de français[91]. Mais l'organisme officiel qui semble le plus bousculé se trouve être la poste espagnole. Le 2 mai, on informe le public de ne rien envoyer vers la France et les autres puissances du Nord, en même temps qu'on le met en garde sur le contenu des lettres qui doit être restreint : « aux affaires familiales et commerciales, sans parler des questions

88. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome 1, p. 131.
89. DEBIDOUR, Antonin, *op.cit.,* p. 216.
90. *Diario de la capital*, 17 avril 1823.
91. *Diario de la capital*, 24 avril 1823.

politiques[92]. » En dix jours, l'armée française parcourt un territoire allant de la Bidassoa à l'Èbre sans rencontrer de résistance. La marche est rendue paisible, grâce à la complicité des paysans. Ces arguments servent de prétexte au commandant du 3e corps d'armée pour tenter de raisonner le gouverneur de la place de Pampelune, toujours dévoué à la cause des constitutionnels[93]. Depuis son quartier général à Huarte, il écrit : « Tout concourt donc, monsieur le Gouverneur, à promettre la fin prochaine de la guerre civile qui désole votre patrie, et je pense qu'il serait digne d'un guerrier tel que vous, d'y contribuer en remettant la place de Pampelune à Monseigneur Duc d'Angoulême[94]. »

Les nouvelles des troupes envoyées à la frontière catalane sont également satisfaisantes. Le maréchal Moncey, à la tête du 4e corps d'armée, qui a pour mission de conquérir la Catalogne, informe le 18 avril que la 5e division du comte Curial est rentrée en Espagne par la Junquera sans tirer une seule cartouche. Le duc de Conegliano écrit encore : « […] l'avant garde a pris position à Peralada […] les habitants des hameaux voisins ont accueilli l'avant garde avec transport […] Nos soldats ont franchi la frontière aux cris de vive le Roi, ils brûlent d'impatience de se mesurer avec l'ennemi[95]. » Parfois, même les officiers libéraux donnent les consignes à tenir dans les villages concernant les chefs militaires français et leurs hommes, comme c'est le cas Ballesteros, si l'on en croit le témoignage du général Pelleport : « Ballesteros, en se retirant avec son armée, recommandait aux autorités locales de nous faire bon accueil, et particulièrement au général Molitor, qu'il signalait comme un galant homme et un militaire distingué[96]. »

Nombreux sont les rapports adressés au major général Guilleminot dans ces premières semaines en Espagne. Leur analyse fait émerger un point positif en faveur de la poursuite de la campagne : la bonne disposition de la population envers les troupes d'Angoulême à leur passage dans les provinces basques. Ainsi, le 15 avril, on lui annonce que « l'esprit de ce pays est unanimement excellent ; plusieurs officiers que j'ai envoyés aujourd'hui en

92. *Diario de la capital*, 2 mai 1823, annonce de la « sección de Correos ».
93. Pour la résistance de la place Pampelune : ALFAFOR PÉREZ, Francisco José, « Sitio, ofensiva y capitulación de la ciudad de Pamplona en 1823. La consolidación de la ruptura ideológica y social de Navarra en el ocaso del antiguo régimen español », *Historia Contemporánea* Nº48, Universidad del País Vasco, 2014, p. 217-243.
94. Lettre du prince de Hohenlohe au gouverneur de la place de Pampelune, Huarte, 17 avril 1823, SHD, GR D1-7.
95. Rapport du maréchal Moncey, 18 avril 1823. SHD. GR D1-7.
96. PELLEPORT, vicomte de, *Souvenirs militaires et intimes du général Vicomte de Pelleport*, Paris, Didier et Cie, 1857, tome 2, p. 162.

reconnaissance à quatre et cinq lieues ont été accueillis au son des cloches et aux acclamations de la population[97]. »

Aussi les rapports consulaires sont révélateurs de l'état d'esprit des populations. Une correspondance du consul de Cadix du mois d'avril, renvoie à Paris une image rassurante de l'opinion publique : « L'opinion générale étant que S.A.R. le duc d'Angoulême ne rencontrera pas de résistance capable d'arrêter les troupes du roi, puisque le majeur partie de la nation espagnole est prononcée contre le système constitutionnel, tel qu'il est aujourd'hui, partageant moi-même cette opinion, par la connaissance que j'ai des hommes qui sont à la tête de la faction qui gouverne maintenant, et du peu de crédits dont ils jouissent parmi les honnêtes gens[98]. » À Passage, par exemple, où s'installe provisoirement le consul de Saint-Sébastien, on remarque, fin avril, les bonnes dispositions des autorités locales et la bonne entente avec les Français :

> « J'ai l'honneur d'annoncer à votre excellence mon arrivée à Passage, où j'ai été on ne peut mieux accueille par toute les autorités locales y par les habitants. Je n'ai pas reçu un accueil moins flatteur de la part de monsieur le commandant de la place et de messieurs les officiers de la garnison […] j'ai vu avec bien de plaisir dès mon arrivée que les autorités françaises et espagnoles marcheront ensemble et de bon accord ce qui assurera le service du roi et fera le bien des pays[99]. »

A Bilbao, par contre, l'animosité envers les Français est manifeste. Le 14 mars le consul français de la ville rend compte à Chateaubriand des risques qu'encourent ses compatriotes : « Les Français continuent à être souvent menacés, beaucoup d'entre eux se retirent en France, mais il en est encore beaucoup aussi dont les affaires ne peuvent pas être terminées[100]. » Mais certains Français semblent toutefois être bien accueillis. C'est le cas du détachement de plus d'une soixantaine d'hommes, des réfugiés français pour la plupart qui, sous les ordres de l'ex-lieutenant-colonel Legras, et « avec armes et bagages, costume et drapeaux impérial », se préparent à faire face aux troupes du duc d'Angoulême aux bords de la Bidassoa. On y trouve également l'ex-capitaine français Nantil, chargé de mettre en état les fortifications : « On s'attend à voir incessamment rompre les hostilités et on se prépare à opposer le plus de résistance possible ; mais ce qui offre une difficulté presque insurmontable est l'extrême dissidence des opinions

97. Lettre adressée à Guilleminot le 15 avril 1823. Sans signature. SHD GR D1-7.
98. Lettre du consul de Cadix au ministre des Affaires étrangères, Gibraltar, avril 1823. AMAE, CCC, Cadix, tome 102, 1822-1824, p. 192.
99. Lettre du consul de Saint Sébastien au ministre des Affaires étrangères, 28 avril 1823. AMAE, CCC, Saint-Sébastien, tome II, 1821-1824.
100. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, 14 mars 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824.

parmi les habitants[101]. » Malgré l'entrée des troupes françaises en Espagne, la plupart des Français abandonnent Bilbao par mer et prennent la direction de Bayonne ; seules quelques personnes restent pour protéger leurs négoces en dépit des risques qu'ils encourent : « Je ne lui porterai pas non plus des vexations particulières que j'ai essuyés […], elles étaient naturelles dans la crise où nous nous trouvions […] Nous sommes tous partis le 9 avril, déjà les Français […] avaient franchi la Bidassoa et étaient attendus dans les trois provinces basques comme des libérateurs. Je n'ai pas eu une seule minute à perdre et j'ai donné l'ordre au capitaine chasse-marée de prendre le large[102]. »

Enfin, les premiers bulletins officiels, à défaut de chanter les louanges d'épiques combats, soulignent l'euphorie des villageois : « les habitants s'empressent de leur offrir des rafraîchissements qui sont scrupuleusement payés sur le champ[103]. » Le ton est donné, l'aventure espagnole s'annonce tranquille, sans surprises ; la plupart des Espagnols étant acquis à la cause de Ferdinand VII, il ne reste au duc d'Angoulême qu'à redorer l'image de ses troupes et affirmer son commandement.

2.1.4. La tardive déclaration de guerre

Alors que depuis quinze jours l'Armée des Pyrénées marche sur les routes des provinces basques, le gouvernement se décide enfin à déclarer la guerre à la France. C'est officiellement le 23 avril que le roi Ferdinand – malgré lui – signe le décret d'ouverture des hostilités, contresigné par le ministre des Affaires étrangères Evaristo San Miguel. Ni le mouvement des troupes, ni la proclamation du duc d'Angoulême n'a provoqué le branle-bas de combat de l'armée espagnole. À la session des Cortès du 22 mars, déjà à Séville, le secrétaire d'état se justifie : « Le gouvernement n'a pas entendu parler de cette proclamation. Les dernières nouvelles officielles de Bayonne datent du 3 ou 4 avril : depuis, il n'y a pas eu de nouvelles ici, et il est très probable que les courriers aient été interceptés[104]. » Le gouvernement connaît néanmoins l'emplacement des troupes et sait que leur entrée en Espagne sera la suite logique. « L'invasion est déjà plus que tentée car je crois que les Français arrivent à Vitoria », manifeste ouvertement le parlementaire

101. *Ibid.*
102. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, 14 avril 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824.
103. 1er Bulletin de l'Armée des Pyrénées, Irun, le 7 avril 1823. SHD, GR D-81.
104. *Diario de las sesiones de Cortes celebradas en Sevilla y Cádiz en 1823*, p. 3.

Cangas. Dans la session du lendemain, l'orateur Argüelles demande plus de précisions : Y a-t-il officiellement une déclaration de guerre de part de la France ou la proclamation du duc d'Angoulême est-elle suffisante ? Cette situation attentiste est justifiée par plusieurs critères : la communication entre les deux nations est inexistante depuis le départ ; aucune proposition n'a été faite à Madrid, même indirectement ; le manifeste rédigé par le duc d'Angoulême n'a pas été mis à la connaissance de tout le monde ; et enfin, la guerre n'a pas été officiellement et clairement déclarée.

En application de l'article 236 de la Constitution, l'Espagne déclare la guerre à la France et l'on ordonne aux autorités, partout et par tous les moyens, d'ouvrir les hostilités. Voici un extrait du texte, publié par la presse :

> « [...] Comme le territoire espagnol a été envahi par les troupes du gouvernement français sans déclaration de guerre et sans aucune des formalités que veut l'usage ; et parce que cet acte d'agression ne peut être vu sous aucun autre aspect que celui d'une violation du droit des personnes et celui d'une rupture ouverte des hostilités contre l'Espagne ; je dois repousser la force par la force, défendre l'intégrité des états de la monarchie et châtier l'audace des ennemis qui l'envahissent…[105]. »

Les mouvements des troupes tout au long de la frontière, l'arrivée massive de vivres, de fourrages, et surtout, les renseignements parus constamment dans la presse, autant nationale qu'étrangère, précisant parfois avec une extrême exactitude, la composition des corps d'armée, n'ont pas bousculé l'état-major à Madrid. Pourtant, les recommandations sont constantes : « Toute la majeure partie de l'armée [d'Angoulême] sera sur toute la ligne [des Pyrénées] du 20 au 25 mars […] les Espagnols devraient le savoir, et il est nécessaire de prendre sans perdre un instant des dispositions similaires à celles prises par l'ennemi. » À la fin du mois mars, le même journal rend compte des préparatifs de la campagne et précise : « Toutes les dispositions sont prises comme si la guerre devait commencer demain, mais si les Espagnols continuent à faire de même, nous croirons à la guerre quand nous aurons entendu le premier coup de canon[106]. »

Toutefois, il semble, comme l'affirme Guillon[107], que les Cortès veulent voir les troupes françaises entrer dans la péninsule avant de déclarer la guerre. La Parra note le manque d'information du ministre de la Guerre à propos de l'invasion. Deux mois après le

105. *Nuevo diario de Madrid*, 28 avril 1823.
106. *El Universal*, 29 mars 1823.
107. GUILLON, Édouard, *op. cit.,* p. 296.

franchissement de la Bidassoa, à Madrid on ignore l'emplacement des divisions d'Angoulême ainsi que le nombre de soldats ayant envahi le pays[108]. Néanmoins, Charles Boislecomte[109] précise dans ses souvenirs de la campagne que l'absence d'information était bien voulue par les Cortès qui « avaient longtemps caché aux Madrilènes l'entrée des Français en Espagne, et leurs mesures étaient si bien prises que nous étions à Burgos avant que dans Madrid personne sut que nous eussions dépassé la frontière. » Il est vrai que le discours prononcé par Louis XVIII a suscité, dans le gouvernement espagnol, une vive inquiétude, aussi commence-t-on à prendre des mesures face à une possible invasion par les troupes françaises :

> « Les Cortès reçurent cette communication avec des cris belliqueux, et s'occupèrent sur-le-champ de divers décrets relatifs à la guerre. Les uns, concernant la formation des guérillas et des corps francs, ne reçurent par la suite aucune exécution. Les autres, qui ordonnaient la formation de légions libérales étrangères, ne furent exécutés qu'à la Corogne, où un corps de transfuges, organisé par les soins du général Quiroga, eut quelques moments d'existence[110]. »

Ainsi, on réorganise l'armée par les dispositions du décret du 20 mars 1823. Auparavant, un décret a concédé aux provinces le droit d'augmenter la force militaire et de prélever les fonds nécessaires à l'armement et l'équipement des troupes pour entrer en campagne[111].

Dans le secteur civil l'inquiétude semble être moindre. Les nouvelles qui viennent de France n'ont pas altéré le quotidien des Espagnols. À Madrid, par exemple, la population vit dans un « calme extraordinaire » et ne se préoccupe pas de la délicate situation politique, d'après un rapport écrit en mars 1823 par le diplomate français Brochane d'Antilly[112]. En revanche, plus proche de la frontière française, la tendance est bien différente. Les correspondances du consul français à Saint-Sébastien révèlent une ambiance particulière parmi les habitants de la ville, lesquels ne semblent pas rassurés. On s'attend « positivement » à l'invasion, que l'opinion publique fixe au plus tard vers la fin du mois de mai. Dans une missive adressée au ministre des Affaires étrangères le 19 mars 1823, le consul note : « tous les habitants de Saint-Sébastien […] craignant le siège de la place, ont depuis plusieurs jours transportés hors ville leurs effets les plus précieux

108. LA PARRA, Emilio, *op. cit.,* p. 203.
109. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.,* p. 103.
110. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome 1, p. 157.
111. *El Universal*, 22 mars 1823. Decreto de las Cortes concediendo facultades extraordinarias a las diputaciones provinciales, 16 de marzo de 1823.
112. LA PARRA, Emilio, *op. cit.,* p. 148. L'auteur cite comme sources : AMAE, correspondance politique : Espagne, 721, p. 150-160.

et jusqu'au dernier meuble[113]. » Plus d'un tiers de la population de la ville se déplace vers les communes avoisinantes, notamment vers le port de Passage où se réfugient de nombreuses personnes, ce qui porte à croire que toute cette marée humaine n'est constituée que de fervents défenseur de la Constitution. Saint-Sébastien gardera malgré tout une garnison assez nombreuse pour la défendre ardemment. Les commerçants français s'inquiètent de leurs affaires et de leur intégrité physique. La plupart quittent la ville. Le consul s'installe avec sa famille à Bayonne le 25 mars.

D'autres, en revanche, n'imaginent à aucun moment une entrée en guerre des deux nations, car l'issue serait désastreuse pour la France, ce que révèle une lettre du consul de Santander adressée à Chateaubriand en janvier 1823 :

> « […] Ils sont aussi dans la plus intime persuasion qu'une déclaration de guerre entraînerait infailliblement de nombreuses insurrections en France et des défections considérables des troupes du Roi, aussitôt qu'elles auraient franchi les frontières de France […]qu'il soit impossible à la France de déclarer la guerre à l'Espagne, vu que les Cortès ne l'ayant pas encore déclaré parce qu'il n'y a, disent-ils, que la guerre qui puisse imprimer à la révolution espagnole le mouvement et l'énergique activité qui sont nécessaires à sa consolidation. En effet, ajoutent-ils, quelle différence si la guerre pouvait éclater ! Les premiers coups de canons tirés sur nos frontières seraient dans cette ville, comme dans toute l'Espagne, le signal du massacre général de tous les prêtes, de tous les serviles et de tous les français qui ne sont pas proscrits en France et victimes de leur patriotisme[114]. »

Cette correspondance consulaire montre à quel point la propagande, à Madrid, est diffusée par les comités. Ceux-ci répandent ces déclamations et menaces dans les provinces de la nation, afin de donner quelque espoir aux constitutionnels qui suivent aveuglément ces instructions. La presse aussi, ne manque pas de publier le coût d'une hypothétique entrée en guerre de Paris : « Parmi les avantages que nous avons sur le gouvernement français en cas de déclaration de guerre figure le pouvoir de donner quatre cents lettres de marque à des particuliers des nations maritimes, d'Europe et même d'Amérique, ce qui anéantirait le commerce français » peut-on lire dans *El Espectador*[115].

Dans les premiers mois de l'année 1823, la presse constitutionnelle espagnole alerte déjà quant aux risques d'une invasion française et insère dans ses pages notes, récits, poèmes et discours pour enflammer la société civile et l'inciter à prendre les armes contre les Français. Tous est bon pour justifier le combat. À Barcelone, par exemple, lors d'une

113. Lettre du consul de Saint Sébastien au Ministre des Affaires étrangères en date du 19 mars 1823. AMAE, CCC, Saint Sébastien, tome II, 1821-1824.
114. Lettre du consul de Santander au Ministre des Affaires étrangères en date du 16 janvier 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824.
115. *El Espectador*, 1 février 1823.

réunion patriotique, le 21 février, Joaquín Lorenzo Villanueva (de retour d'Italie où le pape a refusé de l'agréer comme ambassadeur d'Espagne) prend la parole et met l'accent sur la particularité catalane : « Aux raisons générales pour lesquelles les Espagnols doivent s'armer de courage et résister à l'invasion étrangère, les Catalans doivent en ajouter une qui leur est propre, à savoir la crainte fondée de voir les Français s'emparer de la seigneurie catalane et de se l'approprier[116]. » Parfois même avant la déclaration de guerre des Cortès et en réaction à la progression de l'armée française, apparaissent dans la presse libérale une série de discours patriotiques des principaux chefs militaires, mais aussi d'anciens guérilleros exhortant aux citoyens à reprendre les armes contre les Français. De même, sont publiés des appels à la formation de nouveaux corps. Par exemple, à Madrid, Francisco Bermejo et Eugenio Martínez cherchent des volontaires pour armer une guérilla. Les étrangers sont également concernés par la mobilisation. Ainsi, José Malet, capitaine de l'ex-garde impériale, invite Français, Italiens et autres à mettre sur pied un corps de protection appelé *Guardia del general en jefe*[117].

La déclaration de guerre semble n'avoir pas animé les esprits du peuple de la péninsule, notamment en Andalousie, si l'on tient pour vrai le récit d'Abel Hugo[118]. Quoiqu'il en soit, face aux Espagnols, le gouvernement de Louis XVIII aligne une « armée royaliste » et place à sa tête un prétendant au trône de France.

2.2. Le généralissime et ses soldats

L'entrée remarquée du duc d'Angoulême dans la vie politique espagnole, en 1823, a lieu au mois de février. Le roi Louis XVIII le désigne officiellement, devant la Chambre, en tant que chef de l'Armée des Pyrénées. Le choix s'avère judicieux surtout dans un pays où l'esprit populaire est chargé de profondes convictions. Le neveu du roi semble fortement motivé pour participer à l'expédition : « Il ne m'appartient pas de réclamer la gloire de la diriger ; mais je vous demande d'en faire partie à titre de simple soldat[119]. » Pour faciliter

116. *El Universal*, 7 mars 1823. L'article est recopié de l'Indicateur Catalan.
117. *Diario de la capital*, 21 avril 1823.
118. HUGO, Abel, *op. cit.*, tome 1, p. 157.
119. LAMOTHE-LANGON, Étienne, Léon, *Mémoires d'une femme de qualité : sur Louis XVIII, sa cour et son règne*, Paris, Mame et Delaunay-Vallée, 1829, tome IV, p. 303.

sa tâche sur le terrain, on pourvoit les rangs du corps expéditionnaire de quelques vétérans de l'Empire. L'expérience des conquêtes passées, sera aussi d'une grande utilité à l'heure de définir une stratégie d'occupation du territoire, notamment au regard de la logistique.

2.2.1. « Un général d'église »

Le choix du duc d'Angoulême pour mener à bien la campagne d'Espagne semble mûrement réfléchi. Il y a encore en France un certain nombre de généraux expérimentés et fins connaisseurs de la péninsule ibérique, mais sa réputation de modéré et sa fidélité au Roi, ainsi que son respect pour certaines valeurs, telles que la liberté ou l'humanité, lui permettent de l'emporter sur les autres. On ne se fie donc pas exclusivement à ses capacités purement militaires. Le discours de Duvergier de Hauranne devant la Chambre des députés le 23 avril 1823 témoigne de l'attachement du prince aux institutions constitutionnelles et de la confiance qu'il inspire aux Français pour protéger le peuple espagnol[120]. Louis XVIII place à la tête de l'armée des Pyrénées un homme plutôt qu'un général, écrit de Vaulabelle[121]. La Parra[122] précise que dans ses états de services figurent plus de défaites que de victoires. Le Baron de Frénilly souligne aussi dans ses souvenirs le peu d'expérience tactique du duc :

> « Rien n'égala les désordres de ces commencements. Le duc d'Angoulême n'était pas homme à y porter la lumière : il savait marcher à la tête d'une colonne de grenadiers, rien de plus, et, à un cœur de brave, il joignait une tête de linotte, et, ce qui fut le pire pour l'Espagne et la France, de linotte philosophique. Il devait nécessairement jouer en Espagne un rôle politique[123]. »

Le généralissime suscite l'adhésion et la confiance. Les marques d'affection qu'il reçoit partout en France sont la preuve de sa popularité. Ainsi, à Bayonne, où il arrive le 30 mars à sept heures et demie du soir, il est accueilli « par les plus vives acclamations de joie[124] » et le lendemain matin, toutes les autorités lui présentent leurs hommages. Les Espagnols

120. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 251.
121. DE VAULABELLE, Aquiles, *Historia de la restauración de los Borbones en Francia*. Cité par SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.,* p. 52.
122. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* p. 24.
123. CHUQUET, Arthur, *Souvenirs du baron de Frénilly*, Paris, Plon-Nourrit, 1909, p. 476.
124. BARNY-ROMANET, J.A.A, *op. cit.,* p. 19. En revanche, le journal espagnol *Liberal Guipuzcoano*, écrit que le jour qu'Angoulême arrive à Bayonne : « aucun vivat n'a été entendu ; on avait ordonné d'illuminer la ville, et à peine une troisième partie des maisons l'ont exécuté ». Article repris par le *Nuevo diario de Madrid*, du 13 avril 1823.

sont aussi particulièrement disposés à lui faire part de leur attachement. D'abord, les membres de la Junte royaliste, qui s'empressent de le saluer et participent aux cérémonies de réception, puis, une fois la frontière franchise à la tête de son armée, les paysans et les villageois qui courent devant les troupes pour lui souhaiter la bienvenue. Même les femmes se plaisent à afficher leur présence lors des manifestations culturelles. Ainsi, le 27 avril, Angoulême assiste à un spectacle où « toutes les dames de la ville s'y étaient réunies en grande parure[125]. » Les récits de ces marques de sentiments affluent, et deviennent même parfois démesurés et ridicules. Il convient de souligner qu'il représente le « libérateur », celui qui vient restaurer la légitimité bafouée de Ferdinand VII. Il ne s'agit plus d'un conquérant, d'un usurpateur féroce comme cela était le cas pour Napoléon contre qui le peuple s'était soulevé à l'unisson. Dans une lettre adressée au duc de San Fernando, le duc d'Angoulême écrit : « En venant au nom du Roi, mon seigneur et oncle, pacifier l'Espagne, la réconcilier avec les puissances de l'Europe, et l'aider à briser les fers de son Roi, je savais que je pouvais compter sur l'appui de tous les vrais Espagnols[126]. » En revanche, parmi les troupes cantonnées aux abords des Pyrénées circule une propagande plus virulente contre lui, sous forme de libelles, distribués par les transfuges français : « Partout les soldats entendaient décrier la politique du gouvernement, ridiculiser le Roi et le duc d'Angoulême, ce *général d'église*, que d'irrévérencieux dessins représentaient sous la forme d'un âne armé d'un sabre[127]. » Cependant, c'est près de la frontière, à Bayonne, commente Armand Carrel[128], qu'il « a pris Cadix », car il a su oser, et ne pas reculer face aux adversités ni face aux hésitations des autres. Il a tenu bon et a pris le chemin de la gloire en Espagne.

En Espagne, la presse libérale s'en prend surtout à l'armée et donc à Angoulême. *El Espectador* est l'un des journaux les plus virulents. Le 15 février, on écrit que les Cent Mille français peuvent sûrement déranger mais qu'ils ne valent pas grand-chose et, avec une certaine ironie, on note : « On a dit que ce n'était pas Napoléon qui commandait ces troupes[129]. » Un mois plus tard, le même journal transcrit le contenu d'une correspondance particulière de Bayonne où l'on décrit les effets personnels du duc d'Angoulême, entre autres scapulaires, crucifix, rosaires, qui viennent d'arriver dans la ville basque. Cela est prétexte pour se railler du prince :

125. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 474.
126. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome 1, p. 252.
127. DEBIDOUR, Antonin, *op. cit.,* p. 221.
128. LITTRE, M et PAULIN, M., *op. cit.,* t. 5, p. 112.
129. Note publiée dans *El Espectador*, 15 février 1823.

> « Il est bien connu que S.A.R. *avant de manger*, se consacre avec la plus grande ferveur aux actes religieux, chose très louable lorsque les autres actions correspondent à ses sentiments religieux ; mais tenir le chapelet d'une main et de l'autre le poignard pour exterminer des hommes, qui ne revendiquent rien d'autre que de jouir de la liberté que la nature leur a accordée, est sûrement bien opposé à l'esprit de l'Évangile[130]. »

Cette religiosité est utilisée *El Universal* de sorte à ce qu'il devienne la risée des lecteurs. Dans son numéro du 4 avril, le journal libéral écrit : « Le petit-fils de Saint Louis a pris la communion et a béni ses armes avant de quitter Paris ; on dit que c'est pour que Dieu lui permette de conserver sa *virginité*. Ce n'est pas les gardes qui l'accompagnent, disent d'autres, mais il est escorté *par sa peur*. » Lorsque, dans son discours aux Espagnols, le prince affirme que « nous voulons seulement votre rédemption », le même quotidien écrit : « Quelle charité évangélique ! Il manquait seulement à monsieur le duc pour être le digne petit-fils de son grand-père de devenir le rédempteur des captifs[131]. »

La politique humaniste et pacifiste d'Angoulême a été l'un des piliers de la reconnaissance de l'armée française par l'Espagne. Larroche[132] affirme qu'il personnifie les vertus associées à la campagne et « se présente comme l'antithèse de Napoléon. » La frontière à peine franchie, il laisse s'enfuir le régiment de l'Union : « On aurait pu les atteindre […] l'humanité du prince généralissime ne le permit pas », écrit Champagny dans ses mémoires[133]. Sa générosité, son indulgence et sa bonté en font un chef capable de conquérir le cœur des Espagnols, car il est, comme l'écrit le chancelier Pasquier, « éminemment propre à calmer les esprits, à apaiser les passions. » Il est écouté et sait convaincre par sa sincérité : « nul ne peut douter que ses paroles partent du cœur[134]. » Doté d'un esprit rassis, le généralissime ne succombe pas aux demandes arbitraires des royalistes, exaltés, et préserve l'intégrité des constitutionnels partout où ils se trouvent, en veillant à l'ordre public dans les places occupées. Il s'aperçoit, grâce aux rapports réguliers qu'il reçoit des commandants sur place, de l'agitation qui règne parfois dans les

130. *El Espectador*, 17 mars 1823. « Es bien sabido que S.A.R. *antes de comer* se dedica con el mayor fervor a los actos religiosos, cosa muy laudable cuando las demás acciones corresponden a sus sentimientos religiosos; pero empuñar con una mano el rosario y con otra el puñal para exterminar a hombres, que no pretenden otra cosa que gozar de la libertad que la naturaleza les ha concedido, es seguramente bien opuesto al espíritu del evangelio. » Extrait en annexe : document 11.
131. *El Universal*, 13 avril 1823. Extrait en annexe : document 6.
132. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 187.
133. CHAMPAGNY, Clerjon de, *L'album d'un soldat pendant la champagne d'Espagne en 1823*, Paris, Impr. de Cosson, 1829, p. 9.
134. PASQUIER, Etienne-Denis, *Mémoires du chancelier Pasquier*, Paris, Plon-Nourrit, 1894, tome IV, p. 396.

villes où les chefs absolutistes se livrent à une justice presque inquisitoriale. Face à ces actes abusifs, il donne des ordres précis à ses généraux :

> « Le prince décida que, dans les lieux occupés par nos troupes, le commandement français serait maître absolu pour prendre les mesures qui lui paraîtrait assurer l'ordre public. Cet ordre, transmis à tous les commandants supérieurs, fut communiqué avant le départ de Séville par le major-général au Roi d'Espagne lui-même[135]. »

Parfois, la protection offerte par l'armée française va au-delà des constitutionnels et englobe également les étrangers qui séjournent en Espagne. C'est le cas, par exemple, du commissaire de guerre José María Guajardo y Fajardo, au service du Roi d'Angleterre, qui est fait prisonnier par les troupes royalistes de Fernando Zavala près de Colindres, dans la province de Santander. Le consul britannique de Bayonne se plaint que celui-ci a été « conduit à Bermeo après avoir été maltraité et dépouillé » ; on demande alors à l'autorité militaire française d'intervenir auprès de la Junte provisoire pour qu'il soit remis en liberté[136]. Néanmoins, ces mesures ne plaisent pas à tout le monde. Un officier du général Quesada laisse entendre sur la place publique : « Je jure que je ne cesserai point jusqu'à ce que je parvienne à me venger de ce diable d'homme. J'enfoncerai le poignard dans son sein. Les fripons de Français, comme ils nous ont trompés[137] ! » Bien entendu, ce sont des cas à part et très peu représentatifs car, en général, le ton des Espagnols sera bien différent. Toutefois, on sait qu'au mois de juillet circulent les bruits d'un possible enlèvement d'Angoulême par un groupe de constitutionnels. D'après les renseignements qui parviennent à Talaru, la conspiration se prépare aux environs de Madrid[138].

En terme de relationnel, le Prince se montre parfois entêté et distant, voire menaçant. L'une de ses premières victimes est le duc de Bellune, ministre de la Guerre, venu jusqu'à la frontière pour prendre un commandement suite à une affaire de conspiration peu crédible : « ministre du Roi, maréchal de France et major général de l'armée des Pyrénées, je n'ai pas ici le pouvoir d'un caporal », se plaint-il à Villèle[139]. Le comte de Salaberry raconte dans ses souvenirs l'exacerbation du prince qui « était aigri, irrité contre le digne

135. BITTARD DES PORTES, René, Les campagnes de la Restauration, p. 369.
136. Lettre du commissaire civil de l'Armée des Pyrénées, Tolosa, 12 avril 1823. AMAE, CP, Vol. 725, feuille 96. El Universal du 10 avril, rend compte de cet événement et précise que l'intéressé était porteur de quelques papiers d'une secte maçonnique, et donc c'est un motif d'inquisition.
137. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 270.
138. PASSY, Louis, *Le marquis de Blosseville. Souvenirs*, Évreux, Impr. de Charles Hérissey, 1898, p. 47.
139. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, le duc de Bellune à Villèle, Bayonne, 2 avril 1823, p. 304.

maréchal. La lutte n'était pas égale ; ils ne pouvaient pas se trouver en présence[140]. » Le 4 avril, le duc d'Angoulême a raison de lui, il informe du retour à Paris du ministre « où il peut être utile au Roi. » Leur inimitié sera manifeste pendant toute la campagne, à tel point qu'il leur faudra passer par un interlocuteur pour les échanges épistolaires. Dans une lettre qu'il adresse à Villèle le 27 juin, il écrit : « Je suis de plus en plus mécontent du ministre de la Guerre. Il fait tout ce qu'il peut pour entraver la marche de l'armée, et pour la faire manquer[141]. » Exaspéré, le duc de Bellune démissionne[142]. François de Coustin, dépeint dans cette affaire un portrait rancunier et opiniâtre d'Angoulême, qui ne doute point lorsqu'il s'agit d'user de la menace pour arriver à ses fins : éclipser le ministre de la Guerre[143]. Ce qui n'aura pas été de tout repos pour Bellune :

> « Bellune pensait qu'il pourrait agir avec le prince comme avec une marionnette. Ombrageux quant à ses prérogatives et à son rang de neveu du roi, peu soucieux qu'on lui vole une gloire qu'il attend depuis si longtemps, Angoulême le traite avec mépris et, boudeur, menace de quitter son poste. C'est mettre à bas toute la belle construction qui repose sur une expédition d'Espagne menée par un Bourbon[144]. »

Le Roi aussi, n'échappe pas au mécontentement du prince. Bittard des Portes fait référence à une lettre adressée à Louis XVIII à propos des mesures de modération envers les constitutionnels : « […] si Sa Majesté jugeait qu'il devait tenir une conduite différente, il fallait en charger un autre[145]. » Quelques représentants étrangers font face à l'indifférence du duc d'Angoulême. M. Elliot se présente au quartier général français, de la part du cabinet anglais, pour exposer son projet d'une constitution représentative pour l'Espagne et il repart aussitôt[146]. Le comte d'Amarante, ultra Portugais, propose ses troupes pour lancer une expédition sur Astorga, mais sa sollicitude est éconduite car le duc d'Angoulême ne veut pas d'ingérence avec le Portugal[147]. En revanche, en tant que chef de l'Armée des Pyrénées, il porte beaucoup d'admiration pour ses hommes et il veille

140. SALABERRY, comte de, *Souvenirs politiques du comte de Salaberry sur la Restauration 1821-1830*, Paris, Alphonse Picard et fils, 1900, p. 62.
141. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Angoulême à Villèle, Madrid, 27 avril 1823, p. 152.
142. Pour son action au ministère de la guerre de 1820 à 1823 : EBEL, Édouard, *Les ministres de la guerre, 1792-1870*. Histoire et dictionnaire, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 242. On pourra consulter aussi : VICTOR (maréchal), *Mémoires du maréchal duc de Bellune*, mis en ordre par son fils aîné, Paris, Dumaine et Amyot, 1847 ; LE COUSTUMIER, Jacques, *Le maréchal Victor. Claude-Victor Perrin (1764-1841)*, Paris, Nouveau Monde/Fondation Napoléon, 2004 ; TARIN, Jean-Pierre, *Le maréchal Victor, duc de Bellune. Loyal sous l'Empire, fidèle sous la Restauration*, Paris, Cosmopole, 2006.
143. DE COUSTIN, François, *Louis XIX, duc d'Angoulême*, Paris, Perrin, 2017, p. 267.
144. DE COUSTIN, François, *op. cit.,* p. 231.
145. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 369.
146. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.,* p. 164.
147. GONZÁLVEZ FLÓREZ, Roberto, *op. cit.*, p. 102.

particulièrement au bon état d'esprit de l'armée qu'il commande. De Castellane[148] affirme que le duc d'Angoulême montre une « grande partialité » et cite comme exemple la conversation que le généralissime maintien avec le capitaine Budan qui lui demande quelques faveurs : « Je ne me mêle de rien, et vous sentez bien que si je m'en occupais, ce serait pour mes Espagnols », conclut-il. Lebeaud note dans son recueil qu'il est très proche de ses hommes et s'intéresse à eux : « Son Altesse entrait avec les officiers dans les plus petits détails, causait familièrement avec les soldats, s'informait de leurs besoins, les interrogeait sur leurs services, adressait des paroles flatteuses aux anciens et des encouragements aux nouveaux : sa franchise, son affabilité lui eurent bientôt gagné tous les cœurs[149]. » Le généralissime paraît montrer plus de sympathie envers les officiers issus du rang qu'envers ceux ayant bâti leur carrière dans les couloirs de la Cour. Il estime davantage ses subalternes pour leur instruction, leur souci du détail et leurs états de service que « pour les démonstrations et les empressements de l'état-major[150]. »

Malgré parfois un certain entêtement, Angoulême reste tout de même un bon exécutant. Il essaie d'adopter une conduite la plus conforme aux intentions de Paris. Son bons sens et son esprit modéré sont des atouts pour la délicate mission qu'on lui a confiée, et il maintient toujours une direction énergique et ferme[151]. « Il ne savait jamais qu'obéir au roi », écrit Mme de Boigne[152]. La chancelier Pasquier remarque aussi une certaine réserve du prince qui « n'a qu'un obstacle à vaincre, sa modestie et sa timidité[153]. » Il semble qu'il n'est pas difficile à convaincre et qu'il se dérobe facilement à ses responsabilités : « Quoi qu'il pense et exprime sur la Régence espagnole ou le roi Ferdinand, Louis Antoine finit toujours par céder aux injonctions venues de Paris. À travers Villèle, c'est le roi ou son père qui parlent. Louis-Antoine reste un sujet obéissant de son oncle et roi, un fils respectueux[154]. » On fait aussi part de sa persévérance. La comtesse de Boigne, d'après les dires de son frère qui était aide de camp du prince, souligne « la sage fermeté de

148. DE CASTELLANE, Boniface, *Journal du maréchal de Castellane 1804-1862*, Paris, Plon-Nourrit, 1895, tome 2, p. 9.
149. LEBEAUD, *Souvenirs de l'armée d'Espagne, recueil des actions d'éclat, paroles mémorables, et particularités intéressantes de la dernière campagne de S.A.R. Mgr le duc d'Angoulême*, Paris, Guyot, 1824, p. 5.
150. LITTRE, M et PAULIN, M., *op. cit.,* tome 5, p. 108.
151. DE LA MOTTE ROUGE, Joseph, Édouard, *op. cit.,* tome I, p. 248.
152. NICOULLAUD, Charles, *Récits d'une tante : Mémoires de la comtesse de Boigne*, Paris, Plon, 1907, tome III, p. 114.
153. PASQUIER, Etienne-Denis, *op. cit.,* tome IV, p. 396.
154. DE COUSTIN, François, *op. cit.,* p. 263.

l'ensemble de sa conduite[155]. » Broglie[156] met aussi en exergue cette détermination dans toutes les décisions d'Angoulême :

> « […] le bon sens et l'honnêteté du dauphin, sa présence d'esprit, sa fermeté et sa décision furent admirables ; le mot n'est pas trop fort ; c'est à la résolution qu'il prit sur-le-champ et que lui seul, par caractère autant que par position, pouvait prendre, c'est á la résolution hardie de renvoyer, sans l'entendre, le ministre de la Guerre ; de confier le trésor de l'armée et la direction de tous les services au génie aventureux mais fécond en ressources d'Ouvrard ; de se confier lui-même à la fidélité des officiers généraux qu'on lui dénonçait, et à la puissance qu'exerce l'honneur du drapeau sur le soldat même ébranlé, que fut dû le succès de l'entrée en campagne, et, par-là, celui de la campagne elle-même. »

Lorsqu'il s'agit d'asseoir son autorité dans la capitale espagnole, Angoulême écarte rapidement de la mission le duc de Reggio. « Si quelqu'un y va, ce sera moi », écrit-il le 29 avril à Villèle. Il voit son entrée à Madrid comme une conquête de l'armée : « Comme cette marche sera plus politique que militaire, j'ai pensé qu'il n'y avait que moi qui put y aller[157]. »

La nouvelle de l'entrée des Français à Madrid se répand dans toutes les provinces avoisinantes et génère une adhésion totale : « Ce qu'on racontait […] de la sagesse et de la générosité du Prince généralissime, répandait l'enthousiasme dans tous les cœurs. Des guérillas royalistes, jalouses de servir sous les ordres d'un petit-fils de Henry IV, s'organisaient sur tous les points[158]. » Il est vrai que la présence des troupes françaises a rassuré les partisans du libéralisme, contraints de faire profil bas par peur des représailles.

Le souci de préserver l'intégrité des constitutionnels est la ligne de conduite dictée aux commandants de place. Il faut éviter à tout prix les mesures injustes et arbitraires dans les villes où les forces françaises séjournent, même si peu à peu les autorités royalistes reprennent leurs anciennes fonctions : « le commandement de l'armée m'appartient, mais […] depuis la frontière jusqu'aux portes de Madrid, leur administration a été provisoirement confiée à d'honorables Espagnols dont le Roi connaît le dévouement et la fidélité[159] » écrit le duc d'Angoulême le 23 mai dans une missive à l'attention des Espagnols. Il n'est étonnant d'observer une telle attitude car, comme le souligne Guichen, dans tous ses états le Prince « ne se départit pas un instant de sa prudente réserve, de

155. NICOULLAUD, Charles, *op. cit.,* tome III, p. 118.
156. Broglie, *op, cit,* tome 2, p. 363. Cité par DE COUSTIN, *op. cit.* p. 234.
157. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, Angoulême à Villèle, Vitoria, le 29 avril 1823, p. 399.
158. HUGO, Abel, *op. cit.*, tome 1, p. 253.
159. AMAE, CP, Espagne, vol. 721, pièce 721. Cité par LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 173.

cette attitude à la fois digne et conciliatrice qui avait été la caractéristique de toute sa vie, s'interposant en faveur des vaincus, qu'il traite généreusement[160]. » En témoigne, par exemple, l'ordre qu'il transmet au général Bourmont, commandant supérieur de Cadix, pour faciliter, si nécessaire, l'exil des membres des Cortès afin de protéger leur vie[161]. Mais cette politique de bienveillance et de modération ne plaît guère à tout le monde, notamment à Martignac, qui ne tarde pas à avertir Villèle sur les risques qui peuvent découler de telles mesures. Dans une correspondance du 27 avril, il écrit :

> « Jusqu'ici la peur avait éloigné les hommes connus par l'exagération de leurs opinions révolutionnaires, on les avait déterminé à se cacher. L'esprit de modération, de paix, qui a présidé à tous les actes du prince, et que vous avons communiqué autant que possible au gouvernement provisoire, a rassuré ces hommes. Beaucoup d'entre eux ont reparu et, forts de la sécurité que notre présence leur donne, ils ont affecté de braver la partie saine de la population, qui voit en eux des persécuteurs. La protection qui leur est accordée commence à paraître injuste, et blesse l'opinion royaliste, qui est incontestablement celle de la masse, et qu'il serait bien impolitique d'aliéner[162]. »

Le duc d'Angoulême ne partage pas cet avis consistant à effacer toute trace de constitutionnalisme et pense qu'il faut maintenir un équilibre politique pour que l'Espagne ne retourne pas dans un absolutisme intransigeant. Malgré tout, il suit le jeu de Chateaubriand, très opposé à l'ouverture d'un dialogue avec les Cortès[163]. Une des preuves de l'échec du Prince de concilier les deux partis de la péninsule se manifeste à travers les ordres rédigés dans l'ordonnance d'Andujar, retirés sur-le-champ, ces derniers étant très critiqués aussi bien en France qu'en Espagne. L'objectif de cette ordonnance est de faire cesser les nombreuses arrestations, souvent injustes, réalisées par les agents de la Régence. Même le comte d'Artois, son père, se mêle de l'affaire et lui conseille de ne pas mettre trop de révolutionnaires sous l'égide de l'armée française. Pour le Prince, ces réprobations ne présagent rien de bon. Il assume son *mea culpa* : « Tout le monde peut se tromper, je ne me crois plus infaillible qu'un autre », rapporte Grandmaison. Le même auteur souligne la déception du duc d'Angoulême qui, dans une lettre adressée à Louis XVIII confesse : « Il n'y a rien de bon à faire ici, ce pays se déchirera pendant bien des années, mais, je crois, sans danger pour nous[164]. » Face à cette attitude donquichottesque envers les libéraux, Villèle sert de coupe-feu et cherche toujours à proposer des solutions pragmatiques. Ainsi, le 28 mai, il l'alerte du danger de s'attirer la foudre des royalistes :

---

160. GUICHEN, Eugène, *Le duc d'Angoulême (1775-1844)*, Paris, Emile-Paul, 1909, p. 289.
161. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 366.
162. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, De Martignac à Villèle, Vitoria, 27 avril 1823, p. 384. Extrait en annexe : document 12.
163. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* p. 278.
164. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.,* p. 152.

> « Il faut donc y ménager nos amis sans faiblesses et sans seconder leurs folies, mais aussi sans nous exposer au danger de les mécontenter ou de leur inspirer de la méfiance par trop de bonté pour nos ennemis, qui ne nous en sauraient pas meilleur gré pour cela. Il faut surtout, ce me semble, nous abstenir de nous prononcer sur les questions politiques qui peuvent diviser les Espagnols royalistes[165]. »

Cependant, l'ordonnance trouve aussi des défenseurs dans les rangs royalistes. Le général espagnol Longa semble apprécier fortement la décision du Prince et lui écrit depuis Gijon, le 12 août, pour lui témoigner son accord concernant cette « mesure aussi sage que prudente » qui permettra d'éteindre les passions des nombreuses autorités militaires. Longa souligne dans sa missive les vertus militaires d'Angoulême et sa pertinence politique, qualités fort appréciables auxquelles l'Espagne sera débitrice et, afin de justifier de la conduite du prince, il emploie une métaphore : « à la racine d'une plante luxuriante et feuillue, on y trouve souvent un insecte qui la détruit et la consomme lentement[166]. »

Les sources consultées soulignent les divergences entre les autorités royalistes et le chef de l'Armée des Pyrénées. La Junte d'abord et la Régence ensuite, affichent souvent leur désaccord en termes de protection constitutionnelle. Cette animosité est réciproque, car les agissements des absolutistes rendent le duc d'Angoulême encore plus sceptique sur l'aboutissement du conflit. Lors d'une réunion tenue le 20 juin avec le duc de l'Infantado et Calderón, il menace même de se retirer de Madrid si la Régence continue à faire des proclamations sans son autorisation. Il estime que le contenu de ces documents est arbitraire et « digne de la Convention. » Deux jours plus tard, il rend compte à Villèle de son entretien avec le duc de l'Infantado :

> « Je lui ai dit qu'étant chargé de maintenir la tranquillité dans le pays, je ne souffrirais pas de mesures aussi arbitraires ; que leur projet d'otages était digne de la Convention ; que je ne souffrirais pas davantage des confiscations ; que s'il y avait des coupables depuis qu'ils étaient installés en Régence, ils pouvaient les faire arrêter, et juger par les tribunaux ; mais que je m'opposerais à toutes mesures arbitraires qui ne serviraient qu'à exciter les passions et à animer les partis ; que leur sévérité envers les miliciens augmentait le nombre de nos ennemis ; que j'exigeais qu'ils agissent de concert avec moi, et qu'ils ne prisent aucune mesure, et ne publiassent aucun décret sans me l'avoir communiqué deux jours auparavant[167]. »

165. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, Villèle à Angoulême, Paris, 28 mai 1823, p. 523.
166. Lettre du général Longa à Angoulême (en espagnol), Gijon, 12 août 1823. SHD, GR. D1-20. "A la raíz de una planta lozana y frondosa, se cría muchas veces un insecto que la destruye y lentamente la consume."
167. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Angoulême à Villèle, Madrid, 22 juin 1823, p. 116.

Le duc d'Angoulême fait usage de tout son pouvoir pour mettre un terme aux emprisonnements discriminatoires menés par la Régence qui cherche par tous les moyens à faire échouer la politique protectrice de l'armée française. Il tente en vain de faire comprendre aux dirigeants royalistes la nécessité de rassurer les populations et de calmer la colère entre partis : « n'ayant pu réussir, malgré mes tentatives réitérées, à lui faire adopter la marche que je regardais comme indispensable […] je me suis cru obligé à avoir recours au pouvoir dont je suis investi », note-t-il à propos de l'ordonnance rédigée à Andujar[168]. Mais il n'est pas le seul à condamner les abus des royalistes, la plupart des officiers partagent son attitude bienfaisante. D'ailleurs, les proclamations écrites à l'attention des Espagnols par les commandants de place français suivent déjà, en quelque sorte, l'esprit de l'ordonnance d'Andujar. Les réclamations quotidiennes des modérés trouvent écho chez le duc d'Angoulême, confronté depuis le début de la campagne à une dichotomie : couper les fonds versés aux royalistes ou leur permettre d'agir impunément suivant leur bon vouloir ? L'analyse de ses correspondances avec Villèle montre une constante demande d'instructions face à sa position fort délicate[169]. Enfin, à Paris on connaît très bien la situation en Espagne grâce aux nombreux rapports émanant des différents ministères et aux renseignements fournis par les agents présents sur place. Au mois de juin, Villèle, préoccupé par l'air rancuneux des royalistes, envoie une lettre au duc d'Angoulême en lui demandant de tenir bon et de ne pas sortir de ses gonds :

> « Je m'afflige de toutes les tribulations qu'épreuve V.A.R. de ce côté ; vous êtes au milieu de gens ivres de rage et de terreur des dangers auxquels ils sont réciproquement exposés ; la conduite des Cortès tient du délire, celle de la Régence n'est pas mieux calculée. L'armée française, au milieu de cela, doit faire constamment ses efforts pour calmer et maintenir l'ordre : elle n'est pas ivre comme les autres, les écarts lui seraient bien moins pardonnables. V.A.R., qui la commande, me semble devoir surtout être armée d'une grande patiente et de beaucoup de calme envers les fous dont elle est entourée ; ils sont vraiment plus dignes de pitié que de colère, et Monseigneur les gouvernera bien mieux avec l'un qu'avec l'autre de ces instruments[170]. »

Les rapports avec Ferdinand VII semblent être aussi tendus. Quelques mois avant l'assaut du Trocadéro, le duc d'Angoulême sollicite des instructions précises à Villèle sur la conduite à tenir avec le Roi : « Quand le roi sera libre, dois-je exiger de lui qu'il donne une déclaration annonçant des institutions plus ou moins positives, ou dois-je attendre qu'il soit arrivé à Madrid ?[171] » Mais après avoir à nouveau les pleins pouvoirs, Ferdinand VII

168. AMAE, CP, Espagne, Vol. 723, pièce 146. Cité par LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 277.
169. GONZÁLVEZ FLÓREZ, Roberto, *op. cit.,* p. 138.
170. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 26 juin 1823, p. 150.
171. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Angoulême à Villèle, Madrid, 27 juin 1823, p. 153.

entame une politique peu indulgente et vindicative. La critique du Prince ne tarde pas à se manifester, et celui-ci écrit une lettre au Roi pour dénoncer les arrestations et édits arbitraires qui risquent de nuire fortement aux efforts entrepris par la France pour rétablir la paix et la tranquillité[172]. Bien qu'il ne veuille pas se mêler des affaires internes de l'Espagne, le Prince propose néanmoins quelques mesures indispensables pour amenuiser les vexations et les injustices envers les constitutionnels. Il semble que la situation le fatigue. Dans un courrier envoyé à Villèle le 27 octobre, il note : « Je suis plus décidé que jamais à repartir le 4 avec mes troupes et à ne pas attendre S.M.C. à Madrid. Je lui ai dit tout ce que je pouvais lui dire[173]. »

La campagne terminée, le roi Ferdinand VII écrit au duc d'Angoulême le 12 octobre pour lui offrir le palais de Buena Vista à Madrid et lui concéder le titre de prince du Trocadéro. Cependant, le duc d'Angoulême lui répond d'une manière polie et refuse. Il estime que sa situation de « fils de France » va au-delà, et il ne voit pas d'un bon œil le fait d'accepter les faveurs accordées par un souverain étranger. D'ailleurs, il n'est pas homme à aimer les flatteries. Lors de son retour en France, il demande à diriger uniquement le service de la gendarmerie. Il écrit à Villèle pour que son voyage « se passe comme les autres. » Point de réceptions ni de cérémonies. Pas de gardes nationales ni d'autorités locales[174]. Bien évidemment cette attitude ne plaît pas à tout le monde, surtout au roi Louis XVIII qui, par l'intermédiaire de Villèle, lui conseille de se plier « un peu » aux exigences protocolaires :

> « […] se refuser entièrement à l'ennui des témoignages d'affection et de reconnaissances que voient attirer sur V.A.R. les brillants services qu'elle vient de rendre, ce serait ne pas suivre le précepte de l'apôtre ; ce serait affliger les populations empressées à exprimer des sentiments légitimes et louables ; ce serait ne pas pousser jusqu'au bout le sacrifice si admirable que Monseigneur fait depuis huit mois aux intérêts de son pays, au service du Roi[175]. »

Ainsi, il ne peut pas échapper aux nombreuses réceptions faites par la ville de Paris lors de son retour. Spectacles et dîners sont au rendez-vous et les décors dans les différents lieux mettent en valeur les faits d'armes de l'armée. Le duc se plie, malgré lui, à ces marques de reconnaissance, mais il explose lorsqu'on le fait monter sur un bucéphale, à la porte Maillot, de sorte à réaliser son entrée en grande pompe : « Me voilà à cheval pour la plus grande fanfaronnade vue depuis don Quichotte », confesse-t-il à son écuyer, le duc

172. LEBOURLEUX, André, *La croisade des Cent Mille Fils de Saint Louis*, Coulommiers, Dualpha, coll. « Vérités pour l'histoire », p. 206, p. 231.
173. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Angoulême à Villèle, Madrijelos, 27 octobre 1823, p. 478.
174. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Angoulême à Villèle, Madrijelos, 27 octobre 1823, p. 479.
175. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 2 novembre 1823, p. 493.

de Guiche[176]. En Espagne, le duc d'Angoulême reçoit également de nombreuses marques de considération. Durant le mois de décembre lui sont envoyées de chaleureuses missives, aussi bien de la part du Conseil de Castille que des Grands d'Espagne, où toutes les personnalités royalistes veulent y apposer leur signature[177].

Le 2 décembre 1823, Angoulême fait son entrée à cheval à Paris. L'aventure espagnole, pour lui, est conclue. L'image qu'il laisse dans la péninsule est celle d'une personne ouverte et clémente qui s'est toujours montrée protecteur aussi bien avec ses hommes qu'avec les Espagnols, sans tenir compte des idéologies politiques de ces derniers. Comme l'affirme Lebeaud, il semble avoir pris pour modèle Henry IV : « c'était la même bonté, la même franchise, la même générosité[178]. » Toutefois, si la personnalité du prince est un gage de réussite de la campagne, il n'est pas moins vrai que l'armée qui l'a suivi, malgré la grande hétérogénéité des hommes, a contribué grandement au succès de l'expédition. Lesur note que la confiance du prince a laissé une empreinte positive parmi les troupes : « il n'y eut plus qu'un esprit, qu'un objet et qu'un vœu, de marcher en avant, de montrer au Prince, au Roi, à la France, à l'Europe, qu'il existait encore une armée française[179]. » C'est cette Armée des Pyrénées qui sera accueillie en grande pompe partout en Espagne.

2.2.2. Une armée en quête de reconnaissance

L'Armée des Pyrénées n'est certes pas celle de l'Empire. Elle n'a pas autant de prestige ni d'expérience au combat[180]. Armand Carrel note que cette armée de cent mille hommes est sûrement beaucoup plus instruite et disciplinée que ne l'était celle de Napoléon, constamment en guerre et n'ayant pas le temps de s'éduquer[181]. Elle sort triomphante et respectée, laissant en général un bon souvenir dans l'esprit des Espagnols, très méfiants à l'égard des ingérences étrangères. Il n'est pas étonnant que Ferdinand VII, ses pleins pouvoirs à peine rétablis, dédie ses premiers mots au succès de « l'entreprise hardie de

176. DE CASTELLANE, Boniface, *op. cit.,* tome I, p. 467.
177. LEBOURLEUX, André, *op. cit.,* p. 220.
178. LEBEAUD, *op. cit.,* p. 137. Cité par LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 184.
179. LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* 1823, p. 139.
180. Pour l´étude de l'armée française : GIRARDET, Raoul, *La Société militaire de 1815 à nos jours*, Paris, Pocket, coll. « Agora », 2001 ; CHALMIN Pierre, *L'Officier français de 1815 À 1870*, Paris, M. Rivière et Cie, 1959 ; BRUYÈRE-OSTELLS Walter, « Les officiers de la Grande Armée dans l'Espagne libérale de 1823 », *Revue de l'Institut Bruyère Napoléon*, 186, 2001, p. 55-78 ; BRUYÈRE-OSTELLS Walter, *La Grande armée de la liberté*, Paris, Tallandier, 2009.
181. LITTRE, M et PAULIN, M., *op. cit.,* tome V, p. 112.

mon cousin le duc d'Angoulême et de sa vaillante armée[182]. » L'encadrement semble être choisi avec un esprit de conciliation entre les « anciens de la Grande Armée » et les nouvelles recrues : « la parfaite harmonie régnait entre les soldats de la Vendée et ceux de la révolution ; toutes les opinions étaient fondues […] la politique ne fît naître une seule querelle », affirme Lebeaud[183]. Parmi les chefs, on remarque l'absence du Maréchal Soult, vétéran de la précédente campagne d'Espagne, souffrant encore d'une mauvaise réputation[184]. Macdonald, qui avait été fait maréchal par Napoléon, n'est pas du voyage, malgré les recommandations de Chateaubriand : « Monseigneur le duc d'Angoulême devrait commander l'armée et avoir sous ses ordres un maréchal de France : le maréchal Macdonald est naturellement indiqué ; il jouit d'une réputation qui donnerait de la confiance aux soldats, et en même temps il n'est pas, comme d'autres maréchaux, odieux à la nation espagnole[185]. »

Si pour Chateaubriand la guerre d'Espagne est l'événement notoire de sa vie politique, pour Angoulême, il s'agit avant tout d'une « gigantesque entreprise. » Ce dernier devient généralissime, c'est donc pour lui une occasion unique de briller. « Ce prince, – écrit le comte Ferrand – que bien des gens, surtout depuis 1816, s'étaient obstinés à méconnaître, allait enfin avoir l'occasion de montrer tout ce qu'il était[186]. » Angoulême tire profit de son pouvoir. Il aime son armée, mais il veut surtout en rester maître et ne pas se retrouver dans l'ombre de l'un de ses généraux réputés durant le temps de l'Empire. La composition de son état-major semble être organisée de sorte à assurer le succès de l'expédition. Il s'entoure d'hommes fidèles et il veut être au premier rang. Il confesse à Pasquier : « Je ne veux auprès de moi qu'un chef d'état-major qui soit sous mes ordres et qui, sans que personne ne puisse en douter, ne fasse que les exécuter[187]. » Il a une totale confiance en ses hommes et ne doute point de la capacité de l'armée qu'il commande. « Ce n'est pas que je présume de mes talents, mais j'apprécie ceux des généraux que le roi me donne. J'ai une haute idée de la valeur française, et quant aux craintes qu'on voudrait m'inspirer sur l'esprit de l'armée, je ne les partage point », confie-t-il au comte Ferrand. Il porte en grande estime l'armée et ne doute pas de sa propre personne : « Je suis sûr que l'armée m'aimera, parce que je suis sûr que je l'aimerai et que j'en aurai grand soin » rapporte

182. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 214.
183. LEBEAUD, *op. cit.,* p. 6.
184. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 37 et 202.
185. CHATEAUBRIAND, François-René de, *op. cit,* p. 149.
186. DE BROC, vicomte, *Mémoires du comte Ferrand, ministre d'état sous Louis XVIII*, Paris, Alphonse Picard et Fils, 1897, p. 282.
187. PASQUIER, Etienne-Denis, *op. cit.*, tome V, p. 482.

Ferrand dans ses *Mémoires*[188]. L'une de ses premières proclamations est d'ailleurs adressée à ses hommes. « Soldats. J'arrive parmi vous » […] Je veillerai à tous vos besoins », annonce-t-il[189].

Lebourleux analyse la composition de cette armée et en tire quelques réflexions : une forte majorité des officiers généraux ont servi dans les armées napoléoniennes. Parmi eux, plus de la moitié font partie de l'armée d'Espagne sous l'Empire[190]. Ceci ne passe pas inaperçu dans la presse espagnole qui ne voit dans le choix de ces hommes que de la peur : « En vain, ils essaient de placer des noms illustres dans les fastes de la guerre à la tête de l'armée française, car pour les hommes de compréhension, c'est une preuve supplémentaire de la peur et de la faiblesse de ceux qui les choisissent[191]. » Comme l'observe Armand Carrel dans son ouvrage « De la guerre d'Espagne en 1823 » :

> « De vieux généraux dont on n'avait pas cru pouvoir se passer dans la guerre, et qu'on avait rappelés après une disgrâce qui datait de 1814, se croyaient obligés, en réapparaissant à la tête des brigades et des divisions, de faire leurs preuves de bons sentiments […] il y avait dans l'armée une classe d'officiers qui n'appartenait qu'à la restauration. C'étaient des jeunes gens sortis depuis 1820 des écoles militaires, ou des sous-officiers promus dans les corps. Presque toutes les sous-lieutenances de l'armée et une partie des lieutenances de l'état-major étaient à eux. Ils avaient l'instruction et l'aplomb des vieux officiers[192]. »

Néanmoins, ceux qui ont laissé dans la péninsule un mauvais souvenir de par leur attitude sont écartés de l'expédition. On ne veut compromettre l'image de cette nouvelle armée libératrice[193]. C'est au comte Guilleminot, major-général de l'Armée des Pyrénées que revient une grande partie de la réussite de la campagne. C'est un militaire au comportement tempéré mais ferme. Il prodigue de sages conseils à Angoulême et veille à une discipline sans faille au sein de l'armée. De Bussy, souligne dans ses souvenirs les compliments qu'adresse, en plein parlement anglais, Cunning au bras droit du duc d'Angoulême[194]. L'auteur retrace brièvement la mission des principaux chefs :

> **«** Le commandant en chef du 1er corps, le maréchal duc de Reggio, n'eut que peu d'occasions de se signaler pendant la campagne […] le commandant en chef du 2e corps, le lieutenant général comte Molitor, parcourut une grande partie de l'Espagne […] Le commandant en chef du 3e corps, le prince de Hohenlohe, n'eut d'autre mission que d'assurer les communications

188. DE BROC, Vicomte, *op. cit.*, p. 282.
189. HUGO, Abel, *op. cit.*, tome I, p. 115.
190. LEBOURLEUX, André, *op. cit.*, p. 78-79. L'auteur insère une brève biographie de ces officiers généraux, p. 249.
191. *El Universal*, 3 avril 1823. Extrait en annexe : document 13.
192. LITTRE, M et PAULIN, M, *op. cit.,* tome. V, p. 105.
193. LEBOURLEUX, André, *op. cit.,* p. 73.
194. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.*, p. 511.

> entre Irun et Madrid et de continuer le blocus de Saint-Sébastien. […] Le commandant en chef du 4e corps, le maréchal duc de Conegliano, eut pour théâtre la Catalogne et pour adversaire Mina […] Le commandant en chef du 5e corps, la maréchal marquis de Lauriston, qui n'entre en Espagne que quelques mois après le gros de l'armée, prit Pampelune ; et c'est à cette conquête que s'est bornée son action. »

Parmi eux, la figure du maréchal Moncey, alors âgé de près de soixante-dix ans, ressort étrangement. Ce dernier va pour la troisième fois en Espagne. Expérimenté et humain, il laisse un bon souvenir parmi les Espagnols : « Là, digne de sa réputation, il fut actif, juste, respecté des populations qu'on allait contraindre et non conquérir ; aimé de ses soldats nouveaux…[195] » Pour le duc de Conegliano, ni l'âge ni les infirmités ne sont un obstacle pour bien servir, seul compte son dévouement : « Il s'est rendu aux ordres du Roi aussitôt leur réception », écrit de Castellane[196]. De féroces critiques lui sont adressées. Elles sont publiées par l'*Indicador Catalan* et reprises par le *Nuevo Diario de Madrid* le 6 avril. Le correspondant espagnol à Perpignan écrit le 21 mars :

> « […] Il y a deux jours que le vieux, rachitique et goutteux maréchal Moncey est arrivé dans cette place, il vient prendre le commandement de cette armée. Nous pensions que ce militaire était un Français […] mais la bassesse d'accepter une affectation contre l'Espagne sous le gouvernement actuel nous prouve qu'il est dégoûtant, et c'est ainsi que nous lui ferons voir lorsque le cas se présentera[197]. »

Le maréchal Oudinot semble avoir souffert psychologiquement, d'après le témoignage de son épouse. Elle raconte à ses enfants quelques passages des récits de guerre de son mari : « Cette campagne fut toute politique pour votre père ; je me hâte de vous rappeler qu'il n'y fut pas blessé, parce qu'il ne se battit point ; mais si, physiquement, il fut épargné, il eut bien à souffrir moralement[198]. » En effet, le duc de Reggio a la délicate tâche de contenir Madrid, où les discordes politiques sont fréquentes. Il déploie son tact habilement, ainsi que son humanité et son esprit de conciliation dans sa tâche en pleine symbiose avec les idées du prince.

Les maréchaux, à défaut de s'illustrer lors de grandes batailles durant leur campagne en Espagne, appliquent les directives du prince : veiller à l'ordre public et garantir l'intégrité des vaincus. Ainsi, certains proposent d'être indulgent avec les constitutionnels et de les

195. CHÉNIER, Louis, Joseph, Gabriel de, *Éloge historique du maréchal Moncey, duc de Conegliano*, Paris, Libraire militaire de J. Dumaine, 1848, p. 93.
196. DE CASTELLANE, Boniface, *op. cit.* t. 1, p. 453.
197. *Nuevo diario de Madrid*, 6 avril 1823. Extrait en annexe : document 14.
198. STIEGLER, Gaston, *Récits de guerre et de foyer : le maréchal Oudinot, duc de Reggio, d'après les souvenirs inédits de la maréchale*, Paris, Plon-Nourrit, 1894, p. 440.

protéger en cas de reddition. Le commandant du 3e corps, le prince de Hohenlohe, signe le 28 avril une proclamations en ce sens[199]. Cette modération vantée par le duc d'Angoulême et mise en œuvre par ses subalternes peut se traduire en des termes politiques, explique Larroche[200]. En effet, le prince préconise comme solution aux maux de l'Espagne des mesures d'amnistie et l'établissement des institutions modernes de représentation nationale. Bien évidemment, ces projets ne sont pas vus d'un bon œil par tout le monde.

Au sein de l'armée, il existe parfois des divergences. Il semble que certains officiers ne sont pas très heureux d'y servir et critiquent le peu d'expérience aussi bien de leurs supérieurs que de la troupe. Ils considèrent que la campagne menée est dangereuse. Le duc d'Angoulême souffre aussi de ces diffamations[201]. Nous savons, par exemple, que le lieutenant-colonel Huson manifeste « la plus mauvaise humeur d'être venu à l'armée malgré lui » et qu'il se montre très sceptique quant à l'issue des combats[202]. Mais il y a aussi ceux qui, comme Fantin des Odoars, reviennent en Espagne pour des raisons personnelles et désirent s'engager dans l'aventure espagnole : « Il faut sortir de cette fausse position, et, pour cela, il n'y a que la guerre. Elle mettra chacun à sa place. Je m'attends donc à quitter l'Alsace pour cette infernale Espagne, à laquelle je pensais avoir dit un éternel adieu, il y a 12 ans[203]. » De Castellane voit, comme les colonels Castelbajac et d'Argout, des régiments de dragons et de chasseurs, sont dévoués. Le 2e cuirassiers est également désigné, mais l'engouement de Lauriston – son colonel – à son propos, est en demi-teinte : il « aurait tout autant aimé rester. Il me l'a témoigné », note de Castellane dans son journal[204]. Le comte de Salaberry parle même d'une conspiration, au sein des troupes, annoncée pour les premiers jours de leur entrée en Espagne, mais la plus grande majorité reste fidèle à la Restauration : « L'armée n'était pas traître, mais il y avait des traîtres parmi les hommes de l'armée[205]. » En général, une pensée unique peuple les rangs, écrit Armand Carrel, celle de servir, car ce n'est pas une guerre comme les autres mais une mission à caractère politique. Dans ce contexte, l'armée reste à la hauteur des enjeux : « son indifférence pour les passions qui s'agitaient autour d'elle, ses égards pour

199. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 253.
200. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 296.
201. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 65.
202. SUAREZ, Federico, « Un royaliste à l'armée d'Espagne (1823-1824) », *Revue Rétrospective*, p. 169.
203. FANTIN DES ODOARS, Louis Florimond, *Journal du général Fantin des Odoars, Étapes d'un officier de la Grande Armée 1800-1830*, Paris, Plon-Nourrit, 1895, p. 474.
204. DE CASTELLANE, Boniface, *op. cit.*, tome I, p. 452. Les régiments désignés pour former partie de l'Armée des Pyrénées étaient sélectionnés par tirage au sort, précise-t-il.
205. SALABERRY, Comte de, *op. cit.*, p. 30.

les habitants des deux opinions, tout en elle était parfait de mesure et d'esprit de conduite[206]. »

Dans le corps des officiers subalternes l'envie de participer à la campagne militaire, de mettre en valeur ses compétences et d'obtenir de l'avancement se font sentir[207]. C'est aussi l'avis du maréchal de Castellane qui le précise dans ses mémoires : « Une campagne fera grand bien ; cela donnera l'occasion à ceux qui ont attrapé des épaulettes d'officier supérieur, sans avoir vu le feu, de faire leurs preuves ; c'est nécessaire même pour leur satisfaction personnelle[208]. » Armand Carrel, officier ayant démissionné pour défendre la cause constitutionnelle dans la péninsule, entrevoit les deux issues possibles de l'expédition : « La guerre d'Espagne ne put s'offrir, à eux qui avaient fait de grandes choses, que comme une guerre de police, une occupation à l'autrichienne, sans combats, si les Espagnols imitaient les patriotes napolitains, et pleine de dangers, sans compensation, s'ils résistaient comme en 1808[209]. » Pour d'autres, l'allégresse n'est pas au rendez-vous. Un officier d'artillerie brosse un tableau, plutôt pessimiste, de ses camarades d'arme. Dans la missive qu'il adresse le 22 décembre 1823 au colonel de Cacharel, alors directeur de l'artillerie à Nantes, il écrit : « il y a bien peu d'officiers, surtout dans l'artillerie, qui raisonnent juste sur tous ces événements, et la plupart ont plutôt l'air d'être les vaincus que les vainqueurs, dans cette circonstance[210]. »

La perception de l'armée française par les Espagnols est en général positive si l'on tient compte des nombreuses marques d'affection reçues par les cadres et soldats, notamment dans les villages où ces témoignages sont parfois exagérés et ridicules. Toutefois, des menaces proférées à l'encontre les troupes persistent dans certaines villes. Le lieutenant-général Grundler, du 1e corps, note un danger permanent et signale que les fanatiques sont toujours prêts à tuer des soldats[211]. Des sociétés secrètes fomentent ce type d'actes, c'est en tout cas ce que reflète une communication faite à Angoulême le 22 octobre : « que leur intention est de se livrer aux réactions les plus coupables et les plus impolitiques, aussitôt l'éloignement de V.A.R. ; que dans leur délire insensé, les hommes qui préparent ces scènes d'horreur, croient la présence des troupes françaises inutiles pour contenir

206. LITTRE, M et PAULIN, M, *op. cit.* tome V, p. 111.
207. GUILLON, Édouard, *op. cit.,* p. 294.
208. DE CASTELLANE, Boniface, *op. cit.,* p. 453.
209. LITTRE, M et PAULIN, M, op. cit. tome V, p. 105.
210. SUAREZ, Federico, *op. cit.,* p. 167.
211. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 271.

leurs ennemis, et que loin doit redouter leur éloignement, ils sont prêts à le provoquer[212]. » C'est dans ce contexte d'insécurité que Bourmont apparaît comme le général le plus à même de commander le corps d'occupation. Déjà, en septembre 1823, Angoulême envisage de le destiner à Cadix grâce à son « esprit très conciliant. » Dans une missive adressée à Villèle, il note : « Bourmont est l'homme le plus fait pour commander l'armée d'occupation. Il plaît aux Espagnols, et je suis sûr qu'il sera bien vu du roi[213]. » Le duc de Reggio, Hohenlohe et Molitor ne sont pas du même avis que le prince.

L'image de l'armée française dans la presse espagnole diverge suivant les tendances idéologiques du journal. L'armée est critiquée, moquée, ou au contraire respectée. Au mois de février, par exemple, *El Espectador* évoque dans ses pages une guerre impopulaire et infâme et remet en question la qualité des soldats lorsqu'ils ne sont pas bien commandés. On y brosse un portrait négatif de l'encadrement :

> « L'armée française a d'autre part une composante plus hétérogène. De vieux militaires, des nobles émigrés qui n'ont pas la moindre expérience de la guerre, de vieux soldats qui l'ont faite sous les armées de Napoléon et qui se sentent humiliés par le gouvernement actuel; de jeunes inexpérimentés avec toute la pétulance de leur âge, voici les éléments de l'armée française [...] L'armée française n'est pas un corps solide et compact, et comme on ne choisit pas pour chefs les militaires les plus expérimentés ou les plus courageux mais plutôt ceux de principes plus *monarchiques*, on peut dire qu'elle est mal commandée et dirigée[214]. »

La troupe n'est pas, non plus, épargnée. Le même journal écrit le 16 mars que les soldats vus jusqu'à présent sont « des jeunes hommes qui ont leur âme dans leurs talons », qu'ils rêvent de la guerre d'Espagne et voit partout des poignards, des couteaux, du venin, ou d'autres armes avec lesquelles les Français seront reçus dans la péninsule[215]. Un journal du même bord, le *Nuevo diario de Madrid*, s'interroge sur les effectifs de l'Armée des Pyrénées : Quelle force serait nécessaire pour conquérir toute l'Espagne ? Puis il la compare à l'armée impériale : « Cent mille hommes, ce sont encore moins que les six cent mille qui ont envahi la péninsule à l'époque de Napoléon, et qui ont péri aux mains de nos

212. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 22 octobre 1823, pp. 473-474. Extrait en annexe : document 15.
213. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Angoulême à Villèle, Santa María, 4 octobre 1823, p. 441.
214. *El Espectador*, 2 février 1823. « El ejercito francés es por otra parte el compuesto más heterogéneo. Viejos militares, nobles emigrados que no tienen la menor experiencia de la guerra ; viejos militares que la han hecho en los ejércitos de Napoleón y que se ven humillados por el gobierno actual; jóvenes inexpertos con toda la petulancia de la edad, he aquí los elementos del ejército francés [...] El ejército francés no es un cuerpo sólido y compacto, y como no se eligen por jefes los militares de mas experiencia o mas valor, sino los de principios mas *monárquicos* se puede decir que está mal mandado y dirigido. »
215. *El Espectador*, 12 mars 1823.

braves troupes[216]. » Il passe ensuite en revue la qualité des troupes, jugées peu chevronnées :

> « Le plus ancien soldat de l'armée française a commencé son service sous le règne des Bourbons, c'est-à-dire lorsque la fleur de Lys avait remplacé l'aigle impériale et que les lauriers ne poussaient pas sur le sol de la France. Ces hommes sans enthousiasme, sans expérience, sans fierté nationale, ne sont pas commandés par les colonels couverts de blessures, habitués au feu, habiles dans la tactique, assoiffés de gloire et dignes en tout du héros sous lequel ils ont été formés. »

Le courage de l'infanterie est aussi remis en question dans *El Universal*. Dans une lettre datée du 12 avril, l'auteur raconte que « le moindre bruit l'effraie, et il n'y a pas de soldat qui ne pense pas voir un tromblon ou un poignard caché sous chaque cape[217]. » Ces soldats peuvent-ils vaincre le peuple espagnol ? *El Zurriago* répond à la question en rappelant la période Napoléonienne :

> « Cette nation héroïque qui avait réduit en poussière les troupes endurcies de Marengo et de Iena ; cette nation qui avait repoussé les cinq cent mille soldats envoyés par le génie même de la guerre, pouvait-elle maintenant être vaincue par seulement cinquante mille conscrits, novices dans l'art des batailles, et envoyés par un Bourbon stupide et lâche ? Loin de nous cette idée d'opprobre[218].»

La critique à l'encontre des officiers ne manque point de couleurs : Dans quels combats se sont illustrés les Damas, les Bordessoulle, les Autichamp ? se demande-t-on. Il est question du maréchal Victor, mais ce n'est pas un Suchet, un Soult, un Davout, précise le journal. Quelques mots mettent en évidence la capacité du chef de l'armée : « Nous ne voudrions pas atteindre un autre terme de la comparaison car il touche déjà la ligne du ridicule. Le chef des armées françaises en 1808 était Napoléon : le chef des armées françaises en 1823 est le duc d'Angoulême. La différence est grande[219]. » Face aux détracteurs, les « ultras » publient toute une liste de militaires illustres – tels que vicomtes, barons et marquis – qui accompagnent le généralissime dans l'aventure

---

216. *Nuevo Diario de Madrid*, 1er février 1823. « El más antiguo soldado del ejército francés empezó sus servicios bajo el imperio de los Borbones, es decir cuando habían sucedido las lises a las águilas y cuando no crecían laureles en el suelo de la Francia. Estos hombres sin entusiasmo, sin experiencia, sin orgullo nacional, no están mandados por aquellos coroneles cubiertos de heridas, acostumbrados al fuego, hábiles en la táctica, sedientos de gloria y dignos en un todo del héroe en cuya escuela se formaron. »
217. *El Universal*, 18 avril 1823.
218 *El Zurriago*, nº83-84, 1823. « Y... ¿Podemos ser vencidos? Aquella nación heroica que redujo a polvo las huestes aguerridas de Marengo y Jena; aquella nación que rechazó a quinientos mil soldados mandados por el genio mismo de la guerra, ¿pudiera ahora ser vencida por solo cincuenta mil conscriptos, bisoños en el arte de los combates, y mandados por un Borbón imbécil y cobarde? Lejos de nosotros esta idea de oprobio. »
219. *Nuevo Diario de Madrid*, 1er février 1823.

espagnole. Pour le général de la Motte Rouge, cette « jeune armée d'Espagne », comme il la qualifie, est commandée par des chefs distingués et ayant de l'expérience au combat. «N'étaient-ils pas les hommes les mieux choisis ? » s'interroge-t-il[220].

Si l'armée des Pyrénées se révèle être une armée efficace, grâce notamment au professionnalisme de ses cadres, il n'est pas moins vrai que l'attitude et la discipline de la troupe, guidée avec une main de fer – mais hautement humaine – par le duc d'Angoulême, a largement contribué à réduire le nombre des conflits avec les Espagnols. La discipline est l'un des piliers de réussite de cette expédition militaire.

2.2.3. Une discipline militaire bien maîtrisée

Tout est en place pour donner à l'armée des Pyrénées une allure militaire et dispenser une discipline sévère. Le comportement des soldats en campagne demeure l'une des préoccupations du commandement. Les pillages, les vexations et toutes sortes d'abus commis autrefois par les troupes napoléoniennes ont laissé un très mauvais souvenir parmi la population de la péninsule. La logistique joue un rôle très important. Une attention bienveillante est portée sur la troupe, on fait des efforts pour qu'elle ne se sente pas délaissée. « On la nourrissait bien ; on l'habillait mieux que ne le furent jamais les soldats français ; on avait soin de ses logements ; on ne la faisait marcher qu'à propos, en ménageant tout pour qu'elle fût peu fatiguée, pour qu'elle n'eût qu'à occuper le poste abandonné par l'ennemi, et rarement à l'emporter », note Armand Carrel[221].

Pour redorer l'image des Français, le duc d'Angoulême se montre très proche de ses hommes mais n'hésite pas à prendre des sanctions particulièrement drastiques en cas d'écarts de conduite des militaires sous ses ordres. Il ne veut pas de faux pas en Espagne. Larroche, citant le journal *La Quotidienne*, écrit : « il est adoré [Angoulême] ; il est impossible de voir un prince meilleur : il s'occupe du soldat, encore du soldat, et toujours du soldat[222]. » Cette attachement vers ses subalternes est souligné également dans un recueil de notes sur l'Espagne, publié en 1824 :

220. DE LA MOTTE ROUGE, Joseph, Édouard, *op. cit.,* tome. I, p. 248.
221. LITTRE, M et PAULIN, M, *op. cit.,* tome V, p. 111.
222. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 112.

> « Avant de faire la conquête de l'Espagne, il fait, dès les premiers jours, celle de son armée ; elle est à lui, et sur le champ il lui imprime un caractère absolument nouveau […] ce n'est pas la valeur de nos soldats qu'il faut faire remarquer ici : qui ne l'aurait garantie à l'avance ? Ce n'est pas non plus leur fidélité : un ministre est du petit nombre de ceux qui en avaient douté. C'est une discipline si belle…[223] »

La conduite irréprochable des soldats est souvent mise en avant dans les correspondances et les rapports officiels. Dès la deuxième semaine en Espagne, on s'aperçoit, avec étonnement même, de leur attitude très professionnelle : « nos soldats se conduisent d'une manière si admirable que personne n'en revient[224]. » Le meilleur esprit règne donc parmi la troupe. Pour Saint-Chamans, qui commande une division de cavalerie, le comportement joue un rôle très important dans la suite de la campagne : « nos succès dépendaient beaucoup plus de la bonne discipline de nos troupes que des combinaisons stratégiques de notre général[225]. » Il n'est donc pas surprenant de voir les soldats recevoir, lors des étapes de route, des boissons de la part des habitants ainsi qu'un accueil chaleureux : « Les soldats français étaient reçus dans tous les lieux où ils pénétraient comme des amis et des libérateurs ; les populations entières accouraient sur les routes pour les saluer à leur passage, et leur offrir des rafraîchissements[226]. »

Les premiers rapports des chefs des différents corps d'armée soulignent un comportement exemplaire à tous les échelons. Le maréchal Moncey, à qui revient la tâche bien difficile de s'aventurer en territoire catalan où la plupart des habitants semble être attachés à la Constitution, note dans son rapport du 18 avril : « […] la conduite des troupes mérite les plus grands éloges. Les habitants sont traités avec égards, tout est payé comptant[227]. » Quelques officiers envoyés en mission sur le territoire rapportent les dires des populations locales à propos des soldats français. Ainsi, le capitaine Maux, qui parcourt la région de Tolosa à Tudela, note dans sa correspondance : « Partout on m'a témoigné la plus grande satisfaction sur la conduite du corps de troupe qui me devançait[228]. » Il remarque aussi l'absence de « traînards » parmi les troupes et le bon ordre des colonnes militaires sur les routes. Cette discipline fait l'objet de moquerie de la part de la presse, notamment *El Universal*, qui écrit dans ses pages : « En regardant l'ordre avec lequel cette armée marche en formation, on dirait qu'elle est prisonnière, car dans

223. Note sur la situation de l'Espagne, p. 7.
224. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, Angoulême à Villèle, Mondragón, 16 avril 1823, p. 343.
225. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 430.
226. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome I, p. 131.
227. Rapport du maréchal Moncey, 18 avril 1823. SHD. GR D1-7.
228. Extrait d'une lettre du capitaine Maux, de l'état-major général, 21 avril 1823. AMAE, CP, Vol. 725, feuille 98.

l'avant-garde et aux flancs se trouvent les factieux, et dans l'arrière-garde 40 gendarmes[229]. »

Les rapports du Grand Prévôt de l'armée sont une mine d'informations pour observer et régler les problèmes d'ordre publique durant la campagne. Le colonel Jean Maurice d'André[230], très prolifique dans sa correspondance détaillée, rapporte les contentieux des militaires. En général, pour ce premier mois d'avril les procès-verbaux dressés par l'autorité judiciaire concernent surtout les déserteurs français, aussi bien ceux détenus sur les routes que ceux remis par les autorités espagnoles, ainsi que la mise en place de gendarmes pour assurer la sécurité des lieux, comme, par exemple, à l'hôtel de ville de Vitoria ou encore dans la salle de théâtre de cette localité, car les officiers français semblent avoir le droit de circuler partout : « Le directeur s'en est plaint, et j'ai donné l'ordre de placer un gendarme aux portes des coulisses pour empêcher ces messieurs d'y entrer à l'avenir », écrit le grand prévôt[231]. Une quelconque remarque quant à la discipline de la troupe n'apparaît pas dans ces premiers rapports écrits.

Le service topographique de l'armée joue un rôle très important dans la logistique des troupes, et notamment dans la reconnaissance des lieux de passage ou de séjour. Rien n'est laissé à l'improvisation, surtout lorsqu'il s'agit d'héberger les soldats. On veut éviter les litiges avec les propriétaires. Il existe, par exemple, une liste de dix-sept villages autour de Vitoria, dans laquelle ont été indiqués le nombre de maisons, la distance avec la ville ainsi que des observations pertinentes sur la qualité des logements. Ces renseignements sont fournis par les habitants[232].

Malgré tout, quelques écarts sont constatés, notamment à Madrid, où la soldatesque est régulièrement sous l'emprise de boissons alcoolisées consommées dans les cabarets de la ville. Les rixes ont parfois pour origine des disputes à propos de femmes. Larroche analyse attentivement les rapports émanant du Grand Prévôt, jusqu'à maintenant très peu exploités. On peut y trouver les détails de ces désagréments ainsi que les mesures pour

229. *El Universal*, 18 avril 1823.
230. SARRUT, Germain, *Le Plutarque de 1847 : biographie des hommes du jour*, Paris, Imprimerie de L.-B. Thomassin, 1847, p. 84. Le général baron d'André avait servi en Espagne en 1810 au sein du 28e régiment de chasseurs. Pendant la campagne avait été désigné pour organiser la force publique puis il fut nommé grand prévôt.
231. Rapport du Grand Prévôt du 20 avril 1823. SHD. GR D1-7.
232. État de la force des villages autour de Vitoria, réalisé par le chef du service topographie le 18 avril 1823. SHD. GR D1-7.

les éviter. C'est le cas des scènes qui ont lieu dans les bains proches du Manzanares où se donnent souvent rendez-vous les soldats français. Certains n'appointent même pas les propriétaires, d'autres tiennent des propos indécents dans les zones réservées aux femmes. Des plantons y sont établis pour empêcher les abus[233]. La responsabilité de tels actes retombe sur les officiers auxquels Angoulême impose rigueur et discipline. Des ordres précis circulent dans les régiments : il faut éviter les litiges avec les propriétaires et les habitants et les dédommager en cas de besoin. Abel Hugo précise que parfois les problèmes sont liés à la logistique, irrégulière dans certaines provinces :

> « Dans cette guerre, où la plus sévère discipline avait été l'objet des vives recommandations de S.A.R., le soldat, loin de pourvoir à ses besoins par la maraude ou même par des réquisitions forcées, devait acheter et payer comptant tout ce qui était nécessaire à sa subsistance ; il était donc indispensable que la solde fût régulièrement payée. Jusqu'alors, et pendant tout le temps qu'on avait manœuvré sur les rives de l'Èbre et de la Cinca, aucun retard n'avait eu lieu. Les convois d'argent, suivant un itinéraire direct et des chemins faciles, arrivaient à temps pour subvenir aux besoins du service. Mais lorsque le mouvement rapide de l'armée sur le royaume de Valence, et l'occupation de Cuenca par les colonnes ennemies, empêchèrent les convois de suivre une route tracée à l'avance, et les obligèrent à faire un circuit immense pour arriver aux troupes de 2e corps, ces troupes se trouvèrent manquer tout-à-coup des fonds nécessaires pour leur solde et leur subsistance[234]. »

Napoléon disait que « la justice est une en France, on est citoyen français avant d'être soldat. » En 1823, l'ordonnance royale du 2 février 1816 règle les dispositions permettant de juger des délits, en revanche presque toutes les procédures sont régies par les lois et décrets républicains. Pour les affaires criminelles, c'est toujours le code de procédure civile qui prévaut sur la justice militaire. Les fautes et manquements de toutes natures, imputés aux militaires de l'armée d'Espagne entre 1823 et 1828, sont de l'ordre de 650 cas. Le vol est le délit le plus fréquent et représente 187 plaintes dont quelques-unes relatent des vols à main armé[235]. Il s'agit généralement de vols d'effets militaires, d'argent appartenant à un camarade de chambrée ou encore d'un larcin dans une maison. La désertion à l'ennemi est rare pendant la campagne de 1823 ; la plupart des prévenus sont jugés pour avoir déserté à l'étranger, la raison de cette faute étant le plus souvent les mauvais traitements subis, l'influence d'un tiers, l'intempérance et parfois le besoin de satisfaire sa libido. Ce dernier point est à l'origine de bien des problèmes avec la population. Tantôt le militaire écope de jours d'arrêts, tantôt il termine à l'infirmerie, et pas seulement pour cause de maladie vénérienne. Le récit de Champagny en dit long :

---

233. LARROCHE, Emmanuel, *op. cti.,* p. 178.
234. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome I, p. 310-311.
235. CONDADO MADERA, Emilio, *Les déserteurs parmi les Cent Mille Fils de Saint Louis (1823-1828)*, mémoire de master, Université de Provence, 2006.

> « Lorsque rentra la reconnaissance […] personne ne manquait à l'appel, sinon quatre dents du malencontreux maréchal-des-logis, qui, afin de reconnaître plus scrupuleusement les formes athlétiques des femmes de Saint-Sébastien, s'en était approche assez près pour en recevoir un soufflet, qui a causé de terribles mutations dans l'effectif de sa mâchoire. Ces *dames* recevaient avec fort peu de courtoisie les avances de nos guerriers ; était-ce vertu ? je n'y crois guère ; esprit de parti ? c'est plus probable[236]. »

Le soldat de l'armée des Pyrénées est un parangon de discipline, l'attitude des troupes admirable. L'un de ses chefs, Dode de la Brunerie, commandant le génie en Espagne qui a participé auparavant au brutal siège de Saragosse avec l'armée impériale, souligne que la discipline des militaires français, « qui n'avait aucun exemple dans les fastes militaires, devait effacer à jamais les impressions et les souvenirs encore mal éteints d'une époque désastreuse[237]. » De Bussy, qui participe activement à la campagne, garde une image positive de ses camarades et note : « L'admirable discipline de nos soldats, quelques souvenirs, c'est aujourd'hui tout ce qui reste[238]. » Il est vrai que les troupes n'ont pas beaucoup l'occasion de s'illustrer au combat, mais leur bonne tenue leur permet de se faire remarquer notamment « par la gaieté avec laquelle elle supportait les incommodités de tous genres, résultant de la nature du terrain ou de l'intempérie inusitée de la saison[239].» Cette conduite irréprochable doit beaucoup à une logistique sans faille car le manque en approvisionnements peut inciter les soldats à être tentés de voler. Il faut à tout prix prendre les mesures nécessaires contre les maraudes. Le duc d'Angoulême l'a bien compris et, désespéré par les problèmes d'intendance, il ne doute point de trouver d'autres voies pour assurer les subsistances. La polémique est servie.

2.2.4. Ouvrard : le profiteur de guerre

C'est à Bayonne qu'Angoulême se rend compte du manque en approvisionnements pour la campagne. Le service d'intendance semble dépassé et cela engendre une mauvaise organisation quant à l'acheminement et au stockage des vivres et du fourrage. Le matériel de transport fait aussi défaut. « Je me suis donc vu à la tête d'une armée qui manquait de tout » écrira-t-il à Villèle le 12 avril[240]. Pourtant, le duc de Bellune, ministre de la Guerre,

236. CHAMPAGNY, Clerjon de, *op. cit.,* p.10.
237. DODE DE LA BRUNERIE, Guillaume, *Précis des opérations militaires dirigées contre Cadix dans la campagne de 1823*, p.56. Cité par SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.,* p. 81.
238. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 458.
239. LEBEAUD, *op. cit.,* p. 3.
240. NEUVILLE, Comte de, *op. cit.,* p. 252.

fait le nécessaire pour doter l'armée des Pyrénées de toute une logistique efficace. Envoyé rapidement sur place pour y devenir major général (ordonnance du 23 mars), il voit que ses ordres n'ont pas été exécutées à la lettre. Les bruits sur la situation difficile, qui se répandent comme tâche d'huile, se confirment[241]. Le responsable de tous les maux semble être désigné. Il s'agit de Sicard[242], nommé à la tête de l'Intendance de l'armée, et très peu capable de mener à bien l'entreprise si l'on tient compte du témoignage de Saint-Chamans : « il n'avait rien su voir quand le mal existait cependant sous ses yeux, ni par conséquent y porter remède, bien qu'il fut arrivé avec des tonnes d'or pour assurer tous les services de l'armée[243]. » Le même auteur affirme que le personnel de soutien, qui répugne à mettre un pied en Espagne, fait preuve de mauvaise volonté au sein de l'administration :

> « Il y avait malheureusement, dans notre corps d'armée, un fond d'idées d'opposition libérale qu'on pouvait surtout remarquer parmi les intendants militaires et les agents de l'administration, et la plupart de ces misérables n'auraient pas été fâchés de faire manquer, ou au moins de compromettre le succès de la campagne […] toute cette espèce d'hommes étant classée dans les non-combattants, la gloire ou l'insuccès d'une campagne ne retombe jamais sur eux […] il répugnait à leur opinion antimonarchique et antireligieuse de venir en Espagne pour y servir à rétablir sur son trône un roi absolu, donner appui au clergé persécuté et contribuer au même temps à la chute et à l'oppression du parti révolutionnaire[244]. »

Lorsque les troupes commencent à arriver en grands détachements dans la ville basque, c'est rapidement la pagaille et le manque de vivres se fait sentir. À d'autres endroits, où séjournent les troupes, les choses ne vont pas mieux. À Saint-Jean-de-Luz, par exemple, le commandant de la place, faute de bâtiments pour accueillir les unités, doit loger les soldats chez les habitants. Le maire ne tarde pas à se plaindre au sous-préfet des incidents causés par la présence des troupes, notamment l'utilisation du fourrage privé sans autorisation et les rixes dans les cabarets[245]. La presse espagnole ne tarde pas à se faire l'écho de cette situation chaotique. Depuis Irun, on écrit le 18 mars :

---

241. ROQUETTE, Antoine, op. cit., p.185; LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* 1823, p. 140.
242. Le 6 avril 1823, il écrit au major général Guilleminot pour justifier son travail : « J'ai fait tout ce qu'il était humainement possible de faire, mais il est un obstacle qu'aucune puissance humaine ne peut vaincre, c'est le manque de tenue et l'absence des hommes et des choses. » SHD, GR D1-6. Cité par LEBOURLEUX, André, *La croisade des Cent Mille Fils de Saint Louis*, p. 120. Ouvrard, dans ses mémoires critique aussi la gestion de Sicard : « Il y a quelques jours que l'intendant en chef M. Sicard, a pris une mesure qui prouve son embarras ; il a mis en réquisition tous les soldats qui, avant leur entrée en service, ont travaillé dans la boulangerie ; à présent ils font du pain au lieu de faire l'exercice […] Si on passe au quartier de la cavalerie, on ne sera pas plus satisfait. On en trouvera de l'avoine et du fourrage que pour quatre ou cinq jours. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* p. 299.
243. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 422.
244. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 430-431.
245. DARROBERS, Jean Noël, « L'expédition de 1823. Restauration de l'ordre monarchique en Espagne (problèmes posés par le passage et le cantonnement de l'armée) », *Bulletin de la Société de Sciences, Lettres et Arts de Bayonne*, Bayonne, 1985, p. 227-242. Cité par LEBOURLEUX, André, *op. cit.,* p. 119.

> « En général, ceux qui voient cette armée et se souviennent de celle qui passait autrefois par ces frontières, remarquent une énorme différence, tant dans la partie physique que dans la partie morale des troupes. Les premiers approuvaient et désiraient la guerre, les seconds la détestent et la craignent. Même dans le domaine de l'administration, il y a un désordre et une négligence inconcevables, et il semble que ces gens aient oublié tout ce qu'ils ont appris en 25 ans de guerre continue. La moitié des troupes attendues n'ont pas encore été rassemblées, et les réserves de nourriture sont déjà rares[246]. »

Ce chaos ambiant entraîne des irrégularités dans les contrats passés avec l'armée, irrégularités qui sont dénoncées lors des séances des Chambres. En effet, l'abus de certains fournisseurs, qui multiplient le prix des denrées par trois, fait croître considérablement les dépenses prévues dans le budget[247]. Est mise en avant, aussi, la mauvaise organisation de certains soldats lors des étapes vers les Pyrénées. Ouvrard le fait remarquer :

> « Les soldats avaient en partant chacun pour six jours de vivres ; le service du munitionnaire ne devait, en conséquence, commencer qu'à la troisième étape en Espagne, à Tolosa [...] On connaît le soldat français ; pour la témérité et le courage, c'est sans doute le premier de l'Europe, mais le premier aussi pour l'insouciance, la consommation et le gaspillage. En arrivant à la Bidassoa les soldats n'avaient déjà plus rien[248]. »

À l'échelle des corps, la pénurie touche aussi d'autres services tels que la santé ou le service de la poste. Oudinot, à la tête du 1er corps montre à quel point les débuts de la campagne militaire sont préoccupants : « Me voilà sur le point d'entrer en campagne, sans ambulance, ni médecin, ni chirurgien chef ; sans fourgons pour le transport des vivres, sans directeur des postes pour le QG et les divisions de mon corps d'armée, et sans payeur[249]. » Fort heureusement pour Angoulême, entre en scène un personnage haut en couleurs, Gabriel-Julian Ouvrard, qui maîtrise parfaitement la gestion des approvisionnements. Toutefois, sa réputation laisse à désirer : « tantôt puissamment riche, tantôt ruiné, sans cesse en procès », note Grandmaison[250]. Le marché qu'il signe avec l'armée n'est pas bien perçu par tous, surtout par Villèle qui ne souhaite pas le voir

246. *El Universal*, 25 mars 1823. « En general cuantos ven este ejército y se acuerdan del que en otro tiempo pasó por estas fronteras, notan una enorme diferencia, tanto en la parte física como en la parte moral de las tropas. Aquellas aprobaban y deseaban la guerra, y estas la detestan y la temen. Hasta en el ramo de la administración hay un desorden y un descuido inconcebible, y no parece, sino que esta gente ha olvidado todo lo que había aprendido en 25 años de continua guerra. Todavía no se hallan reunidas la mitad de las tropas que se esperan, y ya escasean los víveres. »
247. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 95.
248. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* première partie, p. 308-309.
249. LEBOURLEUX, André, *op. cit.,* p. 112.
250. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.,* p. 83.

mêlé aux affaires de l'armée. Dès le 7 avril, ce dernier avait déjà mis en garde le duc d'Angoulême :

> « Un certain M. Ouvrard est parti pour Bayonne et cherchera par tous les moyens à nouer là des opérations soit de fournitures, soit d'emprunts [...] je conjure Monseigneur de s'armer de méfiance et de sévérité contre lui et ses semblables qui se mettent aussi à la suite des armées et finissent par faire la honte et le déshonneur de leur administration[251]. »

Le financier Ouvrard est un fin connaisseur de l'Espagne et un « spéculateur génial. » En novembre de 1822, il propose à la Régence d'Urgel un prêt de 20 millions de francs[252]. En tant que fournisseur du corps expéditionnaire, c'est à lui que revient, malgré tout, une partie de la réussite de la campagne. Angoulême, lui-même témoigne en sa faveur : « C'est au marché passé avec lui que je dois mon entrée en Espagne », précise-t-il dans une correspondance du 19 novembre[253], car un bon soutien logistique écarte tout acte de pillage chez l'habitant. Aussi, il devient urgent de franchir les Pyrénées. Dans la préface de ses *Mémoires*, Ouvrard se justifie :

> « [...] ce qu'il importe de prouver, c'est que nos troupes étaient hors d'état d'entrer en campagne, c'est que tout retard était périlleux en présence d'un pays où les auxiliaires n'étaient peut-être pas moins dangereux que les ennemis ; en présence de ce drapeau tricolore si puissant sur les souvenirs, et qui pouvait faire prendre les couleurs de la révolte pour les couleurs de la gloire ; c'est qu'il était urgent de franchir la frontière pour échapper même aux intrigues de l'intérieur, à ce machiavélisme honteux qui avait dénoncé une conspiration imaginaire dans notre armée, et qui voulait entourer de terreur l'auguste généralissime[254]. »

La politique de subsistances menée par Ouvrard dans la péninsule est un succès et gomme d'un coup le maraudage et la déprédation auxquels se sont adonnées auparavant les troupes napoléoniennes. Pour le financier – dont les avis sont contraires à ceux du ministre de la Guerre quant aux approvisionnements – il est essentiel de se procurer les vivres sur place en les achetant directement aux paysans. Cela permet de rallier les populations à leur cause, car l'intérêt personnel joue selon lui un rôle très important. Le commerce est donc une arme de taille permettant d'apaiser les esprits des habitants. Ouvrard obtient des renseignements partout : de la part des soldats de l'armée de la Foi, émigrés espagnols, puis de la part des marchands et des autorités. Il leur explique clairement ce dont il a besoin :

---

251. Lettre de Villèle à Angoulême, Paris, 7 avril 823, NEUVILLE, Comte de, *op. cit.,* p. 251.
252. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.,* p. 45.
253. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome IV, Angoulême à Villèle, Mondragón, 19 novembre 1823, p. 514.
254. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* première partie, préface, XIV.

> « Messieurs, leur avais-je dit, l'armée ne veut pas vivre à vos dépens ; vous concevez cependant qu'elle doit être nourrie ; aidez-moi donc à lui procurer des denrées, pour que demain le soldat ne vous arrache pas les vôtres ; il nous faut du pain, des légumes, de la viande, des avoines, des fourrages, des chevaux et des voitures ; vous connaissez votre pays et ses ressources, répandez-vous sans retard dans la contrée voisine ; prévenez vos parents, vos amis, tout le monde ; tout ce qu'on me procurera je le paierai comptant ; je ferai plus, ce qui me sera livré avant huit heures du matin, je le paierai dix fois sa valeur ; neuf fois ce qui viendra avant neuf heures ; huit fois ce qui viendra avant dix heures, ainsi de suite en diminuant d'une dixième par heure. Allez, ne perdez point du temps ; voici des avances[255]. »

Paysans et commerçants payés comptant et à des prix avantageux, le bon accueil est désormais assuré dans tous les villages. L'armée française apporte beaucoup d'argent et la population, devenue auxiliaire, fournit les denrées nécessaires à la subsistance des troupes[256]. Tout au long de la campagne, les approvisionnements sont au rendez-vous, on évite ainsi la saisie des biens, en plus des vols commis par les soldats :

> « La manière dont payait l'armée française fut bientôt connue du pays ; les denrées arrivèrent de toutes parts […] Ainsi, j'avais nourri l'armée sans réquisition, sans dépôts ni magasins préparés […] les Espagnols, qui se rappelaient nos anciennes guerres, nous attendaient avec inquiétude ; ils nous vinrent arriver avec plaisir, et nous fûmes reçus partout comme des amis, qui, au lieu de la ruine et du pillage, apportaient l'abondance[257]. »

Toutefois, les retards de paiement provoquent quelques réclamations de la part des habitants des villes d'Irun, de Fontarrabie et de Renteria, qui ont fourni aux troupes du 1er et 2e corps les moyens de transports. La situation ne semble plaire au général Menaidier, chef d'état-major du 3e corps, qui écrit aussitôt au général Guilleminot : « Je pense qu'il serait urgent d'envoyer des fonds pour faire cesser cet état de choses[258]. » Éviter les litiges de paiement avec les fournisseurs locaux sera, tout au long de la campagne, l'une des préoccupations majeures du commandement.

Toute la logistique du ravitaillement, montée par Ouvrard pour se procurer des vivres sur le terrain, relance en quelque sorte l'économie locale. Cela contraste énormément avec l'attitude de l'armée libérale qui, souvent, lors de son passage dans les bourgs, réquisitionnait pour alimenter les troupes sans aucune contrepartie pour les populations locales. Aussi celle-ci, ne trouvait vraiment d'appui que dans la population des villes. Bittard précise que « Les paysans, sous l'influence du clergé, restaient royalistes et se montraient d'autant mieux disposés pour les Français, protecteurs de l'absolutisme, que

255. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* première partie, p. 311. Extrait en annexe : document 16.
256. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 85.
257. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* première partie, p. 312.
258. Lettre du général Menaidier au général Guilleminot, Tolosa, 11 mai 1823. SHD, GR, D1.

les troupes du duc d'Angoulême ramenaient l'aisance dans un pays naturellement pauvre[259]. » Même chose dans les places fortes, où l'intendance tourne à plein régime : « Devant Saint-Sébastien, Pampelune, comme devant Santona, les troupes de siège ne manquent de rien. Les places de Bilbao et de Santander sont garnies », précise Ouvrard[260].

Quelques rapines sont malgré tout commises par les soldats au début de la campagne. Ainsi, aux alentours de Pampelune, où « le vent du nord était froid comme de la glace », raconte Couty. Il faut trouver les moyens de se chauffer, alors « une petite vigne qui était à une demi-lieue de là fut entièrement arrachée et brûlée, ainsi que tous les arbres fruitiers qui étaient dans le jardin du curé furent également brûlés, et même on commençait à découvrir les maisons, mais nous fûmes arrêtés[261]. » Bien évidemment, ces cas ne sont que sporadiques, car l'efficace gestion d'Ouvrard permet rapidement d'obtenir des subsistances en abondance. Preuve en est lorsqu'Angoulême conclut le 12 avril : « La confiance est déjà établie en Espagne. Les troupes, assurées maintenant de distributions, observent la plus exacte discipline ; aucune réquisition n'a lieu ; tout se paye au comptant, et l'habitant vient nous offrir tout ce dont nous avons besoin[262]. » En effet, il faut rallier la population à la cause ; le commandement français sait bien que la coopération des paysans est nécessaire à la bonne réussite de l'expédition. La logistique fournie par les Espagnols est donc un point stratégique de la campagne. Dans une correspondance particulière de Bayonne datée du 10 mars et insérée dans *El Universal*, on accorde une importance vitale aux subsistances : « Par conséquent, nos généraux doivent garder à l'esprit que la guerre la plus cruelle qu'ils peuvent faire à l'ennemi consiste à les priver de toute nourriture[263]. » Armand Carrel, ex-officier français au service des constitutionnels l'a bien compris :

> « Les marchés Ouvrard ont fait le succès de la guerre ; car, sans eux, point de subsistances assurées, point de discipline, et conséquemment point d'accord entre les soldats et les habitants, première condition pour réussir en Espagne […] en songeant aux incalculables chances de désordres dont le pays a été racheté par les marchés, on conviendra que ce n'est point de remède qu'il eût fallu se plaindre, mais du mal[264]. »

259. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.*, p. 90.
260. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 73.
261. COUTY, Jean, *Un vendômois en Espagne, campagne de 1822 à 1825*, P. 57. Cité par LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 175.
262. Lettre d'Angoulême à Villèle, Tolosa, 12 avril 1823. NEUVILLE, comte de, *op. cit.,* p. 252.
263. *El Universal*, 17 mars 1823.
264. LITTRE, M et PAULIN, M, *op. cit,.* tome V, p. 109-110.

Si le choix d'un interlocuteur aussi controversé qu'Ouvrard est d'un secours indéniable pour la bonne marche de la campagne, en revanche, pour l'intéressé – mis à part les profits pécuniaires tirés du négoce relatif à l'approvisionnement – sa présence est un véritable casse-tête une fois l'intervention terminée. Aussitôt les marchés négociés, ils sont passés à la loupe par les inspecteurs qui remarquent les dépenses excessives du Trésor. On met alors en doute la crédibilité des contrats signés en Espagne par Ouvrard. L'affaire est présentée aux Chambres où les débats, notamment les interventions du général Foy et Pasquier, laissent entendre qu'il y a un délit de corruption. D'autres s'attaquent à l'intendance militaire et même au ministre[265]. Les parlementaires, hostiles à la guerre, s'interrogent sur les dépenses exorbitantes d'une armée qui n'a été que très peu engagée au combat et qui a séjourné peu de temps en Espagne[266]. De Castellane signale dans son journal quelques défauts du munitionnaire : « Homme supérieur pour la conception des affaires, il n'a pas le même talent pour suivre les opérations ; il le sait et a assez d'esprit pour en convenir : Elles finissent souvent par devenir désastreuses pour lui[267]. » Livré aux tribunaux comme auteur des dépenses extraordinaires liées à la guerre d'Espagne, il est déclaré coupable par la commission d'enquête, en 1824, et conduit à Sainte-Pélagie, prison destinée aux hommes détenus pour dettes, puis en mars 1825 à la Conciergerie[268]. Parmi ses défenseurs, on trouvera le généralissime, toujours reconnaissant envers l'homme qui a tenu dans ses mains la destinée de l'armée des Pyrénées et a contribué à la réussite de la campagne. Enfin, le 10 février 1826, le procureur du roi porte plainte contre Ouvrard et ses complices pour corruption dans l'affaire des marchés de Bayonne. La Cour des Pairs, chargée de l'instruction et du jugement de l'affaire, conclut à l'absence de poursuites contre les lieutenant-généraux Bordesoulle et Guilleminot, considérant que les fournitures pour le ravitaillement et le transport de l'armée des Pyrénées n'ont pas été obtenus à l'aide de la corruption envers les fonctionnaires publics[269].

Conclusion

Malgré quelques difficultés logistiques, l'armée française pénètre en Espagne et ne rencontre guère d'ennemis à combattre. Les Espagnols royalistes leur réservent presque

265. ROQUETTE, Antoine, *op. cit.,* p. 261.
266. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 93.
267. DE CASTELLANE, Boniface, *op. cit.*, p. 452.
268. LEBOURLEUX, André, *op. cit.,* p. 209.
269. Rapport et Réquisitoire, Cour des Pairs, Affaires des marchés de Bayonne, Séances du 22 et 23 mai 1826. Bibliothèque du Sénat. Document en ligne.

partout un accueil fraternel, à bras ouverts, mais aussi parfois intéressé. Les témoignages des officiers français ne manquent de souligner cette ambiance amicale. Les sources espagnoles, en revanche, sont moins prolifiques à l'heure de vanter l'accueil réservé à leurs « libérateurs ». L'armée constitutionnelle recule sans engager de véritable combat ; et même le général Ballesteros se repliera rapidement. La déclaration de guerre, annoncée tardivement par le gouvernement des Cortès, ne permet pas, non plus, la formation d'une résistance majeure. Toutefois, les Espagnols constitutionnels ne manquent pas, dès les premiers pas des troupes françaises sur le territoire péninsulaire, de s'attaquer publiquement, à travers de la presse, au chef de l'expédition et à ses hommes. Les calomnies embrassent tout : les discours d'Angoulême, les officiers sous ses ordres et le professionnalisme de l'armée.

Néanmoins, Angoulême tire son épingle du jeu : il manœuvre finement, joue la carte du sauveur dans une Espagne en proie au désordre. Il devient le conciliateur et dirige une armée à son écoute, et en ce sens dévoile un visage bien distinct de celui de son prédécesseur, Napoléon. Tout est fait pour plaire aux Espagnols et leur faire oublier les souvenirs amers du passé. La population profite rapidement des conditions avantageuses procurées par l'armée : le munitionnaire Ouvrard sera l'une des clefs de la réussite de l'expédition.

Même si, en grande partie, la population se plie à la présence d'une armée étrangère, d'autres s'y opposent, toutefois plutôt par la plume que par l'épée.

Chapitre III : Une intervention pour relever l'autel et le trône

L'expédition de l'armée des Pyrénées en Espagne a été une campagne hors normes. On peut avancer que cela a permis à l'armée française de réaliser un pas de géant quant aux missions qu'aujourd'hui réalisent la plupart des forces militaires dans le monde : en tant que force d'interposition ou de protection, l'armée va avoir tendance à réaliser des interventions où la négociation et la diplomatie primeront sur le recours aux armes. Telle sera la mission du duc d'Angoulême en 1823. Sans pour autant enlever du mérite aux quelques opérations militaires couronnées de succès, les traits qui ont caractérisé l'armée française durant cette campagne ont été la modération, la finesse dans les négociations et une grande humanité.

Même s'il est vrai que le rôle de *modérateur* assuré par les officiers français – de sorte à tempérer les relations tendues entre les royalistes et les constitutionnels – n'est pas une tâche facile, notamment après l'ordonnance d'Andujar, ceux-ci sauront mener à leur terme des négociations avec les uns et les autres. La France dépêche en Espagne une armée forte de cent mille hommes ; alliée des soldats de la Foi, elle va les soutenir matériellement. Loin de réduire à néant une armée constitutionnelle en quête d'identité, à la suite de diverses batailles, la campagne d'Espagne permettra d'amenuiser ses rangs autant par dissuasion, par la capacité de ses chefs à convaincre, que par intérêt. Leurs soldats seront protégés, exilés, sauvés.

Lorsque l'aventure en Espagne commence, là encore, les prévisions et surtout le bon sens jalonnent les étapes militaires. Le respect des traditions et de la religion, la bienveillance envers les paysans et une générosité pécuniaire hors du commun vont jeter aux oubliettes les souvenirs négatifs que la population espagnole conservait du passage des armées napoléoniennes. L'armée des Pyrénées et les royalistes espagnols sont à l'unisson.

Le passage des soldats d'Angoulême par l'Espagne se déroule généralement bien, même si dans certaines provinces l'hostilité prend une autre dimension. Ce sont les longues

marches plutôt que les combats qui vont épuiser les troupes[1]. L'arrivée des Français, principalement dans les campagnes, deviendra synonyme de fête, de tranquillité et de commerce. Les Espagnols montreront, parfois jusqu'à l'exagération, qu'ils savent accueillir les sauveurs du trône et de l'autel. Nonobstant les batailles qu'il leur faut livrer, les divisions d'Oudinot, de Molitor, de Moncey et bien d'autres sont à la hauteur et n'ont pas peur de verser leur sang, mais elles savent aussi préserver au mieux l'intégrité physique de leurs ennemis. Privilégiant les conventions aux assauts, les généraux français resteront fidèles à leurs compromis, humains dans leur attitude. Il n'est pas étonnant de ne lire principalement que des résultats militaires positifs dans les rapports et bulletins officiels. La fraternité avec les habitants se reflète également dans tous les actes de la vie quotidienne. Le meilleur exemple de cette bonne entente reste les nombreux témoignages matériels entre les deux pays, mais aussi l'envergure de la production littéraire et artistique. Enfin, malgré quelques épisodes marquants, la « promenade » de 1823 semble une réalité.

Le volet le plus intéressant de cette mission en Espagne est sans doute celui lié à la protection. L'humanité des généraux français semble profiter à tous : prisonniers, déserteurs, ou même détenus. Les tensions avec les autorités locales sont constantes pendant toute la durée de la campagne, et il est parfois compliqué de sauvegarder l'intégrité des habitants et d'assurer la tranquillité des localités. Les opérations militaires semblent faire place aux patrouilles effectuées par la police. L'armée s'érige en bouclier, les généraux vident les prisons et la France absorbe les exilés. C'est dans ce climat extrême que le duc d'Angoulême, en adoptant une posture paternaliste, deviendra *le héros d'Andujar*. Si les mesures de modération, qui ne sont pas du goût de tout le monde, sont rapidement neutralisées pour éviter une plus grande discorde avec la Régence, elles ont du moins le mérite d'avoir existé, de montrer aux yeux du monde que l'armée des Pyrénées et les officiers français voulaient la concorde et la paix entre les Espagnols. Sur place, bien entendu, l'armée assure la sécurité des nationaux et protège les intérêts

1. Toutefois certains épisodes de combat ont marqué la campagne. Par exemple, le combat de Campillo de Arenas : ROMERO ARANDA, Jesús Ángel, « 1823. Batalla de campillo de Arenas: Victoria española frente a los Cien Mil Hijos de San Luis », *Sumultán* nº22, 2005, p. 99-120; FERNÁNDEZ HERVÁS, Enrique, « Batalla de Campillo de Arenas (28-7-1823) durante el Trienio Liberal », Actas del I *Congreso de Cronista de la Provincia de Jaén*, Diputación provincial de Jaén, 1991; FERNÁNDEZ HERVÁS, Enrique, « La batalla de Campillo de Arenas en el Trienio Liberal según la versión francesa », Actas del I *Congreso de Cronista de la Provincia de Jaén*, 2003. Un autre affaire c'est le combat de Logrono. Enfin, l'assaut du Trocadero qui marque la fin de la campagne : SALAVERRY BARO Fátima, « El asalto al Trocadero y la invasión de los Cien Mil Hijos de San Luis en Cádiz », *IV Encuentro de la Ilustración al Romanticismo*, t. II, Cádiz, 1993, p. 87-99.

commerciaux de la France. L'armée des Pyrénées qui débarque est une armée de paix, une armée assurant un rôle qu'on attribuerait à la police.

Ainsi verrons-nous à quel point les soldats français sont accueillis en libérateurs, en défenseurs des valeurs de la royauté et de la religion. La perception des Espagnols vis-à-vis de l'armée française est extrêmement positive dans presque toute la péninsule. Aucune comparaison possible avec ce qu'ont pu subir les troupes de Napoléon, bien au contraire, des témoignages d'amitié et de reconnaissance sont observés dans toutes les villes et les campagnes. Les victoires faciles et les rares combats montrent à quel point la complicité de la population est grande. Seules les dissensions avec les autorités espagnoles à propos des vaincus vont entacher une campagne qui se veut paisible. Là encore, les gestes de bienveillance envers les constitutionnels et l'assurance de leur protection, tâche difficile visant à veiller à la tranquillité dans le pays, permettra aux officiers français de gagner le respect et l'admiration de leurs ennemis.

À la lecture des instructions politiques donnés par Louis XVIII au duc d'Angoulême le 14 mars 1823, on peut confirmer qu'il a interprété fidèlement les consignes du monarque :

> « [...] A mesure que monseigneur le duc d'Angoulême avancera dans le pays, il rétablira les corps civils et judiciaires […] pourra aussi s'entendre avec les hommes influents en Espagne dans l'ordre civil et militaire. Pour amener une révolution favorable à la monarchie, pour désorganiser l'armée ennemie, pour obtenir des redditions de place, pour gagner des généraux, des ministres, des membres des Cortès, il ne doit épargner ni soins, ni promesses, ni argent. [...] il caressera l'orgueil d'un peuple que la moindre hauteur irrite, il trouvera un immense appui dans le clergé, séculier et régulier, en maintenant la discipline la plus sévère, en payant tout ce qu'il sera obligé de prendre, en protégeant les propriétés, les individus, les familles, et surtout en faisant respecter les prêtres et les monuments religieux[2]. »

Tout a été littéralement appliqué. Ainsi, pour les royalistes les Cent Mille Fils de Saint Louis ont été la véritable armée de libération. Il est certain que pour les Constitutionnels les Français sont vu comme des ennemis, toutefois ils ont souvent fait la différence entre les soldats d'Angoulême et les « feotas » et ont su, le temps venu, se mettre sous leur protection.

2. Instructions de Louis XVIII au duc d'Angoulême, Paris, 14 mars 1823. Archivo Histórico Nacional (AHN), Estado, 2840.

3.1. L'armée des Pyrénées et les royalistes

3.1.1. Le regard porté par les royalistes aux troupes d'Angoulême

Le 9 avril, quelques jours après l'entrée des troupes en Espagne, et pendant son séjour à Tolosa, le duc d'Angoulême constitue la Junte d'Oyarzun, un gouvernement provisoire royaliste présidé par le général Francisco Eguía et composé du baron d'Eroles, d'Antonio Gómez Calderón et de Juan Bautista Erro. Destinée à s'occuper de l'administration des provinces occupées par l'armée française en attendant la création d'une régence royale, la Junte reste très limitée dans son action législative[3], néanmoins elle aide considérablement à préparer les esprits en faveur de l'intervention. Villèle conseille à Martignac, à mesure de l'occupation du pays, de renforcer la junte avec « les hommes les plus influents dans chaque province[4]. » Clerjon de Champagny raconte dans ses mémoires la collaboration de la Junte pour rendre plus agréable l'accueil des Français dans les villes : « Nous y trouvâmes établis plusieurs membres de la junte provisoire, qui avaient mis tous leurs efforts à réunir quelques gens à habits propres, afin que notre entrée triomphante n'eût pas lieu comme dans toutes les villes où nous avions passé, au milieu des flots d'une populace en haillons, ce qui ne laissait pas que de nous humilier[5]. » Toutefois, la Junte ne semble pas apprécier le frein imposé par Angoulême à son intransigeance[6]. Mais la Junte est seulement un tremplin, et rapidement on envisage la création d'une régence temporaire à Madrid où les troupes françaises viennent de s'installer. Elle doit assurer aussi un rôle de conciliateur et aider à faire cesser les hostilités : « [cette Régence] va déterminer la défection des points qui résistent encore et la soumission des provinces », écrit Villèle au duc d'Angoulême le 11 mai[7]. Mais les décisions arbitraires de la Régence

3. La courte durée d'existence de la Junte ne permet pas de prendre de mesures conséquentes, son activité reste très réduite, limitée uniquement à un ordre circulaire adressé aux évêques le 28 avril. COMELLAS GARCIA-LLERA, José Luis (coord.) *Historia General de España y América*, Madrid, Ediciones Rialp, 1981, Tome XII, p. 469.
4. NEUVILLE, Comte de, *op. cit.,* p. 254.
5. CHAMPAGNY, Clerjon de, *op. cit,* p.19.
6. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Angoulême, Paris, 25 avril 1823, p. 375.
7. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Angoulême, Paris 11 mai 1823, p. 429.

enveniment les relations avec les Français[8]. Les relations entre le duc d'Angoulême et la Régence sont tendues, même si la politesse est maintenue, pour le chef de l'armée des Pyrénées ce gouvernement provisoire entrave la marche des opérations : « Il est certain que la conduite de la Régence augmente le nombre de nos ennemis », expose-t-il à Villèle[9]. Enfin, les relations avec la Junte, puis avec la Régence, sont relativement cordiales, bien que ces dernières restent méfiantes envers les troupes françaises.

L'entente entre les soldats français et ceux de l'armée de la Foi semble en bonne voie. Les rencontres à la frontière donnent lieu à des scènes touchantes. « […] là de vieux militaires espagnols racontaient à nos soldats attendris leurs malheurs et désastres de la patrie », écrit Capefigue. Les militaires des deux nations se rencontrent dans les camps, où les drapeaux nationaux flottent côte à côte. Les soldats portent des toasts au nom de Ferdinand VII et de Louis XVIII et entonnent des chants ensemble[10]. L'impression qu'a Villèle à propos du contingent espagnol est, par contre, bien différente. Au mois d'avril, dans une correspondance avec Martignac, il en brosse un tableau peu engageant :

> « […] combien je vous plains d'avoir affaire à des auxiliaires aussi déraisonnables. Cependant, comme il faut en avoir, comme il importe beaucoup que les Espagnols ne nous considèrent pas comme des étrangers qui viennent leur dicter des lois, et qu'il est indispensable qu'il s'organise dans le pays même une force capable de comprimer les partisans de la révolution que vous allez détruire, il faut sans doute que vous persistiez dans la voie qu'il me paraît que vous avez suivie, en utilisant ceux de ces Espagnols qui veulent marcher avec nous et en éloignant ceux qui ne cherchent qu'à créer des obstacles[11]. »

Les témoignages sur les relations entre les troupes françaises et les soldats de la Foi ne manquent pas. Dans plusieurs rapports, on souligne le risque de voir les soldats Français démoralisés et leur mission de paix compromise. Ainsi, le général Molitor transmet dans un rapport du 17 juin l'état d'esprit des auxiliaires : « Ils ne nous considèrent que comme des gens venus ici pour prêter main forte à leurs vengeances et à leurs déprédations[12]. » L'animosité entre cette « seconde armée »[13], et les cadres et soldats français tient surtout

8. NEUVILLE, Comte de, *op. cit.,* p. 255.
9. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome IV, Angoulême à Villèle, Madrid, 30 juin 1823, p. 170. Extrait en annexe : document 17.
10. CAPEFIGUE, Jean Baptiste, *op. cit.,* p. 37, 44.
11. NEUVILLE, comte de, *op. cit.*, p. 254.
12. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 257.
13. Pour connaître la participation militaire des royalistes, on pourra consulter : MARTIN Andrés, *Historia de la guerra de la División Real de Navarra contra el intruso sistema, llamado constitucional, y su gobierno revolucionario*, Pamplona, Imprenta de Javier Gadea, 1825.

aux exactions et vengeances auxquelles se livrent[14], leur manque de discipline[15] et le peu de professionnalisme[16]. Face à tels problèmes avec ses auxiliaires Angoulême envisage l'organisation d'une armée espagnole professionnelle fidèle au roi[17].

3.1.2. En défense de l'autel

Il est difficile de comprendre la réussite de l'armée des Pyrénées en Espagne seulement d'un point de vue militaire. Une grande partie de la population se sent représentée par les soldats français et les accueille en libérateurs. L'armée de la Foi, alliée des troupes de l'expédition, seconde les opérations en de nombreux points de la péninsule et les autorités religieuses jouent un rôle prépondérant, non seulement à l'heure de préparer les esprits des dévots pour soutenir l'intervention des Français, mais aussi en s'impliquant personnellement pour leur faciliter la vie en campagne. Toutefois comment sont perçus les Cent Mille Fils de Saint Louis par les religieux espagnols ? De même, cette précieuse aide est-elle un facteur important pour le succès des opérations militaires ?

L'appui inconditionnel d'une partie du clergé, en faveur de la cause royaliste et de l'entrée des troupes du duc d'Angoulême, est une suite logique aux mesures restrictives vécues par la communauté religieuse lors du Triennat libéral[18]. En effet, les décrets des politiques libérales s'attaquent fortement aux biens et aux propriétés de l'Église qui passent aux mains d'un état nécessiteux d'argent : « le luxe en Espagne, on doit le dire, s'est tout entier réfugié dans les églises », écrit de Bussy dans ses souvenirs de la campagne[19]. On supprime également certains ordres, ainsi que les couvents et monastères situés dans les zones peu peuplées, et l'on déplace les religieux récalcitrants. À Barcelone, par exemple, plus de soixante-dix franciscains sont embarqués et expulsés vers une autre destination. Dans d'autres villes, la situation est similaire[20]. À partir de l'été 1820, sans ambages, le

14. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Guilleminot à Villèle, Bayonne, 27 mars 1823, p. 291. Extrait en annexe : document 5.
15. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 88.
16. Relation des opérations de la 2e division du 1er Corps de l'armée des Pyrénées, rédigée par le capitaine Mésonan, du corps royal de l'état-major, p. 16-17. SHD, GR 1 M 805.
17. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Martignac, Paris, 18 avril 1823, p. 350.
18. Les réformes de l'Église réalisées par le gouvernement libéral ont été étudiées par BARRIO GOZALO, Maximiliano, *La Santa Sede y los obispos españoles en el trienio liberal y el inicio de la reacción* (1820-1825), Burgos, Publicaciones del Instituto Español de Historia Eclesiástica, n° 42, Rico Adrados, Burgos, 201 p. 69-133. Quelques exemples de répression politique contre les ecclésiastiques en : DE MONTOYA, Pio, *La intervención del clero vasco en las contiendas civiles 1820-1823*, p. 93-118.
19. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 550.
20. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* p. 139.

clergé s'investit dans la lutte. Une importante partie le fera contra les constitutionnels, l'autre à faveur du gouvernement des Cortès.[21] D'après le *Diario constitucional de Barcelona*, on sait par exemple, qu'on distribuait des bons et mauvais points aux ecclésiastiques en fonction de leur attitude politique.

Les grands perdants des réformes du clergé sont surtout les moines : ils ont vu fermer leurs couvents et ont été obligés de se séculariser[22], et prennent une part très active dans la défense de l'Église catholique en collaborant de bon gré avec les troupes françaises. C'est donc une nouvelle « guerre sainte » qui a lieu en 1823 : les ennemis des valeurs chrétiennes sont, cette fois-ci, les constitutionnels[23]. Dans l'ouvrage *Mémoires d'une femme de qualité : sur Louis XVIII, sa cour et son règne*, Lamothe-Langon, écrit :

> « […] le clergé, qui formait alors, qui forme encore une partie considérable de la nation, et qui se trouvait en guerre ouverte avec le parti dominant, devait fournir un noyau précieux pour l'armée d'invasion, et faciliter à celle-ci une victoire rapide et complète. Le temps était passé où les moines tombaient par milliers dans les fossés de Saragosse pour la défense du sol. Les raisons qui expliquent le patriotisme de ces derniers à cette époque n'existaient plus […] maintenant ils combattraient pour leurs privilèges, non pas contre les ennemis de la patrie, mais avec des alliés qui venaient les aider à rentrer dans leurs droits contestés, et leur rendre la possession de leur influence et de leurs domaines[24]. »

Lors de presque toutes les manifestations organisées par les autorités locales pour accueillir les troupes françaises, on remarque la présence de religieux. À Tafalla, par exemple, un groupe de moines apporte des rafraîchissements aux soldats et participe activement à l'allégresse générale : « ayant sans doute pris eux-mêmes une bonne part des rafraîchissements […] se trouvèrent animés d'une telle gaieté qu'ils se mirent à danser avec les sapeurs du 8e régiment d'infanterie légère, au son de la musique de ce régiment[25]. » Le 2 mai, à Gérone, l'évêque à la tête de son clergé est présent pour recevoir le duc d'Angoulême. Rien d'étonnant pour une ville d'environ 1 400 âmes où les moines

21. Le professeur Gérard DUFOUR nous parle d'une nouvelle guerre théologale pendant le Triennat libéral et distingue trois groupes de religieux : ceux qui étaient constitutionnels et réalistes en fonction du contexte, comme Monseigneur Isidoro Pérez de Celis (évêque de Ségovie), ceux qui défendirent le trône et l'autel tels que l'évêque de Zamora, don Pedro de Iguanzo, puis ceux de tendance libérale comme Antonio Bernabeu ou Santiago Sedeño y Pastor. DUFOUR, Gérard, *Sermones revolucionarios del trienio liberal (1820-1823)*, p. 38-41.
22. Une loi du 25 octobre 1820 est assez dure vis-à-vis du clergé régulier. Elle limite le développement des couvents et incite les moines à se sécula riser : AYMES Jean-René, *La crise de l'Ancien Régime et l'avènement du libéralisme en Espagne (1808-1833)*, essai d'histoire politico-culturelle, Paris, Ellipses, 2005. Cité par Larroche, *op. cit.* p. 241. Cette politique envers le clergé, note Larroche, jette celui-ci dans la contestation. Les constitutionnels sont ainsi accusés d'être les ennemis de la religion. Toutefois, une minorité du clergé appui le régime constitutionnel, p. 242.
23. ROQUETTE, Antoine, *op. cit.,* p. 89.
24. LAMOTHE-LANGON, Étienne, Léon, *op. cit.,* p. 300-301.
25. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 426.

sont nombreux : « il est peu de villes d'Espagne qui aient autant de couvents », écrit Lebeaud[26]. Le général de la Motte Rouge se souvient aussi de la réception qui lui a été faite dans un couvent de religieuses près de Sahagun :

> « Après nous avoir remerciés de la visite que nous voulions bien leur faire, nous avoir félicités d'être venus rétablir la monarchie et rendre à la religion tout son culte, ces dames nous offrirent des fruits et des rafraîchissements […] la jeune religieuse dont j'ai parlé, avec le consentement de la supérieure, nous joua un morceau de musique sur le piano. Notre visite se passa ainsi de la manière la plus agréable […] ces dames voulurent nous donner comme souvenir de notre visite quelques petits chapelets ; ce qui fut accepté très volontiers[27]. »

Le soutien de l'Église est indéniable. De Bussy, raconte comment, le 30 avril, les moines se précipitent au-devant des soldats du général Molitor, les accueillent « à bras ouverts, et leur promettent des vivres en abondance[28]. » Non seulement le soutien moral est important, mais aussi le clergé participe activement de différentes manières. Par exemple, dans les régions de Catalogne et de Valence, il participe à la diffusion de la propagande, aide les royalistes persécutés et finance la rébellion[29]. Parmi les religieux, quelques-uns, comme le *Trappiste*, prennent les armes contre les constitutionnels et tentent de rallier un grand nombre de partisans à leur cause. Lesur[30] le peint ainsi dans son *Annuaire historique de 1822* :

> « L'extérieur militaire du Trappiste était tout propre à lui faire de nombreuses recrues, dans un pays soumis depuis si longtemps à l'empire des moines. Il marchait au combat dans son habit monastique, à cheval, portant un crucifix ou son sabre d'une main et un fouet de l'autre ; il n'attaquait jamais avant de se mettre à genoux pour invoquer le secours du Tout-Puissant et fondait sur l'ennemi avec une audace surnaturelle ; à ses prédications, les paysans se soulevaient, brisaient les pierres de la constitution, remplaçaient les autorités, et le suivaient comme en procession, aux cris de vive Dieu ! vive le Roi ! »

Mais, sans doute l'aide la plus importante fournie par les religieux est-elle la propagande en faveur des troupes du duc d'Angoulême et réalisée au sein de la population. Le munitionnaire général Ouvrard connaît bien la grande influence exercée par le clergé sur les habitants dans un pays « sans préparation, sans éducation analogue » : « Mais le peuple qui a défendu son indépendance à la voix de ses prêtres, peut rester indifférents dans une lutte pour sa liberté, quand les prêtres lui disent de ne pas combattre […] pour

---

26 LEBEAUD, *op. cit.,* p. 12.
27 DE LA MOTTE ROUGE, Joseph, Édouard, *op. cit.,* tome I, p. 217.
28 DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 475.
29 SAUCH CRUZ, Nuria, *Guerrillers i bándols civils entre l'Ebre i el Maestrat : la formació d'un país carlista (1804-1844)*, p. 191-195, Cité par La Parra, p. 133.
30 LESUR, Charles-Louis, *op. cit.,* 1822, p. 428.

défendre la liberté[31]. » En effet, les moines surtout, qui ont souffert de la politique anticléricale du gouvernement constitutionnel, trouvent chez les paysans, chez qui croyances et superstitions sont encore fortement ancrées, un noyau facilement malléable pour servir la cause royaliste. À ceux-ci, s'ajoutent tous les miséreux qui survivent grâce aux aumônes des curés. Ainsi, presque la totalité de la population rurale se rallie à la cause royaliste. Il n'est donc pas étonnant de voir les troupes françaises avancer sur les chemins agrestes en toute sécurité, dans un pays où le clergé est omniprésent. Les sermons de la messe contribuent aussi à rallier la population à la cause. Dans une lettre adresse à sa sœur Léopoldine, le 15 juin, le marquis de Blosseville écrit :

> « J'ai été ce matin à la grand'messe, dans l'église d'un couvent, mon voisin. Il n'y a pas de chaises ; seulement, dans toute la longueur de la nef, vers le milieu, une longue banquette de chaque côté du chœur. On fait l'office avec beaucoup de pompe. L'orgue accompagne les voix, et, par malheur, les couvre souvent. On a prêché. Je comprenais par-ci, par-là. C'était plutôt un article de journal qu'un sermon. Il était souvent question « del duque de Angulema » et de Ferdinand, des « generosos y valientes aliados de la España ». Le sermon a fini par une longue prière pour la famille royale captive[32]. »

Deux mois plus tard, dans une autre lettre adressée à son père, de Blosseville confirme encore que les sermons des curés qu'il a entendus sont plutôt d'ordre politique que d'ordre religieux : « je puis vous assurer qu'ils étaient loin de prêcher la doctrine de l'union et de l'oubli », écrit-il[33]. Les autorités consulaires soulèvent également, auprès de leur ministère, cette morale double des religieux : « je ne dois donc pas lui taire que malheureusement des ministres de Dieu de Paix s'égarent tous les jours dans leur mission et sont loin de prêcher l'oubli et le pardon », écrit le 12 juin le consul en poste à Bilbao[34].

Le duc d'Angoulême cherchera toujours à laisser une bonne image, en insistant sur sa ferveur catholique et sur celle de ses troupes. Assister aux messes célébrées durant l'expédition est pour ce « prince d'Église » presque un impératif. De même, les soldats participent de bon gré aux festivités religieuses. Si en 1808 les Français étaient considérés comme des démons aux yeux de l'Église espagnole, et que certains catéchismes excitaient le peuple jusqu'à leur dire qu'il serait bon de les exterminer, l'image que renvoient les Cent Mille Fils de Saint Louis est, en revanche, totalement opposée. Tout d'abord, les Français viennent défendre l'autel et le trône, puis, comme le souligne Fantin des Odoars,

---

31. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 70.
32. PASSY, Louis, *op. cit.*, p. 33.
33. PASSY, Louis, *op. cit.,* p. 53.
34. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bilbao, 12 juin 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824, p. 259.

ils sont alors « parfaitement catholiques[35]. » Ainsi, le 24 juin à Gérone, la procession de la Fête-Dieu, reçoit le concours de l'armée française et brille par son éclat. Pour l'officier, cela donne lieu à une scène haute en couleurs et très pittoresque : « […] une armée de moines de toutes couleurs, de prêtres richement vêtus, de bannières bariolées, cheminant lentement dans les rues endimanchées, jonchées de fleurs, à travers nos rangées de baïonnettes et au bruit des chants d'église, des cloches et du canon[36]. » Au mois de mai, les officiers du quartier général à Briviesca, se montrent respectueux avec les sœurs du couvent de l'ordre de San Francisco et promettent d'assister à leur office, pour la fête de l'Ascension[37]. Le munitionnaire général de l'armée, Ouvrard, raconte dans ses mémoires une anecdote s'étant déroulée lors des fêtes à Séville. Alors que dans les rues les gens brandissent des images de la Vierge et entonnent des chants pieux, suite à une irrévérence involontaire de sa part, celui-ci se trouve exposé à la fureur de la populace : « Je ne dus qu'à ma qualité de Français attaché à l'armée de n'en pas être victime », reconnaît-il[38]. Dans ses souvenirs, Pelleport note aussi la présence des militaires français au *Te Deum* chanté dans la basilique Notre-Dame du Pilier, à Saragosse, le 28 avril : « cette solennité fut imposante », remarque-t-il[39]. Il est vrai qu'il paraît indéniable de tenir compte de l'influence de l'Église sur l'esprit des Espagnols. Dans un document anonyme relatant la situation de l'Espagne, publié en 1823, on peut lire :

> « On eût fait en Espagne tout ce que l'on aurait voulu, à la seule condition de n'y rien vouloir qui fut évidemment injuste, rien qui put blesser d'une manière trop sensible les idées généralement reçues dans le parti royaliste ; il se compose de la grande masse du peuple ; le clergé exerce sur elle un ascendant prodigieux : c'est lui qui arma le pays contre Bonaparte, c'est lui qui le désarma devant Mgr le duc d'Angoulême[40]. »

Les succès militaires sont aussi l'occasion d'une communion entre l'armée et l'Église. Ainsi, le 4 octobre, quelques jours après la chute de la place de Saint-Sébastien, les autorités françaises et espagnoles assistent à un *Te Deum* et à une messe « chantée en action de grâce pour la reddition de la place », note un rapport diplomatique[41].

Si en général l'entente entre les Français et le clergé espagnol reste cordiale et réciproque, quelques tensions surviennent, à cause notamment des mesures arbitraires soutenues, et

35. FANTIN DES ODOARS, Louis Florimond, *op. cit.* p. 480.
36. *Ibid.*
37. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 478-479.
38. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 241.
39. PELLEPORT, Vicomte de, op. cit., tome. II, p. 157.
40. Note sur la situation de l'Espagne, p. 23.
41. Lettre du consul de Saint-Sébastien au ministre des Affaires étrangères, Guetaria, 5 octobre 1823. AMAE, CCC, Saint-Sébastien, tome II, 1821-1824, p. 277.

parfois prises par les religieux. Fantin des Odoars, nommé gouverneur de Tarragone se plaint de leur attitude envers les constitutionnels : « Les moines, qui devraient être des ministres de concorde, s'ils écoutaient l'Évangile, sont précisément ceux que j'ai ici le plus de peine à contenir. Venus de France, où ils s'étaient réfugiés, et bouffis de rancune, ils sont en si grand nombre que plus de 500 sont entrés à Tarragone depuis que j'en ai le commandement », écrit-il dans ses mémoires[42].

La Parra affirme qu'à partir du mois de mai 1822 et surtout après l'affaire du 7 juillet, l'implication du clergé dans la chute du régime constitutionnel va *crescendo* et se généralise dans les milieux religieux, notamment au sein des ordres[43]. Curés et moines s'engagent davantage, par la parole et par les actes, contre le régime. Le témoignage fourni par le marquis de Blosseville dans ses *Souvenirs* est révélateur du degré d'engagement du clergé dans la justice qu'on entend devoir faire respecter. Ainsi, plusieurs ecclésiastiques de Mondragón interpellent les officiers français pour leur demander de pendre ou fusiller sur-le-champ l'alcade de Vergara, qui a procédé à l'arrestation de l'Abisbal[44]. À Bilbao, le consul français note le 12 juillet dans sa correspondance : « […] la sentinelle du commandant de place français a été aussi avant-hier insultée à onze heures du soir par un prêtre qui était ivre[45]. » Boislecomte est, quant à lui, le témoin d'un acte cruel, à Ecija, où un moine fournit des pierres pour que soient assassinées une femme et sa fille d'à peine dix-sept ans[46]. Le 16 août, lors de la fête de San Roque, à Roa, dans la province de Burgos, un moine prêche pour l'extermination des deux-cents prisonniers libéraux qui se trouvent dans le village[47].

Il est certain que les directives que le duc d'Angoulême a lui-même données – visant à protéger les constitutionnels – ainsi que ses idées politiques, suscitent quelque animosité parmi le clergé le plus intransigeant. Lors de l'incendie du couvent du Saint-Esprit, auquel Angoulême échappe de peu, des bruits circulent que parmi les détenus se trouvent quelques prêtres et que l'un d'eux aurait dit « qu'il aurait fallu mettre le feu un quart d'heure plus tôt[48]. » Aussi, dans un rapport du général Grundler, on mentionne l'irritation

42. FANTIN DES ODOARS, Louis Florimond, *op. cit.,* p. 495.
43. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* p. 179.
44. PASSY, Louis, *op. cit.,* p. 28.
45. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bilbao, 12 juillet 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824, p. 279.
46. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.*, p. 394.
47. BARRIO GOZALO, Maximiliano, *op. cit.,* p. 266.
48. Rapport politique, Madrid, 22 juillet 1823. SHD, GR. D1-16, p. 225.

qui réside parmi les prêtres et les moines à propos d'un prétendu projet de constitution où l'on exclurait tous les ecclésiastiques[49]. Les rapports de police sont aussi très pertinents quant à l'état d'esprit qui règne dans la capitale, et notamment quant à l'état d'esprit des religieux. Ainsi, dans son compte rendu du 17 août, le commissaire de police Font y Closas écrit :

> « On assure que plusieurs moines et curés, parmi lesquels celui de Saint Lorenzo, excitent les gens oisifs, et ceux de leur fonction a ce qu'ils fassent paraître partout leur mécontentement, et leur haine contre toute mesure de conciliation que les autorités françaises pourraient prendre pour pacifier l'Espagne [...] Il faut que les français se détrompent s'ils croient qu'en se réunissant aux *negros* ils parviendront à nous faire avaler des chambres [...] Le clergé et les moines contribuent de toutes ses forces à ce plan odieux, par des concessions continuelles et l'on en a vu plusieurs parmi les groupes de la populace excitant leur fureur...[50] »

Avec l'appui totale des royalistes et soutien d'un grand nombre de religieux, les troupes françaises sont prêtes à conquérir l'Espagne.

3.2. Le bienveillant accueil de l'Armée des Pyrénées : mythe ou réalité ?

L'accueil réservé aux troupes n'est pas partout le même. À l'échelle de la nation, quelques provinces seulement restent fidèles aux Cortès, tandis qu'à l'échelle locale, les villes sont plutôt constitutionnelles et les villages royalistes. Enfin, les esprits éclairés embrassent les idées libérales, et les serviteurs de Dieu et du roi préfèrent quant à eux un système monarchique et traditionnel.

Plutôt que *promenade militaire* pourrions-nous souligner un bienveillant accueil de la part d'un secteur de la population. Les témoignages des militaires, les comptes rendus des officiers, les bulletins de l'armée, les rapports de la police s'accordent à dire que les Français sont presque partout reçus chaleureusement en Espagne et que, pour la population aux idées royalistes, ils incarnent l'espoir. Il y a des exceptions, certes, mais elles sont minimes. L'artillerie, les fusils sont rarement utilisés ; les batailles épiques et

49. Rapport du général Grundler, Madrid, 16 août 1823. SHD, GR. D1-20.
50. Rapport de police militaire, Madrid, 17 août 1823. SHD, GR. D1-20, p. 101.

sanglantes n'étant pas au rendez-vous, on met donc en avant le comportement exemplaire et la discipline des troupes. Bien entendu, les célébrations ne manquent pas ; la bonne entente, dans tous les aspects de la vie quotidienne, non plus.

3.2.1. Une occupation du territoire contrastée

L'armée française reçoit un accueil inégal dans les différentes provinces de la péninsule, mais, en général, l'occupation de l'Espagne est réalisée sans trop de problèmes. Les populations des campagnes sont les plus bienveillantes à l'égard du duc d'Angoulême et de ses hommes ; dans les grandes villes, en revanche, on remarque une certaine réserve et parfois même une animosité manifeste. La joie de voir les libérateurs arriver ne se fait pas entendre. Dès les premiers jours, le général Oudinot, note dans une correspondance : « Je commence à m'apercevoir qu'il existe une différence remarquable entre l'esprit des habitants des villes et celui des campagnes[51]. » Le général de la Motte Rouge consigne aussi dans ses souvenirs de la campagne militaire les mêmes impressions :

> « À l'époque dont je parle, le peuple espagnol, je veux dire le peuple des campagnes et des petites villes, était loin d'être révolutionnaire [...] Son accueil, si empressé dans tous les pays traversés par nos troupes, l'avait assez prouvé. Les seuls amis de la Constitution se comptaient parmi les généraux ou autres chefs ambitieux et mécontents, quelques bourgeois des grandes villes aspirant à faire partie des pouvoirs de l'État. »

En amont de la campagne militaire, les rapports et les renseignements fournis au ministre de la Guerre mettent déjà en exergue une disposition favorable d'une grande partie de la population espagnole à l'arrivée des troupes françaises. Il s'agit surtout ceux qui ont subi de plein fouet les mesures des Cortès et qui ont vu leur patrimoine se réduire, ainsi que les défenseurs inconditionnels du roi Ferdinand. D'après un mémoire du général Grimarest, l'occupation de la péninsule peut se faire rapidement, car il y a peu d'obstacles[52]. Ce sont principalement les agents dépêchés en Espagne et les royalistes, notamment les chefs de l'armée de la Foi, qui fournissent des informations utiles aux troupes françaises[53]. La complicité de la population s'avère donc vraie lors de l'expédition.

---

51. Rapport du duc de Reggio, 10 avril 1823, cité par Bittard des Portes, *op. cit.* p. 82-83.
52. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 90.
53. Les renseignements sur l'état de l'Espagne, à toute échelle, dont dispose l'armée avant la campagne sont nombreux. Le service historique de la défense conserve, dans sa section de fonds manuscrits (GR 1 M) toutes les rapports des reconnaissances réalisées par les militaires. A ceux-ci, il faut rajouter les comptes rendes des agents diplomatiques en mission en Espagne, conservés aux Archives du Ministère des Affaires étrangères à La Courneuve.

Le colonel Hautpoul, qui parcourt la province d'Aragon note : « Il me fut très facile d'avoir sur Monzon tous les renseignements que je voulus[54]. »

Cette attitude positive et profitable des habitants, notamment dans les villages, ajoutée à une offensive presque inexistante de l'armée espagnole constitutionnelle, conditionne la stratégie adoptée lors des opérations militaires. De plus, dans la société rurale de l'époque, l'image de l'armée des Cortès est plutôt négative[55]. Si bien que, lors des premiers jours de la campagne, prévalent la prudence et l'observation. Une fois les troupes françaises avancées jusqu'aux bords de l'Èbre, lesquelles n'ont rencontré aucune résistance sérieuse, de grands détachements sont constitués pour marcher sur l'Aragon et la Castille[56]. Pour Villèle, cette passivité des Espagnols oblige les troupes françaises à adopter une stratégie nouvelle. Le 6 mai, il donne quelques conseils, dans ce sens, au duc d'Angoulême :

> « L'Espagne peut être comparée à un corps gangrené sur tous les ponts […] Il est difficile avec vos cent mille hommes, d'atteindre partout. Mais comme vous n'avez de résistance réelle à redouter nulle part, maintenant que vous serez tranquille sur le nord de l'Èbre, peut-être pourriez-vous, de moitié avec vos auxiliaires, vous lancer un peu plus et procéder successivement à la délivrance d'une plus vaste étendue de pays autour de vous[57]. »

Un certain nombre de militaires ayant participé aux guerres napoléoniennes sont frappés par cette générosité du peuple espagnol. Rien à voir donc avec les embuscades et le harcèlement quotidien qu'enduraient les troupes en 1808. Goya a laissé des gravures bien représentatives du traitement réservé aux soldats de l'Empire. Pour les serviles, les troupes d'Angoulême sont des alliées contre le pouvoir en place. Il est donc compréhensible que la population les aide lors de la campagne : « Si un soldat français souffrant avait peine à suivre son bataillon, ces bons Espagnols accouraient en lui apportant des rafraîchissements et s'empressaient de lui procurer une mule ou une charrette pour le transporter au cantonnement le plus rapproché », note Saint-Chamans dans ses mémoires[58]. Ainsi, Saint-Chamans parcourt l'Espagne avec une sécurité « fort douce. » Pour cet officier, la mentalité des Espagnols à l'égard de l'expédition française

54. HENNET DE GOUTEL, Estienne, *Mémoires du général marquis Alphonse d'Hautpoul*, Paris, Perrin, 1906, p. 139
55. ARTOLA, Miguel (coord.), *Historia militar de España*, Tome IV, I, p. 428.
56. BARNY-ROMANET, J.A.A, *op. cit.* p. 54-55.
57. VILLELE, Joseph, *op. cit.,* tome III, Villèle à Angoulême, Paris, 6 mai 1823, p. 420. Extrait en annexe : document 18
58. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 428.

change drastiquement en comparaisons de leur attitude face aux troupes de Napoléon. En 1823, raconte-t-il :

> « Toute la population, guidée par les autorités et le clergé, nous recevait avec des cris de joie, nous apportait les rafraîchissements que nous pouvions désirer, et les habitants attendaient avec impatience à la porte de leurs maisons qu'un Français se présentât pour y loger ; on lui réservait le meilleur appartement, et on y préparait toutes les commodités dont ces bons et braves Espagnols pouvaient disposer[59]. »

Le lieutenant général Obert, qui parcourt la zone nord en début de campagne, note dans une lettre du 24 avril le peu des risques encourus dans toute la Navarre qui « de Viena à Pampelune peut être parcourue par les voyageurs isolés avec sécurité[60]. » Le général de la Motte Rouge se souvient aussi de la traversée du Pays Basque lorsqu'il était sous-lieutenant en service au 22e bataillon d'infanterie. Il consigne dans ses souvenirs le vrai danger qu'il leur fallut combattre dans ces contrées montagneuses : « La marche avait duré vingt-deux heures […] mais nous ne rencontrâmes d'autre ennemi que la pluie, la boue, des chemins impraticables, des bêtes harassées et des conducteurs assez récalcitrants[61]. » En revanche, dans la province de Santander les populations locales semblent indifférentes à l'arrivée des troupes d'Angoulême. Le général Bourck, reçoit des nouvelles peu optimistes de cette région. Le 17 mai, on lui communique par lettre : « jusqu'à Reinosa on sonnait les cloches dans tous les villages, les habitants venaient au-devant de nous, depuis cette ville, ils ne montrent que des visages sombres et tristes […] Tous ceux auxquels on parle, avouent être constitutionnels[62]. »

Abel Hugo souligne la rapidité de mouvement des troupes françaises vers la capitale sans rencontrer aucune résistance lors de la traversée des villes et des bourgades. Cela montre, non seulement l'état d'esprit de la masse populaire, peu favorable aux idées révolutionnaires, mais aussi la passivité et le manque d'organisation des Cortès face à la guerre. Les Français « traversèrent Saragosse, Calatayud, et Siguënza, sans rencontrer aucun obstacle, et sans que le ministère de Madrid reçût la moindre nouvelle de leur marche[63]. » Néanmoins, dans la région catalane, le sentiment libéral y est plus enraciné. « Dans cette Catalogne montagneuse, pays de chasseurs et de contrebandiers, la lutte prit

59. *Ibid.*
60. Extrait d'une lettre du lieutenant général vicomte Obert, Logroño, 24 avril 1823. AMAE, CP, Vol. 725.
61 DE LA MOTTE ROUGE, Joseph, *op. cit.,* tome I, p. 205.
62 Rapport envoyé au général Bourck. Torrelavega, 17 mai 1823. SHD, GR. D1-10.
63 HUGO, Abel, *op. cit.,* tome I, p.145.

plus d'ampleur », nous dit Bittard des Portes[64]. Les garnisons de la province restent fidèles à la Constitution et leurs généraux s'efforcent d'anéantir l'Armée de la Foi. Preuve de cette résistance, le général Moncey, à la tête du 4e armée, ne pénètre le territoire catalan qu'à partir du 18 avril. Les constitutionnels catalans sont plus déterminés à défendre leur territoire contre les soldats français ; les proclamations des anciens chefs des guérillas incitent les citoyens à imiter le soulèvement populaire de 1808[65]. Néanmoins, l'envie d'en découdre avec les troupes impériales, l'exaltation populaire pour la défense de la patrie, et même la haine et la soif de vengeance ne sont pas au rendez-vous. Le manque d'enthousiasme et la grande division idéologique parmi la population empêchent que ne soit répété le *levantamiento* du 2 mai 1808. Horace Raisson est du même avis : « Mina aurait donc pu s'y défendre longtemps avec succès, si les Catalans eussent montré contre les soldats des Bourbons la même vigueur qu'ils avaient déployée contre les armées de Napoléon[66]. »

Plus les troupes françaises s'engagent vers l'intérieur de l'Espagne, plus les témoignages de bienvenue s'accumulent, notamment dans les villages où le clergé tente de transmettre une image positive des Français qui viennent restaurer l'autel et le trône. Ce changement d'attitude des Espagnols, si petit soit-il, est pour Saint-Chamans un bon présage pour les opérations à venir. Il écrit dans mémoires :

> « Dans notre mouvement de cette ville sur Saragosse, nous traversâmes un pays tout à fait religieux et royaliste qui, n'étant plus comprimé par la crainte qu'inspirait la garnison de Pampelune, nous vit arriver et nous reçut avec une joie et un enthousiasme que nous n'avions pas encore trouvés au même degré parmi le peuple espagnol, dont l'accueil, lors de nos premières marches sur son territoire, sans être hostile, avait été assez froid ; mais, plus nous avancions dans l'intérieur, plus je découvrais de motifs d'espérer un bon succès dans la guerre que nous entreprenions[67]. »

Tous les témoignages, tous les rapports s'accordent à mettre en évidence un accueil de l'armée des Pyrénées partagé. Mais il n'y a pas, dans cette différence de traitement, un grand écart. En général, les habitants réservent très souvent aux troupes une entrée triomphale, et surtout sonore, dans les villes et villages, où ne manquent pas les décorations et illuminations. Certains gestes sont même exagérés. Boislecomte[68] voit les villageois étendre leurs manteaux à terre pour le passage du duc d'Angoulême qui voyage

64 BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 9.
65 LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* p. 51.
66. RAISSON, Horace, *op. cit.,* p. 60.
67. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 426.
68. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.,* p. 103.

toujours à cheval. Une autre fois, raconte l'officier, « une nuée de filles publiques faisait agenouiller nos soldats devant les nombreuses processions qui célébraient ce triomphe[69]. » Dans les lieux moins réceptifs au passage des troupes françaises, on remarque notamment les visages froids, le silence régnant et l'indifférence. Les patrouilles de reconnaissances françaises constatent des différences notables entre les capitales de provinces et les zones rurales. Ainsi, un rapport, écrit le 10 juillet par le chef de détachement du 2e régiment de Hussards en reconnaissance sur l'Èbre, précise que :

> « Les habitants des campagnes (dont l'opinion est bien franchement royaliste) sont et resteront toujours étrangers aux mouvements de réaction dont quelques villes pouvaient donner l'exemple. À Tudela la classe ouvrière ou plutôt 25 ou 30 artisans dirigés par des individus que l'autorité signale, ont excités quelque tumulte dans la soirée du 29 juin dernier. Réunis au nombre de 20 ou 25 ils insultèrent et menacèrent sur la promenade des personnes des deux sexes soupçonnés de libéralisme, ou ayant seulement quelques apports de parenté ou d'amitié avec des libéraux[70]. »

Parfois, à l'intérieur des provinces les avis sont partagés. En Galice, par exemple, l'esprit public est plus agité sur les zones côtières. « Les villes maritimes sont toutes constitutionnelles, et La Corogne, qui a été constamment un des principaux foyers de rébellion, doit exciter une attention toute particulière » lit-on dans un rapport consulaire[71]. Toutefois, La Corogne affiche un autre visage lorsqu'on annonce la nouvelle de la liberté de Ferdinand. Le consul français de la ville, explique cette allégresse : « L'explosion de la joie publique […] prouve que la masse du peuple de La Corogne a échappé à l'influence subversive des idées révolutionnaires que la faction dominante depuis la fatale journée du 21 février 1820, s'est efforcée constamment à propager par tous les moyens en son pouvoir[72]. » En revanche, la côte biscaïenne et les provinces basques sont plutôt de tendance monarchique. Les traditions particulières et leur clergé ont bien façonné les mentalités dans ces contrées : « […] on peut remarquer facilement le royalisme des biscayens qui regardent la chute du pouvoir constitutionnel comme une occasion de prendre leurs privilèges dans toute leur intégrité […] ces hommes ne voient l'Espagne que dans leurs privilèges », lit-on dans une missive du consul français de Bilbao[73].

---

69. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.,* p. 108.
70. Rapport du détachement du 2e régiment de Hussards en reconnaissance sur l'Èbre, 9-10 juillet 1823. SHD, GR. D1-16.
71. Lettre du consul de La Corogne au ministre des Affaires étrangères, La Corogne, 18 octobre 1823. AMAE, CCC, La Corogne, tome XX, 1821-1824, p. 526.
72. Lettre du consul de La Corogne au ministre des Affaires étrangères, La Corogne, 8 octobre 1823. AMAE, CCC, La Corogne, tome XX, 1821-1824, p. 524.
73. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bayonne, 12 juillet 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824, 277.

Les idées politiques sont aussi liées à la condition économique des habitants. Les hommes aisés sont plutôt pour la révolution, mais dans l'Espagne de l'époque ils sont peu nombreux. C'est la constatation que fait le marquis de Blosseville dans une lettre écrite à son père le 18 juillet : « Presque tout ce qui est riche en Espagne est partisan de la révolution. Il faut partir de ce point pour juger l'avenir : et l'avenir n'est pas beau. Plus de colonies, partant plus d'argent ; beaucoup de paresse, aucune industrie, un moine sur dix habitants dans un pays presque dépeuplé ![74] » Trois semaines plus tard, il écrit à Madame Carel et fait quelques remarques allant dans le même sens :

> « Si l'on rencontre un homme à peu près présentable et parlant quelque peu le français, il y a au moins six à parier contre un qu'il n'est pas royaliste. L'argent est ici du parti de la Révolution, non seulement l'argent des parvenus, mais celui-là même de la grandesse. Bien certainement, sans les moines qui ne voyaient de salut qu'en nous, la populace ne nous aurait pas ouvert toutes les portes, comme elle l'a fait[75]. »

Le général Marmont dans ses *Mémoires* mentionne que la révolution n'est soutenue que par une fraction très réduite de la population et que « sans aucune racine dans les masses elle était combattue par toutes les hautes influences[76]. » Ainsi, à Madrid on y trouve une minorité anti-absolutiste, généralement composée d'hommes éclairés ainsi que de certains membres des sociétés sécrètes, francs-maçons, « comuneros » ou encore carbonari. L'opinion générale, dans la capitale, d'après le corrégidor, est favorable aux royalistes[77]. Armand Carrel souligne que la guerre en Catalogne est plus violente que dans les autres provinces. Ceci peut s'expliquer par les conditions de vie de ses habitants : « […] dans les grandes cités et les petits ports qui bordent la côte de cette province, ainsi que dans les vallées qui la traversent et vont à la mer, est répandu la population la plus avancée et la plus riche de toute l'Espagne. » Puis il attribue à Barcelone un rôle prépondérant : « Entre les villes riches et fortes de l'Espagne, Barcelone a joué, dans la guerre de 1823, le premier rôle militaire et le second rôle politique[78]. » Dans la Biscaye on note la différence entre la campagne et les principales villes. À Bilbao, par exemple, les idées constitutionnelles sont très enracinées, car ayant un port et un commerce orienté vers l'Europe, la ville basque a toujours été influencée par ce contact extérieur. Elle est en

74. PASSY, Louis, *op. cit.,* p. 46.
75. PASSY, Louis, *op. cit.,* p. 49.
76. MARMONT, Auguste-Frédéric, *op. cit.,* tome VII, p. 293.
77. SARRAILH, Jean, *La Contre-Révolution sous la Régence de Madrid, (mai - octobre 1823)*, Bordeaux, Bibliothèque de l'École des Hautes Études Hispaniques, 1930, p. 39-40.
78. LITTRE, M et PAULIN, M, *op. cit.* tome V, p. 87.

« extase vers l'extérieur, vers l'Angleterre, la France et d'autres pays, avec lesquels elle noue des liens d'amitiés et d'intérêts qui sont porteurs d'idées, de modes de culture différentes[79]. »

Le comportement des populations varie donc suivant les provinces. La population d'Estrémadure, quant à elle, semble douter du parti à prendre ; à Ségovie les habitants sont démotivés pour se battre : « L'esprit public s'est refroidi, et le patriotisme s'évanouit », note Sarrailh[80]. En revanche, en Galice et à Santander, l'animosité est palpable, et la population est prête à défendre la Constitution. De même, en Catalogne, autant dans les grandes villes que dans les campagnes, tout le monde affiche sa sympathie pour le gouvernement des Cortès[81]. Enfin, il y a ceux qui jugent cette bipolarisation des idées suivant l'aspect physique. D'après le témoignage d'une femme espagnole : « […] lorsqu'on voit dans la rue un homme mal tourné, mal vêtu, désagréable, laid, c'est un servile ; mais si l'on rencontre un homme beau, bien fait, distingué dans ses manières, c'est un libéral », consigne Blosseville dans ses souvenirs[82].

Dans son ouvrage *Considérations sur la guerre d'Espagne en 1823*, du Parc Locmaria explique que l'attitude de la population suivant les provinces ou les villes était déjà bien connue de tous, surtout dans les campagnes, moins exposées aux idées révolutionnaires des grandes villes. Enfin, on sait que le peuple, qui a déjà combattu pour défendre la religion par le passé « ne se révolterait jamais en faveur d'un code monstrueux qui enchaînait la royauté et diminuait l'influence des idées religieuses[83]. »

3.2.2. Gloire aux Français !

La stratégie du duc d'Angoulême n'est pas de se battre pour chaque morceau de terrain, mais plutôt d'organiser de gros détachements afin d'avoir le contrôle de la péninsule : « Laissant derrière lui les places fortes, où les généraux constitutionnels avaient disséminé une grande partie de leurs troupes, il avait marché avec le gros de l'armée française vers Madrid, centre de la Péninsule, afin de frapper d'un seul coup au cœur le

79. DE MONTOYA, Pio, *La intervención del clero vasco en las contiendas civiles 1820-1823*, San Sebastián., Ed. Gráficas Izarra, 1971, p. 193.
80. SARRAILH, Jean, *op. cit.*, p. 41.
81. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 132.
82. PASSY, Louis, *op. cit.,* p. 41.
83. DU PARC LOCMARIA, Noël Marie Victor, *op. cit.,* p. 5.

gouvernement révolutionnaire[84]. » C'est ainsi que le 3e corps, sous les ordres du prince de Hohenlohe, dont la mission est d'assurer les communications avec Bayonne, envoie plusieurs détachements pour organiser le blocus de quelques importantes citadelles telles que Saint-Sébastien, Pampelune et Santona. Avec le reste des forces disponibles, il doit assurer la protection sur les routes d'Irun à Burgos et fournir de nombreuses escortes et des renforts, à l'exemple de la mise à disposition de la brigade Huber du général Bourck[85]. Il est vrai que, mise à part dans les places fortes, il n'a point à craindre une farouche résistance de la part des habitants des provinces basques : « Si la population se fût jointe aux troupes constitutionnelles, nous aurions pu être arrêtés longtemps dans ces provinces […] il resterait peu de choses à faire à l'art pour y arrêter longtemps une puissante armée[86]. » Il justifie son affirmation par la nature montagneuse qui offre un terrain propice à la guerre.

Durant le blocus de Saint-Sébastien, interviennent la division Canuel et les royalistes espagnols du général Quesada. Les habitants des alentours comprennent rapidement qu'ils peuvent tirer des bénéfices de leur présence : « Les paysans espagnols accoururent bientôt en foule ; il est vrai, au camp devant Saint-Sébastien, y apportèrent des vivres et provisions en abondance. » Profitant de la situation, ils vendent des produits tels que le pain très cher : « il y en avait bien peu qui puissent y mettre un prix aussi exorbitant », écrit le capitaine Mésonan dans son récit des opérations[87].

Dans la ville, la garnison espagnole n'accepte pas de rendre la place aux Français malgré toutes les tentatives de Hohenlohe. Ce dernier envoie même au gouverneur de la cité, au début du mois de mai, les bulletins de l'armée où l'on met en exergue, non seulement les redditions de Saragosse et de Jaca, dans la province de l'Aragon, mais aussi « les démonstrations d'un vif enthousiasme » de la population envers les soldats de l'armée des Pyrénées[88], afin d'inciter la garnison à se rendre. Villèle ne semble cependant pas convaincu par une capitulation proche et envisage la possibilité de lancer l'assaut. Le 20 juin, il écrit au duc d'Angoulême :

84. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome II, p. 251.
85. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 193-194.
86. RAISSON, Horace, *op. cit.,* p. 21-22.
87. Relation des opérations de la 2e division du 1er Corps, par monsieur le capitaine Mésonan, du corps royal de l'état-major. SHD, GR, 1 M 805, p. 5.
88. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit*., p. 136.

> « Si comme je crains, les nouvelles tentatives faite auprès des garnisons de Saint-Sébastien et de Pampelune n'ont aucun résultat, et qu'ainsi que me le marque V.A.R., elle juge intéressant de faire tomber ces places, il nous serait sans doute possible d'y faire arriver des parcs de siège et d'en avoir promptement raison ; car je ne crois ni l'une ni l'autre de ces places en état de résister longtemps à notre attaque, tandis que je suis convaincu que tant qu'ils auront une goutte d'eau et une livre de pain, ces fainéants d'Espagnols aimeront mieux faire leur sieste tranquillement derrière leurs murs, que d'ouvrir leurs portes et sortir de cette position, insupportable pour des hommes plus actifs et moins imprévoyants[89]. »

À Pampelune, la division du général de Conchy, renforcée par l'armée royaliste du comte d'Espagne, organise le blocus de la ville. Pour gagner à sa cause les constitutionnels, le général français réussi à y introduire une centaine de proclamations, écrites en espagnol, dans lesquelles est présentée la situation de l'Espagne. Cette initiative provoque la colère du gouverneur qui ordonne de jeter sur les postes français une pluie de bombes mais sans trop de résultats : seul un malheureux voltigeur est blessé[90].

C'est surtout dans les agglomérations rurales que la population accueille chaleureusement les troupes françaises. Ainsi, dans le bourg de Villabonne les gens s'emportent en criant des vives le Roi et se font remarquer : « toute sa population était aux fenêtres, qui étaient garnies de drapeaux blancs et des fleurs de la saison[91]. » La plupart des témoignages, principalement ceux des officiers, qui a posteriori ont écrit leurs mémoires, souligne de bruyantes et pompeuses cérémonies d'accueil. Le général Pelleport note dans ses souvenirs :

> « Tafalla. Rien ne saurait donner une idée de l'enthousiasme qui se manifesta dans ce bourg à notre arrivée. Des prêtres, armés de sabres et décorés d'insignes militaires, étaient à la tête des rassemblements populaires ; des capucins couraient dans les rangs, en agitant les étendards de la Foi ; les femmes applaudissaient ; les cloches étaient en branle ; des cris de Vive la religion ! Vive le roi absolu ! se faisaient entendre de tous côtés, etc. etc. Il n'y a que l'Espagne pour avoir de telles explosions d'enthousiasme[92]. »

Dans le village d'Olite, le clergé se joint aux réceptions : « deux capucins, armés de haches, assistèrent à mon déjeuner pour me faire honneur », note le général Pelleport. L'alcade de Peralta improvise même un émouvant discours de bienvenue[93]. Lors de l'arrivée des soldats français à Villareal le 15 avril, raconte de Bussy, la population et les religieux se portent « en foule » pour les acclamer[94]. Parfois, les municipalités organisent quelques

89. VILLELE, Joseph de, op. cit., tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 20 juin 1823, p. 101-102.
90. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 193.
91. Rapport du duc de Reggio, 10 avril 1823, cité par Bittard des Portes, *op. cit.,* p. 82-83.
92. PELLEPORT, Vicomte de, *op. cit.,* tome II, p. 155.
93. *Ibid.*
94. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.*, p. 471.

activités pour la distraction des troupes. Le capitaine Boislecomte se souvient des chaleureuses acclamations des habitants de Vergara et d'un « bal des plus agréables[95]. » La ville de Vitoria va plus loin et le soir de l'arrivée du duc d'Angoulême l'ambiance de fête se fait sentir : danses, illuminations, feux d'artifices sont au programme. L'accueil de l'armée des Pyrénées ne manque pas non plus de vives acclamations : « Nous sommes reçus à Vitoria comme ailleurs au bruit des cloches, aux cris des habitants, au milieu des drapeaux, des tentures… », écrit de Bussy dans ses souvenirs[96]. À Balmaseda, le jeune sous-lieutenant de la Motte Rouge apprécie particulièrement d'être logé « chez des hôtes affables et bienveillants » et, le soir venu, d'aller dîner dans une posada renommée[97].

Cependant, dans certains bourgs, les habitants semblent moins disposés aux manifestations de joie. À Alagon, par exemple, où les troupes doivent passer la nuit, celles-ci sont reçues avec froideur par les habitants. Le capitaine Pelleport remarque sur place que la pierre de la Constitution est encore debout, preuve des convictions libérales des villageois[98].

L'avant-garde des troupes françaises occupe Vitoria le 16 avril, et, le lendemain, le duc d'Angoulême y établit son quartier général. L'enthousiasme de la population locale est au rendez-vous. Malgré une certaine méfiance à l'approche des troupes, raconte le munitionnaire Ouvrard dans ses mémoires, tous sont « salués par les cris de la joie la plus expressive[99]. » On voit arriver dans la ville une foule de députés, provenant de tous les coins de la province, pour montrer leur reconnaissance. « Des adresses, renfermant l'expression fidèle des sentiments de la masse de la population, arrivèrent de tous les côtés », écrit Abel Hugo[100]. Le duc d'Angoulême y séjourne trois semaines, afin de planifier la suite de l'expédition[101]. Les actes organisés pour remercier les troupes françaises sont constants. Le 23 avril, par exemple, est organisé un spectacle auquel assiste tout l'état-major général et de nombreuses autorités. « C'est une vrai soirée de Paris – note de Bussy – Un boléro mal dansé, mais que la galanterie française redemande[102]. » Le lendemain, dans les églises de Vitoria est chanté le *Te Deum* pour fêter l'entrée des troupes françaises

95. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.,* p. 100.
96. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 472.
97. DE LA MOTTE ROUGE, Joseph, *op. cit.,* tome I, p. 205.
98. PELLEPORT, Vicomte de, *op. cit.,* tome II, p. 156.
99. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 37.
100. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome I, p. 169.
101. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 39.
102. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.*, p. 474.

et le rétablissement de la Régence. Malgré tout, confesse de Bussy, la ville « ne rappelle aux Français que de tristes souvenirs[103]. » Tous les témoignages s'accordent à souligner le chaleureux accueil réservé aux soldats. Le capitaine Boislecomte souligne l'excellente réception faite aux divers détachements :

> « Jusqu'à Vitoria, marchant avec le prince, nous pouvions croire que sa présence seule nous valait le bon accueil que nous recevions de toutes parts depuis notre entrée en Espagne ; mais depuis cette ville, et surtout à Haro, toute la population vint au-devant de nous, quoique la proximité des coureurs de Ballesteros put faire craindre de terribles vengeances. Les femmes, ne pouvant nous atteindre à cheval, embrassaient les soldats d'infanterie. On n'entendait d'autres cris que : Vive le Roi ! Vivent les Français ! Vivent nos libérateurs ![104] »

Le lieutenant général vicomte Obert raconte, dans une de ses correspondances, les bonnes dispositions de la population locale aussi bien dans l'accueil que dans l'aide qu'elle apporte en faveur de la lutte contre les révolutionnaires. Il évoque, dans une lettre du 24 avril, comment le commandant Bourgoin est reçu à Alfaro par les paysans malgré l'heure tardive à laquelle il arrive : « quoiqu'il fut 9 heures du soir, il a trouvé le peuple venant au-devant de lui à plus d'une demie lieu de la ville, ivre de joie et poussant de tels cris, ajoute-t-il, que les chevaux en étaient effrayés[105]. » Il rend compte également de l'algarade, par les habitants du village d'Agoncillo, contre quatre volontaires constitutionnels qui voulaient récupérer des rations et chevaux. Ces derniers sont faits prisonniers de guerre et rendus à l'autorité militaire française qui récompense les villageois : « J'ai donné à l'alcade et à ses habitants les éloges et les encouragements qu'ils méritent en les renvoyant avec leurs fusils pour leur montrer ma confiance en eux. Ce trait est une nouvelle preuve du bon esprit qui règne en général dans cette contrée[106]. » Calahorra est occupée militairement par un bataillon français « malgré que les dispositions du pays soient des plus heureuses », écrit Obert, puis il continue son récit : « L'exaltation de la joie s'est manifestée sur toute la route de mon détachement, entre Ricon del Soto et Aldea, un arc de triomphe était élevé sur le passage de la troupe qui a été reçue de toutes parts aux cris de Viva el Rey, Viva el Duque de Anguelma nuestro liberador[107]. » Un rapport de Montivault, daté d'Alfaro le 21 avril, vient aussi confirmer l'enthousiasme de la population de cette partie de l'Espagne :

---

103. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 472.
104. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.,* p. 101.
105. Extrait d'une lettre du lieutenant général vicomte Obert, Logroño, 24 avril 1823. AMAE, CP, Vol. 725.
106. *Ibid*.
107. Extrait d'une lettre du lieutenant général vicomte Obert, Logroño, 23 avril 1823. AMAE, CP, Vol. 725.

> « Dans ma route depuis Miranda jusqu'à Logroño j'avais remarqué les meilleures dispositions parmi les habitants. Monsieur le général Obert croyait d'après l'opinion générale que la rive droite de l'Èbre serait moins bien disposée. Mais j'ai eu la preuve du contraire du moins pour la partie que j'ai parcourue. Il me serait difficile d'exprimer les transports de joie et l'exaltation extrême dont j'ai été le témoin. Les habitants sont animés de la meilleure volonté et sont toujours prêt à donner tous les renseignements possibles[108]. »

Lorsqu'on quitte la Navarre pour se diriger vers la province d'Aragon, le 2e corps du général Molitor reçoit durant sa marche la reconnaissance des Espagnols. Le comte Saint-Chamans, à la tête de la 1ère brigade, est témoin de ces marques fraternelles. Il note dans ses mémoires « l'ivresse du plaisir » des autorités, autant civiles que religieuses et raconte une anecdote : « je me rappelle notamment qu'en entrant dans la petite ville de Tafalla, les habitants enthousiasmés du bonheur de voir les Français, s'étant fait indiquer le général qui commandait l'avant-garde, se ruèrent en foule autour de mon cheval pour me baiser la botte, et ils y mettaient tant d'ardeur que je vis le moment où ils me jetteraient par terre[109]. »

Dans la province de Santander la population est plutôt acquise aux idées libérales. Il est donc normal que les manifestations de joie envers les Français ne soient pas mentionnées dans les différents rapports. Ceux-ci concernent généralement les actions militaires réalisées pour occuper la région. Un rapport du général Marguerye du 13 mai note la rixe à Santander entre royalistes et constitutionnels, les pillages du chef Campillo à Comillas et Santillana. L'effectif semble insuffisant et le général signale qu'il est fortement menacé par les constitutionnels établis à San Vicente de la Barquera et que la prudence lors de la marche s'impose : « surtout après avoir laissé derrière moi, un pays affreux et Reinosa dont les habitants sont excessivement mauvais […] s'ils ne sont pas ouvertement contre nous, ne sont pas pour nous[110]. » Villèle suggère dans une correspondance avec le duc d'Angoulême, d'y employer les forces espagnoles en cas de manque d'effectifs : « L'occupation de quelques points importants sur cette côte par les royalistes espagnols, s'ils ne peuvent l'être par nos troupes », écrit-il le 21 avril[111]. Toutefois, il croit nécessaire quelques mesures de précaution avant la prise des ports, notamment celui de Santona « dont on ne pourrait ensuite débusquer les révoltés qui s'en seraient emparés…[112] » La presqu'île de Santona, autrefois bastion imprenable des troupes napoléoniennes, s'érige

108. Extrait d'un rapport de Monsieur de Montivault, Alfaro, 21 avril 1823. AMAE, CP, Vol. 725.
109. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 426.
110. Lettre du général Marguerye au général Bourck, Fuentecaliente, 13 mai 1823. SHD, GR. D1-10.
111. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, Villèle à Angoulême, Paris, 21 avril 1823, p. 359.
112. VILLELE, Joseph de, *op. cit.*, tome III, Villèle à Angoulême, Paris, 21 avril 1823, p. 359.

comme l'une des places fortes importants de l'Espagne, avec une garnison d'environ de 3000 hommes, en plus des 1 400 habitants, la plupart sympathisants libéraux, peut-être dû à la longue présence des Français durant la *Guerra de la Independencia*[113] ainsi qu'à la propagande de la Société Patriotique qui y siège[114]. Le général d'Albignac, n'ayant pas réussi à soumettre la place, se rend à Santander ; le blocus se maintient néanmoins avec un régiment français et plusieurs bataillons espagnols du général Quesada.

Le général Huber, du 3e corps, agit de concert, dans cette province, avec le général royaliste Longa qui occupe Santander. Lors de ses mouvements dans la zone, ce dernier ne se prive pas de grossir son détachement avec la faible garnison de la ville. Les autorités municipales craignent des débordements, « l'esprit constitutionnel » étant solidement ancré chez les habitants, et sollicitent le général Guilleminot afin qu'il affecte un contingent français[115]. Néanmoins, l'agitation se fait moins sentir que dans les villages proches où, d'après le consul français, monsieur de Graslin, l'animosité de la population à l'égard des français semble identique à celle de 1808[116]. Le témoignage d'Ouvrard contredit le mauvais accueil envers les troupes du duc d'Angoulême. Il reçoit des nouvelles de Longa de la bouche de plusieurs émissaires. Tout semble calme dans la région : « Tout va bien ; partout on voit les Français en libérateurs, les denrées sont abondantes, les constitutionnels n'en ont emporté aucune[117]. » Les colonnes mobiles du général Huber, poussées dans leurs retranchements jusqu'à Reinosa par les chefs de bandes constitutionnels opérant dans la province de Santander, sont contraintes de changer le théâtre de leurs opérations et doivent alors se rendre vers les Asturies[118].

Dans la région des Asturies, l'opposition aux troupes françaises est presque inexistante. Le système constitutionnel ne semble pas plaire à une grande partie de la population. Il n'est pas étonnant de voir les villageois aider et guider les Français lors de leur progression parmi ces terres montagneuses :

> « Les habitants des Asturies ne montraient pas moins d'enthousiasme pour les soldats libérateurs que ceux des autres parties de l'Espagne. Tous voulaient servir la cause de leur

113. SÁNCHEZ GÓMEZ, Miguel Ángel (coordinador), *Historia General de Cantabria*, Santander, Ediciones Tantin, 1986, tomo VII, p. 195.
114. GIL NOVALES, Alberto, *op. cit.,* p. 145.
115. GONZÁLVEZ FLÓREZ, Roberto, *op. cit.,* p. 186.
116. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 289.
117. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 62.
118. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome I, p. 346.

> Roi ; et ceux qu'un âge avancé empêchait de porter les armes, s'offraient avec empressement pour guider nos colonnes dans les routes difficiles où les ennemis précipitaient leur fuite[119]. »

Une lettre du général espagnol Longa, adressée au major général de l'armée française souligne que la province des Asturies est animée du meilleur esprit et qu'on y attend avec impatience l'arrivée des Français[120]. Le général Morillo y envoie plusieurs détachements pour inciter les habitants à prendre les armes et à harceler les troupes qui siègent dans les places fortes des provinces contiguës. Les résultats sont bien minces. Le chef royaliste Longa, qui parcourt aussi ces terres, veut éviter la contagion constitutionnaliste. Il rédige plusieurs proclamations, destinées aux autorités civiles et ecclésiastiques, pour mettre en garde sur « toute foule incontrôlée» et exige que le clergé contienne « le torrent impétueux de maximes impies et séduisantes, qui déchirent les liens de la société civile[121]. »

Après avoir pacifié les Asturies, le général Bourck fait mouvement vers la Galice. Sur place, Quiroga tente de pousser la population à résister et à se battre contre les Français. La proclamation qu'il rédige en ce sens est particulièrement draconienne : celui qui fait une quelconque déclaration pour nuire au moral du peuple ou celui qui parle de capitulation sera fusillé. Les personnes qui communiquent avec les Français endureront le même sort[122]. On trouve dans la place forte un bataillon de transfuges et la présence de sir Robert Wilson, venu offrir aux constitutionnels « le secours de leur courage et leur épée[123]. » L'accueil réservé aux troupes du duc d'Angoulême n'est pas mis en avant dans les rapports, il s'agit plutôt d'une province où les idées libérales sont fortement enracinées. Cependant, l'occupation du terrain est rapide et sans danger : « le général Bourck arrive à Villafranca del Vierzo sans avoir rencontré aucun ennemi », rapporte un rapport politique[124]. De la Motte Rouge, alors sous-lieutenant, raconte son arrivée dans quelques villes de la province :

> « El Ferrol […] Cette ville, l'un des principaux arsenaux maritimes de l'Espagne, avait une faible garnison et ne fit aucune résistance. La municipalité reconnut immédiatement le gouvernement de la régence de Madrid […] Plus nous approchions de la ville [La Corogne] plus l'aspect du pays devenait riant et agréable. Les villages étaient beaux, peuplés et d'une grande

119. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome I, p. 349.
120. Lettre du général Longa au major général de l'armée française. Communiquée à S.A.R. le 16 mai 1823. SHD. GR. D1-10.
121. GONZÁLVEZ FLÓREZ, Roberto, *op. cit.,* p. 189.
122. GONZÁLVEZ FLÓREZ, Roberto, *op. cit.,* p. 190.
123. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome I, p. 355.
124. Rapport politique de Madrid, 11 juillet 1823. AMAE, CP, Vol. 725, p. 198.

> propreté. Les habitants ne montraient aucun enthousiasme à notre arrivée, mais ne semblaient pas cependant voir le drapeau français avec déplaisir[125]. »

Au mois de juillet, La Corogne tombe sans grand effort et les quatre mille soldats qui y tiennent garnison rejoignent les rangs des troupes de Morillo, nouvellement acquis à la cause royaliste : « la réunion de Morillo à nos troupes eut pour résultat de rendre facile aux généraux français l'entrée de la Galice. Les obstacles naturels qui défendaient cette province n'étaient plus capables d'arrêter ces armées[126]. » Les troubles en Galice se tarissent après la chute de La Corogne[127].

Début mai, le quartier général fait mouvement vers Miranda de Ebro, où l'accueil des partisans de Ferdinand est encore une fois fraternel : « les royalistes espagnols nous y attendaient avec des rafraîchissements, du vin, des serrements de mains et des cris », écrit de Bussy[128]. Les religieux sont souvent disposés à ouvrir leurs portes aux Français. Le même auteur raconte dans ses souvenirs une visite, le 7 mai, au couvent de Briviesca :

> « Visite à ce couvent ; la sœur tourière appelle deux religieuses et nous causons avec elles à travers les doubles vitraux des croisées. Après avoir manifesté leur joie de nous recevoir, après m'avoir demandé si le *méchant* Bonaparte était bien mort, elles m'envoient des biscuits et du vin de Málaga. L'une des deux était âgée, l'autre était plus jeune et assez jolie ; elles me comblent d'attentions […] Elles nous expriment leur amour pour le roi, pour le nôtre, pour le duc d'Angoulême […] Elles nous montrent le drapeau qu'elles avaient brodé pour leur chapelle, à l'occasion de l'arrivée de S.A.R[129]. »

Le général Guilleminot rend compte au ministre de la Guerre de la bonne marche des opérations et met en exergue le peu de difficultés que rencontrent ses unités sur les chemins et les routes du pays. Il signale la marche de la division Obert « qui a lieu sans aucun obstacle, et sur toute la route, mais particulièrement à Agreda et Almazan, la population a montré le plus grand enthousiasme. » Les habitants, même, renseignent les officiers français sur les mouvements des ennemis[130].

Burgos prépare une fête lors de l'arrivée du duc d'Angoulême le 9 mai. « C'était plus que de la joie, c'était du délire » écrit Abel Hugo[131]. Dans un rapport du 18 avril sur l'Espagne,

---

125. DE LA MOTTE ROUGE, Joseph, *op. cit.,* tome I, p. 226-227.
126. CAPEFIGUE, Jean Baptiste, *op. cit.,* p. 194.
127. RAISSON, Horace, *op. cit.,* p. 156.
128. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 476.
129. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 478-479.
130. Lettre du général Guilleminot au ministre de la Guerre, Aranda, 15 mai 1823. AMAE, CP, Vol. 725, p. 110.
131. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome I, p. 173-175.

on note déjà que la municipalité de cette ville précise au maréchal duc de Reggio que les troupes françaises n'auront « qu'à admirer les affections des castillans[132]. » Les vivres y sont même préparées pour les recevoir[133]. Les autorités et de nombreux citoyens se présentent aux portes de la ville pour la réception. De Bussy remarque que « jamais, depuis son entrée en Espagne, le duc d'Angoulême n'avait été accueilli avec plus d'enthousiasme[134]. » L'accueil est tel que la marche des troupes françaises en devient parfois difficile : « la foule était partout si considérable, que les soldats avaient quelques peine à marcher[135]. » Les décorations, dans la ville, sont aussi très impressionnantes, les principaux monuments sont ornés de guirlandes, les fenêtres sont toutes pavoisées. Même la fameuse épée du Cid – écrit de Bussy – est illuminée et placée au-dessus du passage de duc d'Angoulême[136]. Abel Hugo dans son *Histoire de la campagne d'Espagne* décrit l'impressionnant cortège de réception :

> « La marche était ouverte par douze hommes de taille gigantesque, parés de pompeux costumes, et qui représentaient la force et la vaillance. Suivaient différents groupes de danseurs, imitant, dans leurs jeux expressifs des luttes et des combats à outrance. Puis venait au milieu de la foule, tiré sur une espèce de traîneau, un mannequin vêtu en lambeaux, le teint pâle et livide et le corps chargé de chaînes. Il figurait la constitution des Cortès […] Un superbe char de triomphe, traîné par quarante jeunes gens, suivait immédiatement le bruyant cortège ; il avait été destiné à S.A.R., qui l'avait refusé. Le Prince avait voulu faire son entrée à cheval et à la tête de ses soldats. Un arc triomphal, élevé devant la porte principale, présentait des images symboliques qui exprimaient l'alliance intime de la France et de l'Espagne[137]. »

Dans cette atmosphère de fête, les feux d'artifice ne manquent pas, ainsi que les bruits des tambours et les sons des cloches. « On n'entendait partout que boîtes, pétards, coup de fusil, que décharges d'artillerie et de mousqueterie », note de Bussy[138]. Souvent quelques cris se font entendre, ce sont surtout des vive le Roi Ferdinand, Louis XIII, vive les Français, la religion. Parfois s'entremêlent des « mueras » à la Constitution et aux libéraux. L'émotion est à son comble, les habitants se transforment et semblent « avoir perdu cette contenance sérieuse et sombre qui forme la base de leur caractère. Des larmes de joie coulaient de tous les yeux », écrit Capefigue[139]. Abel Hugo confirme également ces sentiments exaltés du peuple : « Les vieillards pleuraient, les femmes élevaient leurs

132. Rapport du 18 avril sur l'Espagne, SDH, GR. D1-7.
133. Lettre de Victoriano de la Fuente López, président de la maire de Burgos au commandant les troupes françaises, 14 avril 1823. SHD. GR. D1-7.
134. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 480.
135. CAPEFIGUE, Jean Baptiste, *op. cit.,* p. 93.
136. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 482.
137. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome I, p. 173-175.
138. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.*, p. 480.
139. CAPEFIGUE, Jean Baptiste, *op. cit.,* p. 98-99.

enfants dans leurs mains comme pour attirer les regards du Prince, et obtenir sa bénédiction. D'autres, agenouillées devant les madones, priaient en versant des larmes[140]. » La nuit, la ville est illuminée et la fête se poursuit aux sons des chœurs des musiciens[141].

Dans les petites localités de la province de Burgos, si l'accueil n'est pas aussi majestueux, il n'en est pas moins chaleureux. Ainsi, à Gumiel, lorsque les officiers Gaja et Rivière se présentent, le 14 mai, pour négocier le logement du quartier général, ils sont reçus avec beaucoup de joie, tellement que « la population pleurait de plaisir », écrit de Bussy[142]. Les rapports émis par la prévôté sont fort intéressants, car ils recueillent avec objectivité l'état d'esprit des habitants. Celui du Grand Prévôt du 13 mai, rédigé depuis le quartier général à Lerma, nous donne quelques aperçus sur l'attitude des espagnols :

> « Les habitants des campagnes continuent à recevoir l'armée avec le même plaisir quoiqu'ils fassent moins de démonstrations que dans les marches précédentes. Un employé attaché à l'état-major général est entré dans le village de Madrilejos pour acheter du pain. Il ne se trouvait pas de boulanger, plusieurs paysans lui en ont offert gratuitement, ils l'ont conduit chez le curé qui l'a forcé à prendre un de ces pains, en lui disant que tout ce que les Espagnols avaient était au service des Français qui venaient pour rétablir leur Roi et la religion. Les deux soldats condamnés à mort manquent de chemises et de souliers. Je prie monsieur le major général de faire mettre 30 à 40 francs à ma disposition pour leur procurer ces objets. Les distributions ont été abondantes et en bonne qualité. On a délivré du vin à la troupe[143]. »

À Palencia, les troupes françaises sont reçues avec ferveur, notamment par les prêtres, grands admirateurs de ceux qui viennent défendre la religion. L'un des soldats nous décrit ces intenses moments avec une certaine ironie, comparant ces réceptions à un défilé carnavalesque :

> « Nous fûmes frappés de ce cachet d'idolâtrie à l'espèce d'ovation dont on voulut nous honorer. Le clergé sortit de la ville avec la croix et la bannière, ayant à sa tête un évêque monté sur une belle mule blanche, qui semblait avoir été créée pour cet emploi. Des baladins, dansant au bruit des castagnettes, des arlequins et tous les personnages du carnaval de Venise […] Cette mascarade, qui se renouvela le lendemain, jour de l'Ascension, dans une procession toute religieuse, ne laissa pas que d'effrayer nos chevaux…[144] »

Lorsque le duc d'Angoulême parcourt les plaines de la Manche, il remarque aussi les sentiments bienveillants de la part royalistes qui s'empressent, à la vue de l'avant-garde des troupes, au-devant des colonnes pour les recevoir. L'Église participe à cet accueil

140. HUGO, Abel, op. cit., tome I, p. 173-175.
141. BARNY-ROMANET, J.A.A, *op. cit.,* p. 34.
142. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 484.
143. Rapport du Grand Prévôt, Quartier général à Lerma, 13 mai 1823. SHD, GR. D1-10.
144. CHAMPAGNY, Clerjon de, *op. cit.*, p. 22.

pompeux : « les cloches assourdissait les oreilles[145]. » La division Obert, du 1er corps, rencontre le même enthousiasme de la part des villageois lors de sa marche vers Madrid[146]. À Valladolid, l'accueil de la population semble être à la hauteur des attentes et fête l'entrée des Français[147], qui sont les premiers étonnés, certains craignant même pour leur intégrité physique, si l'on en croit le témoignage d'un soldat : « […] des femmes, jusque sous les combles, toutes agitent leurs mouchoirs, toutes ont l'air de nous dévorer[148]. »

Le 26 avril, le général Molitor, à la tête du 2e corps, fait son entrée à Saragosse. La résistance héroïque et désespérée des Aragonais d'autrefois contre les troupes de Napoléon n'est plus d'actualité. Le duc d'Angoulême l'a laissé entendre deux jours plus tôt, dans une correspondance à Villèle : « Nos troupes étaient reçues partout avec le même enthousiasme, et je suis convaincu qu'elles n'éprouveront de résistance, ni à Tudela, ni à Saragosse[149]. » Les dires du généralissime sont déjà confirmés quelques jours auparavant par le capitaine Maux, envoyé en mission à Tudela :

> « La réception qu'on nous a faite à Tudela, a surpassé notre attente. Il semble que les habitants aient voulu se venger de l'oppression dans laquelle ils avaient été tenus jusqu'à hier en exprimant par tous les moyens possibles la joie qu'ils éprouvaient à la vue de leurs libérateurs. On m'a dit ce soir qu'il y avait eu en ville des envoyés de Saragosse qui étaient venus reconnaître comment nos troupes se conduisaient dans les villes qu'elles occupaient. Ils sont partis dit-on très satisfaits[150]. »

Cette fois-ci, nous dit Abel Hugo, ce sont des fleurs, plutôt que des balles, que les habitants jettent au passage des troupes françaises. Les rues sont ornées et les maisons pavoisées de drapeaux blancs. On entend même des vivats adressés au duc d'Angoulême[151]. Cependant, Pelleport note une certaine froideur et de l'indifférence dans presque toutes les localités et remarque que ce sont surtout les religieux qui semblent s'intéresser à la présence de l'armée des Pyrénées : « Notre entrée se fit avec une grande pompe ; les cloches étaient à la volée, et les prêtres nous attendaient devant l'entrée des églises pour bénir nos armes. Mais la population fut moins animée que dans les autres villes : les Cortès comptaient beaucoup de partisans à Saragosse[152]. » Le 30 avril, Martignac écrit à Villèle à

145. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.,* p. 145.
146. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 138.
147. BARNY-ROMANET, J.A.A, *op. cit.*, p. 35.
148. CHAMPAGNY, Clerjon de, *op. cit.,* p. 26.
149. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, Angoulême à Villèle, Vitoria, 24 avril 1823, p. 371.
150. Extrait d'une lettre du capitaine Maux, de l'état-major général, 21 avril 1823. AMAE, CP, Vol. 725, p. 98.
151. HUGO, Abel, *op. cit.*, tome I, p. 167.
152. PELLEPORT, vicomte de*, op. cit.,* tome II, p. 157.

propos de la soumission de la capitale de l'Aragon et précise que « les Français ont été considérés comme des libérateurs par le peuple[153]. » La même impression remarque le colonel d'Hautpoul. Dans ses mémoires, on peut lire : « Presque toutes les populations nous recevaient comme des libérateurs, nous avions plutôt l'air de faire une entrée triomphale que d'avoir des ennemis à combattre[154]. »

Dans la ville de Léon, la population semble partager les idées royalistes. Antonio Agarra, chef politique, se plaint au ministère du détestable état d'esprit des habitants qui reçoivent en grande pompe le comte d'Amarante et manifestent de la haine envers la Constitution, les esprits sûrement animés par l'abondante présence de religieux[155]. Le général de la Motte Rouge a parcouru ces terres lorsqu'il était sous-lieutenant au 22e bataillon d'infanterie de ligne. Dans ses *Souvenirs et campagnes*, il écrit :

> « Le 28, nous fîmes notre entrée en Léon sous des arcs de triomphe, aux acclamations des populations de la ville et des environs, qui étaient venues au-devant de nous à plus d'une lieue. Dès qu'on aperçut la tête de la colonne, précédée du général de division et de son état-major, toutes les cloches des églises furent mises en branle, toutes les maisons se pavoisèrent des plus belles tentures. Les femmes, dans leur toilette la plus élégante, étaient aux balcons et, par leurs vivats, applaudissaient à notre venue[156]. »

Après un mois de campagne les comptes rendus des chefs de l'armée des Pyrénées sont positifs quant au déroulement des opérations. Les rapports, dits politiques, comme ceux que rédigent les commandants des divisions militaires, sont également optimistes. Celui de la 10e division, à Toulouse, signale l'arrivée de l'armée de la Foi à Valladolid sans le moindre obstacle et la soumission de plusieurs villes du nord de l'Espagne. On souligne l'impatience de la population madrilène de voir arriver les troupes françaises afin que soient évitées d'éventuelles vengeances. « En général, l'on regarde la guerre d'Espagne, comme un bien : elle est juste, dit-on, parce que le Roi l'ordonne ainsi », peut-on lire dans le rapport[157].

L'entrée dans la capitale espagnole n'est pas une mince affaire. Il faut préparer les esprits à voir les troupes françaises marcher dans les rues. Depuis Alcobendas, où s'est installé le

153. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, Martignac à Villèle, Vitoria, 30 avril 1823, p. 400. Extrait en annexe : document 19.
154. HENNET DE GOUTEL, Estienne, *op. cit.,* p. 139.
155. GONZÁLVEZ FLÓREZ, Roberto, *op. cit.,* p. 77.
156. DE LA MOTTE ROUGE, Joseph, Édouard, *op. cit.,* tome I, p. 291.
157. Rapport politique du Lieutenant général commandant la 10º Division Militaire au ministre de la Guerre, Toulouse, 11 mai 1823. SHD, GR. D1-10.

quartier général, le duc d'Angoulême rédige une proclamation destinée aux madrilènes. Il met l'accent sur son rôle d'auxiliaire dont l'objectif est de rétablir la paix et de délivrer le Roi. Il se justifie par l'accueil réservé aux troupes : « L'Espagne a ajouté foi à mes paroles. Les provinces que j'ai parcourues ont reçu les soldats français comme des frères, et la voix publique vous aura appris s'ils ont justifié cet accueil, et si j'ai tenu mes engagements[158]. » Martignac, commissaire civil, contresigne le texte. Le 23 mai, tous les corps d'armée se mettent en route vers Madrid. Quelques semaines auparavant, et en prévision de l'entrée des troupes françaises, l'Abisbal signe une proclamation dans laquelle il s'engage à ne pas abandonner la capitale et à continuer à maintenir l'ordre et la tranquillité jusqu'à la relève. Toutefois, comme le commente Raisson, il « calculait les chances de succès plutôt en politique adroit qu'en soldat enthousiaste[159]. » C'est à cinq heures du matin que le général Latour-Foissac, à la tête de quelques bataillons, entre dans la capitale. Ces derniers relèvent les unités de la garde constitutionnelle. Les tambours et la musique des régiments réveillent les madrilènes qui les reçoivent avec allégresse et émotion « qu'on en était ému jusqu'aux larmes[160]. » Ouvrard, témoin de la scène, s'étonne « des acclamations et des transports qui surpassaient tout ce que l'ivresse et le délire peuvent produire dans les pays méridionaux…[161]. »

La nouvelle de l'approche des Français se répand comme une tâche d'huile et aussitôt une foule se porte, extramuros, à la rencontre des soldats. La joie des madrilènes s'affiche sur leurs visages. Ils offrent bouquets et laurier aux libérateurs. Telle est l'intensité du moment durant lequel « les cris d'allégresse étouffaient le bruit des tambours[162]. » Vers neuf heures du matin, le généralissime apparaît par la porte de *Los Recoletos* et parcourt la rue d'Alcalá et l'avenue du Prado sous les acclamations des habitants. De Gonneville[163], qui vit ces moments, brosse un tableau positif de l'entrée dans la capitale : « Notre entrée dans la capitale, par les portes d'Alcala et de Tolède, fut très brillante. Les rues par lesquelles nous défilions étaient tendues de tapisseries comme pour la Fête-Dieu ; tous les balcons et toutes les fenêtres étaient garnis de femmes en grande toilette qui agitaient leurs mouchoirs, criaient « Viva la Francia ! » et nous jetaient des fleurs. » Un autre

158. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome I, p. 188.
159. RAISSON, Horace, *op. cit.,* p. 45.
160. BARNY-ROMANET, J.A.A, *op. cit.*, p. 340-41..
161. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 85.
162. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome I, p. 192.
163. MIRABEAU, Comtesse de, *Souvenirs militaires du colonel de Gonneville*, Paris, Didier et Cie, 1875, p. 346.

officier, Boislecomte, qui participe aussi à l'occupation de la capitale, offre un récit émouvant de l'accueil :

> « Enfin, après avoir relevé un poste constitutionnel, nous entrons par la rue Foncanal [sic]. Tout sommeillait. Le profond silence est tout à coup interrompu par l'air français : Vive Henri IV ! […] en un instant toute la population est sur notre passage : hommes, femmes, enfants demi-nus, sans chaussures, tous se précipitent au-devant de la colonne, se jettent au milieu des rangs. Les hommes serrent sur leur cœur, les femmes embrassent en sanglotant les premiers soldats qu'ils abordent. Le général lui-même est presque renversé de son cheval. Non, rien ne peut peindre la joie délirante de cette foule immense […] les femmes surtout se faisaient remarquer par l'énergie de leurs sentiments[164]. »

L'enthousiasme des Espagnols est à son comble et extrêmement bruyant. Ne manquent pas le son des cloches ni le bruit des pétards. Les vivats et la clameur envers les soldats et la France sont constants. « Les femmes de la société jetaient des fleurs du haut des balcons et les filles du peuple dansaient accompagnées des castagnettes et des tambourins », écrit Grandmaison[165]. Le marquis de Blosseville, qui doit rejoindre le quartier général à Madrid, écrit le 25 mai à son père pour lui annoncer son départ. Il note : « Adieu, mon bon papa, écrit-il le 25 mai [...] J'ai un compagnon de voyage avec lequel je m'accorde à merveille, un jeune Picard, M. Edmond de Thieulloy. […] Au demeurant, tous les dangers sont fort peu à craindre ; car nous ferons notre première campagne d'une manière fort civile et puis les Français sont si bien accueillis partout[166]. »

L'opposition du peuple espagnol subie par les troupes de Murat dans le Madrid de 1808 ne s'est pas reproduite, bien au contraire. La plupart des témoignages parlent d'une population entièrement dévouée aux soldats du duc d'Angoulême. Certains même sont stupéfaits lors du passage de zones dites dangereuses où, dix ans plutôt, tant de sang avait été répandu par leurs compatriotes. Ainsi, la traversée du col de Somosierra se déroule sans aucun engagement militaire, malgré le passage d'un défilé de trois lieues : « nous en sortîmes sans avoir rien vu que des torrents et d'affreux précipices », note Boislecomte[167]. De Gonneville[168] remarque la bonne entente entre les soldats français et les Espagnols lors de son séjour dans la banlieue de Madrid :

> « Nous allâmes prendre notre cantonnement à Leganès, gros village à deux lieues de Madrid […] Nous fûmes logés, ainsi que le 5e de cuirassiers, chez les habitants, et on me nomma commandant de la place, c'est-à-dire chargé de la police en ce qui concernait la discipline

164. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.*, p. 105-106.
165. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.,* p. 105.
166. PASSY, Louis, *op. cit.*, p. 27.
167. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.,* p. 102.
168. MIRABEAU, Comtesse de, *op. cit.,* p. 346-347.

extérieure et les rapports avec les habitants. Pendant les quelques mois que nous passâmes là, pas une plainte ne fut portée, ni d'un côté ni de l'autre. »

Un autre témoin, de Bussy, note le 8 août les explosions de joie des habitants lorsque quelques fausses nouvelles se répandent dans la ville, comme la délivrance de Ferdinand. Mais le bonheur des uns fait le malheur des autres. « Dans l'excès de leur joie – écrit de Bussy – les royalistes poignardent quinze constitutionnels[169]. » Le munitionnaire général Ouvrard affirme que cette exaltation et cette allégresse de madrilènes tiennent plutôt au « besoin d'assouvir des vengeances » qu'à la reconnaissance des Français[170]. Contenir la population deviendra une des tâches les plus difficiles et ingrates des troupes françaises en Espagne. Contenir les passions semble compliqué au vu de la fraternité montrée par les royalistes : « on conçoit combien il était difficile de punir des hommes qui vous bénissaient et des femmes qui vous embrassaient[171]. »

La soumission de la Catalogne revient au 4e corps d'armée, alors sous les ordres du maréchal Moncey, duc de Conegliano. Bien qu'une grande partie de la population soit favorable à la Constitution, il existe un solide noyau de royalistes. Afin de faciliter la tâche des troupes françaises, le baron d'Eroles fait publier une proclamation adressée aux Catalans dans laquelle il précise qu'il ne s'agit pas d'une conquête et ordonne : « traitez les Français comme des frères, et s'ils ont besoin de votre appui, qu'ils soient considérés comme membres d'une même famille ; agissez avec eux de telle manière qu'à leur retour en France il n'y en ait pas un seul qui ait à se plaindre d'un Espagnol royaliste[172]. » Dans la province catalane, lors d'une halte à Manresa, les soldats participent, le dimanche 25, à un pompeux *Te Deum* : « les habitants affirmaient bruyamment leur royalisme, pavoisant leurs demeures et préparant pour le soir une joyeuse illumination[173]. » Une proclamation a été écrite à leur intention : « Habitants de Manresa: [...] nous ne venons pas vous apporter la guerre en tant qu'ennemis, mais […] pour bannir l'anarchie et la guerre civile[174]. » Dans le village de Palomar, les paysans se montrent ouverts : « Le général Berge et nos troupes y ont été bien accueillis des habitants » souligne Moncey dans une correspondance[175].

169. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 502.
170. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.*, deuxième partie, p. 86.
171. BARNY DE ROMANET, J.A.A, *op. cit.,* p. 41.
172. CAPEFIGUE, Jean Baptiste, *op. cit.*, p. 124.
173. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.*, p. 157.
174. GONZÁLVEZ FLÓREZ, Roberto, *op. cit.*, p. 164.
175. Lettre du maréchal Moncey au ministre de la Guerre, Gérone, 15 mai 1823. AMAE, CP, Vol. 725.

D'après plusieurs rapports, il semble que les forces fidèles à la Constitution sont démoralisées, car n'ayant pas beaucoup d'appui dans les villages et moins encore d'entrepôts pour les approvisionnements[176]. Selon un ordre de Mina, découvert sur un officier constitutionnel tué lors de l'attaque du village de Vich, on parle de dures représailles, notamment l'exécution des vingt premiers Français capturés, pour « leur apprendre à se mêler de ce qui ne les regarde pas[177]. » Lorsque les troupes du général Donnadieu entrent à Vich le 6 mai elles sont acclamées. Dans d'autres localités, comme Moya, les paysans réussissent à chasser les constitutionnels à l'aide d'armes à feu.

Dans la capitale de la Catalogne, la résistance aux troupes de Moncey est majeure. Grandmaison, dans son ouvrage *L'expédition française en Espagne,* note à propos de Barcelone :

> « Barcelone, remplie de réfugiés, de miliciens et d'un peuple de tout temps difficile à gouverner, échauffé par les déclamations des clubs et dans l'ignorance des revers qu'éprouvait ailleurs la cause des Cortès, était comme un camp retranché. Mina avait ordonné une levée des célibataires de dix-huit à quarante-cinq ans. Tout le monde portait la cocarde avec l'inscription : « La Constitution ou la mort[178]. »

Le maréchal Moncey, à la tête des troupes d'infanterie et de cavalerie, se dirige le 2 mai à Gérone, où les constitutionnels ne cessent d'imposer de fortes contributions aux paysans. Quelques milliers de miliciens campent à quelques kilomètres de la ville[179]. Le général Desprez, chef d'état-major du 4e corps, dans son rapport au ministre du lendemain, décrit le chaleureux accueil réservé aux Français :

> « Sur toute la route, la population des campagnes fit éclater le plus vif enthousiasme. Celui des habitants de Gérone serait difficile à exprimer. Une députation était venue au-devant des troupes françaises jusqu'au Puente Mayor ; l'évêque, à la tête de son clergé, le corps municipal et presque toute la population les reçurent à l'entrée de la ville. Les clefs furent présentées à M. le maréchal, qui les remis au Regidor, au nom de Sa Majesté Catholique. Le soir toutes les maisons furent illuminées. Pendant toute la nuit les habitants manifestèrent leur joie par des chants et par des danses. Cette allégresse générale fit une vive impression sur les militaires français, et particulièrement sur ceux qui avaient fait la dernière guerre[180]. »

176. GONZÁLVEZ FLÓREZ, Roberto, *op. cit.*, p. 239.
177. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 158.
178. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.,* p. 174.
179. RAISSON, Horace, *op. cit.,* p. 68.
180. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 127.

Pour Fantin des Odoars, l'accueil réservé aux soldats du duc d'Angoulême est aux antipodes de celui réservé aux troupes de l'Empire. Il n'y a plus d'animosité, bien au contraire, on aide volontairement les troupes françaises. Il explique ce changement d'attitude :

> « […] aujourd'hui les populations restent dans leurs foyers ; les marchés sont approvisionnés ; et si un de nos soldats demeure malade, seul loin de ses camarades, il nous arrive sur un âne que conduit un paysan. Ce changement heureux nous a surtout frappés à Gérone, ou nous avons été reçus à bras ouverts, où des fêtes nous attendaient. Au nombre des raisons qui motivent la confiance qu'on nous témoigne, il convient de mettre d'une part la sévérité actuelle de notre discipline ; de l'autre les excès commis par les partisans de la constitution et l'avidité de leurs chefs, le fameux Mina, qui a frappé en Catalogne d'énormes contributions, et que notre présence peut seule empêcher d'en frapper de nouvelles. Il est facile au reste de s'apercevoir que les masses sont restées fidèles aux vieilles traditions, et que les moines exercent encore sur elles une grande influence[181]. »

Grâce à la présence des troupes françaises qui font de Gérone un dépôt pour les approvisionnements, la vie dans la ville reste paisible. Tarragone tombe aussi rapidement. La garnison constitutionnelle quitte la place avec armes et bagages le 7. Pendant la Guerre d'Indépendance, le maréchal Suchet a fait passer au fil de l'épée quelques milliers de défenseurs. Ce souvenir – nous dit Fantin des Odoars – a joué peut-être en faveur de la reddition, mais « nous en sommes surtout redevables à la mésintelligence qui, depuis notre entrée en Catalogne, régnait parmi les constitutionnels et à nos rapides et faciles succès sur tous les points de l'Espagne[182]. » Le chef de bataillon Tartarat, dans son *Aperçu historique* sur les opérations de la 10e division, sous le commandement du général Donnadieu, remarque le compromis passé entre la population catalane et les troupes à l'heure lorsqu'il s'agit de leur procurer des vivres : « ils nous ont envoyé très souvent des mulets chargés de vivres. » Il souligne la franchise et la bonté des habitants, aussi bien lors de l'approvisionnement que lors de l'accueil des troupes : « ces braves gens faisaient retentir l'air à notre approche des cris de : vive Ferdinand VII, vive les Français![183] »

C'est le 13 juillet que le comte Molitor fait son entrée à Valence, à la tête de la division Loverdo. Les magistrats lui présentent les clefs de la ville et les habitants reçoivent les troupes avec beaucoup d'allégresse. Aux yeux des royalistes, ce sont les libérateurs de l'Espagne ; de plus, leur présence rassure les constitutionnels : « leur modération, leur discipline, et leur fermeté, préservaient du moins les provinces qu'ils occupaient des

181. FANTIN DES ODOARS, Louis Florimond, *op. cit.*, p. 478.
182. FANTIN DES ODOARS, Louis Florimond, *op. cit.,* p. 495.
183. Aperçu historique sur les opérations militaires de la 10e division, par le chef de bataillon Tartarat. SHD, 2 septembre 1823. SHD, GR. 1 M 805.

sanglants désordres qu'entraînent les discordes civiles[184]. » Pelleport remarque dans ses souvenirs une « opinion royaliste » moins intense à Valence qu'à Saragosse. Il écrit :

> « On chante un Te Deum. Le général Sampere qui s'était fait capitaine général de Valence, ne voulut pas y assister, craignant de compromettre sa haute dignité en cédant le pas au général en chef Molitor. Je dînai chez Sempere ; il avait mis à contribution les negros (on appelle ainsi les constitutionnels) les plus riches pour donner un festin splendide[185]. »

Partout les autorités locales se montrent souvent disponibles, accueillantes et prêtes à faciliter la vie des soldats et même à assurer leur sécurité. Dans ses mémoires, le général Alphonse d'Hautpoul mentionne le bon accueil du maire à Albacete : « L'alcade nous reçut bien. » Dans son récit biographique, il raconte comment, lors de l'arrivée dans un autre village pour y passer la nuit, le magistrat vient le prévenir des menaces qui circulent dans les rangs : « il avait entendu des soldats comploter de nous assassiner pendant la nuit. Je profitai de cet avis bienveillant, je m'éloignai une heure après dans le plus profond silence[186]. »

Le général Molitor fait mouvement vers Murcie où il entre le 7 juillet. La reconnaissance de la population est extrême et surpasse « en quelque sorte ceux des villes qu'avait déjà traversées l'armée libératrice[187]. » À Murcie, il existe un fort noyau de sympathisants royalistes, mais il semble moins fanatique que dans d'autres villes. Ainsi, Bittard des Portes écrit dans son ouvrage *Les campagnes de la Restauration* que le peuple : « [ne] mêla point à cette allégresse les cris de mort contre les constitutionnels que l'on entendait trop souvent et qui servaient de prélude aux pires scènes de violence[188]. » Néanmoins tout n'est pas si calme si l'on en croit le témoignage d'Alphonse d'Hautpoul : « je rentrai à Murcie. J'eus beaucoup de peine à préserver mes prisonniers de la fureur populaire[189]. »

Lorsque les troupes françaises quittent Madrid et se dirigent vers l'Andalousie, elles sont systématiquement acclamées. Les villageois courent les saluer, les cloches sonnent, et les pétards, les chants et les vivats se font entendre dans toutes les bourgades. Tout est mis en œuvre pour que les libérateurs soient correctement reçus. Clerjon de Champagny dans son *Album d'un soldat pendant la campagne d'Espagne* raconte avec humour

184. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome I, p. 301.
185. PELLEPORT, Vicomte de, *op. cit.,* tome II, p. 160.
186. HENNET DE GOUTEL, Estienne, *op. cit.*, p. 152-153.
187. HUGO, Abel, *op. cit.*, tome I, p. 316.
188. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 214.
189. HENNET DE GOUTEL, Estienne, *op. cit.,* p. 148.

l'enthousiasme des andalous : « Ils sont tous occupés à recevoir leurs *didones* : c'est ainsi qu'ils nomment les Français, à cause de l'habitude que nous avons de nous interpeller entre nous par les mots *dis donc* ; ils en ont fait un substantif[190]. » La chaleur du sud de l'Espagne oblige souvent les colonnes à se déplacer pendant la nuit. Là encore, les autorités locales font illuminer les villes au passage des troupes[191].

La mission consistant à occuper Grenade revient au général Ordonneau. Le général constitutionnel Zayas a abandonné la ville à l'approche des Français. L'enthousiasme est au rendez-vous : « Les habitants de Grenade, éminemment royalistes, firent éclater, dans cette occasion, les transports de la joie la plus vive[192]. » Parfois, la présence sur les lieux de l'armée constitutionnelle ou des milices contraint les partisans royalistes à ne pas se porter en masse au-devant des troupes du duc d'Angoulême pour les accueillir. Ainsi, lors de l'entrée à Málaga, Saint-Chamans s'étonne du silence de la population. En effet, le général constitutionnel Porras qui se trouve dans la place, à l'approche des troupes françaises, signe une convention de reddition :

> « J'arrivais devant Málaga, sans avoir rencontré âme qui vive à qui je pusse demander ce qui s'y passait ; on était cependant dans les moments des vendanges, et nous approchions de la ville en traversant les plus beaux vignobles qu'il soit possible de voir, mais d'après l'habitude que j'avais du peuple espagnol, il était clair pour moi que, puisque les autorités et les notables de la ville n'étaient pas sortis de Malaga pour venir au-devant de nous, c'est que l'ennemi y était encore[193]. »

En revanche, à Cordoue, raconte Boislecomte dans ses souvenirs[194], « toute la noblesse et les autorités vinrent au-devant de nous, formant une brillante cavalcade. » L'allégresse se manifeste dans toute la ville, les cloches sonnent la bienvenue, partout on assiste à « des danses au son des tambourins et des castagnettes, des embrassades générales et particulières[195]. » Une cérémonie de remise des clefs de la ville est organisée par les autorités locales, et le soir la fête se poursuit :

> « Les clefs de la ville furent remises à notre général avec le cérémonial usité : il les accepta au nom de Ferdinand VII, au milieu des acclamations d'une foule immense qui s'était avancée hors des portes et qui nous servit de cortège jusque sur la superbe Plaza Major. Les rues

190. CHAMPAGNY, Clerjon de, *op. cit.*, p. 50.
191. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome II, p. 41.
192. BARNY DE ROMANET, J.A.A, *op. cit.*, p. 104.
193. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.*, p. 499.
194. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.*, p. 245.
195. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.*, p. 135.

étaient pavoisées de mille couleurs. Le soir, une illumination générale et des concerts publics célébrèrent notre arrivée[196]. »

Le mauvais souvenir laissé par la division Dupont lors de la Guerre d'Indépendance espagnole semble être tombé aux oubliettes. Malgré une puissante artillerie qui défend la place et les magasins bien remplis, écrit Horace Raisson, Cordoue ouvre ses portes aux Français sans résistance : « Une partie de la garnison s'était réunie aux habitants pour abandonner le parti des constitutionnels et remettre la ville entre nos mains[197]. » À Séville, le 21 juin, les soldats sont reçus « au son des cloches, avec des fleurs et des couronnes[198]. »

Nous savons, grâce à divers témoignages de Français, que dans le Sud l'accueil est parfois bien différent suivant les villes. Boislecomte, par exemple, remarque une attitude froide chez les habitants de Xérès. À Puerto de Santa María, au contraire, l'accueil est plus chaleureux[199]. Dans la ville de Cadix, l'animosité envers les troupes du duc d'Angoulême se fait sentir, lors de leur arrivée, par l'indifférence manifeste de la population. Le munitionnaire de l'armée, Ouvrard, témoin de ces instants, nous raconte ses impressions :

> « Cadix, théâtre des premiers et des derniers débats des cortès, jusqu'à présent réputée imprenable, où la richesse et la prospérité du commerce avaient créé une sorte d'indépendance dans toutes les classes, révélait, par son morne silence, l'esprit qui dominait encore la population. Ses milices et ses corporations ne portèrent pas leurs enseignes devant nous. Les bacchanales et les fêtes bruyantes, auxquelles s'était livré le peuple des autres villes à notre passage, étaient remplacées ici par une espèce de deuil public. Je ne pus parvenir, même à prix d'argent, à me loger chez un bourgeois[200]. »

Alicante est l'une des dernières villes à tomber aux mains de l'armée française. Les autorités constitutionnelles surveillent les agissements de la population de manière stricte. Début juin, on coupe toute communication avec les provinces occupées par les troupes d'Angoulême. Le chef politique Pujalte ordonne d'ouvrir toute correspondance privée venant de Madrid pour vérifier si elle ne contient pas de proclamations royalistes[201]. À l'arrivée de chaque courrier, les habitants se rassemblent, et personne

196. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.*, p. 245.
197. RAISSON, Horace, *op. cit.,* p. 167.
198. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.*, p. 140.
199. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.*, p. 248-249.
200. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.*, deuxième partie, p. 219.
201. Souvent dans les provinces il est difficile d'avoir de nouvelles exactes à cause de la plus grande surveillance faite par les autorités constitutionnelles. Ainsi, les lettres qui viennent de Madrid sont brûlées aussi à Séville ou Valence lorsque les renseignements qu'elles contiennent ne sont pas du goût des libéraux. De même, les lettres qui partent de ces deux villes sont détruites en fonction de leur

n'ose réclamer les lettres. Malgré tout, écrit le consul d'Alicante, les « bons espagnols » attendent avec impatience les troupes françaises pour faire cesser l'anarchie : « On savait et l'on a répété à Alicante que l'armée française se conduisait loyalement, qu'elle observait la plus grande discipline, j'ai entendu-moi même plusieurs fois dire hautement : les Français, nos libérateurs s'approchent enfin et manifestaient l'impatience de les voir arriver[202]. »

Les rapports envoyés au ministère des Affaires étrangères par les consuls et agents diplomatiques en mission en Espagne mettent également en exergue une occupation du territoire espagnol paisible et sans grandes difficultés, mis à part quelques difficultés liées à la géographie et au climat du pays. Le consul de Saint-Sébastien rend ainsi compte de la traversée de Pancorbo où il n'a rencontré aucune résistance et augure « qu'il en sera de même dans l'intérieur de l'Espagne[203]. » Au ministère de l'intérieur, qui reçoit les rapports des sous-préfets des villes frontalières, les nouvelles qui arrivent d'Espagne sont tout à fait optimistes. Voici un extrait du rapport établi à Bayonne :

> « […] Les nouvelles de l'intérieur de l'Espagne continuent à faire l'éloge de l'excellence de nos troupes, à laquelle les libérateurs les plus exaltés rendent hommage, et qui leur a concilié pour longtemps toute l'affectation des habitants. On doit donc être nullement effrayé de voir notre armée disséminée par petits corps sur presque toute la [sic] de la péninsule : s'il était possible aujourd'hui faire soulever la population espagnole, ce serait pour nous défendre et non pour nous attaquer. Parmi les faits qui viennent à l'appui de cette assertion, on peut citer […] ce qui vient de se passer à Saragosse où un soldat français ayant été tué, toute la population s'est presque aussitôt réunie en armes pour venger sa mort dans le sang des libéraux. Nos troupes sont parvenues à empêcher que cette effervescence […] Jusqu'ici la présence des français a empêché l'effusion du sang. Mais si sur quelque pointe les constitutionnels se portaient à quelque nouvel attentat, il serait bien difficile de comprimer plus longtemps l'ardeur de la vengeance[204]. »

Ceci est confirmé aussi par bon nombre de militaires présents. Boislecomte précise que d'un bout à l'autre de l'Espagne, les services de renseignements de l'armée connaissent toutes les manœuvres des troupes constitutionnelles « pour ne pas craindre une surprise. » Le danger, le supplice - d'après lui, et il dit avec beaucoup d'ironie – se trouve principalement lors de l'arrivée dans les villages : « À peine nous apercevait-on, que nous étions assourdis par le bruit des cloches, toujours très nombreuses, et par les

---

contenu ou donnent lieu à des arrestations. Rapport politique du 3 juin 1823, Madrid. AMAE, CP, Vol. 725, p. 142.

202. Lettre du consul d'Alicante au ministre des Affaires étrangères, Marseille, 29 juin 1823. AMAE, CCC, Alicante, tome XXIII, 1820-1824, p. 280.
203. Lettre du consul de Saint-Sébastien au Ministre des Affaires étrangères, Bayonne, 19 avril 1823. AMAE, CCC, Saint-Sébastien, tome II, 1821-1824, p. 19.
204. Lettre du sous-préfet de Bayonne au ministre de l'intérieur, 31 juillet 1823, AMAE, CP, Vol. 725

acclamations de Vive la religion ! vive le Roi ! Vivent les Français ![205] » On joue du tambour, des castagnettes et les embrassades ne manquent pas.

Mis à part quelques combats marquants, l'occupation de la péninsule demeure relativement paisible. L'adhésion de la population joue un rôle de premier ordre, non seulement grâce à l'excellent accueil qu'elle réserve aux soldats français, mais aussi de par l'aide précieuse qu'elle fournit en guidant et en renseignant les troupes. À ce propos, Saint-Chamans note dans ses souvenirs comment les alcades et les curés aident les patrouilles françaises en envoyant des guides et en donnant des « renseignements précis pour la tirer de cette mauvaise position ou lui indiquer les moyens de surprendre l'ennemi[206]. » La démoralisation de l'armée constitutionnelle contribue également à l'occupation rapide de l'Espagne et force souvent, non seulement les désertions des soldats, mais aussi la capitulation inconditionnelle de leurs chefs. Les Français sauront toujours mettre en évidence et tirer profit de l'inefficacité de la résistance.

Dès les premiers mois de l'année 1823, dans la perspective d'une possible intervention de l'armée en Espagne, les royalistes français présentent l'expédition comme une promenade militaire du fait du soutien de la population. Leurs adversaires politiques, quant à eux, s'appuient sur l'échec subi par les soldats de l'Empire. Les avis sur le sujet sont partagés, non seulement par les historiens spécialistes de la campagne, mais aussi par les acteurs eux-mêmes[207]. La rapidité avec laquelle les divisions du duc d'Angoulême occupent l'Espagne, les rares combats livrés par les troupes constitutionnelles et l'accueil enthousiaste et généreux de la population minimisent les exploits militaires de cette campagne, considérée souvent comme une promenade de l'armée. Loin des batailles épiques de l'armée impériale de Napoléon, les Cent Mille Fils de Saint Louis jouissent, avec

205. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.*, p. 394..
206. SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.,* p. 428.
207. Le professeur Emmanuel Larroche résume, d'une façon laconique mais très pertinente, cette guerre d'Espagne : La campagne est courte, les affrontements limités et sans gloire. En revanche François de Coustin, biographe du duc d'Angoulême, ne voit pas la campagne d'Espagne comme une promenade militaire. Il s'appuie sur la difficulté à dominer toute l'Espagne. Par exemple, lorsque le duc d'Angoulême part vers l'Andalousie, d'autres provinces, comme la Galice, Alicante ou la Catalogne résistent encore. C'est « une guerre avec ses batailles et sièges », affirme-t-il. La même considération est défendue par Bittard des Portes, dans son ouvrage *Les campagnes de la Restauration* qui, dès son introduction, critique ces « écrivains mal conseillés par les rancunes politiques » et dénigrant la campagne. Pour lui, les récits des officiers généraux tels que Saint-Chamans, contredisent ce terme de promenade. Un autre officier, le général De la Motte Rouge, met en exergue les opérations militaires ; il souligne le bilan positif de la campagne. Cette dernière a du moins le mérite d'avoir permis de consolider l'esprit de corps dans l'armée et le dévouement au roi, et surtout aucune bataille n'a été perdue.

l'expédition, d'une grande reconnaissance plus que d'une véritable gloire militaire. Toutefois, la monarchie de Louis XVIII se chargera d'élever au rang d'épopée la prise du fort du Trocadéro ; la place qui porte ce nom à Paris en est encore la preuve.

3.3. Scènes de la vie quotidienne avec les espagnols

La campagne d'Espagne de 1823 n'est pas comme les autres. Sans pour autant définir cette campagne en tant que simple « promenade », les opérations de l'armée des Pyrénées se déroulent sans trop de difficulté et les bonnes relations entre la population et les soldats sont constantes pendant les six mois que dure l'intervention. Les contacts avec les Espagnols, dans la plupart des cas fraternels, sont souvent passés sous silence par les historiens, de toute évidence par manque d'informations. Nous avons pu extraire, parmi les sources étudiées, quelques faits intéressants permettant de sortir du contexte strictement militaire. Ces détails, si petits soient-ils, tendent à prouver la relativement bonne entente qui existe alors.

La maladie a été toujours un fléau pour l'armée. La campagne de 1823 ne déroge pas à la règle[208]. Et en Espagne, on ne badine pas avec la santé. Des mesures précises sont transmises aux chefs des corps de troupe, par l'intermédiaire des médecins militaires, afin de conserver la santé et de se préserver des maladies[209]. Les médecins français s'efforcent de combattre la fièvre jaune en 1821. Pendant l'année 1823 quelques épidémies se propagent. Celle du port de Passage oblige le commandant du blocus de Saint-Sébastien, le maréchal Higonet, à établir rapidement un cordon sanitaire pour éviter la contagion et la propagation de la maladie dans les autres villages. Les docteurs Audouard et Jourdain sont envoyés sur place par les autorités militaires. S'y distinguent le chirurgien-major

208. Un aperçu de la campagne du point de vue médicale en : FERRANDIS Jean Jacques, « États sanitaires des armées françaises en Espagne, campagnes de 1808-1814 et 1823 », *Histoire des Sciences Médicales*, tome XLII, nº2, 2008, p. 215-224.
209. Comme exemple, on peut citer le libelle : *Avis des officiers de santé en chef de l'armée sur les moyens de conserver la santé du soldat et de prévenir les maladies qui règnent le plus fréquemment en Espagne*. SHD, GR. D1-10. Pour le service de santé pendant la campagne se rapporter à l'ouvrage du médecin militaire COSTE : *Observations de la campagne d'Espagne en 1823 pour servir à l'histoire de la médecine militaire*, Paris, Imprimerie de Madame Huzard, 1825.

Poteau, en service au 19e régiment léger ainsi que le médecin de la ville, Eugène Arouti, et le docteur Juan Montes, médecin de l'armée royale espagnole qui « donnèrent dans cette circonstance, dont les suites pouvaient être funestes, des preuves remarquables de zèle et de dévouement[210]. » Le consul de Saint-Sébastien, alors présent à Passage, sert d'interprète lors de la réunion de la Junte de Santé, composée de médecins des deux pays pour « traiter sérieusement le caractère de cette maladie. » Les chirurgiens majors du 41e régiment de ligne et du 19e léger procèdent à l'autopsie du cadavre de monsieur Lasa, de 40 ans, décédé deux jours après avoir été contaminé. Il présente les symptômes de la fièvre jaune[211].

Les officiers de l'armée assistent volontiers aux fréquentes cérémonies religieuses. Le duc d'Angoulême honore de sa présence les messes des villes qu'il parcourt. De Bussy note dans son journal la journée du dimanche 25 mai : « Nous assistons à la messe dans la chapelle de Villahermosa avec le prince et tout l'état-major. Le soir, au Prado, toute la ville semblait s'y être donné rendez-vous[212]. » De la Motte Rouge mentionne dans ses *Souvenirs* l'office célébré par ses troupes à Aguilar del Campo, le dimache 7 mai, qui attire tous les habitants de la localité[213]. Blosseville assiste aussi à une cérémonie en mémoire de l'ancien chapelain du roi, Don Mathias Vinuesa, assassiné par des constitutionnels le 4 mai 1821. L'office se déroule dans l'église de Sainte-Placide des religieuses de l'Incarnation : « un panégyrique enflammé, produisit sur la foule une profonde impression », lit-on dans ses souvenirs[214].

Les courses de taureaux étant un spectacle incontournable, les Français y sont conviés. Le duc d'Angoulême est présent au premier combat de taureaux le 2 juin[215]. La troupe assiste aussi aux *corridas* et cela produit parfois des incidents. Un rapport de la prévôté du 11 mai rend compte des accidents, cependant sans gravité, qui se produisent lors d'une course de taureaux où deux soldats et un paysan sont blessés : « Malgré les défenses et les soins de la gendarmerie plusieurs soldats de la garde sont entrés dans l'arène et ont poursuivi le bœuf à coup de sabre, ce qui a mécontenté les Espagnols, l'animal devant être

210. HUGO, Abel, *op. cit.*, tome II, p. 371.
211. Lettre du consul de Saint-Sébastien au ministre des Affaires étrangères, Passage, 8 septembre 1823. AMAE, CCC, Saint-Sébastien, tome II, 1821-1824, p. 265-266.
212. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 491.
213. DE LA MOTTE ROUGE, Joseph, *op. cit.,* tome II, p. 210.
214. PASSY, Louis, *op. cit.,* p. 33-34.
215. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 494.

tué méthodiquement et d'après certaines règles », lit-on dans le compte rendu[216]. D'autres officiers y assistent, car il n'y a pas d'autres choix de spectacles. Le cas est mentionné dans une lettre du marquis de Blosseville envoyée à Madame Carel le 5 août. Il lui raconte sa journée passée aux combat de taureaux, en compagnie du colonel O'Doyle, chef d'état-major du général Morillo : « C'est la seule distraction que l'on ait encore à Madrid, où les théâtres sont fermés à cause des prières que l'on fait pour la délivrance du Roi », écrit-il[217].

Une des manifestations qui a marqué les esprits est celle de la restitution aux Espagnols des drapeaux pris à leurs unités lors de la Guerre de l'Indépendance. Il s'agit de déposer ces symboles militaires dans le Palais, à Madrid, et de confier à sa garde « un gage d'amitié durable que le roi de France destine à S.M.C. » C'est un geste auquel la Régence répond avec reconnaissance. Le 30 juin Martignac écrit à Villèle pour lui rendre compte de la remise : « Nous avons demain une grande cérémonie. Vous savez qu'on a envoyé de Paris à Monseigneur quarante-huit drapeaux espagnols, pris dans les dernières guerres et les clés de la ville de Valence[218]. Nous avons joint à cela les deux drapeaux pris dans la guerre actuelle[219]. » Le sous-lieutenant militaire Frosté se voit attribuer la mission de rapporter en Espagne ces « monuments de gloire et de discorde », au nom du Roi, désireux d'effacer les amers souvenirs des guerres passées entre les deux peuples[220]. La cérémonie a lieu le 1er juillet, dans la salle des colonnes du Palais de la Régence, moment très émouvant aux dires de quelques témoins. Le comte Roger de Damas, chargé d'affaires dans la capitale espagnole, s'en souvient : « je connais d'anciens officiers généraux espagnols qui pleuraient d'attendrissement[221]. » De Bussy raconte les détails de cette journée de fraternité :

> « 1er juillet. Remise à la Régence espagnole des drapeaux pris dans la dernière guerre et des clefs de Valence. A 11 heures du matin, un bataillon d'infanterie de la garde royale vient prendre chez le major-général, 48 drapeaux et les clefs de Valence, confiés à M. de Frosté […] À notre arrivée au palais du roi, nous sommes reçus par la Régence qui avait réuni autour d'elle tous les capitaines généraux et les grands d'Espagne présents à Madrid. M. de Martignac s'exprime en ces termes : « Le roi mon maître m'a ordonné de rendre à son auguste cousin ces drapeaux et ces clefs, que les hasards de la guerre ont fait tomber au pouvoir des Français.

216. Rapport du Grand Prévôt. Quartier Général de Burgos. 11 mai 1823. SHD, GR. D1-10.
217. PASSY, Louis, *op. cit.,* p. 49.
218. Les clefs de la ville de Valence avaient été données en 1812 au maréchal Suchet, duc d'Albufera.
219. VILLELE, Joseph de, *op. cit.*, tome IV, Martignac à Villèle, Madrid, 30 juin 1823, p. 174.
220. DURIEUX, Joseph, « L'Intendant militaire Frosté (1786-1861) sa mission à l'armée d'Espagne en 1823. Ses lettres pendant l'expédition d'Alger », *Carnet de la Sabretache*, septembre-octobre 1935, p. 382-383. Pour cette délicate mission, Frosté recevra une bague espagnole au chiffre de Ferdinand VII comme témoignage de gratitude.
221. *Ibid.*

> Conquis sur des braves, ces trophées nous étaient chers ; mais Louis XVIII préfère à tous les titres celui de pacificateur, et il sera heureux d'apprendre que cette circonstance vienne resserrer encore les liens et les sentiments d'affection entre deux peuples, entre deux rois voisins et amis. » […] La veille, un aigle nous avait été restitué à huis clos[222]. »

En effet, le duc d'Angoulême cherche par tous les moyens à entretenir des relations cordiales avec les Espagnols et la remise des drapeaux se présente comme une très bonne occasion pour renouer les relations tendues avec la Régence. On entend lors de cette touchante fête des cris de Vive Ferdinand, vive Louis XVIII ou encore vive le duc d'Angoulême qui « trouvèrent au-dehors d'innombrables échos dans ce concours de citoyens et soldats », écrit Hugo[223]. Cette cérémonie a un grand retentissement dans toute l'Espagne[224]. Le marquis de Blosseville trouve l'expression de cette générosité extrême et exagérée. Il aurait préféré voir les espagnols faire aussi un geste d'amitié et rendre à la France l'épée de Roland, prise à Roncevaux, et l'aigle du 52^{e} régiment[225].

La fête de la Saint Louis est célébrée avec beaucoup de solennité dans presque toutes les villes. Généralement, on prépare une messe et un *Te Deum* auxquels sont invitées les autorités françaises et espagnoles. Parfois les diplomates organisent des réceptions, à l'exemple de celle organisée par le consulat de Santander : « La présence dans cette ville et dans ce port d'une forte garnison française et de trois embarcations de la marine royale et quelques germes de division entre les autorités des deux nations m'ont imposé l'obligation de réunir ces autorités au consulat de France dans le dîner que j'ai cru devoir leur donner », écrit le consul[226]. Ne manquent pas, non plus, les salves tirées par les troupes. La fête se prolonge ensuite durant une bonne partie de la nuit. On peut y apprécier les illuminations du consulat de France et des maisons de la ville. Cependant, la journée est assombrie par quelques gestes d'indifférence : « […] il m'a été très pénible de remarquer que les communautés qui ont illuminé à la nouvelle de la soumission du général Ballesteros ne l'ont point fait le jour de la Saint Louis », se plaint-on dans le rapport fait au ministre des Affaires étrangères[227]. À Passage, où s'est installé le consul de Saint-Sébastien, les autorités françaises offrent un banquet autour duquel se retrouvent les autorités locales, le clergé et des commerçant des deux pays. Le consul rend compte

222. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 498.
223. HUGO, Abel, *op. cit.*, tome II, p. 30-34..
224. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.*, p. 95.
225. PASSY, Louis, *op. cit.,* p. 34.
226. Lettre du consul de Santander au ministre des Affaires étrangères, Santander, 28 août 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824, p. 265. Extrait en annexe : document 20.
227. Lettre du consul de Santander au ministre des Affaires étrangères, Santander, 28 août 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824, p. 265. Extrait en annexe : document 20.

de la gaieté lors de cette journée, mais aussi de la tentative de sortie, vers minuit, d'un chasse-marée armé du port de Saint-Sébastien. La fête se termine bien, le bateau des constitutionnels est arrêté et ramené au port du Passage[228]. Lebeaud, dans son ouvrage *Souvenirs de l'armée d'Espagne*, décrit la fête patronale, célébrée le 30 mai à la promenade du Prado où le duc d'Angoulême passe en revue les troupes : 24 000 hommes rangés en bataille. Les festivités continuent le soir, où « une société brillante s'était portée au théâtre de l'Opéra, pour y jouir de la présence du Prince, et l'enthousiasme redoubla lorsque l'on vit S.A.R. refuser de prendre place dans la loge du Roi[229]. »

De relations plus intimes se produisent également pendant la campagne. Certains militaires français rencontrent leur âme sœur en Espagne. Lors de son séjour dans la capitale espagnole, de Bussy, qui est aussi un homme romantique, se laisse aller à des rêveries platoniques et consigne le 14 juin dans son journal : […] je commence à m'habituer à l'Espagne. Conversation sur le balcon de ma maison avec la plus jolie des filles de Doña Campusano, la señorita Mercedes. Premières pensées d'amour. Un peu plus de liberté, un peu moins de travail, quelques mois à Madrid, et déjà je ressassais le bonheur[230]. » Quelques semaines auparavant, il suit même quelques leçons de langue espagnole pendant son temps de repos. En revanche, pour le marquis de Blosseville, tomber amoureux en Espagne ne rentre pas dans ses plans : « Je ne crois pas que je te ramène une belle fille espagnole : ces dames ont beaucoup à faire pour me séduire […] surtout depuis que je les ai vues au combat de taureaux » écrit-il à son père le 20 juillet, depuis Madrid[231].

Il est vrai que fêtes et musiques sont très appréciées en Espagne. Le 15 mai, le duc d'Angoulême reçoit une curieuse demande de la part du général Longa, gouverneur de la province de Santander, qui veut recruter des musiciens en France : trompettes, tambours, fifres, autant pour instruire que pour servir dans la clique qu'il envisage de former au sein de sa division. Deux officiers français sous ses ordres ont déjà été envoyés en France pour mener à bien cette mission. Après avoir félicité le duc d'Angoulême pour les succès de son armée et le bon accueil qu'il reçoit partout, le général Longa lui demande son accord[232].

228. Lettre du consul de Saint-Sébastien au ministre des Affaires étrangères, Passage, 26 août 1823. AMAE, CCC, Saint-Sébastien, tome II, 1821-1824, p. 263.
229. LEBEAUD, *op. cit.*, p. 33.
230. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.*, p. 496.
231. PASSY, Louis, *op. cit.*, p. 34.
232. Lettre du général Longa au duc d'Angoulême, Torrelavega, 15 mai 1823. SHD, GR. D1-10.

Les arts de la scène se développent à Madrid avec Juan de Grimaldi, futur directeur des deux théâtres madrilènes, qui faisait partie du contingent militaire français arrivé dans la capital en mai 1823. Il ne tarde pas à prendre sa retraite pour s'investir dans la vie artistique et littéraire. On sait qu'au mois de juillet il avait déjà proposé la création d'un théâtre français où l'on représenterait les meilleures tragédies, comédies et *vaudevilles*. « Rien ne pourrait être plus agréable aux individus de toutes les classes de l'armée auxiliaire que de pouvoir profiter au milieu des fatigues d'un pays étranger de l'amusement fourni par un théâtre de leur propre nation » soutenait-il. Bien qu'il eût reçu l'appui du duc d'Angoulême, l'activité d'un théâtre étranger à Madrid n'était pas toutefois du goût de certains acteurs. En effet, on pensait qu'il serait réservé aux personnes qui connaissent la langue française ou bien un amusement spécial pour l'armée alliée. Grimaldi s'efforcera d'être toujours au centre de l'activité culturelle de la capitale[233].

Le 20 juillet, un incendie ravage à Madrid le couvent du Saint-Esprit alors que le duc d'Angoulême assiste à une messe. Certains voient dans ce sinistre un acte volontaire contre le chef de l'armée des Pyrénées, mais l'investigation que mène la gendarmerie pendant plusieurs semaines ne parvient pas à le démontrer[234]. Le marquis de Blosseville écrit à ce propos : « Il ne faut point attribuer cet incident au hasard ; il n'y a que les libéraux de l'état-major qui soutiennent une pareille absurdité, mais heureusement le plan était fort mal combiné. Il y a déjà plus de cinquante arrestations[235]. » Cet événement semble exaspérer la population, et l'armée doit envoyer de nombreuses patrouilles pour maintenir la tranquillité. Malgré tout, des bourgeois sont maltraités et plusieurs maisons attaquées. Les milices y sont pour quelques chose, car ils incitent le peuple « à massacrer tout[236]. » Cette indignation est soulignée par le sous-préfet de Bayonne dans une lettre qu'il adresse au ministre de l'Intérieur : « la fureur [du peuple de Madrid] avec laquelle il eut égorgé tous les constitutionnels si les français n'eussent empêché ce massacre[237]. » Les ragots ne tardent pas à circuler. Le rapport politique du 25 juillet note qu'on accuse

233. THATCHER GIES, David, « Juan Grimaldi y el año teatral madrileño 1823-24 » Actas del octavo *Congreso de la Asociación Internacional de Hispanistas*, Brown University Providence Rhode Island, Madrid, Ediciones Istmo, 1986, p. 607-613. Pour l'activité culturelle de Grimaldi : DESFRÉTIÈRES, Bernad, *Jean Marie de Grimaldi et l'Espagne*, Université de Paris, DEA, 1962 ; DUFFEY, Frank M., « Juan de Grimaldi and the Madrid Stage (1823-1837) », Hispanic Review, nº10, 1942, p. 147-156.
234. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 235.
235. PASSY, Louis, *op. cit.,* p. 47.
236. Rapport politique de Madrid, 22 juillet 1823. SHD, GR. D1-16, p. 225.
237. Lettre du sous-préfet de Bayonne au ministre de l'Intérieur, 31 juillet 1823. SHD, GR. D1-16

les Français d'avoir provoqué l'incendie pour attribuer aux libéraux cet attentat[238]. Dans son récit de l'affaire, Lebeaud souligne le comportement du duc d'Angoulême qui « se porte au secours des malheureux dont la vie était menacée[239]. »

Nous l'avons déjà souligné, la discipline de la troupe ne souffre d'aucune critique de la part du commandement. Le comportement des soldats est excellent partout. Il y a bien quelques cas isolés de frictions entre les militaires français et espagnols. Il s'agit souvent de maladresses de la part des soldats dans l'exercice de leurs fonctions. Fort heureusement, la prévôté s'investit pour atténuer les litiges et dédommager les particuliers[240]. Ainsi, au mois de mai, le prévôt de l'armée se déplace au village de Villatoro dans le but de remettre deux-cents francs à monsieur Billialahin, fermier sans fortune et vivant avec sept enfants en bas âge et qui vient de perdre sa fille de 17 ans, tuée involontairement par un factionnaire du 2e régiment d'infanterie[241]. Le 14 mai, des soldats français sont arrêtés alors qu'ils sont en train de démolir le toit d'une maison juste « pour en brûler le bois au bivouac », lit-on dans un rapport du Grand Prévôt. L'alcade les aurait autorisés à agir de la sorte, car le propriétaire de la maison est un *negro*[242]. Quelques jours plus tard, un paysan se plaint que des chasseurs de la garde logeant chez lui se sont servis du vin dans un tonneau sans sa permission. L'affaire est réglée immédiatement par le commandant de l'unité qui règle la somme du vin consommé. « Je n'en ai pas moins exigé la punition des deux chasseurs », conclut le Grand Prévôt dans son rapport[243]. Parfois c'est l'intempérance qui est à l'origine des disputes avec les habitants. Ainsi, dans un cabaret du village de Garta, trois cuirassiers qui ont trop bu participent à une rixe avec un villageois. L'alcade doit intervenir et met les militaires français en prison[244]. Le général de la Motte Rouge remarque aussi ce goût pour l'alcool de ses soldats, alors qu'il parcourt, avec le grade de sous-lieutenant, le nord-ouest de l'Espagne :

> « Les parties de la Galice [...] Il y avait de l'aisance dans les villages et beaucoup de propreté dans les maisons : nos soldats avaient une grande tendance à visiter les vignes chargées de raisin. On dut prendre des mesures très sévères pour empêcher les dégâts qu'ils étaient disposés à commettre et les maladies qui en eussent été la suite inévitable[245]. »

238. Rapport politique de Madrid, 25 juillet 1823. SHD, GR. D1-16, p. 237.
239. LEBEAUD, *op. cit.,* p. 37.
240. La création en Espagne d'une gendarmerie organisée comme celle de France été même envisagée. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, Villèle à Angoulême, Paris, 20 mai 1823, p. 477.
241. Rapport de Guilleminot à Angoulême, Burgos, 12 mai 1823 ; Rapport du Grand Prévôt, Burgos, 12 mai. SHD, GR. D1-10.
242. Rapport du Grand Prévôt. Quartier Général à Aranda de Duero, 15 mai 1823. SHD, GR. D1-10.
243. Rapport du Grand Prévôt. Quartier Général à Aranda de Duero, 16 mai 1823. SHD, GR. D1-10.
244. Rapport du Grand Prévôt. Quartier Général à Madrid, 15 juillet 1823. SHD, GR. D1-16.
245. DE LA MOTTE ROUGE, Joseph, Édouard, *op. cit.*, tome I, pp. 240-241.

L'attitude des soldats qui aident ou protègent les paysans est parfois soulignée. Dans le rapport politique du 13 juillet, on raconte le sang-froid d'un soldat français qui, rentrant chez une marchande d'eau de vie pour y acheter des boissons, « trouva cinq voleurs qui l'avaient fait coucher à plat ventre pendant qu'ils dévalisaient la maison. Il mit le sable à la main et les [sic] jusqu'à l'arrivée de la garde qui les conduit en prison[246]. » De même, des gendarmes et des soldats des régiments de ligne rejoignent un attroupement pour éteindre un incendie dans la rue Santa Catarina la Vieja à Madrid[247].

Armand Carrel, l'un des transfuges français ayant participé à la campagne d'Espagne laisse dans son œuvre *De la guerre d'Espagne en 1823*, une analyse pertinente de la stratégie militaire :

> « Il ne faut pas vouloir comprendre sur une carte pourquoi l'armée a d'abord envahi telle province plutôt que telle autre, laissé tel corps ennemi sur ses derrières, tandis qu'elle allait plus loin en chercher un beaucoup plus faible, pourquoi elle a négligé certaines places et assiégé les autres, car la raison de tout cela est au fond des combinaisons dans lesquelles la pensée militaire n'est pour rien. C'est, comme on l'a dit, une guerre de police, dans laquelle l'armée est venue pour prêter main-forte au besoin[248]. »

Si l'expédition est un succès du point de vue militaire, la tâche à laquelle l'armée va se consacrer désormais est fort délicate. Le soldat, nullement préparé, devra assumer malgré lui une mission d'un genre nouveau : il lui sera demandé d'assurer le maintien de l'ordre au même titre que la police.

3.4. Une armée à l'image de la police

La direction des opérations militaires est relativement simple et efficace au milieu d'une population gagnée à la cause royaliste. Cependant, l'armée se voit rapidement dépassée par le climat délétère qui règne et celle-ci devient, malgré elle, une armée de protection. Les soldats d'Angoulême assurent des missions habituellement attribuées à la police. Ils

246. Rapport politique du 13 juillet. AMAE, CP, Vol. 725, p. 203.
247. Rapport du Grand Prévôt. Quartier Général à Madrid, 15 juillet1823. SHD, GR. D1-16.
248. LITTRE, M et PAULIN, M, *op. cit.,* tome V, p. 87.

sont un solide bouclier face aux passions royalistes, que l'on retrouve autant chez les civils que chez les militaires dévoués à la cause.

Les constitutionnels, poursuivis, menacés et violentés se mettent sous la protection du duc d'Angoulême, grand modérateur de la campagne. L'ordonnance qu'il rédige à Andujar montre bien son profond désir de concorde et de réconciliation. Il rêve d'une Espagne différente de celle envisagée par la Régence. De là, les frictions et les malentendus avec les autorités espagnoles sont constants et les relations tendues. En outre, l'armée des Pyrénées protège les intérêts commerciaux français dans la péninsule, en assurant la protection des marchands français et des agents diplomatiques en mission en Espagne.

Le duc d'Angoulême est la figure protectrice par excellence : pour les uns, en garantissant le retour de Ferdinand aux commandes du pouvoir, pour les autres, en veillant à leur intégrité physique sur le territoire ou en assurant leur exil et leur subsistance en France. Aussi le surnom de *héros d'Andujar* lui est attribué à juste titre.

3.4.1. Les Français : le bouclier des constitutionnels

Les actes de vengeance et les nombreuses mesures arbitraires perpétrées par les royalistes, durant l'occupation progressive des villes et le remplacement des postes dans les institutions locales, provoquent la panique et l'exil des autorités constitutionnelles. Dans les zones où les forces royalistes sont plus nombreuses et actives, la débandade est encore plus considérable. La Parra affirme que la crainte est telle que, dans certaines villes, les élus royalistes demandent expressément l'entrée des troupes françaises plutôt que celles des ultras[249]. Dans une correspondance adressée à Villèle le 20 avril, Angoulême précise : « sur la demande des habitants, j'ai fait occuper Burgos et Bilbao[250]. » Parfois la présence des troupes royalistes n'est pas souhaitable. L'autorité militaire de la place de Bilbao se plaint le 17 mai des royalistes, qui provoquent tous les jours des vexations « tout en pensant qu'elles sont bien méritées. » Il est urgent de prendre de mesures et l'on propose « dans l'intérêt de la conservation de l'ordre » de faire déplacer

249. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.*, p. 151.
250. VILLELE, Joseph de, *op. cit.*, tome III, Angoulême à Villèle, Vitoria, 20 avril 1823, p. 357.

les troupes espagnoles de cette place et d'y installer deux bataillons français[251]. Le consul français de la ville, pour sa part, informe le 12 juin les autorités diplomatiques parisiennes des persécutions dont continuent à souffrir les libéraux, même si certains ont déposé les armes et sont rentrés chez eux : « on les abreuve d'insultes publiques et de vexations particulières. » Pour l'agent consulaire, il faudrait ne pas armer les royalistes « qui peuvent devenir promptement fratricides » et, à la place, organiser un corps de gendarmes bien payés et disciplinés pour assurer la tranquillité. Aux personnes les plus menacées, on accorde des passeports. C'est le cas monsieur de Gana, qui bénéficie de la générosité du duc d'Angoulême, mais son départ ne semble pas si simple aux dires du consul :

> « Il faut de grandes précautions pour que ce malheureux citoyen puisse jouir de ce bienfait, si son départ est connu, sera le signal d'une émeute populaire, parce que m'a-t-on dit, l'ordre de SAR doit lui être parvenu par les soins du gouverneur espagnol […] il est une foule d'espagnols riches qui ont été comme lui compromis et qui sollicitent des passeports et qui n'obtenant pas, veulent s'exposer à une émigration volontaire plutôt que de rester constamment sous le despotisme de la vengeance[252]. »

La Navarre semble particulièrement dangereuse pour les constitutionnels. Les comptes rendus que reçoit le général Guilleminot sont alarmants. Horace Raisson dans son *Histoire de la campagne d'Espagne en 1823* remarque que les habitants de cette province sont très attachés à leurs privilèges millénaires, menacés par les Cortès et la Constitution, et l'arrivée des Français est attendue avec impatience « pour faire éclater leur haine contre le nouvel ordre de choses[253]. » Ainsi, le maréchal de Lauriston se voit dans l'obligation de contenir tout excès envers les constitutionnels. Au moyen d'une proclamation, qu'il fait afficher dans les rues de Pampelune, il condamne les actes de violence :

> « Navarrais, le territoire de la Navarre est délivré du joug révolutionnaire, la capitale de la Navarre, Pampelune, est soumise à votre Roi […] ne vous livrez pas à des vengeances particulières. Vous avez beaucoup souffert, mais laissez à la justice le soin de poursuivre les coupables, ne les imitez pas, ce serait trop au-dessous des Espagnols […] vous trouverez toujours aide et soutien dans cette armée française, votre alliée, qui ne veut remporter en quittant l'Espagne que la gloire de l'avoir délivrée du joug révolutionnaire et de lui avoir rendu son Roi[254]. »

---

251. Lettre de la place de Bilbao du 17 mai 1823. SHD, GR. D1-10.
252. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bilbao, 12 juin 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824, p. 259.
253 RAISSON, Horace, *op. cit.*, p. 21-22.
254 BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.*, p. 325-326.

La fureur des royalistes est parfois difficile à contenir. On sait qu'à Tudela, dans la Navarre, la populace veut faire partir en fumée les maisons des partisans constitutionnels, notamment les notables de la ville. Saint-Chamans raconte la délicate mission du sous-lieutenant Pichat, officier du 20e régiment de chasseurs, pour empêcher la lapidation des membres d'une des familles aisées, celle de Luideanos y Arnedos : « malgré tous ses efforts, [il] ne put même empêcher qu'une des trois jeunes personnes ne fut fortement blessée d'un coup de pierre à la jambe[255]. » Cette haine de la part des royalistes espagnols est parfois difficilement maîtrisée par les troupes françaises : « Si vous voulez voir, monsieur le comte, dans quelle route marchent, je ne dis pas les habitants, mais les magistrats placés hors de notre influence morale, et que nous ne pouvons pas éclairer et contenir, je vous prie de lire la proclamation », écrit Martignac à Villèle le 30 avril[256]. En effet, il s'agit d'une *proclama* écrite par la junte de Navarre à Tudela le 26 de ce mois, dans laquelle on ordonne que soient arrêtés et jugés tous les acteurs, directs ou indirects, du système constitutionnel. Malgré les efforts des autorités françaises, des heurts violents se poursuivent dans la ville. On lit dans un rapport daté du 13 juillet que « ces scènes favorisent quelques guérillas organisées en Aragon qui à leur tour exerce de cruelles représailles contre les royalistes de Navarre où elles ont pénétré[257]. » De même, lors de la capitulation de la place forte de Pampelune, la garnison tout entière, suivie des femmes et des enfants, se place d'elle-même sous la protection des troupes françaises et se rend à Saint-Jean-Pied-de-Port le 19 septembre ; seuls les malades et les blessés restent dans la citadelle. L'objectif de ce déplacement est de les protéger des possibles vengeances des habitants « exaspérés par trois années de tyrannie et marquées par des crimes de toutes sortes[258]. »

Très tôt, les premières mesures adoptées par le duc d'Angoulême irritent grand nombre d'Espagnols. En effet, les constitutionnels vaincus ou soumis se trouvent sous l'égide de l'armée française ce qui exaspère les royalistes qui ne tardent pas à manifester leur désapprobation. Le commissaire civil Martignac, écrit le 27 avril, à Villèle en ces termes :

> « La protection qui leur est accordée commence à paraître injuste, et blesse l'opinion royaliste, qui est incontestablement celle de la masse, et qu'il serait bien impolitique d'aliéner. […] Ce qui s'est passé hier à Villareal est une preuve de la sagesse de cette mesure. Un des révolutionnaires les plus ardents s'étant montré dans la ville, le peuple a voulu se jeter sur lui ;

255 SAINT-CHAMANS, Alfred, *op. cit.*, p. 427.
256 VILLELE, Joseph de, *op. cit.*, tome III, de Martignac à Villèle, Vittoria, 30 avril 1823, p. 401. Extrait en annexe : document 19.
257. Rapport politique de Madrid du 13 juillet 1823. AMAE, CP, Vol. 725, p. 203.
258. HUGO, Abel, *op. cit.*, tome I, p. 289.

> des soldats français l'ont préservé, mais ils n'ont pu le mettre en sûreté que dans la prison, où ils l'ont en effet conduit[259]. »

Dans la province de Santander, la brigade d'Albignac, doit aussi intervenir et tempérer le général royaliste Longa, « accusé de nombreux abus de pouvoir[260]. »

Lorsque le brigadier constitutionnel Julian Sánchez tombe aux mains des royalistes, il est aussitôt mis sous protection pour éviter les représailles. Le duc d'Angoulême ne ménage pas ses efforts envers les prisonniers de guerre : « […] je l'ai fait bien traiter ; j'ai même voulu que le major général lui donnât à dîner. Je ne l'ai pas vu, mais je lui ai fait parler, il est raisonnable, et si je crois pouvoir en tirer parti, je le ferai. J'ai fait donner la liberté à tous les prisonniers qui ont demandé à retourner chez eux », écrit-il le 24 avril[261]. Dans un rapport du 16 juillet, on rend compte à Guilleminot du départ pour Bayonne, sous escorte de la gendarmerie, de Manuel Jaen, constitutionnel affirmé : « Ce jeune homme est tellement connu dans le pays par sa conduite révolutionnaire, qu'il n'y aurait aucune sûreté pour lui à le laisser aller librement, il serait infailliblement sacrifié tant sa présence et sa conduite passée excitent de haine chez les royalistes », écrit le comte Menudier[262].

À Burgos l'ambiance est tendue ; les forces royalistes ne rassurent pas la population qui prie pour l'arrivée des Français. Le général espagnol O'donnell, lui aussi, est de ceux qui voient nécessaire l'occupation de la ville par l'armée du duc d'Angoulême. Il écrit : « Je joins mes prières à celles des habitants de Burgos, et j'ai des motifs très puissants pour le faire. La ville est tranquille à la vérité, mais d'un moment à l'autre il pourrait s'y commettre des désordres par la présence de plusieurs bandes royalistes, mais indisciplinées, qui ne demanderaient pas mieux qu'un prétexte pour piller[263]. » Les familles aisées sont surtout visées car, comme le fait remarquer le financier Ouvrard, la population est en général très éloignée des idées constitutionnelles. Il voit à quel point la situation se complique : « […] malgré les intentions formelles du prince généralissime et la discipline de nos troupes, commencèrent à se multiplier les scènes de tumulte et de désordre que vinrent accroître l'esprit de vengeance et la soif du pillage[264]. » Le 12 mai,

259. VILLELE, Joseph de, *op. cit.*, tome III, de Martignac à Villèle, Vittoria, 27 avril 1823, p. 384. Extrait en annexe : document 5
260. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 109.
261. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, de Angoulême à Villèle, Vittoria, 24 avril 1823, p. 370.
262. Lettre du comte de Menudier à Gilleminot, Vitoria, 16 juillet 1823. SHD, GR. D1-16.
263. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.*, p. 107-108.
264. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 63-64.

les forces de la gendarmerie et les Suisses doivent conduire en prison un paysan qui criait Vive la Constitution et empêchent ainsi « qu'il fût assommé par le peuple », consigne le rapport de la prévôté[265].

Lorsque le 2e corps du général Molitor arrive à Saragosse le 26 avril, une des premières demandes des magistrats est d'y affecter une garnison française[266]. Pour prévenir tout excès, un bataillon commandé par le colonel Bellangé précède le corps afin de maintenir l'ordre dans la ville[267]. Le vicomte Pelleport, qui commande la 3e brigade, chargé de la sécurité de la place, se souvient des nuits où la vigilance est de rigueur : « je passais les jours et les nuits à cheval, afin d'empêcher une réaction. Les royalistes, qui avaient été opprimés par les constitutionnels, voulaient prendre leur revanche. Je fus assez heureux pour l'empêcher[268]. » De Bussy se remémore aussi ces moments avec fierté. La leçon d'indulgence donnée par ses camarades aux Espagnols n'est pas des moindres : « Les troupes constitutionnelles trouvent un refuge assuré au milieu des Français contre la fureur des royalistes et des habitants. Noble conduite de nos soldats. Bel exemple de modération donné à la nation espagnole[269]. » Le commissaire civil Martignac voit aussi un travail exemplaire de protection. Dans une correspondance adressée à Villèle, le 30 avril, il relate les mesures prises pour sauvegarder l'intégrité des constitutionnels :

> « Les autorités constitutionnelles, justement inquiètes des dispositions de la population, dont l'effervescence était au comble, ont envoyé vers le général Molitor pour le prier de hâter son arrivée, ou de diriger un détachement vers la ville pour éviter les excès qu'on avait à redouter. Un corps de troupes est arrivé en effet assez à temps pour contenir les habitants et pour empêcher que l'ordre ne fût troublé par des violences. […] auquel le joug révolutionnaire était devenu insupportable, et ceux mêmes qui étaient naguère encore prodigues pour eux d'injures et de menaces, ont béni leur protection, sans laquelle ils avaient tout à craindre d'un premier moment de liberté. Je ne puis trop le répéter, monsieur le comte, c'est une chose admirable et presque incroyable, que nous occupions presque un tiers de l'Espagne et qu'aucun acte de représailles n'ait été commis[270]. »

La protection des constitutionnels de Saragosse est suivie et constante. En novembre, le maréchal de Lauriston donne des ordres précis au colonel Bellangé, commandant la place, pour sauvegarder monsieur de San Miguel, dont la vie est « menacée par les énergumènes », en lui assurant une protection permanente et en l'envoyant en France

265. Rapport du Grand Prévôt, Burgos, 12 mai 1823. SHD, GR. D1-10.
266. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.*, p. 118.
267. HUGO, Abel, *op. cit.*, tome I, p. 167.
268. PELLEPORT, Vicomte de, op. cit., tome II, p. 157.
269. DE BUSSY, Pierre Genty, *op. cit.,* p. 475.
270. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, de Martignac à Villèle, Vittoria, 30 avril 1823, p. 400. Extrait en annexe : document 19.

sous la tutelle des troupes du général Molitor lors de leur passage en ville[271]. Boislecomte note aussi partout des actes de vengeance commis par les royalistes, notamment à Aranda : « nous trouvions de tristes exemples de réaction fanatique », écrit-il dans ses souvenirs[272].

Dans la capitale, la populace, exaltée par le départ des troupes constitutionnelles, se livre à toutes sortes de pillages et de vengeances. Les troupes du général Foissac Latour, organisées en petits détachement, doivent parcourir tous les quartiers pour stopper les représailles. Les soldats français deviennent alors un mur de contention face à l'intransigeance des royalistes madrilènes qui veulent saccager les propriétés des constitutionnels, les arrêter ou pire encore, les tuer. Tout lien avec les constitutionnels peut se révéler dangereux, comme en témoigne une correspondance du marquis de Blosseville écrite le 10 août. Dans la lettre qu'il adresse à son père, il explique :

> « […] On a rossé un riche marchand de draps, parce qu'un de ses commis faisait partie des miliciens de Madrid qui sont à Cadix et on a commencé le pillage de son magasin. Un autre, qui vendait des draps d'Espagne (paños nacionales), a été obligé de mettre sur son enseigne « marchand de drap royal ». Je ne parle pas des coups de poignard, de couteau et de bâton ; ils ont été fort nombreux[273]. »

Dans un rapport de la prévôté, et daté du 24 mai à Madrid, on peut lire : « deux personnes ont été assassinées, d'autres ont été battues et poursuivies. » La garde royale et la gendarmerie sont d'un grand secours pour atténuer les abus et éviter les vols[274]. Des renforts de la gendarmerie débarquent à Madrid pour renforcer la sécurité dans la ville. Pour le chef de la prévôté, la présence de cette force publique se fait aussi sentir à Vitoria, Burgos, Valladolid et Ségovie[275]. Bittard des Portes met en exergue le comportement sage des Français qui gardent leur calme face à ces débordements du peuple, « n'hésitant jamais à intervenir même individuellement, toutes les fois que la colère de la populace menaçait les personnes ou les propriétés, mettant, s'il le fallait, le sabre à la main, pour défendre les malheureuses victimes des haines politiques[276]. » Le 23 mai, le commissaire civil Martignac écrit à Villèle pour lui faire connaître les troubles survenus à Madrid, alors que l'accueil des troupes présage plutôt des journées calmes :

---

271. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 374.
272. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.*, p. 543.
273. PASSY, Louis, *op. cit.*, p. 51.
274. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 145.
275. Lettre du Grand Prévôt, Burgos, 11 mai 1823. SHD, GR. D1-10.
276. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 147.

> « […] Malheureusement la joie du peuple est mêlée de sentiments de haine et de vengeance, et nous avons quelques excès à déplorer. Plusieurs maisons ont été forcées et plusieurs personnes maltraitées ; il paraît même certain que quelques-uns ont péri […] Nous avons fait cependant tout ce qui était possible pour la contenir […] Des mesures vigoureuses ont été prises et nos soldats ont fait leur devoir avec sévérité, malgré la difficulté qu'on éprouve à traiter durement des hommes qui vous bénissent, et des femmes qui vous embrassent[277]. »

Pendant le mois d'août, l'effervescence à Madrid monte d'un cran, notamment à partir de la publication de l'ordonnance d'Andujar. Le rapport de la police militaire du 11 août souligne les plaintes, partout dans la capitale, non seulement contre le gouvernement espagnol mais aussi contre « la tolérance de l'armée française. » Quelques-uns critiquent l'attitude des soldats face aux chants provocateurs qui ont lieu dans les places et rues, toutefois certaines personnes en trouvent la justification : « ce n'est pas la faute des Français, si l'on chante des couplets si insolents, parce qu'ils ne savent pas la langue espagnole », c'est à la police d'empêcher ce genre de traitements. On fait même des comparaisons : « quoique l'invasion antérieure fut faite par l'armée de Napoléon, les généraux savent bien maintenir l'ordre et la tranquillité, assurer les propriétés et punir les vrais criminels, sans permettre que la populace s'emparât du commandement », peut-on lire dans le rapport[278].

Pendant les deux premiers mois, l'armée des Pyrénées semble être un instrument efficace capable de protéger les populations. Les commandants de place, en particulier, ne ménagent pas leurs efforts pour maintenir la tranquillité dans les localités et éviter les abus envers les libéraux. Le revers de la médaille est le mécontentement grandissant des absolutistes et leur intransigeance. C'est une question bien délicate et Villèle ne veut pas que soit fait de faux pas. Le 7 juin, il écrit à Angoulême :

> « […] Il me paraît utile de modérer, autant que nous le pourrons, des hommes exaspérés par une longue persécution et animés par la crainte de nouveaux dangers ; mais en même temps, il faut sans doute savoir faire la part des passions et éviter tout ce qui pourrait les irriter au lieu de les calmer ; éloigner le terme de cette fatale lutte, au lieu de l'amener. La générosité est la fille de la force et de la sécurité : obtenons la délivrance du roi et la soumission de l'Espagne, V.A.R. aura bien plus de facilité pour lors à ramener à la modération et à la clémence[279]. »

Il était prévisible de voir les Espagnols, après avoir largement fêté l'entrée des premières troupes expéditionnaires, jouer des couteaux contre leurs compatriotes libéraux. De

277. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome III, de Martignac à Villèle, Madrid, 23 mai 1823, p. 486-487.
278. Rapport de police militaire, nº89, Madrid, 11 août 1823. SHD, GR. D1-20.
279. VILLELE, Joseph de, *op. cit.*, tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 7 juin 1823, p. 24.

Gonneville entend, au milieu des vivats, des menaces de mort et remarque, parmi la populace, la présence de quelques personnes « bras nus et ensanglantés » qui semblent avoir déjà subi leur soif de vengeance. « En Espagne, il n'y a pas de belle fête si le sang n'y est répandu », écrit-il[280]. Malgré tout, la fureur des premiers moments peut être contenue grâce à de fermes mesures de sécurité. Un rapport du 16 août décrit comment les patrouilles de la force publique française sauvent, dans la rue Almudena, un homme qui, suspecté de libéralisme, est frappé par des gens : « laissez ce Negro car il en vient d'autres qui l'aideront et vous aurez tort », crie une femme en signalant des gendarmes qui arrivaient[281]. Cette protection en faveur des constitutionnels se retourne très rapidement contre les troupes d'Angoulême, notamment de la part des milices royalistes qui voient souvent leurs excès freinés par la garnison française. C'est le cas à Alcobendas où le commandant remarque l'animosité envers les Français de la part des miliciens qui vont même jusqu'« à tenir des propos menaçants contre nous », écrit le général Grundler[282]. Lorsqu'une fausse nouvelle de la délivrance du roi se répand dans la ville, les esprits s'excitent : une vingtaine de maisons sont saccagées ou incendies ; les constitutionnels insultés, maltraités ou encore blessés sont nombreux. En effet, on fait courir le bruit que cette liberté retrouvée du roi est liée à la mise en place d'un gouvernement avec une charte à la française : « Quelques têtes chaudes se sont permis de dire qu'avant d'y consentir, on se laisserait égorger, et d'autres plus chaudes encore, disaient : il vaudrait mieux tuer auparavant tous les Français », lit-on dans le rapport de police militaire du 12 août[283]. En réalité, avoue le marquis de Blosseville, « la nouvelle d'un succès ou d'un échec dans les provinces, un service funèbre, une illumination, tout était prétexte à émotions populaires, à tentatives de pillage et de vengeance[284]. »

Les Espagnols royalistes se plient généralement volontiers aux autorités françaises, ce qui rassure le commandement. Le Grand Prévôt d'André, note dans un rapport du 24 mai que « le peuple n'a volé nulle part, enfin que, malgré son exaspération, il a toujours montré la plus grande obéissance envers les troupes françaises[285]. » Parfois, les officiers français ont du mal à contenir la haine. C'est le cas du capitaine Boislecomte, qui essaie d'empêcher une jeune femme d'enfoncer la porte d'une maison, aidée par la populace : « le brigand

280. MIRABEAU, Comtesse de, *op. cit.,* p. 346.
281. Rapport du général Grundler, Madrid, 16 août 1823. SHD, GR. D1-20.
282. Rapport du général Grundler, Madrid, 16 août 1823. SHD, GR. D1-20.
283. Rapport de police militaire nº91, Madrid, 12 août 1823. SHD, GR. D1-20.
284. PASSY, Louis, *op. cit.*, p. 56.
285. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.*, p. 145.

qui habite ici a fait hier tuer mon frère. Je suis Espagnole et vous ne voulez pas que je me venge », s'exclame-t-elle[286]. Le même officier raconte dans ses souvenirs la difficile tâche de garantir l'intégrité physique de l'armée constitutionnelle lors de la soumission de ses unités :

> « […] Zayas rompit sa troupe pour partir, cent chevaux du régiment furent désignés pour l'escorter à une lieue de la ville ; encore quelques-uns de ses hommes furent-ils blessés à coups de pierres, et l'on ne put empêcher une vingtaine de femmes du peuple de couvrir son cheval de boue, en l'accablant, lui et sa troupe, de tout ce que la haine peut trouver de plus insultant. Et ce n'était pas seulement la populace qui se livrait à ces excès […] Enfin, à force de courir, de chercher à calmer, de menacer, de frapper même, nous sauvâmes de l'incendie et du pillage presque toutes les maisons des partisans de la Constitution. Quelques-uns cependant furent victimes de la rage du peuple…[287] »

Le 29 mai, le général Guilleminot confirme que La Manche est enfin délivré des libéraux qui ont mis la région à sac : en plus de l'argenterie qu'ils ont enlevée dans les églises, les réquisitions en argent et chevaux ont été courantes. Il n'est pas étonnant de voir les habitants vouloir se venger des constitutionnels « qui y sont en ce moment l'objet de la haine et des persécutions du peuple. » Guilleminot conclut : « L'arrivée des français est ardemment désirée par les hommes de tous les partis. Les royalistes les appellent pour consolider leur délivrance ; les libéraux pour les garantir des vengeances auxquelles ils sont exposés[288]. »

La soif de vengeance chez les royalistes touche tout rang, tout genre. Lors de la reddition du fort de Lorca, un détachement français escorte les prisonniers jusqu'à Murcie. Le général Pelleport note dans mémoires : « Une dame de haut parage appuya une pétition de quelques enragés royalistes, qui tendait à fusiller ces malheureux. Le général Loverdo chasse ignominieusement la dame et les pétitionnaires[289]. » Il n'est pas étonnant donc de voir le commandement français recevoir diverses demandes des municipalités proposant à leurs troupes d'y tenir garnison. C'est ainsi que, lorsque le 8e de ligne arrive à Vich pour y séjourner, la population est rassurée d'avoir une unité française pour assurer leur sécurité. On sait que dans certaines villes, comme à Séville, des scènes de pillage ont lieu et les maisons des constitutionnels sont saccagées, certains même voient leur intégrité physique menacée. Des bâtiments officiels sont brûlés ou ravagés et la pierre de la

286. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.*, p. 104.
287. BOISLECOMTE, Alexandre-Joseph, *op. cit.*, p. 107.
288. Rapport du général Guilleminot au ministre de la Guerre, Madrid, 29 mai 1823. AMAE, CP, Vol. 725, p. 133.
289. PELLEPORT, Vicomte de, *op. cit.,* tome II, p. 163.

Constitution brisée[290]. De même, à Logrono, la populace menace et s'exclame contre les prisonniers royalistes qui arrivent dans la ville escortés par des troupes françaises : « il furent mis en sûreté et reçurent les soins que réclamait leur état[291]. » À Grenade, bien que les esprits soient globalement peu échauffés, il y règne quelque agitation et « on désire beaucoup l'arrivée des Français », lit-on dans le rapport politique du 20 juillet[292]. Le chef de bataillon Tartarat empêche l'enlèvement de la fille d'un chef de bande constitutionnelle, par les soldats de la Foi. En effet, ce sinistre personnage qui aurait fait massacrer plusieurs prêtres, ainsi que des femmes et même des enfants, a fui à l'approche des troupes françaises en laissant sa fillette chez des parents. Alerté par un officier des représailles que pourrait encourir l'enfant pendant la nuit, l'officier français veille avec ses patrouilles à la protection du mineur. Lorsque quelques habitants armés se présentent vers 10 heures du soir devant la maison où loge l'enfant, il fait avorter leur plan : « comme je rôdais dans les environs avec une patrouille, je fis arrêter le chef […] Je fis mon rapport au général qui eut la bonté de venir le lendemain pour consoler cette malheureuse jeune fille », écrit Tartarat[293].

Durant la campagne militaire, les Français sont donc un rempart face aux violences des royalistes[294]. À de maintes occasions, ils ferment les yeux sur les départs clandestins et aident les libéraux à fuir en leur facilitant les moyens de transport. Valdès, Alava, Zayas en sont des exemples[295]. Une situation similaire arrive aussi à Enrique O'donnell lorsque, en route vers la France, il est reconnu à Vergara et sauvé in extremis de la fusillade par un régiment français[296]. Le général L'Abisbal, qui se rend rapidement aux royalistes, prend le chemin de l'exil. Le 4 juin, Angoulême communique à Villèle le départ du chef espagnol : « Je vous envoie L'Abisbal en France. […] Je vous le recommande pour lui indiquer une ville où il puisse résider, et pour que vous lui donniez de quoi vivre comme réfugié, car les partis sont trop animés pour qu'il puisse rester en Espagne avec sûreté[297]. » Il est arrêté à Mondragón par les autorités locales mais remis aussitôt en liberté : « quand on a su qu'il se rendait en France par ma permission, il a été relâché[298]. » Le général d'Hautpoul qui

290. ROQUETTE, Antoine, *op. cit.*, p. 201.
291. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 98.
292. Rapport politique Madrid, 20 juillet 1823, P.219. AMAE, CP, Vol. 725, p. 219.
293. Aperçu historique sur les opérations militaires de la 10e division, par le chef de bataillon Tartarat. SHD, 2 septembre 1823. SHD, GR. 1 M 805.
294. Autres exemples de la modération des Français en SARRAILH, Jean, *op. cit.*, p. 93-100.
295. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit.,* p. 191.
296. GONZÁLVEZ FLÓREZ, Roberto, *op. cit.*, p. 130.
297. VILLELE, Joseph de, *op. cit.*, tome IV, de Angoulême à Villèle, Madrid, 4 juin 1823, p. 13.
298. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, de Angoulême à Villèle, Madrid, 14 juin 1823, p. 64.

reçoit la soumission de Romagosa, fait montre de beaucoup d'humanité : « Je lui fis déposer les armes et le laissai entrer en France […] je traitai Romagosa avec égard, il avait pour aide de camp, M. Pujol, officier français[299]. » Le général de San Miguel est aussi conduit en France « sous bonne escorte. » Bittard raconte une anecdote à propos du maréchal des logis Jacquet, du 3e chasseurs, lequel refuse une forte somme de la part du général qui souhaite le remercier de ses bons soins[300]. D'après une correspondance du comte Menudier, on sait que le comte d'Espagne protège le constitutionnel Manuel Jaén en le faisant passer pour un prisonnier de guerre. Rapidement, il est réclamé par les autorités militaires françaises et conduit à Bayonne « afin que les royalistes trop exaltés de la Navarre n'accusent pas encore cet officier général de favoriser les révolutionnaires, parce qu'il ne veut pas les laisser égorger sans jugement[301]. » Enfin, lorsqu'on signe la convention entre les généraux Bourck et Morillo, le duc d'Angoulême reçoit l'autorisation de pourvoir à la protection du général espagnol et de lui offrir asile en France ainsi que des fonds nécessaires à une subsistance commode[302]. Rafael de Riego, le meneur de l'insurrection de 1820, qui à partir du mois d'août abandonne son poste de député pour prendre le commandement du 3e corps afin de « travailler sans repos et avec le plus grande détermination et fermeté pour donner une nouvelle leçon à l'inconscient gouvernement français[303] », ne bénéficie de la protection des Français que pendant son séjour dans la prison d'Andujar où l'on s'oppose aux désirs du commandement militaire espagnol de Grenade de l'exécuter sur place. Il sera finalement jugé, condamné et pendu à Madrid le 7 novembre 1823[304].

Certains chefs royalistes prêtent toutefois main forte aux autorités françaises pour que soit maintenue la tranquillité. Longa, par exemple, général entièrement dévoué à la cause royaliste et aux principes de la légitimité, suit toujours de manière scrupuleuse les directives émanant du prince de Hohenlohe, commandant en chef du 3e corps d'armée. Dans une lettre adressée le 2 octobre au marquis de Talaru, ambassadeur à Madrid, le consul français de Santander souligne « l'inébranlable fermeté » de Longa qui s'oppose

299. HENNET DE GOUTEL, Estienne, *op. cit.,* p. 135.
300. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.*, p. 355.
301. Lettre du comte de Menudier à Guilleminot, Vitoria, 16 juillet 1823. SHD, GR. D1-16.
302. Archivo Histórico Nacional (AHN), Estado, 3120. Sur l'exil à Paris du général Morillo : QUINTERO SARAVIA, Gonzalo María, *Soldado de tierra y mar: Pablo Morillo, el pacificador*, Madrid, Editorial Edaf, 2017, p. 421-430.
303. Lettre du général Riego au ministre de la Guerre espagnol, 24 juin 1823. PARENTE RODRIGUEZ, Gonzalo, *Apuntes biográficos del general Rafael del Riego*, Madrid, Congreso de los Diputados, 2013, p. 153-154.
304. PARENTE RODRIGUEZ, Gonzalo, op. cit., p. 186.

aux élus municipaux de la ville lorsque ceux-ci ne reconnaissent pas et font obstacle à l'application des articles quant aux capitulations signées par les chefs des armées[305]. L'action violente et vengeresse des royalistes n'est pas uniforme dans toute la péninsule. En Galice, par exemple, le consul français de La Corogne informe « qu'à l'exception des villes maritimes, toute la province est animée du meilleur esprit[306]. » D'ailleurs, lors de la prise de la place forte de La Corogne, où se sont réfugiés les révolutionnaires les plus exaltés, on évite de « causer une ruine totale » par les sentiments de modération et de clémence des officiers français. Malheureusement, regrette le consul, les constitutionnels ne semblent pas adhérer à ces marques de générosité et de bienveillance et doivent être encore surveillés pour déjouer de nouveaux complots[307].

Dans les provinces où la tendance constitutionnelle est forte, malgré la reddition des unités libérales, la présence de l'armée française se fait sentir. L'autorité consulaire de La Corogne demande au ministère que la sécurité de la région soit garantie par une brigade française renforcée par deux frégates et que soit démantelée l'artillerie et réduites les troupes dans le cas où l'armée de Galice ne serait pas licenciée[308]. En effet, certaines unités n'affichent pas un comportement des plus exemplaires. Les désordres qui se produisent dans Le Ferrol, en témoignent :

> « […] le régiment de España qui en forme la garnison, y a pris part au lieu de l'apaiser. Plusieurs royalistes ont été insultés, des cris séditieux se sont fait entendre, et tout y décèle l'opinion coupable des habitants et des soldats. Neuf officiers d'artillerie ont reçu l'ordre de passer à de nouvelles destinations presque toutes lointaines. Cette mesure est salutaire mais il est convenable d'éloigner de cette ville le corps tout entier[309]. »

Malgré tous les efforts du commandement français, l'insécurité est toujours présente dans tous les points de la péninsule. Si la libération du roi semble proche, la persécution des constitutionnels ne tarit pas. Un rapport de la police militaire, daté du 17 septembre, à Madrid, rend compte des faits survenus, bien que beaucoup de renseignements qui sont

305. Lettre du consul de Santander au marquis de Talaru, ambassadeur du Roi à Madrid, Santander, 2 octobre 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824.
306. Lettre du consul de La Corogne au ministre des Affaires étrangères, La Corogne, 26 septembre 1823. AMAE, CCC, La Corogne, tome XX, 1821-1824.
307. Lettre du consul de La Corogne au ministre des Affaires étrangères, La Corogne, 26 septembre 1823. AMAE, CCC, La Corogne, tome XX, 1821-1824.
308. Lettre du consul de La Corogne au ministre des Affaires étrangères, La Corogne, 18 octobre1823. AMAE, CCC, La Corogne, tome XX, 1821-1824, p. 526.
309. Lettre du consul de La Corogne au ministre des Affaires étrangères, La Corogne, 29 octobre1823. AMAE, CCC, La Corogne, tome XX, 1821-1824, p. 527.

transmis au ministère ne puissent être vérifiés. Parfois ce sont des « on dit » qui circulent parmi la population :

> « […] On dit que les royalistes exaltés de Bilbao ont été désarmés par les français […] Ségovie est l'une des villes où l'on s'est livré à plus d'excès contre les propriétaires et les habitants paisibles qui sont encore détenus à l'Alcazar et que la malice du corregidor Bargar, soutenue par la municipalité, l'évêque et le clergé, a empêché de mettre en liberté […] de tirer par violence, du couvent de la Moraleja, un curé qui y est enfermé et on s'est permis aussi bien d'autres licences en disant que si avant l'arrêté d'Andujar on s'était surpassé comme un, à présent on s'excédera comme quatre et qu'il faut faire voir aux Français que toutes leurs mesures ne sont d'aucune valeur et qu'ils trouveront les moyens de les contrarier, malgré eux et malgré toutes les ordres de monsieur le maréchal et même du prince généralissime[310]. »

L'image que laissent les Français après cette première année de présence en Espagne, malgré les énormes difficultés qu'ils rencontrent pour apaiser les discordes entre les Espagnols et assurer la stabilité au pays, est très positive. Une lettre écrite par le consul de Malaga au mois de décembre traduit cette impression :

> « J'ai l'honneur d'annoncer à V.E. mon arrivée à Málaga après un voyage assez long et pénible, à raison des difficultés que présentent les voyages en Espagne. J'ai eu la satisfaction de voir le nom français chéri et respecté dans tout le pays que j'ai traversé depuis juin jusqu'à ici, et invoqué par ceux-là même qui le bravaient naguère et qui aujourd'hui sont trop heureux de trouver un abri contre les poursuites, dont ils sont devenus à leur tour l'objet, dans les villes où nous tenons des garnisons. L'accueil extrêmement flatteur que j'ai reçu des principales autorités du pays ne doit pas me laisser douter sur leur disposition favorable actuelle envers les Français et je dois me flatter par conséquent de pouvoir leur accorder une protection efficace lorsque je serai dans le cas de la réclamer auprès de ces mêmes autorités[311]. »

L'homme de la situation reste donc le duc d'Angoulême. Sa modération et sa clémence semblent avoir éclipsé toutes les opérations militaires. « La réputation qu'il se fait sera le seul profit que la France retirera de cette guerre », écrit le comte Molé[312] le 27 juin, alors que le prince n'a pas encore produit son texte polémique pour limiter les abus des autorités royalistes. Si le chef de l'armée des Pyrénées a montré de la bienveillance, de la conciliation et du pardon, il appose, à Andujar, sa signature sur une ordonnance qui fera couler beaucoup d'encre. L'origine étant de clarifier les compétences de chacun à propos de la protection des personnes. La mésentente avec les autorités espagnoles deviendra plus conflictuelle.

---

310. Rapport de la police militaire de Madrid nº167, 17 septembre 1823. AMAE, CP, Vol. 725, p. 307-310.
311. Lettre du consul de Malaga au ministre des Affaires étrangères, Malaga, 13 décembre 1823. AMAE, CCC, Malaga, tome XIX, 1820-1824, p. 200.
312. DE BARANTE, Claude, *Souvenirs du baron de Barante (1782-1866),* Paris, Calmann-Lévy, 1894-1901, tome III, p. 95.

3.4.2. La mésentente avec les autorités espagnoles

Les autorités royalistes espagnoles n'ont toujours pas accepté de bon gré les dispositions prises par les généraux français, en vue de maintenir la sécurité dans les provinces occupées, ni d'être sous la férule de ces derniers. Les plaintes des deux bords sont courantes. Ainsi, par exemple, le prince de Hohenlohe ne cache pas son mécontentement lorsqu'on emprisonne les militaires constitutionnels bien qu'ils soient porteurs de sauf-conduits qui leur assurent l'immunité. Il se plaint à Angoulême de l'agissement des autorités locales, qui outrepassent leurs compétences[313] et qui sont parfois en désaccord avec les officiers français lorsqu'elles considèrent que ceux-ci sont trop bienveillants envers ceux qui défendent les idées libérales. À Bilbao, certains cadres ne se gênent pas pour se fréquenter publiquement ou loger les uns chez les autres, comme c'est le cas du comte d'Abnour, qui commande la place[314]. Le 13 mai le chef d'état-major du 3e corps se plaint du mauvais état d'esprit de l'alcade et de la Junte de Vitoria :

> « S.A.S. le prince de Hohenlohe commandant en chef est informé que le logement se fait avec difficulté à Vitoria, par la faute de l'alcade et de la Junte de cette ville, qui n'y mettent pas le zèle et l'intelligence nécessaire […] des plaintes ont également été portées sur le peu de facilité qu'on a pour se procurer des chevaux et des voitures pour les convois […][315] »

Les relations entre les généraux français et les corrégidors sont tendues. Chacun croit agir en fonction de ses ordres qu'il considère supérieurs. À Madrid, l'élu municipal agit à son initiative sans consulter les autorités françaises. Un jour avant l'entrée du duc d'Angoulême dans la capitale, il prend un arrêté, pour interdire les attroupements et donner l'ordre de fermer les cafés et les cabarets à huit heures, et rédige une proclamation « qui n'était pas de nature à calmer les esprit », écrit Martignac. Malgré tout, on réussit à changer le contenu du texte[316]. Au mois d'août, des reproches sont faits aux autorités madrilènes, responsables du maintien de la tranquillité, pour le peu de zèle qu'elles affichent dès qu'il faut faire cesser les fauteurs de troubles dont les noms ont été signalés.

313. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.*, p. 264.
314. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.*, p. 265.
315. Lettre du chef d'état-major général du 3e corps au général Bruni, commandant la 3e brigade de la 8e division, Tolosa, 13 mai 1823. SHD, GR. D1-10.
316. VILLELE, Joseph, *op. cit.*, tome IV, Martignac à Villèle, Madrid, 23 mai 1823, p. 486-487.

« Toujours de l'agitation dans le peuple et les mêmes manœuvres pour le soulever et l'aigrir », écrit le général Grundler dans son rapport[317].

Fin juin, Martignac demande audience à la Régence et se plaint vivement des actes d'injustice perpétrés dans plusieurs villes avec la complicité des autorités locales. À Cuenca, un grand nombre de familles de responsables politiques ou de militaires constitutionnels sont arrêtés. À Valladolid, le nombre des détenus atteint plus de trois cents. À Burgos, malgré l'opposition du commandant français, le corrégidor ordonne également des arrêts : « la police, la justice et l'administration appartenaient aux autorités espagnoles », justifie-t-il[318].

Dans un compte rendu du baron Canuel, on peut lire les difficultés qu'il rencontre pour soustraire 18 volontaires aux mesures décidées par le corrégidor. Celui-ci s'autorise à les arrêter suite à un ordre royal expédié par la Junte provisionnelle le 23 avril et ratifié par un acte de la Régence du 23 juin. « Ces ordres étant absolument inconnus, j'ai dû agir suivant les règles que poursuivent le bon sens et la raison, en faisant mettre ces volontaires en liberté », écrit l'officier. Puis, il demande des consignes claires et précises.

> « […] Nous aurions grand tort de trop compter sur l'amour que nous portent les habitants de ce pays. Les royalismes mêmes nous souffrent qu'avec peine lorsque nous venons les préserver des fureurs d'un parti qui n'a rien du sacré et qui ne pardonne jamais. Le caractère altier de ce peuple le porte peu à la reconnaissance, l'adresse de la province de Biscaye, qu'on peut avec raison comparer à un ballon plein de vent, en est la preuve. Comme ces cas peut se présenter d'autrefois, il serait bon d'avoir une ligne tracée assez clairement pour qu'on pût la suivre sans empiéter sur cette administration. Une instruction à cet égard serait donc indispensable[319]. »

Monsieur Escalonne, corrégidor de Burgos, semble tirer profit de la situation. D'après le rapport du Grand Prévôt, daté du 19 juillet, chaque jour, il commet des abus d'autorité et encombre les prisons de la ville, où s'entassent les prisonniers politiques. Il les enferme « sous prétexte d'opinion mais dans le fond pour extorquer de l'argent », conclut le chef de la prévôté[320].

317. Rapport du général Grundler, Madrid, 1e Corps, 18 août 1823. SHD GR D1-20.
318. VILLELE, Joseph, *op. cit.*, tome IV, Martignac à Villèle, Madrid, 28 juin 1823, p. 160.
319 Lettre du baron Canuel au comte Menadier, chef d'état-major du 3e corps, Tolosa, 16 juillet 1823. SHD, GR. D1-16.
320. Rapport du Grand Prévôt, Quartier Général de Madrid, 19 juillet 1823. SHD, GR. D1-16.

Les plaintes des autorités militaires sont récurrentes, celles des familles de détenus très nombreuses. Il est évident que le pouvoir des commandants de place est bafoué et que les ordres et recommandations ne sont pas respectés par les alcades, les corrégidors ou d'autres autorités royalistes. À Madrid, le général Oudinot n'en peut plus. Le 18 juillet, il adresse une lettre à Guilleminot : « Monsieur le Major Général, depuis que son altesse royale a quitté cette capitale, je suis journellement obsédé des réclamations sans nombre des familles, dont les parents, notamment les miliciens rentrés, ont été si injustement jetés dans les prisons de Madrid », lui manifeste-t-il[321].

Les relations avec les autorités s'enveniment journellement à cause des nombreuses arrestations. Le malaise se fait sentir bientôt chez les cadres français de l'armée qui se sentent désemparés, sans directives précises, et selon qui seul le bon jugement permet d'agir contre les injustices. Le rapport qu'adresse le commandant supérieur de Burgos à Guilleminot met en évidence ces préoccupations des commandants de place quant au manque de consignes :

> « […] Je ne vois rien, qui nous autorise à nous mêler de cette affaire ! Je suis peu fort en politique ? mais je suis soldat, Français, et obéissant, il ne s'agit pas ici de ce que je voudrais qu'on fît, mais bien, de ce qu'il faut que je fasse ? faut-il s'opposer aux arrestations à venir ? car, je sais qu'on veut en faire encore ou faire sortir ceux qui sont arrêtés ? deux heures après la réception de l'ordre, ils seront tous en liberté : voulez-vous que nous y soyons étrangers ? […]. C'est bien facile, mon général, un mot de S.A.R., et notre fausse position cesse[322]. »

Depuis Vitoria, le prince de Hohenlohe, commandant en chef du 3e corps, fait part de cette situation ambiguë entre les autorités des deux pays. Il détaille toute une kyrielle d'injustices qu'on commet sur toute l'étendue du territoire occupé par ses divisions : « Si les violences ne vont pas jusqu'au meurtre, et au pillage à force ouverte, on le doit à la seule présence des Français », affirme-t-il. Il présente ensuite toute une série de violations des promesses et des sauf-conduits qui concernent non seulement les militaires constitutionnels mais également des familles très distinguées. Il donne d'autres exemples de persécution : « Dans la ville de Tolosa, Bergara, Bilbao, Burgos et jusqu'à Vitoria, mon quartier général, les habitants sont arrêtés pour les opinions […] on les maltraite jusqu'à leur mettre les fers […] » Enfin, comme d'autres officiers généraux, il demande des précisions :

---

321. Lettre du général Oudinot au général Guilleminot, Madrid, 8 juillet 1823. SHD, GR. D1-15. Cité par LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.*, p. 263.
322. Le commandant supérieur de Burgos, A. de Verriere au général Guilleminot. Burgos, 20 juillet 1823. SHD, GR. D1-16.

> « Quoi qu'il en soit, j'ose solliciter avec instance, que mes rapports avec les autorités provinciales de toutes les classes soient positivement déterminés, afin de savoir jusqu'à quel point, il m'est permis de tolérer dans l'étendue de mon commandement, l'organisation d'un véritable régime de terreur[323]. »

À Bilbao, lorsque quelques officiers français sont logés dans les maisons de particuliers, fort confortables, appartenant à la bourgeoise constitutionnelle, les royalistes manifestent auprès du duc d'Angoulême leur malaise. Ne manquent pas les algarades, comme celle qui se produit le 1er juin dans dans la zone de l'Arenal, où un groupe de royalistes, avec parmi eux un membre de la Garde d'Honneur, agresse plusieurs libéraux notoires qui se promènent avec des officiers français. Parfois les actes ont lieu dans les propriétés. Le général Bruny dénonce le jet de pierres contre les fenêtres des maisons des constitutionnels où, l'un de ses officiers, le capitaine Ragis, qui y est hébergé, a failli être blessé. Malgré tout, la mairie de la ville se plaint des faits et regrette que « dans aucun village de l'Espagne en tout cas, on verra ce qu'on voit ici, que les infâmes persécuteurs et assassins, puissent se promener avec toute tranquillité, dans n'importe quel endroit public ou privé, au milieu de ceux qui ont été leurs victimes[324]. » Les incidents continuent mais ce ne sont que des cas isolés. Le 12 juillet une correspondance du consul français de la ville mentionne les agressions verbales adressées à plusieurs officiers. « […] la présence de nos troupes est précieuse pour éviter des grands malheurs », conclut l'agent diplomatique[325]. Les autorités françaises demanderont même la dissolution des gardes d'honneur espagnols, dont les soldats sont à l'origine de certaines vengeances.

L'impatience mais surtout l'impuissance des généraux français, qui veulent éviter les troubles et les incarcérations aléatoires, arrivent à leur summum. Le général Bourmont même, exaspéré de « voir violer impunément sous mes yeux les garanties promises par Votre Altesse Royale » demande à se faire remplacer de son commandement à Cadix[326]. En face, l'intolérance va *crescendo.*

323. Le prince de Hohenlohe au général Guilleminot. Vitoria, 20 juillet 1823. SHD, GR. D1-16.
324. MONTOYA, Pio, *op. cit.,* p. 214-215.
325. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bilbao, 12 juillet 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824, p. 279.
326. GRANDMAISON, Geoffroy de, *op. cit*., p. 192-193.

3.4.3. L'ordonnance d'Andujar : entre modération et discorde

« L'accueil que la ville d'Andujar a fait à Monseigneur le duc d'Angoulême fera époque dans l'histoire de cette ville », écrit le commissaire de police Font y Closas dans son rapport du 13 août. L'ordonnance signée *in situ* par le duc d'Angoulême marquera aussi un tournant important dans la campagne d'Espagne.

Lorsque le 8 août, dans son quartier général à Andujar, le duc d'Angoulême appose sa signature sur une ordonnance qui vise à empêcher les actes arbitraires des royalistes, il ignore encore la portée d'une telle mesure et les conséquences de son application[327]. Ses directives sont claires : il limite fortement les arrestations des autorités espagnoles et élargit le pouvoir de ses généraux en en termes de sécurité publique. En outre, il place sous surveillance la presse de tous bords. Le but est de pourvoir à la tranquillité du pays et à la sécurité des troupes françaises. Dans les conventions signées auparavant entre les généraux français et les chefs des armées constitutionnelles, on tient scrupuleusement à sauvegarder l'intégrité des vaincus et à les protéger des éventuelles vengeances. Ainsi, par exemple, lors de l'arrêt des hostilités entre Molitor et le colonel Guerrero de Torres, suite à l'aval donné par Angoulême et Ballesteros, la capitulation, signée à Grenade le 4 août, prévoit dans son article nº5 qu'« aucun individu de ladite armée ne pourra être inquiété, poursuivi ni molesté par ses opinions antérieures à cette convention, ni pour les faits analogues, excepté ceux qui sont de la compétence de la justice ordinaire[328]. »

Abel Hugo, dans son *Histoire de la campagne d'Espagne* voit dans l'ordonnance un moyen qui pourrait contribuer à améliorer les relations entre l'armée française et les royalistes, et plus largement les Espagnols si l'application était « convenablement exécutée. » Pio de Montoya est du même avis et voit dans le document le chemin pour humaniser la victoire, pour faciliter la cohabitation des Espagnols de différentes tendances politiques[329]. Le texte de la discorde est rédigé ainsi :

> Nous Louis-Antoine d'Artois, fils de France, duc d'Angoulême, commandant en chef l'Armée des Pyrénées :

327. CARBAJOSA AGUILERA, Manuel, « El decreto de Andújar: ¿un gesto humanitario o un error político », *Revista Internacional de Pensamiento Político*, I Época, Vol. 7, 2012, p. 263-274.
328. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome II, p. 88-89.
329. DE MONTOYA, Pio, *op. cit.*, p. 245.

> Considérant que l'occupation de l'Espagne par l'Armée française sous nos ordres nous met dans l'indispensable obligation de pourvoir à la tranquillité et de royaume et à la sûreté de nos troupes ; avons ordonné et ordonnons ce qui suit :
>
> Art. premier. Les autorités espagnoles ne pourront faire aucune arrestation sans l'autorisation du commandant de nos troupes, dans l'arrondissement duquel elles se trouvent.
>
> Art. 2. Les commandants en chef des corps de notre armée feront élargir tous ceux qui ont été arrêtés arbitrairement, et pour des motifs politiques, notamment les miliciens rentrant chez eux. Sont toutefois exceptés, ceux qui, depuis leur rentrée dans leurs foyers, ont donné de justes motifs de plainte.
>
> Art. 3. Les commandants en chef des corps de notre armée sont autorisés à faire arrêter ceux qui contreviendraient au présent ordre.
>
> Art. 4. Tous les journaux et journalistes sont placés sous la surveillance des commandants de nos troupes.
>
> Art. 5. La présente ordonnance sera imprimée et affichée partout.
>
> Fait à notre quartier général d'Andujar, le 8 août 1823.
>
> Louis-Antoine. Par S.A.R. le général en chef, le major-général, Comte Guilleminot. [330]

Cette ordonnance est due aux mesures injustifiées des autorités locales envers les constitutionnels qui se tournent rapidement vers la générosité du chef de l'armée des Pyrénées pour les faire cesser. L'affaire de Burgos a laissé un mauvais souvenir[331]. L'ordonnance est pour Angoulême d'une impérieuse nécessité : « Les plaintes que je recevais de tous côtés sur les arrestations arbitraires des autorités locales, avouées ou tolérées par la Régence, m'ont mis dans la nécessité de rendre l'ordonnance que je joins ici », écrit-il à Villèle le lendemain de sa publication. Imprimée et affichée partout, le commandement français ordonne son immédiate exécution dans toutes les provinces. Pour les militaires français la mesure est juste et doit permettre de limiter les vexations envers les vaincus. Ainsi, Hautpoul considère l'ordonnance comme un « monument de sagesse et de modération[332]. » Ouvrard note dans ses mémoires une certaine acceptation au sein de l'armée :

> « Nos officiers, nos soldats, presque tous dans l'âge où les sentiments généreux ont le plus d'empire, voyaient avec horreur les sanglants excès, les lâches vengeances auxquels se livrait une populace soulevée par des moines fanatiques ; ces cris de mort, ces emprisonnements, ces persécutions contre des familles entières rendues responsables de la conduite d'un de leurs membres ; ces pillages, ces voies de fait excitaient, parmi les Français, un dégoût antipathique : ils devaient donc accueillir avec joie l'ordonnance d'Andujar[333]. »

Pour certains officiers comme Clerjon de Champagny, ce texte donne une autre dimension à sa participation à la campagne. Il écrit dans ses souvenirs : « C'est à la lecture du décret

330. HUGO, Abel, *op. cit.,* tome II, p. 45.
331. Pour les détails de l'affaire de Burgos on peut consulter SARRAILH, Jean, *op. cit.*, p. 108-113.
332. HENNET DE GOUTEL, Estienne, *op. cit.,* p. 153.
333. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 161.

d'Andujar que je me sentis réellement fier d'avoir figuré dans l'expédition d'Espagne et que je compris qu'il en pouvait résulter quelque gloire pour mon pays[334]. » Un rapport de la police militaire rapporte l'appréciation d'un général espagnol sur l'ordonnance qu'il « regarde comme trop généreuse » puisqu'elle ôte à la Régence les moyens de faire du mal au lieu de lui faire assumer ses responsabilités[335].

Toutefois, quelques officiers manifestent une certaine aversion à son exécution, tantôt liée à leurs convictions sur le rôle de l'armée, voire à leurs convictions politiques, tantôt par la forte pression de la population des villes, notamment celles de Castille où l'influence du clergé joue un rôle majeur pour contrer l'ordonnance. La controverse sur ce texte, montre bien, comme le souligne Emmanuel Larroche, que « l'unité tant vantée de l'armée n'est pas si uniforme[336]. » Un exemple illustre cela, l'attitude du colonel Bellangé, en service à Saragosse, qui suspend l'exécution pour apaiser l'hostilité des habitants envers ses soldats. Le baron de Damas considère cette publication comme une faute grave du commandement : « Quant à moi je n'en tins nul compte », dit-il[337].

En Catalogne, la majorité de la population semble accepter de bon gré l'ordonnance. Le général Moncey écrit le 11 septembre au duc d'Angoulême pour lui confirmer cette affirmation dont il est témoin : « j'ai vu des Espagnols de toutes les opinions […] [qui] se sont félicités, pour le bien de leur pays, que cette ordonnance protectrice rassurât les fidèles sujets de S.M.C. » Il en profite pour démentir les dires du baron d'Eroles à propos de la mauvaise impression que produit l'ordonnance dans cette province[338]. À Valence et Murcie, écrit le général d'Arbaud Jouques, les habitants se réjouissent aussi des mesures dictées par Angoulême[339]. En revanche, dans la province de Santander, quelques agitations ont lieu parmi les habitants. Dans un rapport du consul français, à Santander et daté du 28 août, on lit : « l'ordonnance de S.A.R. a fait naître dans les campagnes de cette province du germe d'une fermentation qui n'est pas sans analogue avec les premiers symptômes qui, en 1808, ont été les précurseurs de la levée en masse de tout le peuple espagnol contre l'armée française[340]. » Il fait une dure critique de la mentalité espagnole :

334. CHAMPAGNY, Clerjon de, *op. cit.,* p. 109.
335. Rapport de police militaire nº93, Madrid, 13 août 1823. SHD, GR. D1-20.
336. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 286, 290.
337. GRANDMAISON, Geoffroy de, op. cit., p. 176.
338. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.*, p. 281.
339 LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 288.
340. Lettre du consul de Santander au ministre des Affaires étrangères, Santander, 28 août 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824, p. 265. Extrait en annexe : document 20.

> « Ce peuple est vivement impatient de tout autre joug que de celui que l'impose volontairement : beaucoup trop arrière dans la civilisation européenne pour s'élever à des considérations de haute politique et est incapable d'entrer dans les motifs qui ont dû dicter l'ordonnance de S.A.R., égaré par les constantes insinuations et par les diverses machinations des partisans d'un système révolutionnaire[341]. »

Il est certain que les royalistes modérés voient dans le texte d'Angoulême un chemin menant à la réconciliation et la paix. De même, certains officiers libéraux manifestent leur approbation.

La Régence n'est pas du même avis. Même si l'affrontement n'est pas virulent, car elle a encore besoin de la présence de la France, ses membres font monter rapidement leur mécontentement jusqu'à Paris[342]. Aux dires du baron d'Eroles l'ordonnance est très mal accueillie par les Espagnols et reste très impopulaire dans les milieux totalement voués à la cause royaliste, où l'on voit d'un mauvais œil les officiers supérieurs français se mêler des prérogatives judiciaires des autorités locales. L'animosité est telle, parmi les plus fervents royalistes, que ces derniers ne tardent pas, non plus, à faire circuler de fausses rumeurs sur l'ordonnance en la considérant comme un texte apocryphe qui ne mérite aucun respect et donc ne doit pas être appliqué. C'est du moins ce que relève un rapport du commissaire de la police militaire de Madrid daté du 16 août[343]. Dans certaines villes, l'agitation que provoque la publication de l'ordonnance est totale. À Bilbao, quelques individus de la garde d'honneur s'arment et menacent la garnison. Des cris contre les Français se font entendre et le chef de bataillon d'Abnour doit intervenir[344]. Dans la capitale, le malaise s'installe aussi et les militaires français doivent user de la force pour contenir la populace en colère qui veut lyncher les détenus constitutionnels. Le général Oudinot se plaint dans un rapport de l'inaction des autorités espagnoles[345]. D'autres protestations fomentées par le parti absolutiste ont lieu à Alcalá de Henares, Guadalajara et Saragosse où l'on déplore vexations, et blessures. Certains, même, perdent la vie suite à l'irritation des royalistes exaltés[346]. À Vitoria, les autorités locales refusent d'appliquer l'ordonnance et obligent le prince de Hohenlohe, qui commande le 3e corps, à assigner à

341. *Ibid.*
342 L'ordonnance d'Andujar a été analyse à travers la correspondance politique du ministère des Affaires étrangères par Sarrailh. On y trouve de nombreux exemples de l'accueil, autant par les royalistes que par les constitutionnels de ce texte. SARRAILH, Jean, *op. cit.*, p. 113-123.
343. SHD GR D1-20. Cité par LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 279.
344. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 270.
345. *Ibid*.
346. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.*, p. 263.

résidence l'alcade de la ville ainsi que le député général de l'Alava[347]. Il réussit à calmer l'effervescence et les mécontentements que certains manifestent et fait libérer les détenus jugés innocents[348]. Complice des désordres, la Régence donne son aval pour la publication d'un pamphlet rédigé par les officiers de la division espagnole de Navarre où l'on tenait des propos incendiaires : « Que l'Espagne soit couverte de cadavres de ses enfants plutôt que de vivre avilie par le déshonneur et de subir le joug de l'étranger ! » Les quatre mille exemplaires ordonnés par la Régence sont confisqués par la gendarmerie qui, prévenue par le général Oudinot, se présente dans l'imprimerie[349].

Les commandants de place ne tardent pas à mettre à exécution les directives venues d'Andujar. Le colonel Schoeffer, commandant le blocus de Santona et commandant supérieur de la province de Santander se renseigne sur le nombre des détenus dans les prisons de la ville et sur les motifs de leur arrestation afin de faire appliquer les directives de l'ordonnance. Le consul français, qui tente toujours de maintenir une parfaite harmonie avec les autorités supérieures de la province, collabore activement pour réparer les injustices des royalistes. Le 28 août, il rend compte au ministère des démarches qu'il réalise afin « d'obtenir la mise en liberté de cinq ou six individus qui ont été les fléaux de cette ville et qui ne peuvent réclamer bénéfice d'aucune capitulation[350]. » Le maréchal Oudinot fait établir les noms des prévenus ayant commis des délits d'ordre politique et qui sont détenus dans la prison madrilène. Au total on comptabilise 22 détenus emprisonnés pour des motifs très variés :

- Avoir été milicien,
- Avoir commandé une compagnie de chasseurs constitutionnels,
- Avoir été constitutionnel,
- Avoir des fils miliciens en activité, pour cause de libéralisme,
- Avoir dit que 24 000 constitutionnels arrivaient à Madrid,
- Pour des opinions politiques.

La commission, créée en vertu de l'arrêté, et après avoir entendu les prévenus, les fait remettre en liberté[351].

347. LARROCHE, Emmanuel, *op. cit.,* p. 288.
348. HUGO, Abel, *op. cit.*, tome II, p. 251-257.
349. BITTARD DES PORTES, René, *op. cit.,* p. 271.
350. Lettre du consul de Santander au ministre des Affaires étrangères, Santander, 28 août 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824, p. 265. Extrait en annexe : document 20.
351. État nominatif des prévenus de délits politiques. Madrid, 13 août 1823. SHD, GR. D1-20.

Avant même sa publication, la population madrilène est déjà au courant de la fameuse ordonnance dont tout le monde parle. Des exemplaires imprimés circulent dans les rues, sans doute soustraits par les employés de l'imprimerie. Cette mesure est censée rendre son bonheur à l'Espagne, mais il y aussi ceux qui pensent qu'elle sera plutôt à l'origine de beaucoup de maux car elle est contraire à l'esprit de vengeance. « On voit la joie sur les visages des gens de bon sens, des moines et tous les employés, qui sont autant des créatures de la Régence, ont un air morne et mécontent », lit-on dans un rapport de la police militaire[352]. Toute l'attention est portée sur l'ordonnance d'Andujar et cela donne lieu à des propos « sensés ou extravagants. » Le rapport militaire du 14 août en donne de quelques exemples :

> « On dit librement : que les Français ne sont venus en Espagne que comme auxiliaires de l'armée de la Foi : que cette armée étant la première dans toutes les opérations de la guerre, doit l'être aussi dans les affaires du gouvernement intérieur du royaume, et qu'ainsi les Français doivent rester paisibles dans tout ce que le gouvernement espagnol royaliste veut faire, parce que c'est lui, et non les étrangers, qui peut gouverner l'Espagne ; que si l'on donnait la liberté aux personnes détenues pour des motifs d'opinions celles-ci voudraient se venger de ceux qui se sont fait arrêtés par des raisons personnelles et il arriverait chaque jour des assassinats […] qu'il faut opposer une ferme résistance aux Français si dans ce jours et avant la délivrance du roi veulent se mêler de ce qui ne les regarde pas : que c'est pour cela, et dans la crainte de la position que les royalistes espagnols prendraient en ce cas, que monsieur le duc de Reggio n'ose pas faire afficher ni exécuter un décret dont tout le monde a vue des copies : que la Régence s'y opposera de toutes ses forces et qu'à cet effet, on a donné l'ordre à la division Quesada, de ne point partir, ainsi qu'il lui avait été commandé, et à la partie de l'Ocho, de s'approcher : qu'on voit que les Français se sont laissés gagner par les libéraux lesquels possédant dans leur sein les trésors et talents d'Espagne, cherchent tous les moyens pour opposer à la masse populaire royaliste, la résistance qu'ils peuvent ; qu'un neveu de l'évêque d'Osma a dit, qu'il n'y avait pas un semblable arrêté et qu'on avait contrefait la signature de S.A.R ; que si l'on s'obstine de délivrer les prisonniers, il faudra s'armer de poignards et de couteaux pour tuer tous les Français qu'on pourra attraper ; que la troupe espagnole se mettra du côté de la populace pour que les *negros* payent leurs infamies ; que si les Français croient pouvoir gouverner en Espagne plus que la Régence, il faudra leur faire voir qu'ils se trompent…[353] »

D'après les ragots qui circulent, le manque de troupes françaises dans la capitale semble être un obstacle majeur pour l'exécution de l'ordonnance. Ceux qui désirent la tranquillité et l'ordre attendent impatiemment la publication de l'arrêté. Certains comparent cette mesure avec celle que le général Murat a donné le 2 mai à Madrid et « ils disent qu'elle ne peut manquer d'avoir des résultats funestes[354]. »

Il semble que la fameuse ordonnance peut avoir des conséquences économiques pour les responsables royalistes : « Il est bien connu que le vrai Dieu, la religion, la patrie et le Roi

352. Rapport de police militaire nº93, Madrid, 13 août 1823. SHD, GR. D1-20.
353. Rapport de police militaire nº95, Madrid, 14 août 1823. SHD, GR. D1-20.
354. Rapport de police militaire nº101, Madrid, 17 août 1823. SHD, GR. D1-20.

de ces messieurs n'est autre chose que leur intérêt particulier et leur gain », dit-on dans le rapport militaire. D'après le commissaire de police Font y Closas, la remise en liberté des détenus bouscule l'esprit des greffiers qui voient « tarie la mine qu'ils avaient découverte pour faire des frais et tirer des droits. » La police est aussi de la partie, car elle jouit du commerce illicite des passeports : « s'ils ne font pas de cadeaux, on les fait attendre trois ou quatre jours[355]. »

Dans le nord de l'Espagne, la publication et l'affichage de l'ordonnance altère rapidement la tranquillité des localités. Dans la Biscaye, les maires réclament la fin des patrouilles militaires et l'annulation de l'ordonnance. Le 15 août, à Bilbao, face au tumulte généralisé, le général D'Abnour ordonne de mettre la baïonnette au canon et charge contre les insurgés sur la place de la mairie. Les magistrats doivent convoquer les deux parties pour éviter une bataille dans la ville[356]. Pio de Montoya qui a étudié la répercussion de la présence du clergé basque durant le Triennat voit dans la réaction des autorités basques une défense de ses privilèges. Ainsi, le maire de Cegama, José Francisco de Ansuategui, écrit le 14 août : « […] je viens de recevoir l'imprimé ci-joint de monsieur le commandant français de la place de Mondragón, qui m'ordonne de l'afficher dans l'endroit prévu pour son application ; mais en voyant que son contenu est contraire en tout à nos privilèges, usages et coutumes […] je vous l'envoie sans délai et sans lui donner de publicité…[357] » Dans la province d'Alava l'impact, est plus grave, puisqu'il provoque l'emprisonnement du député d'Alava, Valentín Verastegui et du maire de Vitoria. Malgré tout, Verastegui reste un représentant de la tolérance et, le 22 août, il écrit, avec Pedro Andrés de Zabala, une proclamation qui se veut conciliatrice :

> « Habitants d'Alava ! Oh combien nous devons aux Français. Ils nous ont sortis de l'oppression, nous ont restitué nos lois et nous jouissons par leur influence d'une juste liberté, au lieu de l'esclavage anarchique qui nous a dévorés…L'union et l'harmonie régnaient parmi vous et l'armée française remplissait de joie aux loyaux.
>
> Évitons-nous d'insulter toutes sortes de personne malgré les différences qui existent entre leurs opinions et les vôtres, s'ils ont commis des crimes, les lois seront là pour les châtier[358]. »

Les agents diplomatiques font suivre à Paris le compte rendu de l'état d'esprit de la population suite à l'apparition du texte. Le 19 août le consul français à Bilbao remarque dans la ville une certaine effervescence, mais les mesures adoptées par le baron Bruny et

355. Rapport de police militaire nº101, Madrid, 17 août 1823. SHD, GR. D1-20.
356. DE MONTOYA, Pio, *op. cit.,* p. 216.
357. DE MONTOYA, Pio, *op. cit.,* p. 249.
358. DE MONTOYA, Pio, *op. cit.,* p. 259. Pour les affaires d'Alava, p. 252-259.

ses fréquentes entrevues avec les diverses autorités apaisent le mécontentement, « à l'exception de quelques excès qu'on a étouffés à leur naissance[359]. » À Santander, le consul, qui n'a cessé de défendre les ordres d'Angoulême devant les autorités royalistes, note que l'ordonnance exaspère fortement les deux parties. Il écrit :

> « Les royalistes disent et répètent hautement que les Français sont venus en Espagne pour protéger les libéraux ; que cette ordonnance ne tend qu'à les livrer à leur poignard, qu'il faut se débarrasser d'eux et appeler les Russes en Espagne. De l'autre côté les libéraux disent que les royalistes veulent substituer une anarchie monarchique à un système constitutionnel, que les Français sont les seuls qui aient des principes de justice et qu'ils sont prêts à combattre sous leurs ordres s'ils veulent les admettre dans leurs rangs[360]. »

Les autorités rétablies dans la municipalité, qui ont été généralement pourvues dans « les rangs des royalistes partisans du pouvoir le plus absolu et du rétablissement de l'Inquisition », ne respectent pas les conventions militaires. Ainsi, le 12 août, le consul français écrit :

> « Dans ce moment plusieurs habitants de cette ville qui étaient réfugiés au Ferrol et qui ont été compris dans la capitulation de cette place ont été mis en prison par monsieur le brigadier Mazarraza, gouverneur par intérim de Santander, lorsqu'ils ont voulu rentrer dans leurs foyers. S. A, le prince de Hohenlohe qui a passé deux jours dans nos murs et qui m'a fait l'honneur de me retenir constamment auprès de lui, a fait des effets réitérés et toujours sans succès pour obtenir en faveur de ces prisonniers l'exécution de cette capitulation[361]. »

L'exécution de l'ordonnance soulève de vives tensions chez les autorités locales. Ainsi, l'alcade Tomas de Arismendi se plaint le 16 août de la remise en liberté de plusieurs détenus par trois officiers français et un détachement de gendarmes[362]. À Aranda de Duero, le 18 septembre, le corrégidor voit ses fonctions usurpées par les troupes françaises qui libèrent tous les détenus de la prison appartenant à la société de *comuneros*. « cela a causé une étrange sensation parmi les vrais Espagnols en particulier ceux engagés dans la défense de la religion et du trône », peut-on lire dans une lettre de l'autorité municipale[363]. Néanmoins, il y a ceux qui se plient aux directives de l'ordonnance, à

359. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bilbao, 19 août 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824, p. 277.
360. Lettre du consul de Santander au ministre des Affaires étrangères, Santander, 19 août 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824.
361. Lettre du consul de Santander au ministre des Affaires étrangères, Santander, 12 août 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824, p. 263.
362. Plainte envoyée au gouvernement. Palacio, 16 août 1823. Archivo Histórico Nacional (AHN), Estado, 3120.
363. Lettre du Corregimiento de Aranda de Duero, 21 septembre 1823. Archivo Histórico Nacional (AHN), Estado, 3120.

l'exemple du corrégidor de Cordoue qui dit « s'occuper immédiatement de désigner les détenus qui devraient être relâchés[364]. »

Mais la remise en liberté n'assure nullement l'intégrité des détenus qui doivent souvent abandonner la ville pour éviter les représailles. C'est le cas à Aranda de Duero, mais aussi dans d'autres localités. Dans un rapport adressé au général Guilleminot on lit : « Les prisonniers mis en liberté au passage du Prince à Villa del Rio ont été obligés de fuir, une partie de la populace dirigée par une quarantaine de furieux se sont réunis contre cette mesure et se sont portés chez les individus relâchés pour les reprendre[365]. »

L'abandon de l'application de la convention d'Andujar montre l'impuissance du duc d'Angoulême, et par là de la France, à orienter l'Espagne vers un système politique modéré. Ouvrard, admiratif du bon sens du duc d'Angoulême critique les « vues rétrécies » et la politique « sans dignité et sans élévation » de Paris[366]. Dans ses *Souvenirs*, le comte de Salaberry note à propos de l'échec de l'ordonnance : « elle a éteint en un quart d'heure, pour ne jamais revenir, cet enthousiasme, cette idolâtrie électrique qui animait tout ce qui s'appelait Espagnol, à la vue seule d'un vivandier français. Voilà dans la vérité le résultat de l'ordonnance d'Andujar[367]. » Il est vrai que dans le contexte de guerre civile et d'instabilité politique que vit l'Espagne, une telle mesure est presque vouée à l'échec. Pour autant, le prince a-t-il eu tort de la publier et celle-ci a-t-elle été véritablement inutile ? se demande son biographe, François de Coustin. Il brosse le comportement d'Angoulême face à un tel défi : « Comment accepter de fermer les yeux sur des exactions et des vengeances politiques sans réagir ? Il lui faudrait le cynisme ou le réalisme politique de son oncle ou les convictions ultras de son père. Il n'a ni les uns ni les autres. Trop droit dans ses bottes, il se réfugie dans l'action militaire, une fois de plus[368]. »

La pression des autorités espagnoles rajoutées au désaccord des diplomates français[369] vont faire échouer la détermination d'Angoulême. Même Angoulême se fait rappeler à l'ordre par son père. On fait donc marche arrière le plus rapidement possible. Le 26 août, le général Guilleminot envoie à tous les commandants de place une circulaire expliquant

364. Rapport du vicomte Foissac-Latour au général Guilleminot. Andujar, 18 août 1823. SHD GR D1-20.
365. Rapport du vicomte Foissac-Latour au général Guilleminot. Andujar, 18 août 1823. SHD GR D1-20.
366. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 66.
367. SALABERRY, Comte de, *op. cit.,* p. 54.
368. DE COUSTIN, François, *op. cit.,* p. 253-254.
369. Pour les opinions de la diplomatie française on pourra consulter : SARRAILH, Jean, *op. cit.*, p. 123-128.

la mauvaise interprétation qu'on a faite de l'ordonnance. Dans les ministères parisiens, on est rassurés, l'application du texte aurait eu certainement des conséquences graves pour les Français à moyen terme. Mais, l'état d'esprit ayant suscité la rédaction de ce document ne laisse personne indifférent. Les regards portés sur les Français n'ont plus le brillant qu'ils avaient au départ.

Quant à Angoulême, l'espoir qu'il a de rétablir une paix véritable en Espagne n'est resté qu'une chimère. Son édifice bâti sur la tolérance et la tranquillité s'est écroulé comme un château de cartes peu après sa naissance. « […] il ne lui restait plus qu'à fuir un pays que sa magnanimité n'avait pu sauver. Au lieu de l'ordonnance d'Andujar, inspiration d'une haute sagesse, tout présageait à la péninsule le code sanglant de l'intolérance et de l'anarchie. En voyant le prince s'éloigner, les amis de l'ordre et de la modération perdirent leurs dernières espérances », écrit Ouvrard dans les mémoires[370]. Il restera toutefois pour la postérité le héros d'Andujar.

3.5. La protection des nationaux

Les études menées sur la campagne d'Espagne ont souvent mis en avant l'action protectrice de l'armée française envers les constitutionnels, victimes des vexations et des mesures arbitraires de la Régence et des royalistes. Elles se sont en revanche moins intéressées à la relation entre les Espagnols et les commerçants français qui viennent s'installer progressivement au fur et à mesure de l'occupation du territoire par les troupes du duc d'Angoulême. S'il est vrai que dès les premiers mois de l'année 1823, la peur des représailles s'empare des négociants français installés en Espagne et que beaucoup d'entre eux abandonnent le pays, la présence de l'armée des Pyrénées rassure et incite à la reprise des affaires commerciales entre les deux nations. C'est surtout à travers les correspondances commerciales des consuls français présents dans les grandes villes – correspondance riche en renseignements et qui n'a pas été jusqu'à présent mise en valeur dans les ouvrages traitant de l'expédition d'Espagne – qu'il est possible d'analyser les liens tissés pour faire redémarrer l'économie locale, mais aussi les litiges générés durant cette période de forte instabilité.

370. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.*, deuxième partie, p. 244.

Les litiges commerciaux sont monnaie courante chez les agents consulaires. Quelques minutes avant même que les troupes n'entrent en Espagne, un bateau constitutionnel fait prise, au port du Passage, d'un navire français venant de Morlaix et transportant un chargement de froment, avoine, farine, lard et autres denrées destinées à être déchargées à Bayonne. Le consul de Saint-Sébastien, alors à Bayonne, reçoit une réclamation du capitaine Laurent, responsable du navire[371]. D'autres problèmes concernent aussi le taux des tarifs provisoires des douanes qui a changé depuis sa mise en place par les autorités royalistes. De même, l'arrivée de navires pour approvisionner l'armée française génère quelques conflits entre les autorités civiles et militaires. Ainsi, lorsqu'un chargement de paille arrive au port de Passage, le commandant de la place refuse de payer le droit de chancellerie en affirmant que l'intendant de l'armée lui a dit « qu'il n'aurait aucun droit quelconque à payer ici[372]. » Il est vrai que le volet économique, lors de l'expédition d'Espagne, est aussi un facteur dont il faut tenir compte ; la période du Triennat libéral n'a pas été tout à fait favorable au commerce français, comme l'explique le consul de Bilbao dans une lettre du 19 juin :

> « […] le maintien de la douane avec le supplément des droits qu'on payait en 1820, cette mesure qui accablait notre commerce, va enfin changer. Je tiens d'une personne sûre que la ville à offert à la régence 375 000 [sic] pour que la douane soit reportée sur l'Èbre et que la franchise des ports de Biscaye soit approuvée de nouveau. On a la certitude que la proposition a été admise et on s'attend chaque jour à voir l'exécution, ce qui rappellera sans doute nos anciennes relations avec la Bretagne et nos principales villes manufacturières qui avaient dû s'éloigner devant les prohibitions et les droits énormes établis par les Cortès[373]. »

Passés les premiers sursauts de la guerre d'Espagne, les commerçant français commencent à s'installer dans la péninsule et reprennent progressivement leurs affaires. La présence des agents consulaires s'avère alors nécessaire et judicieuse, surtout dans un pays où la situation politique, et donc administrative, n'est pas encore réglée, même si l'on essaye de doter le gouvernement de Madrid d'une régence en attendant la libération de Ferdinand VII. Au Pays Basque, les affaires démarrent rapidement. Les négociants revenus à Passages sollicitent dès le mois d'avril la présence du consul afin de « se livrer

371. Lettre du consul de Saint-Sébastien au ministre des Affaires étrangères, Bayonne, 17 avril 1823. AMAE,CCC, Saint-Sébastien, tome II, 1821-1824, p.18.
372. Lettre du consul de Saint-Sébastien au ministre des Affaires étrangères, Passage, 2 mai 1823. AMAE, CCC, Saint-Sébastien, tome II, 1821-1824, p. 23.
373. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bilbao, 19 juin 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824, p. 264. Pour avoir un aperçu des relations commerciales entre la France et l'Espagne pendant la période, on consultera : SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.*, p. 115-146.

avec plus de sécurité à leurs opérations commerciales[374]. » Le ministère accède à la pétition et établit un consulat à Passages en attendant la possibilité de retourner à Saint-Sébastien, toujours occupée par les troupes constitutionnelles. De même, le consul de Bilbao retourne à son poste après avoir été sollicité par des courtiers maritimes de Bayonne et avoir obtenu un avis favorable de l'intendant général de l'armée. En effet, le consul fait valoir ses contacts dans la ville basque : « les relations que j'y ai laissées depuis peu de jours pouvaient être utiles au service des armées de S.M. pour protéger les arrivages des vivres[375]. » Dans les ports catalans, l'attitude envers les Français est souvent hostile même en cas d'accident. Le 12 mars le consulat à Barcelone reçoit la plainte de Pierre Barmot, propriétaire d'un bateau ayant fait naufrage le 20 décembre sur la côte de Blanes. Les habitants, loin de porter secours « […] se jetèrent sur le bateau qu'ils dépeçaient à coup de haches, après en avoir pillé la cargaison qui consistait en Oranges de Majorque, qu'ils en emportaient toutes les pièces ainsi que les cordages, […] et que même ils dépouillèrent de leurs vêtements les gens de l'équipage », peut-on lire dans le rapport du représentant diplomatique[376]. À Madrid, le consulat général de France reprend rapidement ses fonctions ; les résidents accueillent la nouvelle avec satisfaction. Les affaires reprennent, notamment la factorerie française établie dans la capitale qui ne tarde pas à envoyer ses négociants auprès du consul[377]. Mais l'allégresse sera de courte durée. Le 29 septembre le consul à Madrid se plaint, non seulement des mesures arbitraires, mais aussi du préjudice que subit le commerce français. Il écrit :

> « Le gouvernement espagnol se montre chaque jour plus difficile à accorder aux sujets de sa majesté les avantages que les traités et les conventions existants entre la France et l'Espagne leur assurent, et cherche à annuler tous leurs privilèges. Quelques actes arbitraires, commis par l'autorité subalterne, qui donnent lieu à de vives réclamations de la part de l'ambassade, auprès du gouvernement de S.M.C., m'imposent le devoir de les porter à la connaissance de votre excellence dans un rapport circonstancié. Dès l'arrivée de son excellence monsieur le marquis de Talaru à Madrid, plusieurs français ayant été poursuivis, incarcérés et vexés sans motifs, par les autorités du pays, son excellence me chargea de faire en leur faveur des démarches qui ont eu plein succès et reconnut combien il était urgent de prendre des mesures qui pussent assurer aux sujets de sa majesté protection et la conservation des privilèges auxquels leur qualité et les conventions commerciales leur donnent des droits[378]. »

374. Lettre du consul de Saint-Sébastien au ministre des Affaires étrangères, Bayonne, 22 avril 1823. AMAE, CCC, Saint-Sébastien, tome II, 1821-1824, p. 20.
375. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bayonne, 17 avril 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824.
376. Lettre du consul de Barcelone au ministre des Affaires étrangères, Paris, 12 mars 1823. AMAE, CCC, Barcelone, tome XXV, 1822-1824, p.144.
377. Lettre du consul de Madrid au ministre des Affaires étrangères, Madrid, 17 août 1823. AMAE, CCC, Madrid, tome XXXVII, 1823, p. 37.
378. Lettre du consul de Madrid au ministre des Affaires étrangères, Madrid, 29 septembre 1823. AMAE, CCC, Madrid, tome XXXVII, 1823.

On dénonce, auprès des autorités espagnoles, le non-respect des conventions entre les deux pays, comme par exemple la visite du domicile des commerçant français sans la présence de leur consul. C'est le cas de Jean Dutilh, qui voit arriver chez lui le préposé espagnol des douanes sous prétexte de chercher des marchandises de contrebande. Le consul qui se rend aussitôt sur les lieux, conclut : « [...] la maison fut visitée ; on n'y trouva absolument rien de prohibé dans le commerce. Mais, pour donner apparence de fondement à cette visite, le caporal fait saisir quelques objets de licite commerce parmi les quelques-uns sont à l'usage de l'épouse de M. Dutilh, sous le prétexte de vérifier s'ils sont ou non prohibés ou non acquittés des droits[379]. »

Le 24 avril, le consul de Cadix communique au ministre des Affaires étrangères le besoin d'avoir recours à une force maritime, afin de protéger les bâtiments de commerce français contre les corsaires espagnols. Le 3 mai, il persévère dans sa demande et rend compte qu'un brick chargé de coton et de bois, venant de Nouvelle Orléans et à destination de Marseille, a été attaqué à coups de canons. Il expose, d'autre part, que les habitants de Cadix « désirent si ardemment la présence d'une escadre française devant ce port », d'autant plus que le gouvernement envisage d'y installer le roi et sa famille[380]. Dans la ville de La Corogne, les marins français subissent aussi les vengeances des constitutionnels. Le consul de la ville fait de son mieux pour protéger les intérêts des commerçants, mais les hostilités envers les troupes d'Angoulême ne facilitent pas les choses. Dans une correspondance du 14 juillet, il rend compte à Paris des problèmes rencontrés :

> « [...] Aussitôt qu'on a eu connaissance dans ce pays de l'entrée en Espagne de l'armée française, quatre corsaires ont été armés et mis en mer. Ils ont capturé onze navires français qui ont été successivement introduits dans ce port [...] Dès l'arrivée de la première prise, je fis de mon mieux pour entraver qu'elle fut déclarée bonne, mais cette démarche un peu hardie, fondée sur la proclamation de S.A. royale monseigneur le duc d'Angoulême a failli me coûter cher par l'autorité des divers armateurs des corsaires contre moi[381]. »

On enferme les équipages dans une des prisons de la ville. Les conditions sont inhumaines. Le consul qui visite ces prisonniers dresse un tableau peu optimiste : « Les prisons et les casernes étaient pleines de malheureux de toutes couleurs, mourant de faim et de misère

379. Lettre du consul de Madrid au ministre des Affaires étrangères, Madrid, 29 septembre 1823. AMAE, CCC, Madrid, tome XXXVII, 1823.
380. Lettre du consul de Cadix au ministre des Affaires étrangères, Gibraltar, 3 mai 1823. AMAE, CCC, Cadix, tome CII, 1822-1824, p. 203.
381. Lettre du consul de La Corogne au ministre des Affaires étrangères, La Corogne, 14 juillet 1823. AMAE, CCC, La Corogne, tome XX, 1821-1824.

[…] les équipages […] sans lit et sans paille que j'ai dû leur procurer et d'autres ont été enfermés avec monsieur Desbassayns (conseiller d'état et beau-frère de S.E. monseigneur de Villèle) au fort[382]. » Grâce aussi à l'aide du consul anglais, plus de 80 Français, femmes et enfants compris, sont embarqués à destination de Plymouth, le voyage étant payé par l'agent consulaire. Une fois la Galice pacifiée, les affaires commerciales peuvent reprendre. Le 26 septembre, le consul en place à La Corogne communique à Paris les bonnes dispositions des autorités locales : « le comte de Carthagène, capitaine général de cette province m'a fait un accueil gracieux en me témoignant sa satisfaction de voir se renouer les relations commerciales qui avaient été momentanément suspendues entre les deux royaumes », écrit-il dans sa missive[383]. Cependant, les nouvelles qu'il reçoit sont parfois alarmantes. Le jour même, on lui annonce par lettre la capture de navires français :

> « L'intervention des armées françaises en Espagne a fourni le prétexte à quelques spéculateurs espagnols d'armer des corsaires pour s'emparer des navires marchands français qui revenaient avec sécurité des différentes parties de l'Amérique. Trois de ces corsaires, armés dans le port de la Corogne ont capturé dix navires français chargés de diverses marchandises. Ils les ont amenés dans ce port et là sans formalités régulières, avant l'expiration des délais prescrits, avant d'avoir entendu les armateurs capturés sur leur moyen d'opposition, ces marchandises ont été pillées et sabordées plutôt que vendues et les bâtiments donnés plutôt qu'adjugés[384]. »

Relancer le commerce et surtout se faire dédommager des injustices commises par l'administration espagnole ou encore des attaques subies par les corsaires constitutionnels n'est pas une tâche facile pour les autorités diplomatiques. Les obstacles sont nombreux et la collaboration des autorités locales est parfois inexistante. C'est du moins ce que révèlent plusieurs rapports consulaires adressés au ministère des Affaires étrangères. Dans le rapport du consul de La Corogne, daté du 15 octobre, est écrit : « Les autorités espagnoles montrent une répugnance manifeste à l'adoption des mesures nécessaires pour faire rentrer le commerce français dans une partie des valeurs dont il a été dépouillé […][385] »

Bien que la situation en Espagne soit toujours tendue, certains marchands français continuent à parcourir les routes. Ils sont aussi surveillés par la gendarmerie qui contrôle

382. *Ibid.*
383. Lettre du consul de La Corogne au ministre des Affaires étrangères, La Corogne, 26 septembre 1823. AMAE, CCC, La Corogne, tome XX, 1821-1824.
384. Lettre adressée à Monsieur Lambert, consul de France à La Corogne, La Corogne, 26 septembre 1823. AMAE, CCC, La Corogne, tome XX, 1821-1824, p. 520.
385. Lettre du consul de La Corogne au ministre des Affaires étrangères, La Corogne, 15 octobre 1823. AMAE, CCC, La Corogne, tome XX, 1821-1824, p. 525.

leur destination et vérifie que leurs marchandises sont bien en règle, comme le montre ce compte rendu de la prévôté :

> « S.A.R. le général en chef m'a fait donner l'ordre d'examiner des Français qu'on a rencontrés sur la route de Madrid. Ils étaient au nombre de dix et une femme. J'ai visité leurs papiers et leurs malles et j'ai reconnu qu'ils étaient tous auvergnats, établis depuis plusieurs années en Espagne, enfin que sept d'entre eux rentraient en France pour affaire de commerce. Je me suis assuré par leurs livres qu'ils allaient acheter des toiles et des draps en France pour les revendre en Espagne. Les deux autres sont boulangers. Il entre toutes les années un assez grand nombre d'auvergnats en Espagne qui y font toutes sortes de commerce. Ils m'ont assuré que Madrid n'avait qu'une garnison de quinze à dix-huit cent hommes, que l'armée constitutionnelle était dans un désordre complet. Enfin que les Français n'éprouveraient aucune résistance. Un de ces marchands qui se trouvait à Séville à l'époque de l'arrivée du roi m'a dit que S.M.C. était fort aimé du peuple et que les habitants de l'Andalousie n'attendaient que l'approche des Français pour se déclarer comme ceux de la Castille[386]. »

L'agent consulaire de Bilbao attire l'attention sur la nécessité de protéger le commerce français contre les navires constitutionnels. Dans sa correspondance du 5 mai, il note que ces petits corsaires ont attaqué plusieurs navires français et que le port de Castro Urdiales a été menacé. Les incursions provenant de la place de Santona sont aussi courantes. Enfin, on demande qu'au moins une flotte de sept bateaux, placée sous commandement français, soit dépêchée pour assurer la bonne navigation dans la côte cantabrique : Portugalette, Castro Urdiales, Bilbao, Bermeo[387].

D'après un rapport précédent, les gendarmes ont également pour mission d'obtenir des renseignements qui serviront à l'état-major de l'armée des Pyrénées pour établir la stratégie des opérations à suivre. Ainsi, par l'intermédiaire des négociants français, circulent marchandises et renseignements. Le 18 mai, le Grand Prévôt reçoit au quartier général à Roseguillas, monsieur Rive, qui vient de Ségovie et doit se rendre à Bayonne. Il fournit quelques nouvelles sur l'état d'esprit qui règne parmi les habitants, lesquels attendent « l'arrivée des Français avec la plus vive impatience », et assure que la ville de Tolède s'est insurgée contre les constitutionnels[388].

Malgré l'entrée des troupes du duc d'Angoulême en Espagne le 7 avril, les familles françaises vivent toujours des moments d'angoisse et craignent pour leur intégrité physique. Les agents consulaires réalisent toutes les démarches nécessaires de sorte à pourvoir à leur protection et à faciliter leur retour en France. Quelques Français doivent

386. Rapport du Grand Prévôt, Quartier Général à Aranda de Duero, 15 mai 1823. SHD, GR. D1-10.
387. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bilbao, 5 mai 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824, p. 249.
388. Rapport du Grand Prévôt, Quartier Général à Roseguillas, 18 mai 1823. SHD, GR. D1-10.

encore être évacués de Bilbao ; leur départ s'effectue rapidement le 9 avril afin d'éviter les navires des constitutionnels : « je m'empressai de faire embarquer à bord du chasse-marée espagnol, que je tenais engagé depuis longtemps, une vingtaine de familles françaises, qu'ayant terminé à peu près leurs affaires, pouvaient jouir des bienfaits paternes de S.M. et se soustraire à la fureur espagnole », écrit le consul français de la ville[389]. Néanmoins, quelques négociants préfèrent rester avant d'abandonner les « magasins précieux » qu'ils ne peuvent pas encore fermer. Dans la ville d'Alicante, l'autorité diplomatique, représentée par monsieur Dufour, doit recourir aux services d'un bâtiment étranger pour s'embarquer et rentrer en France. Le 18 avril, il est encore bloqué au port à cause des mauvaises conditions climatiques. « Chaque jour on me promet de libérer définitivement notre brick suédois, mais des nouveaux incidents et surtout l'intrigue nous retient ici », se plaint-il dans sa lettre au ministre :

> « […] je me suis empressé de prendre toutes les mesures possibles pour rentrer en France avec ma famille et les Français qui se trouvent dans cet arrondissement. Il m'a été impossible de fréter un bâtiment espagnol à cause des craintes de la guerre mais j'ai réussi à m'arranger avec le capitaine d'un brick suédois, et sans la tempête et le mauvais temps qui ont régné ces jours-ci et causé des naufrages dans cette baie et à la côte, nous serions déjà à bord. Toutefois, nous espérons que la mer encore orageuse nous permettre d'embarquer incessamment et de mettre sous voile pour quitter le rivage infortuné à moins que je n'y fusse retenu pour voler au secours de quelque navire français naufragé dans les environs[390]. »

Après avoir été retenu 42 jours à Alicante, le consul réussit à embarquer dans un brick anglais qui appareille le 9 juin à destination de Marseille. Il en profite pour résoudre le conflit avec la députation provinciale à propos des biens retenus dans sa résidence – entre autres, quelques matériels de S.E. le duc de Laval Montmorency – et on lui restitue toutes ses affaires. Bien qu'il ait cessé ses fonctions pendant sa rétention à Alicante, il utilise encore ses relations « en faveur des sujets du Roi, traités d'ennemis d'après la déclaration de guerre contre la France[391]. » Le consul est certain que la bonne image qu'ont laissée les Français à Alicante servira pour que les compatriotes qui y sont restés soient respectés et « pour conserver leur fortune. » Il est rassuré aussi par la présence du nouveau chef politique, le comte de Valdecanon [sic] qu'il connaît personnellement et auquel il porte une profonde estime : « nos compatriotes seront protégés, c'est un homme d'honneur et de probité qui ne craint point les malveillants, il se fait un devoir et un plaisir d'être aussi

389. Lettre du consul de Bilbao au ministre des Affaires étrangères, Bayonne, 12 avril 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824.
390. Lettre du consul d'Alicante au ministre des Affaires étrangères, Alicante, 18 avril 1823. AMAE, CCC, Alicante, tome XXIII, 1820-1824, pp. 273-275.
391. Lettre du consul d'Alicante au ministre des Affaires étrangères, Alicante, 2 juin 1823. AMAE, CCC, Alicante, tome XXIII, 1820-1824, p. 278.

juste envers les Français qu'avec les Espagnols », écrit-il depuis Marseille[392]. C'est dans cette ville qu'il fait son rapport au préfet de Bouches du Rhône sur la situation politique : « […] lorsque je quittai Alicante, les esprits étaient en fermentation, et quoique les habitants soient en effet portés pour le système constitutionnel, ils désirent néanmoins l'arrivée des Français pour faire cesser cette anarchie[393]. »

À Santander, le consul français de la ville se trouve dans l'obligation, même avant que les hostilités ne soient engagées entre la France et l'Espagne, d'abandonner la ville. En raison de la situation extrême qu'il vit, car ses fonctions sont anéanties et toute sa correspondance interceptée, il demande à son correspondant à Bayonne de lui envoyer un chasse-marée français, mais les navires ne veulent pas se hasarder à mouiller dans un port d'Espagne alors que règne une telle tension politique. Lorsque le 18 février le brick espagnol *Non Plus Ultra* entre dans la rade de Santander, son équipage fait circuler le bruit qu'ils ont été chassés de Bordeaux et provoque ainsi « la fermentation la plus prompte et la plus orageuse : plusieurs groupes très nombreux se sont formés sur la place dite de la Constitution » et des déclamations virulentes et injurieuses contre la France sont prononcées, ainsi que des menaces envers les habitants en disant « qu'ils seraient bien lâches s'ils souffraient encore en Espagne des Français connus pour être ennemis de la Constitution[394]. » Craignant que la populace ne devienne plus violente, le consul prend sur-le-champ la résolution de demander par écrit des passeports au chef politique de la province, ce qui calme la situation et rassure les nationaux :

> « Avant de prendre encore parti définitif, j'ai chargé mon fils d'aller conférer secrètement avec le secrétaire général du gouvernement politique pour lui demander si les autorités pourraient répondre de ma sûreté et de celle de tous les Français désignés pour me suivre : il m'a fait [sic] que monsieur le chef politique n'hésiterait pas à m'appuyer de toute son autorité : mais que, devant connaître combien était puissant l'influence des vingt ou vingt-cinq moteurs de tous les troubles qui agitaient depuis longtemps la ville de Santander, il ne pouvait que me conseilleur de partir dans les plus brefs délai[395]. »

Le 25 février il s'embarque avec une douzaine de Français, parmi lesquels se trouve son chancelier dont la sécurité est également compromise « dans une ville en proie à toutes les agitations révolutionnaires. » Il doit emporter avec lui le dépôt des archives, car il est

392. Lettre du consul d'Alicante au ministre des Affaires étrangères, Marseille, 29 juin 1823. AMAE, CCC, Alicante, tome XXIII, 1820-1824, p. 280.
393. Rapport du consul d'Alicante sur la situation de la ville. Ministère de l'Intérieur, direction de la police, Marseille, 18 juillet 1823. SHD, GR. D1-16.
394. Lettre du consul de Santander au ministre des Affaires étrangères, Bayonne, 1 mars 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824, p. 252.
395. *Ibid.*

difficile de trouver quelqu'un qui s'engage à aider les Français. Il réussit enfin à déléguer discrètement quelques-unes de ses fonctions : « j'ai pu obtenir dans l'intérêt de nos nationaux d'une maison de commerce digne de toute ma confiance qu'elle me promit de venir (secrètement en mon nom et ostensiblement par acte d'humanité) au secours de tous les Français qui pourraient éprouver quelques besoins[396]. » Malgré tout, ces bénévoles espagnols, chargés des affaires du consulat par intérim, restent prudents et ne veulent courir aucune sorte de danger. Environ une vingtaine de Français décident de rester dans la ville. Tous viennent de milieux ouvriers et ne tardent pas à s'engager en tant que volontaires nationaux ou dans le bataillon formé par des officiers réformés[397]. Les rapports des consuls sont une mine de renseignements sur l´état des esprits dans les provinces, durant ces premiers moments avant l'intervention française. Le consul de Santander rend compte, par exemple, des luttes fratricides que vit le pays, et en particulier, certaines villes :

> « J'ai appris avant mon départ par des communications dignes de toute ma confiance que la secte des communeros [sic] avait définitivement arrêté le projet d'assassiner tous les Espagnols connus pour être dévoués à la cause de la royauté dans les villes de Burgos, de Santander et de Torrelavega ; le jour de mon départ on assurait positivement que dans la ville de Torrelavega qui n'est éloignée que de quatre lieues de celle de Santander, l'Alcalde venait d'être assassiné pour avoir découvert ce complot et [sic] de prendre des mesures propres à le déjouer[398]. »

Dans la région catalane, les agents consulaires reçoivent, dès le 19 mars, les directives du ministère pour le rappel des nationaux. Monsieur Barrere, chargé du consulat français à Barcelone, transmet aussitôt les instructions nécessaires à Andrés Sivatte, vice-consul à Tortosa chargé de mission, pour assurer le retour en France de leurs sujets. Il doit pourvoir à leur transport et leur fournir si besoin des passeports : « vous veillerez à ce qu'il y soit mis le visa du chef politique, sans lequel ils seraient exposés à des insultes », lui précise-t-on. On lui conseille la discrétion pour éviter d'exciter « les passions de la multitude », à cause du départ des Français, et de se présenter au domicile de tous ceux qui sont mariés à des Catalanes et qui ne veulent pas quitter le pays pour leur faire connaître les dispositions ministérielles. Enfin, il doit intervenir auprès des autorités locales pour libérer quelques détenus emprisonnés dans la citadelle, en particulier un

396. *Ibid.*
397. Lettre du consul de Santander au ministre des Affaires étrangères, Bayonne, 4 mars 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824, p. 254.
398. *Ibid.*

nommé Baque, pour éviter ainsi les « dangers que la haine de quelques individus lui occasionnent[399]. »

Le 30 mars, le consul français en poste à Madrid, quitte la capitale pour se rendre en France sans délai : « mon intention étant de ne point m'arrêter avant Bayonne », écrit-il[400].

Dans la ville de Carthagène, la situation du consul français est particulière. Il souffre d'une paralysie des mains. Fils de Français, né dans la ville et y habitant depuis sa naissance, monsieur Teulon est donc déterminé à ne point abandonner son poste et son domicile « que d'ailleurs son infirmité physique l'empêcherait de quitter. » D'autre part, des lettres d'exequatur d'agent consulaire lui ont été délivrées, et le qualifient de sujet espagnol. On espère que ces circonstances serviront à lui garantir auprès des autorités locales un traitement convenable. Ses compatriotes semblent aussi être très attachés à la région et n'envisagent pas d'autres perspectives que d'y rester :

> « Quant aux sujets français domiciliés à Carthagène [...] ils ont répondu qu'y étant établis depuis un grand nombre d'années, ils éprouveraient pour quitter le pays des obstacles sans nombre, qu''ils ont été jusqu'ici par les lois du pays regardés comme Espagnols et qu'il existe des mesures spéciales qui garantissent la sécurité de leurs personnes, et qu'ils ont l'espoir fondé que leurs propriétés seront aussi respectées, mais que toutefois, pénétrés de reconnaissance des dispositions bienveillantes de votre excellence, ils en profiteraient si des circonstances imprévues leur en faisaient une nécessité[401]. »

Comme leurs concitoyens, les représentants diplomatiques français subissent également des vexations de la part de la population. Le consul de Bilbao reconnaît dans une lettre adressée à l'intendant général de l'armée, avoir essuyé dans les derniers temps de son séjour en Biscaye « les tracasseries et les persécutions[402]. » Certaines familles de consuls ont été aussi victimes de la situation. Ainsi, celui de Santander se plaint le 22 juillet du pillage dont a été victime le chasse-marée où était embarqué son fils, auquel ont été dérobés tous ses effets. En effet, l'embarcation qui se dirigeait à Santander, sans escorte, s'est vue dans l'obligation de faire escale à Castro Urdiales suite aux forts vents. Le fils du consul a poursuivi son chemin à terre, accompagné de plusieurs officiers français, en

399. Lettre du consul de Barcelone au ministre des Affaires étrangères, sans date. AMAE, CCC, Barcelone, tome XXV, 1822-1824, p. 147.
400. Lettre du consul de Madrid au ministre des Affaires étrangères, Madrid, 30 mars 1823. AMAE, CCC, Madrid, tome XXXVII, 1823, p. 34.
401. Lettre du consul de Carthagène au ministre des Affaires étrangères, Paris, 22 mars 1823. AMAE, CCC, Carthagène, tome XIV, 1800-1824, p. 409.
402. Lettre du consul de Bilbao à l'Intendant général de l'armée d'Espagne, Bayonne, 15 avril 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824.

laissant les malles à bord du chasse-marée. « Dans la nuit qui a suivi son départ, des chaloupes armées du port de Santona, sont entrés dans celui de Castro Urdiales, ont pillé les chasse-marée du capitaine Doyaubaleure et enlevé toutes les effets de mon fils », écrit le consul[403]. À La Corogne, la situation est aussi tendue : « je crains pour moi et pour tous les Français connus pour leur dévouement au Roi », écrit le consul français[404]. Dans le consulat de Málaga la tension est telle que le consul doit désigner une autre personne pour gérer les affaires consulaires. Craignant des représailles, il doit quitter la ville : « Je me suis réfugié à Gibraltar, laissant le consulat, ma maison et ma famille aux soins d'un naturel du pays », écrit-il le 12 avril depuis Marseille[405]. Son remplaçant, monsieur Mirassou, ne tarde pas, non plus, à être victime des émeutes dirigées contre sa personne et doit aussi partir : « Il ne dut son salut qu'aux soins qu'il prit de se réclamer de sa qualité de négociant établi depuis longtemps dans le pays ; et ce ne fut qu'en fuyant Málaga qu'il put détourner tout à fait l'orage qui n'avait pas cessé de le menacer. À sa place, j'eusse infailliblement succombé », affirme l'ancien consul[406].

Enfin, à Cadix le consul doit aussi plier bagages en direction de Gibraltar. « Je fus forcé de partir plus promptement que je ne le croyais », écrit-il au mois d'avril. En effet, l'entrée de l'armée française en Espagne et la prise du bâtiment espagnol *Veloz Mariana*, par un vaisseau de guerre français produisent dans la ville une sensation assez vive et même si elle se manifeste « plutôt par un morne silence que par des vociférations », l'agent diplomatique trouve plus sensé de quitter les lieux : « ces deux nouvelles dis-je étant arrivées en même temps, rendirent ma position d'autant plus embarrassante, qu'elles donnèrent beaucoup d'humeur aux autorités et aux habitants, cependant je n'éprouvai rien de désagréable, je crus qu'il était prudent de sortir le même jour de Cadix[407]. » Il dépose les archives dans une maison de confiance et part le 19 avril pour Gibraltar où il arrive deux jours plus tard. Auparavant, il s'empresse de faire connaître aux Français

403. Lettre du consul de Santander au ministre des Affaires étrangères, Bayonne, 22 juillet 1823. AMAE, CCC, Santander, tome VII, 1820-1824.
404. Lettre du consul de La Corogne au ministre des Affaires étrangères, La Corogne, 14 juillet 1823. AMAE, CCC, La Corogne, tome XX, 1821-1824.
405. Lettre du consul de Malaga au ministre des Affaires étrangères, Marseille, 12 avril 1823. AMAE, CCC, Malaga, tome XIX, 1820-1824, p. 191. Cet épisode a lieu en décembre 1821. De Paris, il écrit le 15 septembre 1823 une lettre où il réclame des indemnités et explique les motifs de l'abandon du poste consulaire : « [...] mon départ ne fut plus volontaire ni la suite d'un congé dont j'aurai profité mais bien dicté par la nécessité de me soustraire au sort qui menaçait le consul du Roi à Malaga. Déjà j'avais été insulté et encore plusieurs fois menacé d'être assassiné et trainé dans les rues de la ville ainsi que l'avait été quelques années auparavant Monsieur Agaud qui y exerçait les fonction d'agent consulaire», p. 194.
406. Lettre du consul de Malaga au ministre des Affaires étrangères, Marseille, 15 septembre 1823. AMAE, CCC, Malaga, tome XIX, 1820-1824, p. 194.
407. Lettre du consul de Cadix au ministre des Affaires étrangères, Gibraltar, avril 1823. AMAE, CCC, Cadix, tome CII, 1822-1824, p. 246.

installés dans la ville et aux alentours les hostilités entre les deux pays. Plusieurs se présentent au consulat pour y récupérer leurs passeports, d'autres préfèrent ne pas s'éloigner « pour des raisons d'intérêts » n'ayant rien à craindre sur place.

À Bilbao, M. Sicard, intendant général de l'armée, ordonne à l'agent consulaire de la ville, alors installé à Bayonne, de retourner en urgence à son poste « afin de concourir par tous les moyens qui sont en votre pouvoir à établir la plus parfaite union entre les leurs habitants de cette ville et les troupes françaises […], d'employer les soins les plus actifs à faire débarquer les subsistances destinées à l'armée avec autant d'ordre que de promptitude[408]. »

Conclusion

Les Cent Mille Fils de Saint Louis, sous le commandement du duc d'Angoulême, réussissent pleinement, d'un point de vue militaire, l'expédition d'Espagne. Le généralissime, entouré des principales personnalités royalistes, collabore avec l'armée de la Foi. Il ne néglige jamais de porter une attention toute particulière à la religion et sait faire également bon usage des fonds mis à sa disposition pour la durée des opérations. Cette stratégie lui permet de s'attirer les faveurs de la population espagnole qui voit dans cette armée française, dans ce chef généreux, un gage de garantie pour rétablir l'autel et le trône. Il n'est pas étonnant, dans ce contexte, de ne pas se voir renouveler la haine affichée contre les Français en 1808. Les Espagnols cette fois-ci accueillent en masse et très souvent dans une ambiance festive les soldats d'Angoulême. Une autre preuve marquante du peu d'hostilité affichée par la population : la facilité avec laquelle les divisions françaises parcourent la péninsule. En effet, on n'assiste pas à de grandes batailles rangées ni aux combats meurtriers d'autrefois, mais plutôt à de longues et pénibles marches, bien que parfois quelques escarmouches surviennent. Quelques faits d'armes méritent tout de même d'être soulignés.

Cependant, des tensions apparaissent lorsque le duc d'Angoulême veut attribuer à ses troupes le rôle de gendarme de l'Espagne. La Régence et le peuple, de manière générale, commencent alors à percevoir une autre image, moins plaisante, des Français. Les

408. Lettre de l'Intendant général de l'armée à l'agent consulaire de Bilbao, Bayonne, 16 avril 1823. AMAE, CCC, Bilbao, tome III, 1819-1824.

plaintes sont nombreuses des deux côtés. La diplomatie française tranche rapidement en faveur des royalistes malgré leurs mesures arbitraires. L'Espagne leur appartient après tout. La polémique autour de l'ordonnance force ladite ordonnance à être abandonnée. Malgré tout, aux yeux des âmes constitutionnalistes, aux yeux du monde, et au nom de la liberté et de la fraternité, Angoulême restera à jamais *le héros d'Andujar*.
La mission terminée, une partie de l'Armée des Pyrénées reste sur place pour continuer à maintenir la tranquillité de l'Espagne.

Chapitre IV : De libérateurs à protecteurs

Si l'expédition du duc d'Angoulême a été largement étudiée et analysée des deux côtés des Pyrénées, les historiens se sont moins penchés sur la question de la présence française en Espagne pendant une grande partie de ce qu'on a appelé la « décennie abominable » (1823-1833)[1]. Il est vrai aussi que cette deuxième restauration espagnole n'a pas, non plus, généré une abondante bibliographie en Espagne. Si, en 1823, les Espagnols se sont généralement manifestés en faveur de la présence militaire française, on peut se demander si la complaisance à l'égard des troupes d'occupation a perduré tout au long des cinq années de permanence dans la péninsule. L'entente a-t-elle toujours été cordiale entre les chefs de divisions et les capitaineries générales et les gouverneurs ? Quels étaient les rapports entre les commandants de place et les autorités locales ? A-t-il réellement existé une harmonie entre les habitants et les troupes françaises ? Quel souvenir reste-t-il après le départ de l'armée française ?

Les conventions signées entre les deux gouvernements ont permis la permanence, en Espagne, d'un corps d'occupation destiné à occuper les places stratégiques de la péninsule. Les autorités locales ont toujours maintenu une relation cordiale envers les commandants des places ; les habitants, en général, ont apprécié la présence des soldats. Bien entendu, quelques exceptions sont à noter, entre autres des rixes dans des cabarets ou quelques litiges avec l'administration espagnole à propos des approvisionnements, mais ce sont des cas particuliers qui n'entachent en rien la bonne harmonie pendant les cinq années d'occupation.

Pour assurer la stabilité politique de la monarchie, et surtout l'ordre public et sa propre sécurité, le roi Ferdinand autorise le séjour d'un contingent français pour prêter main forte à une armée presque inexistante et mal équipée. La mission de la présence de cette troupe semble partagée en fonction des convictions idéologiques, et les détracteurs ne

1. Sur la période, on consultera notamment les travaux de FONTANA Josep, *De en medio del tiempo. La segunda restauración española 1823-1834*, Barcelona, crítica, 2006; *La crisis del antiguo Régimen (1808-1833)*, Barcelona, Crítica, 1979; *Hacienda y Estado en la crisis final del Antiguo Régimen español: 1823-1833*, Madrid, Instituto de Estudios fiscales, 1973; VILLAURRUTIA Marques de, *Fernando VII. Rey absoluto. La ominosa década de 1823 a 1833*. Madrid, Francisco Beltrán, 1931.

manquent point. Toutefois, elle assure avec professionnalisme la tranquillité des routes et la protection de la famille royale. Dans les garnisons qu'elle occupe, elle veille au respect des capitulations et de l'amnistie et au maintien de la bonne harmonie. Elle sera aussi un mur de contention efficace face aux révoltes et sa seule présence servira, sinon à freiner, du moins à persuader les révolutionnaires quant aux risques d'une éventuelle nouvelle entrée de troupes françaises en Espagne. En 1824, on passe déjà de libérateurs à protecteurs.

4.1. De l'expédition à l'occupation : un quinquennat sans gloire

Avant même d'avoir rétabli Ferdinand VII sur le trône, la France commence à envisager la présence dans la péninsule d'un contingent militaire pour suivre de près la politique espagnole et, si besoin, protéger ses intérêts. La crédibilité du roi n'est pas prise pour argent comptant. Le 3 août 1823, le duc d'Angoulême confesse à Villèle : « Le roi passe pour être faible et faux ; il me ferait cent promesses qu'il ne les tiendrait pas, le jour que j'aurais tourné le dos[2]. »

Le monarque libéré, la France se veut conseillère. Elle souhaite surtout éviter le retour d'un absolutisme intransigeant et servir de modérateur au profit de tous ceux ayant pris part à l'établissement du système libéral de 1820. En ce sens, les troupes d'occupation servent encore de frein aux éventuelles vengeances et aux possibles conspirations révolutionnaires[3], bien que leurs prérogatives soient limitées. En outre, elles sont la garantie de la sécurité du roi et, en quelque sorte, de la stabilité de la monarchie. Néanmoins le changement opéré par Ferdinand VII n'est pas profond, même si quelques initiatives ont donné de l'espoir. En juin 1824, le général Digeon, chef du corps d'occupation, après avoir fait une analyse sur la situation du pays, écrit dans son rapport au ministre de la Guerre :

2. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Angoulême à Villèle, Manzanares, 3 août 1823, p. 282.
3. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.,* p. 12-13.

> « Au résumé tous les bons esprits sont persuadés que l'Espagne ne peut sortir de l'état où elle est que par l'influence du dehors ; que l'on souhaite généralement que cette impulsion vienne de la France, appuyée de la Sainte-Alliance et que si les choses restent dans l'état ou elles sont, si on ne veut pas prendre une initiative vigoureuse et juste, l'occupation, dura-t-elle 10 ans, sera sans résultats pour la stabilité du trône et sans effet pour le bonheur des peuples[4]. »

Le retour à une politique clémente de la part du nouveau gouvernement laisse planer le doute parmi la population et une partie des cadres ayant participé à l'expédition. Par exemple, Fantin des Odoars s'interroge quant à la bienveillance du roi : « Saura-t-il user de la modération d'une victoire qui n'est pas la sienne et se maintenir quand nous serons partis ? Il est permis d'en douter », écrit-il[5].

Rapidement les espoirs des Français sont trompés et Ferdinand VII poursuit l'absolutisme. Les principaux ministres exécutant sa nouvelle politique sont Antonio Ugarte et Calomarde. Le premier joue rapidement le rôle d'interlocuteur entre le roi et les ministres auxquels il se charge de transmettre les désirs du monarque. Calomarde devient le complément nécessaire pour mener à bien le retour à un état absolu. Le poids, dans le gouvernement, de quelques modérés est moindre, d'autant plus que le ministre Ugarte est là pour mettre un terme à toute idée de réforme. Avec un tel scénario, il n'est pas étonnant que l'activité législative soit réduite à revenir à l'ancien régime et surtout à dépurer l'état des libéraux et surveiller de près les possibles révolutionnaires. Parfois le roi semble s'intéresser quand même aux conseils de la France[6].

L'homme choisi pour mener à bien l'occupation de l'Espagne est le général Bourmont, mais son influence auprès du ministère espagnol et son opposition au marquis de Talaru, ambassadeur à Madrid, ne plaisent guère et il est rapidement remplacé par le général Digeon[7]. Dans la sphère diplomatique, il est à noter la mission du vicomte de Marcellus à Madrid, en janvier 1824, pour obtenir du roi d'Espagne plusieurs mesures telles une amnistie, la reconnaissance de la dette ou le retour des prisonniers, entre autres. En quittant Madrid, Talaru apporte avec lui le traité relatif à l'occupation d'une partie de l'Espagne par les troupes françaises[8]. La France réussit ainsi à maintenir sur place, non seulement une force pour garantir la continuité du roi Ferdinand dans l'exercice du

4. Note sur la situation des affaires en Espagne. Madrid, 9 juin 1824. SHD, GR. D1-35.
5. FANTIN DES ODOARS, Louis Florimond, *op. cit.,* p. 495.
6. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* p. 314-317, 322.
7. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 298 ; SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.*, p. 160.
8. NEUVILLE, Comte de, *op. cit.*, p. 105.

pouvoir et faire face aux possibles conspirations mais encore, comme l'affirme La Parra, un important instrument politique et diplomatique[9].

4.2. Une occupation de bienveillance

L'occupation de l'Espagne est toujours au mois de juillet une question épineuse. On ne sait pas encore s'il faut assurer une présence totale ou partielle en Espagne. Pour Villèle l'engagement de la France doit se faire en fonction de la conduite du pays par Ferdinand VII et les avis des cabinets étrangers. « Si cette conduite nous convient, si la direction est sage et désintéressée, nous la soutenons, nous nous y associons, et nous faisons pour la faire réussir tous les sacrifices que les devoir du roi de France envers ses peuples lui permettront de faire en faveur de l'Espagne », écrit-il à Angoulême le 3 juillet[10]. Dans le cas contraire, Villèle envisage seulement d'assurer la sécurité de la famille royale en prêtant au roi une force de quelques milliers de gardes suisses et de conserver quelques places :

> « Une seconde sécurité nous est nécessaire dans tous les cas : c'est l'occupation des places de Figuères, Pampelune et Saint-Sébastien, auxquelles selon les circonstances on pourrait ajouter celles de Lérida, Hostalrich, Barcelone et Santona ; il est impossible que nous puissions abandonner l'Espagne dans l'état actuel, sans prendre quelques précautions contre la nécessité d'une nouvelle intervention[11]. »

Pour Villèle, cette occupation est un acte de bienveillance du roi de France envers Ferdinand au cas où celui-ci se montrerait sage et raisonnable. Pour Angoulême, la présence des Français semble incontournable aux yeux des habitants : « Il n'entre pas dans la tête des Espagnols, de quelque parti qu'ils soient, que nous puissions évacuer leur pays avant plusieurs années », communique-t-il à Villèle le 13 juillet[12]. On envisage toutefois une diminution des troupes. L'Espagne n'est pas un pays où l'on puisse imposer des contributions de guerre. L'état de ses finances ne passe pas par ses meilleurs jours

9. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.*, p. 297.
10. VILLELE, Joseph de, *op. cit.*, tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 3 juillet 1823, p. 186-187.
11. VILLELE, Joseph de, *op. cit.*, tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 5 juillet 1823, p. 199.
12. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Angoulême à Villèle, Madrid, 13 juillet 1823, p. 222. Extrait en annexe : document 21.

pour pouvoir assurer les dépenses des frais d'occupation. Villèle parle alors d'occupation de sûreté et de bienveillance :

> « […] L'occupation de *sûreté,* bornée aux six mille Suisses à Madrid et aux garnisons de Pampelune, Figuères et Saint-Sébastien, n'augmenterait pas notre budget de cinq à six millions […] Mais l'occupation de *bienveillance* ne peut avoir lieu sans nécessiter le séjour en Espagne d'une quarantaine de mille hommes, sans accroître nos charges de quarante ou cinquante millions par an. Il est impossible de songer à demander ce sacrifice à la France sans autre compensation que celle d'être utile à l'Espagne[13]. »

Cependant, pour Angoulême le maintien en Espagne d'un contingent de 40 000 hommes ne suppose pas en réalité une dépense supplémentaire car si ces troupes « n'étaient pas payées, nourries, habillées, entretenues en Espagne, elles le seraient en France[14]. »

Angoulême reste encore pessimiste quant à l'avenir des Espagnols une fois le roi libéré. « Plus j'examine l'Espagne, et plus je vois l'impossibilité d'y faire le bien » écrit-il le 3 août. Selon lui, malgré les conseils donnés et l'aide apportée, l'absolutisme semble s'enraciner. Pour preuve, une politique trop antagoniste et irréconciliable entre constitutionnels et royalistes : « Les partis sont trop acharnés et haineux pour que cela puisse être autrement », note-il dans sa correspondance à Villèle[15].
Toutefois, Louis XVIII veut rester prudent en Espagne à propos de l'occupation de la Péninsule. Le 17 septembre, Villèle transmet à Angoulême les désirs du roi :

> « Le Roi pense qu'il ne faut rien précipiter à ce sujet ; qu'il faut continuer à agir dans le sens selon lequel a été faite notre entreprise. Nous avons toujours avancé que nous n'étions en guerre, ni avec Ferdinand, ni avec l'Espagne : ainsi nulle nécessite d'un traité. Quant à l'occupation, nous ne devons en vouloir que dans l'intérêt du repos de l'Espagne et, par conséquent, tout autant et aussi peu que le roi d'Espagne bien conseillé en voudra[16]. »

Ferdinand VII n'est pas dupe. Il sait fort bien que sa légitimité est fragile, que l'armée royaliste est presque inexistante et qu'il a besoin du soutien des forces françaises. Il veut surtout veiller à sa protection personnelle. « Le roi acceptera tout ce que je lui proposerai, pourvu qu'on lui laisse une force à Madrid », affirme Angoulême le 27 septembre. Pour le généralissime, une force d'environ 24 000 hommes est nécessaire pour occuper les places stratégiques de la péninsule et contrôler la capitale. Fin octobre, Talaru confirme à Villèle la nécessité d'un accord écrit entre les deux pays : « Quelle que soit la décision que vous

13. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 18 juillet 1823, p. 237-238.
14. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 26 juillet 1823, p. 261.
15. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Angoulême à Villèle, Manzanares, 3 août 1823, p. 281.
16. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 17 septembre 1823, p. 401-402.

preniez à cet égard, il est indispensable qu'il soit rédigé une convention pour régler les conditions d'occupation. Sans cela les difficultés renaîtraient sans cesse[17]. » Pour le diplomate, il faut un contingent supérieur pour assurer, non seulement la protection des places mais encore les possibles interventions pour maintenir la tranquillité :

> « Ne croyez pas d'ailleurs que ce soit assez d'avoir dans chacune de ces places une garnison suffisante pour les garder ; il faut de plus un corps disponible et prêt à se porter partout où le besoin s'en fera sentir. Avec des restes d'armées licenciées, l'action des sociétés secrètes, l'habitude d'anarchie que l'Espagne a prise depuis quinze ans, et la faiblesse du gouvernement, les désordres éclateront nécessairement sur plusieurs points[18]. »

La première convention, de 18 articles, fut signée à Madrid le 9 février 1824 par le comte d'Ofalia et le marquis de Talaru. Y était joint un règlement concernant le casernement des troupes, les hôpitaux, les transports et l'armement des places.

4.2.1. L'occupation des places fortes

Le cabinet de Paris ne semble pas avoir trop confiance dans les mesures que prendra le gouvernement espagnol une fois rétablis les pleins pouvoirs de Ferdinand VII. Face à un système absolutiste, la France doit se désintéresser des affaires de la péninsule. Le 4 juillet, Villèle donne à Angoulême les grandes lignes d'intervention au cas où le roi d'Espagne ne suivrait pas la politique conseillée par la France. Il s'agit surtout d'être prévoyant et d'assurer la sécurité de la famille royale en dépêchant trois régiments suisses et en occupant les places fortes de Pampelune, Saint-Sébastien, Lérida et Figuères. Le reste de l'armée doit évacuer la péninsule[19].

Mais pour Ferdinand VII, la permanence d'une force française est une nécessité aussi bien pour sa personne que pour la survie du régime qu'il veut imposer. Le 9 février 1824, le comte d'Ofalia, au nom de l'Espagne et le marquis de Talaru, ambassadeur de France à Madrid, signent une convention pour la permanence d'un corps d'occupation de 45 000 hommes. Ce corps doit, en principe, rester dans la péninsule jusqu'au 1er juillet et sa mission se limite à assurer la tranquillité du pays afin de donner du temps au monarque afin qu'il puisse recomposer son armée et consolider son régime face aux possibles signes

17. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Talaru à Villèle, Cordoue, 27 octobre1823, p. 482.
18. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Talaru à Villèle, Cordoue, 27 octobre1823, p. 483.
19. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 4 juillet 1823, p. 190.

de révolution. La *Gaceta de Madrid*, du mardi 12 octobre 1824, publie *in extenso* la convention et les détails de l'accord. Ce sont 18 articles, dont le deuxième détaille la liste des villes et places de guerre qui doivent être occupées par les troupes françaises : Cadix, l'île de Léon, Burgos, Aranda de Duero, Badajoz, La Corogne, Santona, Bilbao, Saint-Sébastien, Vitoria, Tolosa, Pampelune, Figuères, Gérone, Hostalrich, Barcelone, Seu d'Urgel et Lérida.

Au mois de juillet, l'organisation de l'armée espagnole est encore inachevée. Il faut du temps. Le gouvernement espagnol demande alors une prolongation du corps d'occupation jusqu'au 1er janvier 1825 afin de terminer de mettre sur pied son armée. Auparavant, lorsqu'il était question d'évacuer Badajoz et Carthagène, le général Ricci, commandant l'artillerie du corps d'occupation, avait déjà souligné l'importance de conserver ces places : « je regarderais comme fort dangereux de les livrer à des troupes espagnoles dont la discipline, la fidélité et la subordination envers leur propre gouvernement ne sont pas encore assez éprouvées[20]. » En ce qui concerne les places, l'article 2 prévoit deux nouvelles garnisons : l'une à Saragosse et l'autre à Cardona[21]. Lorsque la convention touche à sa fin, la situation de l'Espagne ne s'est guère améliorée : les désordres et conspirations ont marqué l'année et l'armée est toujours en gestation. Le ministre d'État Zea Bermudez et l'ambassadeur français Boislecomte signent, le 10 décembre 1824, une nouvelle prolongation de la présence des troupes françaises, sans déterminer de dates précises, et limitée à 22 000 hommes répartis dans les places de Cadix, l'île de Léon, Barcelone, Saint-Sébastien, Pampelune, Jaca, Seu d'Urgel et Figuères. Toutefois, pour continuer à assurer la tranquillité, on rajoute rapidement à la nouvelle convention quelques précisions afin de maintenir les troupes en garnison à La Corogne, Santona, Saragosse, Cardona et Hostalrich[22].

Cadix est la plus importante des places de guerre, non seulement du point de vue stratégique mais aussi pour d'autres raison. Gonzalo Butrón Prida, qui a étudié la présence française dans cette ville de 1232 à 1828, souligne l'intérêt de Paris pour cette place dans sa politique méditerranéenne car sa possession permet de contrer l'influence de l'Angleterre à travers de Gibraltar et peut être utilisée également comme un tremplin vers l'Afrique. De plus, on pensait qu'avec une fortification adéquate, Cadix pourrait

20. Rapport du général Ricci au ministre de la Guerre, Madrid, 14 mai 1824, SHD, GR. D1-35.
21. *Gaceta de Madrid*, 12 octobre 1824.
22. *Gaceta de Madrid*, 28 décembre 1824.

devenir une base navale de premier ordre autant pour la marine que pour le commerce par mer[23]. Il n'est donc pas étonnant d'entendre s'élever des voix contre l'évacuation de Cadix lorsque le gouvernement français envisageait, dès 1826, un possible retour des troupes. Butrón Prida note aussi un facteur non négligeable concernant les places occupées : en effet le gouvernement espagnol entend suivre une politique de récompenses après le départ des troupes françaises. C'est le cas, par exemple, de Barcelone, qui bénéficie d'avantages commerciaux en 1827, lorsque les troupes françaises quittent la capitale catalane[24].

Quelles étaient les relations entre les Espagnols et les soldats français dans les places fortes ? la présence française donne-t-elle lieu à des litiges, à des plaintes ? Existe-t-il une bonne entente entre les autorités des deux pays ? Nous analyserons les rapports émanant des commandants plusieurs des places occupées, notamment celle de Pampelune, qui représente un cas spécifique par rapport à sa proximité de la France. Elle figure parmi les places importantes à occuper lors de la convention du 9 février 1824. Nous nous appuyons principalement sur les rapports militaires français. En effet, nous n'avons pas pu consulter toutes les archives municipales (souvent inexistantes suite aux guerres qui ont ravagé l'Espagne) et les études sur les places fortes espagnoles du point de vue espagnol, pour cette période, ne sont pas nombreuses.

4.2.2. L'état d'esprit de la population

Les relations entre la soldatesque et les habitants sont de tout temps un souci majeur pour le commandement, notamment lorsque les troupes sont stationnées hors du territoire national. Malgré la ferveur et l'enthousiasme des Espagnols à l'entrée du corps expéditionnaire d'Angoulême en 1823, le chef du corps d'occupation veut rester prudent et veille scrupuleusement à la discipline de ses hommes. Ainsi, dans la division de Catalogne, par exemple, le général Maringoné donne aux officiers des ordres bien précis en ce sens : « maintenir une discipline sévère parmi la troupe afin d'éviter de donner au peuple espagnol le plus léger prétexte de se plaindre de nous[25]. »

23. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *La intervención francesa y la crisis del absolutismo en Cádiz (1823-1828),* Huelva, Universidad de Huelva, 1996, p. 87, 102.
24. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.* p. 61, 99.
25. Lettre confidentielle du général Maringoné, Barcelone, 17 mai 1824. SHD, GR. D1-35.

En règle générale, on peut affirmer que la bonne harmonie prévaut dans les contacts entre la population et les troupes françaises. Du moins, les rapports envoyés à Paris mettent souvent en exergue cette fraternité.

Les rapports politiques et militaires soulignent la tranquillité de la Navarre et les bonnes relations entre les habitants et les soldats. Le général de Saint Michel y est pour beaucoup. De même le général espagnol Santos Ladrón, gouverneur de la place, « fait tout ce qui dépend de lui pour nous être utile et assurer la tranquillité. » Les autorités religieuses semblent aussi entretenir un bon état d'esprit : « L'évêque est un homme fort âgé qui veut aussi la paix et qui maintient le clergé dans la ligne de ses devoirs. » On loue également les services de l'intendant de police et d'autres autorités[26]. Les alcades même n'hésitent pas à faire appel aux troupes des garnisons pour maintenir la discipline[27]. Malgré les événements ayant eu cours en Catalogne, le calme et la paix règnent non seulement à Pampelune mais aussi dans la région. « La Navarre et la place sont fort tranquilles », souligne Balthazar dans un rapport au ministre de la Guerre le 7 avril 1827[28]. Pour cet officier, la mentalité et les habitudes des Navarrais en sont les raisons : « Ce n'est pas qu'il y ait aussi dans cette province des hommes qui désireraient y causer du trouble pour accroître leur influence. Ils y sont même connus pour la plupart ; mais les habitudes laborieuses et le caractère plus froid des habitants se sont opposés à des tentatives que leur présentaient sans doute moins de chances de succès[29]. » A Vitoria, malgré quelques affaires fâcheuses, le commandement de la place espère ne pas altérer « la bonne harmonie qui existe entre les habitants et la troupe[30]. » Au sein de la division de la Catalogne, et en particulier à Barcelone où les habitants sont très paisibles, les relations avec les soldats sont toujours harmonieuses, écrit le général Reiset dans un rapport confidentiel le 15 mars[31]. Les nouvelles de Saragosse sont positives : « la garnison vit en paix avec les habitants », de même qu'à La Corogne et à Cadix où règne le calme[32]. Dans une lettre écrite pour le capitaine général de Guipuscoa au commandant de la place de Saint-Sébastien en 1825 on fait ressortir « la tranquillité et l'harmonie qui existent entre

26. Lettre de Broglie à d'Ordonneau, Pampelune, 20 décembre 1824. SHD, GR. D1-38.
27. Lettre confidentielle D'orsay au ministre de la Guerre. Vitoria, 19 août 1824. SHD, GR. D1-37 ; Note concernant le commandement de Pampelune, Pampelune, 2 août 1826, SHD, GR. D1-50.
28. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 7 avril 1827. SHD, GR. D1-53.
29. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 25 avril 1827. SHD, GR. D1-53.
30. Rapport du commandant la DHE, Vitoria, 18 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
31. Rapport confidentielle du général Reiset, Barcelone, 15 mars 1825. SHD, GR. D1-43.
32. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 16 juin 1824. SHD, GR. D1-37.

les pacifiques habitants de cette ville[33]. » Les troupes suisses en service dans la capitale sont bien intégrées au sein des Madrilènes[34]. Une lettre d'un ecclésiastique de Gérone, datée du 26 février 1825, affirme que les Français sont très aimés dans le pays. Le 5 février, la *Gaceta de Madrid*, publie une annonce appelant les nationaux à montrer de la considération envers les membres du corps d'occupation :

> **«** Le roi notre seigneur, satisfait de ce nouveau témoignage de la sincère coopération de nos alliés au bien et à la prospérité de l'Espagne par des mesures aussi propres à faciliter l'action du gouvernement dans les différentes branches de son administration et à écarter tout motif de mésintelligence, ne doute pas que tous les Espagnols se conformant comme ils doivent le faire à sa volonté souveraine, s'efforcent de maintenir inviolablement la plus étroite et la plus fraternelle harmonie avec les Français, répondant ainsi par une union intime et par une loyauté constante, à leur franchise et à leur bonne foi[35]. »

Depuis Madrid, les correspondances du général d'Arbaud Jouques, en charge de la brigade suisse, sont toujours très optimistes quant à la relation avec la population : « il existe entre tous une réelle fraternité », écrit-il le 6 novembre[36]. Dans la ville de Cadix et aux alentours, les relations entre les troupes de garnison françaises et les habitants sont en général difficiles. Gonzalo Butrón Prida, qui a étudié en profondeur cet aspect, note une animosité envers l'étranger et souligne aussi les graves problèmes liés au désordre ambiant durant les premières années d'occupation. En 1824, d'après les données publiées par *La Gaceta*, parmi les 32 délits jugés par les tribunaux, 13 ont été commis contre les militaires français[37]. Le commandant d'armes de San Fernando écrit le 7 mai : « Je suis vraiment désespéré de voir tant de crimes qu'il m'est impossible de prévenir. Je crois que nos soldats se démoralisent au milieu de cette nation et qu'ils finiront par devenir voleurs et barbares comme les Espagnols s'ils restent longtemps parmi eux[38]. » Mis à part les disputes et les rixes, on craint aussi une influence idéologique de la part des militaires de la division dans une ville qui a toujours affiché une forte opposition au régime absolu. L'alcade de San Fernando parle d'une *epidemia política*[39]. Toutefois, il y a eu aussi parfois des relations plus profondes qui se sont concrétisées par des mariages, et l'on sait également qu'après le départ de la garnison française, certains soldats ont déserté, durant le trajet, pour retourner à Cadix et y retrouver leur amour.

---

33. Copie et traduction d'une lettre de la capitainerie générale de Guipuscoa au commandant de la place de Saint-Sébastien. 1825. SHD, GR. D1-45.
34. Rapport du général Menadier, Tolosa, 9 janvier 1825. SHD, GR. D1-42.
35. Extrait et traduction de la Gazette de Madrid du 5 février 1825. SHD, GR. D1-42.
36. Rapport du général d'Arbaud Jouques, El Escorial, 6 novembre 1825. SHD, GR. D1-47.
37. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.,* p. 281.
38. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.,* p. 279.
39. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.,* p. 203.

Au-delà de la paisible relation entre habitants, militaires espagnols et hommes du corps d'occupation, quelques altercations ont lieu, mais le plus souvent dues à la forte consommation d'alcool et aux disputes pour s'attirer les faveurs des filles publiques. Les altercations entre habitants et soldats français ne sont pas du tout le reflet d'une haine quelconque bien qu'il existe aussi quelques cas mais ne sont pas représentatifs. Il est parfois difficile de connaître les motifs réels qui amènent les Espagnols à se disputer, blesser et même assassiner les militaires du corps d'occupation. L'animosité du parti exalté est bien connue mais on trouve aussi dans les rapports du commandement toutes sortes d'offenses envers les soldats commises par les habitants, guidés sûrement par une certaine haine ou rancune envers les Français, considérés trop proches des constitutionnels et, par conséquent, faisant partie des causes du malheur de l'Espagne.
Les torts à l'origine des bagarres sont souvent partagés mais lorsqu'il est question de la faute d'un militaire français, le commandement ne badine jamais avec l'application de punitions exemplaires. Les autorités judiciaires espagnoles semblent être bien moins sévères. Pour le chef du corps d'occupation, le caractère des Espagnols en est une des causes. Le 4 août 1824, dans une lettre adressée au ministre, il écrit : « il est dans la nature des Espagnols d'être haineux, vindicatifs et grossiers ; que nos soldats ne sont pas patients, que tous les Espagnols étant armés de couteaux, au premier sujet de querelle ils les tirent sur nos soldats qui sont la plupart sans armes[40]. »

Le 18 mai 1824, un chasseur d'ordonnance de Saint-Sébastien se dispute avec des locaux et reçoit trois coups de bâton sur la tête[41]. Le 30 juillet, une rixe éclate dans un cabaret de Pampelune où un soldat du 6e régiment est blessé à la tête[42]. Dans le bourg de Villava trois soldats sont blessés lors d'une bagarre avec des habitants. Là encore, l'ivresse des soldats et leurs provocations en sont la cause[43]. Pour éviter les querelles, le commandement de la place resserre les limites de promenade des soldats en leur interdisant d'aller trop loin dans les villages et de se retrouver hors de toute surveillance. Malgré tout, on note souvent que les militaires français « vivent généralement en bonne intelligence avec les habitants[44]. » Les vengeances anonymes sont souvent à l'ordre du jour. Par exemple, à Ocaña, le 3 mai, vers huit heures du soir, un brigadier du 12e régiment de chasseurs reçoit

40. Rapport du général Digeon, Madrid, 4 août 1824. SHD, GR. D1-37.
41. Rapport du commandant la DHE, Vitoria, 25 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
42. Lettre confidentielle D'Orsay au ministre de la Guerre. Vitoria, 1 août 1824. SHD, GR. D1-37.
43. Rapport du 21 mars au 1er avril 1825 du chef d'état-major. SHD, GR. D1-43.
44. Note concernant le commandement de Pampelune, Pampelune, 2 août 1826, SHD, GR. D1-50.

trois coups de fusil lorsqu'il se promène tranquillement dans la rue[45]. Fin mai, le directeur général de la police, Franchet d'Esperey rend compte au ministre de la Guerre de l'assassinat d'un chasseur dans un cabaret à Saint-Sébastien. Ce dernier était un peu soûl, mais les assaillants, au nombre de sept à huit, « ont voulu assouvir sur ce soldat les ressentiments contre les Français qu'ils prétendent être les amis des constitutionnels ou negros », précise le rapport[46]. À Madrid aussi, se produisent au mois de juin quelques rixes entre militaires espagnols et français[47]. Un sergent du 28e de ligne se promenant aux environs de son poste, où il est de garde, est interpellé par trois individus qui lui donnent un coup de couteau. Au cours d'une rixe de cabaret, le grenadier Martin, du 23e de ligne, est frappé avec une pierre[48]. Le dimanche 25 juillet, une affaire éclate dans les cabarets madrilènes des environs des rues de San Antonio et San Gregorio, quartier populeux et particulièrement fréquenté par les prostituées. Quelques militaires français de la garnison se disputent avec des habitants et quelques soldats ce qui fait intervenir la garde espagnole qui s'acharne sur eux. Dans sa charge, elle en blesse plusieurs et tue le chasseur Forget qui était appuyé sur un mur, au coin de la rue San Francisco. « Il est tombé percé de deux coups de baïonnette dans la poitrine, quelques hommes vêtus en bourgeois, lorsqu'il est tombé sur le coup, lui ont frappé la tête à coup de bâton et de pierre et la lui ont écrasée », détaille le général Digeon dans son rapport sur les événements[49]. La patrouille française envoyée sur les lieux est violemment repoussée et le malheureux trompette Muguet, qui sortait d'un cabaret pour s'enquérir de ce qui se passait, tombe blessé grièvement suite à trois coups de baïonnettes. Face à la gravité de l'affaire, l'ambassadeur de France à Madrid intervient auprès du gouvernement espagnol et exige immédiatement que justice soit faite :

> « […] sans qu'un châtiment prompt et terrible atteigne les coupables, il serait impossible au chef de cette armée d'empêcher les soldats de venger le sang de leur camarade et il ne resterait plus d'autre parti à prendre que d'évacuer la capitale en la laissant en proie à la fureur des factions qui veulent consommer sa ruine[50]. »

45. Rapport général du 5 mai 1824, du général Menadier, chef d'état-major de l'armée d'occupation. SHD, GR. D1-35.
46. Rapport du directeur général de la Police, Bayonne, 29 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
47. Rapport du général Digeon, Madrid, 9 juin 1824. SHD, GR. D1-35.
48. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 16 juin 1824. SHD, GR. D1-37.
49. Rapport sur les événements arrivés à Madrid dans la soirée du 25 juillet 1824. Madrid, 28 juillet 1824. SHD, GR. D1-37.
50. Note de l'ambassadeur de France à Madrid à De Salazar, ministre de la Marine, chargé par intérim du ministère d'état, Madrid, 27 juillet 1824. SHD, GR. D1-37.

Début août, le chef du corps d'occupation affiche encore son pessimisme dans une lettre au ministère. Il s'inquiète toujours de la cohabitation, surtout à Madrid, des militaires des deux pays. L'affaire du 25 juillet est toujours présente : « nous avons bien obtenu le renvoi des deux bataillons de Quesada, mais il viendra d'autres régiments ; il y aura toujours à Madrid des filles publiques et du vin ; de là des querelles et je ne peux pas tenir continuellement nos soldats consignés, ni leur donner tort quand ils sont insultés », expose-t-il dans sa missive[51]. En décembre, dans un cabaret près de la Porte d'Alcalá, une rixe éclate entre des militaires suisses et espagnols. Les voltigeurs suisses sont ivres ; un soldat espagnol reçoit quelques coups de sabre mais sans que ses blessures ne soient sérieuses[52].

En janvier 1825, un musicien et deux soldats du 11e de ligne sont blessés de deux coups de couteaux et d'un jet de pierre dans les rues de Saragosse. Un volontaire royaliste brandit sa baïonnette devant un capitaine de ronde[53]. Le 7 janvier, deux soldats du 7e de ligne, qui faisaient du bruit dans un cabaret, blessent un Espagnol et sont arrêtés[54]. Le chef de la division de Cadix rend compte le 27 novembre 1826 d'une rixe entre un militaire de la garnison et un soldat de la marine espagnole dans un cabaret de San Fernando, l'affaire engendre des représailles : un sergent du 15e régiment est blessé grièvement dans la rue[55]. Le 26 mars 1827, deux sergents de la garnison, en tournée pour protéger le service des douanes espagnoles, sont assaillis par de nombreux habitants et sont presque lapidés. L'un d'eux tombe, sans connaissance. Dans son rapport au ministre, Balthazar laisse entendre qu'il s'agit d'un fait de cabaret et non d'une quelconque animosité envers le corps d'occupation : « cette action a tenu un caractère violent et presque sauvage des gens du pays : mais qu'elle ne se rattache en rien à un système d'insurrection et d'attaque contre nous. Il se peut bien que l'antipathie des Espagnols pour tout ce qui est étranger ait développé plus promptement leur emportement mais il aurait bien pu s'exercer de même sur des soldats espagnols. Les paysans regardent l'action de lapider comme un de leurs privilèges[56]. » Toutefois, il n'est pas dans son intention de faire de ses soldats des victimes. Le 30 mars, il écrit à l'intendant général de police et tire les choses au clair :

51. Rapport du général Digeon, Madrid, 4 août 1824. SHD, GR. D1-37.
52. Rapport du général Digeon, Vitoria, 23 décembre 1824. SHD, GR. D1-41.
53. Rapport du commandant la division de réserve, Vitoria, 21 janvier 1825. SHD, GR. D1-42.
54. Rapport du commandant la division de réserve, Vitoria, 21 janvier 1825. SHD, GR. D1-42.
55. Rapport du général Gudin, Cadix, 27 novembre 1826. SHD, GR. D1-51.
56. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 31 mars 1827. SHD, GR. D1-53.

> « Ce que je demande ce n'est point une faveur, c'est la justice. Il y a des lois en Navarre et des tribunaux pour les appliquer. Un seul règlement de police affiché sur la promenade prononce la peine des presidios contre ceux qui maltraitent les arbres. Il serait bien extraordinaire que les arbres jouissent d'une protection que les hommes n'obtiendraient pas […] Je ne cherche pas à réveiller de fâcheux souvenirs, mais il n'est cependant impossible de ne pas observer que depuis que la garnison française occupe Pampelune, sept de ses militaires sont morts sous les attaques violentes des Espagnols, tandis qu'on ne peut pas citer une seule violence commise par un soldat contre un habitant. Il serait bien répréhensible aux troupes françaises d'abuser de leur force pour opprimer la population, mais ce serait aussi une absurdité révoltante de se laisser décimer d'une pareille manière. Il est temps d'y mettre un terme et de maintenir dans les bornes de la modération une jeunesse turbulente qui se croit le droit de ne rien respecter. J'y suis formellement résolu[57]. »

En janvier 1828 se produisent encore quelques altercations entre paysans et soldats dans un cabaret de Villava. Plusieurs d'entre eux sont blessés à coups de couteaux et les coupables sont aussitôt présentés devant la cour de justice. Ces faits n'entachent en rien les bonnes relations avec la garnison de Pampelune et des alentours. L'entente entre les Espagnols et la troupe reste cordiale. Ainsi, Balthazar précise au ministre de la Guerre que « cette attaque n'est pas le résultat d'un sentiment de haine contre nos soldats, qui sont tous les jours dans les villages et y reçoivent un très bon accueil, c'est la suite du caractère des Navarrais qui avec l'apparence du calme le plus profond se portent de suite aux plus grandes violences[58]. » D'ailleurs, dans une lettre du 16 janvier, le commandant supérieur précise que les querelles avec les soldats français sont, en réalité, peu fréquentes. « Tous les habitants disent que lorsque ce sont des troupes espagnoles qui sont en garnison à Pampelune, des querelles avec les paysans ont lieu tous les jours. Avec nous elles sont bien rares[59]. » Le 21 avril, deux voltigeurs du 27e régiment sortant d'un cabaret de San Fernando sont blessés par des habitants après avoir reçu plusieurs coups de couteaux. « Ils étaient tellement ivres qu'ils ne pouvaient se rappeler de rien, ni donner aucun détail de cette affaire », précise le rapport[60].

Parfois les victimes sont espagnoles. Le 9 mai 1824, un jeune officier du régiment provincial de Badajoz se fait insulter et battre par le capitaine Rey, du 35e régiment de ligne. Les torts sont pour l'officier français qui se laisse emporter. Il est mis aux arrêts, suspendu de ses fonctions, l'épée ôtée et renvoyé en France. Le commandement propose même au ministre de la Guerre une réforme sans traitement. Cette extrême sévérité doit servir d'exemple aux officiers de ce régiment qui « ne paraissent pas comprendre assez

57. Balthazar à l'intendant général de police, Pampelune, 30 mars 1827. SHD, GR. D1-53.
58. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 28 février 1828. SHD, GR. D1-56.
59. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 16 janvier 1828. SHD, GR. D1-56.
60. Rapport du général Gudin, Cadix, 21 avril 1828. SHD, GR. D1-57.

tout ce qu'ils doivent mettre de mesure et de politesse dans leurs relations avec les habitants[61]. » Le 16 mai, à Vitoria, un factionnaire français perd son sang-froid et tire un coup de fusil mortel sur un jeune espagnol qui s'était mis à courir après lui avoir adressé des « paroles très sales » et « des gestes indécents[62]. »

Il arrive que les litiges soient le résultat des relations avec des femmes. On sait que le 16 mai 1824 une dispute entre une Espagnole et un canonnier français à Madrid, occasionne quelques altercations entre habitants et soldats du régiment suisse de Bleuter[63]. Le même jour, dans le village d'Ibarra, près de Tortosa, un canonnier « qui a voulu prendre le soin d'une fille », s'est vu attaqué aussitôt au couteau par la demoiselle. La famille veut réparation : « Le frère de cette paysanne et quelques Espagnols se réunirent bientôt en assez grand nombre et lancèrent des pierres aux canonniers, qui distribuèrent quelques coups de sabre ; un habitant a été blessé », lit-on dans le rapport[64]. Mais ce sont surtout les filles publiques qui se trouvent mêlées souvent aux bagarres des militaires. Le 18 mai, au village de Huelgas, près de Burgos, un chasseur du 7e régiment et un musicien de la garde espagnole se battent à cause d'une fille. Dans le cabaret où se déroule la scène se déclenche rapidement une rixe générale : deux grenadiers et un voltigeur du 21e de ligne sont grièvement blessés[65]. Le 29 juin 1826, dans un cabaret de Xérès, un soldat du 20e régiment et un habitant se querellent à cause d'un femme[66]. Dans un rapport de Cadix on raconte la rixe entre quatre soldats du 27e régiment et autant d'habitants de San Fernando à cause d'une fille publique. « Les soldats étaient sans armes et les Espagnols ont tiré leur couteau », précise-t-on[67].

Les disputes entre les militaires des deux pays sont aussi le fait de violences. Mais comme ces scènes se passent généralement dans les cabarets ou les lieux publics, il n'est pas étonnant de voir se mêler aux bagarres les habitants, qui prennent souvent la défense de leurs compatriotes. De même, quand les civils sont au cœur des altercations, c'est l'armée espagnole qui se range volontiers du côté des habitants. Du moins, ainsi le constate le général Digeon :

61. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 19 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
62. Rapport du général cdt la division du Haut Èbre, Vitoria, 18 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
63. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 19 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
64. Rapport du commandant la DHE, Vitoria, 25 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
65. Rapport du commandant la DHE, Vitoria, 25 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
66. Rapport du général Gudin, Cadix, 30 juin 1826. SHD, GR. D1-49
67. Rapport du général Gudin, Cadix, 14 mars 1828. SHD, GR. D1-56.

> « La troupe espagnole mal payée, mal vêtue, mal organisée est jalouse du bien-être de la nôtre : dans les querelles qui s'élèvent elle prend naturellement parti pour les habitants contre les soldats ; il en est de même des habitant qui, en pareil cas, prennent toujours la défense des soldats espagnols : ainsi dans le premier cabaret, ou pour la première fille publique, au moment où on s'y attend le moins, dans l'état présent des esprits, il peut arriver des scènes presque toujours ensanglantées[68]. »

Un pareil cas se produit le 20 avril 1828 entre des soldats français et de la marine royale espagnole. La rixe est sérieuse, la scène qui commence dans un cabaret de San Fernando, passe rapidement dans les rues où « le peuple des maisons voisines jeta des pierres aux Français », peut-on lire dans le compte rendu[69].

Il arrive aussi que la soif de vengeance soit une réponse à l'assassinat de ses camarades. En effet, la justice espagnole, aux yeux des soldats, n'est pas assez sévère dans les condamnations. Sans vouloir justifier les représailles commises par ses hommes, le général Digeon, explique au ministre l'état d'esprit de ses troupes, dans de pareilles situations :

> « D'un autre coté nos soldats qui, comme je l'ai déjà dit, ne sont pas endurants et qui savent que depuis 9 mois qu'ils sont constitués en armée d'occupation, beaucoup d'assassinats ont été commis sur leur camarades par des Espagnols sans qu'aucun ait porté la peine de leurs amis (car 2 ou 3 au plus ont été mis aux galères pour un an et ce n'est pas ainsi que les lois punissent les assassins) nos soldats, dis-je, sont en général portés à se venger[70]. »

Parfois les disputes concernent les agents de l'administration espagnole. C'est le cas de la rixe survenue le 10 décembre 1826 aux portes de Pampelune entre trois soldats du génie de la garnison et des préposés de la douane de Navarre. L'affaire tourne mal : un des soldats meurt à l'hôpital des suites de ses blessures à la tête. Lorsque les agents de la douane sont acquittés, les autorités françaises se sentent délaissées. Le ton monte d'un cran et l'on prend des mesures : « il est formellement établi maintenant qu'aucun préposé espagnol n'entreprendra plus à l'avenir de visiter des soldats français, ce qui me semblerait blesser la dignité des troupes françaises », écrit Balthazar le 21 février 1827[71]. Une autre affaire a lieu avec les députés du royaume, raconte le colonel Bremont, concernant les droits à payer pour le vin acheté par le fournisseur français affecté à la place. Il en est de même pour les voitures transportant la subsistance ou le chauffage des troupes de la garnison. On exige le payement d'une taxe, obligeant le sous-intendant

68. Rapport du général Digeon, Madrid, 4 août 1824. SHD, GR. D1-37.
69. Rapport du général Gudin, Cadix, 28 avril 1828. SHD, GR. D1-57.
70. Rapport du général Digeon, Madrid, 4 août 1824. SHD, GR. D1-37.
71. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 21 février 1827. SHD, GR. D1-53.

militaire à intervenir. Ce dernier réclame alors à la mairie de Pampelune le respect de la convention conclue le 9 février 1824[72].

Dans toutes ces affaires judiciaires, les autorités espagnoles sont dans la plupart des cas réceptives aux conseils des commandants de place. Ainsi, par exemple, la punition infligée aux fauteurs des troubles du 26 mars, affirme le général Balthazar, « contribuera puissamment à empêcher que de pareilles attaques se renouvellent[73]. » Une autre attaque à coups de pierres contre les soldats de la garnison a lieu le 9 juin et, là encore, Balthazar obtient satisfaction auprès de la cour Royale : les quatre coupables sont condamnés aux fers et sont bannis du royaume de Navarre[74]. Parfois même, la bienveillance des autorités espagnoles envers les soldats français commettant des délits ne plaît guère au commandement. C'est le cas du soldat du génie Jean Besomber, inculpé pour avoir tenté de violer une femme sur la route et pour avoir menacé de tuer un religieux qui cherchait à s'y opposer. Malgré le pardon accordé par les deux parties, le ministère ne voit pas d'un bon œil l'acquittement du militaire. Le commandant supérieur de Pampelune non plus. Tous pensent au conseil de guerre et au rapatriement[75].

Bien entendu, ce sont des cas isolés car, en général, il existe une complicité entre les habitants et les troupes du corps d'occupation, comme le souligne souvent le général d'Orsay dans ses rapports au ministre de la Guerre. Il n'est pas étonnant de voir parfois les paysans collaborer à l'arrestation des déserteurs : « […] la bonne intelligence règne avec les habitants des villages et en voici une preuve : il y a quelques jours deux trompettes du 7e régiment de chasseurs étaient désertés et voulaient prendre la route de Santander », lit-on dans une lettre confidentielle[76]. Toutefois, il faut toujours s'armer contre les agents espagnols et étrangers qui parcourent la Navarre « cherchant à exciter le peuple contre les Français. » Dans une lettre adressée par le ministère de la guerre au commandant de la place à la fin de l'année 1826, on demande que soient fournies des explications quant à un éventuel complot tendant à surprendre la citadelle de Pampelune.

72. Le sous-intendant militaire de la place de Pampelune au président de la Mairie, Pampelune, 3 mai 1827. SHD, GR. D1-53. En effet, dans la convention on prévoit que les effets d'habillement et d'équipement, vivres et autres objets nécessaires à la consommation ou à l'usage des troupes françaises doivent entrer et circuler en Espagne francs de tout droit, moyennant des lettres de voitures visées par le sous-intendant militaire, constatant l'origine et la destination de ces objets.
73. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 4 avril 1827. SHD, GR. D1-53.
74. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 7 août 1827. SHD, GR. D1-54.
75. Le ministre de la Guerre au commandant supérieur de Pampelune, Paris, 12 octobre 1827. SHD, GR. D1-55.
76. Lettre confidentielle D'orsay au ministre de la Guerre. Vitoria, 19 août 1824. SHD, GR. D1-37.

On y précise que « plusieurs journaux même ont inséré des articles qui donnent sur ce projet des détails assez circonstanciés[77]. »

Le commandement français ne ménage pas ses efforts pour maintenir une entende cordiale avec la population, ni pour intervenir auprès des autorités locales de sorte à calmer les esprits, notamment durant la première année de présence du corps d'occupation. Au mois de mai 1824, d'après le général Saint Michel, les relations deviennent meilleures. Ce changement d'attitude est l'effet des arrestations et des jugements par des commissions militaires : les coupables espagnols sont poursuivis en justice. Aussi, voit-on certains responsables s'investir directement en ce sens : l'évêque auprès du clergé et des étudiants et le général Santos Ladrón auprès des officiers espagnols retirés, note le chef de la division du Haut Èbre[78]. Les soldats français subissent également la pression de leurs chefs : interdiction d'aller dans les villages où se sont produits des bagarres. Mais on intensifie aussi les séances d'instructions et la relève des détachements[79]. Suite à l'affaire du 25 juillet à Madrid, on envisage même de faire camper toute la division française à plusieurs kilomètres de la capitale, vers le Pardo ou Alcobendas[80].

Mais, fort heureusement, toutes ces tracasseries ne se traduisent pas par une méfiance accrue entre les différentes autorités des deux pays. Malgré ces divergences ponctuelles, l'estime envers des Français est notoire. L'ancien commandant supérieur de la place reconnaît dans une lettre écrite au mois de février la considération du vice-roi de la Navarre, de la part duquel il a toujours reçu un « appui convenable et une chaleur réelle pour les intérêts de la garnison française qu'il aime sincèrement. Ses sentiments d'amour pour les Bourbons d'Espagne et de France ne sont pas seulement dans sa bouche, on voit qu'ils partent du cœur[81]. »

Cependant, pour les royalistes les plus exaltés, la présence des Français reste toujours un obstacle à leurs projets. Les mesures adoptées par Ferdinand VII ne semblent pas assez sévères et on ne tarde pas à se plaindre de la France dont on dit qu'elle agit derrière les résolutions du roi. Des ragots circulent alors pour discréditer les Français. On dit qu'un

77. Lettre du ministre de la Guerre au colonel Bremont, Paris, 29 décembre 1826. SHD, GR. D1-51.
78. Rapport du commandant de la division du Haut Èbre, Vitoria, 25 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
79. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.,* p. 160.
80. Rapport du général Digeon, Madrid, 4 août 1824. SHD, GR. D1-37.
81. Lettre du colonel Bremont au ministre de la Guerre, février 1827. SHD, GR. D1-53.

négociant de La Corogne a reçu de Madrid une proclamation « anonyme tendant à faire considérer les Français comme des oppresseurs qui tiennent SM Ferdinand VII, sous le joug d'une captivité non moins insupportable que celle qu'a essuyée à Valençay », lit-on dans le rapport général du 5 mai 1824[82]. Dans son rapport périodique du 7 mai 1824, le général Maringoné rend compte des fausses rumeurs portant sur le fait que le roi est prisonnier des Français à Madrid. On parle même d'un « placard séditieux », affiché dans une rue de Barcelone, invitant les deux partis à se réunir pour obliger l'armée française à abandonner l'Espagne, et l'on informe que plusieurs officiers parcourent les villages présentant une image pessimiste de l'occupation du territoire par les troupes françaises. L'épicentre de ces intrigues semble être Madrid mais, malgré tout, le commandant de la division de Catalogne reste confiant : « […] l'union intime qui règne entre les autorités espagnoles et l'armée française est un garant de la tranquillité qui ne sera pas troublée en Catalogne », écrit-il dans son rapport confidentiel[83]. Le commandant de la division du Haut-Èbre constate qu'on fait circuler des bruits à propos du non-respect des conventions, du peu de confiance accordée aux royalistes et d'une arrivée de nouvelles troupes en Espagne « attendu que le gouvernement français a le projet de s'en emparer pour son compte[84]. » Le général Digeon, qui reçoit périodiquement tous les rapports des divisions, fait part au ministre de la Guerre de cette situation et des provocations de la part du parti exalté qui :

> « […] excite les habitants et les troupes espagnoles contre les Français, entretient l'animosité par tous les moyens possibles, et soustrait les coupables à la justice, enhardissant ainsi le crime par l'impunité. Les expressions les plus déplacées et les plus insultantes pour l'armée ont été insérées dans les journaux […] on cherchait à faire entendre à S.M.C. que les Français d'aujourd'hui étaient encore les ennemis d'autrefois[85]. »

Aux difficultés de conserver une bonne harmonie avec la population, surtout dans les places sous la responsabilité des généraux français, s'ajoute aussi les relations avec les autorités locales, lesquelles ne collaborent pas toujours de bon gré. Durant les cinq ans de présence, les contacts avec l'administration espagnole sont parfois irréguliers et toujours en fonction du responsable du moment, s'il est ou non, francophile.

---

82. Rapport général du 5 mai 1824, du général Menadier, chef d'état-major de l'armée d'occupation. SHD, GR. D1-35.
83. Rapport périodique du général Maringoné, commandant la división de Barcelone, Barcelone, 7 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
84. Rapport du commandant de la DHE, Vitoria, 18 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
85. Rapport sur les événements arrivés à Madrid dans la soirée du 25 juillet 1824. Madrid, 28 juillet 1824. SHD, GR. D1-37.

4.2.3. Les démarches avec l'administration

L'administration espagnole n'est pas toujours à la hauteur de ses engagements et les conventions sont rarement respectées. Ainsi, les commandants de place se trouvent avec un effectif humain qualifié et préparé, mais il y a une réelle pénurie en matériel et en approvisionnements. Malgré les nombreuses démarches des officiers, et même des diplomates auprès de la cour de Madrid, la logistique reste en souffrance pendant le séjour du corps d'occupation.

4.2.3.1. Les problèmes dans les approvisionnements

Les fonds destinés au casernement et aux réparations sont insuffisants et arrivent au compte-gouttes. Cet état de fait génère des rapports tendus, non seulement entre les intendants des deux pays mais aussi avec les gouverneurs et les capitaines généraux. A Pampelune, par exemple, le commandant de la place se plaint du silence de l'administration : « Depuis l'occupation de Pampelune toutes les demandes faites à ce sujet ont été sans résultat. » La note est salée ; on calcule qu'il faudrait un million de francs pour mettre seulement l'artillerie de la place en bon état. En attendant, il devient nécessaire de faire ne serait-ce que les réparations. « Comme nous sommes dans ce moment en bonne relation avec le gouvernement de S.M.C il faudrait en profiter pour obtenir au moins ce qui est de première nécessité[86]. » En janvier 1825, une nouvelle demande est adressée au général Santos Ladrón. On lui propose même d'employer des ouvriers capables d'entretenir l'artillerie française de la place, moins coûteux que les ouvriers espagnols, pour les travaux de réparation[87]. En janvier 1827, par l'intermédiaire des agents diplomatiques, on réclame auprès du gouvernement de Madrid l'approvisionnement des troupes de la garnison. En effet, les entraves de la part de l'administration espagnole de Pampelune sont soulevées et l'on demande « la cessation de ces difficultés vexatoires[88]. » Le général Balthazar soulève aussi au ministère de la

86. Lettre du commandant supérieur de la place de Pampelune au baron d'Ordonneau, Pampelune, 3 janvier 1824. SHD, GR. D1-42.
87. Lettre au général Santos Ladrón, 22 janvier 1825. SHD, GR. D1-42.
88. Lettre du ministre de la Guerre au commandant de la place de Pampelune, Paris, 8 janvier 1827. SHD, GR. D1-52.

Guerre le problème de la réparation des 5 000 fusils qui se trouvent dans la Citadelle. Il exige que, en vertu des conventions[89], ces armes soient mises en état : « leur réparation n'est que l'accomplissement d'une obligation contractée par le gouvernement espagnol », lit-on dans une note adressée à Paris[90]. Malgré toutes ces contrariétés administratives, le vice-roi a toujours affiché une certaine déférence vis-à-vis de la France. Ainsi, lorsque le bruit circule que quelques soldats des deux compagnies françaises en route vers Pampelune transportent une quantité considérable de tabac (soumis en Navarre à l'impôt) le commandant des douanes est sommé de procéder à la fouille des unités. Le vice-roi, explique Balthazar au ministre de la Guerre, « n'a pas voulu que l'on fit éprouver cette mortification aux troupes françaises[91]. »

Les relations avec l'administration espagnole sont souvent tendues, dès lors qu'il faut réclamer les réparations et les approvisionnements nécessaires au maintien en état des places occupées par les troupes françaises. Dans les rapports envoyés au ministre par les chefs de divisions, on relève de nombreuses plaintes contre les mairies et l'administration. Ces correspondances mettent en avant les difficultés qu'on trouve pour faire respecter les conventions tout au long des années d'occupation. Ainsi, dans un rapport général du 5 mai 1824, on note le refus des autorités locales qui ne veulent pas financer l'infrastructure sous prétexte que n'ont pas encore été communiquées des prescriptions de la convention du 9 février concernant l'entretien de ces établissements[92]. C'est le cas dans la division du Haut Èbre où le casernement est presque partout en souffrance : « Plusieurs notifications du règlement leur ont été faites sans succès », se plaint-on[93]. Il n'y a point d'argent pour caserner convenablement les troupes à Salinas, Mondragon et Tolosa. Cette dernière ville doit héberger chez l'habitant les soldats de la batterie d'artillerie qui y stationnent[94]. L'occupation de la place de Badajoz dont les fortifications sont dans un état déplorable préoccupe sérieusement le général Digeon : « je suis fâché qu'en renouvelant le traité, nous ayons été forcés d'occuper cette place », écrit-il le 4 août[95]. En effet, le gouvernement espagnol ne veut rien faire pour mettre la place en état ni sous le rapport du casernement ni sous celui des fortifications. Au mois de

89. Convention du 9 février 1824. Article 3 et article 25 du règlement y annexé. Gaceta de Madrid, 12 octobre 1824.
90. Note pour le ministre de la Guerre. Sans date. SHD, GR. D1-53.
91. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 8 septembre 1827. SHD, GR. D1-54.
92. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 5 mai 1824, GR. D1-35.
93. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 19 mai 1824, SHD, GR. D1-35.
94. Rapport du général Menadier, Madrid, 15 septembre 1824, SHD, GR. D1-38.
95. Rapport du général Digeon, Madrid, 4 août 1824, SHD, GR. D1-37.

septembre, la garnison de Lérida n'est toujours pas casernée par manque de fournitures, la mairie n'ayant pas les moyens de subvenir aux besoins des troupes françaises[96]. Dans la division de Cadix le casernement laisse toujours beaucoup à désirer[97]. Au mois de septembre, enfin, des fonds sont envoyés à Séville, Pampelune et Santona pour réparer les casernes[98]. Toutefois, d'autres places souffrent encore de la pénurie d'argent de l'administration espagnole. Le 18 décembre, le général Tissot écrit au chef du corps d'occupation pour lui manifester sa préoccupation sur la réduction des effectifs de la garnison de La Corogne, mais aussi sur l'état du casernement dont les réparations n'ont pas été faites « par impuissance de moyens[99]. » Le 5 janvier 1825, il rédige un rapport sur l'état de la place dont il a le commandement :

> « Soit faute de moyens pécuniaires, soit par négligence ou par mauvaise volonté, l'autorité espagnole, ne remplit pas les engagements que lui impose envers nous l'article 7 de la convention du 9 février qui met à sa charge la réparation des établissements militaires à l'usage de nos troupes. On ne repousse pas positivement nos réclamations, mais on élude ou temporise, on opère lentement et les soldats sont dans des casernes où il pleut, les corps de garde n'ont pas de cheminées, l'hôpital manque de ligne et plusieurs autres objets qui tiennent à l'hygiène et à la propreté des malades. Le matériel d'artillerie déjà en fort mauvais état, se dégrade de jour en jour, sans que le gouvernement supérieur montre de la sollicitude pour son entretien ; les fortifications même tombent en ruines dans plusieurs endroits et toutes mes instances jusqu'à ce moment, pour qu'il soit assigné de fonds au génie, dans l'objet de reconstituer la place sur un bon pied de défense, ont été infructueuses […] monsieur le sous-intendant français se plaint que cette promesse n'a encore été suivie d'aucun effet[100]. »

Tout au long de l'année 1825 les problèmes avec l'administration espagnole seront constants dans toutes les divisions de l'armée d'occupation. Parfois, l'exécution des travaux de casernement ne se feront que sous la contrainte et la menace des commandants de place de loger les soldats chez l'habitant. C'est le cas dans la ville de Vitoria, dont la mairie ne s'empresse de satisfaire les dépenses de réparation qu'après la lettre menaçante du général d'Ordonneau : « je me verrai forcé, mais à regret, de laisser toutes les troupes chez les principaux habitants », avait-il écrit le 11 janvier[101]. Dans la place de La Corogne le général Tisssot rend compte aussi du mauvais état des fortifications qui « se dégradent de jour en jour » et leur manque d'approvisionnements en vivres et munitions[102]. Au 1er juillet, le général Reiset, chef de la division de la

96. Rapport du général Menadier, Madrid, 1er septembre 1824, SHD, GR. D1-38.
97. Rapport du général Menadier, Madrid, 18 août 1824, GR. D1-37.
98. Rapport du général Menadier, Madrid, 8 septembre 1824, SHD, GR. D1-38.
99. Lettre du général Tissot, La Corogne, 18 décembre 1824, SHD, GR. D1-42.
100. Rapport du général Tissot, La Corogne, 5 janvier 1825. SHD, GR. D1-42.
101. Lettre du général d'Ordonneau aux membres de la mairie, Vitoria, 11 janvier 1825. SHD, GR. D1-42. Rapport du général d'Ordonneau, Vitoria, 31 janvier 1825, SHD, GR. D1-42.
102. Rapport du général Tissot, La Corogne, 23 au 26 février 1825, SHD, GR. D1-42.

Catalogne, soulève les difficultés qu'il éprouve avec l'intendant Frigola pour obtenir la moindre dépense[103]. Le mois suivant, c'est le tour du général Duplessis, à Saint-Sébastien, de se brouiller avec monsieur Aramburu, à propos du logement des autorités. Il n'obtient les billets de logements qu'en menaçant l'intendant espagnol d'envoyer chez lui un officier et 25 hommes « avec l'ordre de ne pas sortir » sans les logements demandés. « […] j'aime à croire que l'épouvantail dont je me suis servi pour obtenir le logement du général Danrémont, servira de leçon, et que je ne serai jamais plus obligé d'employer le même stratagème », écrit-t-il dans son rapport au ministre[104]. Cette affaire semble agiter un peu la ville mais le calme revient rapidement[105].

Les démarches infructueuses des commandants de place auprès des intendants espagnols pour obtenir des fonds, régulièrement communiqués au ministère de la Guerre, vont forcer les autorités diplomatiques à intervenir auprès de la cour de Madrid. Le 26 novembre, le ministre des Affaires étrangères écrit à son homologue de la Guerre :

> « Monsieur le Marquis, j'ai reçu les diverses lettres et notamment celles du 14, 18 t 23 de ce mois, que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sur l'abandon où l'administration espagnole laissait les différentes branches de service que la convention du 10 décembre 1824 l'a chargée d'assurer dans les places occupées par les troupes du Roi […] je me suis empresse d'écrire à monsieur l'ambassadeur de France à Madrid […] demander que des mesures soient prises pour faire a la citadelle de Jaca les réparations dont elle a besoin, pour régulariser les différentes parties du service de la place de Cadix et pour rembourser les avances de l'intendance française a été dans le cas de faire et la nécessité de pourvoir aux approvisionnements de siège des places de Figuères et d'Urgel[106]. »

Toutefois, la situation dans les places ne va guère changer. Au mois de mai 1826, on note que les réparations des casernes de San Fernando, à Cadix, sont de nouveau suspendues par manque de fonds[107]. À Barcelone l'intendant espagnol entrave toujours les demandes de la division : « Mes relations avec les autorités n'ont éprouvé aucun changement notable », écrit le général Reiset[108]. Un rapport soumis au roi estime à plus de dix millions de francs les frais pour mettre en état de service les fortifications et les bâtiments militaires des forteresses de Cadix et l'île de Léon, Barcelone, Figuères, la Seu d'Urgel,

103. Rapport du général Reiset, Barcelone, 1er juillet 1825. SHD, GR. D1-45.
104. Rapport du général Duplessis, Saint-Sébastien, 19 août 1825, SHD, GR. D1-45.
105. Lettre de l'agent consulaire de Saint-Sébastien, 19 août 1825. SHD, GR. D1-45.
106. Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre de la Guerre, Paris, 26 novembre 1825. SHD, GR. D1-47.
107. Rapport du général Gudin, Cadix, 5 mai 1826, SHD, GR. D1-49.
108. Rapport du général Reiset, Barcelone, 17 août 1826, SHD, GR. D1-50.

Pampelune, Jaca et Saint-Sébastien[109]. Les places occupées en Espagne, manquent toujours à la fin de 1826, de poudre, de canons, d'affûts, d'armes. Le matériel qui s'y trouve est également dans le plus mauvais état[110]. En 1827, les révoltes en Catalogne obligent le ministère de la Guerre à adresser au roi un état de la situation de l'artillerie des places occupées par l'armée française. Un grand nombre de rapports sont adressés au ministre et au roi depuis décembre 1824, mais le mauvais état et l'insuffisance du matériel d'artillerie se fait toujours sentir, notamment dans les places de la division catalane[111].

L'un des problèmes majeurs rencontrés par le corps d'occupation est sans doute celui qui concerne l'installation des troupes, car l'Espagne se trouve dans une situation économique fort délicate. Déjà, dès l'été 1823, Villèle souligne la nécessité de la prise en charge par le gouvernement espagnol des frais de chauffage, d'éclairage, de casernement, d'hôpitaux et de transports, c'est-à-dire, surtout les fournitures en nature. « Quand à l'habillement, l'équipement et la solde, c'est de l'argent ; l'Espagne n'en a pas : nous y suppléerons en nous chargeant d'y pourvoir[112]. » Néanmoins, le duc d'Angoulême ne pense pas viable cette prise en charge. Le 26 juillet, il expose à Villèle ses réserves : « ce gouvernement n'ayant pas d'argent, les habitants n'étant pas payés cesseraient bientôt de fournir, qu'il faudrait en revenir aux réquisitions qui nous feraient bientôt détester, et que, dans un mois de temps, il y aurait une levée générale contre nous[113]. » Les problèmes de logement dans les garnisons sont récurrents pendant les cinq années de présence du corps d'occupation. Il semble qu'à Cadix les autorités françaises rencontrent des difficultés majeures[114]. Les premiers litiges remontent au mois d'octobre 1823 ; ils ne feront que s'accroître, créant une relation tendue entre la municipalité et les officiers français, où les menaces sont souvent au rendez-vous. On parle même d'un « état d'hostilité avec la ville[115]. » Néanmoins, ce sont réellement les habitants qui vont s'occuper du logement des officiers, en cédant une partie de leur maison. Par exemple, au mois de mars 1825, les militaires français sont répartis dans 348 maisons, la plupart appartenant à la classe aisée de la société. Seuls les plus riches peuvent se permettre de payer une somme pour être dispensés d'héberger les militaires. D'autres utilisent tout

109. Rapport au roi par le marquis comte de Tonnerre, ministre de la Guerre, octobre 1826. SHD, GR. D1-51.
110. Rapport fait au ministre de la Guerre au sujet des besoins des places occupées en Espagne par l'armée française. Décembre 1826. SHD, GR. D1-51.
111. Rapport fait au ministre, 15 septembre 1827, SHD, GR. D1-54
112. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 18 juillet 1823, pp. 237-238.
113. VILLELE, Joseph de, *op. cit.*, tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 26 juillet 1823, p. 261.
114. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.,* p. 105.
115. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit*, p. 188 et 242.

type de subterfuges pour faire croire que leurs habitations sont déjà occupées, et il y en a même qui prennent le chemin de la corruption[116].

En ce qui concerne la distribution des denrées les problèmes ne sont pas moindres autant avec l'administration espagnole qu'avec les fournisseurs locaux, parfois peu scrupuleux. Par exemple, on sait qu'à Saint-Sébastien le vin distribué le 6 mai 1824 est tellement mauvais que le général Higonet le fait refuser. Dans la garnison de Badajoz, le long délai pour le payement des fournitures ne semble pas plaire au général d'Adhémar. Cet état, dit-il, « a détruit toute confiance parmi les fournisseurs[117]. » Au mois de juillet, les demandes pour l'approvisionnement des places fortes en denrées, en cas de siège, n'ont toujours pas été réglées[118]. En septembre le général Maringoné se plaint de la mauvaise qualité du vin et de la viande fournie à ses troupes[119]. Les soldats de la garnison de Cadix se plaignent aussi de la nourriture, la qualité du pain, du vin, du riz et surtout de la viande[120]. Un capitaine du 34e régiment de ligne note que :

> « […] aucune amélioration, je me vois forcé dans l'intérêt du soldat de vous faire part de mes observations et de mes plaintes. Le pain serait bon s'il était mieux cuit. Le vin n'a pas assez de corps, je crois qu'on y met beaucoup d'eau […] quant au biscuit, il y en a de très bons mais il y en a aussi de fort mauvais. Une grande quantité se trouve mangé en dedans par les vers[121]. »

Un rapport de la division de réserve rend compte du refus du maire de Castro Urdiales, dans la province de Santander, de fournir des vivres à plusieurs soldats du 21e de ligne de passage dans le village alors qu'ils portent avec eux des bons signés par le sous-intendant militaire. Ils doivent se contenter du logement. « Les Français ont assez mangé de pain en Espagne sans payer, ils n'en mangeront plus, nous ne voulons plus rien donner pour eux », explique l'alcade[122]. L'alimentation du bétail pose également quelques problèmes dus au choix du fourrage. Par exemple, à Cadix on se plaint de sa mauvaise qualité, et à Saragosse, pour faire des économies, on distribue de l'avoine, quelquefois moisi ou avarié, ce qui provoque des diarrhées chez les bêtes. Les officiers de cavalerie se plaignent que leurs chevaux maigrissent et perdent leurs forces[123].

---

116. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.,* p. 243-250.
117. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 19 mai 1824, SHD, GR. D1-35.
118. Rapport du général Digeon, Madrid, 21 juillet 1824, SHD, GR. D1-37.
119. Rapport du général Menadier, Madrid, 15 septembre 1824, SHD, GR. D1-38.
120. Rapport du général Menadier, Burgos, 16 décembre 1824, SHD, GR. D1-41
121. Rapport du capitaine des distributions, 34e régiment de ligne, SHD, GR. D1-42.
122. Division de réserve, rapport du 11 au 21 mars 1825, Vitoria, SHD, GR. D1-43. Texte souligné dans le document.
123. Division de réserve, rapport du 21 février au 21 mars 1825, SHD, GR. D1-42.

L'occupation de l'Espagne génère aussi quelques litiges avec les commerçants espagnols à propos des retards dans les remboursements. Il semble que la promptitude de l'intendance de l'armée des Pyrénées à payer a perdu de la vigueur. L'armée d'occupation règle sur le tard. À Badajoz, par exemple, les fournisseurs expriment leur mécontentement[124]. Plusieurs employés au service des troupes d'occupation semblent aussi peu scrupuleux et abusent de leurs fonctions pour porter préjudice aux finances espagnoles « en introduisant dans la péninsule des marchandises prohibés », rapporte dans une lettre Chateaubriand au ministre de la Guerre[125].

Des problèmes surgissent également avec le service des douanes espagnoles, non seulement à cause du prix élevé des marchandises, des taxes dont il faut s'acquitter ou des dispositions particulières du régime local mais aussi par la contrebande à laquelle, paraît-il, se livrent les soldats français. Mais les autorités françaises ne peuvent pas intervenir dans l'administration civile des places occupées. Leur action reste très limitée. Pour le baron de Damas, ministre des Affaires étrangères, cet état de choses est « inhérent au pays même. » Dans une lettre adressée au ministre de la Guerre le 13 janvier 1827, il écrit :

> « Ces procédés peu bienveillants ont motivé de notre part de justes réclamations qui sont trop souvent restées inutiles, mais l'occupation de l'Espagne, il faut en convenir, devait naturellement entraîner quelques désordres, toujours difficiles à éviter, en pareil cas. Ainsi les reproches de contrebande probablement exagérés que l'on fait à nos troupes ont fourni des prétextes à la mauvaise volonté de l'administration espagnole et compliqué les difficultés des relations réciproques[126]. »

Malgré tout, les autorités françaises prennent les mesures nécessaires auprès des unités pour empêcher que ne soit organisée la contrebande par les soldats à l'intérieur des garnisons.

4.2.3.2. Les frictions avec les autorités locales

Malgré la bonne entente qui règne, les autorités militaires françaises ont un rôle à jouer à l'intérieur des places. Ainsi, elles sont garantes de la tranquillité et donc des éventuels

124. Rapport général du 5 mai 1824, du général Menadier, chef d'état-major de l'armée d'occupation. SHD, GR. D1-35.
125. Lettre de Chateaubriand au ministre de la Guerre, Paris, 22 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
126. Lettre du baron de Damas au ministre de la Guerre, Paris, 13 janvier 1827, SHD, GR. D1-53.

abus. Début décembre 1824 des ordres sont donnés aux commandants de place afin d'empêcher les exécutions pour des faits politiques antérieurs à l'occupation. On veut par-là, appliquer l'amnistie accordée par le roi d'Espagne[127]. Dans une circulaire confidentielle, on met en garde les commandants militaires de ne pas porter atteinte à la souveraineté de S.M.C. en se mêlant des affaires de justice : « […] il ne convient pas aux commandants militaires nommés par S.M. d'empêcher le cours de la justice en Espagne, ni même de prendre connaissance des réclamations de quelque nature qu'elles soient[128]. » On cherche à garder les formes tout en menant une politique de bienveillance envers tous les Espagnols. Lorsque le capitaine général de la Navarre, le comte de Venadito, visite Pampelune le 19 avril 1825, la garnison française lui rend les honneurs. Au mois de janvier 1827, le maréchal de camp baron Balthazar Darcy est nommé au commandement supérieur de la place de Pampelune, en remplacement du maréchal de camp prince de Broglie de Revel. Les consignes adressées par le ministre de la Guerre lui sont transmises le 14 janvier. Outre la mise en garde contre la présence d'une quelconque force militaire espagnole à l'intérieur des garnisons, on lui conseille de maintenir de bonnes relations avec les autorités et population :

> « […] une attention soutenue à entretenir la bonne harmonie avec les autorités espagnoles, en mettant toutefois, dans vos rapports avec ces autorités, la mesure et la fermeté convenables, et en vous gardant de toute condescendance qui ne serait pas compatible avec la sûreté de votre position militaire, vous ne négligerez rien pour maintenir la bonne intelligence entre les troupes françaises et les habitants […] vous ne perdrez pas de vue l'influence morale et politique dont jouit le clergé en Espagne, et vous veillerez en conséquence, à ce que la conduite des militaires français sous les rapports religieux ne puissent blesser les idées de la population, et qu'elle contribue au contraire au maintien de la bonne harmonie[129]. »

Dès son arrivée, Balthazar s'attache à ne pas froisser les droits de la personne en respectant les lois et les usages du pays. Il semble que les Espagnols aient fortement apprécié l'attitude positive du nouveau commandant supérieur. « Je suis dans les meilleurs termes avec les autorités espagnoles et particulièrement avec le vice-roi de Navarre », écrit-il le 7 mars 1827[130]. Il est probable que les habitants aient aussi fort applaudi l'intervention rapide du sergent Lerbret et du caporal Leclaire lors de l'incendie survenu le 24 avril dans une maison de la rue Saint Agustin. Les deux militaires du 9e régiment de ligne ont accouru les premiers aux cris des habitants. Ils seront d'ailleurs

127. Lettre de Broglie à d'Ordonneau, Vitoria, 3 janvier 1825. SHD, GR. D1-42.
128. Lettre d'Ordonneau à Broglie. Vitoria, 3 mars 1825. SHD, GR. D1-43.
129. Lettre du ministre de la Guerre à Balthazar Darcy, Paris, 14 janvier 1827. SHD, GR. D1-52.
130. Lettre de Balthazar Darcy au ministre de la Guerre, Pampelune, 7 mars 1827. SHD, GR. D1-53.

récompensés pour leur courage[131]. C'est pendant les fêtes que l'on peut aussi juger de la bonne entente avec la population. Par exemple, lors de celles de Pampelune, qui durent cinq jours, le commandant supérieur français remarque un ordre parfait dans la ville : « Pas une rixe pas une querelle ne l'ont troublé, ni un français ni un espagnol n'ont été arrêtés. La garde n'a pas été requise une seule fois », note-t-il[132]. Dans une lettre confidentielle adressée au directeur général du personnel, le général Balthazar, qui réclame quelques récompenses pour ses troupes avant d'évacuer la ville, souligne le zèle, la bonne conduite et la discipline de la garnison. Les soldats « laisseront de longs souvenirs en Navarre », affirme-t-il[133].

Si les rapports du duc d'Angoulême avec la Régence étaient souvent tendus, le commandant du corps d'occupation n'a pas, non plus, une tâche facile à l'heure de négocier avec l'administration espagnole. Les maux de la péninsule viennent, selon des dires, de l'ingérence de la France et de ses alliées. « Comme tout ce qui se passe en Espagne est toujours considéré, par les différents partis, comme le résultat des demandes du gouvernement français ou de celles de la Sainte-Alliance, il s'en suit que tout l'odieux retombe sur nous », écrit le général Digeon le 9 juin 1824[134].

Les premiers conflits avec les autorités locales doivent être surmontées par les commandants de place. En effet, les capitaines généraux espagnols, qui se sont établis dans les places de La Corogne, Pampelune, Barcelone, Badajoz et Madrid, exigent bientôt la présence de leurs troupes : « du moment où ils en ont eues, ils se sont montrés presque partout exigeants, ils s'est établi des conflits d'autorité entre les chefs français et eux », explique une correspondance du 4 août adressée au ministère de la guerre[135]. Mais peu à peu, les relations deviennent plus aimables. En février 1826, on note « l'heureux accord » entre le chef de la division de la Catalogne et le capitaine général de la région parmi lesquels existe une forte complicité qui aboutit même parfois à des conversations confidentielles[136]. Aussi, à la fin de l'année, dans la place de Pampelune, l'entente est très bonne. Pour preuve, on obtient des autorités espagnoles une meilleure surveillance des

131. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 27 avril 1827. SHD, GR. D1-53.
132. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 14 juillet 1827. SHD, GR. D1-54.
133. Balthazar au directeur général du personnel, Pampelune, 2 février 1828. SHD, GR. D1-56.
134. Note sur la situation des affaires en Espagne, 9 juin 1824. SHD, GR. D1-35
135. Rapport du général Digeon, Madrid, 4 août 1824. SHD, GR. D1-37.
136. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.*, p. 110.

détenus dans la citadelle et que les employés de la police intérieure de la ville soient munis d'un passe-partout[137].

À Badajoz, les relations avec le gouverneur politique sont tendues car il se livre à toutes sortes d'exactions. Il réclame même des sommes à bénéfice privé. Ainsi, lorsqu'un domestique de l'intendant militaire Le Clerc doit payer 36 douros pour sortir de prison, le commandant de place porte plainte et réussit à obtenir la restitution de l'argent. Toutefois, il se sent impuissant : « combien d'Espagnols en faveur desquels l'autorité française ne peut pas intervenir, et qui sont les malheureuses victimes d'une justice aussi étrange », écrit le général Menadier[138]. Les gouverneurs de Carthagène, d'Alicante et d'Orihuela sont des interlocuteurs difficiles, ils ne sont royalistes que par intérêt. Même le capitaine général de Valence, José O'donnell ne semble pas être apprécié par les autorités françaises. Fort heureusement, certaines autorités comme le capitaine général de la Catalogne, le marquis de Campo Sagrado, jouissent d'une très bonne réputation. D'ailleurs, « il combat par sa sagesse et son dévouement au roi, les mauvais esprits des gouverneurs particuliers[139]. » En Andalousie, le gouverneur de San Lucar, Soto Mayor, très arbitraire quant à ses décisions et considéré comme un lâche parmi les militaires, « il est de la dernière impertinence avec les Français », note le général de Castellane, qui ne manque pas de critiquer le despotisme de ce gouverneur[140].
La plupart des incidents avec les autorités locales sont le fait de jugements subjectifs guidés par la passion et d'une intransigeance notable envers la modération. Butrón Prida remarque ce phénomène dans l'administration real de Cadix et souligne la préoccupation des diplomates français. C'est surtout à partir de juin 1825, avec l'arrivée du général Aymerich, qui devient gouverneur de la ville, que les relations se détériorent, notamment suite à son hostilité affichée envers les Français[141].

Ce sont surtout dans les premières années d'occupation et en particulier en 1824 que les relations sont plus tendues avec les autorités. Bien entendu, il y a des régions où l'entente est parfaite, comme c'est le cas à Saragosse et dans toute l'Aragon où « la meilleure harmonie continue entre les autorités espagnoles et françaises[142]. » En novembre 1825,

137. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.,* pp. 109-110.
138. Rapport général du 5 mai 1824, du général Menadier, chef d'état-major de l'armée d'occupation. SHD, GR. D1-35.
139. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 27 septembre 1826. SHD, GR. D1-51.
140. Rapport sur l'Andalousie du 4 mai au 1 juillet 1827 par le comte de Castellane, SHD, GR. D1-53.
141. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.,* p. 178-179.
142. Lettre confidentielle au baron d'Ordonneau, Saragosse, 7 janvier 1825. SHD, GR. D1-42.

le général d'Arbaud Jouques note dans une correspondance la bienveillance dont tout le monde fait preuve à son égard à Madrid, « et tout ce qui est français ici, est bien reçu par les ministres et les autorités[143]. » Parmi les autorités contribuant, de quelque manière, à faciliter la tâche du corps d'occupation, l'éventail est très large. Ainsi, on sait par exemple qu'à Gérone le clergé exerce une très grande influence sur le peuple en la personne du chanoine Matias Gonzales, « un homme plein de zèle et de modération, et dévoué aux français[144]. » Le comte d'Espagne, commandant en chef de l'infanterie de la garde royale à Madrid, rend de grands services à la brigade française et « se regarde toujours comme français[145]. » Néanmoins, il y a un certain nombre d'autorités locales qui font tout leur possible pour faire obstacle aux missions du corps d'occupation. Le général Foissac Latour signale dans un rapport envoyé au ministre en janvier 1825 l'existence d'un « comité occulte » qui se réunit dans l'objectif de « surveiller particulièrement les mesures de l'autorité française et de les entraver[146]. » À Gérone, un ecclésiastique propose même de destituer le gouverneur et de le remplacer par une « personne vertueuse » afin que « les autorités des deux nations marchent d'accord et soient toujours en bonne harmonie dans toutes les affaires qui peuvent se présenter[147]. »

Le général d'Arbaud Jouques, aux commandes de la brigade suisse à Madrid, brosse dans ses missives au ministère quelques esquisses des membres de la Cour. Ainsi, le duc d'Infantado semble s'adapter à la situation dans ses rapports avec les Français. Il note qu'il n'est attaché, dans ce moment, à la France « que par circonstance, comme je l'ai toujours écrit à Votre Excellence, mais qui ne nous a jamais aimé[148]. » Malgré tout, il paraît n'avoir confiance qu'en la politique et les conseils de la France[149]. Le ministre de justice Calomarde est un caméléon qui ne travaille qu'à son soutien, critique-t-il. « Je le crois peu porté pour la France et les Français[150]. »
Enfin, les informations à propos du roi, sont aussi abondantes dans la correspondance du général d'Arbaud Jouques. Le monarque espagnol est très attaché aux conseils venant de Paris. En novembre 1826, on lit dans une lettre adressée au ministre de la Guerre : « Le

143. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 16 novembre 1825. SHD, GR. D1-47.
144. Extrait d'un rapport sur le corregimiento de Gérone. Janvier 1825. SHD, GR. D1-42.
145. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 17 septembre 1826. SHD, GR. D1-51.
146. Rapport du général Foissac Latour, Cadix, 18 janvier 1825. SHD, GR. D1-42.
147. Extrait d'une lettre d'un ecclésiastique, Gérone, 26 février 1825. SHD, GR. D1-42.
148. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 22 février 1826. SHD, GR. D1-47.
149. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 28 juillet 1826. SHD, GR. D1-50.
150. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 6 juin 1826. SHD, GR. D1-49.

roi ne fera rien sans l'avis du gouvernement français et celui de son oncle Charles X pour lequel il professe la plus véritable vénération[151]. »

Les autorités françaises sont également peu en mesure de prendre des décisions et dépassent parfois leurs domaines de compétences[152], notamment dans les cas où il s'agit de persécutions ou d'humiliations contre les habitants. Bien que les commandants de place ne doivent pas « souffrir » dans leurs garnisons des exécutions pour faits politiques antérieurs à l'occupation, leurs attributions restent bien définies. Rapidement, les autorités espagnoles vont se plaindre de l'intromission dans les affaires de l'administration locale et judiciaire des chef militaires français et l'affaire se termine alors chez le roi. Dans le rapport du ministre de la Guerre, daté du 27 février 1825, on détaille ces maladresses[153] :

- Les géneraux Foissac Latour et Gudin, à Cadix, se sont opposés à la translation de plusieurs individus détenus.
- Le général Reiset, à Barcelone, a fait visiter les détenus pour prendre leurs déclarations.
- Le général d'Ordonneau, à Vitoria, a levé l'interdiction de réunions de plus de trois personnes.
- Le général Tissot, à La Corogne, prend en compte des réclamations et empêche le cours de la justice.

C'est le général Digeon, chef du corps d'occupation qui est encore chargé de « faire sentir à chacun d'eux la prudence » et d'éviter toute action reprochable qui touche d'aussi près à l'état dans ses relations avec la cour de Madrid. En novembre 1823 déjà, la restriction du pouvoir des généraux français en Espagne avait provoqué la demande de démission du général de Bourmont, alors commandant supérieur à Cadix.

Au-delà des frictions entre habitants et soldats, et des reproches entre les deux administrations, les autorités françaises s'attellent à maintenir une présence active et à montrer un visage aimable dans toutes les célébrations et réceptions officielles.

151. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 8 novembre 1826. SHD, GR. D1-51.
152. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.* p. 165, 168.
153. Rapport au roi, 27 février 1825. SHD, GR. D1-43.

4.3. La fraternité dans les fêtes et célébrations

Les célébrations et festivités sont aussi une bonne occasion de démêler les malentendus et de se rapprocher des autorités locales. Les garnisons s'en donnent à cœur joie pour fêter les événements célébrés en France. Un rapport du 6 novembre 1826 fait connaître la célébration solennelle qui s'est déroulée à Pampelune lors de la fête patronale de Charles X. Une pluie abondante force à annuler les manœuvres et la parade des troupes, mais les autorités espagnoles assistent volontiers à la messe et au *Te Deum* chantés dans la cathédrale[154]. L'année suivante, la cérémonie est à nouveau célébrée avec beaucoup d'enthousiasme et les autorités espagnoles s'empressent de confirmer leur présence. Un geste de courtoisie va même surprendre le général Balthazar. Il raconte cette anecdote dans son rapport au ministre :

> « Le vice-roi accompagné de tous les officiers espagnols est venu me prendre chez moi pour m'accompagner à l'église. Dans toute autre circonstance je n'aurais point consenti à cette courtoisie et je l'aurais prévenu ; mais comme il s'agissait de la fête du Roi de France et que c'était un hommage qui lui était rendu je n'ai pas cru devoir m'y opposer[155]. »

La fête se termine avec un dîner conviant aussi les autorités espagnoles, tant civiles que militaires. Pour le commandant supérieur de Pampelune, ces détails sont la preuve de la tranquillité et de la bonne harmonie qui subsiste entre la garnison et les autorités locales.

Conserver le protocole et participer systématiquement aux cérémonies et fêtes espagnoles est aussi l'un des enjeux des autorités françaises pour s'attirer le respect et la confiance non seulement de la population mais aussi des autorités, notamment des autorités religieuses. Il n'est pas étonnant de voir les généraux français et leurs troupes prendre activement part dans les nombreux jours de fêtes qui se célèbrent dans la péninsule. Autant lors de l'expédition de 1823 que lors de l'occupation, assister à ces manifestations devient une obligation. Le duc d'Angoulême avait autrefois écrit des ordres précis à ce sujet. Le 11 mars 1824, on rédige la nomenclature des fêtes que l'armée d'occupation doit observer[156].

---

154. Secrétariat général. Pampelune, 6 novembre 1826. SHD, GR. D1-51.
155 Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 7 novembre 1827. SHD, GR. D1-55.
156 Nomenclature des fêtes à observer par l'armée d'occupation, conformément à l'ordre du jour du 11 mars 1824 et autres antérieures : 1er et 2e fêtes de Pâques, la Sainte Jacques, l'ascension, la pentecôte,

Le 25 août 1824, la fête de la Saint Louis est célébrée à Madrid avec la plus grande solennité. Messe, revue et défilé des troupes, et un dîner réservé aux plus hautes autorités espagnoles et étrangères. Le tout se termine par des feux d'artifice et un concert :

> « À l'issue du banquet j'ai reçu les dames que j'avais invité [sic] à venir prendre place aux fenêtres de l'hôtel Medina [sic] que j'habite, pour voir tirer le feu d'artifice, devant l'hôtel, j'avais fait placer mille chaises pour les officiers de la garnison et les personnes qu'ils auraient invitées. Le feu était disposé de manière à ce que toute la population pût jouir de ce spectacle, il y avait devant l'hôtel Medina [sic] et sur le Prado plus de 40 000 personnes[157]. »

La fête de la Saint Louis semble faire une bonne impression dans la capitale et les madrilènes y participent amplement. « Les habitants ont fait en cette occasion beaucoup plus de frais qu'ils n'en font pour la fête de leur roi », peut-on lire dans le rapport. À cette célébration vient s'ajouter par hasard la nouvelle de la prise de Tarifa ce qui laisse aussi une impression favorable aux yeux du peuple. « Aujourd'hui les animosités qu'on exprimait il y a un mois, sont presque changées en sentiments affectueux » et même si ce n'est que momentané, « il est bien préférable de vivre avec les habitants dans des relations bienveillantes que sur le pied d'aigreur où nous étions il y a quelques jours[158]. » On remarque aussi l'excellente discipline. Aucun désordre, aucune querelle ne sont à déplorer. La fête se célèbre aussi dans les autres garnisons comme Burgos, Saragosse et Lérida, et les Espagnols y participent volontiers. À Cadix, un décret de la mairie ordonne aux habitants de décorer et d'illuminer leurs maisons lors de la fête de Louis XVIII[159]. Pendant ces jours, il est d'usage d'illuminer aussi la place de San Antonio, où l'on met un portrait du roi et on fait jouer dans la soirée la musique de l'armée française[160]. En revanche, à Vitoria, les autorités locales « se sont montrées étrangères à la fête[161]. » Le comte d'Orsay signale ce jour l'arrêt d'un étudiant qui a lancé une pierre et blessé à la tête le fils d'un capitaine du 6e régiment. « Il a été jugé par des ecclésiastiques et enfermé comme atteint de folie », lit-on dans la lettre[162]. Parfois on doit même demander des fonds supplémentaires à Paris pour organiser ces événements. C'est le cas du général Foissac

---

la fête Dieu, la nativité de Jean Baptiste, la Saint Pierre, l'assomption, la Saint Louis, la nativité de la Sainte Vierge, la toussaint, la conception, la Noël. SHD, GR. D1-53.

157. Rapport du 1er septembre 1824, Madrid, SHD, GR. D1-38.
158. Rapport du 1er septembre 1824, Madrid, SHD, GR. D1-38.
159. Décret de Don Hermenegildo Rodriguez de Rivera, Cadix, 23 août 1824. HD, GR. D1-37.
160. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.*, p. 213.
161. Rapport du général Menadier, Madrid, 1er septembre 1824, SHD, GR. D1-38.
162. Lettre confidentielle du comte d'Orsay, Vitoria, 1er septembre 1824. SHD, GR. D1-38.

Latour qui voudrait donner des gratifications et que soient mis en place des jeux pour les soldats[163].

La bonne ambiance pendant les fêtes est aussi remarquée par le consul de France à Bilbao. Dans une lettre du 13 janvier 1825, il note dans la ville une parfaite tranquillité. On n'y entend plus un seul cri de *muera*, « pas même les jours de fête, qui ne se sont remarqués que par les danses et réjouissances publiques auxquelles prennent part tous les habitants sans distinction d'opinion[164]. » À Barcelone, on parle même du *bal de la réconciliation,* offert le 31 mai par le général Reiset lors des fêtes de la Saint Ferdinand. Un grand événement social qui, aux dires du chef de la division, est sûrement un point de départ pour l'amélioration des relations entre les différentes autorités[165]. Le jour de la Saint Louis à nouveau, les fêtes sont au rendez-vous. On sait qu'à Cadix, malgré l'impossibilité de mettre en place les illuminations à cause du vent et de la pluie, la célébration se fait dans tous les lieux occupés par la division[166]. La brigade suisse à Madrid célèbre aussi en grande pompe la Saint Charles. Dans une lettre du colonel du 2e régiment suisse, on note que, ce jour-là, après les jeux et le spectacles, les cadres se rendent à l'hôtel français pour y recevoir les officiers espagnols et les convier à un repas : « le dîner a été très bon, la plus grande gaieté y a régné, les santés des deux rois de France et d'Espagne et de leurs familles ont été portés alternativement par les Français, des Espagnols et des Suisses avec une telle cordialité qu'on eût dit que ces trois nations ne formaient qu'une seule famille[167]. » Toutefois, à Barcelone, le général Reiset se plaint du peu de réciprocité de la part de la mairie, alors qu'il a organisé un grand repas de 50 couverts auquel les principales autorités de la ville ont assisté, et déplore : « Ils n'ont pas même jugé à propos de faire éclairer l'hôtel de ville et celui du gouverneur[168]. »

Le 30 mai 1826, jour de la Saint Ferdinand, la garnison de Cadix organise une grande parade dans toutes les places occupées par la division. Le soir, un bal donné par le général Gudin réunit toutes les autorités et la haute société[169]. Le 25 août on fête la Saint Louis dans les cantonnements. Durant la fête de la Saint Charles, au mois de novembre, le théâtre est illuminé et il y a même une course de taureaux, organisée par le gouverneur

163. Rapport du général Digeon, Madrid, 21 juillet 1824, SHD, GR. D1-37.
164. Rapport du général Menadier, Bayonne, 15 janvier 1825, SHD, GR. D1-42.
165. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.,* p. 220-221.
166. Rapport du général Gudin, Cadix, 11 novembre 1825, SHD, GR. D1-47.
167. Lettre du colonel commandant le 2e régiment suisse, Madrid, 4 novembre 1825. SHD, GR. D1-47.
168. Rapport du général Reiset, Barcelone, 5 novembre 1825. SHD, GR. D1-47.
169. Rapport du général Gudin, Cadix, 8 juin 1826. SHD, GR. D1-49.

de Cadix, le général Aymerich[170]. Au sein de la division de la Catalogne, il semble, par contre, y avoir une réticence de la part de certains officiers à participer aux offices. Une lettre du grand aumônier de France critique que les commandants qui « ne font assister la troupe à la messe que les dimanches et fêtes d'obligation en France[171]. » Le général Reiset dans son explication au ministère affirme n'avoir jamais écarté des dispositions à l'ordre du jour du 11 mars 1824, il précise d'ailleurs que la conduite de sa garnison, en ce sens, n'a jamais donné lieu, depuis trois ans, « à la moindre réflexion de la part des habitants de cette ville[172]. » Le 4 novembre 1825, la fête de la Saint Charles est célébrée dans la division de Catalogne avec beaucoup d'éclat. La revue de troupes est particulièrement appréciée par le public : « Les habitants quoique habitués à nous voir, n'ont jamais montré tant de curiosité et d'étonnement, tant pour le nombre que pour la beauté des troupes qu'ils ont admirées », écrit-on dans le rapport[173].

Nous savons que les soldats du corps d'occupation ont partagé avec les habitants les traditionnelles fêtes locales. On les voit ainsi à Pampelune lors des fêtes de juillet mais aussi à Séville durant la célébration de la *Semana Santa*, qui fascine les Français. Le commandement accorde ces jours-là des permissions pour visiter la ville, notamment aux officiers. Le général de Castellane la visite en 1826[174].

4.4. Les relations avec le clergé

La bienveillance envers les troupes du corps d'occupation de la part du clergé ne semble pas être animée du même esprit que celle réservé aux soldats du duc d'Angoulême lors de l'entrée en Espagne au mois d'avril de 1823. Les rapports qui parviennent au ministère de la Guerre à Paris mettent en exergue une certaine animosité des religieux qui voudraient bien voir partir les Français. Si comme le note le général Maringoné dans un rapport du 21 mai 1824, les évêques engagent les curés à prêcher le pardon et la

170. Rapport du général Gudin, Cadix, 3 novembre 1826. SHD, GR. D1-51.
171. Lettre du Grand aumônier de France à propos de fêtes religieuses. SHD, GR. D1-53.
172. Rapport du général Reiset, Barcelone, 27 janvier 1827. SHD, GR. D1-53.
173. Rapport du général Reiset, Barcelone, 5 novembre 1827. SHD, GR. D1-56.
174. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.*, p. 157.

conservation de la paix, il n'est pas moins vrai que certains ne se plient pas aux consignes de leurs supérieurs et clament haut et fort leur état d'indignation à l'égard des Français.

La puissance du clergé est encore énorme en Espagne. « Ce corps est le seul capable d'arrêter le mouvement de mécontentement qui se manifeste », écrit le général Maringoné dans une lettre confidentielle. Le chef de la division de Catalogne fait tout pour se gagner les faveurs du clergé, mécontent d'après lui, de ne pas voir l'Inquisition rétablie à cause de l'ingérence des Français : « Le refroidissement qu'il montre pour nous, vient de l'opinion où il est que c'est l'influence de la France qui empêche S.M.C. de la rétablir » note-t-il. Il donne pour vraie l'influence des religieux dans l'agitation de la populace :

> « Je ne dois pas laisser ignorer à V. E. que l'on pense généralement que ce sont les prêtres et plus encore le clergé régulier, qui attise le feu du désordre et excite cette espèce d'inquiétude que l'on remarque depuis quelque temps dans les campagnes. […] le clergé d'Espagne attribue la révolution de 1820 à l'espèce d'oubli dans lequel était tombée l'Inquisition. Il pense que ce royaume ne peut se relever que par le rétablissement de ce tribunal dans toute la plénitude des droits qu'il avait autrefois […] je suis persuadé que l'agitation qui règne dans toutes les parties de l'Espagne, vient entièrement de cette cause et que si l'on pourrait parvenir à satisfaire le clergé, elle cesserait à l'instant[175]. »

Pour le clergé, le corps d'occupation ne fait rien en faveur de la religion. On voudrait le voir punir et venger tous les ecclésiastiques assassinés pendant la révolution de 1820. Le 20 août 1824, le général Maringoné attire l'attention sur le fait qu'on cherche de nouveau à aigrir les esprits contre les Français surtout à travers des publications mensongères[176]. Les témoignages sont nombreux. À Madrid, par exemple, le recteur de l'établissement *L'hospice*, ecclésiastique, parle devant un groupe de personnes et clame qu'il faut chasser les Français[177]. Mais c'est surtout à Barcelone et à Saragosse où le clergé a une énorme influence[178] et se donne à cœur à d'exciter les habitants contre les Français et à « présenter comme douteuses les intentions du roi de France[179]. » Même les nouvelles de la presse à propos de l'arrivée des nouvelles troupes françaises sont toujours intensifiées par les religieux[180]. Face aux rumeurs et l'effervescence des prédicateurs catalans, le général Reiset prend des mesures pour que cessent ces rumeurs[181].

175. Rapport du général Maringoné, Barcelone, 17 mai 1824, SHD, GR. D1-35.
176. Rapport du général Maringoné, Barcelone, 20 août 1824, SHD, GR. D1-38.
177. Rapport du général Menadier, Madrid, 28 juillet 1824, SHD, GR. D1-37.
178. Rapport de police militaire, Barcelone, 27 octobre 1824, SHD, GR. D1-42, Rapport du général d'Arbaud Jouques, Saragosse, 24 décembre 1824, SHD, GR. D1-42.
179. Rapport du général Menadier, Vitoria, 23 décembre 1824, SHD, GR. D1-41.
180. Rapport du général Reiset, Barcelone 5 août 1825, SHD, GR. D1-45.
181. Rapport du général Menadier, Burgos, 16 décembre 1824, SHD, GR. D1-41.

En 1827, les événements en Catalogne vont encore accroître l'animosité. D'après le préfet des Pyrénées Orientales les royalistes de la Seu d'Urgel et en particulier le clergé de sa cathédrale, il existe de la méfiance et de la froideur envers les autorités militaires françaises. « Les relations avec les habitants ont presque entièrement cessé », peut-on lire dans le rapport du directeur de la police[182]. Alors, le commandant supérieur de la place prend toutes les mesures pour éviter toute surprise.

Face au pouvoir du clergé les généraux français restent très prudents. Il ne faut surtout pas faire de mauvais pas avec eux. Ainsi, lorsqu'on sollicite le général Reiset afin qu'il intervienne pour que les distractions tels que les jeux, les cafés ou le théâtre ne soient pas autorisées lors de la période de Pâques, il préfère de ne pas s'immiscer dans l'affaire : « je laisserai l'autorité ecclésiastique maîtresse absolue de faire ce qu'elle voudra[183]. » Le commandement français a donc toujours souhaité voir ses officiers et troupes prendre part aux festivités parmi la population, notamment lors des festivités religieuses mais ponctuellement. On voit donc les troupes françaises sous les armes, formant une haie, lors de la restitution de la statue de la vierge de Montserrat, le 12 juin 1824, et même la saluer en tirant trente coups de canon. D'après le témoignage du général Maringoné le peuple est très satisfait des hommages rendus et surtout des salves de l'artillerie, même si cela a un coût : « j'ai pensé que la faible dépense de quelques livres de poudre ne pouvait pas être mise en compensation avec l'effet que produit sur cette population, le respect pour tout ce qui tient à la religion[184]. »

Certains toutefois portent une haute considération envers les Français comme c'est le cas de l'évêque de Murcie, estime qui semble ne pas être bien appréciée par ses coreligionnaires. Il n'est pas étonnant de voir le commandant supérieur de Carthagène, le général d'Arbaud Jouques, le recommander auprès du général en chef du corps d'occupation pour « les services qu'il a rendus à l'armée française, l'amitié du maréchal Molitor et de tous les généraux français[185]. »

182. Rapport du directeur de la police, Paris, 5 janvier 1827, SHD, GR. D1-53.
183. Rapport confidentiel du général Reiset, Barcelone, 15 mars 1825, SHD, GR. D1-43.
184. Lettre du général Maringoné, Barcelone, 15 juin 1824. SHD, GR. D1-35.
185. Lettre du général d'Arbaud Jouques au général Digeon, Carthagene, 8 juin 1824. SHD, GR. D1-35.

4.5. Le retour des troupes : un départ regretté ?

L'évacuation de l'Espagne génère aussi une certaine inquiétude dans les esprits de la population. Même les constitutionnels se font du souci : « il me paraît qu'en général ce sont eux qui maintenant redoutent le départ de l'armée française », écrit le général Maringoné le 17 mai 1824 dans une lettre confidentielle[186]. Dans une note relative aux affaires de la péninsule écrite par Digeon le 24 novembre, on note la préoccupation qui règne dans les garnisons, notamment dans celle de La Corogne. L'annonce du départ des troupes de la place forte de Santona produit le même malaise dans la province de Santander. On craint l'embrasement dans le nord de l'Espagne : « la conséquence de l'évacuation simultanée de La Corogne, de Santona et de Saragosse peut être de faire perdre en quelques semaines à la France une grande partie des résultats de la glorieuse campagne de 1823 », écrit le commandant du corps d'occupation[187]. Dans la capitale, l'incertitude est aussi à son comble. Menadier écrit le 1er décembre : « Jamais les rapports des divisions de l'armée n'ont présenté moins d'événements que depuis qu'il est question de l'évacuation de Madrid et d'autres points occupés par les troupes françaises. Il semble que tous les esprits soient dans l'expectation, et s'abstiennent d'agir, en attendant les effets de notre absence[188]. » On remarque même que, depuis qu'il est sérieusement question de ce départ, on éprouve des difficultés dans les communes à recruter des volontaires royalistes car « beaucoup d'individus [...] craignent d'être un jour compromis en faisant partie de ce corps[189]. » Cet intérêt des Espagnols pour le maintien des troupes réjouit le commandement : « [...] quoiqu'on puisse dire que l'espagnol n'aime pas les étrangers, il est doux pour le général en chef, de penser que l'armée sous ses ordres laisse des regrets en Espagne », écrit-on dans un rapport[190]. Même dans la place catalane d'Hostalrich, où les habitants semblent tout d'abord apprécier le départ des troupes, le général Reiset fait remarque que « ce sentiment n'est au surplus, bientôt ralenti. » En effet, la relève n'est pas à la hauteur des troupes françaises, et des excès se font sentir[191].

186. Lettre du général Maringoné, Barcelone, 17 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
187. Note relative aux affaires de l'Espagne. Madrid, 24 novembre 1824. SHD, GR. D1-41.
188. Rapport général du 1er décembre 1824. Madrid, SHD, GR. D1-38
189. Rapport du général Menudier, Madrid, 24 novembre 1824. SHD, GR. D1-41.
190. Rapport général du 1er décembre 1824. Madrid, SHD, GR. D1-38
191. Le général Reiset au ministre de la Guerre, Barcelone, 18 avril 1825. SHD, GR. D1-43.

En revanche, pour les Espagnols appartenant au parti exalté, le départ du corps d'occupation est fortement attendu. Le général Digeon note qu'ils « voudraient nous voir évacuer la péninsule, afin de se livrer ensuite à toutes leurs fureurs[192]. » Le maréchal de Castellane remarque aussi dans son rapport sur l'Andalousie les intentions des exaltés : « […] l'aveuglement du parti de l'ange exterminateur est tel, dit-on, qu'il voudrait l'évacuation du pays par les troupes françaises[193]. » Pour de Castellane, l'occupation de l'Espagne, si elle est coûteuse, semble aussi nécessaire. Il se prononce pour la permanence du corps d'occupation. Dans un rapport envoyé au ministre de la Guerre à la fin du mois d'août 1827, il écrit : « […] Il y a longtemps que j'ai écrit pour la 1e fois que le parti apostolique aveuglé […] pousse à ce qu'on prétend secrètement à l'assassinat des Français. Je crois plus nécessaire que jamais que nous prenions une attitude plus décidée, que nous faisions respecter les capitulations. L'évacuation me semble plus qu'impossible. La France est bien près de l'Espagne[194]. » En 1828, le général Balthazar, commandant supérieur à Pampelune remarque, dans une lettre adressée au ministre de la Guerre, que « Le départ des troupes françaises réveille en Navarre des passions que notre présence contenait. Toutefois, elles ne se manifestent encore par rien d'ostensible[195]. » Le professeur Sánchez Mantero[196] affirme qu'à Cadix, par exemple, la tranquillité se détériore rapidement après le départ de la garnison, et la contrebande, le nombre de vols et même d'assassinats augmente considérablement.

À la lecture des rapports des commandants de place, on ne peut que constater un certain regret de la part des habitants de voir les troupes françaises quitter l'Espagne. Une lettre du général Menadier, du 12 mai 1824 nous parle de la « désolation » ouvertement affichée par l'ensemble de la ville de Carthagène lors du départ de la garnison. Les autorités locales sont les premières à manifester leur reconnaissance au général d'Arbaud Jouques ; les habitants illuminent spontanément leurs maisons en remerciements[197]. Depuis Saragosse, le général d'Arbaud Jouques décrit des routes où la population lui témoigne partout le désir de voir l'armée française rester plus longtemps dans la péninsule : « Le bruit de l'évacuation opérée par une partie de l'armée à fait connaître à

192. Rapport hebdomadaire du général Digeon. Madrid, 21 juillet 1824. SHD, GR. D1-37.
193. Rapport sur l'Andalousie du 14 février au 4 avril 1826. Puerto de Santa María, 4 avril 1826. SHD, GR. D1-49.
194. Rapport sur l'Andalousie du 21 au 28 août 1827. Puerto de Santa Maria, 4 avril 1826. SHD, GR. D1-53
195. Le général Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 19 avril 1828, SHD, GR. D1-56.
196. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.,* p. 112.
197. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 12 mai 1824. SHD, GR. D1-35.

tous les partis le besoin qu'ils avaient de nous », note-t-il[198]. Au mois de novembre, durant la remise de la place de Badajoz, le gouverneur en personne tient à remercier les troupes pour l'excellente discipline et le bon esprit de la garnison « qui emportera les regrets des autorités et des habitants[199]. » Lors de l'évacuation de La Corogne, le 6 avril 1825, la municipalité ne manque pas de louer les services de la troupe pendant son séjour et rédige une lettre de remerciements imprimée et affichée après le départ des Français[200]. Le général Reiset, qui commande les troupes stationnées en Catalogne, fait remarquer une attitude bien différente de la population en fonction des places. Ainsi, à Cardona les Français sont vivement regrettés. Reiset note :

> « La présence d'une garnison de 500 hommes dont on admirait la bonne discipline et la belle tenue, répandait de l'argent dans le pays et donnait de la confiance aux partisans du repos de la province. Les détachements qui sont relevés successivement dans cette place ont constamment eu à se louer de la conduite des habitants à leur égard, les divers commandants m'en ont toujours rendu les meilleurs témoignages[201]. »

En revanche, dans la ville d'Hostalrich la nouvelle du départ des troupes de garnison semble être reçue avec satisfaction. Lors du départ de la garnison de Jaca au mois de mai de 1828, le gouverneur espagnol Juan Antonio de Courten, souligne dans une lettre la parfaite discipline des unités françaises et de leurs officiers qui « ont mérité l'estime et la considération des habitants[202]. »

Dès le premier trimestre de 1828, les bruits circulent à Pampelune à propos du départ de la garnison. « L'évacuation prochaine des troupes françaises est l'objet de toutes les conversations », note Balthazar[203]. Dans les rapports envoyés au ministère de la guerre, on tient à souligner le regret des habitants de Pampelune de voir partir les troupes françaises. Les autorités locales espagnoles montrent aussi les meilleures dispositions pour faciliter le retour en France de la garnison : « Elles ont accédé à toutes mes demandes malgré les difficultés locales avec une activité qu'on ne rencontre pas toujours dans ce pays », peut-on lire dans une lettre du 28 avril[204]. Les troupes de garnison se mettent en route le 22 avril. Les colonnes reçoivent lors de leur passage dans les villages de la Navarre un très bon accueil. En ce sens, les autorités espagnoles avaient donné

198. Lettre du général d'Arbaud Jouques, Saragosse, 24 décembre 1824. SHD, GR. D1-42.
199. PV de remise de la place de Badajoz, 12 novembre 1824. SHD, GR. D1-41.
200. Le général Tissot au ministre de la Guerre, Benavente, 23 avril 1825. SHD, GR. D1-43.
201. Le général Reiset au ministre de la Guerre, Barcelone, 18 avril 1825. SHD, GR. D1-43.
202. Lettre du gouverneur politique et militaire de Jaca, 17 mai 1828. SHD, GR. D1-57.
203. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 5 mars 1828. SHD, GR. D1-56.
204. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 28 avril 1828. SHD, GR. D1-56.

auparavant des instructions pour faciliter le logement et l'approvisionnement des soldats[205]. Le 28 avril, Balthazar rend compte au ministre de la Guerre de la totale évacuation de Pampelune et de la fin de sa mission :

> « L'évacuation de Pampelune est entièrement exécutée. Je n'ai repassé le pont de la Bidassoa, ainsi que je l'avais annoncé à VE qu'après avoir été précédé par le dernier homme de la garnison […] La remise de la place s'est faite avec les formalités et la dignité convenables. L'arrivée des troupes espagnoles dans la ville devait nécessairement développer l'expression d'un sentiment national et exciter quelques acclamations de la part du peuple. Il n'y avait rien là d'offensant pour nous ; mais je craignais que des Français n'en fussent blessés et qu'il n'en résultât du désordre tout au moins quelques propos qui troublassent, au dernier moment, la bonne harmonie qui avait régné jusque-là.
>
> J'avais donc fait reconnaître le principe que les troupes espagnoles n'entreraient qu'après le départ des français […] J'ai donc proposé au vice-roi de les introduire par la porte de secours dans la citadelle que j'occupais. Il y a consenti avec empressement. Il est allé se mettre à leur tête et est venu défiler devant nous pour se placer en bataille vis-à-vis des Français qui à leur tour ont défilé en se retirant […] une grande partie de la population s'était portée sur notre passage. Les personnes de tout âge et de toutes conditions s'y trouvaient et nous ont exprimé avec chaleur leur estime, leur bienveillance et même leur reconnaissance[206]. »

Lors de son retour en France, Balthazar se fait accompagner sur les routes de la Navarre et de la Guipuscoa par les officiers espagnols. À Saint-Sébastien, le capitaine général de Fournas invite tout l'état-major français à un dîner. « Sur toute la route les troupes françaises ont été traitées avec bienveillance et reçues avec empressement. Aucun événement, aucune réclamation n'ont eu lieu. Ainsi je trouve terminée la mission que le Roi avait daigné me confier », conclut Balthazar[207].

Le départ du corps d'occupation est un impératif pour le gouvernement français. Les régiments rentrent progressivement en France et sans grandes difficultés. Les procès-verbaux de remise des places occupées ne signalent aucun incident, et tout se déroule dans une bonne entente avec les autorités militaires espagnoles. Parfois, on constate même le bon état de la place. Ainsi, lorsqu'on évacue Lérida et Gérone en décembre 1824, le général Menadier souligne dans son rapport au ministre que ces places « ont été rendues dans un état bien plus satisfaisant qu'elles n'étaient lorsque nous en avions pris possession[208]. » Durant le premier trimestre de 1825 des ordres sont donnés pour l'évacuation de La Corogne, Santona, Vitoria, Tolosa et Saragosse. Le 1er janvier 1825, les Français quittent Bilbao. À La Corogne, le général Tissot, qui commande la place, reçoit

205. Lettre de la capitanía general de Guipuzcoa à Balthazar, Saint-Sébastien, 15 avril 1828. SHD, GR. D1-56.
206. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 28 avril 1828. SHD, GR. D1-56.
207. Balthazar au ministre de la Guerre, Pampelune, 28 avril 1828. SHD, GR. D1-56.
208. Rapport du général Menadier, Tolosa, 9 janvier 1825. SHD, GR. D1-42.

l'ordre de l'évacuer dès que possible. C'est le 6 avril, à midi, que l'on signe le procès-verbal de remise de la place[209]. La forteresse de Santona est relevée le 5 avril sans aucune réclamation[210]. La remise de la place de Vitoria se réalise le 14 avril à 6 heures du matin. En Catalogne, les places de Cardona et d'Hostalrich sont remises dès le 9 avril. En 1827, les régiments de gardes suisses au service de Ferdinand VII reviennent en France. Les troupes de Barcelone font aussi mouvement. Les procès-verbaux sont signés le 28 novembre : la place de Barcelone, la citadelle et Mont Juich sont remises aux autorités espagnoles[211]. Durant l'année 1828, les dernières garnisons partent progressivement. L'évacuation de Saint-Sébastien a lieu dans la deuxième quinzaine du mois d'avril de 1828. La dernière colonne arrive à Bayonne le 6 mai. Trois jours plus tôt est signé le procès-verbal de remise de la place et de la citadelle[212]. La place de Figuères est remise le 7 mai[213] et celle de la Seu d'Urgel le 17 juin[214]. La garnison de Jaca est évacuée le 17 mai et toute la division de Cadix fait mouvement vers la France entre les mois de juillet et de septembre[215].

L'évacuation de l'Espagne par le corps d'occupation sera partagée parmi les Espagnols. Ceux des partis modérés voient en la présence française un gage de tranquillité et de stabilité pour la monarchie. Pour les constitutionnels et les amnistiés c'est une sorte de sécurité. Néanmoins, les plus exaltés quant à eux considèrent les troupes militaires françaises comme un obstacle à leurs vengeances.

4.6. Au service de l'absolutisme

La présence du corps d'occupation en Espagne va permettre de maintenir la stabilité et la tranquillité de la monarchie. C'est le principal objectif des troupes françaises. Néanmoins la société espagnole se partage sur but réel de cette occupation. « Il est impossible de persuader aux Espagnols que depuis le 1er octobre notre rôle en Espagne est purement

209. Le ministre de la Guerre à d'Ordonneau, Paris, 6 avril 1825. SHD, GR. D1-43 ; PV de remise de la place de La Corogne. SHD, GR. D1-43.
210. PV de remise de la place de Santona. SHD, GR. D1-43.
211. PV de remise de la place de Barcelone, citadelle et Mont Juich, 28 novembre 1827. SHD, GR. D1-55.
212. PV de remise de la place et citadelle de Saint-Sébastien, 3 mai 1828. SHD, GR. D1-57.
213. PV de remise de la place de Figuères. 7 mai 1828. SHD, GR. D1-57.
214. PV de remise de la place de la Seu d'Urgel. SHD, GR. D1-57.
215. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op. cit.,* p. 93

passif », écrit Menadier le 28 juillet 1824[216]. Les plus exaltés ne cachent pas leur malaise, persuadés de la totale ingérence de la France dans les décisions du roi, notamment celles qui leur sont défavorables. Ainsi, on essaie de répandre dans toute la péninsule des bruits mensongers afin d'exciter les esprits parmi la population contre les troupes françaises, les accusant d'exercer une grande influence dans la prise des décisions. On va jusqu'à affirmer que les Français veulent restaurer la Constitution ! Même les levées de soldats sont, paraît-il, demandés par eux[217]. Fort heureusement, ces ragots ne sont pas toujours pris au sérieux par tous les habitants et n'occasionnent que des querelles ponctuelles.

Les soldats du corps d'occupation assureront le maintien de la tranquillité des villes, surtout de celles occupées, et des chemins, poursuivant les bandes de brigands. Les Espagnols en général seront fort reconnaissants de la paix retrouvée grâce à la présence française. Les volontaires royalistes, chargés aussi de jouer le rôle de la police, ne seront pas toujours de bons collaborateurs avec les commandants de place, et parfois même seront eux à l'origine de désordres.

La mise en place de régiments suisses au service de Ferdinand et de sa famille, afin d'assurer la protection rapprochée dans sa résidence et lors de ses déplacements, montrent bien à quel point le gouvernement de Paris tient à la survie et à la stabilité de la monarchie. La famille royale a toujours admiré et reconnu les excellents services de la brigade suisse. L'harmonie entre les Madrilènes et les soldats français et suisses ne sera jamais problématique, malgré quelques rixes de cabarets. Les madrilènes apprécient cette troupe et regrettent son départ de la capitale.

La publication de l'amnistie, tant demandée par la France, est une tâche difficile pour les commandants de place, car il faut constamment veiller à l'application du décret malgré parfois les réticences des autorités locales. Ils doivent assurer la protection des réfugiés rentrant en Espagne. Là encore, la mission du corps d'occupation gagne la sympathie des uns mais s'attire les foudres des autres.

Les nombreux rapports consultés mettent en exergue une disposition favorable des Espagnols à la présence et aux missions du corps d'occupation dans ce volet rendant service à l'absolutisme.

---

216. Rapport du général Menadier, Madrid, 28 juillet 1824, SHD, GR. D1-37.
217. Lettre confidentielle du général d'Orsay, Vitoria, 7 août 1824, SHD, GR. D1-37.

4.6.1. Le maintien de la tranquillité

Malgré le rétablissement de Ferdinand VII, le calme et la trêve ne sont pas au rendez-vous dans la péninsule. Les efforts du duc d'Angoulême pour réconcilier les esprits des deux partis et faire émerger une saine fraternité entre les Espagnols demeurent utopiques. Lorsqu'il laisse une partie de son armée aux mains du général Bourmont pour assurer l'occupation des points stratégiques de l'Espagne, le pays se trouve encore en pleine convulsion. La mission que doit réaliser le corps d'occupation ne semble différer beaucoup de celle de l'armée d'expédition, dès lors qu'il s'agit de maintien de l'ordre. Bien entendu, dans ce nouveau scénario, il n'y a plus de confrontation armée entre constitutionnels et royalistes, mais les vainqueurs ont les moyens de rayer leurs ennemis de la carte d'Espagne. Il suffit de lire le récit que fait le munitionnaire Ouvrard lors de son voyage de retour en France, pour comprendre l´état dans lequel se trouve l'Espagne :

> « Quelque rapide que fût ma marche, elle ne put me dérober l'affligeant spectacle que présentaient les lieux que je traversais ; il était facile de reconnaître que l'enthousiasme qui avait accueilli nos troupes, avait fait place à des dispositions hostiles dans les deux partis. La plupart des villes étaient livrées aux fureurs de l'anarchie ; le parti triomphant se rassasiait de vengeances ; jamais pays n'avait offert un aspect plus déplorable. Dans les villes, des habitations désertes offrant les traces du pillage, des potences dressées, des prisons remplies, une populace enguenillée poussant des cris sinistres, des autorités spectatrices ou complices des excès, et toujours impuissantes pour les arrêter. Dans les campagnes, des malheureux fugitifs, des paysans soulevés, des champs incultes ; voilà ce qui frappait les regards du voyageur. Tel était l'état d'une nation qui aurait pu être sauvée par l'ordonnance d'Andujar ; tel était le résultat définitif d'une intervention opérée, disait-on, pour le salut et la pacification de l'Espagne[218]. »

Le maintien de la tranquillité est l'un des principaux enjeux des autorités françaises lors de l'occupation de l'Espagne. Les habitants de ce pays sont accoutumés « à marcher et à vivre sans ordre et sans argent », affirme Villèle en juillet 1823. Lorsque la présence d'un corps d'occupation commence à prendre forme, la question de la sécurité publique est soulevée. Le 20 octobre, Villèle communique au duc d'Angoulême quelques accords obtenus du roi, qui accepte que dans les villes occupées par le corps d'occupation, « la police et le maintien du bon ordre soient confiés aux chefs militaires français et que, dans aucun cas, ils ne servent d'instrument ni aux vengeances ni aux réactions[219]. » Le 27 octobre, dans une lettre adressée à Villèle, le marquis de Talaru écrit :

---

218. OUVRARD, Gabriel-Julien, *op. cit.,* deuxième partie, p. 324.
219. VILLELE, Joseph de, *op. cit.*, tome IV, Villèle à Angoulême, Paris, 20 octobre1823, p. 471.

> « Le premier besoin qu'éprouve l'Espagne est celui de l'ordre et de la tranquillité ; il faut que son gouvernement se consolide, qu'il recompose son armée et rétablisse ses finances. Mais pour cela tous les Espagnols sentent la nécessité de la protection de l'armée française ; les ministres espagnols la demandent, et ce besoin est si impérieux qu'il faut taire tout amour-propre national, qui répugne toujours à une protection étrangère. Il faut indispensablement que l'armée française maintienne assez complètement l'ordre dans ce pays pour que le gouvernement, tranquille sur sa propre sûreté, puisse s'occuper de ses autres intérêts[220]. »

La présence des troupes françaises dans les points stratégiques de la péninsule continue à atténuer, durant le dernier trimestre de 1823, le nombre des représailles et vexations. L'accord signée pour la permanence d'un corps d'occupation de sorte à assurer la stabilité du nouveau gouvernement de Ferdinand VII, prévient en quelque sorte de l'arrivée d'une nouvelle révolution et rassure d'autre part, les constitutionnels qui, malgré tout, continuent à être des victimes. Aux troubles résultant de la haine des exaltés royalistes vient s'ajouter l'insécurité causée par les nombreuses bandes de brigands qui pullulent le long des chemins, ainsi que par les abus de pouvoir exercés par les volontaires royalistes, assoiffés de vengeance. Le corps d'occupation continue donc d'endosser le rôle de la maréchaussée si cher au duc d'Angoulême.

4.6.1.1. Les bandes de brigands

L'Espagne à la fin de l'année 1823 n'a pas bonne mine. Le retour de l'absolutisme en la personne de Ferdinand VII n'améliore pas la situation du pays, toujours en pleine crise politique et avec des finances presque inexistantes. La perte du monopole du commerce en outre-mer n'a fait qu'aggraver une situation économique déjà chaotique. En plus, l'enlisement dans la guerre contre les troupes d'Angoulême et le licenciement des troupes constitutionnelles a jeté dans les rues de nombreux soldats qui se retrouvent sans rien pour vivre. C'est dans ce contexte que prolifèrent les bandes de brigands à travers toute la péninsule.

La sécurité des routes devient alors un élément clé pour l'armée d'occupation. Lors de la signature de la convention, on tient à donner à la Gendarmerie française une mission de vigilance et de contrôle du territoire. C'est dans cet esprit qu'est rédigé le cinquième article[221]. Ainsi les gendarmes non seulement surveillent les places et les garnisons de

220. VILLELE, Joseph de, *op. cit.*, tome IV, Talaru à Villèle, Cordoue, 27 octobre1823, p. 482.
221. *Gaceta de Madrid*, 12 octobre 1824.

l'armée française, mais aussi toutes les grandes lignes de communication du pays. Ils ont la prérogative d'arrêter tout citoyen, peu importe la nationalité, et n'ont pas le devoir de les présenter aux autorités espagnoles. Celles-ci, en revanche, civiles ou militaires, sont tenues de prêter main-forte aux gendarmes en cas de nécessité.

C'est surtout durant l'année 1824 qu'on remarque, dans les rapports des chefs de division du corps d'occupation, de nombreuses références à ces bandes. Par exemple, on sait que, en Galice, malgré une certaine tranquillité, leur présence devient préoccupante. Dans son rapport du 5 mai, le général Menudier raconte comment, dans un village entre Santiago et La Corogne, une trentaine de bandits vole à un riche propriétaire son argent et son argenterie. Une semaine plus tard, quelques voyageurs, parmi lesquels se trouve un Français, sont arrêtés entre Lugo et Batanzos : « on les battit, et on leur prit tout ce qu'ils possédaient[222]. » Les voleurs se montrent sur les routes, dépouillent leurs victimes, et partent aussitôt se cacher dans la montagne. Pour les contrer, les troupes espagnoles sont parfois amenées à prêter main-forte aux troupes françaises à poursuivre et à neutraliser ces bandes, mais les habitants ne sont pas toujours rassurés de voir apparaître leur armée, car ils « semblent craindre que ce soit un nouveau renfort pour les voleurs, plutôt qu'une garantie contre leurs attaques », peut-on lire dans un rapport[223].

En Catalogne, les problèmes sont beaucoup moindres, si l'on en croit les rapports du général Maringoné. Au mois de juin, les vols semblent avoir cessé dans les campagnes, les routes sont également sûres et la tranquillité règne dans toute la Catalogne. « La partie de cette principauté occupée par les troupes françaises peut être comparée à un de nos départements les plus paisibles », écrit-il le 5 juin. La seule menace semble être la disette, mis à part cela les habitants sont en bons termes avec les troupes de la division[224].

Les rapports du général d'Orsay, commandant la division du Haut Èbre soulignent les troubles dans les vallées, notamment celle de Roncevaux, qui a été le théâtre de désordres. À Tolosa et Pampelune, on commence à déceler la présence de brigands[225]. En 1826, l'action des délinquants est stoppée sur la route principale vers la France qui devient plus sure : « on n'entend plus parler des voleurs, il n'en est pas de même dans le midi, en

222. Rapport général du 5 mai 1824, du général Menadier, chef d'état-major de l'armée d'occupation. SHD, GR. D1-35.
223. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 12 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
224. Rapport du général Maringoné, Barcelone, 5 juin 1824. SHD, GR. D1-35.
225. Rapport du général d'Orsay, Vitoria, 30 mai 1824. SHD, GR. D1-35.

Andalousie et vers Valencia et Murcie », écrit le général d'Arbaud Jouques dans une missive adressée au ministre de la Guerre[226]. En effet, les nouvelles qui viennent du sud sont inquiétantes, des contrebandiers sévissent en Andalousie, des bandes se trouvent aux environs de Ronda. Pour les réduire à néant, le gouverneur désigne le général Quesada, capitaine général de Séville[227].

Si les troupes de garnison, et en particulier la gendarmerie, doivent faire face à ce type de délinquants, elles ne sont pas les seules. Les unités de volontaires royalistes sont aussi les garantes de l'ordre. Cependant, la réalité sera bien différente, du moins pendant les premières années de l'occupation. La présence de ces milices sera bien souvent un véritable casse-tête pour les autorités françaises, qui devront rester en permanence vigilantes afin de contrôler toute initiative ou excès de leur part.

4.6.1.2. Les volontaires royalistes

Une des difficultés majeures que doivent surmonter les chefs des divisions françaises consiste à faire face aux actions arbitraires des volontaires royalistes ; il faut en effet leur faire respecter les décisions du roi. Créées en principe pour maintenir la sécurité et la tranquillité, notamment dans les villages, ces volontaires outrepassent souvent leurs compétences et, paradoxalement, sont parfois à l'origine de désordres. Nous n'avons pas trouvé de témoignages des volontaires de ces milices, cependant les rapports des autorités françaises sont assez précis et nous donnent une idée de l'animosité qui règne parfois entre ces Espagnols royalistes et les troupes de garnison.

Un très grand nombre de rapports des commandants de place critiquent l'attitude revancharde des volontaires qui se livrent à tout type d'excès. Pendant l'été 1824, dans la ville Burgos, ils menacent directement les habitants (ceux qui sont considérés comme Negros) et caillassent même plusieurs maisons. Des faits similaires ont lieu à quelques kilomètres d'Aranda[228]. À Saragosse, le 2 août, un attroupement de volontaires royalistes armés dans plusieurs places alerte la garnison française qui doit alors se rendre sur place pour dissoudre un rassemblement. Des mesures sévères sont prises et, par un ordre du jour, on interdit désormais les réunions dans les places publiques ou dans les rues ainsi

226. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 30 janvier 1826. SHD, GR. D1-48.
227. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 28 mai 1826. SHD, GR. D1-49.
228. Rapports du général Menadier, Aranjuez, 16 juin 1824 et Madrid, 28 juillet 1824. SHD, GR. D1-37.

que le port d'armes à feu ou d'armes blanches en dehors du service. En Catalogne, les vols et les assassinats sont plus fréquents que jamais, note Reiset. Le 6 mars 1825. à Tarragone les volontaires commettent toutes sortes d'excès, allant même jusqu'à tuer deux jeunes frères, dont le père passe pour constitutionnel, ainsi qu'un Suisse de la garnison de Mataró[229]. Au mois de juillet, quelques miliciens royalistes de Bilbao, Vitoria et Tolosa, mécontents du changement du ministre de la Guerre, se livrent à des excès, désordres et vexations[230]. En décembre, les volontaires royalistes de la petite ville de Reus insultent et menacent publiquement toutes les personnes qui ne partagent pas leurs opinions[231].

A ces vengeances contre les troupes de garnison françaises orchestrées par le parti exalté se joignent parfois bien volontiers les corps royalistes. Le général Digeon communique au ministre, le 15 septembre 1824, les vexations faites par un groupe de paysans à cinq soldats à Aranda de Duero. L'embuscade n'est pas fortuite, semble-t-il : « on a tout lieu de croire que cette attaque contre nos gens, était un véritable guet-apens prémédité entre les volontaires royalistes d'Aranda et quelques habitants de la petite ville de Reus qui est fort mal disposée à notre égard », précise-t-on dans le rapport[232]. Les étincelles entre les volontaires royalistes et les troupes de garnison sont aussi souvent le fait des soirées trop arrosées dans les cabarets. Le 16 janvier 1825, à Saragosse, un caporal et un fusilier du 11e de ligne sont blessés à coups de sabre et de couteau[233].

Lorsque, par décision royale, on prescrit le désarmement de ces corps, les ordres du roi ne semblent pas être exécutés de manière uniforme sur tout le territoire. Dans la province de la Rioja, une trentaine de jeunes gens de la ville de Haro, refusent de déposer leurs armes et se réfugient dans les montagnes. « Ils ne paraissent point avoir d'ecclésiastique à leur tête et ne commettent aucune exaction », précise une lettre confidentielle émanant des forces de l'ordre. Franchet d'Esperey, directeur de la police, sollicite du ministre de la Guerre l'augmentation de la force publique pour faire cesser les désordres dans toute la province[234]. À Aranda, non seulement ils ne sont pas désarmés, mais encore, le commandant de la place continue l'organisation de ces corps : « […] ils se sont réunis le 5 mai pour redemander leurs armes, et […] il est à craindre qu'on ne les leur refuse pas[235]. »

229. Le général Reiset au ministre de la Guerre, Barcelone, 6 mars 1825. SHD, GR. D1-43.
230. Le général De Broglie au ministre de la Guerre, Pampelune, 6 juillet 1825. SHD, GR. D1-45.
231. Rapport confidentiel du général Reiset au ministre de la Guerre, 4 décembre 1825. SHD, GR. D1-47.
232. Rapport du général Digeon, Madrid, 15 septembre 1824. SHD, GR. D1-38.
233. Rapport du 21 janvier au 1er février 1825, Vitoria, CEM, 1er février 1825. SHD, GR. D1-42.
234. Lettre du directeur de la police au ministre de la Guerre, Paris, 4 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
235. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 12 mai 1824. SHD, GR. D1-35.

Dans la province de Murcie, ces troupes se livrent à des vols : un nommé Marin et sa bande enlèvent à une dame de Sainte-Lucie un troupeau de 400 bêtes. L'intervention du gouverneur Mebot auprès du commandant militaire de Murcie pour les priver des armes n'aboutit pas. En effet, ce dernier ne peut opérer ce désarmement « attendu que ces compagnies royalistes étaient employées par ordre du capitaine général de Valence[236]. »

Dans certains cas même, au lieu de désarmer les volontaires, on cherche à grossir leurs rangs. C'est le cas à Roa, sur le Duero, où deux nouvelles unités sont formées. Parfois on trouve à la tête des compagnies de royalistes des ecclésiastiques, qui étaient d'anciens officiers[237]. L'indiscipline de ces milices est souvent à l'origine de graves problèmes. Par exemple, le dimanche 16 mai, à Vitoria, un milicien en uniforme se présente devant la sentinelle qui surveille la résidence du général français et commence à proférer des insultes et menaces contre lui, le général et les Français. L'affaire se termine mal : « Il y mit un tel acharnement que le factionnaire après l'avoir inutilement invité à se retirer, se crut autorisé à faire usage de son arme et l'étendit mort », lit-on dans une lettre confidentielle du directeur de la police[238]. Dans le rapport sur les troubles à l'ordre public à Saint-Sébastien, outre l'assassinat du fils du négociant Alexandre Burgué, on découvre la mort tragique de l'ordonnance du général Higonet, assassiné à coups de bûche dans un cabaret « par des ouvriers qu'on assure appartenir à la milice nouvellement organisée à Saint- Sébastien[239]. » Dans son rapport du 15 septembre, le général Digeon rend compte de l'augmentation à Madrid des volontaires avec un bataillon « composé de tout ce qu'il y a de plus vil et de plus misérable dans la population[240]. » Mais ce sont souvent dans les rangs inférieurs que se trouvent les gens turbulents qu'il faut surveiller. Les chefs sont généralement choisis parmi l'élite ; c'est le cas des volontaires de Gérone, dont le chef de bataillon est un propriétaire aisé, considéré et ancien militaire, et les officiers sont les hommes les plus distingués de la ville. À partir de 1826, les volontaires royalistes augmentent au détriment de l'armée de ligne et semblent avoir plus de pouvoir. On les voit même à Chiclana se promener avec des armes, alors qu'autrefois cela leur était défendu. On remarque pendant ces années une organisation de ce corps dans toute la péninsule. Dans la Catalogne, c'est le comte de Villemur qui s'occupe activement de cette

236. Rapport général du 5 mai 1824, du général Menadier, chef d'état-major de l'armée d'occupation. SHD, GR. D1-35.
237. Lettre du général Digeon au ministre de la Guerre, 12, mai 1824. SHD, GR. D1-35.
238. Le directeur de la police au ministre de la Guerre, Paris, 27 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
239. Le directeur de la police au ministre de la Guerre, Paris, 27 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
240. Rapport du général Digeon, Madrid, 15 septembre 1824. SHD, GR. D1-38.

tâche. À Barcelone on projette même la création de deux bataillons « formés de sujets près de la noblesse, le commerce… » : « Je ne manquerai d'ailleurs d'aucun renseignement sur la composition de cette troupe et la surveillerai », écrit le général Reiset dans son rapport au ministre de la Guerre[241]. Toutefois, il s'oppose à la formation de ces unités, conduite qui est approuvée par le ministère. Le 19 juillet 1827, le ministre de la Guerre écrit au baron de Damas pour lui rendre compte d'un « développement progressif » des volontaires royalistes et sur l'importance d'arrêter ces unités dans les places occupées par les troupes françaises. Le ministre des Affaires étrangères prend rapidement les mesures nécessaires : « J'ai chargé monsieur le comte Beaurepaire de faire à ce sujet des représentations confidentielles au gouvernement espagnol et de l'engager à suspendre, sur les points occupés par les troupes françaises, la formation d'une milice dont la présence au milieu de nos garnisons ne pourrait être tolérée sans de graves inconvénients[242]. » Leur organisation sera finalement acceptée mais sans armes.

La « gestion » des volontaires royalistes devient rapidement une tâche ingrate pour le commandement français qui doit souvent se quereller avec les autorités locales pour obtenir l'application des ordres. Ainsi, lorsque la mairie de Barcelone demande la formation et l'armement des volontaires, le général Digeon s'oppose catégoriquement : « la tranquillité de Barcelone est assurée par nos soins », fait-il valoir[243]. Dans un rapport confidentiel sur la situation politique de cette place, le général Reiset signale l'apparition de quelques proclamations qui incitent les volontaires royalistes à ne pas se laisser désarmer, et qui prêchent aussi l'union pour chasser les Français[244]. Dans la Navarre le désarmement semble presque impossible, presque tous les habitants sont armées, leurs compagnies font la police et mènent des investigations sévères sur tous les inconnus qui se présentent[245]. À Saint-Sébastien, malgré les promesses des autorités, le désarmement ne s'effectue pas. D'ailleurs, lorsqu'on veut remplacer les volontaires royalistes par les Tercios dans la province de Guipuscoa, le commandant de la place interdit l'exécution[246].

À l'opposition des autorités françaises à la formation de ces corps s'ajoute aussi parfois celle des habitants. Par exemple, à Cadix la population n'est pas favorable à la présence

241. Le général Reiset au ministre de la Guerre, Barcelone, 12 avril 1827. SHD, GR. D1-53.
242. Le baron de Damas au ministre de la Guerre, Paris, 6 août 1827. SHD, GR. D1-
243. Rapport hebdomadaire du général Digeon, Madrid, 18 août 1824. SHD, GR. D1-54.
244. Rapport confidentiel du général Reiset, Barcelone, sans date. SHD, GR. D1-42.
245. Lettre de Broglie au ministre de la Guerre, Pampelune, 21 mai 1825. SHD, GR. D1-45.
246. Lettre du général Duplessis au ministre de la Guerre, Saint-Sébastien, 5 août 1825. SHD, GR. D1-45.

de volontaires royalistes, d'une part à cause de leur ultra-absolutisme et d'autre part parce que ces unités sont financées par les deniers municipaux[247]. De plus, peu d'entre eux désirent y prendre part. Le général Digeon informe le ministre de la Guerre du faible effectif des candidats : « sur une population de 60 000 âmes qui avait fourni 6 000 volontaires constitutionnels, 60 hommes seulement se sont présentés, la plupart n'offrant aucune garantie », lit-on dans la correspondance[248]. Butrón Prida précise la formation de ce corps en décembre 1828, après l´évacuation de la place. Leur existence n'était jusqu'alors que vérifiable sur papier[249]. Dans la province de Guipuscoa les volontaires ne sont pas bien vus, semble-t-il, car ils sont opposés aux Fueros.

Les volontaires royalistes semblent occuper de plus en plus la place réservée à l'armée. Des pamphlets écrits à leur intention, mais prohibés rapidement par le roi, proposent même de supprimer l'armée régulière et de doter les miliciens de toutes les armes nécessaires. Même le ministère de la guerre envisage d'augmenter ces corps et de s'en servir comme troupes de ligne. On ne tarde pas à nommer un inspecteur général dans la personne du général Carvajal, capitaine général du royaume de Valence. La préoccupation des autorités françaises est certaine. Le général d'Arbaud Jouques note : « voilà les volontaires royalistes remis dans la dangereuse situation où ils étaient en 1824[250]. » Le 19 mars 1826, dans une correspondance au ministre de la Guerre, le chef de la brigade française informe d'un plan adopté par le parti dit de Bessières ou Carliste. On y parle de l'augmentation du nombre de volontaires royalistes et des moyens pour y parvenir ainsi que de la diminution des effectifs de l'armée. Les Français y sont aussi visés : « on cherchera aussi à semer la zizanie entre les troupes et l'habitant et les Français, afin que si l'on ne peut obtenir leur rentrée en France, ou leur adhésion à ce plan, ils ne puissant nuire à son exécution[251]. » Dans les provinces basques le remplacement de l'armée de ligne par les volontaires royalistes fait naître une alarme sérieuse. À Zamora, a lieu une querelle entre les volontaires et les militaires d'un régiment de cavalerie de Santiago, 1º de ligne, qui se solde par des morts et des blessés[252]. À Alicante, le consul russe se fait insulter par les volontaires royalistes sans que le gouverneur n'intervienne. Le général

247. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.,* p. 45-46.
248. Rapport du général Digeon, Madrid, 24 novembre 1824. SHD, GR. D1-41.
249. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.* p. 48.
250. Lettre du général d'Arbaud Jouques au ministre de la Guerre, El Pardo, 26 février 1826. SHD, GR. D1-48.
251. Lettre du général d'Arbaud Jouques au ministre de la Guerre, Madrid, 19 mars 1826. SHD, GR. D1-48.
252. Lettre du général d'Arbaud Jouques au ministre de la Guerre, Aranjuez, 23 avril 1826. Rapport du maréchal de Castellane, Puerto de Santa María, 5 mai 1826. SHD, GR. D1-49.

d'Arbaud Jouques qui rapporte les faits au ministère, écrit à propos de ces milices : « [Ce sera] sera toujours une chose dangereuse pour l'autorité royale. C'est une force révolutionnaire[253]. » Une autre querelle éclate à Séville entre les troupes de ligne et les volontaires lors de la procession de la fête Dieu. Le général de Las Amarillas doit lui-même intervenir pour calmer l'affaire. « La procession s'est dispersée et le cardinal archevêque qui portait le saint sacrement a été obligé de rentrer à l'église », note d'Arbaud Jouques dans un rapport du 18 juin[254]. D'autres scènes aussi malheureuses ont lieu à Tortose, où 400 volontaires royalistes armés essayent de prendre la ville. Dans le village d'Olot, ils s'emparent de manière virulente de toutes les cartouches de la garnison, lit-on dans une correspondance du 12 septembre. Dans la place de Figuères, les milices donnent aussi du fil à retordre au commandement français : « j'ai fait plusieurs rapports à ce sujet, même demandé leur désarmement et cette milice existe toujours avec son mauvais esprit », écrit le commandant supérieur de la place[255]. Les renseignements qui émanent de la police montrent aussi la crainte qu'ils inspirent. Ainsi, dans la note confidentielle adressée au ministre de la Guerre par le directeur de la police, on peut lire : « les volontaires royalistes, loin d'être disposés à agir contre les mécontents, semblent généralement prêts à s'associer à eux[256]. »

Lorsque le corps d'occupation commence à faire mouvement vers la France, on remarque curieusement la présence des volontaires royalistes pour saluer le départ. Ainsi, lorsque la brigade française passe par Miranda, les miliciens forment une garde d'honneur de 50 hommes dans le logement du général d'Arbaud Jouques : « je leur en témoigne toute ma reconnaissance et je les renvoyais », écrit-il[257]. À Burgos, un détachement de volontaires royalistes à cheval vient à sa rencontre.

Á part la lutte contre les brigands des routes, les voleurs et les assassins, le corps d'occupation doit aussi veiller à contrôler et surveiller les volontaires royalistes et protéger la population contre leurs excès. La famille royale bénéficie aussi d'une protection plus personnelle. On détache une brigade suisse à Madrid pour assurer sa tranquillité et sa sécurité.

253. Lettre du général d'Arbaud Jouques au ministre de la Guerre, Aranjuez, 11 juin 1826. SHD, GR. D1-49.
254. Lettre du général d'Arbaud Jouques au ministre de la Guerre, Aranjuez, 18 juin 1826. SHD, GR. D1-49
255. Le commandant supérieur de Figuères au général d'Arbaud Jouques, Figuères, 14 août 1827. SHD, GR. D1-54.
256. Lettre confidentielle du directeur de la police au ministre de la Guerre, Paris, 24 août 1827. SHD, GR. D1-54.
257. Lettre du général d'Arbaud Jouques au ministre de la Guerre, Vitoria, 4 février 1827. SHD, GR. D1-52.

4.6.2. La sécurité de la famille royale

Avec l'occupation de l'Espagne et la présence des troupes du duc d'Angoulême à Madrid, la Régence se penche aussitôt sur la future protection de Ferdinand VII et envisage un modèle similaire à celui adopté par les rois de France : les régiments suisses. C'est du moins ce qu'Angoulême expose à Villèle le 22 juin 1823 sur les intentions de la Régence d'obtenir la cessation temporaire de quelques forces suisses qui se trouvent au service de la France. Le chef de l'armée des Pyrénées ne néglige pas cette possibilité : « Comme je sais que vous n'étiez pas éloigné de cette idée, dont vous m'avez parlé à mon départ, je n'ai pas rejeté cette ouverture », écrit-il[258]. Le 2 juillet, la demande arrive à Paris et on sollicite la cession pour deux ans de trois régiments suisses en s'engageant à respecter les accords signés par la France et les Cantons Suisses au sujet de l'organisation et de l'emploi de ces troupes étrangères[259]. Pour Villèle, quoi qu'il en soit, suite à la politique déployée pour le rétablissement du roi d'Espagne au pouvoir, la sécurité de la famille royale s'avère nécessaire. Il faut donc prêter les régiments requis. Il est vrai que l'armée espagnole ne semble pas être en mesure d'assurer sereinement cette tâche et que l'organisation d'une garde royale espagnole pose problème, comme le note Angoulême :

> « Vous me parlez de l'organisation d'une garde royale espagnole. Mais 1º les éléments sont trop mauvais pour rien faire de bon ; il en est de même pour une gendarmerie, qui nous serait si utile, mais il serait impossible de bien la composer ; 2º il faudrait que je formasse moi-même cette garde par un officier général que j'en chargerais ; mais ils ne le veulent pas ; ils veulent avoir l'argent, former eux-mêmes avec toutes leurs catégories, et ils ne formeront jamais rien de bon. Le mieux sera encore de licencier leur armée et de leur faire prendre un corps de Suisses, ou autres étrangers, à leur solde[260]. »

Dans la convention signée entre la France et l'Espagne pour le maintien d'un corps d'occupation, il est prévu que le quartier général de l'armée française soit établi à Madrid ou dans les environs, de façon à ce que leur commandant en chef puisse s'y entretenir régulièrement avec le gouvernement espagnol. Dans l'accord pour son extension jusqu'au 1er janvier 1825, on précise dans son premier article qu'une division française prendra

258. VILLELE, Joseph de, *op. cit.,* tome IV, Angoulême à Villèle, Madrid, 22 juin 1823, p. 118.
259. AMAE, CP, Vol. 722, f. 139-141. Cité par GONZÁLVEZ FLÓREZ, Roberto, *op. cit.,* p. 144.
260. VILLELE, Joseph de, *op. cit.*, tome IV, Angoulême à Villèle, Madrid, 5 juillet 1823, p. 197.

garnison dans la capitale ou ses alentours afin d'y préserver, en collaboration avec l'armée espagnole, le maintien de la tranquillité[261]. Une dernière convention sera signée le 10 décembre 1824 dans laquelle on réduit presque de moitié le corps d'occupation. Dans son article 3, il est mentionné la présence d'une brigade suisse, formée par deux régiments, qui devra séjourner à Madrid ou dans la résidence où se trouve le roi pour assurer sa sécurité conjointement avec les corps de gardes espagnols[262]. Le 5 janvier 1825, le maréchal comte de La Loyere arrive dans la capitale pour y prendre le commandement de la brigade.

En effet, le gouvernement de Louis XVIII est toujours sensible à la protection du monarque espagnol. Les rapports qu'il reçoit des troupes assurant la protection de Ferdinand VII ne sont pas rassurants. Le général Digeon, dans une note sur la situation dans la péninsule écrit : « une des points principaux est celui qui concerne l'organisation des gardes du corps de S.M.C. et de la garde royale : l'état de ce que j'ai vu de ces différentes troupes est loin de pouvoir inspirer aucune espèce de confiance et de sécurité : le duc de l'Infantado, chargé depuis 8 mois de cette organisation, n'y entend rien[263]. » Les compagnies d'élite françaises de la division de Madrid, sous les ordres du général d'Ordonneau, suppléent comme elles le peuvent à la sécurité du roi. Leur fidélité n'est pas discutable et Ferdinand ne manque pas de témoigner par écrit sa satisfaction pour le zèle et le service assurés. Le comte d'Ofalia est chargé de transmettre au chef du corps d'occupation le message du roi, qui souligne : « l'excellente conduite des gardes du corps français, ainsi que des sentiments d'attachement qu'ils ont montrés pour sa personne et sa famille pendant tout le temps qu'ils ont été chargés de la garde des Bourbons régnant en Espagne[264]. »

L'année 1824 est particulièrement trouble et une certaine animosité envers le roi et ses proches se fait parfois sentir dans l'esprit public. Les révolutionnaires, les mécontents, ne ratent pas une occasion de dénigrer la famille royale. À Saragosse, fin avril, des placards injurieux sur la famille royale circulent dans la ville, ce qui provoque des représailles de la part des royalistes, lit-on dans un rapport du général Menadier[265].

261. *Gaceta de Madrid*, 12 octobre 1824.
262. *Gaceta de Madrid*, 28 décembre 1824.
263. Note sur la situation des affaires en Espagne. Madrid, 9 juin 1824. SHD, GR. D1-35.
264. Lettre du comte d'Ofalia au commandant en chef du corps d'occupation. Aranjuez, 12 juin 1824. SHD, GR. D1-35.
265. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 12 mai 1824. SHD, GR. D1-35.

Ferdinand VII est sensible à l'attachement des gardes suisses et à l'excellence du service qu'ils fournissent. Ils accompagnent le roi partout en veillant à sa sécurité et à celle de la famille royale. Il ne manque point une occasion pour témoigner sa reconnaissance. Le 12 février 1825, il exprime, par l'intermédiaire du général de La Loyere, sa satisfaction pour la bonne conduite et la bonne discipline des troupes[266]. En janvier 1826, le général d'Arbaud Jouques fait savoir au ministère que le roi « en toute occasion témoigne une confiance sans borne en la brigade suisse et je dirai même une prédilection marquée[267]. » À la fin du mois, il souligne encore : « le roi est fort content et ne perd jamais une occasion de nous le dire[268]. » Il n'est pas étonnant donc d'entendre le roi souligner, devant la cour, les services rendus par les Français et les Suisses « toujours prêts », notamment après leur intervention pour éteindre un incendie dans la rue du Prado[269]. Lors de la préparation de la fête à son intention, il tient à visiter la caserne des suisses où le colonel Bouteux a fait ériger un très bel obélisque[270]. En septembre 1826, lors de sa visite à Ségovie, le roi s'arrête à l'hôpital et s'entretient, en particulier, avec les soldats suisses. Sa Majesté, écrit le général d'Arbaud Jouques, « a daigné adresser la parole à plusieurs et les a recommandés fortement à la supérieure des sœurs de la charité[271]. »

Les rapports envoyés à Paris par le commandant de la brigade suisse sont une mine de renseignements, non seulement sur la vie quotidienne de la famille royale mais aussi sur différents aspects politiques et militaires ayant cours dans la capitale espagnole. Pendant l'année 1825, la tranquillité semble être de mise à Madrid et les relations avec les habitants sont bonnes. Seul subsiste un mécontentement général, à cause de la pénurie, qui fait tenir à certains officiers espagnols des propos déplacés envers les Français entrés au service de l'Espagne et qui jouissent de quelques privilèges[272]. Ce n'est pas là le fait de la haine mais plutôt de la jalousie. En général, la bonne entente se fait sentir : « Nous vivions toujours dans la plus parfaite harmonie et amitié avec toute la garde royale et les troupes espagnoles », précise un rapport au début de 1826[273]. En outre, tous les efforts sont faits par le commandement français pour laisser une bonne image. Ainsi, lorsque dans la nuit du 28 mars se produit un incendie dans quelques maisons de la rue du Prado,

266. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 14 février 1825. SHD, GR. D1-42.
267. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 15 janvier 1826. SHD, GR. D1-48.
268. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 30 janvier 1826. SHD, GR. D1-48.
269. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 30 mars 1826. SHD, GR. D1-48.
270. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 31 mai 1826. SHD, GR. D1-49.
271. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 13 septembre 1826. SHD, GR. D1-51.
272. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 1 décembre 1825. SHD, GR. D1-47.
273. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 15 janvier 1826. SHD, GR. D1-48.

ont y détache rapidement plusieurs compagnies pour sauver le quartier des flammes. « Arrêter le progrès de l'incendie, cela améliorera l'esprit public en notre faveur », lit-on dans le rapport[274]. Lors des fêtes religieuses le commandement tient aussi à faire acte de présence. Les soldats suisses catholiques visitent alors, en tenue mais sans armes, les églises voisines des casernes à Madrid et à Aranjuez. Une décision que le général d'Arbaud Jouques croit nécessaire « dans un pays très religieux, mais où aussi les fanatismes remplacent la bonne religion et ou la malveillance se servirait du prétexte de notre peu de religion pour exciter le peuple contre nous », se justifie-t-il[275]. De même, la brigade célèbre la fête du roi Ferdinand avec beaucoup de pompe et d'enthousiasme dans ses cantonnements : « nous y avons contribué en faisant comme la garde royale espagnole. » Les officiers suisses sont invités par leurs homologues de la garde royale, et le général d'Arbaud Jouques ainsi que son état-major dînent chez le comte d'Espagne[276]. À son tour, le chef de la brigade suisse invite chez lui les hautes autorités espagnoles lors de la célébration de la fête du roi de France. Toutefois, toutes les célébrations ne sont pas les bienvenues. Par exemple, on évite de faire acte de présence aux commémorations du 2 mai. Le chef de la brigade préfère y voir seulement les officiers suisses :

> « […] le suprême conseil de guerre m'a fait une invitation pour que j'assiste avec les officiers de la brigade à un service solennel qui a lieu aujourd'hui à Madrid pour les personnes mortes pour la cause royale dans la révolution. J'ai donné l'ordre au colonel Bleuler d'y aller avec ses officiers mais j'ai refusé toute invitation qui aurait rapport aux événements de la guerre de l'Indépendance comme celle pour les victimes du 2 mai parce que je crois que des Français ne doivent pas convenablement y paraître, tandis que nous sommes convenablement aux cérémonies qui ont rapport à une révolution que la glorieuse campagne de 1823 a détruite[277]. »

Même lorsqu'il est question de rentrer en France, le ministère donne les ordres nécessaires pour éviter d'importuner les habitants : « l'intention du Roi étant que les populations sur la route que vous allez parcourir ne soient en rien souillées par suite de votre mouvement », peut-on lire dans une lettre ministérielle[278].

La bienveillance envers la brigade française au service du roi est particulièrement notable lorsqu'il est question de voir la rentrer en France. Le général d'Arbaud Jouques témoignage de l'importance de sa présence pour la plupart des Espagnols :

---

274. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 30 mars 1826. SHD, GR. D1-48.
275. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 11 mai 1826. SHD, GR. D1-49.
276. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 31 mai 1826. SHD, GR. D1-49.
277. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 27 novembre 1826. SHD, GR. D1-51.
278. Le ministre de la Guerre au général d'Arbaud Jouques, Paris, 4 janvier 1827. SHD, GR. D1-52.

> « Il a circulé ces jours à Madrid des bruits sur le départ de l'armée d'occupation, il y avait quelques personnes à qui cette nouvelle faisait plaisir, mais la grande majorité et surtout les Espagnols, vraiment dévoués au roi en étaient consternés car malgré l'orgueil national les personnes qui raisonnent dans l'intérêt de l'Espagne nous regardent comme la seule garantie de la tranquillité et de leur sûreté personnelle[279]. »

L'attachement des Espagnols aux troupes françaises s'est manifesté à maintes reprises. Ainsi, le 11 juin 1826, deux paysans se jettent dans le Tage pour porter secours à un soldat du 2e régiment suisse qui avait été emporté par la violence des eaux. Le colonel Bouteux récompense ces civils[280].

Le général d'Arbaud Jouques a toujours souligné dans les ordres de la brigade la satisfaction de sa troupe quant aux bonnes relations avec la population locale. Dans l'ordre du 27 novembre 1826, il témoigne sa reconnaissance au 2e régiment et à ses officiers pour la bonne harmonie maintenue avec les militaires espagnols et les habitants. C'est grâce à cette attitude, écrit-il, que la brigade « a conquis l'estime et l'attachement des militaires et des habitants, et la bienveillance que S.M.C. a si souvent manifestée en général[281]. »

L'année 1826 se déroule paisiblement dans tous les cantonnements de la brigade suisse. Toutes les notes envoyées au ministère de la Guerre signalent l'absence d'altercations entre la troupe et les habitants et mettent en exergue une parfaite harmonie. Il semble que les événements ayant eu lieu au Portugal y sont pour quelque chose, si l'on tient compte du rapport adressé à Paris par le général d'Arbaud Jouques : « La plus grande tranquillité règne à Madrid et dans la péninsule : mais il ne faut pas l'attribuer au désir de voir régner un état de choses si désirables pour l'Espagne. L'état de tranquillité qui existe, est une tacite suspension d'armes que les partis ont fait, parce que tous ont les yeux fixés sur les événements du Portugal avec une grande différence d'espérances et d'intérêts[282]. » On tire tout de même la sonnette d'alarme, et ce à cause de quelques désertions provoquées, semble-t-il, par un juif allemand nommé Mayer et par la réduction des effectifs suite aux licenciements. Il faut remplacer les pertes ; il est d'une grande importance de ne pas affaiblir la brigade « par la barrière inébranlable qu'elle présente

279. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 6 juin 1826. SHD, GR. D1-49.
280. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 15 juin 1826. SHD, GR. D1-49.
281. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 27 novembre 1826. SHD, GR. D1-51.
282. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 26 octobre 1826. SHD, GR. D1-51.

pour le maintien de l'ordre et de l'autorité royale », demande d'Arbaud Jouques[283]. On s'inquiète aussi de l'augmentation considérable du nombre de malades. C'est le résultat de la débauche occasionnée par le grand nombre de filles publiques qui rodent jour et nuit près des casernes et des postes, lit-on dans une correspondance[284].

Le général d'Arbaud Jouques est aussi fortement apprécié à Madrid. Le 9 janvier il laisse entendre au ministre sa parfaite harmonie avec les autorités espagnoles : « Je suis toujours parfaitement traité à la cour et je sais que sa majesté interpose sur mon compte de la manière la plus flatteuse pour moi[285]. »

Cependant, les militaires espagnols n'entretiennent pas toujours des relations amicales avec les troupes françaises. Le 19 mars 1826, plusieurs hommes du régiment de chasseurs de María Amalia sont arrêtés pour insubordination envers quelques officiers supérieurs du 1er régiment suisse. Une plainte est déposée auprès des autorités espagnoles et l'on insiste sur la nécessité de donner une sanction exemplaire en faisant partir de Madrid cette unité, qui d'ailleurs a des antécédents : « ce régiment, qui dans toutes les époques a figuré dans les disputes avec les troupes françaises », écrit le général d'Arbaud Jouques[286]. Certains habitants affichent aussi une animosité envers les Français, ils les regardent comme un obstacle à leur désir de troubler la tranquillité. Le 12 avril dans la nuit, une pierre est lancée contre une sentinelle suisse en faction à l'angle du château[287].

Mais les litiges les plus courants sont ceux qui concernent le casernement et les approvisionnements. En effet, en janvier 1826, la caserne destinée à recevoir quatre compagnies suisses n'est pas habitable et risque de « compromettre la santé des soldats, parce que les réparations ne sont pas encore terminées et qu'il existe une humidité mortelle[288]. » L'attribution de logements particuliers aux officiers pose aussi de sérieux problèmes. Le général d'Arbaud Jouques se plaint au ministre de la Guerre de l'inaction des autorités espagnoles :

> « Depuis mon arrivée à Madrid, j'ai reçu beaucoup de plaintes sur les logements donnés aux officiers de la brigade sous mes ordres et sur la mauvaise volonté des habitants, qui semble

283. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapports du 19 février, du 19 et 23 mars 1826. SHD, GR. D1-48.
284. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 12 octobre 1826. SHD, GR. D1-53.
285. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 9 janvier 1826. SHD, GR. D1-48.
286. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 23 mars 1826. SHD, GR. D1-48. Rapport du 24 avril 1826. SHD, GR. D1-49.
287. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 17 avril 1826. SHD, GR. D1-49.
288. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 15 janvier 1826. SHD, GR. D1-48.

être favorisée par l'insouciance et le peu d'intérêt que l'autorité locale apporte à cette partie du service, quelques-unes de ces plaintes sont consignées dans les trois lettres ci-jointes de messieurs les colonels du 1er et 2e régiments suisses et de monsieur le commandant de la place. La lettre de monsieur le colonel de Bonteux surtout, indique d'une manière assez claire, la fausse position ou se trouvent placés les officiers, quand ils reçoivent les mauvais billets de logement, j'ai dû épuiser, auprès de monsieur le corrégidor et de l'ayuntamiento de Madrid, tous les moyens de douceur et de conciliation pour remédier à ces abus, mais toutes mes démarches sont restées sans effets et l'intervention même de monsieur le ministre de la Guerre, monsieur de Zambrano n'a produit aucun résultat[289]. »

Au mois d'octobre toujours, il semble y avoir une recrudescence des abus lors de l'attribution de logements. Les maisons désignées pour loger les officiers « sont les moins propres à supporter ces séjours » et ils doivent changer souvent de place. Dans certains endroits, ils reçoivent « un accueil malhonnête et parfois même des insultes », précise-t-on dans une lettre envoyée au corrégidor. « Nous ne sommes pas ici par notre volonté, nous y sommes par l'ordre de notre souverain le roi de France et sur la demande de S.M.C. et pour son service », écrit le général d'Arbaud Jouques qui menace même de « porter ses plaintes aux pieds de S.M.C.[290]. »
Quant à la nourriture, à l'origine de quelques récriminations, des efforts sont faits auprès des fournisseurs : « la nouvelle entreprise des vivres remplit parfaitement ses obligations et n'a pas encore mérité de reproches, le pain, la viande sont bons », écrit-on le 12 février 1826[291].

Lorsque la mission de la brigade auprès du roi Ferdinand arrive à son terme, le ministère de la Guerre espagnol adresse aux capitaines généraux des régions des instructions pertinentes pour pourvoir aux « secours et [aux] commodités qui lui sont dus[292]. » Le 11 janvier 1827, le général d'Arbaud Jouques, accompagné de tous les officiers de la brigade, prend congé de la famille royale. Dans sa lettre au ministre de la Guerre, il donne ses impressions : « Le départ de la brigade a affecté péniblement et d'une manière trop remarquable le Roi, la Reine et surtout l'infant Don Francisco et son auguste épouse. » Excepté « ce parti ambitieux et aveugle et les constitutionnels révolus », la grande majorité des madrilènes semble peiné du retour des troupes suisses[293]. L'estime et la confiance de ce corps est si grande parmi la population que les esprits sont inquiets : « Il

289. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 3 février 1826. SHD, GR. D1-48.
290. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 1 octobre 1826. SHD, GR. D1-53.
291. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 12 février 1826. SHD, GR. D1-48.
292. Lettre du ministre de la Guerre espagnol au général d'Arbaud Jouques, Madrid, 9 janvier 1827. SHD, GR. D1-52.
293. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 11 janvier 1827. SHD, GR. D1-52.

me paraît que l'irritation des Espagnols au sujet du départ de la brigade se calme, mais non les regrets et la crainte que ce départ occasionne », écrit le chef de la brigade[294].

Le 18 janvier, le général d'Arbaud Jouques informe le ministre qu'il a entièrement évacué Madrid, seuls quarante malades restent à l'hôpital sous la surveillance d'un médecin de la brigade[295]. D'après ces rapports, les Espagnols font preuve de reconnaissance envers les soldats partout où ceux-ci passent lors de leur retour en France. Le seul obstacle qu'ils rencontrent, semble-t-il, est la neige, le vent et la pluie. À Burgos, par exemple, ils reçoivent l'accueil le plus amical et sincère. On fait même sonner les cloches et les officiers sont invités au théâtre : « on a joué hier une pièce improvisée en l'honneur de la France et surtout des militaires français », écrit le général d'Arbaud Jouques. Le régiment de Chasseurs du Roi, qui y tient garnison, se propose pour la garde d'honneur[296]. À Briviesca, la mairie offre à la troupe une double ration de vin[297]. Il est vrai que le roi, lui-même, a donné des ordres pour accueillir partout convenablement la brigade. La route vers la France se poursuit sans incidents par le Pays Basque « malgré le plus affreux temps que je n'ai jamais éprouvé », note d'Arbaud Jouques[298]. La première colonne passe la Bidassoa le 9 février et quatre jours plus tard la dernière colonne fait son entrée à Saint-Jean-de-Luz[299]. Depuis Bayonne, le chef de la brigade conclut : « voilà ma mission finie […] » Il note les bonnes dispositions des autorités espagnoles « qui sur toute notre route ont été d'une complaisance et d'une humanité au-dessus de toute éloge[300]. » Une correspondance du 27 février, résume parfaitement l'accueil reçu lors de l'évacuation :

> « […] partout on s'est empressé de satisfaire à tous nos besoins, les autorités sont venues nous faire des visites, dans les villes, on a donné double ration de vin aux soldats, les volontaires royalistes plaçaient des gardes d'honneur à ma porte, les cloches sonnaient à notre arrivée et les soldats étaient reçus avec la plus affectueuse hospitalité par les habitants, nos malades ont été l'objet des plus charitables et humaines attentions […] la guerre dite de l'indépendance est oubliée, et les sentiments de haine pour les Français qu'elle avait inspirée, ont fait place à des sentiments de reconnaissance pour les services rendus par notre illustre dauphin et par son armée. Quelques ambitieux font seul exception à ces sentiments qui sont ceux de la majorité de la brave, loyale et royaliste nation espagnole[301]. »

294. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 13 janvier 1827. SHD, GR. D1-52.
295. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 18 janvier 1827. SHD, GR. D1-52.
296. Lettre du général d'Arbaud Jouques, Paris 26 février 1827. SHD, GR. D1-52.
297. Lettre du général d'Arbaud Jouques, Vitoria, 4 février 1827. SHD, GR. D1-52.
298. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 8 février 1827. SHD, GR. D1-52.
299. Lors de son retour en France, la brigade suisse est composée des 1er et 2e régiments d'infanterie suisse et d'un détachement de 25 chasseur à cheval du 3e régiment. Elle part de Madrid en cinq colonnes, les 12, 13, 14, 15 et 16 janvier, pour arriver les 9, 10, 11, 12 et 13 février à Bayonne.
300. Brigade de service auprès de S.M.C. Rapport du 13 février 1827. SHD, GR. D1-52.
301. Lettre du général d'Arbaud Jouques, Burgos, 29 janvier 1827. SHD, GR. D1-52.

Dès son arrivée sur le territoire français, la brigade suisse est dissoute, les deux régiments tiennent garnison à Bayonne.

4.6.3. À la recherche de l'amnistie

La France a toujours cherché la conciliation entre les Espagnols et, par conséquent, à ce que le roi Ferdinand VII accepte une amnistie générale. Les démarches ont été nombreuses de la part des autorités françaises, autant militaires que diplomatiques. Cette attitude de bienveillance n'est pas toujours appréciée, notamment au sein du parti exalté qui voit, non seulement une ingérence dans les affaires de l'État mais encore un frein pour leurs vengeances.

Le décret d'amnistie, publié par la *Gaceta* le 20 mai 1824, et tant désiré par la France, va néanmoins générer pour le corps d'occupation une tâche encore difficile lors de son application car il n'est pas du goût de tous. « Il fut blâmé par les uns, loué par les autres », écrit le général Digeon dans une note du 9 juin sur la situation de l'Espagne[302]. Les efforts des commandants de place pour empêcher l'exécution des délits couverts par l'amnistie, leurs divergences avec les tribunaux espagnols vont parfois développer une certaine méfiance et envenimer les bonnes relations. En revanche, l'image des Français va être d'autant plus redorée parmi tous les prisonniers politiques qui espèrent une implication plus large des généraux du corps d'occupation dans les affaires intérieures de la péninsule.

4.6.3.1. Le décret d'amnistie

Le général Digeon, qui arrive en Espagne juste quelques jours avant l'amnistie, ne tarde pas à s'apercevoir que cette mesure n'est pas bien accueillie par tous et que certains cherchent à empêcher la publication de l'acte. « D'une part on cherchait à soulever le consul de Castille pour en empêcher l'enregistrement de la promulgation ; de l'autre on inspirait a S.M.C. des craintes sur des soulèvements dans des provinces si l'acte était publié », écrit-il le 9 juin 1824. On fait même courir de bruit que le roi n'est pas libre à Aranjuez et, par conséquent, la décision n'émane pas directement de lui. Mais sa publication n'a pas lieu simultanément sur le territoire. Dans certaines provinces, comme

302. Note sur la situation des affaires en Espagne. Madrid, 9 juin 1824. SHD, GR. D1-35.

la Biscaye, quelques semaines passent avant sa communication, ce qui fâche fortement le général Digeon, qui constate que l'amnistie, après 19 jours, n'est exécutée qu'en partie.

Lorsque le décret d'amnistie est enfin publié dans les journaux le 20 mai 1824, les chefs des divisions d'occupation, en particulier celle du Haut Èbre commandée par le général d'Orsay, redoublent de vigilance afin de maintenir la tranquillité. Le ministère de Madrid craint, en effet, quelques agitations dans la partie nord de la péninsule, notamment en Navarre et en Guipuscoa[303]. En Catalogne, la publication de l'amnistie n'altère pas la vie quotidienne. Le général Maringoné précise dans son rapport qu'à Barcelone elle « n'a produit que fort peu de sensations. » Toutefois, il note que les catalans désirent qu'on punisse les auteurs des assassinats. Son application semble être attendue par le peuple[304]. À Madrid, la publication génère une famine « imaginaire » et le prix du pain augmente, mais après quelques jours tout revient à la normale. Dans une *note sur la situation des affaires en Espagne*, le chef de l'armée d'occupation écrit :

> « En général, elle a été reçue avec plaisir par la masse du peuple, nulle part elle n'a excité ces grands troubles tant prédits et l'on remarque dans tous les rapports que seulement dans les lieux où il y a des autorités supérieures espagnoles, telles que capitaines généraux, corregidors majors, que l'on trouve de la résistance à sa proclamation[305]. »

En effet, on sait qu'à Murcie, par exemple, le capitaine général et le corrégidor, qui ne jouissent pas d'une bonne réputation aux yeux des autorités françaises, font opposition à l'amnistie simplement pour en tirer profit. Le général Digeon parle « d'intérêt sordide » et il en explique la raison :

> « Les arrestations arbitraires produisent des mises en liberté qui se payent. Si l'amnistie était exécutée en conscience, les autorités supérieures perdraient une branche extraordinaire de leurs revenus, puisqu'elles ne pourraient plus mettre à volonté en prison qui bon leur semble en lui donnant la qualification de negro et par conséquence lui vendre le droit d'en sortir[306]. »

Il n'est pas étonnant donc de voir dans cette ville le décret d'amnistie arraché des murs par des soldats du régiment de la Reina Amalia et de la Costa, « qui courent dans les rues en tenant des propos sanguinaires[307]. »

303. Rapport général du 19 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
304. Rapport du général Maringoné, Barcelone, 16 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
305. Note sur la situation des affaires en Espagne. Madrid, 9 juin 1824. SHD, GR. D1-35.
306. Note sur la situation des affaires en Espagne. Madrid, 9 juin 1824. SHD, GR. D1-35.
307. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 9 juin 1824. SHD, GR. D1-35.

Dans les provinces, une circulaire de l'intendant général de la police précède l'amnistie et l'on arrête un grand nombre d'individus qui vivent tranquillement chez eux mais qui sont surveillés d'une manière plus ou moins rigoureuse. C'est l'application de l'autre face de l'amnistie qui, détournée du vrai sens par les autorités espagnoles, transforme la clémence du roi en acte de persécution. C'est aussi de mise dans la nouvelle Castille, où les autorités se livrent à de nouvelles arrestations dans plusieurs endroits tels que Roa, Burgo de Osma, Soria, etc. À Vitoria, bien que l'amnistie soit connue grâce à la publication dans les journaux, le 24 mai, rien ne change. « Les autorités gardent le plus profond silence, elles ne paraissent point avoir renoncé à leurs projets d'ostracisme », écrit le général Menadier dans son rapport général du 2 juin[308]. En effet, les députés basques ne semblent pas porter beaucoup de crédit aux ordres du gouvernement de Madrid, ils ont leurs fueros, qu'ils interprètent suivant leurs caprices. Dans la ville de Bilbao les habitants attendent avec impatience l'amnistie. Le 10 juin, le général d'Orsay informe que sa publication n'a pas encore eu lieu mais que les constitutionnels en sont déjà instruits et ils estiment que le roi n'a pas assez fait pour eux[309].

L'amnistie ne semble pas être du goût ni des uns ni des autres. Pour les royalistes, elle n'est pas assez sévère et pour les constitutionnels ce n'est qu'une vaine formalité qui a, d'ailleurs, provoqué les persécutions à leur encontre, autant par les autorités locales que par leur bras armé : les volontaires royalistes. Dans son rapport du 9 juin, le chef d'état-major de l'armée d'occupation écrit :

> « On s'est livré à des nouveaux actes arbitraires ; à Grenade on a arrêté quinze des officiers généraux et supérieurs des armées capitulées, on assure que le conseil de Castille a permis que les plus furibondes déclamations circulent dans Madrid et dans les provinces de Cordoue, Oviedo, Jaén, Cuenca et Teruel, le bas Aragon, la partie montagneuse de Catalogne, Valence et autres pointes sont le théâtre des plus cruautés vexations[310]. »

Toutefois, certaines provinces suivent les directives de Madrid. Valence et Murcie en sont l'exemple. Le capitaine général de Valence fait connaître officiellement l'amnistie et fait mettre quelques personnes en liberté à Murcie. Dans sa lettre adressée au général Digeon, le commandant supérieur de Carthagène, le général d'Arbaud Jouques, met en avant le zèle de l'intendant de police Trinidad Balboa, « seul magistrat qui ait la volonté d'obéir au

308. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 2 juin 1824. SHD, GR. D1-35.
309. Rapport du général d'Orsay, Vitoria, 10 juin 1824. SHD, GR. D1-35.
310. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 9 juin 1824. SHD, GR. D1-35.

roi et de faire exécuter les ordres[311]. » Malgré tout, les prisons sont encore encombrées notamment celles d'Alicante, Orihuela et Valence. On sait, d'après un rapport du général Menadier, que certaines autorités locales, comme celles d'Orihuela ou de Lorca, sont occupées à développer l'agitation publique en faisant croire au peuple que ce n'est que contre son gré que le roi a accordé l'amnistie[312].

Au milieu de ces divergences face à l'amnistie des Espagnols se trouvent les commandants de places, lesquels doivent veiller à la tranquillité et à la sécurité de la population. L'une de leurs missions consiste à empêcher l'exécution de jugements, pour faits politique antérieurs à l'amnistie, dans les villes sous leur responsabilité. Les rapports avec les autorités espagnoles seront parfois tendus et non exempts de polémique. Ce sont surtout les détenus qui constamment vont s'adresser aux militaires français pour réclamer leur protection. Le commandant de la place de Barcelone reçoit rapidement les premières plaintes :

> « Le 25 janvier 1825 douze prisonniers nous adressèrent une pétition dans laquelle ils nous exposèrent que la commission militaire exécutive et permanente de la province de Catalogne venait de les condamner aux travaux publics, pour des délits et opinions politiques antérieurs à l'amnistie publiée par SM Ferdinand VII, qu'ayant appris que les généraux français en Espagne avaient reçu des instructions pour s'opposer à l'exécution de tout jugement pour de pareils motifs, ils nous suppliaient de nous intéresser à leur malheureuse position[313]. »

Le 29 janvier 1825, le général Reiset, qui commande la division de la Catalogne, cherche en vain d'obtenir, du président de la Commission militaire, des renseignements sur 12 individus détenus qui semblent bénéficier des capitulations ou de l'amnistie. Le capitaine général de la région ne lui donne pas, non plus, satisfaction. Le général Digeon ne dissimule pas une certaine animosité : « malgré les soins les plus recherchés pour vivre en bonne harmonie […] il n'y a eu jusqu'à présent aucun moyen de s'accorder franchement », écrit-il[314]. Fin janvier, il s'adresse à lui sur un ton fort exigeant :

> « […] afin de mettre ma responsabilité à couvert, je me vois forcé de vous prier de me faire donner dorénavant communication, non seulement des jugements intervenus, mais des motifs d'arrestation pour délits politiques de tous les prévenus qui sont détenus dans les prisons de cette place[315]. »

311. Lettre du général d'Arbaud Jouques au général Digeon, Carthagène, 8 juin 1824. SHD, GR. D1-35.
312. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 9 juin 1824. SHD, GR. D1-35.
313. Le général Roquemaurel au général Reiset, Barcelone, 28 février 1825. SHD, GR. D1-42.
314. Rapport du général Reiset, Barcelone, 8 mars 1825. SHD, GR. D1-42.
315. Le général Reiset au capitaine général de la Catalogne, Barcelone, 31 janvier 1825. SHD, GR. D1-42.

Le capitaine général de Barcelone refuse de fournir les informations sur les détenus sous prétexte que les tribunaux sont composés de professionnels de la justice : « ce serait leur faire bien peu d'honneur et même leur donner une preuve d'une grande méfiance », d'ailleurs, les conventions entre les deux pays n'abordent pas ce sujet. « Je manquerai à mon devoir si j'accédais à cette demande », conclut Juan Caro[316].

Face à l'absence totale de collaboration des autorités locales, c'est le commandant de la place de Barcelone lui-même, le général Roquemaurel, qui reçoit l'ordre de se présenter à la prison de San Pedro pour y prendre acte de la déclaration des détenus. Le 6 février, il adresse au général Reiset un tableau où figurent 24 détenus, tous concernés par les capitulations ou l'amnistie[317]. Malgré tout, la cour de justice n'interrompt pas le jugement : « Il n'a été pris aucune décision ni sur leur détention ni sur leur avenir. Ma visite n'a encore produit d'autre effet que de leur porter quelque consolation », se plaint Reiset au ministre de la Guerre[318].

Malgré toute l'humanité et tous les efforts pour rendre justice, les démarches des commandants de place resteront souvent sans effet face au pouvoir des tribunaux espagnols, d'autant plus que parfois, ces généraux dépassent leurs compétences et attributions en matière de justice. Leurs actions peuvent même nuire à l'image du corps d'occupation et rompre la bonne entende. L'arrivée massive des réfugiés espagnols va encore mettre à l'épreuve les relations entre les autorités des deux pays.

4.6.3.2. Le retour des réfugiés et prisonniers de guerre

Durant les derniers mois de 1823 et au fur et à mesure que capitulent les places des constitutionnels, un grand nombre d'Espagnols libéraux prend le chemin de l'exil[319].

316. Capitainerie général de Barcelone, 31 janvier 1825. SHD, GR. D1-42.
317. Le général Roquemaurel au général Reiset, Barcelone, 6 février 1825. SHD, GR. D1-42.
318. Rapport du général Reiset, Barcelone, mars 1825. SHD, GR. D1-42.
319. Pour l'étude de l'exile de 1823 : SIMAL, Juan Luis, *Emigrados, España y el exilio internacional 1814-1834*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2012; MUÑOZ SEMPERE Daniel, ALONSO GARCÍA Gregorio (Eds), *Londres y el liberalismo hispánico*, Madrid, Editorial Vervuert, 2011; AYMES, Jean René, *Luchar, sobrevivir o disfrutar. Los emigrados españoles en Francia (1814-1833): Liberales, absolutistas y agraviados (1827)*, Paris, 2020, 2 vol.; FUENTES, Juan Francisco, «Afrancesados y liberales», en *Exilios. Los éxodos políticos en la historia de España. Siglos XV-XX* (Jordi CANAL, Coord.), Madrid, Silex, 2007; *En prensa*; BARBASTRO, José L, « La emigración liberal à Francia: española en París (1823-1834) », *Enfrontaments civils: postguerres i reconstruccions*, vol. I, Lleida, 2012, p. 441-458. Pour le sort des prisonniers de guerre : ALFARO PÉREZ, Francisco José, « Liberales españoles prisioneros en la Francia absolutista de los Cien Mil Hijos de San Luis. El cautiverio de Périgeux (1823-1824) », *Historia contemporánea*, UNED, p. 203-226.

Beaucoup d'entre eux partent de Cadix, d'autres s'embarquent dans les ports de la méditerranée, mais il y a aussi ceux qui décident de traverser les Pyrénées. Leurs destinations principales sont l'Angleterre et la France. On trouve aussi des exilés en Afrique du nord et en Amérique, notamment au Mexique. Une autre vague se produit en 1824. Au total, on chiffre à plus de 20 000 le nombre de réfugiés[320]. Là encore, certains doivent leur salut aux officiers français qui leur facilitent la sortie de la péninsule. L'Espagne perd une partie de ses meilleurs hommes. Intellectuels et artistes prennent le chemin de l'exil. Goya, par exemple, s'installe à Bordeaux en 1824. L'accueil en territoire français n'est pas exempt de problèmes à l'heure de trouver les communes disposées à accueillir les réfugiés, d'une part car les casernements appropriés font défaut et, d'autre part, parce que les autorités locales sont méfiantes à l'égard de ces hommes se mêlant avec les habitants et causant rixes et désordres. Ces mêmes soucis étaient déjà rencontrés pour l'hébergement des prisonniers de guerre durant la campagne d'Espagne. On sait, par exemple, que lorsqu'un contingent de 2600 hommes de la garnison de Pampelune doit se rendre dans la ville d'Aurillac, le préfet du département attire l'attention sur le manque de bâtiments militaires pour héberger un si grand nombre et du risque que représente leur contact avec les habitants qui « ayant des relations de commerce habituelle dans la péninsule et parlant avec facilité la langue castillane » peut produire le plus mauvais effet moral à cause de la contagion des principes révolutionnaires[321].

La publication de l'amnistie et, peut-on croire dans une moindre mesure, la présence d'un corps d'occupation français, va provoquer le retour d'une partie des réfugiés. Les autorités militaires françaises doivent encore effectuer un travail de protection mais aussi de surveillance. Au début de 1824, plus d'une centaine d'exilés signent une demande pour être admis au service du roi d'Espagne[322]. Mais la plupart rentrent dans la péninsule par petits détachements.

De même, des nombreux prisonniers de guerre des places capitulées, qui étaient conduits en France, prennent le chemin de retour. D'après un rapport de police du 4 mai 1824, dans les provinces basques et en Navarre, le passage de plusieurs prisonniers semble produire l'exaspération de la populace. En effet, ces réfugiés tiennent encore des propos

320. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.*, p. 338.
321. Le directeur de la police au ministre de la Guerre, Paris, 6 octobre 1823. SHD, YJ 123. Une partie de la correspondance entre le ministère de la guerre et celui de l'intérieur, ainsi qu'avec les préfectures des départements à propos de l'accueil des réfugiés en SHD YJ 123 et YJ 124.
322. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.,* p. 339.

malveillants, certains même portent des pistolets et des poignards, et il y a aussi ceux qui scandent des chansons révolutionnaires. Ces scènes mettent parfois en danger la garnison française. Dans sa lettre confidentielle au ministre de la Guerre, Franchet d'Esperey note : « Cette obstination coupable de la part de ces militaires a causé le 19 avril dernier à Tafalla, une émeute sérieuse, dans laquelle l'escorte française a été attaquée, et l'autorité publique méconnue[323]. » Il propose comme seul moyen efficace d'assujettir les prisonniers rentrés dans leurs foyers à une retraite absolue. Le général Saint Michel raconte l'affaire de Tafalla :

> « […] à l'arrive des prisonniers, le peuple a voulu les assassiner ; il n'a pas moins fallu que la fermeté de nos troupes et celle des dragons espagnols résidant à Tafalla, pour préserver les prisonniers de la mort qu'on voulait leur donner. Un capitaine de dragons a été renversé du cheval par un coup de pierre, deux ou trois de nos soldats ont été touchés également, mais personne n'a été blessé ; seulement un habitant a reçu un coup d'arme blanche à la cuisse par un autre habitant qui défendait l'alcade. Le général fait des éloges du courage de cet alcade et de sa fermeté, sans cela il y aurait eu des malheurs à déplorer[324]. »

Néanmoins, d'autres colonnes qui traversent la Biscaye et la Guipuscoa, ne rencontrent point de désagréments. « Il y en a déjà plus de 500 rentrés. Ce n'est que du côté de Pampelune que les esprits étaient plus montés contre eux », note le chef de la division du Haut Èbre dans un rapport confidentiel[325]. De même, pour les prisonniers rentrant par Perpignan, tout se déroule convenablement. Le 12 mai, le général Maringoné écrit au ministre de la Guerre pour lui rendre compte du passage de la colonne des prisonniers de guerre qui rentrent par la Junquera sans occasionner le moindre désordre. Dans la capitale de la Catalogne tout s'est bien déroulé : « Les miliciens de Barcelone sont rentrés dans cette ville, leur retour n'a produit aucune sensation et la tranquillité publique n'a pas été troublée un seul instant », mentionne-t-on dans la correspondance[326].

Quelques incidents ont lieu à Gumiel lors du passage des prisonniers espagnols rentrant de France. Les officiers, qui avaient conservé leurs armes depuis la frontière, sont rapidement désarmés par les volontaires royalistes. Le commandant français de la place de Burgos doit intervenir auprès de l'alcade de Gumiel pour qu'ils remettent leurs armes[327]. Dans la vallée de Bastan, où beaucoup de prisonniers se sont réunis, les

323. Lettre du directeur de la police au ministre de la Guerre, Paris, 4 mai 1824. SHD, GR. D1-35. Extrait en annexe : document 22.
324. Rapport du général d'Orsay, Vitoria, 20 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
325. Rapport du général d'Orsay, Vitoria, 20 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
326. Lettre du général Maringoné au ministre de la Guerre, Barcelone, 12 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
327. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 9 juin 1824. SHD, GR. D1-35.

autorités restent méfiantes. Parfois, on s'en prend aux réfugiés qui mènent une vie tranquille sous la protection des Français. C'est le cas d'un neveu du maréchal Castaños qui est victime de persécutions dans la place de Saint-Sébastien. Cette fois-ci, les torts sont partagés avec l'autorité française de la place qui semble bénéficier de complicités[328].

Si le retour des réfugiés et prisonniers de guerre est relativement suivi et contrôlé par les autorités espagnoles et françaises et ne pose, en général que des problèmes d'ordre public, à partir de 1824 on voit aussi se produire quelques tentatives des révolutionnaires qui préoccupent sérieusement le gouvernement. La présence du corps d'occupation reste rassurante.

4.6.4. La neutralisation des révolutionnaires

Malgré la présence du corps d'occupation français durant les premiers cinq ans de la restauration de l'absolutisme de 1823, on voit se produire sur le territoire péninsulaire une série de tentatives insurrectionnelles destinées à faire tomber le régime. Le danger existe toujours et la France peut, grâce à son outil militaire en place, déjouer ou du moins prévenir les incursions ennemies et les complots. Cela contribuera, aux yeux d'une partie de la population, à confirmer l'utilité d'une armée alliée *in situ* ainsi qu'à rester favorable à sa présence en affichant une certaine sympathie envers les soldats. En revanche, pour les révolutionnaires, cette présence représente un obstacle majeur, aussi chercheront ils par tous les moyens à pousser les Français à quitter l'Espagne. Ainsi note-t-on dès 1824 une recrudescence du sentiment antifrançais[329].

Ces insurrections, dont le foyer se situe généralement à Gibraltar[330], ne représentent pas une menace réelle. En effet, de sorte à parvenir à leur organisation, les intéressés doivent surmonter de nombreux problèmes d'ordre économique et surtout logistique. De plus, pour être efficaces, il leur faut conspirer depuis l'intérieur et ainsi agiter les masses, chose bien difficile dans une Espagne où la délation est courante, où désormais s'est établie une forte présence militaire étrangère et où les organismes policiers sont très actifs. Malgré

328. Rapport du général Digeon, Madrid, 24 novembre 1824. SHD, GR. D1-41.
329. LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *op. cit.* , p. 347.
330. BUTRÓN PRIDA, Gonzalo, *op. cit.* p. 146-147.

tout, le sud de la péninsule va être le théâtre d'une série de tentatives insurrectionnelles[331].

Le ministre de la Guerre reçoit périodiquement les rapports de son homologue du ministère de l'Intérieur sur les possibles complots et conspirations qui risquent d'avoir lieu sur le territoire espagnol. D'après une lettre confidentielle de la police, datée du 18 mai 1824, on pointe du doigt Londres comme centre agitateur, d'où les principaux chefs de la révolution espagnole reçoivent l'aide de leurs nombreux amis d'Angleterre. Il semble que les insurgés d'Amérique méridionale ont aussi promis une aide non négligeable. « Il paraît certain que les réfugiés espagnols et italiens nourrissaient l'espoir de rentrer bientôt dans la péninsule au moyen d'une nouvelle révolution », lit-on[332]. Dans une lettre adressée au général Digeon, on mentionne le projet, non confirmé, d'une insurrection dans les provinces du nord. On croit que les officiers prisonniers de guerre qui rentrent se dirigent vers les Asturies et la province de Santander pour seconder un possible débarquement du général Mina. Le bruit court que le général Quiroga, toujours à Londres, tenterait avec une troupe de constitutionnels une incursion à Vigo[333]. Si les rumeurs mentionnant divers complots sont nombreuses pendant ces années, leur exécution est néanmoins très limitée.

En 1824, en Aragon, s'organise un complot destiné à s'emparer de Saragosse et, de là, à provoquer un soulèvement général afin de changer le système et de forcer la France à retirer l'armée d'occupation. Plusieurs généraux sont mêlés à l'affaire, parmi eux, le général Capape[334] qui, au mois de mai, quitte Madrid pour se rendre dans cette province, « chargé par la Junte apostolique, d'y exciter les esprits contre les français[335]. » Mais leur projet échoue rapidement et les principaux responsables sont arrêtés. Le général Capape est conduit sous escorte à Madrid puis présenté devant la justice . Tout rentre dans l'ordre en Aragon même s'il existe un mécontentement parmi les partisans du général qui, d'après un rapport du général Menadier, prétendent que la France exerce auprès du roi Ferdinand « une influence contraire aux véritables intérêts de l'Espagne[336]. »

331. CASTELLS OLIVÁN, Irene, *La utopía insurreccional del liberalismo. Torrijos y las conspiraciones liberales de la década ominosa*, Barcelona, Crítica, 1989. p. 31, 64.
332. Lettre du directeur de la police au ministre de la Guerre, Paris, 18 mai 1824. SHD, GR. D1-35.
333. Lettre du ministre de la Guerre au général Digeon, commandant le corps d'occupation. Paris, sans date. SHD, GR. D1-35.
334. Rapport fait au ministre. Analyse de la situation générale de l'Espagne. 9 juin 1824. SHD, GR. D1-35.
335. Rapport du général Menadier, 26 mai 1824, SHD, GR. D1-35.
336. Rapport du général Menadier, Aranjuez, 26 mai 1824, SHD, GR. D1-35.

Si des renseignements indiquent que la province de Santander – et en particulier la place de Santona – est un lieu stratégique où débarquent des révolutionnaires[337], c'est à Tarifa, au mois d'août, que va débarquer le colonel Valdés avec quelques centaines d'hommes[338]. L'une des premières mesures des conspirateurs consistera à rédiger des proclamations virulentes à l'encontre de la présence française adressées au peuple espagnol. Dans le premier bulletin du *ejército libertador*, signé à Tarifa le 4 août, est écrit : liberté, indépendance et guerre aux Français. La première proclamation, adressée à l'armée royaliste, ne manque pas non plus d'allusions diffamatoires contre les soldats du corps d'occupation :

> « Détrompez-vous, enfin, et vengez l'honneur de votre patrie. Connaissez que nos sacrifices et le sang que vous avez répandu n'ont eu d'autres résultats que de mettre la nation à la merci des Français qui nous insultent, qui nous méprisent et vous chassent avec ignominie de vos garnisons […] vous voyez se reproduire de nouveau les abus d'un gouvernement enfanté par l'influence étrangère […] vous êtes à la merci des Français, nos mortels ennemis […] ne consentons pas plus longtemps à être gouvernés par des étrangers [...] On n'y entend d'autres cris que ceux de guerre aux Français, paix et union entre tous les Espagnols[339]. »

Toutefois, cette propagande antifrançaise n'empêche pas les hommes du colonel d'Astorg de neutraliser rapidement les conspirateurs. Les instructions qu'il reçoit sont claires : « […] éviter des nouveaux sacrifices d'hommes et ne pas perdre de vue que le but essentiel de cette expédition est de s'emparer des rebelles, pour qu'il soit fait justice de leur criminel attentat[340]. » Le 19 août à trois heures de l'après-midi, Tarifa est libéré par les troupes de la division de Cadix, les rebelles sont faits prisonniers. La réussite des opérations se traduit par des récompenses individuelles données aux militaires. Par l'intermédiaire du ministre de la Guerre espagnole, le roi reconnaît le dévouement de ses troupes. « Si l'on avait encore besoin de quelques preuves pour servir comme complément aux efforts de l'armée française dans cette restauration du trône légitime d'Espagne, on la trouverait dans les événements de Tarifa », écrit-on[341]. Le général Gudin, aux commandes de la division de Cadix, raconte aussi la satisfaction de Ferdinand : « Le roi m'a fort bien accueilli et m'a dit les choses les plus flatteuses au sujet de la prise de Tarifa ; il a même eu la bonté de faire jouer les eaux dimanche », commente-t-il[342]. Mais le

337. Rapport du général Digeon, Aranjuez, 16 juin 1824, SHD, GR. D1-35.
338. Les détails de l'expédition de Valdés en CASTELLS OLIVÁN, Irene, op. cit., p. 84-101.
339. Rapport du général Digeon, Madrid, 25 août 1824, SHD, GR. D1-38.
340. Rapport du général Menadier, Madrid, 18 août 1824, SHD, GR. D1-37.
341. Lettre du ministre de la Guerre espagnol, Madrid, 25 août 1824. SHD, GR. D1-38.
342. Rapport du 1er septembre 1824, Madrid, SHD, GR. D1-38.

témoignage du roi se matérialise par l'attribution du grand cordon de l'ordre royal et militaire de Saint Ferdinand au commandant en chef du corps d'occupation.

Si dans certaines provinces les révolutionnaires ne sont toujours pas en mesure de mener à bien une expédition militaire, ils sont néanmoins très actifs et cherchent par tous les moyens à rallier l'opinion publique à leurs revendications, notamment à travers des proclamations. Dans un rapport du général Menadier, du 11 août 1824, on signale en Galice la circulation de pamphlets anonymes dans lesquels on engage les Espagnols à s'unir contre les Français « pour les accabler. » Il est également à noter qu'à Badajoz certains projets ne sont pas favorables à l'armée française[343]. En Estrémadure, il est aussi question de conspiration. Au sein de la division catalane, la gendarmerie de Figuères signale un groupe d'hommes cherchant à recruter dans le but de renverser le gouvernement[344]. Dans un ordre de la division de Cadix, le général Foissac Latour écrit que les séditieux, autrefois placés sous la protection de la France, sont aujourd'hui ses plus ardents opposants et font répandre avec profusion « les fables les plus absurdes[345]. »

Le succès de l'opération contre les révolutionnaires de Tarifa va confirmer la nécessité de la permanence du corps d'occupation en Espagne, même avec un modèle plus réduit. À Paris, on le sait bien, sans le secours de ce corps, les royalistes ne pourront pas résister aux attaques des conspirateurs dont les rangs semblent grossir rapidement. Le gouvernement espagnol est quant à lui conscient de sa capacité militaire très limitée. Il semble que l'étincelle de Tarifa a changé la donne. Ainsi, à Burgos, on raconte que quelques prêtres changent soudain de langage. « Ils ont peut être attaché à l'occupation de Tarifa plus d'importance qu'elle n'en méritait », dit-on dans un rapport[346]. Pour Sánchez Mantero, la prise de cette place aux mains des insurgés, est la seule opération remarquable à laquelle ont participé les troupes d'occupation durant tout leur séjour dans la péninsule[347]. Tarifa ne sera évacuée par la division de Cadix que le 27 août 1826.

Le 19 février 1826, les frères Bazán tentent une expédition à Guardamar, près d'Alicante et essaient en vain de soulever la population du village. Leur aventure sera de courte durée, en moins d'une semaine ils seront poursuivis et capturés par les milices des

343. Rapport du général Menadier, Madrid, 11 août 1824, SHD, GR. D1-37.
344. Rapport du général Menadier, Madrid, 25 août 1824, SHD, GR. D1-38.
345. Ordre de la division de Cadix, 14 août 1824. SHD, GR. D1-37.
346. Rapport du général Menadier, Madrid, 25 août 1824, SHD, GR. D1-38.
347. SÁNCHEZ MANTERO, Rafael, *op.cit.*, p. 107.

volontaires Réalistes. À Alicante et à Orihuela, on fusille quelques groupes de prisonniers. Le colonel Bazán est exécuté le 4 mars[348]. Les troupes d'occupation ne prennent pas part à cette affaire. Les rapports du général Reiset envoyés au ministre de la Guerre relatent uniquement le débarquement qui a lieu et le pillage qui s'ensuit dans le village[349]. Le général d'Arbaud Jouques donne également des détails sur cette tentative et précise que le danger est nul[350].

En 1827, lors de la révolte des *Agraviados*, en Catalogne, les troupes françaises restent sur leurs gardes. Les rebelles qui sévissent dans la région crient haut et fort « dehors les Français » et « Viva la Inquisición », tribunal que la France a fortement contribué à faire disparaître d'Espagne contre l'avis du parti apostolique qui ne cesse d'alimenter un sentiment antifrançais[351]. Le général Reiset est la cible de l'une proclamation des rebelles. Le 12 septembre, il rend compte au ministre de l'affaire : « les révoltés par une nouvelle supercherie cherchent à me compromettre et à insinuer qu'ils sont en relation avec moi-même. Comme je l'ai déjà annoncé à VE, toutes sortes d'absurdités sur notre compte ont été débitées et sont tombées d'elles-mêmes par le seul effet de l'attitude calme et ferme que nous continuons à garder », écrit-il[352]. Le courrier acheminé de Barcelone à Figuères est arrêté le 13 septembre par les insurgés, mais ces derniers se bornent seulement à vérifier les dépêches françaises et à en prendre note[353]. Pour les commandants français les choses sont un peu plus délicates, car ils sont tenus d'assurer la tranquillité et l'autorité du roi mais sans pour autant prendre part « ni par eux-mêmes ni par les troupes sous leurs ordres, aux discussions ou aux opérations offensives ou défensives des deux partis[354]. »

Le retour en France d'un nombre important d'*Agraviados* va produire de nouvelles tensions dans les relations. Loin d'être livrés aux autorités espagnoles, les réfugiés sont bien souvent protégés. Ainsi, lorsque le capitaine général du Guipocoa demande au commandant de la place de Bayonne de lui livrer Arana et Mantauco, chefs rebelles réfugiés dans la ville, l'autorité militaire refuse : « je n'ai pas cru devoir les lui livrer. Ils

348. Les détails du débarquement des frères Bazán en CASTELLS OLIVÁN, Irene, *op. cit.,* p. 101-112.
349. Rapports du général Reiset, Barcelone, 28 février et 1er mars 1826, SHD, GR. D1-48.
350. Rapports du général d'Arbaud Jouques, El Pardo, 26 et 27 février 1826, SHD, GR. D1-48.
351. ROQUETTE, Antoine, *op. cit.,* p. 232.
352. Rapport du général Reiset, Barcelone, 12 septembre 1827, SHD, GR. D1-55.
353. Lettre de la direction générale des Postes, Paris, 27 septembre 1827, SHD, GR. D1-55.
354. Rapport fait au ministre, Paris, 14 octobre 1827, SHD, GR. D1-55.

seront dirigés sur Auch », explique-t-il au ministre de la Guerre[355]. Parfois il arrive que ce sont les troupes du roi Ferdinand qui, poursuivies par les rebelles, trouvent refuge en territoire français. C'est le cas de la garnison de Puycerga dont une partie se présente à Bourg-Madame. Néanmoins, le traitement semble être différent en fonction de leur couleur politique comme le souligne un rapport adressé au ministre :

> « […] la France, en s'abstenant d'intervenir dans les désordres intérieurs de l'Espagne, considère néanmoins le gouvernement légitime et les troupes qui marchent sous ses ordres, d'un autre œil que les sujets rebelles et les factieux armés contre lui ; il traite les uns en alliés, et le cas échéant, leur accorde protection, tandis qu'il la refuse aux autres, auxquels il ne reconnaît aucun caractère[356]. »

En réalité, la France, en grande protectrice, accueille les uns et les autres. Lorsque le préfet de la Haute Garonne demande des instructions sur l'arrivée en territoire français des insurgés catalans, on lui précise qu'il doit les admettre, les désarmer et les diriger vers le dépôt de Toulouse. Les consignes sont à peu près les mêmes que celles pratiquées en 1822[357]. Mais le gouvernement espagnol ne tarde pas à réclamer le retour de certains réfugiés. En effet, le comte d'Espagne demande formellement aux autorités françaises l'extradition du chef rebelle Sampère, accusé de délits de spoliation et de vol[358].

L'armée d'occupation joue un rôle important face aux tentatives révolutionnaires, mais aussi, comme par le passé, la France demeure indulgente en accueillant les réfugiés politiques. Leur présence est surtout dissuasive face aux révoltes, seule l'intervention à Tarifa durant l'été 1824 mérite d'être soulignée.

Conclusion

Durant les cinq années d'occupation des places fortes par les troupes françaises, les relations sont maintenues entre les militaires et les habitants. Celles-ci sont, en règle générale, cordiales, et l'amitié et la générosité sont réciproques. Les quelques rixes et les affaires relevant de la justice qui entachent la bonne entente sont des cas isolés et peu représentatifs de l'esprit de la population. En revanche, les autorités supérieures du corps

355. Commandant de la place de Bayonne au ministre de la Guerre, Bayonne, 12 octobre 1827, SHD, GR. D1-55.
356. Rapport fait au ministre, Paris, 14 octobre 1827, SHD, GR. D1-55.
357. Le directeur de la police au ministre de la Guerre, Paris, 24 septembre 1827, SHD, GR. D1-55.
358. Rapport fait au ministre sur l'extradition des Agraviados, 3 novembre 1827, SHD, GR. D1-55.

d'occupation éprouvent plus de difficultés à l'heure de traiter avec les autorités locales parfois peu disposées à rendre service. Quoi qu'il en soit, le commandement souhaite montrer une image positive en participant activement aux fêtes et aux célébrations ayant lieu dans le pays et en prodiguant toujours ses conseils pour la bonne résolution des conflits. L'armée française agit avec modération et bienveillance.

Chapitre V : Le regard de la presse

La presse espagnole, aussi bien royaliste que libérale, a suivi de près l'ingérence de la France dans la politique de l'Espagne[1]. Les nouvelles qui arrivent de Vérone sont durement critiquées par les journaux constitutionnels. L'image d'une Espagne pacifique, qui ne se mêle que de ses affaires, est souvent mise en exergue face aux menaces des puissances de la Sainte-Alliance. Lorsque la France installe tout au long des Pyrénées un cordon sanitaire pour se protéger de l'épidémie qui se répand à Barcelone, la presse proche du gouvernement de Madrid s'interroge sur une mesure qui vise plutôt à préparer une guerre qu'à empêcher une propagation de la maladie. Les nouvelles publiées sur les renforts constants en hommes et en matériel, notamment l'artillerie, alimentent encore les débats d'une prochaine intervention. Enfin, la presse constitutionnelle dénonce constamment dans ses pages l'aide matérielle et financière de Paris aux factieux espagnols qui trouvent toujours refuge de l'autre côté des Pyrénées.

Dès le mois de janvier, les journaux fidèles aux Cortès remplissent leurs pages de correspondances, de proclamations et de discours de soutien au gouvernement face aux menaces écrites dans les lettres diplomatiques de la Russie, la Prusse, l'Autriche et la France. Il s'agit de montrer que le peuple espagnol est bien décidé à se battre encore. Les correspondants se chargent alors de mépriser dans leurs écrits l'Armée des Pyrénées, insistant notamment sur son manque d'expérience.

Lorsque les Français traversent les Pyrénées, on publie constamment les consignes, ordres et proclamations pour freiner l'ennemi. On tient à souligner les victoires des troupes constitutionnelles, la mobilisation générale, l'enthousiasme de la population à défendre la patrie. Pour inciter les habitants à s'engager contre les troupes d'Angoulême,

1. Quelques études sur le presse espagnole : FUENTES, Juan Francisco, FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Javier, *Historia del periodismo español. Prensa, política y opinión pública en la España Contemporánea*, Madrid, Síntesis, 1998; SEOANE, María Cruz, *Historia del periodismo en España. El siglo XIX*, Madrid, Alianza Universidad Textos, 1989; SEOANE, María Cruz, SAIZ, María Dolores, *Cuatro siglos de periodismo en España, de los avisos a los periódicos digitales,* Madrid, Alianza Editorial, 2007; TUÑÓN DE LARA Manuel, ELORZA Antonio, PEREZ LEDEMAS Manuel, *Prensa y sociedad en España 1820-1936*, Madrid, Edición Cuadernos para el diálogo, 1975.

le soulèvement face à l'Armée impériale de Napoléon sert régulièrement d'exemple. On touche aussi aux sentiments et à la mémoire en rappelant les exactions commises pendant la Guerre de l'Indépendance par les Français et, enfin, non seulement la journée du 2 mai 1808 est utilisée comme source de motivation mais encore on évoque la mémoire des héros d'autrefois tels que le Cid.

De leur côté, les journaux royalistes s'efforcent de préparer le terrain avant que n'arrive l'Armée des Pyrénées. On note les succès rapides de ses divisions, la discipline des soldats et la générosité des officiers envers les vaincus. On tient à la présenter comme une armée libératrice, protectrice du roi et de la religion et, surtout, amie de la population. On insiste sur l'accueil de la part les autorités et sur l'enthousiasme des villageois qui n'hésitent pas à fraterniser avec les militaires français. Les écrits destinés à redorer l'image du duc d'Angoulême, son humanité et sa foi en Dieu sont nombreux. De même, on tient à souligner la vaillance de ses généraux et soldats.

La critique à l'encontre de certains journaux étrangers à propos des affaires de l'Espagne émerge dans les pages de la presse espagnole libérale, mais son étude dépasse le cadre de notre travail. Toutefois, on peut citer quelques exemples : on parle des contradictions du journal français *L'Etoile*, « aussitôt il ment qu'il dément[2]. » On accuse le gouvernement de Paris d'avoir à sa solde des foules de journalistes prêts à inventer des mensonges : « [...] de payer et de protéger d'innombrables calomniateurs répugnants tels que les Lamenais, les Martainville, les Jonffroy, les Laurenti, à qui ont a donné l'ordre de nous calomnier[3]. » Le 8 janvier, *El Universal*, se plaint des injures, calomnies et autres insultes que les journaux *ultras* français « *ils vomissent contre nous* » mais il dit ne pas se prêter au jeu de les réfuter. Toutefois, il se défend des critiques du *Drapeau Blanc*, qui bien pourrait s'appeler *El Zurriago* de Paris, dit-il : « Il y a cependant des impostures que nous ne pouvons pas laisser sans réponse[4]. » Son éditeur, Le Mennais est signalé pour ses écrits journaliers attaquant de front l'Espagne et ses proclamations guerrières « aux amis de l'inquisition et les privilégiés[5]. » *La Gazette* est aussi pointée du doigt car il semble qu'elle ment d'arrache-pied. Le 20 janvier, *El Universal* écrit :

2. *Nuevo Diario de Madrid*, 3 février 1823.
3. *Nuevo Diario de Madrid*, 8 février 1823.
4. *El Universal*, 8 janvier 1823.
5. *El Espectador*, 19 et 21 janvier 1823.

> « Tandis que les journaux libéraux sont tous enclins à la paix, et que le ministère feint, au moins jusqu'à présent, de vouloir la conserver, les journaux des ultras, notamment *l'Étoile* et le *Drapeau blanc*, provoquent la guerre de la manière la plus inconvenante, et menacent le roi du prochain bouleversement du trône et de la légitimité, s'il ne profite pas de la situation actuelle pour punir les révolutionnaires espagnols qui tentent de compromettre la tranquillité et le repos des nations[6]. »

Pour sa part, la *Gaceta Española*, informe du boycott par les ultras français des journaux constitutionnels espagnols et anglais dont ils veulent interdire la diffusion en France. À Bilbao on se plaint également de ce manque d'information. Même en Russie, la situation semble identique car l'Empereur « a suivi le même comportement ultra, ne permettant pas aux journaux anglais d'entrer à Petersbourg[7]. » Le 24 mai, la *Gaceta* accuse les journaux officiels français de tenir un langage hostile et menaçant envers l'Espagne et ses lois « comme pourrait l'être le plus féroce ennemi. » Le *Diario constitucional de Barcelona*, s'en prend aussi à la presse royaliste de Paris. Dans sa section de nouvelles de l'étranger, il copiera une note où l'on raconte que le duc d'Angoulême se promène dans l'Andalousie au milieu de l'enthousiasme des villageois heureux de voir leur prince libérateur. « Peut-il y avoir une façon plus flagrante de mentir ? », s'interroge le journal[8]. La presse anglaise n'est pas épargnée. *The Courrier* semble ne plus être la voix du gouvernement, d'après une lettre de Londres écrite par un particulier : « il est sûr que ce journal est vendu aux ultras français », peut-on lire dans *El Espectador* qui déjà, dans son édition du 9 janvier, dénonce dans ses colonnes les journaux vendus au pouvoir et répondant aux passions de personnes influentes.

La presse royaliste ne manque pas, non plus, d'écrire à propos des journaux libéraux étrangers, notamment dès que l'Armée des Pyrénées obtient des victoires sur tout le territoire. Par exemple, *El Restaurador*, critique les prévisions erronées des journaux *Chronicle* et *Times* qui assuraient la défaite d'Angoulême. *The Courrier* est aussi visé, surtout son correspondant qui « réfléchit sur les affaires de l'Espagne comme le ferait plus ou moins un étudiant en poésie », d'après une transcription du *New Times*[9]. On reproche au *Journal* de Paris de les accuser de fanatisme[10] et traite de bêtes les publicistes, autant

6. *El Universal*, 20 janvier 1823. « Mientras que los periódicos liberales se inclinan todos a la paz, y que el ministerio finge a lo menos hasta ahora querer conservarla, los periódicos de los ultras, en particular la Estrella y la Bandera Blanca, provocan la guerra del modo mas indecoroso, y amenazan al rey con el próximo trastorno del trono y la legitimidad, sino se aprovecha de la actual coyuntura para castigar a los revolucionarios españoles que tratan de comprometer la tranquilidad y el reposo de las naciones.»
7. *La Gaceta Española*, 30 mai 1823.
8. *Diario Constitucional de Barcelona*, 5 août 1823.
9. *El Restaurador*, 15 août 1823.
10. *El Restaurador*, 19 août 1823.

nationaux qu'étrangers, comme ceux du *Journal des débats* qui « dans les trois derniers mois de l'année dernière ont écrit autant de bêtises que *le Constitutionnel* et *le Pilote* ». On dénonce l'attaque de la presse libérale : « [...] rumeurs fausses et alarmantes ; plans iniquement assumés et attribués à nos généreux Libérateurs, [...] relations mensongères et calomnieuses envoyées aux journaux libéraux qui circulaient déjà en Europe[11]. » En novembre, *El Restaurador* se fait écho des nouvelles qui viennent de France, en particulier celles publiées par *La Quotidienne* où l'on remarque un langage bien différent de celui des journaux libéraux depuis quelques mois[12]. Enfin, le 30 décembre ce journal, dans un long article intitulé « un coup d'œil sur la presse étrangère », écrit :

> « Alors qu'à Paris de magnifiques fêtes étaient organisées pour célébrer les triomphes de l'armée libératrice, et qu'à Londres le radicalisme délibérait sur le projet d'ériger une statue à Riego, des journaux de différentes couleurs agitaient avec non moins d'intérêt les grandes questions de la restauration espagnole, chacun osant ses prédictions, et regardant les événements de la Péninsule en décembre à travers le prisme de leur parti respectif[13]. »

La presse joue un rôle important dans la lutte fratricide. Une note adressée aux éditeurs du journal *El Universal* dénonce la participation des journaux aux querelles entre Espagnols et leur responsabilité dans les discordes : « Les journalistes ont été les principaux crieurs publics de cette désunion. » L'auteur demande aux rédacteurs de devenir des acteurs de la réconciliation et du retour au respect des idées[14]. À Cadix, le chef politique invite les éditeurs des journaux de la ville à calmer les esprits de la population. Il propose de : « sacrifier une partie de la liberté de la presse qui leur est accordée par la loi, et transformer leurs écrits en exhortations à l'union de tous les partis, pour étouffer des passions particulières[15]. » Pour *El Espectador* il est maintenant temps de changer les lettres en armes. Les proclamations, les discours, les manifestes, les félicitations, les chansons, les hymnes sont, pour le journal, d'excellents moyens d'animer le patriotisme mais ne suffisent plus : « Il est bon que les bons Espagnols soient convaincus que sans sacrifices, sans grands sacrifices, il n'y aura ni liberté ni gloire pour eux [...] Les armes sont les meilleurs accompagnements des hymnes : les armes résistent aux armes ; les armes

11. *El Restaurador*, 11 septembre 1823.
12. *El Restaurador*, 16 novembre 1823.
13. *El Restaurador*, 30 décembre 1823. « Mientras que en París se disponían y celebraban magníficas fiestas para solemnizar los triunfos del ejército libertador de la España, y cuando en Londres el Radicalismo deliberaba sobre el proyecto de erigir una estátua a Riego, los periódicos de diversos colores agitaban con no menos hervor que interés las grandes cuestiones de la restauración española, aventurando cada cual sus pronósticos, y mirando los acontecimientos de la Península en diciembre con el prisma de su respectivo partido. »
14. *El Universal*, 13 février 1823.
15. *El Universal*, 21 février 1823.

décident de tout ; les armes sont les précurseurs des triomphes[16]. » Alors, il demande aux écrivains publics d'exercer une influence grâce à leur plume, d'exacerber les passions, de convaincre les imprudents, d'encourager les tièdes et enfin, de maintenir le feu sacré des amoureux de la patrie.

Avec l'entrée des troupes françaises, la presse constitutionnelle espagnole s'éteint peu à peu. *El Espectador* publie son dernier numéro le 31 mars 1823. À son tour, *El Universal* arrête l'édition le 23 avril. Il fait un dernier appel à défendre la bonne cause : « Habitants de Madrid, l'universel vous fait ses adieux [...] soyez ce que vous avez toujours été, et surtout souvenez-vous que vous n'êtes pas français mais espagnol[17]. » Le *Nuevo Diario de Madrid* s'interrompt le 22 mai, la veille de l'entrée dans la capitale par les Français. Il est le dernier journal libéral à cesser de paraître. Dans une lettre du 18 août écrite à son père, le marquis de Blosseville note : « Sans compter tous les journaux révolutionnaires qui ont plié bagage à l'entrée des Français, on en compte encore six à Cadix, huit à Madrid, deux à Séville et quelques-uns dans différentes villes. Beaucoup rapportent des adresses où l'on réclame avec instance le roi absolu, les jésuites et l'Inquisition[18]. » Les publications dans les journaux seront désormais contrôlées et passés à la censure. Les instructions particulières sont transmises aux journalistes de Madrid. Le duc d'Angoulême place la presse espagnole sous la surveillance des commandants des corps d'armée. Par exemple, à Madrid, dans l'ordre signée par le duc de Reggio, on lit dans son premier article : « il est défendu à tous de se permettre une quelconque personnalité dans sa feuille contre aucun individu civil ou militaire, ou, contre une classe quelconque de citoyen[19]. » Pour les contrevenants est prévue la suspension de leur feuille pendant quinze jours ou totale en cas de récidive. D'après un rapport de police, cette mesure semble déplaire aux royalistes qui « sont dans la fureur, vomissent des exécrations et attribuent cette mesure politique à ce que les Français se sont laissés séduire par les libéraux » tandis que les gens sensés la reçoivent avec un grand plaisir, peut-on lire[20]. Il semble que *El Restaurador*, l'un des journaux dont les critiques sont les plus acerbes, se plie à la mesure tandis que *El Procurador del Rey* n'en tient pas compte des mesures et défend encore dans ses pages l'Inquisition et la monarchie absolue[21].

16. *El Espectador*, 8 février 1823.
17. *El Universal*, 24 avril 1823.
18. PASSY, Louis, Souvenirs du marquis de Blosseville, p. 52-53.
19. Instruction préliminaire à donner aux journalistes de Madrid qui doit tenir provisoirement lieu de censure. SHD, GR, D1-20.
20. Rapport de police militaire, Madrid, 13 août 1823. SHD, GR. D1-20.
21. Larroche, *op. cit.,* p. 286.

5.1. L'expédition dans la presse

L'image des Cent Mille fils de Saint Louis dans la presse espagnole est souvent passée sous silence, et pourtant, elle va jouer un rôle très important à l'heure de mobiliser la population. Constitutionnels et royalistes vont se livrer à travers leurs publications respectives à une véritable guerre médiatique. Face à la menace de guerre et l'invasion de l'Armée des Pyrénées, les journaux libéraux s'efforcent de discréditer les troupes d'Angoulême, de souligner la vaillance et résistance du peuple espagnol tout en s'appuyant sur les exploits des guerres passées. À l'inverse, les écrivains royalistes exalteront les vertus d'une armée étrangère libératrice et croyante, qui avance victorieuse et sans résistance parmi une population complice et bienveillante.

5.1.1. Face à la menace de guerre

Il est vrai que la crainte d'une guerre est dans tous les esprits. Toutefois *El Espectador* tient à rassurer dans son édition du 4 janvier : « Nous savons déjà que le gouvernement est décidé pour l'instant à ne pas nous déclarer la guerre [...] Voilà pourquoi l'ardeur du duc de Montmorency s'est fracassée contre la prudente sagesse du comte de Villèle. » Le 10 janvier, on publie dans ses pages la réponse d'Evaristo San Miguel au gouvernement de Paris. Les choses sont claires pour l'Espagne : adhérer totalement à la constitution de 1812, maintenir la paix avec les peuples et ne reconnaître le droit d'intervention d'aucune puissance. Pour la France, en revanche, il y a une profonde contradiction entre ce qu'elle dit et ce qu'elle fait : « Croire que la France veut le bien être, le repos de l'Espagne et avoir toujours allumés les éléments de la discorde qui alimentent les principaux maux qui l'affligent, c'est tomber dans un abîme de contradictions », peut-on lire[22]. À la fin du mois de janvier, la guerre entre la France et l'Espagne est toujours incertaine. Les journaux émettent des hypothèses sur la possibilité d'un conflit mais rien n'est sûr. *El Espectador* aussi, se pose la question mais il dit ne pas savoir quoi répondre. Il note qu'en France la presse est divisée : « les uns pensent que la guerre aura lieu et les autres affirment que la

22. *El Espectador*, 10 janvier 1823. Extrait de la réponse du gouvernement espagnol.

paix ne sera pas altérée. » Néanmoins, il se montre résolument optimiste quant à la capacité de l'Espagne à se défendre en énumérant les prochains avitaillements de l'armée. « Nous serons le prochain mois d'avril en état de pouvoir résister à n'importe quelle tentative », écrit-on[23]. La guerre semble s'approcher à grands pas. Le 29 janvier, *El Espectador* écrit dans ses pages que deux nations limitrophes ayant déjà retiré leurs légations et dont les réclamations et ressentiments persistent, ne peuvent pas rester dans l'inaction beaucoup de temps. « On ne peut pas dire que la guerre entre les deux soit inévitable mais au moins elle est plus que probable[24]. »

La réponse des Cortès aux notes de la Sainte-Alliance et les discours des sessions du 9 et 11 janvier, repoussant l'ingérence étrangère, vont éveiller l'esprit de cohésion de la population. La presse constitutionnaliste ne manque point une occasion pour faire publier la totale adhésion des Espagnols à leur gouvernement et de les préparer ainsi à une éventuelle invasion. L'envie de défendre leur pays, de participer sous quelque forme que ce soit à la lutte contre l'envahisseur touche toutes les couches sociales. Les témoignages de soutien ne manquent point. Lorsque l'ambassadeur de France demande à quitter Madrid, le journal *El Universal*, écrit : « [...] il pourra rapporter à son gouvernement, en tant que témoin oculaire, la situation difficile dans laquelle les menaces des cabinets étrangers ont placé la nation, et ce dont il a été témoin à Madrid ces derniers jours[25]. » D'après le journal, les notes la Sainte-Alliance et le discours de Louis XVIII aux chambres ont renforcé la cause constitutionnelle auprès de la population[26] : « L'Espagne, avec la force que lui donne l'opinion nationale, est devenue une terre indomptable ; les Cortès, arrachant les colonnes d'Hercule à leur siège, les ont transportées au sommet des Pyrénées, et ont dit à la Sainte-Alliance : VOUS NE PASSEREZ PAS[27]. »

Une lettre particulière, publiée le 20 janvier dans *El Espectador*, raconte comment les habitants de Badajoz se réjouissent de la réponse du gouvernement de Madrid. Dans la missive on compare les notes diplomatiques des ambassadeurs de la Sainte-Alliance, aux « proclamations subversives pareilles à celles du Trappiste. » C'est dans les locaux de la Société Patriotique que vont se réunir un grand nombre de personnalités locales et d'habitants de toutes classes pour ensuite se rendre à la place de la Constitution et au

23. *El Espectador*, 20 janvier 1823.
24. *El Espectador*, 29 janvier 1823.
25. *El Universal*, 28 janvier 1823.
26. *El Universal*, 13 mars 1823.
27. *El Universal*, 26 février 1823.

sépulcre du héros Arco-Agüero[28]. « On y parle peu mais on ressent beaucoup [...] émus tous les assistants regrettèrent de ne pas avoir sur place des ennemis à combattre[29]. »
Les membres de la direction de l'Équipement général du royaume se réjouissent également de la décision des Cortès lors des sessions parlementaires des 9 et 11 janvier, qu'ils qualifient de mémorables. La déclaration, signée à Madrid le 18 janvier, porte la signature de dix-sept personnes et tient à faire savoir aux Cortès les sentiments qui les animent et qui ne sont qu'en faveur de la Constitution ou de la mort[30]. Quatre jours auparavant, les militaires du régiment de cavalerie de Santiago, en garnison à Andujar, avaient également adressé une note au roi, soulignant la conduite héroïque des Cortès face aux notes des cabinets étrangers. Les signataires de ce texte publié dans *El Espectador*, le 22 janvier, veulent faire entendre leur voix au congrès. En outre, ils demandent que tout soit consigné dans le *Journal des Sessions*[31].
On sait qu'à Cadix, le 16 janvier, on décide de suspendre une pièce de théâtre prévue afin de lire des discours de la session des Cortès du 9 janvier, jour, dit-on, mémorable dans les fastes de la nation espagnole. À la lecture des discours d'Argüelles et Galiano, de nombreux vivats et applaudissements résonnèrent dans la salle où l'émotion avait gagné les assistants :

> « Les larmes des spectateurs et, spécialement celles versées par les jolis yeux du beau sexe, rendaient plus intéressant ce trait de vertu qui anoblit les cœurs sensibles [...] Les chansons patriotiques et les mille vivats en faveur de la constitution, de la liberté et de l'indépendance, adressés devant les Cortès et le gouvernement, à Riego, etc., résonnèrent longtemps dans cet endroit, très fréquenté car c'était la première fois que la célèbre Doña Lorenza Correa, se produisait sur la scène de Cadix[32]. »

Le 31 janvier, deux cent cinquante-neuf étudiants de l'université d'Oviedo signent une missive dans laquelle ils se réjouissent de la vaillance et de la fermeté des parlementaires lors des sessions du 9 et 11 janvier. Ils manifestent leurs sentiments patriotiques et leur haine de toute domination étrangère. « Tout dément les affirmations des cabinets de

28. http://historiasdebadajoz.blogspot.com/2012/02/las-cenizas-de-arco-aguero-1821-1835.html
29. *El Espectador*, 20 janvier 1823. Extrait en annexe : document 23.
30. *El Espectador*, 22 janvier 1823.
31. *El Espectador*, 22 janvier 1823.
32. *El Espectador*, 23 janvier 1823. Extrait copié du *Diario Mercantil*. « Las lagrimas de los espectadores, y en especial las que vertian los hermosos ojos del bello sexo, hicieron mas interesante este rasgo de virtud, que ennoblece los corazones sensibles [...] Las canciones patrióticas y mil vivas a la constitución, a la libertad e independencia, a las Córtes y al gobierno, a Riego, etc., resonaron por largo tiempo en aquel sitio, que estaba muy concurrido por ser la primera noche en que se presentaba en la escena gaditana la famosa española doña Lorenza Correa. »

Paris, Vienne, Berlin et Saint-Pétersbourg », peut-on lire. Ils jurent de rester libres ou de tomber au combat[33].

Parmi les anciens militaires, il y aussi ceux qui préfèrent l'action aux discours et se portent volontaires pour reprendre du service au sein de l'armée. C'est le cas, par exemple, du marquis de Campo Verde qui, malgré son état de santé, trouve encore des forces pour défendre le territoire. En effet, « un cœur espagnol ne peut pas être tranquille », dit-il, en écoutant les notes des représentants de Paris, Vienne, Berlin et Saint-Pétersbourg. Animé et ému par la réponse du gouvernement lors de la séance du 9 janvier, il écrit quelques jours plus tard, depuis Grenade :

> « Mon bras a longtemps été honorablement employé à la défense de l'indépendance de mon pays, et je suis prêt à verser tout mon sang pour l'assurer sur la base stable du code sacré de nos droits. Ma santé, mes enfants, tout est moindre que la gloire et la liberté de la patrie ; et la vie même est méprisable quand elle est traînée avec l'opprobre [...] Je supplie instamment Votre Majesté, sans tenir compte de l'état brisé de ma santé, de m'affecter partout où vous le jugerez convenable à la défense active de notre territoire et de nos droits sacrés, contre toute espèce d'ennemis qui tenteraient de les attaquer[34]. »

La presse informe aussi que d'autres généraux, tels que le comte de Cartagena et Zarco del Valle, se sont présentés pour combattre les factieux même comme simples soldats[35]. Mais ces gestes désintéressés ne touchent pas seulement les militaires de carrière, la jeunesse est aussi au rendez-vous. C'est le cas de Juan Agustin Eguren, milicien volontaire de cavalerie de Madrid, âge de 18 ans, qui écrit au ministre de la Guerre pour demander à intégrer les rangs et affirme qu'il fera la guerre « sans rien coûter au budget. » Sa lettre est publiée par *El Espectador* le 10 février. On sait qu'à Grenade, ce sont plusieurs professeurs de l'université qui souhaitent prendre les armes et s'engagent comme simples soldats, et à leur frais, dans le régiment des Dragons du Roi[36].

L'enrôlement dans l'armée bénéficie également de cette ambiance. À Baza, lors du tirage des recrues on n'entend pas un murmure. L'esprit public s'est grandement amélioré

33. *El Espectador*, 12 février 1823.
34. *El Espectador*, 20 janvier 1823. « Mi brazo se ha empleado por mucho tiempo con honor en defensa de la independencia de mi patria, y estoy pronto a derramar toda mi sangre para asegurarla en el fundamento estable del código santo de nuestros derechos. Mi salud, mis hijos, todo es menos que la gloria y la libertad de la patria; y la vida misma es despreciable cuando se arrastra con oprobio [...] Suplico rendidamente a V. M. que prescindiendo del estado quebrantado de mi salud, se sirva destinarme a donde tenga por conveniente para defender activamente nuestro territorio y nuestros sagrados fueros, contra cualquiera clase de enemigos que intenten atacarlos. »
35. *El Espectador*, 23 janvier 1823.
36. *El Espectador*, 12 mars 1823.

depuis les notes de la Sainte-Alliance et du discours du Roi de France, note *El Espectador*[37]. Un autre journal, *El Universal*, remarque la rapidité et l'empressement pour servir : « Que diront l'imbécile Quesada et les autres membres du groupe pour tromper les pauvres ultras et leur faire croire que nous recevrions les Français à bras ouverts ?[38]» La Corogne fournit un contingent important de recrues, tous joyeux et animés du meilleur esprit. Ils attendent avec impatience l'invasion : surtout pour « tuer des Français », écrit *El Espectador*[39]. Même les militaires hospitalisés veulent reprendre rapidement du service. On sait qu'une vingtaine de soldats malades séjournant à l'hôpital d'Ecija, demandent au lieutenant-colonel Miguel Ruiz Jurado, commandant la place, à être réincorporés immédiatement : « Nous voulons tous défendre la ville et mourir en défendant la patrie[40]. » Dans la province de Santander, beaucoup de gens ont déjà rejoint les corps francs et les dernières levées de recrues ont laissé les villages presque sans hommes. « Les Français se demandent où sont les hommes de ce peuple ? Et quand ils savent qu'ils sont tous armés dans les montagnes, ils tremblent », publie le *Diario de la Corte* au mois de juin[41].

Beaucoup d'anciens militaires et de patriotes demandent aux provinciaux l'autorisation de mener la guérilla[42]. Les milices se montrent aussi à la hauteur des circonstances. Celles d'Aranjuez, Villaviciosa, Pinto, Valdemoro, Ciempozuelos, Chinchón, Ocaña et d'autres villages, sont animées d'un bel esprit. Si les Français venaient, écrit-on dans *El Espectador*, « il se formerait une guérilla qui n'en laisserait pas un vivant[43]. » De même, à Logrono, d'après un article de *El Universal*, il y a un excellent esprit car « on ne pense qu'à former des guérillas[44]. »

Le soutien au gouvernement de Madrid se fait de différentes manières. En effet, les journaux publient les dons désintéressés des organismes ou des particuliers. Par exemple, le lieutenant de vaisseaux Mariano Vive, en service dans le port de Denia, tout en montrant aussi sa disposition à prendre les armes, fait un généreux don d'argent à l'état, motivé par ses échanges avec les ministres français, autrichiens, prussiens et russes. Sur demande du

37. *El Espectador*, 12 mars 1823.
38. *El Universal*, 4 janvier 1823.
39. *El Espectador*, 30 mars 1823. Extrait en annexe : document 24.
40. *El Universal*, 20 février 1823.
41. *Diario de la Corte*, 29 juin 1823.
42. *El Universal*, 20 avril 1823.
43. *El Espectador*, 22 mars 1823.
44. *El Universal*, 21 avril 1823.

ministère, *El Espectador* relate ce geste patriote dans ses colonnes[45]. À Madrid, Rafael Tarradellas y Costa, fonctionnaire à la direction des loteries nationales, veut aussi montrer son engagement à la cause et donne un tiers de son salaire au Congrès en « gratitude pour l'héroïsme et la vigueur de vos résolutions lors des sessions mémorables des 9 et 11 de ce mois. » José Rodriguez de Toro, colonel à la retraite, fait don de ses revenus à l'État pendant la durée de la guerre. « Sa Majesté a accepté son offre généreuse, ordonnant qu'elle soit rendue publique par les journaux », peut-on lire dans *El Espectador*[46]. Une autre note du 15 mars nous apprend que Miguel Cabrera de Nevares, de Soria, offre la moitié de son salaire pour « les urgences de la nation pendant la guerre étrangère[47]. » La générosité vient de partout. On sait que deux Espagnols résidant à Gibraltar, José Comitre et Pablo Larios, font un prêt de 10 000 réaux de billon[48].

La ferveur patriotique face à la menace d'une prochaine invasion se répand dans la péninsule. De toutes parts, des cris de révolte, des appels aux armes, de l'indignation et des sacrifices personnels remplissent les pages des journaux constitutionnels. « C'est le moment de voir des héros », écrit-on dans le *Nuevo Diario de Madrid*. Peu de gens pensent que l'Espagne peut être dominée, note le journal[49]. Dans son édition du 1er mars, *El Universal* souligne aussi cette participation massive des autorités et concitoyens qui rappelle le bel enthousiasme de 1808[50].

Les conseils régionaux sont sur le branle-bas de combat. Les sessions sont passionnées et les critiques envers la conduite politique de la France constantes. Il est temps de stimuler la fierté nationale et les discours dans ce sens sont légion. Par exemple, à Málaga, on adopte des mesures face à une guerre qui semble inévitable :

> « [...] pour favoriser la noble et belliqueuse indignation qui réside toujours dans le sein de tous les Espagnols pour le moment où une main étrangère ose offenser leurs lois et leur indépendance, et pour que tous les habitants de cette province, persuadés que la guerre la plus injuste et la plus inique est déjà inéluctable, soient convaincus qu'entre l'honneur et l'opprobre, la liberté et l'esclavage, il n'y a pas d'autre alternative que de mourir ou de vaincre, et pour atteindre ce cas glorieux il faut brandir l'acier, que le canon explose, et que les dangers soient affrontés avec sérénité, en faisant pour patrie toutes sortes de sacrifices...[51]. »

45. *El Espectador*, 10 février 1823.
46. *El Espectador*, 17 mars 1823.
47. *El Espectador*, 20 mars 1823.
48. *El Universal*, 20 mars 1823.
49. *Nuevo Diario de Madrid*, 18 avril 1823.
50. *El Universal*, 1er mars 1823.
51. *El Universal*, 28 février 1823. « [...] a fin de promover la noble y belicosa indignación que siempre está reservada en el pecho de todos los españoles para el momento en que una mano extranjera se atreva a ofender sus leyes, y su independencia, y que persuadidos todos los habitantes de esta provincia de

Les commandants de place ou de district et les chefs des divisions de l'armée espagnole lancent également des proclamations pour faire face aux troupes d'Angoulême, qui sont publiés par la presse. Les textes sont chargés de patriotisme et de rappels à la Guerre d'Indépendance. Il s'agit de canaliser la masse populaire comme autrefois et la pousser à se battre. Il n'est pas étonnant de faire appel à l'union, au sacrifice et à l'invincibilité. *El Espectador* insère les proclamations des chefs militaires. Celle de Ballesteros, incite au combat au nom de la liberté « [...]voilà qui devrait nous réconforter dans la bataille, si les despotes osent envahir notre sol », écrit-il depuis son quartier général à Saragosse le 8 mars[52]. Mina réorganise son armée et l'enthousiasme des troupes du 7e district paraît inexplicable : « les gens attendent l'invasion française avec haine[53]. » De même, Juan Palarea, qui vient d'être désigné pour prendre le commandement militaire de la province de Santander et la gouvernance de la place de Santona, s'adresse aux madrilènes et fait appel aux braves du 7 juillet pour se joindre à lui dans la lutte. « Vivre libre ou mourir en tuant », écrit-il le 15 mars à Madrid[54]. À Séville, le commandant Ramon de Villalva, met en garde les militaires sous ses ordres contre le fanatisme, la désunion et la corruption : « Ils vous reconnaissent comme des soldats invincibles et tentent de vous surprendre en tant qu'hommes. Compagnons d'armes, en alerte ![55] »

La population est aussi de la partie. La presse constitutionnelle rend compte de l'engagement des Espagnols, très disposés à se mesurer à l'armée des Pyrénées. Le journal *El Universal* insère le 22 janvier une note signée par les habitants de Chinchilla qui semblent être prêts à recevoir les Français : « Venez, misérables instruments de la tyrannie si vous voulez voir du patriotisme [...] partout ils ne trouveront que leur mort[56]. » À Pontevedra, la milice nationale et les patriotes se donnent rendez-vous face à la pierre de la Constitution pour montrer leur ferveur et parcourent les principales rues de la ville accompagnés d'une bande de musique improvisée. Les autorités locales et les membres de la mairie y participent[57]. À Saragosse, le chef politique, Florencio García enflamme les

---

que ya es indudable la mas injusta e inicua guerra, se convenzan de que entre el honor y el oprobio, la libertad y la esclavitud, no hay otra alternativa que morir o vencer, y para llegar a ese glorioso caso es preciso blandir el acero, que estalle el cañón, y que se arrastren con serenidad los peligros, prestando a la madre patria toda clase de sacrificios... »

52. *El Espectador*, 14 mars 1823.
53. *El Espectador*, 18 mars 1823.
54. *El Espectador*, 17 mars 1823. Extrait en annexe : document 25.
55. *El Universal*, 17 février 1823.
56. *El Universal*, 22 janvier 1823.
57. *El Espectador*, 18 février 1823.

passions des habitants avec les souvenirs de 1808, tout en leur demandant de faire encore une guerre à mort « à l'étranger qui marche hostilement sur notre sol[58]. » À Mérida, par exemple, ils « sont résolus à mourir l'arme à la main. » Les habitants d'Alicante sont aussi prêts au sacrifice : « S'ils veulent la guerre, ils l'auront », peut-on lire sur leurs visages selon le journal. Une soixantaine de citoyens de Huelva témoignent par écrit du désir de paix mais soutiennent qu'ils ne refusent pas la guerre et sont prêts à lutter comme par le passé[59]. Le *Nuevo Diario de Madrid*, note que les habitants de la Seu d'Urgel ont hâte de se confronter aux Français et demandent des armes[60]. Le journal affirme que le seul mot *invasion* a suffi à réveiller les passions « L'idée de voir notre territoire profané par des étrangers a ravivé dans le cœur des Espagnols cette noble fierté, cet amour de l'indépendance[61]. » On écrit qu'à Séville des villages entiers accourent et prennent les armes[62]. À Cadix, on anime l'esprit de guerre et l'action. Il faut marteler les armes dans les ateliers et se prêter à l'instruction, à la subordination[63]. Depuis Teruel, on affirme aussi leur vaillance : « Ni les habitants de l'Aragon ni le reste des Espagnols n'ont peur des Français[64]. » Le 20 avril, alors que les troupes françaises parcourent déjà le pays, *El Universal*, se fait écho de l'alerte qui sonne partout :

> « [...] Tout le monde connaissait l'atrocité de l'insulte, et le mépris dont on a fait preuve à notre égard en envahissant notre territoire, sans nous avoir préalablement déclaré la guerre comme il est d'usage entre nations civilisées [...] *Aux armes ! que les Français arrivent*, a été le cri qui a retenti en Galice, à Léon et dans les Castillas, et qui sera répété dans tous les coins de la Péninsule [...] Les hommes qui nous attaquent n'appartiennent pas à ce siècle, et par conséquent, nous pouvons employer pour les exterminer les moyens qui étaient en usage aux temps de la barbarie, auxquels ils veulent nous réduire[65]. »

Parfois, il arrive qu'on tienne à mettre en valeur la région. Ainsi, le 21 février dans une réunion patriotique à Barcelone, Joaquín Lorenzo Villanueva fait un éloquent discours, écouté et applaudi avec enthousiasme. Il y explique la raison pour laquelle ils doivent résister à l'invasion étrangère : « les Catalans doivent en ajouter une qui leur est propre,

58. *EL Universal*, 9 mars 1823.
59. *El Espectador*, 27 janvier 1823.
60. *Nuevo Diario de Madrid*, 7 février 1823.
61. *Nuevo Diario de Madrid*, 19 février 1823.
62. *Nuevo Diario de Madrid*, 25 avril 1823.
63. *Nuevo Diario de Madrid*, 14 mai 1823.
64. *El Universal*, 10 avril 1823. Le journal utilise le terme péjoratif « gabachos » pour désigner les Français.
65. *El Universal*, 20 avril 1823. « [...] Todos conocieron la atrocidad del insulto, y el desprecio que se nos hacia invadiendo nuestro territorio, sin declararnos previamente la guerra como se acostumbra entre naciones civilizadas [...] *¡Armas! que vienen los franceses*, ha sido el grito que ha resonado en Galicia, León y las Castillas, y que se repetirá en todos los ángulos de la Península [...] Los hombres que nos atacan no pertenecen a este siglo, y por consiguiente, podemos emplear para exterminarlos los medios que estaban en práctica en los tiempos de barbarie, a que quieren reducirnos. »

à savoir la crainte bien fondée que les Français ne tentent de prendre le contrôle et de conserver la seigneurie de la Catalogne[66]. » Dans une note venant de Figuères on souligne que la population reste calme et joyeuse, chassant les royalistes en attendant l'entrée de l'ennemi : « les gens détestent déjà la canaille des factions, et encore plus les Français qu'ils attendent en colère[67]. »

On trouve aussi dans la presse des publications plutôt curieuses. Ainsi, le lieutenant de la milice de Ronda, José López décoré en 1815 de la fleur de lys, trouve bon de renvoyer le diplôme à son expéditeur. « [...] je ne veux pas porter l'insigne porté par ces mauvais Français qui ont si mal conseillé à V.M. de nous envoyer les cent mille hommes dirigés par un général que le plus petit soldat espagnol ne craint pas », peut-on lire dans le *Diario constitucional de Barcelona*[68].
Enfin, le roi, malgré lui, s'adresse au peuple en criant aux armes. Le 23 avril, depuis Séville, il dénonce la scandaleuse agression et appelle à la lutte en évoquant la guerre contre Napoléon. Voici un extrait du discours publié par le *Diario de la Corte* :

> « [...] Aux armes ! La voix de la fierté crie, l'honneur national l'exige, votre sécurité le commande. Venez, téméraires : les champs, les précipices, les cavernes, les puits et même les maisons sont couverts des ossements et éclaboussés du sang de vos prédécesseurs : venez connaître à nouveau le même sort...[69]. »

Les appels à la fraternité dans la presse constitutionnelle sont constants. Le 13 janvier, une note parue dans *El Espectador*, souligne la camaraderie qui règne dans la population espagnole et surtout sa détermination à se battre si la patrie venait à être en danger. On critique l'aveuglement des puissances étrangères qui croient les Espagnols divisés et qui veulent imposer leur loi, « sans d'autres antécédents que les ridicules vociférations des papiers français vendus à l'ultracisme. » Dans un autre article apparu le 22 janvier, on note que l'idée d'une déclaration de guerre de la part de la France a suffi pour faire oublier les sentiments particuliers et fraterniser pour le bien de la patrie. Même le parlement semble être à l'unisson : « Le congrès espagnol paraissait composé plutôt d'une seule personne que d'un grand nombre de gens [...] Un cri~~e~~, une seule opinion, une seule façon

66. *El Universal*, 7 mars 1823.
67. *El Espectador*, 25 mars 1823.
68. *Diario constitucional de Barcelona*, 1er abril 1823.
69. *Diario de la Corte*, 29 avril 1823. « ¡A las armas! La voz del pundonor lo grita, el honor nacional lo exige, vuestra seguridad lo manda. Vengan esos temerarios : los campos, los precipicios, las cavernas, los pozos y aún las casas están cubiertos con los huesos, y salpicados con la sangre de sus predecesores : vengan a experimentar otra vez la misma suerte... »

de penser, voilà ce qu'on a vu dans le congrès », écrit-on[70]. Le journal raconte comment vers trois heures de l'après-midi, une foule parcourt les rues de la capitale, accompagnée par de la musique militaire, pour se rendre chez le commandant général qui fait pour l'occasion une harangue à la population « laquelle semblait plutôt avoir reçu une nouvelle satisfaisante que l'annonce de la guerre[71]. »

Lorsqu'au mois d'avril la menace devient une réalité et que les premières divisions françaises traversent les Pyrénées, la presse libérale change d'objectif et s'en prend aux envahisseurs.

5.1.2. Le mépris de l'armée des Pyrénées

Pour motiver le soldat et rassurer l'habitant dans la lutte, la presse constitutionnelle se lance dans une propagande contre les Français. Il s'agit de s'attaquer à leur réputation et leur prestige, autant individuel que collectif, et de ridiculiser l'armée envoyée par Paris. Tout est source de moqueries, leur Dieu, Saint Louis, Angoulême, les généraux, les décisions et même les compagnons de voyage, l'armée de la Foi.

5.1.2.1. Le Dieu de Saint Louis

Lorsque Louis XVIII dans son discours fait référence à la figure du Dieu de Saint Louis comme protecteur du duc d'Angoulême et ses cent mille soldats, la presse constitutionnelle se donne à cœur joie de critiquer cette allusion qui semble peu méditée. Néanmoins, cette évocation est du goût des royalistes espagnols. Ainsi, *El Universal*, note le 11 février que les *feotas* sont très contents du discours du roi et que leurs commentaires à son sujet sont drôles, notamment la mention du Dieu de Saint-Louis qui « a rempli leurs yeux, et ne voulant pas être moins que les Français, il semble que l'évêque de Tarragone ait proposé que leur avant-garde invoque le Dieu de Torquemada[72]. » *El Nuevo Diario de Madrid* se moque de la protection du saint qu'on veut attribuer aux soldats d'Angoulême : « D'ordinaire, les soldats des temps modernes ne sont pas des gens très pieux ou invocateurs et au temps de Napoléon, Dieu permettait que des victoires complètes soient

70. *El Espectador*, 22 janvier 1823.
71. *El Espectador*, 22 janvier 1823.
72. *El Universal*, 11 février 1823.

remportées par ceux qui n'invoquaient sûrement pas son nom lorsqu'ils entraient en combat[73]. » *El Universel* publie une correspondance privée de Paris dans laquelle on souligne que le gouvernement français a été discrédité par le discours ridicule du roi : « En fait, seul le *Pèlerin de Jérusalem* aurait pu évoquer le Dieu de Saint Louis, et faire en sorte que le roi de France s'adresse aux Français dans les mêmes termes que Godefroi de Bouillon a parlé aux Croisés[74]. » On critique l'évocation du saint pour sanctifier des projets d'ambition et de tyrannie. Pour le journal, il s'agit d'un sacrilège :

> « [Le ministère français] a fait dire à leur roi qu'il ferait marcher contre l'Espagne 100 000 Français *en invoquant le dieu de Saint Louis*. Ils ont été malheureux d'évoquer ce souvenir, car le saint béni a pu être tout ce qu'on veut, mais il est clair qu'il n'a pas eu beaucoup de chance au combat. Il est allé chercher des aventures donquichottesques en Terre Sainte pour donner aux musulmans des institutions dont ils ne voulaient pas, et cela lui a coûté la vie. Comme il serait bon que la même chose arrive à son petit-fils ![75] »

Le 4 mars, *El Universal* rend compte de l'arrivée des renforts à Bayonne et dans les postes frontaliers pour mettre en exécution la menace de ces 100 000 hommes « que notre bon ami et allié Louis XVIII nous envoie pour nous rendre heureux », écrit-on d'un ton moqueur et critique. Le choix de la référence religieuse a pour but de protéger une troupe qui semble tenir un langage peu catholique : « Ce qui a été une grande tromperie, c'est de nous dire qu'ils invoqueront le Dieu de Saint Louis, alors qu'au contraire on les entend dire certaines choses, et si le bon saint les entendait, il se ferait arracher les dents ou les transpercerait par l'épée, comme il l'a fait à son ami *Foinville* [sic], il le ferait avec les blasphémateurs[76]. » Le lendemain, on trouve dans ses pages une allocution faite aux habitants de La Corogne par la députation où l'on parle des dégâts faits par les Français dans les lieux de culte et où l'on s'interroge : « Et ce sont eux qui viennent renouveler les horreurs en invoquant le nom saint et adorable du Tout-Puissant ?[77] »

Le 10 avril, alors que les Français ont déjà commencé à pénétrer en Espagne, le journal revient sur l'affaire du saint protecteur. On cherche à établir des parallèles. Saint Louis a été puni par Dieu assez durement pour s'être mêlé de ce qui ne le regardait pas, et

---

73. *Nuevo Diario de Madrid*, 9 février 1823.
74. *El Universal*, 10 février 1823.
75. *El Universal*, 6 février 1823. « [...] han hecho decir a su rey que haria marchar contra España 100 000 franceses *invocando al Dios de San Luis*. Poco felices han andado en traer a colación este recuerdo, pues el santo bendito habrá podido ser en lo demás todo lo que se quiera, pero consta que no fue muy afortunado en lides. Allá fue a buscar aventuras a la tierra santa para dar a los musulmanes instituciones que ellos no deseaban, y aquella quijotada le costó la vida. ¡Qué bueno sería que le sucediese otro tanto a su nieto! »
76. *El Universal*, 4 mars 1823.
77. *El Universal*, 5 mars 1823. Extrait en annexe : document 26.

pourtant il était plus juste et plus saint que ceux qui se disent ses descendants. « Patience, Monsieur le duc, c'est justement vous qui êtes allé invoquer le dieu de Saint Louis, et ce dieu était le dieu du malheur, de la peste et de la captivité entre les mains des Arabes. Comprenez-vous cela, Monsieur le Duc ? », s'interroge le rédacteur[78].

Mais si Saint Louis est la cible des journalistes, la figure du chef de l'expédition n'est pas moins épargnée et souffre d'une critique farouche de la part des journaux proches des Cortès.

5.1.2.2. El Príncipe Tonto

Le duc d'Angoulême va s'attirer toutes sortes de critiques de la part d'une presse constitutionnelle très virulente envers sa personne. On sous-estime ses capacités intellectuelles et on met en doute sa valeur en tant que chef de guerre. Son parcours militaire est aussi ridiculisé. Parfois on touche à sa vie intime et les insultes et moqueries s'étendent aux membres de sa famille, notamment à son épouse.

Les libéraux ne tardent à trouver un surnom péjoratif pour désigner le duc d'Angoulême : *El príncipe Tonto* (*Le prince stupide*). Nous n'en connaissons pas l'auteur, mais la presse constitutionnelle va se charger de le diffuser dans tous les coins de la péninsule. Certains journaux trouvent qu'il n'est pas encore assez virulent. *L'Indicador Catalan* note qu'on l'honore déjà trop lorsqu'il est appelé ainsi[79]. Le journal *El Universal*, emploie également des expressions pour ridiculiser le peu de capacités cognitives : « Nous venons de voir une lettre de Bayonne du 4 avril, dans laquelle, en parlant d'invasion, on dit seulement que *à l'état brut*. Nous ne savons pas si cela signifie que les préparatifs ne sont pas encore terminés, ou si la personne qui l'a rédigée a voulu faire une allusion malveillante pour l'arrivée du duc d'Angoulême[80]. » Le 19 avril, on note que le *Príncipe Tonto* a fait pénétrer son armée par Irun mais que rien n'est encore gagné car « un âne et un inconscient comme Angoulême » pourrait bien faire échouer l'entreprise[81]. Le *Diario de la Corte* utilise également cette expression. Dans une nouvelle de San Fernando dans laquelle on informe de la réception de quelques milliers de fusils envoyés par le gouvernement, on écrit :

78. *El Universal*, 10 avril 1823.
79. *Nuevo Diario de Madrid*, 6 avril 1823. Copié de l'*Indicador Catalan*. Extrait en annexe : document 14.
80. *El Universal*, 10 avril 1823.
81. *El Universal*, 19 avril 1823, d'après une note de l'*Indicador Catalan*.

« Mauvaises affaires déjà par ici pour les esclaves du prince stupide[82]. » Le *Diario constitucional, político y mercantil de Palma*, affirme aussi qu'il est communément appelé dans cette partie du territoire le *príncipe Tonto*[83].

On critique aussi ses décisions capricieuses et ses maladresses. Un exemple est rapporté par la presse le 28 août. Alors qu'il devait se rendre à la messe dans l'église de los Descalzos où l'on avait préparé sa venue, il décide sans préavis d'aller dans celle des Capuchinas. Les ragots circulent dans les confessionnaux : « Comme les gens pieux sont si vindicatifs, les moines et certaines filles en confession ont parlé de cette déception : les *noirs* (les serviles) ont raison de dire que le *seigneur prince est bête*[84]. » Lorsqu'il fait publier la note sur les pouvoirs de la Régence, il est encore victime d'insultes. « Angoulême nous a fait cadeau, depuis Madrid, d'une ânerie », écrit le *Diario patriótico de la unión española.* On utilise même le superlatif *tontísimo*[85]. Le *Correo murciano*, dans l'édition du 20 mai trouve encore un autre alias pour le chef de l'Armée des Pyrénées. On lit que les moines du couvent de Saint-Joaquin de Cieza sont très heureux d'apprendre que le Père Cirilo et le général des Capucins sont entrées « *con el príncipe tonto, alias el Mequetrefe Angulema*[86]*.* » Le *Diario constitucional de Barcelona*, ne manque pas, non plus, d'insérer dans ses pages le surnom. Dans un article publié le 2 avril, on écrit : « *El príncipe Tonto* (Angoulême) en descendant à la frontière n'a pas voulu passer par Lyon croyant qu'il serait sifflé pour ne pas savoir bien jouer son rôle[87]. » Fin avril, le même journal, se moque de sa capacité à prononcer des discours. En reprenant un texte de *El Universal*, on écrit dans la rubrique des variétés :

> « Attention, Espagnols ! Et ouvrez vos oreilles, car vous allez entendre le premier sermon prononcé depuis les Pyrénées par le fils de son père et le petit-fils de son grand-père. Mais ne croyez pas que ce soit S.A. qui parle, car nous savons qu'il ne fait grand prêcheur et qu'il a généralement du mal à trouver ses mots [...][88]. »

82. *Diario de la Corte*, 29 juin 1823.
83. *Diario constitucional, político y mercantil de Palma*, 20 août 1823.
84. *Diario de la Corte*, 28 août 1823.
85. *Diario Patriótico de la Unión Española*, 13 juin 1823.
86. *Correo murciano*, 20 mai 1823. « Avec le prince bête, alias le bon à rien Angoulême. »
87. *Diario constitucional de Barcelona*, 2 avril 1823.
88. *Diario constitucional de Barcelona*, 27 avril 1823. «¡Atención españoles! Y abrid vuestros oídos, que vais a oir el primer sermón que os dirige desde los Pirineos el hijo de su padre, y el nieto de su abuelo. No creáis sin embargo que es S. A. quien habla, pues nos consta que no es sujeto de grandes predicaderas, y que por lo regular no se halla con palabras hechas [...] »

Pour le journal catalan, les proclamations d'Angoulême sont pleines d'absurdités et de tromperies[89]. Il est présenté comme un menteur qui ne tient pas ses promesses.

Ses capacités militaires sont aussi passées au peigne fin. Le *Nuevo Diario de Madrid*, écrit dans ses pages que le fait de laisser le commandement de l'armée des Pyrénées au duc d'Angoulême donne un air ridicule à l'entreprise car tout le monde connaît les talents militaires et les brillantes campagnes de ce « chef de guerre aussi invincible[90]. » Pour sa part, *El Espectador* laisse entendre qu'il sera une entrave aux opérations militaires car il est d'une nullité absolue à tous les égards et n'inspire pas confiance au soldat[91]. Lorsque l'invasion est consumée, *El Universal* se demande s'il n'y a pas une main cachée qui guide les pas de « cet homme inexpérimenté » pour l'entraîner dans un bourbier dont il ne peut sortir : « De telles pensées sont rendues possibles par l'assaut donquichottesque que le petit-fils de San Louis vient de lancer contre la péninsule ![92] » Il est vrai que ce manque de prestige militaire le suit partout. Ainsi, lorsque le bruit court que sa femme vient en Espagne, la presse catalane se moque encore de lui : « La duchesse d'Angoulême vient à l'armée ! [...] Elle a en effet raison de venir, car son mari n'est pas bâti pour ces choses-là et si le hasard ne l'avait pas fait naître prince, il n'aurait probablement pas passé le grade de caporal[93]. » Le *Correo murciano* met en doute la confiance qu'a de lui-même Angoulême face à l'art militaire puisqu'il offre rapidement trois millions de réaux au gouverneur de Saint-Sébastien pour la reddition de la place. « Il n'a guère confiance en sa propre force, qui se tourne si vite vers l'art de la perfidie et de la trahison » écrit le journal[94]. Parfois, on le compare à Napoléon. Ainsi, le *Diario patriótico de la unión española* écrit le 23 février : « Le chef des armées françaises en 1808 était Napoléon ; le chef des armées françaises en 1823 c'est le duc d'Angoulême. Il y a une sacrée différence. » On remarque aussi que Napoléon lui-même n'a pas voulu venir au siège de Cadiz alors que le « généralissime de la foi » peut très bien venir et battre en retraite sans que sa réputation ne s'en ressente. « Nous pensons donc que le duc d'Angoulême vient en Andalousie pour être vu et admiré par les habitants, et, comme on le dit souvent, pour se montrer », écrit-

89. *Diario constitucional de Barcelona*, 1 mai 1823.
90. *Nuevo Diario de Madrid*, 9 février 1823.
91. *El Universal*, 10 février 1823.
92. *El Universal*, 17 avril 1823.
93. *El Universal*, 19 avril 1823, d'après une note de l'*Indicador Catalan*.
94. *Correo murciano*, 3 juin 1823.

on[95]. Lorsque le *Diario constitucional de Barcelona* donne des nouvelles du siège de Cadix, il imagine ironiquement celui-ci mené personnellement par le génie de la guerre[96].
Parfois, la presse s'amuse à établir des parallèles historiques. Ainsi, le *Diario constitucional de Barcelona*, remonte dans le temps dans sa comparaison : « Nous ne sommes pas encore dans la situation dans laquelle les Romains se sont trouvés après la bataille de Cannes, le duc d'Angoulême n'est pas un Hannibal, et ses soldats ne sont pas des Carthaginois. L'Espagne est plus grande que Rome[97]. »

Le duc d'Angoulême ne semble pas être le bienvenu partout. Lorsqu'il prend la tête de l'armée des Pyrénées, il parcourt plusieurs villes où l'enthousiasme affiché par le peuple reste froid. C'est ce que rapporte *El Universal* à propos du passage du prince dans les villes de Toulouse et de Perpignan où, malgré l'assistance massive et le bruit, il n'y a eu ni vivats ni applaudissements. D'après le journal, Angoulême en a été très affecté, « on dit qu'il faisait une tête de vinaigre, encore plus acerbe que celle du jour où son ami Gili l'a forcé à signer la capitulation », précise-t-on[98]. Les habitants de Bayonne, n'affichent pas, non plus, beaucoup de joie. Selon le *Liberal Guipuzcoano* le jour de son arrivée « on n'entendit personne crier de vivats ; la ville était illuminée, mais à peine un tiers des maisons étaient éclairées » peut-on lire[99]. Le *Diario constitucional de Barcelona*, raconte l'absence de volontaires à Bayonne pour former une garde d'honneur afin d'accueillir *le héros du Midi* : « pas un seul sujet qui ait voulu s'engager dans une telle garde d'honneur, de sorte que la mairie a jugé bon d'habiller ou de payer quelques indigents pour la former. Voilà ce que c'est que d'être aimé et chéri par le peuple ! » De même, les habitants venus le recevoir ne sont pas légion[100].

En Espagne, on met en doute les chaleureuses réceptions faites à Angoulême. Le *Diario patriótico de la unión española,* ne prête pas attention aux publications de la *Gaceta de Madrid* sur les remerciements qui lui ont été adressés par le peuple « Cela n'a rien de particulier, car il est très clair que les anciens hôtels de ville ont été remplacés et même expurgés, et que la totalité de la dîme a été rendue aux prêtres, le moins qu'ils puissent faire est de remercier[101]. » Enfin, au sein de l'armée, il semble qu'il ne jouisse pas de

95. *Diario Patriótico de la Unión Española*, 10 septembre 1823.
96. *Diario constitucional de Barcelona*, 18 septembre 1823.
97. *Diario constitucional de Barcelona*, 18 juillet 1823.
98. *El Universal*, 10 avril 1823.
99. *El Universal*, 12 avril 1823. Copié du *Liberal Guipuzcoano*, 4 avril 1823.
100. *Diario constitucional de Barcelona*, 28 mars 1823.
101. *Diario Patriótico de la Unión Española*, 23 octobre 1823.

beaucoup d'estime. Lors d'une revue passée à Perpignan, seuls les gendarmes affichent de l'enthousiasme. On le reçoit froidement à plusieurs endroits. Les corps de cavalerie et d'artillerie sont les plus réticents.

Les remarques burlesques à propos de l'esprit religieux de l'armée des Pyrénées et en particulier de son chef ne manquent pas. On écrit qu'avec une dynastie aussi religieuse en France, il n'est pas étonnant de voir des soldats plus spirituels que pragmatiques et davantage de prêcheurs que de guerriers[102]. Lorsque des fourgons avec du matériel appartenant au chef de l'armée des Pyrénées arrivent à Bayonne, la presse constitutionnelle daube encore Angoulême : « ils seraient chargés de bon vin de Bordeaux, de scapulaires, de crucifix, de chapelets et autres babioles de cette époque » peut-on lire dans une correspondance privée publiée par le *Diario constitucional de Barcelona*[103]. Dans un article de l'*Indicador Catalan*, on se moque aussi de la réception prévue à Tolosa par les royalistes qui ont préparé un arc de triomphe dont les principaux ornements sont des chapelets, des cilices et des capuchons[104]. On ne remet pas en question la grande ferveur du prince mais on s'interroge sur sa bonne pratique de l'Évangile car on l'imagine tenant « d'une main le chapelet et de l'autre le poignard pour exterminer les hommes. » Il vaudrait mieux suivre un autre exemple. *La Gaceta Española*, écrit : « Espagnols, apprenez la piété et la religion du général Quesada ; et si vous ne croyez pas en la vérité de sa mission, 100 000 apôtres français vous la montreront au canon et à la baïonnette[105]. » Enfin, on met en doute la proclamation du « Bienheureux Angoulême », laquelle affirme qu'il vient en Espagne afin de restaurer l'autel et le trône, et l'on pense qu'il s'agit plutôt d'instaurer le despotisme et l'inquisition « avec plus de colère et de rage qu'à l'époque de Torquemada » écrit le *Diario constitucional de Barcelona*[106].

La duchesse d'Angoulême fait aussi la une de la presse. Le 6 mars, le *Nuevo Diario de Madrid* note sa relation étroite avec le général espagnol Quesada et ses profondes pensées. Il semble qu'elle se voit déjà reine de l'Espagne[107]. *El Indicador catalán* fait connaître qu'elle désire visiter la ville de Barcelone et alerte les libéraux de la capitale

102. *El Universal*, 19 avril 1823, d'après une note de l'*Indicador Catalán*.
103. *Diario constitucional de Barcelona*, 28 mars 1823.
104. *Nuevo Diario de Madrid*, 6 avril 1823. Copié de l'*Indicador Catalán*. Extrait en annexe : document 14.
105. *Gaceta Española*, 11 avril 1823.
106. *Diario constitucional de Barcelona*, 21 juillet 1823.
107. *Nuevo Diario de Madrid*, 9 février 1823.

catalane : « [...] Imprimez cela en grosses lettres, et dites aux Espagnols de garder leurs étriers levés, car cette fille, selon Napoléon lui-même, est *c'est l'homme avec le plus de moustaches de la famille* [...] la matrone est androgyne[108]. » Le *Diario patriótico de la unión española* se raille aussi du couple en extrapolant quant à leur intimité. Le journal se demande pourquoi dans un poème on a écrit « virgen en furor » (*vierge en fureur*) pour désigner la duchesse. On fait alors allusion à une possible impuissance du prince[109]. Au mois de mai, le même journal brosse une image néronienne de la duchesse : « [...] les premiers libéraux et miliciens du pays doivent être transportés en Sibérie, à l'exception de ceux qui doivent être pendus parce que cela plaît à la duchesse d'Angoulême » peut-on lire[110]. En juin, on revient sur « la virile duchesse d'Angoulême » qui inspecte et visite tous les départements du Midi et on dit qu'elle ira, peut-être à Madrid, visiter « le futur Roi d'Espagne, son cher Mari[111]. »

L'image que la presse constitutionnelle donne du duc d'Angoulême est aussi celle d'un usurpateur. On souligne son ambition, celle de régner sur toute l'Espagne. Le 7 mai, le *Nuevo Diario de Madrid* insère une lettre du 30 avril de *El Empecinado,* écrite à l'attention des habitants de Salamanque, dans laquelle il dénonce la tromperie des Français qui « ont l'intention d'établir leur Dieu particulier pour l'autel, et le petit-fils de Saint Louis, le Duc d'Angoulême qui commande l'armée d'invasion, sur le trône, détrônant Ferdinand VII[112]. »

En revanche, le *Diario patriótico de la unión española*, note que ce sont les « feotas » eux-mêmes qui ne considèrent plus Ferdinand VII comme leur roi légitime : « leur indiscrétion les perd, car ils disent publiquement qu'ils veulent offrir la couronne d'Espagne au duc d'Angoulême[113]. » On parle aussi des projets menés par des royalistes de la Navarre en faveur du duc d'Angoulême. On dit d'eux qu'ils veulent lui attribuer le titre de *Prince de la Navarre et des trois provinces unifiées*[114]. Mais aussi on présume que c'est lui-même qui convoite le pouvoir : « Un trône, un sceptre, une couronne ont tant d'attraits, qu'il ne sera pas étrange que monsieur le duc d'Angoulême ait eu une légère tentation[115]. » Il paraît que les journaux parisiens soutiennent qu'il est un fervent absolutiste[116].

---

108. *El Universal*, 19 avril 1823, d'après une note de l'*Indicador Catalán*.
109. *Diario Patriótico de la Unión Española*, 22 mars 1823.
110. *Diario Patriótico de la Unión Española*, 10 mai 1823.
111. *Diario Patriótico de la Unión Española*, 12 juin 1823.
112. *Nuevo Diario de Madrid*, 7 mai 1823.
113. *Diario Patriótico de la Unión Española*, 7 mars 1823.
114. *Diario Patriótico de la Unión Española*, 4 mars 1823.
115. *Diario Patriótico de la Unión Española*, 12 juin 1823.
116. *Diario Patriótico de la Unión Española*, 9 juillet 1823.

Le Diario constitucional de Barcelona publie dans ses pages, le 21 février, une lettre en provenance de Londres où l'on révèle les projets de Paris : s'emparer du roi et, en attendant, donner à Angoulême la charge d'assurer la régence de l'Espagne, laissant la question du trône pour plus tard. « C'est ainsi que Murat avait voulu gouverner », souligne-t-on[117].

Le duc d'Angoulême n'est pas le seul à être sali, ses généraux et ses « esclaves », autrement dit ses hommes, sont également visés par la presse libérale.

5.1.2.3. Les esclaves d'Angoulême

L'armée des Pyrénées n'est pas épargnée. Les critiques des journaux espagnols en faveur de la Constitution sont dures. Des ragots de tous types sont publiés, aussi bien sur les défections dans l'armée que sur le mécontentement qui règne parmi les officiers et la troupe ainsi qu'une critique farouche du professionnalisme des militaires de tous rangs. Les troupes d'Angoulême sont donc passées au peigne fin. Au fur et à mesure de leur arrivée près à la frontière, elles vont alimenter les pages des journaux : tous les défauts, toutes les lacunes, toutes les incohérences sont analysées.

La comparaison que fait la presse constitutionnelle entre les Cent Mille fils de Saint-Louis et les troupes napoléoniennes est récurrente. Elle tend surtout à dénigrer et à dévaluer l'armée française de Louis XVIII. En effet, si par le passé on avait vaincu l'armée napoléonienne, chasser du territoire péninsulaire les soldats d'Angoulême est de toute évidence une tâche moins difficile. De plus, les Espagnols ont maintenant l'expérience de six années de combats. Ce qui manque, écrit-on, à la plupart des généraux et des officiers. Et ceux qui ont combattu valeureusement autrefois, « ne voudront sûrement pas se couvrir de honte en entamant une guerre d'invasion pour faire plaisir aux abbés et aux vieilles qui gouvernent la nation française[118]. » On présente ainsi une troupe dont la capacité militaire et la vaillance sont remises en question : « Ils ne seront jamais comme ceux qui ont fait trembler l'Europe[119]. » On souligne leur peu d'expérience en affirmant que le soldat le plus vétéran n'a que neuf mois de service et en insistant sur la peur qu'ils affichent : « Tous vont trembler au moment d'être envoyés en Espagne. Ils disent

117. *Diario constitucional de Barcelona*, 21 février 1823.
118. *El Espectador*, 29 janvier 1823.
119. *Nuevo Diario de Madrid*, 9 février 1823.

publiquement que personne n'en reviendra vivant[120]. » Déjà, avant leur entrée en Espagne, les nouvelles provenant des villes frontalières françaises notent un malaise au sein de l'armée que la presse se dépêche de relater. *El Espectador* publie le 30 janvier les dires d'un officier espagnol à propos des officiers français qu'il rencontre lors de son passage à Bayonne. Ceux qui se trouvaient dans l'auberge avec lui levaient leur verre à la santé de la constitution espagnole, insultaient les factieux qui mangeaient sur place, et disaient sans se cacher qu'ils étaient prêts à se joindre aux troupes espagnoles en cas d'invasion[121]. Une autre correspondance privée de Bayonne, datée du 3 février, parle des renforts de l'armée stationnée au pied des Pyrénées, mais note néanmoins qu'ils ne franchiront pas la chaîne de montagne. Qu'est-ce qu'on fera avec 100 000 hommes éparpillés dans tout le territoire espagnol ? s'interroge l'auteur. « Ils se souviennent toujours de l'expédition de Napoléon; les généraux de l'époque valaient un peu plus que ceux de maintenant [...] », conclut-il[122]. *El Universal* suit de près les mouvements des troupes françaises. Le 5 mars, il confirme l'arrivée à Bayonne du 5e régiment d'artillerie composé de bons soldats mais peu aguerris. À la fin du mois, c'est le tour des bataillons de la garde. Le journal note :

> « [...] des gens en bonne santé, frais et grassouillets ; qui jusqu'à présent ont été bien nourri et n'a pas eu à subir de durs travaux ; mais s'ils entrent en Espagne, ils feront bientôt fondre leur graisse, comme il est arrivé aux soldats de Napoléon, qui pourtant savaient ce que c'était que les privations et les fatigues. En général, ceux qui voient cette armée et se souviennent de celle qui passait autrefois par ces frontières, remarquent une énorme différence, tant dans la partie physique que morale des troupes. Les premiers ont approuvé et désiré la guerre, les seconds la détestent et la craignent. Même dans la branche de l'administration, il y a un désordre et une négligence inconcevables...[123].»

Le grand nombre de titres de noblesse que portent les officiers de l'armée des Pyrénées est aussi sujet de raillerie. Ainsi, lorsque les journaux royalistes mettent en exergue la valeur des comtes, barons et marquis qui font partie de l'armée d'Angoulême, *El Universal*, ne manque pas de faire des comparaisons en opposant une liste, faite à Cadix en 1813 et envoyée par un souscripteur, « qui contient les noms des maréchaux et des généraux

120. *Nuevo Diario de Madrid*, 6 mars 1823.
121. *El Espectador*, 30 janvier 1823.
122. *El Espectador*,11 février 1823.
123. *El Universal*, 25 mars 1823. « [...] gente sana, fresca y rolliza; como que hasta ahora ha estado bien comida y sin pasar trabajos; pero si llegan a entrar en España pronto se les derretirá el sebo, como sucedió con los soldados de Napoleón, que sin embargo sabían lo que eran privaciones y fatigas. En general cuantos ven este ejército y se acuerdan del que en otro tiempo pasó por estas fronteras, notan una enorme diferencia, tanto en la parte física como en la parte moral de las tropas. Aquellas aprobaban y deseaban la guerra, y estas la detestan y la temen. Hasta en el ramo de la administración hay un desorden y un descuido inconcebible... »

venus en Espagne, dirigés par un guerrier qui connaissait et valait mieux que le petit-fils de son grand-père et qui, bien que n'étant pas de si noble lignée, était un peu plus redoutable que les descendants des *héros des croisades*[124]. » *El Espectador* se moque également de la composition aristocratique de l'armée d'Angoulême. On critique une litanie de titres nobiliaires qui viennent en Espagne restaurer l'Inquisition et le Conseil de Castille. Face à ces militaires aux noms composés, on imagine ironiquement que l'Espagne opposera « les Gilets, culottes, vestes, caleçons, et tous les vêtements du garde-robe transformés en commandants de guérillas de même que durant la guerre de l'Indépendance[125]. »

Les officiers sont aussi victimes des attaques de la presse. *El Universal* publie une correspondance privée de Paris, datant du 10 février, où l'on qualifie d'hétérogène et monstrueuse la composition de l'état-major général de l'armée des Pyrénées, et que même les militaires doutent de leur victoire en Espagne. Le général Moncey est présenté comme un militaire vieux et rachitique. On le traite de porc pour avoir accepté un emploi pour lequel il doit venir combattre en Espagne. « Nous lui ferons voir cela quand il en sera question », dit-on[126]. *El Universal* parle de ses séjours dans la péninsule : « Trois fois ce respectable vieillard a fait le même voyage (1794, 1808), il vient maintenant pour la troisième fois nous proposer l'esclavage[127]. » Il paraît que les colonels et les chefs de l'armée sont découragés par l'état d'esprit de la troupe vis-à-vis de la campagne qui s'annonce. Aux dires d'*El Universal*, tout cela commence à devenir problématique. Les officiers subalternes ne sont pas mieux : jusqu'au grade de capitaine ils sont tous libéraux. Cette *contagion morale* est à l'origine d'une mauvaise volonté à l'heure d'envahir la péninsule[128]. Toutefois, personne n'ose exprimer son mécontentement, car ils sont tous entourés d'espions[129]. On publie également des lettres privées où l'on rend compte de l'arrestation d'officiers supérieurs et du goût prononcé en faveur du libéralisme qui règne dans toute l'armée française[130]. Le *Diario de la Corte*, se fait également l'écho des conspirations et du mécontentement des cadres :

> « [...] les officiers de l'armée française commencent à ouvrir les yeux, et se plaignent bruyamment qu'ils ont été amenés pour protéger les idiots et les voyous. Trente des plus

124. *El Universal*, 20 avril 1823.
125. *El Espectador*, 17 février 1823.
126. *Nuevo Diario de Madrid*, 6 avril 1823. Copié de *l'Indicador Catalan.* Extrait en annexe : document 14.
127. *El Universal*, 29 mars 1823.
128. *El Universal*, 4 avril 1823.
129. *El Universal*, 17 mars 1823.
130. *El Universal*, 13 avril 1823. Extrait en annexe : document 6.

> mécontents ont été envoyés en France en congé complet, dont un colonel de cuirassiers, et plusieurs autres ont été envoyés en prison pour conspiration[131]. »

Le *Diario constitucional de Barcelona* communique dans ses pages l'exécution à Madrid de plusieurs officiers français, accusés de conspiration à l'encontre de la personne d'Angoulême. Ils voulaient « envoyer le *Príncipe tonto* rendre une visite éternelle au Dieu de Saint Louis, au nom duquel il combat[132]. »

Le soldat est aussi parfois visé. On met en exergue son peu de volonté et manque d'expérience par rapport à celui de 1808. Le 14 février, Luis del Corral, président de la députation d'Alicante, fait publier une note dans *El Espectador*, où il invite ses concitoyens à participer à la défense du territoire. Il souligne l'époque passée où les habitants ont repoussé les phalanges victorieuses du « guerrier du siècle. » Celles-ci n'existent plus, précise-t-on, et n'ont été remplacées que par des conscrits sans enthousiasme et sans prestige[133]. Le *Diario constitucional de Barcelona*, dans une nouvelle en provenance de Cadix, accuse la troupe de n'être que des aventuriers sans morale ni religion. « Ce ne sont que des lâches indisciplinés, sans courage, sans honneur et ni patriotisme », ce ne sont pas les guerriers d'Austerlitz ni de Marengo qui ont servi sous les drapeaux de Napoléon[134]. Dans une harangue de Juan López Pinto, chef politique de Calatayud adressée aux habitants de la province, on parle que des « soldats peureux et imprudents [qui] arriveront dans les Pyrénées » où ces « nouveaux don Quichotte français » (noveles quijotes franceses) seront reçus comme leurs aïeux de 1808. « Venez Français, venez esclaves » [135] : on les défie ouvertement dans la proclamation.

La désertion mais aussi le peu d'enthousiasme pour renouveler l'engagement de l'armée sont souvent évoqués dans la presse constitutionnelle pour dénigrer l'état d'esprit de l'armée des Pyrénées. Le 13 janvier, le *Nuevo Diario de Madrid* souligne les difficultés à motiver les soldats pour un réengagement. Même le général de l'artillerie Tirlet refuse de servir sous les ordres du général d'Autichamp, « qui ne figure pas dans les pages de gloire des Français. » *El Universal* recueille aussi l'attitude des soldats français avant la

131. *Diario de la Corte*, 25 juillet 1823. « [...] los oficiales del ejército francés empiezan a abrir los ojos, y se quejan altamente de que los han traído a proteger a tontos y pícaros. Treinta de los más descontentos han sido enviados a Francia con licencia absoluta, entre ellos un coronel de coraceros; y otros varios han sido enviados presos por delito de conspiración. »
132. *Diario constitucional de Barcelona*, 2 juillet 1823.
133. *El Espectador*, 1 mars 1823.
134. *Diario constitucional de Barcelona*, 21 juillet 1823.
135. *El Universal*, 2 avril 1823. Extrait en annexe : document 27.

campagne d'Espagne. À Tarbes, au sein du 24e régiment d'infanterie personne ne fait un pas en avant pour se réengager. Les soldats ne veulent pas envahir la péninsule pour être assassinés et empoisonnés[136]. Les nouvelles qui viennent de Bayonne ne sont pas, non plus, optimistes. Très peu de sous-officiers et soldats s'engagent et les officiers ont du mal à instruire des recrues[137]. « Il y a beaucoup de désertion dans les régiments, et en un mot ni l'officier ni le soldat ne veulent aller en Espagne[138]. » Les rangs s'amenuisent. Les soldats désertent pour retourner à leurs foyers, raconte le *Nuevo Diario de Madrid*. D'après un courrier particulier d'Oyarzun, envoyé au même journal, il semblerait que plusieurs bataillons venant vers la frontière aient manifesté leur refus d'entrer en Espagne[139]. Une autre lettre de Bayonne qualifie l'armée française de misérable, autant d'un point de vue physique que moral[140]. *Le libéral Guipuzcoano* souligne le mécontentement dans les rangs et la désertion, même parmi les officiers[141]. On sait que le 18 janvier, cinq soldats et trois officiers déserteurs du 60e régiment se trouvent à Puigcerdá[142]. D'après une correspondance de Vitoria du 1er février, raconte *El Universal,* quelques dizaines de militaires français souhaitent servir dans les troupes espagnoles[143]. Les nouvelles venant de Saint-Sébastien montrent aussi la débandade : « La vérité est qu'il n'y a pas un seul jour où ne se présentent plusieurs déserteurs désillusionnés, et parmi eux des d'officiers[144]. » On sait, par la *Gaceta Española*, qu'un officier et 38 soldats se joignent aux troupes royalistes. Cela confirme, dit le journal, l'esprit des Français, qui aiment la Constitution et abhorrent la guerre[145]. Le 2 mars, *El Universal* informe de la désertion de 25 soldats. Il semble mal traités et l'on craint une fuite massive si la guerre venait à se déclarer[146]. *El Espectador* confirme aussi cette désertion en masse et rajoute qu'on « raconte qu'il y aura une désertion considérable dans l'armée au moment de la déclaration de guerre. » Mis à part quelques militaires d'origine noble, le reste de l'armée regarde avec aversion le passage de la frontière[147]. Il est vrai que la désertion a toujours été une source de préoccupation pour le commandement. « Les chefs français sont inquiets concernant les désertions », affirme le *Diario de la Corte* ou pire que ne se

136. *El Universal*, 10 janvier1823.
137. *El Universal*, 5 mars 1823.
138. *Diario constitucional de Barcelona*, 28 mars 1823.
139. *Nuevo Diario de Madrid*, 7 mars 1823.
140. *Nuevo Diario de Madrid*, 25 mars 1823.
141. *Nuevo Diario de Madrid*, 8 avril 1823. Copié du *Liberal Guipuzcoano*.
142. *El Universal*, 18 janvier 1823.
143. *El Universal*, 7 février 1823.
144. *El Universal*, 4 avril 1823.
145. *Gaceta Española*, 11 avril 1823.
146. *El Universal*, 2 mars 1823.
147. *El Espectador*, 14 mars 1823.

produisent des scènes de mutinerie[148]. Une lettre de Vitoria révèle qu'aucun Français ne fait volontairement la guerre[149]. Toutefois, cette vision de l'armée réticente à entrer en guerre annoncée par la presse n'est pas réellement objective. En effet, nous avons vu des exemples d'officiers et soldats motivés pour participer à l'expédition. Aussi la tentative de débauchage de militaires arborant le drapeau tricolore lors du passage de la Bidassoa fut un échec et les troupes restèrent fidèles. D'autre part, notre travail de master sur les déserteurs de l'armée d'Angoulême prouve la peu de défection au sein des corps de troupe et on peut donc considérer ce phénomène comme secondaire[150].

La logistique et l'administration sont aussi durement critiqués. Il semble qu'une grande pagaille règne et que les soldats subissent toutes sortes de privations, remarque *El Universal*. « En un mot, cette armée n'a rien à voir avec celle qui a traversé autrefois les Pyrénées », constate-t-il[151]. La peur des soldats est aussi parfois soulignée dans la presse. Ainsi, la *Gaceta Española*, écrit que la troupe a très peur, que les habitants des villages frontaliers craignent que ce ne soit les Espagnols qui entrent en France et qu'ils ont abandonné leurs maisons[152].

Les troupes françaises sont dénigrées aux yeux des lecteurs. On tient à se les présenter souvent comme celles de Napoléon même si parfois certains journaux sont plus indulgents : « La généralité des troupes françaises a de bons sentiments ; mais ce n'est pas le cas du commandant et des gendarmes », écrit la *Gaceta Española* le 11 avril. Des rumeurs circulent à Madrid, où l'on croit que va avoir lieu un autre 2 mai et où les soldats d'Angoulême sont déjà aussi méprisés que ceux de Napoléon[153]. De même, les personnes qui arrivent des villages côtiers s'indignent de l'attitude des Français : « Leur fierté et leur pétulance sont insupportables ; ils ne sont jamais contents et dès qu'ils entrent dans une maison, ils deviennent les propriétaires absolus de tout ce qui s'y trouve, y compris des personnes[154]. » On relate également d'horribles faits commis par les troupes: des fillettes auraient été brutalement violées par quelques soldats français à Puerto de Santa María. On les accuse d'être des barbares sans foi ni loi : « Ce sont eux qui viennent établir en

148. *Diario de la Corte*, 29 mars 1823.
149. *Nuevo Diario de Madrid*, 2 mai 1823.
150. Mémoire de master *Les déserteurs parmi les Cent Mille Fils de Saint Louis (1823-1828)*, Université d'Aix-Marseille, 2006.
151. *El Universal*, 31 mars 1823.
152. *Gaceta Española*, 11 avril 1823.
153. *Diario de la Corte*, 14 juillet 1823.
154. *Diario de la Corte*, 14 juillet 1823.

Espagne l'empire de la religion et des coutumes ! Ce sont les défenseurs de l'autel et du trône censés invoquer le dieu de Saint Louis ! Oui, des monstres [...] », écrit le *Diario de la Corte*[155]. Aussi, à San Lucar, Rota et d'autres villages les Français semblent abandonner leur modération et commencent à s'en prendre aux habitants pour leurs opinions politiques[156]. À Vich et à San Feliu de Gignols sont imposées de fortes contributions, parfois sous menace de mort[157]. À Mataró et Granollers, on saisit tous les chariots et mules sous peine d'amende[158]. Le chef politique de Salamanque dit que dans les villages occupés par les Français tous les jeunes hommes célibataires et les hommes mariés sans enfants sont arrachés à leur foyer et conduits de force en France[159]. La presse dénonce de plus en plus l'insolence des soldats d'Angoulême.

Les déclarations des chefs militaires espagnols ne manquent pas de références à l'armée d'Angoulême. Pour rassurer le peuple et l'inciter à imiter le soulèvement de l'année 1808, on tient surtout à présenter une troupe peu expérimentée. Par exemple, le comte d'Abisbal, chef de la troisième armée, s'adresse aux soldats espagnols en parlant d'une invasion par une armée de bleus[160].

5.1.3. Les Français et les royalistes : l'entente impossible

Les rapports entre les militaires de l'armée des Pyrénées et les royalistes espagnols ne semblent pas être aussi fraternels qu'on pourrait l'espérer de deux partenaires engagés dans un même projet. Les relations des généraux français avec la Régence et avec l'armée de la Foi sont parfois conflictuelles ; l'entente obligée et supportée et la méfiance sont constantes.
La presse constitutionnelle publie de nombreux exemples de cette animosité mutuelle.

Lorsque la *Gazette de France* publie dans ses pages une notice dans laquelle la Régence, installée à Toulouse, envisage d'entrer en Espagne pour préparer le terrain pour les troupes françaises, *El Espectador* retranscrit la nouvelle, et note l'humiliation infligée et

155. *Diario de la Corte*, 14 juillet 1823.
156. *Diario de la Corte*, 12 août 1823.
157. *Diario constitucional de Barcelona*, 27 mai 1823.
158. *Diario constitucional de Barcelona*, 26 juin 1823.
159. *Nuevo Diario de Madrid*, 11 mai 1823.
160. *El Universal*, 14 avril 1823.

la bassesse de la part de la France, de voir l'armée française soutenir des bandes d'assassins, de voleurs et de malfaiteurs. Et le Dieu de Saint Louis dirigera et protégera les atrocités de cette avant-garde infâme ? On s'interroge, puis on conclut : « Si les ultra en France n'étaient pas aussi stupides, on les traiterait de blasphémateurs[161]. »

Le *Nuevo Diario de Madrid* raconte qu'à Bayonne ont souvent lieu des rixes entre *feotas,* (nom donné par dérision par les libéraux aux membres de l'armée de la Foi) officiers français et commerçants dans les cafés et théâtres. Les autorités interdisent le chant libéral *Trágala*[162]. À Vitoria, on sait d'après une correspondance que les cadres d'Angoulême ne veulent pas se mêler aux royalistes[163]. Dans *El Universal*, on fait part également des difficultés à l'heure de se mettre d'accord : « Peu importe ce que font les Français pour les concerter, ils n'arrivent à rien, en ce sens si la guerre commençait, ils seraient les plus grands ennemis que l'armée française aurait à combattre » souligne le journal[164]. Lorsque le duc d'Angoulême organise un grand buffet en présence des chefs royalistes, et même du *Trappiste*, les officiers supérieurs affichent une certaine indignation à se trouver parmi « ces capitaines de brigands[165]. » La fraternité et l'union de ces corps, tant désirée par Paris, s'avère un échec ; leur animosité est de plus en plus visible[166].

Il est vrai que l'image que renvoie l'armée de la Foi et surtout sa manière d'agir face aux ennemis ne sont pas du tout du goût du commandement. Par exemple, dans les troupes de Quesada, mis à part deux bataillons assez réguliers, tout le reste « n'est qu'une racaille sans ordre ni concert » écrit-on dans le *Nuevo Diario de Madrid*[167].

Au fur et à mesure qu'on avance en Espagne, apparaissent les premières frictions. *El Universal* remarque les contrastes dans la mission. Les Français veulent fomenter la paix et surtout ne pas nuire à la population tandis les royalistes ne songent qu'à exterminer leurs ennemis. Les uns refusent le despotisme, les autres proclament haut et fort le rétablissement de l'Inquisition et le pouvoir absolu du roi[168]. Dans ce contexte, il paraît très difficile de trouver un terrain d'entente. Le 25 mars, les nouvelles d'Irun confirment encore cette antithèse qui semble ne pas avoir de solution : « Il est impossible pour les

161. *El Espectador*, 21 février 1823.
162. *Nuevo Diario de Madrid*, 6 mars 1823.
163. *Nuevo Diario de Madrid*, 2 mai 1823.
164. *El Universal*, 16 mars 1823.
165. *El Universal*, 13 avril 1823.
166. *El Universal*, 2 avril 1823.
167. *Nuevo Diario de Madrid*, 2 mai 1823.
168. *El Universal*, 16 mars 1823.

factions de se mettre d'accord avec les soldats français, même avec leurs généraux. Les premiers ne parlent que de pillage, d'incendie, de torture et de mise hors la loi, tandis que les seconds s'efforcent d'entrer par courtoisie, en restant polis et donnant de l'argent à tout le monde » écrit-on dans *El Universal*. Ils sont très mécontents les uns des autres. On peut déjà remarquer le mépris qui existe entre les officiers des deux bords, note *El Espectador*. En effet, les chefs de l'armée de la Foi veulent opérer de façon autonome et ne pas être subordonnés à l'armée française[169]. Le général Oudinot n'est pas homme à se laisser faire et il menace ses auxiliaires espagnols de sanctions exemplaires en cas d'excès ou d'indiscipline. « L'arrivée du maréchal Oudinot n'a guère plu aux *feotas* » commente la presse[170]. Les royalistes sont invités à se retirer des frontières, toutefois Juanito et Santos Ladrón ne se sentent pas concernés par les ordres émanant d'Oudinot. Le *Diario constitucional de Barcelona*, se fait l'écho au mois de juin, d'une rixe entre Français et royalistes au sujet de l'arrestation du *Trappiste* qui a consterné ces derniers[171]. D'autres bagarres ont lieu à Madrid suite à la décision d'Angoulême de refuser l'expulsion de la capitale de certains *afrancesados,* ordonnée par la Régence[172]. Pour sa part, le *Diario de la Corte*, tient à insister sur la préoccupation du commandement français à propos des désordres, car ils savent qu'ils seront les cibles de toutes les critiques et de la haine ou du mépris de la part de leurs alliés. On se moque des extravagances, et surtout de celles des moines :

> « Les Français avouent franchement la déception qu'ils ont éprouvée et la tromperie dont on a usé à leur égard, en leur disant qu'ils n'étaient venus que pour assister à la lutte qui devait s'engager entre libéraux et factieux ; mais maintenant qu'ils voient l'indignité de leurs alliés, et que leur coopération leur est plus nuisible que profitable, ils maudissent et abhorrent les perfides qui les ont trompés...[173]. »

La presse libérale dénonce toutes les atrocités commises par les royalistes lors de l'entrée dans les villages : vols, pillages. On critique l'attitude passive des Français, « ceux qui disent être venus pour apaiser les esprits agités et rétablir la tranquillité dans le cœur des familles[174]. » On revient à l'Inquisition, au fanatisme religieux et à la méfiance des autres.

---

169. *El Espectador*, 25 mars 1823. Article copié du *Liberal Guipuzcoano*.
170. *El Universal*, 1e abril 1823.
171. *Diario constitucional de Barcelona*, 6 juin 1823.
172. *Diario constitucional de Barcelona*, 15 juillet 1823.
173. *Diario de la Corte*, 2 août 1823. « Los franceses confiesan francamente el chasco que se han llevado y el engaño de que se ha usado con ellos, diciéndoles que solo venían a presenciar la lucha que iba a emprenderse entre liberales y facciosos; pero ahora que ven la indignidad de sus aliados, y que su cooperación les es más perjudicial que provechosa, maldicen y aborrecen a los pérfidos que los han engañado. »
174. *Diario constitucional de Barcelona*, 26 juin 1823.

Les délations s'intensifient. Le *Diario constitucional de Barcelona*, écrit le 17 juin que les exactions commises par les factieux sont, en fait, une stratégie adoptée par le commandement français « pour qu'ils puissent entrer après dans les villages en tant que pacificateurs, critiquant les abus des factieux ; pour que les gens naïfs puissent les croire de bonne foi et les vénérer comme des demi-dieux[175]. » Cinq jours plus tard, le journal confirme qu'il n'y a point de doute quant au machiavélisme du duc d'Angoulême : laissant l'armée de la Foi se livrer à toutes sortes de crimes lors de l'entrée dans les villages, il « a réussi à amener même certaines autorités municipales à le supplier d'entrer et de rétablir l'ordre que sa propre avant-garde avait perturbé. » Le but, écrit-on, est d'éviter que le peuple imite la conduite qu'il a eue lors de la guerre de l'indépendance[176]. On met en garde les habitants contre les troupes du duc d'Angoulême, qui protègent la méchanceté des factieux. Toutefois, dans une correspondance privée, on tient à souligner la bienveillance des Français lors de l'entrée dans le village de Ripoll : « les envahisseurs nous traitent avec la plus grande civilité et modération » alors que les factieux qui les accompagnaient réclamaient vengeance[177].

Les décisions et les proclamations des généraux français sont aussi souvent source de conflit avec les plus intransigeants des royalistes. El *Diario de la Corte*, rapporte la désunion qui existe dans les provinces du nord parmi les alliés. Lorsque le 11 août le prince de Hohenlohe, depuis son quartier général à Vitoria, publie une proclamation appelant, entre autres choses, à mettre de côté le passé et les ressentiments qui persistent afin de garantir la tranquillité publique, les résultats qu'il obtient ne vont pas dans ce sens : « Cette proclamation, loin d'apaiser l'atmosphère, fut reçue comme une insulte, et comme une amère réprimande infligée aux factieux pour la conduite qu'ils avaient observée[178]. » Les royalistes, surtout les prêtres et les moines, dénoncent ces mesures et se plaignent auprès du duc d'Angoulême. Ils considèrent cela comme une atteinte à l'autorité légitime. Le mécontentement est tel qu'à Vitoria on doit organiser une Junte extraordinaire le 22 août pour calmer la haine envers les Français. Voici un extrait de la proclamation de la Junte, signée par des personnalités influentes afin d'apaiser les passions :

175. *Diario constitucional de Barcelona*, 17 juin 1823.
176. *Diario constitucional de Barcelona*, 22 juin 1823.
177. *Diario constitucional de Barcelona*, 6 mai 1823.
178. *Diario de la Corte*, 19 septembre 1823.

> « Que ne devons-nous pas à l'armée française ! Elle nous a fait sortir de l'oppression, elle a rétabli nos lois [...] l'union et la concorde qui régnaient entre vous et l'armée française nous remplissaient de joie [...] mais le génie de la discorde [...] cherche à favoriser la désunion au lieu de la concorde [...] La soumission aux lois, le respect des autorités, le calme et la tranquillité sont absolument nécessaires pour resserrer de plus en plus les liens qui nous unissent à l'armée française[179]. »

Les relations des autorités françaises avec la Régence sont également tendues. Lorsque le duc d'Angoulême décide de se déplacer à Séville pour suivre les opérations militaires, la Régence demande à faire partie du voyage. La presse informe du refus d'Angoulême à se faire accompagner et note l'entêtement des royalistes, décidés à suivre les Français jusqu'à l'Andalousie. La tension monte d'un cran : « Il a fallu recourir à des menaces pour l'empêcher d'exécuter ce projet ; l'une de ces menaces était d'abandonner ce gouvernement à lui-même et de prendre des positions derrière l'Èbre », peut-on lire dans le *Diario constitucional de Barcelona*[180]. Dans l'édition du 24 septembre, le journal commente également les désaccords à propos des capitulations signées par les généraux français. En effet, la Régence regarde ces textes d'un mauvais œil et aurait préféré elle-même avoir la charge des jugements des libéraux qui déposent les armes. « C'est que le duc d'Angoulême commande et que la régence n'obéit pas, et voilà que nous avons déjà la guerre déclarée entre eux comme nous l'avions annoncée dès le début », note la presse[181].

5.1.4. L'ordonnance controversée d'Andujar

Sans doute que l'ordonnance d'Andujar, signée par Angoulême le 8 août est, pour les royalistes, la goutte qui fait déborde le vase. Le chef de l'armée des Pyrénées tient à garder le contrôle de la situation face aux dérives de ses alliés. Mais la confiance n'est pas réciproque. La Régence semble être à bout de nerfs et vraiment irritée, elle renie déjà *« in nomine* des Français, des libéraux, d'Angoulême et de tous », écrit le *Diario patriótico de la unión española*[182]. Le *Diario de la Corte*, souligne aussi la brèche qui chaque jour est plus profonde : « la guerre annoncée par l'ordonnance d'Andujar a déjà éclaté entre la Régence

179. *Diario de la Corte*, 19 septembre 1823. « ¡Cuánto debemos al ejército francés! Nos ha sacado de la opresión, nos ha restituido nuestras leyes [...] la unión y armonía que reinaba entre vosotros y el ejército francés llenaba de alegría [...] pero el genio de la discordia [...] trata de fomentar una desunión en lugar de la concordia [...] La sumisión a las leyes, el respeto a las autoridades, la calma y el sosiego son absolutamente necesarias para estrechar más y más los lazos que nos unen con el ejército francés.» Extrait en annexe : document 28.
180. *Diario constitucional de Barcelona*, 11 septembre 1823.
181. *Diario constitucional de Barcelona*, 24 septembre 1823.
182. *Diario patriótico de la unión española*, 12 septembre 1823.

et l'armée française[183]. » D'après le journal, les Français sont déjà fatigués de la brutalité de leurs alliés.

Les autorités militaires françaises ne manquent pas de réprimander amèrement la conduite des royalistes et cela génère des situations désagréables entre les alliés. Le *Diario constitucional de Barcelona*, note par exemple, qu'à Elche, les Français étaient venus s'entretenir, à propos de l'ordonnance avec Samper et que celui-ci était très contrarié[184]. À Madrid, où les royalistes veulent faire passer le texte sous silence, ces derniers se heurtent à la droiture du général Oudinot qui, de plus, publie un avis à la population menaçant de mort quiconque troublerait la tranquillité publique[185].

Le *Diario de la Corte* note comment la Régence fait montre de perplexité à la vue de l'ordonnance mais qu'elle ne tient pas compte de son exécution : « respecter sans appliquer » (*obedézcase pero no se cumpla)* semble être la formule adoptée par les royalistes. On obéit mais on ne l'applique pas. Pour le journal, l'ordonnance est une tromperie afin d'inspirer la confiance des libéraux et affirme que même si les intentions du duc d'Angoulême sont sincères, les ordres ne seront pas exécutés. Très vite se confirmera dans toutes les garnisons françaises la difficulté de mettre en œuvre les directives de l'ordonnance. On brosse un tableau très négatif des effets du texte :

> « A Saragosse, où les Français n'étaient pas les plus forts, ils durent abandonner la ville et la laisser à la fureur de la populace ; à Valladolid, factieux et Français en vinrent aux mains, et le champ de bataille fut d'abord tenu par les premiers ; à Santander, Bilbao, Vitoria, Burgos, nous savons que la même résistance fut éprouvée, d'où l'on peut déduire ce qui dut arriver dans les villes où il n'y a pas de garnison française. Mais il y a plus : le décret d'Andujar n'a pas été respecté même dans les villes proches de la capitale. Le 29 août, aucun des libéraux qui avaient été emprisonnés auparavant n'avait quitté les prisons de Ségovie. On dit qu'à Tolède, la garnison française réussit à les libérer ; mais que les factieux s'en emparèrent à nouveau, prenant la précaution d'en tuer quelques-uns pour que leurs libérateurs ne puissent plus leur venir en aide...[186]. »

183. *Diario de la Corte*, 3 septembre 1823.
184. *Diario constitucional de Barcelona*, 18 septembre 1823.
185. *Diario de la Corte*, 3 septembre 1823.
186. *Diario de la Corte*, 13 septembre 1823. « En Zaragoza, en donde los franceses no eran los más fuertes, tuvieron que abandonar la ciudad y dejarla entregada al furor de la canalla; en Valladolid facciosos y franceses vinieron a las manos, y el campo de batalla quedó al principio por los primeros; en Santander, Bilbao, Vitoria y Burgos, sabemos haberse experimentado la misma resistencia, de donde podemos inferir lo que habrá sucedido en los pueblos en donde no hay guarnición francesa. Pero aún hay más: el decreto de Andújar no ha sido obedecido ni aún en las ciudades inmediatas a la capital. El día 29 de agosto todavía no había salido de las cárceles de Segovia ninguno de los liberales que antes estaban presos. Se dice que en Toledo la guarnición francesa consiguió soltarlos; pero que los facciosos volvieron a prenderlos, tomando la precaución de matar a alguno de ellos para que sus libertadores no pudiesen volver a favorecerlos. » Extrait en annexe : document 29.

D'après le *Diario patriótico de la unión española*, on poursuit à Orihuela persécutions et captures des constitutionnels. On n'applique pas le texte d'Angoulême car, dit-on, il favorise les libéraux[187].

Pour la presse constitutionnelle, l'ordonnance d'Andujar prouve bien les intentions des Français et leur emprise sur l'Espagne. Ainsi, écrit-on, celle-ci autorise le retour du régime despotique d'autrefois tout en intercalant un régime militaire français qui sort du cadre des lois, et ce au nom du roi et sans demander l'avis à personne : « Il n'y a plus de lois nationales mais la volonté du duc d'Angoulême ; il n'y a plus de tribunaux mais les commandants français ; tous les partis ont la même mesure...[188]. Un autre journal, *El Apuntador de Cartagena,* reproduit dans ses colonnes le texte de l'ordonnance et l'analyse à la loupe. Ainsi, on remarque le langage utilisé, notamment l'emploi du mot « occupation. » C'est la première fois qu'on entend ouvertement parler d'occupation. On se moque en quelque sorte de la crédulité des royalistes : « Même les absolutistes ne s'attendaient pas à entendre cette langue ; ils prenaient les Français pour de simples auxiliaires et non les voir déjà établis comme maîtres et seigneurs[189]. » D'un coup de plume, note le journal, l'autorité de la Régence s'est évaporée et son gouvernement est purement militaire ; c'est la France qui commande désormais. Les royalistes son déçus « On ne les laisse plus diriger [...] ni même écrire ». Enfin, on se demande pourquoi les Français se pressent de publier une telle ordonnance pour la *sécurité* de ses troupes si, comme l'annonçaient leurs bulletins militaires, ils étaient partout accueillis avec amitié et fraternité[190]. Pour *El Apuntador de Cartagena*, les Français se méfient des royalistes et l'ordonnance n'est qu'une mesure contre eux.

Avec son texte, Angoulême a jeté de l'huile sur le feu. L'ordonnance ne peut perdurer et Angoulême doit revenir sur ses pas. « Le gouvernement français se trouve dans l'embarras», écrit le *Diario de la Corte* en s'interrogeant sur l'issue. La réponse arrive rapidement et le 26 août le général Guilleminot envoie une note aux autorités disant que l'ordonnance du duc d'Angoulême n'a pas été bien interprétée par tous et il y donne des explications plus précises et détaillées. Mais la mesure est aussi critiquée par la presse pour son ambiguïté : « La révoquer, compte tenu de la résistance des serviles,

187. *Diario patriótico de la unión española*, 11 septembre 1823.
188. *Diario constitucional de Barcelona*, 13 septembre 1823.
189 Article de *El Apuntador de Cartagena*, publié dans le *Diario constitucional de Barcelona*, 26 septembre 1823. Extrait en annexe : document 30.
190 *Ibid.*

serait inconvenant ; la confirmer serait plus irritant pour les esprits ; et c'est pourquoi il a semblé plus opportun de transiger, afin que personne ne la comprenne et qu'elle ne puisse servir de bouclier aux libéraux ou de frein aux factions[191]. »

Des démarches individuelles dénoncent l'incohérence de l'ordonnance. Par exemple, un soldat de la milice, en service à San Fernando, écrit directement à Angoulême pour lui rappeler que celle-ci « serait un document qui ferait grand honneur à ses sentiments, s'il n'était pas en contradiction avec un autre décret de Votre Altesse, daté d'Alcobendas du 22 mai. » La lettre, publiée par *El Espectador*, est retranscrite dans le *Diario constitucional de Barcelona*[192].

5.1.5. Invasion, peu de résistance et fraternité

Quelques jours après le passage de la Bidassoa par les troupes françaises, commandées par le duc d'Angoulême, les journaux espagnols annoncent la nouvelle. Le 12 avril, le chef politique de Burgos confirme que « les Français ont envahi notre territoire. » L'avance est rapide et sans obstacles et, à la mi-avril, son quartier général se trouve déjà à Vitoria, où une partie de l'armée espagnole et de nombreux volontaires ont quitté la ville[193]. L'occupation est suivie par la presse qui alerte le public de la présence des troupes *pour son information* mais parfois avec des contradictions. Le *Diario de la capital* annonce l'entrée à Burgos de l'avant-garde française[194]. Le 24 avril, le même journal note la prise de Logroño par l'armée. Le général en chef de la 2e armée d'opérations, Francisco Ballesteros, remarque que, malgré l'évacuation de la ville ses troupes « se sont battues avec honneur. » Dans l'affaire, le brigadier Julian Sánchez est fait prisonnier[195]. D'après quelques lettres en provenance des provinces basques, il semble que l'armée française attende les nouvelles de Madrid, avant de franchir l'Èbre. Toutefois, le 29 avril, les troupes d'Angoulême marchent rapidement vers Valladolid[196]. Les places fortes sonnent le branle-bas de combat. Rafael de Hora, gouverneur de la place de Santona la déclare rapidement en état de siège[197].

---

191. *Diario de la Corte*, 21 septembre 1823.
192. *Diario constitucional de Barcelona*, 9 octobre 1823. On pourra consulter l'artícle de CARBAJOSA AGUILERA, Manuel, « El decreto de Andújar: ¿un gesto humanitario o un error político? », *Revista Internacional de Pensamiento Político*, I Época, Vol. 7, 2012, p. 263-274.
193. *Diario de la capital*, 16 avril 1823.
194. *Diario de la capital*, 21 avril 1823.
195. *Diario de la capital*, 24 avril 1823.
196. *Diario de la capital*, 25 et 29 avril 1823.
197. *Diario de la capital*, 14 mayo 1823.

Pour parer l'avance de l'armée d'Angoulême, s'organisent dans la péninsule des unités militaires supplémentaires. Ainsi, à Chinchón, le capitaine José María Fominaya, organise un régiment de chasseurs constitutionnels et fait, par voie de presse, appel aux volontaires pour y servir « durant les circonstances ou au moins pour une année[198]. » La voix plus engagée et populaire d'*El Empecinado* demande aux habitants de la Castille de se joindre à lui pour former un corps constitutionnel. Depuis Valladolid, et à travers d'un encart dans le *Diario de la capital*, il écrit : « joignez-vous à moi dans cette ville ou à Aranda de Duero [...] n'écoutez pas les infâmes Français qui veulent notre esclavage : toujours la Constitution et toujours les vertus[199]. » On sait qu'à Madrid, le conseil régional fait les démarches nécessaires afin de recruter des miliciens pour « harceler les ennemis extérieurs et intérieurs[200]. » Ainsi, le capitaine Luis Cases est chargé d'organiser le 18e corps franc. Le recrutement se réalise dans le couvent San Felipe el Real et on invite tous les espagnols fidèles à s'engager pour défendre leur patrie et la Constitution. On y accepte les vétérans déjà retraités et tout type de dons (armes, vêtements et argent). Dans sa publication dans le *Diario de Madrid*, on précise que son but est de « repousser l'injuste agression avec laquelle le gouvernement d'une nation voisine, bafouant le plus sacré d'une société et le droit des gens, a eu l'audace d'envahir notre territoire avec le propos de nous priver de notre chère liberté[201]. »

Lorsque l'armée d'Angoulême marche déjà sur le territoire espagnol, les commandants militaires et les chefs politiques publient dans la presse leur appel à la résistance. Mais l'armée française n'est pas non plus la seule armée à combattre. On mentionne souvent les ennemis intérieurs, tous ceux qui sont contre le système constitutionnel et qui se réjouissent de voir ces soldats étrangers débarquer en Espagne pour changer le régime en place. Certains profitent même de l'invasion pour s'affirmer publiquement et insultent les libéraux. Le comte d'Abisbal en fait mention dans un avis à la population publiée dans le *Diario de la capital* le 18 avril : il écrit que ces faits seront punis pour servir d'exemple[202]. Lorsque l'état de guerre est décrété le 16 avril, les mesures deviennent plus draconiennes. Il faut faire face à l'ennemi à tout prix et les militaires ont l'obligation de

198. *Diario de la capital*, 18 avril 1823.
199. *Diario de la capital*, 19 avril 1823.
200. *Diario de la capital*, 22 avril 1823.
201. *Diario de Madrid*, 29 avril 1823.
202. *Diario de la capital*, 18 avril 1823.

combattre sous peine de devenir des traitres et des complices des Français[203]. Le chef politique supérieur de Madrid, Juan Lasaña, lorsqu'il prend ses fonctions, promet l'union de tous les madrilènes pour lutter contre les ennemis intérieurs et extérieurs de la nation[204]. Le 6 mai, il interdit l'impression de nouvelles politiques sans passer auparavant par la censure sous peine d'amende[205]. L'activité des royalistes pour appuyer les Français et semer le chaos parmi les rangs constitutionalistes semble être importante et les références pour les empêcher sont nombreuses. Le 8 mai, le comte de l'Abisbal fait publier un avis, dont voici un extrait : « Les agents intérieurs ne renoncent à aucun moyen pour séduire les militaires et les inciter à déserter [...] il existe des ennemis intérieurs dans presque toutes les provinces qui appuient lâchement les projets des étrangers[206]. » À Mataró, on a arrêté un espion qui voulait examiner dans un dépôt le nombre et l'état de l'armement : « Il portait un passeport français, langue qu'il parlait parfaitement[207]. » Le *Diario de Madrid*, insère un ordre général : « Lorsque la représentation de la nation a décrété les moyens pour soutenir la lutte forcée à laquelle nous a obligés l'invasion de l'armée française, on voit avec regret que les agents intérieurs ne ménagent pas leurs efforts de séduction pour inciter les militaires à la désertion[208]. »

Malgré tous les efforts de l'armée espagnole et des miliciens, l'armée arrive rapidement aux portes de la capitale. Il n'y a plus de résistance à faire et seules demeurent à Madrid quelques troupes espagnoles, « jusqu'à ce qu'elles soient relevées par les troupes françaises en vertu du traité », chargées principalement d'assurer la tranquillité publique. Dans une note publiée dans le *Diario de Madrid*, adressée aux habitants de la capitale par la mairie, on mentionne la création d'une commission pour prendre des décisions avec le général français « afin de garantir la sécurité individuelle et d'obtenir les avantages que mérite cette ville pour tous les titres qu'elle possède[209]. » José de Zayas, commandant la 1re division de la 3e armée d'opérations, annonce dans la presse l'entrée des Français le 24 mai[210]. On essaie tout de même d'éviter de dresser l'image de la défaite en parlant de l'armée espagnole : « Votre honneur, loin de se voir compromis, a acquis un nouvel éclat par la valeur affichée dans l'après-midi du 20 contre cette racaille conduite par le vaniteux

203. *Diario de la capital*, 24 avril 1823.
204. *Diario de la capital*, 28 avril 1823.
205. *Diario de la capital*, 6 mai 1823, *Diario de Madrid*, 6 mai 1823.
206. *Diario de la capital*, 8 mai 1823.
207. *Diario de la capital*, 17 mai 1823.
208. *Diario de Madrid*, 9 mai 1823.
209. *Diario de Madrid*, 20 mayo 1823.
210. *Diario de la capital*, 20 mai 1823, *Diario de Madrid*, 21 mai 1823.

Bessières et par l'énergie déployée pour contenir l'anarchie » écrit Juan de Beccar, chef de l'état-major de la division[211].

Au fur et à mesure de l'avance des troupes d'Angoulême les journaux constitutionnels vont disparaître progressivement. Toute la presse tombe sous la censure. Dans la capitale, quelques journaux officiels, comme le *Diario de Madrid*, continuent de paraître mais les nouvelles valorisent les troupes d'Angoulême et leur symbiose avec la population. Toute nouvelle est bonne pour consolider les liens avec les soldats. Ainsi, on rend compte de l'avance rapide des soldats français et du chaleureux accueil reçu à Tolosa, de la part du peuple et des autorités qui portaient « un bandeau blanc comme signe d'alliance et de reconnaissance aux armées auxiliaires. » Tiburcio Eguiluz, corrégidor par intérim du Guipuscoa a préparé pour l'occasion un discours plein d'émotion[212]. Le 24 mai le *Diario de la capital* publie une note pour communiquer aux habitants de Madrid l'arrivée des Français et la nécessité de les accueillir comme des frères :

> « [...] l'avant-garde des armées françaises, sous le commandement d'un prince de sang royal, occupe cette capitale, métropole du royaume, non pas pour accroître sa puissance, mais pour briser les chaînes sinistres qui nous lient les pieds et les poings depuis plus de trois ans [...] il est indispensable [...] de vous unir en même temps cordialement à nos généreux libérateurs avec la fraternité la plus intime, et de rendre au généralissime duc d'Angoulême la preuve la plus manifeste de notre reconnaissance...[213]. »

On souligne la grande discipline de l'armée française, admirée et acclamée par la population lors du passage dans les villes et on remarque qu'ils « payent religieusement pour ce qu'ils ont consommé. » La confiance semble totale entre le peuple et l'armée. Ne manquent pas non plus, les mots élogieux envers le duc d'Angoulême, considéré dès lors comme un héros et auquel on doit beaucoup : « monsieur le duc d'Angoulême, le protecteur de l'autel et du trône, habitera parmi nous ; efforçons-nous donc à ce que les éloges et les bénédictions que nous adressons au héros [...] ne se limitent pas seulement à des mots, prouvons-le également avec des actes[214]. » On sait que le lundi 2 juin, la municipalité organise à Madrid une corrida afin de célébrer l'entrée dans la ville des

211. *Diario de la capital*, 23 mai 1823.
212. *Diario de Madrid*, 25 mai 1823.
213. *Diario de la capital*, 24 mai 1823. « [...] la vanguardia de los ejércitos franceses al mando de un príncipe de la sangre real ocupa esta capital, metrópoli del reino, no para engrandecer su poder, sino es para romper las cadenas ominosas que nos han ligado por más de tres años los pies y manos [...] es indispensable [...] uniéndoos al mismo tiempo cordialmente con nuestros generosos libertadores con la fraternidad más íntima, tributando en ella a su generalísimo duque de Angulema la prueba mas demostrativa de nuestro reconocimiento... » Extrait en annexe : document 31.
214. *Diario de la capital*, 24 mai 1823. Extrait en annexe : documentm31.

troupes françaises. Quatorze bêtes sont sacrifiées ce jour pour marquer l'événement[215]. Le jour suivant, c'est le tour de la représentation de la compagnie d'équilibristes de Marcos Serrano[216]. L'Église aussi, participe volontiers aux célébrations de l'expédition. La presse annonce les offices religieux proposés par les paroisses, comme celles de San Ginés ou de l'Annonciation, prévus au mois de juin[217].

Tout est fait pour rendre le séjour agréable aux Français et la presse se charge de le faire savoir. Ainsi, on aménage les horaires du Musée royal de peinture pour les officiers de l'armée française partant en mission, peut-on lire dans le journal[218]. Le théâtre *El Príncipe*, de Madrid, propose aussi une ristourne conséquente aux officiers alliés et espagnols en témoignage de sa considération[219]. Pour sa part, le Théâtre de la Cava baja, propose une représentation extraordinaire avec un titre suggestif : *El Español y la Francesa*[220]. Il est temps de devenir francophile, et certains voient d'un bon œil la présence des Français, à l'exemple du maître serrurier qui se propose pour la fabrication des éperons nécessaires à l'armée française, et ce « à des prix corrects[221]. » Des encarts apparaissent souvent dans les deux langues, surtout lorsqu'il s'agit d'annoncer des activités culturelles, telles qu'ouvrir tous les jours le musée d'histoire naturelle[222]. Le 24 juin, le *Diario de Madrid*, écrit dans ses colonnes :

> « Si quelqu'un des messieurs les officiers de l'armée française voudrait acheter des biens de campagne aux environs de Madrid ou dans le royaume de Valence, en Andalousie, etc. ou des maisons en ville, il aura la complaisance de s'adresser au bureau des affaires dans la rue des jardins, au numéro 48, ou on renseignera sur plusieurs belles propriétés. Dans le bureau, on se charge des traductions en langue française et espagnole, et on vend quelques tonneaux de vieux rhum de la Jamaïque de première qualité[223]. »

Les militaires français en profitent pour proposer des services. Monsieur Torallychirurgien-dentiste au grand quartier général de l'armée française, fait de la publicité annonçant dans la presse qu'il « se charge de la confection des prothèses les plus difficiles ». Il demeure chez Monsieur Felipe Gómez, dans la rue Atocha[224].

---

215. *Diario de Madrid*, 1 juin 1823.
216. *Diario de Madrid*, 3 juin 1823.
217. *Diario de Madrid*, 17-18 juin 1823.
218. *Diario de Madrid*, 2 juin 1823.
219. *Diario de Madrid*, 5 juin 1823.
220. *Diario de Madrid*, 21 juin 1823.
221. *Diario de Madrid*, 23 juin 1823.
222. *Diario de Madrid*, 27 septembre 1823.
223. *Diario de Madrid*, 24 juin 1823. Texte publié en français et espagnol.
224. *Diario de Madrid*, 24 juin 1823.

Au mois d'août a lieu, à Madrid, la dernière corrida de taureaux en l'honneur de l'entrée des troupes françaises. Annoncé par la presse, le spectacle sera présidé par le maire de la ville et, pendant la corrida, un globe aérostatique de treize pieds de haut qui portera le drapeau de l'union de l'Espagne et de la France ainsi qu'une couronne de lauriers sera lancé[225]. Toutefois, les manifestations de fraternité ne se terminent pour autant. La fête du roi de France est toujours une bonne occasion pour rappeler l'amitié entre les deux peuples. « Dans l'après-midi, 21 coups de canon sera tirés pour annoncer à cette capitale la fête des jours de S.M.C. le Roi de France, et demain, jour de Saint Louis, on fera de même au lever du soleil, à midi et dans l'après-midi », peut-on lire dans le 24 août dans le *Diario de Madrid*. On sait que la Régence autorise deux corridas de jeunes taureaux pour solenniser les jours de S. M. Très Chrétienne, en reconnaissance à Angoulême et à son armée[226]. Les élus locaux ne manquent pas, non plus, de remercier les troupes françaises en même temps qu'on appelle à la tranquillité. Ainsi, la mairie de Vitoria, publie une proclamation où l'on souligne l'importance de l'aide française :

> « Elle nous a sortis de l'oppression, nous a rétabli nos lois et nous bénéficions par sa présence d'une juste liberté au lieu de l'esclavage anarchique qui nous dévorait. Tous, nous savons qu'il ne pouvait pas y avoir une récompense suffisante face à l'importance de ces inestimables bénéfices ; mais nous avons donné la plus agréable récompense, celle qui peut la plus flatter les grandes et généreuses âmes, celle de notre cœur et une vive reconnaissance : Ce que vous avez fait, habitants d'Alava, et l'union et l'harmonie qui régnaient entre vous et l'armée française remplissait d'allégresse les royalistes...[227]. »

Dans une note apparue dans le *Diario de Madrid*, la milice royale de Séville tient aussi à montrer ses sentiments envers l'armée française qui « est le timon sur lequel repose ce royaume affligé[228]. » Le même journal recueille aussi une proclamation du général espagnol Jorge Bessières adressée aux espagnols, dans laquelle il défend la position du duc d'Angoulême face à la controverse causée par l'ordonnance d'Andujar et l'interprétation malicieuse qu'on veut faire d'elle :

> « Ce grand Prince, chef de l'armée auxiliaire, n'a pas eu d'autre but que celui d'empêcher et de mettre des obstacles aux caprices et mesures arbitraires des hommes pour que ceux-ci puissent profiter de la paix qu'ils méritent, mais en souhaitant que peines et châtiments soient

225. *Diario de Madrid*, 1 août 1823.
226. *Diario de Madrid*, 30 août 1823.
227. *Diario de Madrid*, 28 août 1823. « Nos ha sacado de la opresión, nos ha restituido nuestras leyes, y gozamos por su influjo de una justa libertad en vez de la esclavitud anárquica que nos devoraba. Todos hemos conocido que no podía haber recompensa igual a la importancia de tan imponderables beneficios, pero dimos la más lisonjera, la que más puede alagar a las almas grandes y generosas, la de vuestros corazones, y un vivo reconocimiento. Así lo hicisteis Alaveses, y la unión y armonía que reinaba entre vosotros y el Ejército Francés llenaba de alegría a los leales... »
228. *Diario de Madrid*, 20 septembre 1823.

> infligés aux vrais coupables. Lisez avec réflexion sa proclamation émise en franchissant les Pyrénées et vous verrez qu'il avait assuré face à la Nation et l'Europe entière que sa venue n'avait d'autre objet que de détruire les factions où qu'elles soient et seconder les opérations de l'armée royale tout en protégeant les magistrats espagnols[229]. »

Dans le même état d'esprit, les autorités municipales de Salamanque, dans une publication du 23 septembre remercient les alliés pour les avoir délivrés de l'anarchie, de la confusion et du désordre : « [...] Si le ciel ne nous avait regardés avec clémence, le magnanime Louis XVIII et les autres généreux alliés ne nous auraient pas tendu leur main protectrice, la philosophie barbare et la fureur révolutionnaire nous aurait déjà privés du trône et de l'autel... », peut-on lire dans l'article[230]. Le Régence veut aussi montrer sa considération aux Français et propose un *Te Deum* pour remercier le *Dieu des Armées* des succès des opérations, notamment la prise du château de Santi Petri et la reddition des places de Pampelune, Santona et Peñas de San Pedro. Le maire de Madrid, Joaquín de Lorenzo y Mozo, fait publier la décision dans le journal et ordonne l'illumination du théâtre de la ville[231].

Le *Diario de Madrid* insère également dans ses colonnes les proclamations, consignes et ordres des commandants militaires. Les publications adressées au journal par le général, le comte d'Abisbal, permettent de suivre l'avance des troupes d'Angoulême ainsi que le retrait de l'armée espagnole, et ce souvent sans engager le combat. Ainsi, selon un communiqué du 22 avril, on apprend que le général Carlos Espinosa doit se replier faute de forces suffisantes : « [...] hier soir on m'avait confirmé la nouvelle que j'avais déjà donnée à V.E. de l'entrée à Burgos des Français, et comme moi, je ne peux pas faire la moindre résistance à cause du peu d'effectifs de ma division, je continue la route vers la capitale[232]. » Les activités du duc d'Angoulême sont suivies par la presse qui commente sa participation aux divers actes et l'accueil qui lui est réservé par la population. Mais la guerre n'est pas finie. Le 6 août, on note dans un journal : « S.A.R. le duc d'Angoulême continue sa marche sans problèmes de santé » Il est vrai que la figure d'Angoulême et de son armée est la clef du retour au pouvoir des royalistes. Lorsqu'il échappe à l'incendie de

---

229. *Diario de Madrid*, 22 septembre 1823. « Ese gran Príncipe, caudillo del ejército auxiliador no ha tenido otro objeto que impedir y poner una traba al capricho y arbitrariedad de los hombres para que estos disfruten de la paz que merecen, pero deseando se maneje la fuerza y el castigo contra los verdaderos culpados. Leed con reflexión su proclama al cruzar los Pirineos, y veréis que aseguró a la faz de la Nación y la Europa entera que su venida no tenía otro objeto que destruir esa impía facción en todos los puntos donde la encontrase, y auxiliar las operaciones el ejército Real, dando protección a los magistrados españoles. » Extrait en annexe : document 32.
230. *Diario de Madrid*, 23 septembre 1823.
231. *Diario de Madrid*, 24 septembre 1823.
232. *Diario de Madrid*, 23 avril 1823.

l'église de El Espíritu Santo, où il se trouvait pour la messe, la presse s'inquiète : « Si S.A.R. avait mis cinq minutes de plus de sortir de sa maison... Quelle horreur ! Quelle catastrophe ! L'imagination me fait trembler lorsque j'y pense et ma main a du mal à saisir la plume pour décrire cela [...] il doit chercher sécurité et quiétude pour respirer l'air de la vie, et fuir la pestilente contagion des ingrats et des rebelles [...] Que deviendrons-nous sans la protection de S.A.R ? » En septembre, la presse note encore que l'armée française n'a presque pas de soldats malades dans ses rangs et continue de montrer sa reconnaissance envers Angoulême qui jouit d'une parfaite santé[233].

Les combats, les faits d'armes, les mouvements du corps expéditionnaire sont publiés dans la presse. On y traduit les bulletins de l'armée qui donnent les informations générales sur les victoires d'Angoulême et l'occupation des points stratégiques. Le comte Guilleminot fait publier les capitulations. On tient à mettre en exergue la bonté de l'armée française. Le 8 août, le *Diario de Madrid* relate la capitulation du général espagnol Ballesteros, chef de la 2e armée d'opérations, face aux baïonnettes du général Molitor. Toutes les capitulations doivent avoir lieu en sauvegardant l'intégrité et la sécurité des vaincus. On trouve un article qui prescrit qu'aucun individu ne doit être inquiété ni poursuivi pour ses opinions politiques antérieures à la capitulation[234]. La population suit ainsi l'occupation de l'Espagne à travers les journaux, maintenant, de tendance royaliste.

Si avant l'entrée des troupes françaises dans la capitale, le colonel de cavalerie, Bartolomé Amor, commandant les troupes de la garnison, a rappelé par voie de presse les mesures draconiennes pour maintenir la tranquillité publique prescrites, par avis, à la population le 15 mai, l'arrivée des Français incite le corrégidor Joaquín de Lorenzo y Mozo à ordonner quelques dispositions particulières afin de ne pas « entacher un jour si heureux pour tous les bons Espagnols avec des événements désagréables. » Parmi les articles qu'on publie dans le *Diario de Madrid*, on remarque l'interdiction de prononcer le mot « muera. » En revanche, les « vive le Roi, les Bourbons, la Religion, l'Union et nos libérateurs » doivent résonner partout[235]. Rapidement, comme l'annonce la presse locale, les patrouilles d'infanterie et de gendarmerie de l'armée française parcourent les principales rues de la ville pour assurer l'ordre et la tranquillité. Le 28 mai, il fait publier un avis général pour renforcer l'ordre public. Il semble que malgré les mesures précédentes, certains ont du

233. *Diario de Madrid*, 2 septembre 1823.
234. *Diario de Madrid*, 8 août 1823.
235. *Diario de Madrid*, 24 mai 1823.

mal à voir « la ferveur et la joie avec laquelle nous célébrons l'union avec nos auxiliaires » et essaient de semer la discorde[236]. Il est à noter qu'Angoulême accepte de bon gré d'être les auxiliaires des forces royalistes et ne remet jamais en question cette appellation utilisée couramment et sans aucun état d'âme alors que nous avons vu le peu de capacité de l'armée de la Foi pour réussir une telle entreprise militaire.

On tient aussi à rassurer la population sur la présence de l'armée. Le *Diario de Madrid*, publie dans ses pages, en espagnol et en français, une proclamation du duc d'Angoulême annonçant qu'il vient « en tant qu'ami et auxiliaire. » Le *Diario de la capital*, insère la proclamation du général Oudinot, commandant du 1er corps de l'armée. Le texte, écrit à Burgos et adressé aux autorités et aux habitants de Castille, se veut conciliateur avec les miliciens auxquels il demande expressément de rejoindre leurs foyers tout en leur promettant la sécurité : « il [le milicien] peut compter sur la protection de l'armée française », peut-on lire[237]. Nul ne doute de la tranquillité que procure la présence française. Le corrégidor de Madrid, parle de « la liberté que nous procure l'armée auxiliaire[238]. » Les commandants français reçoivent les consignes précises pour préserver la bonne image de la troupe. Il faut faire savoir aux Espagnols les bonnes dispositions et être transparents. Ainsi, le 11 juin, le commandant supérieur français de la capitale fait publier un ordre où il est écrit : « Tout militaire ou toute autre personne appartenant à l'armée doit respecter les us et coutumes de la Nation espagnole et ne troubler en rien la bonne harmonie qui existe entre les deux Nations[239]. » Pour éviter les abus, sont parfois publiés dans les deux langues les ordres généraux de l'armée, à l'image du *Diario de Madrid* du 13 juin à propos des logements. Afin de faciliter la communication, on demande la liste des militaires des corps espagnols de garnison qui parlent le français[240]. La langue semble être à la mode. Les annonces proposant des cours ou du matériel d'apprentissage, tels que des dictionnaires bilingues, ne manquent pas. Ainsi, un encart du 1er août publié dans le *Diario de Madrid* annonce un exemplaire de grammaire écrit par le général de cavalerie Francisco de Cabello. Connu pour être à la fois militaire et littéraire, ce dernier vient présenter à Louis XVIII, son œuvre de grammaire synoptique franco-castillane. Un ouvrage « unique pour que les Espagnols apprennent en peu de temps et sans professeur,

236. *Diario de Madrid*, 28 mai 1823.
237. *Diario de la capital*, 24 mai 1823, *Diario de Madrid*, 26 mai 1823.
238. *Diario de Madrid*, 7 juin 1823.
239. *Diario de Madrid*, 11 juin 1823.
240. *Diario de Madrid*, 13 juin 1823.

à lire, traduire, écrire et parler correctement le français », peut-on lire[241]. Au mois d'octobre apparaît dans la presse une autre annonce publicitaire pour apprendre la langue de Molière où l'on met en exergue l'importance de la qualité de la langue, ce qui indique une bonne éducation et qui « est très utile dans une époque où les heureuses circonstances nous obligent à l'utiliser fréquemment[242]. » D'après un autre encart, on recommande aux Espagnols, hommes ou femmes, et en particulier aux militaires, d'acheter la méthode de langues : « Jamais l'Espagne n'a eu autant de besoin d'apprendre la langue française, ni n'a jamais pu donner une preuve de fraternité et de reconnaissance aussi magnanime à la France qu'en diffusant la grammaire...[243]. » Un certain nombre de professeurs proposent d'enseigner leur langue maternelle comme c'est le cas du Parisien Felix Bardin qui s'installe à Madrid afin de dispenser des cours de français. « La langue française fait partie de la bonne éducation espagnole et les circonstances actuelles rendent presque nécessaire son étude à toute personne », peut-on lire dans le journal[244]. Il est vrai que l'armée française fait appel à la population pour couvrir certains postes et qu'il est indispensable de parler français. On sait par une annonce du *Diario de Madrid*, qu'on cherche des infirmiers pour les hôpitaux de l'armée d'Angoulême[245]. Certains particuliers proposent aussi aux Français leurs services, qu'il s'agisse d'entretien domestique ou de transport[246]. Des demandes de tous types sont adressées aux officiers français et semblent être nombreuses. Un encart de la presse rappelle que dans toute communication écrite avec les officiers français, qui nécessite réponse ou décision, doit apparaître après signature l'adresse de l'expéditeur[247].

Le 27 mai, le *Diario de Madrid*, publie, en français et en espagnol, la déclaration du duc d'Angoulême pour la constitution de la régence du royaume. La Junte provisoire envoie aux rédactions des journaux ses bulletins. Le 1er juin, Angoulême participe à des obsèques et laisse une bonne impression chez les habitants, notamment dans le Pays Basque[248]. Le lendemain, un extrait du bulletin de la Junte annonce la reddition de la place de Jaca et l'entrée pacifique des alliés à Saragosse. On précise le chaleureux accueil du Prince sous les acclamations et les chants : la fraternité non seulement entre officiers français et

241. *Diario de Madrid*, 1 août 1823.
242. *Diario de Madrid*, 19 octobre 1823.
243. *Diario de Madrid*, 24 octobre 1823.
244. *Diario de Madrid* 5 novembre 1823
245. *Diario de Madrid*, 7 juillet 1823.
246. *Diario de Madrid*, 1 août 1823.
247. *Diario de Madrid*, 25 août 1823.
248. *Diario de Madrid*, 1 juin 1823.

espagnols mais aussi parmi les soldats et les paysans semble régner[249]. Le corrégidor de Madrid, Joaquín de Lorenzo y Mozo publie, le 5 juin, un rappel du communiqué de la Junte qui demande la célébration d'un *Te Deum* pour rendre grâce de l'entrée de l'armée libératrice dans toutes les villes libérées[250.] Le 7 juin, la presse publie une proclamation de la Régence, adressée aux Espagnols. Elle se veut porte-parole du roi captif et chargée d'une mission aux cotés des Français : « L'objet constant de sa tâche et son désir seront de libérer notre Roi. Pour accélérer la réussite de cette sainte entreprise, nous joindrons nos efforts à ceux de l'armée française et à ceux de l'auguste prince qui la commande[251]. » Les circulaires publiés par la Junte dans la presse, souvent quelques semaines plus tard, ont aussi pour but de résoudre les rapports délicats avec le corps expéditionnaire. Le 26 juin, les prix abusifs de la nourriture achetée par l'armée d'Angoulême sont mis en avant. On insère aussi dans le journal les tarifs pour le change entre les monnaies des deux pays[252].

La presse informe également des actes de fraternité qui unissent les deux armées, à l'exemple de la remise à la Régence de cinquante drapeaux ainsi que des clefs de la ville de Valence, objets saisis lors de la Guerre de l'Indépendance. La cérémonie a lieu le 1er juillet au Palais royal. Dans l'ordre du jour, à Madrid, on invite tous les officiers espagnols à participer « pour solenniser avec leur présence la présentation des drapeaux et manifester ainsi la grande estime que montre la Milice Espagnole pour cette disposition[253]. » L'acte émouvant et solennel donne libre cours aux sentiments. C'est le cas d'un anonyme, qui répond aux initiales de T.G., qui fait publier les vers du sonnet que lui a inspirés la cérémonie. On y mentionne le cadeau offert « à leur ami l'Espagne » des bannières prises et on souligne que les deux nations n'en forment qu'une seule aujourd'hui[254].

Certains militaires français profitent de leur présence en Espagne pour faire des retrouvailles. Un officier français, résidant rue Duque de Osuna, dans la capitale, envoie à la rédaction du *Diario de Madrid*, une curieuse annonce. Il souhaite prendre contact avec Juan Robledo « prisonnier de guerre à Nancy en 1808 pour lui parler des affaires qui

249. *Diario de Madrid*, 2 juin 1823.
250. *Diario de Madrid*, 5 juin 1823.
251. *Diario de Madrid*, 7 juin 1823.
252. *Diario de Madrid*, 26 juin 1823.
253. *Diario de Madrid*, 1er juillet 1823.
254. *Diario de Madrid*, 2 juillet 1823.

peuvent l'intéresser[255]. » Plusieurs spécialistes de l'armée offrent aussi leurs services à la population. C'est le cas d'un vétérinaire, attaché autrefois au 3e corps d'armée du Prince de Hohenlohe, et affecté à Madrid, qui propose de soigner les animaux domestiques des officiers et des habitants[256].

La présence des troupes étrangères est aussi un vivier pour les spéculateurs et les escrocs qui, rapidement, tentent de profiter de la situation, notamment en vendant des marchandises à des prix exorbitants aux troupes. La mairie, au courant de ces démarches abusives, écrit un avis le 11 juillet où l'on met en garde les marchands, afin qu'aucun ne vende des produits plus chers ou de mauvaise qualité aux troupes françaises, auquel cas ce serait un manquement « à la considération que méritent nos libérateurs. » La version en français est la suivante :

> « Don Joachín de Lorenzo y Mozo [...]
>
> Ayant été informé qu'il s'était opéré une très forte augmentation sur les denrées et les comestibles qui se vendent journellement aux soldats de l'armée française, ce qui ne peut ni ne doit exister puisqu'ils ont été reçus comme nos vrais libérateurs.
>
> Ordonne que l'on ne puisse point surfaire le prix des comestibles ou des liquides, ou toute autre marchandise, vendus aux français. Celui qui ne respectera pas les dispositions susmentionnées verra ses marchandises saisies, son commerce fermé, et sera condamné à payer une amende de vingt ducats ; et, en cas de récidive, il sera conduit devant les Tribunaux compétents.
>
> Une très grande quantité de fruits arrive chaque jour sur les marchés, et s'ils ne sont pas mûrs ou qu'ils sont avariés, j'ordonne également que tous les fruits qui seront dans ce dernier cas soient saisis et enlevés sur le champ du marché, attendu qu'il peut en résulter de très graves inconvénients pour ceux qui les achètent, puisque cela peut occasionner des fièvres et des dysenteries.
>
> Les Commissaires de police sont chargés de la surveillance de l'exécution du présent qui sera affiché et inséré dans les journaux.
>
> Madrid, 10 juillet 1823.
>
> Joachin de Lorenzo y Mozo. Faustino Dominguez, secrétaire[257]. »

Certains militaires français sont victimes de vols. Le *Diario de Madrid*, insère dans ses pages la disparition de pièces d'or qui se trouvaient dans la chambre du colonel, chef de l'artillerie du corps expéditionnaire. On propose une récompense à celui qui donnera des informations sur la disparition de ces objets. Toutefois ces cas sont rares. Il est à noter que les propositions de ventes par des particuliers apparaissent dans la presse dans les deux langues. La présence des Français est aussi une occasion pour faire quelques

255. *Diario de Madrid*, 29 septembre 1823.
256. *Diario de Madrid*, 2 janvier 1824.
257. *Diario de Madrid*, 11 juillet 1823.

affaires[258]. En septembre, la presse publie une note de l'armée française pour la vente de chevaux de réforme appartenant aux officiers[259].

Le retour du roi à Madrid, accompagné par les troupes françaises, met le maire de la capitale en alerte. En effet, il ne veut plus que se reproduisent les problèmes de logement que des officiers ont vécu lors de l'entrée des Français au mois de mai et toutes les plaintes, de part et d'autre, qui ont suivi. Il ordonne la création de listes pour l'attribution des logements et demande aux propriétaires de faciliter la vérification par les autorités de façon à « fournir aux vaillants officiers de l'armée auxiliaire et espagnole le repos et le confort que nécessitent leurs glorieuses fatigues, dignes sous tous les aspects de notre chaleureuse et éternelle reconnaissance[260]. » De même, Léon de la Cámara Cano, corrégidor, se voit dans l'obligation d'insérer dans les journaux, un avis qui régule les logements. Publié le 24 décembre par le *Diario de Madrid*, il souligne aussi les bons et loyaux services rendus par les troupes françaises et que n'ont pas manqué de souligner les madrilènes : « La bonne volonté dont ont fait preuve les habitants de cette capitale pour loger les troupes auxiliaires a attiré tout particulièrement l'attention de la mairie et la mienne. »

Bien entendu, les journaux constitutionnels mettent en doute tous les nouvelles publiées par la presse royaliste. Tout d'abord, la protection que prône l'armée française n'est pas si sûre. Le *Diario constitucional de Barcelona*, publie un sermon adressé aux paroissiens par le curé du village de Padrón le 22 mars, où l'on appelle à prendre les armes face à la menace étrangère et pour défendre la Constitution, qui dit-il, protège la religion. Il ne croit point dans la sagesse des soldats d'Angoulême : « Même si on vous dit qu'ils ne vous feront aucun mal, pourriez-vous le croire en sachant que Napoléon se vantait que ses soldats étaient très disciplinés et avaient commis les plus grandes horreurs ?[261] » On ne croit pas toujours aux promesses d'Angoulême. Le gouverneur de Figuères, par exemple, que le général Moncey invite en lui joignant avec sa lettre la proclamation du chef de l'armée des Pyrénées, décline l'offre et renvoie la proclamation : « Elle peut être utile et bonne pour les enfants perfides et fallacieux de la patrie[262]. » Il est vrai que les ordonnances rédigées par Angoulême soulèvent souvent des débats dans la presse qui montre comment les

258. *Diario de Madrid*, 22 juillet 1823.
259. *Diario de Madrid*, 16, 17 et 18 septembre 1823.
260. *Diario de Madrid*, 10 octobre 1823.
261. *Diario constitucional de Barcelona*, 1 avril 1823.
262. *Diario constitucional de Barcelona*, 4 mai 1823.

notes des Français semblent exciter les esprits des habitants, et particulièrement celles « sorties de la bouche d'un tyran », comme on l'écrit dans le *Diario constitucional, político y mercantil de Palma.* Le chef politique de l'île, les autorités et les défenseurs de la Constitution sont les initiateurs d'un acte : brûler en public la proclamation d'Angoulême, faire défiler ensuite des troupes en réclamant la mort des Français[263]. Le *Diario constitucional de Barcelona* relate dans ses pages le déroulement de cette cérémonie particulière où figure la harangue du chef politique. En voici un extrait :

> « Ce papier, que je vais jeter aux flammes, est la déclaration solennelle faite par l'*esclave* duc d'Angoulême au nom de son maître, le roi de France, reconnaissant qu'ils constituent la régence du royaume [...] Faites savoir au duc d'Angoulême, faites savoir aux régents traîtres, et faites savoir au monde entier, que notre nom, jusqu'à la mort, sera synonyme de liberté...[264]. »

Les proclamations des autorités espagnoles qui se plient aux exigences des Français sont aussi durement critiquées. Celle du corrégidor de Madrid, Joaquín de Lorenzo y Mozo en fait partie : Son texte est qualifié de « barbare et stupide » car il exhorte les habitants de la capitale à accueillir les troupes d'Angoulême comme des frères « venus protéger et consolider le vrai bonheur que les Lumières nous ont volé. » Qui aurait dit aux philosophes de France – eux qui ont tant reproché aux Espagnols leur ignorance et leur fanatisme – qu'après s'en être débarrassé, ce seraient les Français qui viendraient le restaurer ?[265] Ce retour en arrière dans l'esprit et la pensée est aussi souligné par *El Espectador*, qui tient à discréditer la France du « valétudinaire » Louis XVIII aux yeux des lecteurs. Dans l'article, on parle d'un retour au féodalisme dans la politique menée par Paris. La France, qui avait donné au monde de grands hommes et de grands penseurs, semble avoir souffert d'une invasion de barbares ayant détruit toute une génération cultivée. Ce n'est que de cette manière que l'on peut comprendre l'attitude du gouvernement français : « Il n'y a pas encore quatre ans que les Jésuites ont prêché en Espagne, contre les doctrines que les plus grands hommes de France avaient inoculées à la nation espagnole. Et cette même France envoie maintenant cent mille hommes pour

263. *Diario constitucional, político y mercantil de Palma*, 6 juin 1823.
264. *Diario constitucional de Barcelona*, 23 juin 1823. « este papel, que voy a entregar a las llamas, es la declaración solemne, que hace el *esclavo* duque de Angulema en nombre de su señor el rey de Francia, reconociendo como que componen la regencia del reino [...] Pues sepa el duque de Angulema, sepan los traidores regentes y sepa el mundo entero que nosotros hasta la muerte apellidaremos *libertad*... » Extrait en annexe : document 33.
265. *Diario constitucional, político y mercantil de Palma*, 8 juillet 1823.

rétablir les Jésuites et les moines, la dîme et la censure, les seigneuries et les majorats, l'Inquisition et la potence ![266] »

5.1.6. Un autre 2 mai?

La Guerre d'Indépendance regorge d'exemples et de références historiques. Chef de guerre, rédacteurs, autorités et même particuliers, usent et abusent de souvenirs héroïques et de sacrifices dans leurs écrits, lesquels sont publiés par la presse. Il s'agit de trouver un modèle à imiter pour pousser à une nouvelle insurrection face aux Français. Pour attirer les indécis à rejoindre la cause et prendre part à la lutte armée, il faut aussi faire appel aux sentiments, rappeler les êtres chers assassinés par les troupes impériales. Enfin, il faut être vaillant comme les héros d'autrefois et se remémorer les glorieuses pages de l'histoire de l'Espagne.

5.1.6.1. Un modèle à imiter

La presse constitutionnelle insiste sur le comportement héroïque des Espagnols et leur engagement en faveur de la liberté nationale. On tient à préparer les esprits à une nouvelle lutte pour l'Indépendance, et le modèle à imiter est celui du 2 mai 1808. Dans *El Espectador*, le 13 janvier, est publiée une lettre adressée aux Cortès par la mairie de Madrid, en remerciement du discours du 9 janvier et de leur résolution à défendre la Constitution de 1812, « piétinée autrefois par un tyran étranger. » De nouveau, les madrilènes semblent être prêts à se sacrifier pour la patrie si les Français « osent marcher sur le sol des héros qui avaient fait tomber le pouvoir colossal de celui qu'on avait nommé immortel ou invincible[267]. » Dans l'édition du 20 janvier on met en avant les enseignements tirés de la précédente guerre. Après avoir passé en revue l'état de l'armée, on écrit : « Nous avons la sainteté de notre cause, la connaissance du terrain que nous avait donné la guerre de l'Indépendance, où nous devons nous battre, les points que nous devons occuper ou quitter, nous avons surtout l'honneur, les cieux et les montagnes[268]. »

266. *El Espectador*, 11 février 1823.
267. *El Espectador*, 13 janvier 1823.
268. *El Espectador*, 20 janvier 1823.

Le même journal publie les proclamations des autorités constitutionnelles où l'on évoque aussi la dernière guerre. Le 21 janvier, on insère dans les pages une missive de Cayetano Izquierdo, chef politique de Guadalajara, dans laquelle il s'adresse aux Catalans et aux Aragonais, qui forment une partie des troupes de Bessières, pour les pousser à quitter les rangs : « Souvenez-vous que vos invincibles régions, vos épouses, familles et vous-mêmes souffrirent dans la guerre contre Napoléon. Bessières était un de ses exécuteurs[269]. » Deux jours plus tard, on publie une note destinée aux habitants des provinces de Badajoz où l'on rappelle les sacrifices faits lors de la guerre d'Indépendance et l'exemple donné. Il doit servir de guide de conduite si les Français venaient à nouveau à franchir les Pyrénées. On tient à répéter l'histoire et se montrer encore à la hauteur. Le 29 janvier, on peut lire dans *El Espectador* : « En 1808 nous réveillions l'ardeur guerrière de tous les pays humiliés par Napoléon ; en 1823, nous réveillerons l'ardeur de ceux qui souffrent à cause de l'ambition et de la manie ridicule de quatre potentats qui n'ont pas le courage, le génie et la puissance de cet homme extraordinaire. » Le lendemain, le journal publie une note des personnels du bureau de crédit public de Valence, dans laquelle on soutient le gouvernement face à la menace des puissances et où l'on se dit prêt au sacrifice :

> « Si des gouvernements ingrats tentent de porter atteinte à notre liberté et à notre indépendance en envahissant notre sol, n'oubliez pas et ne perdez pas de vue la fin tragique de ce Buonaparte qui se disait invincible. Les Espagnols ont alors fait ce qu'ils avaient à faire, et le tyran est tombé. Nous sommes les mêmes, sans que notre caractère ferme et déterminé ait changé, et pour notre constitution de 1812, nous répéterons les mêmes ou de plus grands sacrifices...[270]. »

Le 6 février, *El Espectador* note l'arrivée dans la capitale du maréchal Carlos Espinosa avec une colonne de 600 hommes et 350 chevaux et de l'accueil plein d'enthousiasme de la part de la population. À leur passage, on illumine même quelques maisons. Le journal souligne l'amour de la patrie de ces soldats : « Ce sont les mêmes Espagnols que ceux de l'année 1808, et même mieux, puisque le bruit des armes est tellement familier que même les enfants rejettent tout jouet qui ne soit une épée ou un fusil. » Fin janvier, le *Nuevo Diario de Madrid*, insère un communiqué, écrit par Pedro Antonio Moraleja et signé par plus d'une centaine d'habitants de Valdepeñas, où l'on assure que la ville retrouvera son courage face à l'ennemi :

---

269. *El Espectador*, 21 janvier 1823.
270. *El Espectador*, 30 janvier 1823. « Si los gobiernos ingratos atentan contra nuestra libertad independencia, al invadir nuestro suelo no olviden ni pierdan de vista el trágico fin que tuvo aquel Buonaparte que se llamaba invencible. Los españoles hicieron entonces lo que debían, y cayó el tirano. Somos los mismos, sin que haya variado nuestro carácter firme y decidido, y por nuestra constitución del año 1812 repetiremos iguales o mayores sacrificios... »

> « Vadepeñas de la Mancha a eu le courage en l'an 1808 d'affronter, de vaincre et de rejeter toute une division de Vedel qui croyait pouvoir passer sans obstacle pour rejoindre Dupont, en ne combattant que pour son indépendance, maintenant qu'il s'agit d'attaquer la chose la plus sacrée et la plus précieuse qui est la liberté garantie par la sage Constitution, dont il a juré l'observation, il saura prêter la poitrine sans se décourager et mourir plutôt que de cesser d'être libre[271]. »

Pour la Société Patriotique de Valdepeñas, le geste des habitants, le 25 juin 1808, peut se répéter et être plus efficace encore, car maintenant ils ont des armes et ils savent mieux les manier[272].

Durant le premier trimestre de 1823, le journal *El Universal*, publie de nombreux articles où l'on met en exergue la volonté de la population de recourir aux armes et leur soutien envers le gouvernement de Madrid. On lit, par exemple, que l'esprit des Galiciens est tel que, lorsque les soldats français mettront un pied en Espagne, on les verra tous se porter au col du Cobero pour défendre leurs foyers et l'indépendance nationale[273]. Les autorités de Barcelone publient également une note où l'on menace directement l'ennemi : « Mais si l'étranger tente de la souiller [la nation], qu'il tremble face à l'effroyable soulèvement du peuple espagnol! Qu'il tremble ! [...] donnons aux étrangers le meilleur témoignage de l'invincibilité d'une nation[274]. » Ce document, adressé aux Catalans, et signé le 20 janvier par Fernando Gomez de Butrón, sollicite l'union des Espagnols. Le 27 février les habitants de Barcelone envoient une lettre au roi pour lui manifester leur désir de se battre comme par le passé : ils disent ne pas craindre la guerre pourvu que le gouvernement assure le respect de leur indépendance et de leur dignité : « Cette nation de héros qui triomphe de la puissance colossale de Bonaparte, aura plus de chance de vaincre le gouvernement actuel de la France[275]. » À Burgos, le chef politique, Ignacio Lopez Pinto, fait une harangue aux habitants pour « aller à la rencontre des oppresseurs ». Ne manque pas la référence à la guerre passée :

> « Castillans, voyez les champs de Roa, Arauzo, Espinosa et Palenzuela arrosés du sang de vos frères [...] Honorables Castillans : il est encore temps, même de ces erreurs lamentables vous

271. *Nuevo Diario de Madrid*, 28 janvier 1823. « Vadepeñas de la mancha tuvo el valor en el año de 1808, para hacer frente, vencer y rechazar a toda una división de Vedel que creyó pasar sin obstáculo a incorporarse a Dupont no peleando entonces más que por su independencia, ahora que se trata de atacar lo más sagrado y apreciable cual es la libertad afianzada en la sabia Constitución, cuya observancia tienen jurada, sabrán prestar impávidos sus pechos y morir antes que dejar de ser libres.»
272. *Nuevo Diario de Madrid*, 18 février 1823.
273. *El Universal*, 28 janvier 1823.
274. *El Universal*, 31 janvier 1823.
275. *El Universal*, 18 mars 1823.

> pouvez encore tirer le fruit d'une expérience terrible. Réunis donc dans les temples de notre sainte religion, jurons de convertir nos haines en une seule haine qui fera sentir à l'étranger ce que nous valons, nous les Espagnols. Aurions-nous dégénéré ? Ne sommes-nous pas les mêmes qu'en 1808 ? Unissons les Castillans, et marchons tous à la rencontre des oppresseurs[276]. »

Si Louis XVIII invoque le Dieu de Saint Louis pour l'expédition dans la péninsule, les Espagnols eux aussi, invoquent leurs « dieux ». *El Espectador* (mais aussi *El Universal* un jour avant) donne les noms des héros implorés : Daoiz y Porlier, Lacy, Velarde. On se souvient également des victoires comme celles de Bailén, La Albuera, Arlaban, San Martial, et enfin on n'oublie pas que l'on fait partie de ce « même peuple qui n'a pu être dompté par l'homme extraordinaire, devant lequel se sont prosternés les peuples et les trônes du continent européen[277]. » Dans un article paru le 8 février, on revient sur le discours du roi de France et de l'ingérence dans les affaires de l'Espagne. Les Français n'ont point raison, écrit-on, mais ils veulent faire valoir leurs 100 000 soldats. Mais les Espagnols voudrons-t-ils s'engager dans cette nouvelle lutte ? Pour *El Espectador*, si l'Espagne le veut, elle le peut. Le journal affirme que le pays est prêt à redorer son blason et à humilier encore ceux qui le menacent : « L'Espagne voudra venger les outrages qu'elle a reçus de ses voisins. Ceux qui prêchent aujourd'hui la croisade de Saint Louis sont les mêmes qui, il y a 14 ans, sont venus en mettant tout à feu et à sang ; ce sont les mêmes qui ont ravagé, volé, violé et raillé de la manière la plus vicieuse les habitants crédules et imprudents de l'Espagne[278]. » On annonce déjà les renforts de l'armée et la création de 52 guérillas. On précise que le moment venu, ces unités qui se multiplieront, creuseront le tombeau des Français, : « Nous remplirons à nouveau les puits d'ennemis, brûlerons les maisons où ils logent, tuerons avec la pierre, le bâton... » Le 17 février, on compare les discours de Louis XVIII et du roi d'Angleterre. Celui du roi de France, écrit *El Espectador*, est l'exposition d'un prince entraîné par un parti perfide, ignorant et fanatique qui sacrifie tout à ses basses et mesquines passions. « C'est un scandale pour quiconque a le moindre recours à la raison. » Il rappelle ensuite que s'il est vrai qu'en 1808 il n'y a pas eu de guerre civile en Espagne, il est également vrai que 300 000 hommes avaient envahi la péninsule, qu'ils étaient les vainqueurs du monde et commandés par le grand Napoléon : « Nos

276. *El Universal*, 2 mars 1823. « Castellanos, ved los campos de Roa, de Arauzo, de Espinosa y de Palenzuela regados con la sangre de vuestros hermanos [...] Honrados castellanos : aún es tiempo, aún de estos lamentables errores podéis sacar el fruto de una terrible experiencia. Reunidos pues, en los templos de nuestra religión santa, juremos convertir nuestros odios en uno solo que haga sentir al extranjero lo que valemos los españoles. ¿Habremos acaso degenerado? No somos los mismos de 1808? Unámonos castellanos, y marchemos todos al encuentro de los opresores. »
277. *El Espectador*, 7 février 1823.
278. *El Espectador*, 8 février 1823.

places fortes étaient occupées par l'ennemi, l'armée était presque inexistante ; la plupart des officiers n'étaient pas entraînés et les Espagnols ne savaient généralement pas ce qu'était un fusil. Cependant, malgré toutes ces difficultés, nous avons vaincu le Capitaine du siècle[279]. »

Dans les nouvelles publiées des différentes provinces de l'Espagne, on note également des références à l'époque napoléonienne. Par exemple, un article d'Oviedo du 13 février, qui traite d'imbécile Louis XVIII et critique le discours du *don Quichotte* Chateaubriand, met en exergue l'enthousiasme des habitants de la région des Asturies et leur haine à l'encontre de toute domination étrangère. Ils se remémorent les gloires passées : « Même les serviles se souviennent avec enthousiasme de l'année 1808, lorsque cette seule province déclara la guerre à Napoléon et à tous ses alliés[280]. » À Málaga, on se rappelle également des beaux moments de 1808 et, à l'occasion, les libéraux organisent un repas fraternel et les commerçant contribuent économiquement pour faciliter l'acquisition d'armes et d'équipements[281]. Les autorités de Ciudad Real et d'autres villes ne ménagent pas leurs efforts pour aider les nouvelles recrues. L'optimisme semble être au rendez-vous :

> « [...] nous verrons bientôt se réunir une brillante armée qui donnera de nouvelles leçons aux Français s'ils commettent la folie de nous attaquer. En écoutant le mot *Français*, tous ces simples habitants se souviennent avec indignation des vexations qui leur ont été infligées pendant les six années de la guerre d'indépendance[282]. »

On publie les stratégies pour freiner toute invasion étrangère. *El Espectador*, qui a publié déjà dans ses pages quelques considérations sur la guerre, incite les militaires à écrire davantage sur ce sujet. Le 23 février, il insère un résumé de la tactique défensive de la péninsule. Il s'agit d'un extrait d'un opuscule publié par un général français réfugié en Espagne, très expérimenté dans la guerre. Il faut préparer le peuple à la lutte qui s'approche. La presse constitutionnelle y participe en publiant constamment les appels des organismes officiels. Le 24 février, *El Espectador*, publie une note adressée aux habitants de Madrid pour leur faire part du projet insensé de la nation voisine d'envahir

279. *El Espectador*, 17 février 1823.
280. *El Espectador*, 19 février 1823.
281. *El Espectador*, 27 février 1823.
282. *El Espectador*, 28 février 1823. « [...] pronto veremos reunido un ejército brillante que dará nuevas lecciones a los franceses si cometen la tontería de atacarnos. Al nombre de *franceses* todos estos sencillos habitantes recuerdan con indignación las vejaciones que les han causado en los seis años de la guerra de la independencia. »

le territoire et pour leur conseiller de montrer civisme, union et vaillance face aux ennemis de la liberté. Il faut du patriotisme et des efforts pour ne pas voir se répéter les scènes de dépravation et les crimes de la dernière guerre, écrit-on. Dans un autre article, on fait appel aux chirurgiens pour intégrer l'armée. En effet, la France, précise le journal, continue les préparatifs pour entrer en campagne. On assure que le duc d'Angoulême serait à la tête de toute l'Armée des Pyrénées à la mi-mars. À Cuenca, la députation s'efforce d'armer et d'habiller les *recrues*. Chacun, à sa façon, affiche son patriotisme : Angel Fernández Collada, maire de Torrejoncillo del Rey, inscrit son fils à l'armée avec uniforme, cheval et armes et José María Rodriguez, habitant de Valverde, fait un prêt, sans intérêt, à la députation de vingt mille réaux. D'autres exemples ne manquent point dans la région. « Tout est activité, union et énergie et les traits du patriotisme de 1808 sont reproduits à chaque étape », peut-on lire dans le journal[283].

En outre, on tient à minimiser l'armée des Pyrénées, par rapport à celle de Napoléon, et souligner le caractère indomptable des Espagnols. Ainsi, dans *El Espectador*, on s'interroge sur la capacité des troupes d'Angoulême : « nous ne savons pas sur quoi reposent ses espoirs pour réaliser ce qu'il n'a pas réussi à faire [Napoléon] avec beaucoup plus de pouvoir et de talent[284]. » Que sont 100 000 hommes pour l'Espagne ? se demande le journal[285]. Pour sa part, *El Universal*, souligne la constance et la résilience des habitants. En 1808, l'Espagne n'a pas été conquise bien qu'elle fût « entravée par les fers du despotisme et plongée dans les ténèbres de l'ignorance », et maintenant qu'elle est libre et enthousiaste, elle est « beaucoup plus forte pour défendre ce qu'elle aime que lorsqu'elle n'avait rien à perdre[286]. » Il n'y a donc rien à craindre, écrit-on dans le journal, même si les différences socioéconomiques entre les deux pays sont énormes, cela représente un avantage pour l'Espagne : « Aucun peuple n'a conservé sa liberté par la force de l'argent [...] Nous sommes pauvres, mais pas aussi pauvres que le pensent nos ennemis ; et enfin nous sommes parcimonieux et patients, et nous ne manquons ni de pain ni de fer[287]. » On remarque que l'Espagne de 1823 ne se trouve aussi dépourvue de moyens de résistance que lorsque Napoléon l'a envahie[288]. Les voix qui réclament l'effort de guerre ne manquent pas : « Préparons-nous à combattre, unissons-nous tous comme

283. *El Espectador*, 26 février 1823.
284. *El Espectador*, 11 février 1823.
285. *El Espectador*, 24 février 1823.
286. *El Universal*, 11 février 1823.
287. *El Universal*, 1 février 1823.
288. *El Universal*, 29 janvier 1823.

en 1808, et périssons avant de permettre la modification d'une lettre du code fondamental que nous avons juré », écrit Luis del Corral, président de la députation d'Alicante[289]. L'allocution aux habitants de la province de León est aussi teintée de comparatifs. « Ce sont les mêmes que nous avons l'habitude de vaincre » note-t-on à propos des Français.

Les victoires de l'armée constitutionnelle face aux rebelles espagnols sont aussi un motif pour préparer l'esprit de la population. Napoléon est toujours évoqué dans les discours. Dans les villes et villages, on fête les succès militaires. Par exemple, à Almeria, on parle de « folies du patriotisme » pour l'entrée du général Mina à la Seu d'Urgel. Toutes les autorités et les milices participent aux divers actes. On célèbre un *Te Deum*, on tire des salves à l'aide de l'artillerie, on chante, on joue de la musique... *El Espectador*, le 1 mars, écrit dans ses pages :

> « L'enthousiasme de cette province grandit chaque jour davantage : si le gouvernement français veut la guerre, il aura la guerre, et une guerre qui ne lui plaira pas. Cette guerre, (si elle est déclarée) sera plus injuste et plus odieuse que celle de Napoléon ; ce génie extraordinaire s'est servi pour occuper l'Espagne du prétexte spécieux et apparemment bien fondé de la démission de Ferdinand VII, mais le gouvernement de Louis XVIII, après nous avoir provoqués par les moyens les plus vils et les plus bas, n'allègue d'autre motif pour déclarer la guerre que son désir de placer sur le trône d'Espagne un petit-fils de Henri IV...[290] »

La guerre d'Indépendance, la résistance des Espagnols face à l'armée impériale de Napoléon devient rapidement un outil de propagande, utilisé profusément par les chefs militaires, pour motiver les soldats et inciter la population à réitérer les épisodes de 1808. Il n'est pas étonnant de voir la presse libérale rappeler très souvent cette idée de liberté, de patriotisme et d'indépendance d'un pouvoir étranger. Dans la proclamation du comte de l'Abisbal, commandant en chef de la 3ème armée d'opérations, adressée à ses soldats et publiée par le *Diario de Madrid*, est écrit : « menacée la liberté de la patrie [...] ils paieront leur témérité et rejoindront les tombeaux de tous ceux qui, avec une force quatre fois plus grande, essayèrent d'humilier le lion espagnol durant l'année 1808[291]. » Signée à Madrid le 13 avril, la proclamation se moque de l'armée des Pyrénées qui est qualifiée d'« armée inexpérimentée ». L'un des héros de 1808, *L'Empecinado* se joint à la lutte et lance une

289. *El Espectador*, 1 mars 1823.
290. « El entusiasmo de esta provincia crece cada día mas: si el gobierno francés quiere guerra, guerra tendrá, y guerra que no le ha de agradar. Esta guerra, (si llega a declararse) será mas injusta y odiosa que la de Napoleón; aquel genio extraordinario se valió para ocupar la España del especioso, y al parecer fundado pretexto de la renuncia de Fernando VII, pero el gobierno de Luis XVIII, después de habernos provocado por los medios mas viles y rateros, no alega otra razón para declararnos la guerra que sus deseos de colocar en el trono de la España a un nieto de Enrique IV... »
291. *Diario de la capital*, 15 avril 1823.

proclamation aux Espagnols, publiée le 19 avril dans le *Diario de la capital* : « Les Français ont osé envahir notre terre sainte, de manière perfide et lâchement, et marchent vers l'Èbre. Toujours Espagnol et libre, je suis déterminé à combattre jusqu'à la mort. Pendant l'invasion de 1808 je me suis battu pour l'indépendance et maintenant je me battrai pour celle-ci et les libertés de la patrie[292]. » Pour renouer avec l'esprit de 1808, on autorise l'organisation de guérillas par les commandants de districts militaires afin de harceler aussi bien les troupes d'Angoulême que les factieux espagnols[293].

D'après le chef politique de Burgos, il semble que dans les villages existe une profonde indignation mêlée de méfiance à l'encontre les Français : on a peur de voir se reproduire les scènes de pillage et les abus commis par les soldats de Napoléon lors de la dernière guerre. Le compte d'Abisbal pense que les violences et les vexations contre la population sont inévitables : il est donc impératif d'agir. Il écrit dans la presse le 22 avril que tant que « continuera le mécontentement des passifs, se développera la colère et ils paieront très cher l'audace avec laquelle ils sont entrés[294]. »
L'envie d'en découdre avec les Français monte parmi les plus belliqueux. On sait d'après une correspondance publiée par *El Universal* que Merino, lorsqu'il a connaissance de la venue des troupes d'Angoulême, imagine déjà quelle sera sa vengeance : « J'aimerais que ce soit demain ! [...] ils paieront pour tout ce qu'ils ont fait et je les poursuivrai avec plus de ténacité que pendant la guerre d'indépendance[295]. » À Madrid, à la Puerta del Sol, les gens se demandent où se trouvent les Français[296].

Le 2 mai est un jour particulier pour l'Espagne et une occasion unique pour rappeler la lutte sans merci menée par les Espagnols contre l'Armée napoléonienne. Il n'est pas étonnant de voir ces faits grandement célébrés et que sa propagande soit faite en des termes particulièrement élogieux. Le *Diario de la capital* publie un message plein d'émotion du chef politique Juan Lasaña adressé aux habitants de Madrid :

> « Madrilènes [...] en voyant à la porte de vos maisons les mêmes envahisseurs, en les voyant déguisés du même masque d'hypocrisie et de politique, en contemplant le voile mystérieux dont ils veulent couvrir leurs idées, et en considérant qu'ils viennent au secours d'un tas de misérables sans honneur, sans crédit et sans probité, je ne puis m'empêcher de m'écrier : *Voilà un autre 2 mai !* Le sang coulera comme à l'époque, les scènes douloureuses de ces temps seront répétées, mais les résultats seront les mêmes. La liberté triomphera de l'esclavage [...]

292. *Diario de la capital*, 19 avril 1823.
293. *Diario de Madrid*, 13 mai 1823.
294. *Diario de la capital*, 22 avril 1823.
295. *El Universal*, 15 janvier 1823.
296. *Nuevo Diario de Madrid*, 10 mai 1823.

> nous avons déclaré que nous ne voulons que la *Constitution ou la mort*, ce jour où allons jurer sur les cendres respectables des victimes du 2 mai, que nous serons libres, et que notre devise sera constamment : *la mort ou la Constitution*[297]. »

Toutefois, le *Deux mai* ne peut être célébré à Madrid avec la même solennité que les années précédentes. Les festivités se limitent aux offices religieux, néanmoins les émouvants discours sont retranscrits dans la presse. Le *Diario de Madrid* insère aussi la proclamation du chef politique supérieur, Juan Lasaña et les communiqués de l'armée. Ce jour-là, les militaires rendent les honneurs. L'état-major de la 3e armée d'opérations ordonne que soient tirées 21 salves en mémoire des héros tombés dans la capitale pour défendre leur liberté face « au joug perfide de l'envahisseur étranger[298]. » Le *Nuevo Diario de Madrid*, explique dans ses pages l'importance de ce jour en s'appuyant sur des exemples précis. Il résume le 2 mai comme le réveil de la nation espagnole, puis s'interroge : « Et maintenant que nous avons été envahis par les armées d'un tyran qui est complice de la perfide Alliance, nous laisserons-nous surprendre par leur nombre et leurs artifices ? Pas moins » écrit-on[299]. Le journal insère aussi le message du chef politique de la capitale : « Voilà un autre 2 mai ! » Le chemin semble tracé. Les célébrations ont enflammé les habitants :

> « [...] le clairon, les tambours, les canons dans les rues de Madrid, aux endroits où ont eu lieu tant de sacrifices, ont provoqué un effet et un choc dignes de l'ardeur espagnole, dont les serviteurs des Tuileries éprouveront bientôt la fureur. De tels souvenirs, une telle ardeur martiale, et la lecture du très important manifeste de notre roi constitutionnel Ferdinand, sont un autre *Deux Mai*, à partir duquel les Espagnols, unis, jurent la mort aux tyrans. La *Constitution ou la mort* ![300] »

Au-delà des gestes héroïques, les passions et les ressentiments sur les outrages du passé font surface.

---

297. *Diario de la capital*, 2 mai 1823. « Madrileños [...] al ver a la puerta de vuestros hogares los mismos invasores, al verlos disfrazados con la misma máscara de hipocresía y política, al contemplar el misterioso velo con que quieren cubrir sus ideas, y al considerar que vienen auxiliando a unas gavillas de miserables sin honor, sin crédito y sin probidad, no puedo menos de exclamar: ¡He aquí otro 2 de mayo! La sangre correrá como entonces, las dolorosas escenas de aquellos tiempos volverán a repetirse, pero los resultados serán los mismo. La libertad triunfará de la esclavitud [...] hemos manifestado que solo queremos Constitución o muerte, en el día vamos a jurar sobre las respetables cenizas de las víctimas del 2 de mayo, que seremos libres, y que nuestra divisa será constantemente: muerte o Constitución. »
298. *Diario de Madrid*, 2 mai 1823.
299. Nuevo Diario de Madrid, 2 mai 1823.
300. Nuevo Diario de Madrid, 3 mai 1823. « [...] el clarín, los tambores, los cañones por las calles de Madrid, por los puntos del sacrificio, han causado un efecto y conmoción digna de pechos españoles, cuyo furor experimentarán pronto los sirvientes de las Tuilerias. Tales recuerdos, semejante ardor marcial, y la lectura del importantísimo manifiesto de nuestro rey constitucional Fernando VII, son otro Dos de Mayo, desde cuyo día unidos los españoles juran muerte a los tiranos, Constitución o muerte. »

5.1.6.2. Un douloureux passé

Non seulement des valeurs telles que la vaillance, le sacrifice ou l'esprit d'indépendance sont rappelées. On veut aussi toucher le cœur des habitants à travers les souvenirs des êtres chers disparus et de la misère subie lors de l'occupation par la France de Napoléon. Les références ne manquent pas dans la presse. *El Universal*, publie une note de Bartolomé Gutiérrez de Acuña, chef politique de Cadix, dans laquelle sont détaillés les désastres d'une invasion. Bartolomé s'adresse aux agriculteurs, aux artisans, aux négociants... : « Nos récoltes sont à peine suffisantes pour nous ; et cent mille hommes viennent à se nourrir ?[301] » À Saragosse, le commandant du 6e district appelle les habitants de l'Aragon à lutter, en leur rappelant les calamités vécues sous l'occupation de l'armée napoléonienne : « Souvenez-vous de ces temps-là[302]. » Dans les Asturies, la députation remémore aux habitants toutes sortes d'atrocités commises par les Français : épouses outragées, filles violées, églises saccagées, villages brûlés... « Voici ce que le gouvernement de Paris vous apporte », écrit-on le 23 février[303]. Le 15 mars, la correspondance d'une « amante de sa patrie » est publiée. Elle dépeint la tristesse ayant suivi~~e~~ la guerre : « Je n'ai rien à vous rappeler ; mais combien d'orphelins entendrez-vous crier, combien de mères pleureront pour que soient protégés leurs enfants et combien de femmes pour leurs maris bien-aimés. » Dans une allocution adressée aux habitants de La Corogne, tous les ingrédients sont là pour raviver la haine :

> « Souvenez-vous des maux dont nous avons souffert en ces temps-là. Les ruines des maisons et des fermes qui ont été détruites par l'incendie sont encore visibles sur le sol ; les corps de plusieurs milliers de personnes tuées par sa main barbare sont encore enterrés dans les champs ; les images sacrées que les impies ont profanées dans le temple du Dieu d'Israël n'ont pas été remplacées ; manquent les vases sacrés que les sacrilèges ont volé ; les lamentations des victimes qu'ils ont immolées, des femmes et des jeunes filles que leur lascivité n'a pas respectées, retentissent dans nos oreilles[304]. »

301. *El Universal*, 23 mars 1823.
302. *El Universal*, 27 février 1823.
303. El Universal, 23 février 1823.
304. *El Universal*, 5 mars 1823. « [...] Acordaos de los males que hemos sufrido en aquella época. Aún se ven por tierra las casas y alquerías derribadas por el fuego con que las incendiaron; subsisten sepultados en los campos los cadáveres de muchos miles asesinados por su bárbara mano; no se repusieron las sagradas imágenes que profanaron impíos en el santo templo del Dios de Israel; carécese de los vasos sagrados que robaron sacrílegos; resuenan en nuestros oídos los lamentos de las víctimas que inmolaban, y de las esposas y doncellas que no respetó su lascivia. »

On invite les moins enthousiastes et ceux qui ont oublié ces valeurs de courage et d'engagement à regarder les cicatrices du passé : « [...] des ruines et des destructions que n'ont pas encore réparé huit années de paix, et de demander à ses habitants, qui répondront, les larmes aux yeux et avec résignation, ce que l'on peut attendre d'une guerre étrangère[305]. »

Une partie du clergé tient aussi à éveiller les esprits des paroissiens car c'est un *devoir chrétien* que d'aider le gouvernement. On sait qu'à Málaga on demande aux curés d'inculquer le désir de vengeance : ils doivent informer de la possible invasion et évoquer les amères souvenirs de 1808. C'est en ce sens que Pedro Muñoz, gouverneur de l'évêché, rédige son message aux ministres du culte[306] : « En chaire, on les entend peindre avec des expressions simples les maux qui s'ensuivraient si les étrangers revenaient sur le territoire espagnol : ils rappellent ce qu'ils ont subi lors de l'invasion française, et réveillent dans le cœur de tous cette haine de leurs anciens oppresseurs[307]. » Il s'agit de présenter l'invasion comme un outrage, non seulement à l'encontre des habitants mais aussi à l'encontre de leurs croyances et de leurs symboles religieux.

Le chef politique supérieur de Cadix écrit, dans *El Espectador*, que les Français vont occuper pour la deuxième fois le territoire afin de soumettre et opprimer l'Espagne. Il rappelle le courage face à la France qu'ils ont reçu de leurs grands-parents, puis s'interroge : « Avez-vous oublié si vite les désastres d'une invasion ? [...] Allez-vous la subir encore, vous habitants de la province qui aviez arrêté le chemin du dominateur de l'Europe ? [...] au moment de notre malheur nous avons détrôné Napoléon[308]. » Il est vrai que les souvenirs, malgré les dix années écoulées, sont encore très présents dans l'esprit de la population, surtout dans les villes où les affrontements ont été très violents. Dans une lettre publiée le 26 mars, on souligne un état d'esprit assez libéral chez les habitants de Villarubia : « On n'y n'entend pas le nom de Français, sans une sorte d'indignation et de terreur. Il est vrai que de nombreuses atrocités ont été commises dans ce milieu lors de la guerre d'indépendance[309]. » Les nouvelles qui proviennent de La Corogne vont dans le même sens. Malgré la victoire face à la Grande Armée, on pleure encore les morts et les

305. *El Espectador*, 23 janvier 1823.
306. *El Universal*, 1 mars 1823.
307. *El Universal*, 28 janvier 1823.
308. *El Espectador*, 25 mars 1823. Extrait en annexe : document 34.
309. *El Espectador*, 26 mars 1823.

dégâts matériels et psychologiques sont encore très présents. Voici un extrait du texte rédigé par le gouverneur politique de la province :

> « [...] Nos champs dévastés, nos maisons et nos fermes livrées au feu et aux pillages, nos filles et nos épouses, sinon victimes de la pudeur toujours exposées au déchaînement d'un soldat grossier et brutal ; accablés par le poids des contributions humiliantes et oppressantes, les statues des saints que nous vénérons sur les autels ont brûlé ; et nos temples se sont transformés en écuries et en étables crasseuses[310]. »

A Cuenca et aux alentours, où les atrocités des troupes napoléoniennes ont laissé une trace amère, les habitants sont sur le qui-vive. Les violences, les vols et les assassinats reviennent rapidement à l'esprit et cela fait croître considérablement les recrutements dans les villages de Morte, Valera de Arriba, Villard el Saz et bien d'autres. À Montalvanejo, où l'on doit fournir trois jeunes gens à l'armée, se présentent six hommes de plus[311]. Les proclamations à destination des soldats sont aussi pleines des misères du passé. Dans la proclamation écrite par Mariano Peray et adressée aux sapeurs de la garnison de Molina, on peut lire : « Qui parmi vous n'aura pas un triste souvenir à pleurer avec sa famille ! S'ils venaient maintenant, combien de malheurs ne pèseraient encore sur les malheureux peuples ! Rations, équipement, logement, cotisations, tout serait sur leur chemin pour les plonger dans la misère la plus épouvantable[312]. »

Parfois les ragots qui circulent sur les Français servent à rappeler les événements de 1808. Le 11 mai, le *Diario de la capital*, dans une note rédigée par Juan Lasaña, rapporte que, d'après le chef politique de Salamanque, lorsque les soldats français occupent les villages, ils regroupent les jeunes gens et les hommes mariés sans enfant et les conduisent en France[313]. Lasaña rappelle aux habitants :

> « [...] Souvenez-vous de la régénération avec laquelle nous avons été conviés en 1808 par le premier conquérant du monde; et soyez assurés que si vous ne repoussez pas cette agression injuste avec la même constance, vous en serez victimes, et vous éprouverez les vengeances qu'accompagnent une armée qui déjà marche sur les ossements non enterrés de ses concitoyens, de ses proches et de ses amis[314]. »

---

310. *El Espectador*, 26 mars 1823. « [...] Nuestros campos talados, entregadas al fuego y al saqueo las casas y alquerías, nuestras hijas y esposas, cuando no víctimas del pudor, expuestas siempre al desenfreno de una soldadesca soez y brutal; abrumados con el peso de humillantes y opresoras contribuciones, quemadas las imágenes de los santos que veneramos en los altares; y nuestros templos convertidos en inmundos establos y caballerizas... »
311. *El Espectador*, 12 mars 1823.
312. *El Espectador*, 28 mai 1823.
313. *Diario de la capital*, 11 mai 1823. *Diario de Madrid*, 11 mai 1823.
314. *Diario de la capital*, 11 mai 1823. « [...] recordad la regeneración con que nos convidó en el año de 1808 el primer conquistador del mundo; y tened por seguro que si no repeléis con la misma constancia esta tan injusta agresión, seréis victimas de ella, y experimentaréis las venganzas de que debe venir

Dans la capitale, le *Nuevo Diario de Madrid*, publie dans ses colonnes les communiqués des autorités locales. Les références à la Guerre de l'Indépendance et ses conséquences sont nombreuses : « Les blessures profondes que les Espagnols ont reçues à l'époque ne sont toujours pas cicatrisées [...] et seront rouvertes avec plus de fureur par ceux-là mêmes qui les ont causées si, par apathie et par manque d'ardeur, nous cessions de faire les efforts indispensables[315]. » Lorsqu'on publie la nouvelle de l'entrée de l'Armée des Pyrénées, sans qu'aucune déclaration de guerre n'ait été faite, on fait aussi appel aux souvenirs, « Rappelez-vous les horreurs », et l'on exhorte le peuple à lutter contre l'invasion et à se sacrifier si nécessaire : « mourir pour la patrie est une douce mort[316]. »

L'éveil de 1808 sert de ligne de conduite. La presse rafraichit les pages les plus glorieuses de l'histoire espagnole pour y récupérer le souvenir de ses héros d'alors.

5.1.6.3. Le souvenir des héros d'autrefois

Mais le souvenir de la lutte héroïque du 2 mai n'est pas suffisant pour pousser le peuple à prendre les armes. La presse ne cesse de fouiller dans le passé pour sortir de l'oubli les héros d'autrefois. Pour le *Nuevo Diario de Madrid*, toutes les pages de l'histoire de l'Espagne, surtout les plus récentes, sont une source de stimulation afin de « résister au sacrifice ignominieux qu'ils veulent nous imposer » les Français[317]. De même, dans *El Universal*, les exemples ne manquent point pour inciter à prendre les armes contre les soldats d'Angoulême, comme naguère contre Napoléon : « Relisez l'histoire » suggère le journal[318]. Enfin, tous les journaux s'accordent à considérer les Espagnols comme les descendants ou les fils de nombreux illustres personnages historiques. C'est l'orgueil national qui est un jeu et l'on tient à rappeler un passé glorieux : « [...] nous sommes les descendants des Cids et des Pelayos, des Gonzalos et des Moncadas, nous sommes les fils de ceux qui ont gagné sur les rives de la Salado, à Navas de Tolosa, à Saint-Quentin et à Pavie, à Campo Santo et Veletri [...] nous sommes Espagnols[319]. »

---

acompañado un ejército que ya piso los insepultos huesos de sus conciudadanos, de sus parientes y de sus amigos. » Extrait en annexe : document 35.

315. *Nuevo Diario de Madrid*, 7 mars 1823.
316. *Nuevo Diario de Madrid*, 15 avril 1823.
317. *Nuevo Diario de Madrid*, 4 février 1823.
318. *El Universal*, 5 janvier 1823.
319. *El Espectador*, 14 mars 1823.

Le Cid est une figure incontournable. On présente Rodrigo Diaz de Vivar comme le héros à imiter pour lutter corps à corps et chasser, cette fois-ci, les Français de la péninsule : « Ainsi la question se décidera de courage à courage, de lance à lance[320]. » Rafael Tarradellas y Costa, fonctionnaire des Loteries nationales, dans sa missive adressée aux Cortès et publiée dans *El Universal* au mois de janvier, se montre convaincu de l'engagement des Espagnols pour défendre leur territoire face à l'entrée des troupes françaises. Il s'appuie lui aussi sur le héros castillan : « les fils du Cid ne cèderont jamais un pied de terre aux étrangers qui chercheront à leur imposer leur loi[321]. »

Souvent, lors des réunions patriotiques, les discours mentionnent d'autres pages de l'histoire de l'Espagne. À Tortosa, on remémore Sagonte, Numance, les Rois Catholiques, les Conquistadors, etc.[322] De même, dans un autre article de *El Espectador*, qui traite de la durée de la guerre d'Espagne, on parle de la résistance des habitants : 775 ans de combats contre les Maures, Auguste et la perte de deux armées romaines face aux Cantabres. On tient à souligner la ténacité du caractère espagnol pour faire face à la guerre qui se prépare contre les Français. Cette résistance, voilà ce que trouveront les ennemis dans la nouvelle guerre, écrit le journal[323].

Les lieux où ont eu lieu des combats sont aussi source d'inspiration et de sacrifice : « Nous avons là le modèle de Numance qui devrait nous servir de guide », écrit une femme patriote de La Corogne dont la missive est publiée par *El Universal* le 15 mars. Le général Ballesteros s'appuie également sur l'histoire pour inciter à la lutte : « Et ne renouvellerez-vous pas les jours de gloire qui ont stupéfait le monde lors de la guerre d'indépendance ? [...] vous, nobles de Guipuscoa, de Biscaye et d'Alava, que même les Romains n'ont jamais pu soumettre... » écrit-on dans *El Universal*. Il cite Numance, terreur de l'empire romain[324]. Un autre chef, *El Empecinado*, écrit dans une proclamation adressée aux Castillans : « les Français ont osé envahir notre terre sainte de manière perfide et vile [...] Retournons à la guerre, soyons des Viriates[325]. » On sait également que les miliciens de cavalerie de Cuenca, sont prêts à imiter et peut-être à surpasser l'héroïsme de Sagonte et Numance[326]. Ces exemples, sont aussi évoqués par le chef politique de Salamanque, Antonio Florez

320. *El Espectador*, 8 février 1823.
321. *El Universal*, 26 janvier 1823.
322. *El Espectador*, 24 février 1823.
323. *El Espectador*, 27 février 1823. Copié du *Constitutionnel*.
324. *El Universal*, 21 mars 1823.
325. *El Universal*, 19 avril 1823.
326. *El Espectador*, 1 mars 1823.

Estrada qui prépare la population à une guerre qu'il sent proche. Il écrit le 4 avril : « Peut-être aurez-vous bientôt l'occasion de défendre vos droits, et avec eux votre liberté et votre indépendance[327]. » Le *Diario constitucional de Barcelona* se moque de l'attitude des Français et tire des enseignements de l'histoire. Ainsi écrit-on le 26 juillet : « [...] Les Français ont coupé l'eau. Peu importe ! Tant qu'il y aura des puits [...] et s'ils s'épuisent, nous tuerons des Français, et nous dirons comme les Numantins : nous boirons le sang des morts. »

D'autres figures historiques sont aussi passées en revue. Un officier à la retraite publie dans *El Universal* une invitation à transformer « la patrie des Cids, Cortes et Gonzalos de Cordoba » en un champ de bataille[328]. Dans *El Espectador*, on parle de l'enthousiasme et l'indignation des habitants des Asturies et « la résistance que les fils de Pelayo opposeront aux envahisseurs étrangers[329]. » Le même journal augure une forte résistance des volontaires castillans, car ils seront des « fidèles imitateurs de Padilla[330]. » On trouve aussi dans la presse d'autres références. Le *Nuevo Diario de Madrid*, par exemple, demande à ce que soit imitée la conduite des Portugais et cite les paroles du général Sertori face aux ambitieux romains : « Lusitaniens, ne vous désespérez pas si l'ennemi a envahi votre territoire, l'union et la concorde suffiront à vous sauver[331]. » Cette fois-ci, il s'agit de mettre en valeur la fraternité entre Espagnols.

5.2. La presse profrançaise : l'exemple du *Restaurador*

Nous avons vu comment la presse libérale s'est efforcée d'inciter le peuple à se révolter face à l'invasion des troupes françaises, et ce en insistant sur le patriotisme et les sacrifices d'antan ainsi qu'en publiant toute une série de nouvelles tendant à discréditer Angoulême et son armée. Parallèlement, les journaux royalistes ont à cœur de mettre en valeur l'aide

327. *El Universal*, 10 avril 1823.
328. *El Universal*, 17 avril 1823.
329. *El Espectador*, 5 mars 1823.
330. *El Espectador*, 1 mars 1823.
331. *Nuevo Diario de Madrid*, 2 mai 1823.

française et de présenter les Cent Mille fils de Saint Louis sous un jour bien différent : ces derniers sont, aux yeux des royalistes, les libérateurs et les sauveurs du trône et de l'autel.

Nous prendrons comme exemple les pages d'*El Restaurador*. De tendance ultra-catholique, il n'a d'autre but, comme l'indique son titre, que de restaurer la foi chrétienne et la fidélité au Roi. Il est édité pour la première fois le 1er juillet 1823 et il disparaît le 30 janvier 1824, victime du décret de suppression de la presse. D'un format à huit pages, il est publié tous les jours sauf le lundi et son style est violent, vindicatif et effronté. Le comité de rédaction est composé des P.P. Manuel Martínez Ferro, Manuel Gómez Negrete, de Felipe Lesmes Zapilla, Bernardo Hernández de Alba, Gregrorio Marín de Urda et Serapio Serrano. Il est imprimé par Francisco Martínez Dávila[332].

5.2.1. Les succès de l'armée d'Angoulême

Dès sa parution, *El Restaurador* informe des mouvements des troupes et des succès de l'armée française dans la péninsule. Ainsi, le 1er juillet, on lit dans ses pages que les bandes de Palerea et Campillo ont été démantelées par la brigade française lors de son déplacement vers les Asturies. On note l'arrivée de renforts pour poursuivre le siège de Pampelune[333] et on communique les tentatives lancées pour la reddition de la garnison d'Urgel et l'avance des troupes françaises vers Barcelone lesquelles ont l'intention d'assiéger la ville[334].

Le 15 juillet, le journal note des défections dans les rangs constitutionnels. En effet, le régiment de Lorca et le régiment de cavalerie de la Reine, destinés à l'armée de Ballesteros, se sont joints à l'armée française de Molitor. « Et nous espérons que la plupart de ces troupes suivront bientôt un exemple aussi héroïque », conclut *El Restaurador*. Dans les places fortes, la situation est également grave. À Santona, par exemple, la pénurie est extrême, les malades sont nombreux et ceux qui le peuvent désertent le fort[335]. Il est vrai que le duc d'Angoulême n'a, en règle générale, pratiquement jamais rencontré une farouche résistance. Le journal mentionne que : « Trois mois ont passé depuis que nos alliés ont traversé la Bidassoa, et ils ont commencé à œuvrer pour notre rédemption : à

332. PEREZ GÚZMAN Y GALLO, Juan, *Bosquejo histórico-documental de la Gaceta de Madrid*, Madrid, imprenta de la sucesora de M. Minuesa de los Rios, 1902, p. 156-157.
333. *El Restaurador*, 8 juillet 1823.
334. *El Restaurador*, 15 juillet 1823.
335. *El Restaurador*, 23 juillet 1823 et 26 juillet 1823.

leurs yeux, vous avez fui dans la peur [...] L'armée a continué sa marche rapide, conquérant sans résistance, et avançant vers les colonnes d'Hercule[336]. » Fin juillet, *El Restaurador* rend compte des différentes places assiégées – Lérida, Barcelone, Hostalrich et Figuères – et aussi de l'arrivée de renforts de l'armée française en Catalogne. Le journal tient à mettre en exergue les victoires des troupes françaises. Une lettre anonyme, publiée, le 24 juillet, raconte :

> « [...] Il est de même certain que Milans et Llovera, ayant rassemblé environ six mille hommes, quittèrent Barcelone et, à Molins de Rey le 8, furent si vigoureusement attaqués par notre armée libératrice, qu'après que l'artillerie eut fait beaucoup de ravages sur eux, la cavalerie française entra et détruisit cette division, sabrant et tuant tous ceux qui ne purent s'abriter dans les montagnes[337]. »

El Restaurador se fait écho des faits d'armes des Français à travers la péninsule afin de mettre en valeur l'efficacité des troupes d'Angoulême. Les nouvelles de Séville, publiées par le journal sont très positives : le château de Paimogo est pris « sans qu'un coup de feu n'ait été tiré. » Afin de souligner la bienveillance du commandement, on insère également les correspondances entre officiers et autorités locales, à l'exemple de la lettre du général Bourke adressée à Antonio Quiroga, gouverneur de La Corogne, dans laquelle les succès de l'armée française sont mis en avant : depuis son entrée en Espagne, elle n'a subi aucun revers et on invite les autorités à se rendre, afin d'éviter des effusions inutiles de sang. On tient également à souligner la générosité du duc d'Angoulême : « Afin de mieux vous éclairer, je suis autorisé à vous dire au nom de S.A.R. le duc d'Angoulême, qu'il n'a pas l'intention d'avoir d'autre rôle que celui de pacificateur. Que tous les militaires se soumettent volontairement à la volonté de S.M. le Roi d'Espagne. Ils conserveront leurs grades et leurs emplois, et S.A.R. s'engage à leur octroyer leurs salaires via les caisses de l'armée française[338]. » Une autre correspondance d'El Ferrol, publiée dans ce même journal, et adressée à Fernando Miranda de Rivadeo par le général Huber, montre la

336. *El Restaurador*, 22 juillet 1823. « Tres meses han pasado ya después que nuestros aliados atravesaron el Bidasoa, y dieron principio a nuestra redención : a su vista huisteis despavoridos[...] Siguió el ejército su marcha rápida, conquistando sin resistencia, y adelantando hasta las columnas de Hércules. »
337. *El Restaurador*, 24 juillet 1823. « [...] Asimismo es indudable que habiendo Milans y Llovera reunido unos seis mil hombres salieron de Barcelona, y en Molins de Rey el 8 fueron tan vigorosamente atacados por nuestro ejército libertador, que después de haber hecho mucho estrago la artillería sobre aquellos, entró la caballería francesa, y deshizo aquella división, acuchillando y matando a cuantos no se salvaron pronto al abrigo de los montes. »
338. *El Restaurador*, 7 août 1823. « Para determinaros mejor, estoy autorizado para deciros en nombre de S.A.R. Monseñor el Duque de Angulema, que no quiere tener otro carácter en España que el de pacificador. Que todos los militares que se sometan voluntariamente a la obediencia de S. M. el Rey de España. Conservarán sus grados y empleos, y S.A.R. contrae el empeño de hacerles pagar sus sueldos y tratamientos de las cajas del ejército francés. » Extrait en annexe : document 36.

bonne volonté du militaire français lorsqu'il s'agit de négocier une solution et d'éviter la ruine de sa famille. En effet, un fils de l'intéressé est compromis dans une guérilla. Le 14 septembre, Vicente Jiménez Granados, corrégidor de Baeza, rapporte la défaite du général Riego. Chassé par les troupes françaises, celui-ci s'enfuit de Jaen[339]. Dans une note du 16, on mentionne la bravoure des lanciers qui « ont combattu de telle manière qu'ils ont détruit l'armée de Riego, faisant beaucoup de dégâts, notamment face à la cavalerie de Santiago[340]. »

Les défections dans les rangs de l'armée espagnole, sont mises en évidence par *El Restaurador*, avec parfois des chiffres étonnants. D'après le journal, à Séville, plus d'un millier d'hommes de la garnison désertent et se rallient aux troupes d'Angoulême[341]. Le 13 septembre, à Pampelune, une centaine de soldats du régiment de Jaen abandonnent la place pour rejoindre les Français : « Ils affirment qu'il y en a encore 200 prêts à déserter », peut-on lire[342]. Au fur et à mesure des victoires de l'armée française, *El Restaurador* annonce les capitulations : le 23 août, celle du colonel constitutionnel Francisco Chaleco face au général de Rochedragon ; le 21 septembre, la reddition de Pampelune et de la place forte de Santona[343] ; trois jours plus tard, la remise des clefs du château de Santi Pedri aux troupes d'Angoulême[344]. La capitulation de Saint-Sébastien est publiée le 3 octobre[345]. Parfois, le journal souligne l'enthousiasme des troupes face à la défaite de l'armée constitutionnelle. Ainsi, lorsque Ballesteros se rend en Andalousie, la garnison française de Passages célèbre l´événement avec 25 salves de canon.

Toutefois, certaines places fortes résistent encore. *El Restaurador* ne manque pas d'informer des difficultés de la guerre. La garnison de Cartagena, par exemple, n'accepte pas de se rendre et les militaires font feu sur le parlementaire. Le journal rapporte les cris des défenseurs : « morts aux Français, vive Riego, Vive la liberté et Napoléon[346]. » Il annonce aussi la chute de Badajoz qui ne tarde pas à se soumettre et l'euphorie des royalistes : « Demain, nous attendons les Français, et avec cela la remise de Badajoz [...] nous sommes follement heureux[347]. » Au mois de novembre, le journal rend compte de la

339. *El Restaurador*, 16 septembre 1823.
340. *El Restaurador*, 16 septembre 1823.
341. *El Restaurador*, 10 septembre 1823.
342. *El Restaurador*, 19 septembre 1823.
343. *El Restaurador*, 21 septembre 1823.
344. *El Restaurador*, 24 septembre 1823.
345. *El Restaurador*, 3 octobre 1823.
346. *El Restaurador*, 19 octobre 1823.
347. *El Restaurador*, 28 octobre 1823.

capitulation de Barcelone, Tarragone et Carthagène[348]. L'édition du 14 novembre précise que la dernière place encore contrôlée par le gouvernement, Alicante, est aussi tombée[349]. Le journal relate ce fait en publiant une correspondance privée : « L'entrée des troupes alliées a eu lieu le 11 du même jour, lorsqu'elles ont pris possession de tous les forts au nom de notre souverain : nous avons bénéficié d'une paix et d'une tranquillité totales[350]. »

Le Restaurador ne ménage pas ses efforts et publie dans ses pages, en français et en espagnol, tous les détails sur les troupes d'Angoulême. Lorsque le journal émet des réserves quant à la conduite des officiers français, les critiques ne tardent pas à tomber. Le 12 août, la rédaction tient à tirer les choses au clair et se défend des calomnies. « *El Restaurador* discrédite l'armée française ! Et où sont les preuves d'une telle affirmation ? Ne lui a-t-il pas rendu hommage et attribué les honneurs qui lui étaient naturellement dus ? A-t-il omis toute occasion de publier ses triomphes, et d'inspirer aux Espagnols la reconnaissance qu'ils devraient lui rendre ?[351] »

Même si l'on souligne les victoires de l'armée d'Angoulême et la facilité avec laquelle elle parcourt le territoire, la presse royaliste tient à mettre en valeur la bienveillance de la population envers les Français.

5.2.2. L'accueil des libérateurs

Français et Espagnols n'ont pas toujours été de bons compagnons de route. L'aventure napoléonienne en Espagne est encore trop présente dans l'esprit de la population et cela peut faire échouer les espoirs des royalistes. *El Restaurador* se charge alors de souligner, de vanter et de montrer à tout prix que l'armée française n'est plus celle d'autrefois, qu'elle vient protéger le trône et la religion et que les Espagnols sont heureux de les recevoir.

348. *El Restaurador*, 12 novembre 1823.
349. *El Restaurador*, 14 novembre 1823.
350. *El Restaurador*, 22 novembre 1823. « La entrada de las tropas aliadas se verificó el día 11 del que rige, en que tomaron posesión de todos los fuertes a nombre de nuestro Soberano : disfrutamos de una completa tranquilidad y sosiego. »
351. *El Restaurador*, 12 août 1823. «¡El Restaurador desacreditando al ejército francés! ¿Y dónde están las pruebas de semejante aserción? ¿No abrió sus tareas tributándoles el honor que les era naturalmente debido? ¿Ha omitido ocasión alguna de publicar sus triunfos, e inspirar a los españoles el reconocimiento que deben tributarles? » Extrait en annexe : document 37.

Dès le 1er juillet *El Restaurador* note déjà comment l'Armée du duc d'Angoulême parcourt l'Espagne sans la moindre difficulté et avec le soutien de la population :

> « Mais l'invasion a lieu ; et le monde voit avec étonnement une armée française qui traverse l'Espagne au milieu des acclamations, poussée par l'enthousiasme populaire le plus vif et qui, en deux mois d'une marche triomphale, et sans rencontrer en chemin les 150 000 hommes armés que le ministre San Miguel a annoncés à Séville devant l'auguste congrès, elle avance de la Bidassoa au Manzanares et du Manzanares au Guadalete pour rendre leur roi aux Espagnols...[352] »

Lorsque le général Bourke arrive à Lugo, le journal montre à quel point l'accueil reçu par les troupes françaises est chaleureux : maisons décorées, nombreux vivats au son des cloches la nuit, illuminations et feux d'artifices[353]. Le 15 juillet, les habitants de Ronda accueillent à bras ouverts les troupes d'Angoulême, écrit-on dans *El Restaurador* : « ont été reçues sous des arcs de triomphe, des palmes, et le plus grand enthousiasme, et sans autres paroles que celles de Vive le Roi Absolu, le duc d'Angoulême et nos frères les Alliés[354]. » À Saint-Jacques de Compostelle la population ne cache pas son immense joie lors de l'entrée des troupes de l'armée française le 28 juillet. Le journal détaille l'enthousiasme de la population et tout le déroulement de la réception[355]. *El Restaurador* ne manque point de mettre en exergue dans ses pages la liesse de la population, lors de l'entrée des Français dans les villes et villages : dans la ville de Tuy, « sont inexplicables » les marques d'affection réservées au colonel des hussards et à ses hommes. Le contentement de toute la ville est à son comble[356.] À Zalamea de la Serena, la population acclame à son passage huit bataillons français[357]. À Lorca, les soldats entrent, apportant avec eux « grande paix » et générosité. Un capitaine de milices raconte comment le commandant des troupes le reçoit « avec la plus grande affection, en nous promettant de nous donner des passeports pour aller où nous voulons[358]. »

352. *El Restaurador*, 1 juillet 1823. «Pero la invasión se verifica; y el mundo ve con asombro un ejército francés que atraviesa la España entre las aclamaciones del más vivo entusiasmo, y que en dos meses de una marcha triunfal, y sin tropezar al paso con los 150 000 hombres armados que el ministro San Miguel figuró en Sevilla ante el augusto Congreso, corre desde el Bidasoa al Manzanares y del Manzanares al Guadalete para devolver a los españoles su Rey... » Extrait en annexe : document 38.
353. *El Restaurador*, 20 juillet 1823.
354. *El Restaurador*, 26 juillet 1823. « fueron recibidos con arcos triunfales, palmas, y el mayor entusiasmo, y sin que se oyeran otras voces que las de viva el *Rey absoluto, el Duque de Angulema y nuestros hermanos los Aliados.* »
355. *El Restaurador*, 6 août 1823. Extrait en annexe : document 39.
356. *El Restaurador*, 23 août 1823.
357. *El Restaurador*, 28 août 1823.
358. *El Restaurador*, 6 août 1823. Extrait en annexe : document 39.

Dans les grandes villes et les garnisons, on tient aussi à montrer la bonne entente et la cordialité entre l'armée et la population. Le 28 août, *El Restaurador* insiste sur l'harmonie qui règne à Bilbao grâce à l'étroite collaboration des autorités locales et françaises :

> « [...] la plus grande harmonie règne entre les troupes alliées et les habitants de ce village. On constate avec plaisir que les Français n'ont jamais été aussi détendus et heureux, en même temps qu'on observe une parfaite tranquillité : avant ils doublaient les gardes et patrouillaient ; maintenant ils n'ont qu'une simple garde et ne patrouillent plus, car tout le reste est fait par la garde d'honneur de la ville présidée par un conseiller municipal[359]. »

El Restaurador rapporte le même jour une proclamation de la mairie de Vitoria qui convie les habitants d'Alava à coopérer et à respecter les autorités militaires françaises afin de resserrer davantage les liens d'amitié qui les unissent[360]. Le correspondant à Burgos se limite à publier les démonstrations de joie et d'allégresse lors de la fête de la Saint Louis et demande à insérer la lettre suivante :

> « [...] Il y avait une table pour 20 officiers français et espagnols, et une autre pour 50 sergents, caporaux et soldats des deux nations [...] la musique jouée pendant plusieurs heures durant le repas s'est terminée par des chants patriotiques et des valses, au son desquelles les dames ont dansé avec les Français, et d'autres couples des deux nations. Les verres se sont levés pour saluer les personnes de sang royal, et ce des deux côtés ; on a pu célébrer l'union des deux armées royalistes [...] En ce moment, il est huit heures du soir, on tire des fusées ; on est train de jouer de la musique pour les chefs français, et on accompagne les invités, après que la mairie a fait parvenir un quart de vin dans chaque poste aux Français présent dans la ville[361]. »

Pour souligner l'amitié qui règne entre les deux nations, *El Restaurador* reprend parfois les nouvelles des autres journaux. Ainsi, il rapporte une note écrite dans le *Diario de Zaragoza* le 26 août, où l'on souligne la grande fraternité entre la population et l'armée française autant à Saragosse qu'à Vitoria : « L'union entre les Espagnols et les Français sera indélébile et il ne doit pas en être autrement[362]. » Les liens fraternels avec les autorités militaires françaises lors des cérémonies religieuses sont aussi amplement

359. *El Restaurador*, 28 août 1823. [...] reina la mayor armonía entre las tropas aliadas y los habitantes de aquella villa. Se ve con placer que nunca han estado los franceses más descansados ni más contentos, al mismo tiempo que se observa una perfecta tranquilidad : antes doblaban las guardias y patrullaban los franceses; ahora solo tienen una simple guardia y no patrullan, porque todo lo demás lo hace la guardia de honor del pueblo presidida de un regidor del Ayuntamiento.
360. *El Restaurador*, 28 août 1823.
361. *El Restaurador*, 31 août 1823. « [...] Había una mesa para 20 oficiales franceses y españoles, y otra para 50 sargentos, cabos y soldados de una y otra nación [...] la música que ha tocado varios ratos, durante la comida, ha concluido con canciones patrióticas y valses, a cuyo son han bailado las señoritas con franceses, y otras parejas de una y otra nación. Los brindis a las Personas Reales de una y otra parte; a la unión de los dos ejércitos realistas [...] Ahora mismo, que son las ocho de la noche, se están disparando cohetes; se está dado música a los jefes franceses, y acompañando a los convidados, después de haber dado el Ayuntamiento un cuartillo de vino a cada plaza de los franceses que guarnecen esta capital. »
362. *El Restaurador*, 31 août 1823.

évoqués par *El Restaurador*. Il cite celles de Tolède lorsqu'on célèbre la fête de la Saint Louis. On note que le gouverneur militaire, le colonel du Breil de Pontbriant, a été félicité par les autorités locales, qu'on a célébré une messe avec une statue de Saint Louis en argent et qu'on a illuminé la ville dès la nuit tombée. « Ce bon esprit de Tolède et de ses magistrats est d'autant plus admirable et louable qu'il n'y a pas un seul soldat français dans cette ville », peut-on lire dans le journal[363].

El Restaurador cite l'enthousiasme que manifeste la population envers les Français, même dans les zones dépourvues de troupes. C'est le cas des habitants des Asturies qui, sans révolutionnaires et sans garnison, font crier partout dans leur principauté des vivats adressés au duc d'Angoulême et à la Sainte-Alliance[364]. De même, le journal essaie d'afficher une image d'indulgence, de la part des Espagnols, envers les militaires Français. Dans ses colonnes, le journal raconte que lors d'une rixe à Bilbao, entre un ex-milicien et deux soldats du régiment de hussards, on tue un royaliste qui passait par là. Le militaire français devant passer en justice, la veuve écrit au commandant de place pour lui demander de lui pardonner et lui éviter le conseil de guerre : « Ici, c'est une question de droit que s'il y a un assouplissement d'une des parties, la vie ne peut pas être enlevée, car ici tout le monde doit jouir de la loi[365]. » La générosité des Français envers les habitants fait aussi partie des nouvelles publiées par le journal, à l'exemple de cette anecdote qui s'est déroulée à Navalmoral de Plasencia, le 7 décembre :

> « Lorsque l'armée française était dans ce village, un soldat qui nettoyait les armes a fait feu avec un pistolet sans le vouloir et a mortellement blessé Fulgencio Moreno, un habitant du village. Au coup de feu, le général Rochejaquelin s'est approché et, se sentant désolé pour le malheur, a commencé à fermer la blessure de sa main et l'homme blessé a expiré en sa présence. Le général a ordonné de prévenir le curé, et a fait en sorte qu'à ses frais, des funérailles solennelles soient organisées, et en exprimant sa compassion à la veuve, il rassemble les officiers de sa division et, entre eux, lui donnent 1650 réaux. Le soldat qui l'a blessé s'est confessé à Talavera et a donné au confesseur 204 réaux qu'il avait pris sur ses économies pour les envoyer à la veuve, en lui disant que s'il pouvait donner plus, il le ferait. Le duc d'Angoulême a été informé du malheur et a envoyé également à la veuve 500 francs[366]. »

363. *El Restaurador*, 2 septembre 1823. « Este buen espíritu de Toledo y sus magistrados es tanto mas admirable y digno de elogio, cuanto que no hay en esta ciudad ni un soldado francés. »
364. *El Restaurador*, 1 octobre 1823.
365. *El Restaurador*, 28 septembre 1823. « Aquí es de fuero, que habiendo relajación de parte no se puede quitar la vida, pues aquí todos deben gozar del fuero. »
366. *El Restaurador*, 11 décembre 1823. « Hallándose en ésta el ejército francés acaeció que a un soldado que estaba limpiando las armas se le disparó una pistola, e hirió casualmente a Fulgencio Moreno, vecino de dicha villa. Al tiro acudió el general Rochejaquelin, y compadecido de la desgracia, comenzó a registrar la herida por su mano, y a su presencia expiró el herido. El general mandó llamar al señor cura, y dispuso que a sus expensas se hiciese un solemne entierro; y extendiendo su compasión a la viuda, juntó los oficiales de su división, y entre todos la dieron 1650 reales. El soldado que hirió se confesó en Talavera y dio al confesor 204 reales que había juntado de sus ahorros, para que los remitiese a la misma viuda, con recado de que si podía juntar más también se lo enviaría. Diose la

El Restaurador diffuse les différentes proclamations des généraux d'Angoulême et montre comment les autorités françaises doivent parfois aussi calmer l'excitation des alliés royalistes et éviter les actes de vengeance. Par exemple, dans l'édition du 27 septembre, le journal insère une proclamation du maréchal de Lauriston adressée aux habitants de Navarre. Il rappelle le rôle que doit jouer son armée et leur demande de laisser la justice faire son travail : « Ne vous livrez pas à une vengeance particulière : vous avez tous beaucoup souffert ; mais laissez à la justice le soin de poursuivre les coupables ; ne les imitez pas[367] . » Trois jours plus tard, *El Restaurador* publie une correspondance privée racontant l'intervention du général Bourke à Zamora pour protéger un constitutionnel : il a dû s'interposer pour éviter le lynchage de Miranda, connu pour être un *comunero*. « Sa présence a tout calmé[368]. » Le 17 décembre, le journal raconte l'histoire d'un jeune officier français qui a soutenu un religieux contre les moqueries d'un couturier. Le militaire, irrité et en colère, lui a asséné un coup de sable, puis à sa femme qui essaie de le griffer, un coup de pied, « mais dans les fesses », les traitant tous deux de barbares irrespectueux. Le journal commente la scène : « Le fait est public et ceux qui ont la tête sur les épaules disent : "C'est un acte véritable de philanthropie"[369]. »

Lors de la capitulation des troupes constitutionnelles, beaucoup d'officiers et soldats sont envoyés en France en tant que prisonniers de guerre. *El Restaurador* relate comment sont protégés et évacués les vaincus. Dans sa rubrique *Noticias de España*, le journal annonce le départ des troupes françaises de Saragosse le 4 décembre : « Beaucoup de ceux qui ont été marqués par la Constitution, dans les provinces où ils sont allés, s'y rendent en leur compagnie et sous leur protection, et l'on dit que certains sont partis d'ici : la vérité est qu'ils ont pris l'ancien ministre d'État, M. Evaristo San Miguel, et le prébendier de l'église de Monzón, le prêtre Barber[370]. » Dans un article du 19 décembre, *El Restaurador* note que le général Moncey traverse les Pyrénées accompagné de plusieurs autorités libérales

noticia al Sermo. Sr. Duque de Angulema de la desgracia, y S.A.R. remitió igualmente a la viuda 500 francos. »

367. *El Restaurador*, 27 septembre 1823. « No os entreguéis a venganzas particulares : todos habéis sufrido mucho; pero dejad a la justicia el cuidado de perseguir a los culpados; no los imitéis. »
368. *El Restaurador*, 8 octobre 1823.
369. *El Restaurador*, 17 décembre 1823.
370. *El Restaurador*, 28 décembre 1823. « [las tropas francesas regresan a su país] van en su compañía y bajo su protección muchos de los marcados por constitucionales en las provincias donde han estado, y se dice que de aquí han marchado algunos : lo cierto es que se han llevado al ex ministro de estado el revolucionario D- Evaristo San Miguel, y al racionero de la iglesia de Monzón, el sacerdote Barber. »

catalanes[371]. Mais le journal évoque aussi l'opposition des royalistes à voir certains chefs constitutionnels considérés comme des criminels quitter le pays. De même, il informe régulièrement des efforts du commandement des garnisons françaises pour la protection des individus. Par exemple, le 24 décembre, *El Restaurador* rapporte comment, à Bilbao, les Français essaient de garantir la sécurité des personnes dans les affaires criminelles : lorsqu'un libéral, qui a tué un royaliste dans une rixe, demande de l'aide auprès des troupes de la garnison, celles-ci réussissent tout de même à le mettre à l'abri quelque temps. Toutefois, face à la fureur de la population qui le réclame, on doit céder. Le libéral est sacrifié sur le chemin menant à la prison[372]. Le journal met parfois en évidence le fait que les décisions des autorités militaires françaises ne sont pas toujours les bienvenues. Le 8 août, *El Restaurador* insère une lettre du corrégidor de la province de Guipuscoa, Antonio de Taboada, adressée au général baron Canuel où il s'interroge sur les limites de la présence française et la difficulté pour lui que soit exécuté le décret du 26 juin[373] :

> « Les officiers de l'armée française, quel que soit leur grade, peuvent-ils entraver son exécution, violer le droit des gens, contrevenir à la déclaration et à la promesse solennelles de leur prince généralissime, en donnant des passeports d'impunité à des Espagnols que la loi appelle à rendre compte de leur conduite ? Je ne le pense pas[374]. »

La lettre critique Angoulême, car celui-ci n'aurait pas tenu parole : dans sa proclamation du 2 avril, il avait promis solennellement aux Espagnols que l'armée française ne serait qu'une armée auxiliaire, qu'aucune ingérence dans la gestion du territoire ne serait commise. Toutefois, une *Note des éditeurs*, à la fin de l'article, veut minimiser l'affaire : « Nous connaissons très bien les qualités exceptionnelles, les services importants et la fidélité à toute épreuve du général Canuel, ainsi que la bonté de son cœur ; et pour la même raison nous sommes persuadés que dans cette affaire il a dû y avoir quelque erreur que nous espérons découvrir et publier[375]. »

---

371. *El Restaurador*, 19 décembre 1823.
372. *El Restaurador*, 24 décembre 1823.
373. Décret de la Régence du 26 juin 1823 dans lequel sont établies les règles à observer à l'égard des prisonniers faits par les troupes françaises.
374. *El Restaurador*, 8 août 1823. « Los oficiales del ejército francés, sea cual fuere su graduación, ¿pueden embarazar su cumplimiento, infringir el derecho de gentes, y contravenir a la solemne declaración y promesa de su Príncipe generalísimo, dando pasaportes de impunidad a los españoles a quienes la ley pide cuenta de su conducta? Yo no lo creo así. »
375. *El Restaurador*, 8 août 1823. « Nota de los Editores. Conocemos muy bien las relevantes prendas, importantes servicios y fidelidad a toda prueba del señor General Canuel, no menos que la bondad de su corazón; y por lo mismo nos persuadimos que en este asunto habrá habido alguna equivocación que esperamos averiguar para publicarla. »

S'il est vrai que les souvenirs amers laissés par l'armée napoléonienne sont toujours présents, *El Restaurador*, essaie d'atténuer ces sentiments dans ses pages. Il veut montrer que la haine qui semblait féroce contre les Français, s'est transformée en sympathie. Dans un article paru le 2 juillet, le journal note : « si les affections du cœur étaient inexorables avec un tyran, il n'est pas moins accessible à la tendresse et à la gratitude d'un bienfaiteur; envoyés par un Bourbon les Français ont trouvé des Pyrénées à Cadix un peuple reconnaissant, un peuple fou, si l'on peut dire, dans les manifestations de sa reconnaissance[376]. » Dans le texte on remercie le « prince libérateur » et les vaillants guerriers sous ses ordres. Le 6 juillet, *El Restaurador* met en avant ce changement de mentalité, ce contraste entre 1808 et 1823 et souligne que si autrefois le peuple espagnol abhorrait les Français, maintenant, il les embrasse et les accueille à bras ouverts : «bénissant Moncey, avec tant d'autres qu'il poursuivait alors[377]. » Mettre en valeur la coopération des habitants et surtout de l'armée de la Foi est aussi l'un des objectifs de *El Restaurador*. Il note que l'armée française, qui opère à travers un vaste territoire, ne s'appuie pas seulement sur la population, qui a énormément facilité leur liberté de mouvement, mais aussi sur les auxiliaires royalistes. Souvent placés en avant-garde, ils représentent un important facteur d'union entre la population et les Français. Le 12 juillet, le journal écrit :

> « [L'Armée libératrice et auxiliaire] a également besoin de l'aide opportune des troupes royalistes espagnoles ; qui, tout en servant de corps d'avant-garde ou de flanc, sont le grand lien entre les populations et nos généreux Alliés, à l'ombre desquels elles grandiront et contribueront à l'existence d'une Armée espagnole régénérée selon les principes de la monarchie et de la légitimité sur les anciennes bases de la loyauté et de l'amour du trône, de nos Rois et la Religion de nos aïeuls[378]. »

On apprend également comment les libéraux tentent de discréditer l'armée française. Le journal dénonce les subterfuges des constitutionnels de Vitoria qui affirment que les milices de volontaires royalistes ont pour but d'en finir avec l'armée française. Toutefois, ces intrigues ne semblent pas affecter les troupes d'Angoulême : « La générosité française

376. *El Restaurador,* 2 juillet 1823. « Si el corazón español fue inexorable con un tirano, no es menos accesible a la ternura y gratitud de un bienhechor; que mandados por un Borbón los franceses han encontrado desde el Pirineo hasta Cádiz un pueblo agradecido, un pueblo loco, si puede decirse así, en las demostraciones de su aprecio. »
377. *El Restaurador*, 6 juillet 1823.
378. *El Restaurador*, 12 juillet 1823. « [El Ejército libertador y auxiliar] también necesita del oportuno auxilio de tropas realistas españolas; las cuáles al paso que sirvan de vanguardia o cuerpos flanqueadores, son el gran vínculo de contacto entre las poblaciones y nuestros generosos Aliados, a cuya sombra crecerán y producirán la existencia de un Ejército español regenerado según los principios de la monarquía y de la legitimidad sobre las antiguas bases de la lealtad y amor al trono de nuestros Reyes y a la Religión de nuestros abuelos. »

a su dépasser ces misérables suggestions ; et l'union fraternelle des deux nations s'est une fois de plus renforcée[379]. » On critique également les mensonges publiés par les « canards » constitutionnels de Madrid et de Séville où l'on publie « des histoires, des mensonges et des calomnies atroces pour discréditer l'armée libératrice[380]. » Il semble qu'à Cadix les journaux agissent de même. Ainsi, lorsque le duc d'Angoulême passe en revue les troupes au Prado, le 15 juillet, on constate la grande discipline et la bravoure des troupes de garnison, *El Restaurador* ne manque pas de critiquer les fausses nouvelles qui sont publiées : « Nous aurions aimé que ceux qui, à Cadix, discréditent à chaque fois nos libérateurs, soient des témoins comme nous, afin qu'ils soient persuadés que leurs mensonges et leurs tromperies n'ont plus leur place parmi le vrai peuple espagnol. Mais il y aura toujours des gens pour écrire le contraire de ce que nous avons vu[381]. » À Saragosse aussi, les libéraux répandent de fausses rumeurs sur les Français, à l'exemple de l'instauration en Espagne de la Charte française. Pour *El Restaurador*, ce sont des grossièretés formulées par des libéraux[382].

Les cérémonies et les actes officiels auxquels participent les militaires français sont mis en avant dans *El Restaurador* afin de promouvoir les liens étroits unissant les Espagnols et leurs libérateurs. Lorsqu'il est question de remettre au duc d'Angoulême les drapeaux pris aux troupes de Napoléon, le journal se fait l'écho de la nouvelle et la considère comme une décision « admirable et recommandable en soi. » Les cérémonies religieuses auxquelles assistent les Français sont aussi rapportées par *El Restaurador*, qui cherche toujours à faire des éloges des militaires et montrer leur harmonie avec la population. Par exemple, le 25 août, fête de la Saint Louis, le journal détaille les célébrations organisées par les garnisons françaises :

> « L'armée libératrice a solennisé aujourd'hui, dans la joie, la fête du père et protecteur de l'auguste famille des Bourbons. La célébration du saint patron de son monarque et de celui de son excellent Prince qui a porté les armes victorieuses jusqu'aux colonnes d'Hercule ont réveillé dans nos âmes de douces pensées, des souvenirs glorieux, des sentiments de gratitude et de tendresse, bien que mêlés à d'autres non moins affligeants qu'embarrassants. C'est avec

379. *El Restaurador*, 10 juillet 1823. « La generosidad francesa ha sabido sobreponerse a estas miserables sugestiones; y la unión fraternal de ambas naciones se ha estrechado nuevamente. »
380. *El Restaurador*, 15 juillet 1823.
381. *El Restaurador*, 16 juillet 1823. « Hubiéramos deseado que los que en Cádiz están desacreditando a cada paso a estos nuestros libertadores, hubiesen sido testigos como nosotros, a fin de que se persuadieran que ya no tienen entrada sus embustes y patrañas en el verdadero Pueblo español. Pero aún habrá hermanos que allá escriban lo contrario de lo que presenciamos... »
382. *El Restaurador*, 24 juillet 1823.

gloire et magnificence que le nom de Saint Louis aura résonné aujourd'hui dans tous les coins de la Péninsule, et avec tendresse dans tous les villages de la belle France[383]. »

Les officiers français sont souvent cordialement conviés aux festivités espagnoles, ou tout simplement, demandent à y participer. Cette présence est toujours annoncée par *El Restaurador* afin de mettre en valeur les bonnes relations existantes. C'est le cas par exemple, du jour de la Nativité de la Vierge, date choisie pour la bénédiction du drapeau du bataillon de Volontaires Royalistes à Burgos. Le journal souligne que toute la garnison française assiste au complet, non seulement à la cérémonie et aux actes religieux, mais aussi au banquet offert « pour perpétuer le souvenir de ce jour glorieux et renforcer les liens avec nos libérateurs », peut-on lire. La chose la plus admirable, note le journal, est la totale harmonie qui règne : « pas la moindre rupture ou le moindre désordre n'ont eu lieu, aucun autre désir n'a été manifesté que l'union et la concorde avec nos libérateurs[384]. »

Pour contrecarrer les diffamations publiées par les journaux constitutionnels à l'encontre d'Angoulême et de ses hommes, *El Restaurador* s'efforce de transmettre l'image d'un homme de bien, croyant et pratiquant généreux, sans oublier de mentionner ses succès à la tête de son armée.

5.2.3. Redorer l'image du prince

El Restaurador suit de près toutes les nouvelles ayant trait au chef de l'Armée des Pyrénées. La parole, l'honneur et la loyauté du duc d'Angoulême sont souvent mentionnés dans le journal. Même les décisions, les opérations auxquelles il participe et ses activités plus mondaines sont relatées. Il s'agit d'en dresser un portrait flatteur et de le présenter comme un sauveur. On rapporte aussi les commentaires des généraux sous ses ordres, qui louent toujours les valeurs de leur chef. Par exemple, le 26 août, *El Restaurador* publie une note du prince de Hohenlohe adressée aux habitants des régions du nord de l'Espagne, qui leur demande de collaborer et d'aider un prince loyal qui tient toujours ses

383. *El Restaurador*, 26 août 1823. « Las demostraciones de júbilo con que el ejército libertador ha solemnizado hoy la fiesta del padre y protector de la augusta familia Borbónica, los días de su Monarca y los del excelso Príncipe que ha llevado sus armas victoriosas hasta las columnas de Hércules, han despertado en nuestras almas dulces memorias, recuerdos gloriosos, sentimientos de gratitud y ternura, pero mezclados con otros no menos afligidores que bochornosos. Con gloria y magnificencia habrá resonado hoy el nombre de San Luis en todos los ángulos de la Península, y con ternura en todos los pueblos de la hermosa Francia. »

384. *El Restaurador*, 15 septembre 1823.

promesses : « celui qui vous parle en son nom doit vous inspirer confiance[385]. » Le journal s'intéresse aussi à la vie privée d'Angoulême et ne manque pas d'annoncer la visite de son épouse le 27 juin aux bords du pont de la Bidassoa où les autorités de la Guipuscoa l'accueillent chaleureusement. *El Restaurador* rapporte les paroles de bienvenue formulées par le corrégidor, lequel souligne les efforts de son mari dévoué[386] : « La duchesse d'Angoulême a été honorée et a reçu des cadeaux du monde entier, bien que les libéraux aient annoncé le contraire » lit-on dans *El Restaurador* le 6 juillet.

Toutes les décisions d'Angoulême sont aussi analysées par *El Restaurador* qui dans la plupart des cas approuve les choix. Par exemple, lorsqu'il décide de confier au général de Grundler le commandement supérieur de Madrid, la mesure est vue comme sage et réfléchie : « Nous avons des raisons de nous flatter, au vu des qualités éminentes de cet illustre général, que la tranquillité publique, l'ordre et le respect des lois seront protégés contre les machinations des criminels[387]. » L'ordonnance d'Andujar est en revanche problématique. Il faut redorer rapidement l'image du prince. Le 4 septembre, *El Restaurador* insère dans ses pages une circulaire du général Guilleminot, datée du 26 août et rédigée à Puerto de Santa María, dans laquelle il explique clairement le motif de l'ordonnance du 8 août[388]. Le journal publie cette justification « pour une meilleur compréhension » dudit texte. Il met aussi en évidence la mauvaise interprétation qu'on en a fait, comme le montre la publication d'une correspondance privée de Málaga : « Les prisonniers, qui étaient assez nombreux ici, et quelques notables ont été transférés à Lucena, et suite à l'ordre mal compris de S.A.R. le Duc d'Angoulême, ils ont été libérés. » On confirme ensuite la nouvelle note explicative qui permet de rendre la justice comme il se doit[389].

El Restaurador rend compte régulièrement des actes que réalise ou préside le duc d'Angoulême. Ainsi, le 28 juillet, la visite du chef de l'armée française au chevet de cinq soldats, blessés lors de l'incendie du couvent de l'Espíritu Santo, en convalescence au couvent madrilène des Capucins est relatée par le journal qui la qualifie d'acte émouvant et note : « la présence de ce prince a suscité la plus grande joie et le plus grand

385. *El Restaurador*, 26 août 1823.
386. *El Restaurador*, 2 juillet 1823.
387. *El Restaurador*, 3 août 1823. « Tenemos motivos para lisonjearnos, atendidas las eminentes cualidades de este ilustre general, de que la tranquilidad pública, el orden y la observancia de las leyes estarán a cubierto de las maquinaciones de os malvados. »
388. *El Restaurador*, 4 septembre 1823. Extrait en annexe : document 40.
389. *El Restaurador*, 10 septembre 1823.

enthousiasme dans l'esprit de ses soldats, et un tel acte bénéfique et paternel peut servir de leçon à ceux qui, affligeant l'humanité de mille façons, ont cherché à abroger le titre de juste et bienfaiteur[390]. » Mais les témoignages d'affection à Angoulême, qui échappe à cette catastrophe, sont aussi publiés par le journal :

> « Nous savons que la mairie de la ville impériale de Tolède a fait deux manifestations énergiques et très dignes [...] une autre à S.A.R. le Duc d'Angoulême, déclarant que ce fut un jour de deuil pour cette ville lorsque fut reçue la nouvelle de l'incendie de l'église et du couvent du Saint-Esprit de cette Cour, offrant la même ville comme asile, garantissant sa sécurité avec la vie et les biens de tous ses habitants[391]. »

L'humanité de la Régence envers les blessés français suite à l'incendie est aussi soulignée par *El Restaurador* qui annonce, dans son édition du 31 juillet, une compensation économique pour ces soldats.

El Restaurador lui prête aussi une image de chef vaillant, proche de ses hommes et plein de vigueur. Le prince suit de près les préparatifs contre Cadix, au milieu de troupes qui travaillent avec acharnement devant le Trocadéro et qui affichent leur fidélité. Le journal tient à mettre en valeur l'attachement des soldats. « Les troupes françaises, dans lesquelles il n'y a guère un seul malade, font preuve de la plus grande ardeur et de la plus belle adhésion à la figure du prince généralissime. S.A.R. jouit d'une santé des plus parfaites[392] », écrit-on le 2 septembre. Lorsqu'on attaque les fortifications, le prince est encore là pour soutenir les troupes et donner l'exemple : « La présence du Prince a été extraordinairement encourageante pour les soldats français[393]. » On insiste sur le fait qu'Angoulême et le prince de Carignan étaient au-devant les troupes, l'un avec les Gardes Royaux, l'autres avec les bataillons suisses[394].

390. *El Restaurador*, 29 juillet 1823. « La presencia de este Príncipe hizo la mayor impresión de alegría y entusiasmo en los ánimos de los soldados, y un acto tan benéfico y paternal, puede servir de lección a los que afligiendo a la humanidad de mil modos, pretendieron abrogarse el título de justos, y benéficos.»
391. *El Restaurador*, 29 juillet 1823. « Sabemos que el ayuntamiento de la imperial ciudad de Toledo ha hecho dos enérgicas y dignísimas manifestaciones [...] otra a S.A.R., el Sr. Duque de Angulema, declarando que ha sido un día de luto para aquella ciudad el en que se recibió la noticia de la ocurrencia del incendio de la iglesia y convento del Espíritu Santo de esta Corte, ofreciéndole por asilo la misma ciudad, garantizando su seguridad con las vidas y haciendas de todos sus habitantes. »
392. *El Restaurador*, 2 septembre 1823. « La tropa francesa, en la que apenas hay un enfermo, manifiesta el mayor ardimiento y la mas fina adhesión al Príncipe generalísimo. S.A.R. goza de la más perfecta salud.»
393. *El Restaurador*, 5 septembre 1823.
394. *El Restaurador*, 10 septembre 1823.

Le journal *El Restaurador* n'épargne pas les constitutionnels face à la bonne volonté du duc d'Angoulême de prendre les places sans effusion de sang et de protéger les capitulaires. Le 3 septembre, il publie une note où sont relatées les horreurs des constitutionnels de la place de Pampelune. En voici un extrait :

> « Un parlementaire était arrivé avec une note du général Ballesteros, proposant sans doute la reddition de la place comme stipulé dans la capitulation, et loin d'accepter une offre si raisonnable, ils se sont arrangés pour faire une effigie du duc d'Angoulême, et l'ayant montée sur un âne à travers les rues, ils l'ont fusillée devant la stèle de la Constitution, l'ont brûlée et ont jeté ses cendres au vent...[395]. »

La prise du Trocadéro et la libération du roi remplissent les pages d'*El Restaurador* et soulignent l'image positive d'Angoulême et de son armée. Les remerciements sont touchants et constants. Le 1er octobre on lit : « Nous avons Roi, Nous avons Religion, Nous avons la Patrie. » Le journal félicite profondément les libérateurs pour ce jour de satisfaction et de joie et écrit dans ses colonnes : « Louange éternelle à la nation généreuse qui, chargée de nous aider au nom de l'Europe, a prodigué son sang et ses sacrifices : louange éternelle au petit-fils de Saint Louis[396]. » *El Restaurador* se fait aussi l'écho des paroles du roi qui, libéré, n'oublie pas non plus, de saluer l'efficacité des troupes françaises et souligne les efforts acharnés du prince : « [...] Mon auguste et bien-aimé cousin le duc d'Angoulême à la tête d'une vaillante armée, victorieuse dans tous mes domaines, m'a fait sortir de l'esclavage dans lequel je gémissais », lit-on le 8 octobre[397]. Les hostilités terminés, *El Restaurador* suit alors de près le retour d'Angoulême vers Madrid. Il détaille dans ses pages le parcours suivi par le prince : de Cadix, il rejoint Séville où il arrive le 15 octobre, puis il part aussitôt pour Madrid. Le journal se mobilise pour accueillir le vainqueur du Trocadéro :

> *« Le Restaurateur* sait que S.A.R. le Duc d'Angoulême est en route pour cette capitale, et il pense que le moment est venu de lui témoigner la juste gratitude d'un peuple qui voit son Roi libre, et la révolution détruite par les efforts généreux de ce Prince invaincu. Son souvenir restera éternellement gravé dans le cœur de tous les bons Espagnols, qui auront le plus grand plaisir

395. El Restaurador, 3 septembre 1823. « Había llegado un parlamentario con pliegos del general Ballesteros, sin duda proponiéndoles la entrega de la plaza como estaba estipulado en la capitulación, y lejos de darse a un partido razonable, dispusieron formar una estatua que representaba al Serenísimo Señor Duque de Angulema, y habiéndola paseado en burro por las calles, la arcabucearon delante de la lápida de la Constitución, la quemaron y arrojaron sus cenizas al viento... »
396. *El Restaurador*, 1 octobre 1823. « Loor eterno a esa nación generosa que, encargada de auxiliarnos a nombre de la Europa, ha prodigado su sangre y sacrificios; loor eterno al nieto de S. Luis. »
397. *El Restaurador*, 8 octobre 1823. « Mi augusto y amado Primo el Duque de Angulema al frente de un ejército valiente, vencedor en todos mis dominios, me ha sacado de la esclavitud en que gemía. »

à faire de son entrée un véritable triomphe, longtemps après que Sa Majesté ait ordonné qu'il soit honoré comme un enfant de l'Espagne[398]. »

La victoire des troupes d'Angoulême et la libération du roi donnent lieu partout à des célébrations pleines d'émotions. *El Restaurador* rend compte de tous les actes et hommages réalisés pour fêter ces évènements et met en relief le professionnaliste des troupes françaises. Le 14 novembre, il rapporte le déroulement du défilé des troupes qui a lieu à Madrid en présence de Ferdinand VII et des autorités « sur les visages desquels était peinte la satisfaction de voir la grande discipline des bataillons français[399]. » Le journal montre à quel point la France est à l'honneur dans les lieux publics de la capitale, en décrivant les nombreuses décorations et les œuvres d'art dédiées pour l'occasion : armoiries françaises et espagnoles, belles statues et, dans la rue de Alcalá, un magnifique et subtil arc, œuvre du célèbre peintre architecte Anselmo Alfonso[400]. Des nouvelles d'autres villes sont aussi rapportées par *El Restaurador.* À Alava, par exemple, de nombreux habitants assistent aux activités organisées par la mairie et crient des vivats adressés au roi et à sa famille, mais aussi aux troupes royalistes et aux « troupes françaises qui les ont si bien aidées[401]. »

Le journal pointe du doigt les moins enthousiastes. Il critique le peu de considération envers les Français, notamment à Manzanares, où la libération du roi ne fait pas l'unanimité parmi les habitants. La ville est connue pour être un bastion libéral et même le curé, qui autrefois expliquait en détail la Constitution depuis l'autel, fait seulement le strict nécessaire pour marquer la journée. *El Restaurador* note ce manque de bonne volonté : « il n'y a que quatre bougies qui ressemblent à des allumettes sur l'autel, et il ne voulait pas combler les désirs de la piété française [...] des hommes tels que ce prêtre, il y en a beaucoup, beaucoup dans cette ville. Nous avons des troupes françaises ici et le commandant de la province. Les quelques royalistes ici présents ne pourraient pas exprimer notre joie pour la libération du roi[402]. »

---

398. *El Restaurador*, 17 octobre 1823. « Sabiendo el Restaurador que S.A.R. el serenísimo Sr. Duque de Angulema está en camino para esta capital, cree es llegado el momento de manifestarle cuál es el justo agradecimiento de un pueblo que ve a su Rey libre, y destruida la revolución por los generosos esfuerzos de este invicto Príncipe. Su memoria quedará grabada eternamente en el corazón de todos los buenos españoles, los que tendrán el mayor placer en que su entrada sea un verdadero triunfo, mucho mas después que S.M. ha mandado que se le hagan los honores como a un infante de España. »
399. *El Restaurador*, 14 novembre 1823.
400. *El Restaurador*, 15 novembre 1823.
401. *El Restaurador*, 31 octobre 1823.
402. *El Restaurador*, 11 octobre 1823. « [El Cura] tuvo por conveniente el que no hubiese sino cuatro velitas en el altar, que parecían cerillas, y no quiso llenar los deseos de la piedad francesa [...] del tal señor Cura hay muchos, muchísimos en este pueblo, en términos que si no fuera porque tenemos aquí tropa francesa y al Comandante de la provincia, los pocos realistas que en él estamos no podríamos manifestar nuestra alegría por la libertad del Rey. »

La campagne terminée, *El Restaurador* continue à informer sur les mouvements des troupes françaises, notamment sur le retour des officiers dans leur pays. Par exemple, le journal annonce le départ général Grundler, du 1e corps, qui quitte Madrid le 26 novembre, du général Meriage qui part le 2 décembre. Le lendemain, à l'aube, c'est le général Guilleminot qui sort de la capitale. On tient également à faire connaître les récompenses attribuées aux officiers : « la veille de son départ [Guilleminot] a reçu du roi la Grande Croix de l'Ordre de Saint Louis[403]. » De retour en France, les généraux de l'Armée des Pyrénées seront aussi récompensés. Le 21 octobre, *El Restaurador* publie dans ses pages les nombreuses décorations accordées à ces militaires par le roi de France.

Enfin, *El Restaurador* tient aussi à suivre le retour d'Angoulême en France. Le journal relate l'accueil chaleureux partout où il passe. Par exemple, dans une note de Vitoria datée du 8 novembre, on dit que la ville attend son passage, puis on écrit : « on prépare des arcs de triomphe et des chars pour le héros d'Angoulême ; ce sera bien peu pour la grande faveur qu'il nous a faite en libérant notre roi des profiteurs sanguinaires qui aspiraient à sucer son sang et à nous laisser orphelins...[404]. » En France, c'est la même chose. *El Restaurador* informe des événements organisés pour son accueil. Le 30 novembre, le journal rapporte les préparatifs de la ville de Bayonne en son honneur : on a construit un arc de triomphe et des cérémonies sont prévues à son arrivée[405]. De même, à Bordeaux, plusieurs arcs sont bâtis pour commémorer sa victoire en Espagne. Souvent, il s'agit de nouvelles publiées dans les journaux français, à l'exemple de la nouvelle tirée du *Mémorial bordelais*[406]. Le 9 décembre, *El Restaurador* rend compte de l'arrivée du duc d'Angoulême à Paris et de la réception faite par les Parisiens. Le journal détaille la brillante cérémonie : « [...] La foule était immense et S.A.R. s'est avancée, accompagné d'un brillant état-major, au sein duquel on pouvait distinguer les maréchaux de Reggio et de Raguse, le marquis de Lauriston, et d'autres généraux qui s'étaient distingués durant la guerre d'Espagne. » Le journal note qu'il est reçu par le roi et la famille royale au Palais des Tuileries[407].

---

403. *El Restaurador*, 4 décembre 1823.
404. *El Restaurador*, 18 novembre 1823. « Al héroe Angulema se le están preparando arcos triunfales y carros; todo será poco para el favor singular que nos ha hecho en libertar a nuestro Rey de los tigres sanguinarios que aspiraban a chupar su sangre y dejarnos huérfanos. »
405. *El Restaurador*, 30 novembre 1823.
406. *El Restaurador*, 29 novembre 1823.
407. *El Restaurador*, 9 décembre 1823. « Era inmenso el gentío que se agolpaba de todas partes y S.A.R. siguió por medio de él la carrera, acompañado de un brillante estado mayor, en el que se notaba a los señores Mariscales Duque de Reggio y de Ragusa, y al Marqués de Lauriston, y otros generales que se han distinguido en la guerra de España. »

5.3. L'expédition dans l'art engagé

D'un côté comme de l'autre, les productions littéraires ne manquent pas dans la presse. Les auteurs constitutionnels et royalistes, souvent anonymes, publient leurs compositions poétiques en s'inspirant des évènements du moment. La Sainte-Alliance, le cordon sanitaire, le corps expéditionnaire et Angoulême sont au centre des chants et poèmes publiés dans les journaux de l´époque.

5.3.1. La Presse libérale

La presse libérale ironise quant à l'ingérence de la France et de ses troupes cantonnées dans les Pyrénées. La critique revêt différentes formes : poèmes, récits, dialogues, etc. Parmi les journaux les plus actifs, *El Zurriago* symbole de la presse libérale du Triennat est le journal des exaltés[408]. Dans ses pages, les critiques et les dénonciations contre la corruption sont constantes. Le monarque, les royalistes et même les libéraux modérés sont les principales cibles des rédacteurs. Le message politique est fort ; l'ironie, la satire, en vers ou en prose, sont des armes récurrentes. La France et les Français n'échappent pas à leur plume acerbe. Dans son numéro 44 daté de 1822, le journal publie une conversation entre deux personnages, Pepe y Paco, qui s'expriment sous forme de rimes et critiquent un cordon sanitaire qu'ils jugent étrange et ridicule : « ce grand cordon, au nom bizarre, que les Français appellent *sanitaire*. » On y dénonce le caractère alarmant de la présence du cordon susceptible de provoquer une guerre civile. « La France nous fait la guerre sans tirer une cartouche », conclut le dialogue[409].

Le 30 septembre 1822, le *Nuevo diario de Madrid*, publie dans ses pages un dialogue entre plusieurs personnages qui commentent la possible entrée des troupes françaises. Pour le médecin – l'un des personnages – l'invasion est la meilleure chose qui puisse arriver ; il s'explique ainsi : « Un fait de cette nature nous apporterait d'heureux résultats. D'abord,

408. ROMERA, Ángel, *El Zurriago (1821-1823): un periódico revolucionario*, Cádiz, Ayuntamiento de Cádiz, 2005; ZAVALA, Iris M, « La prensa exaltada en el trienio constitucional: El Zurriago », Bulletin Hispanique, tome 69, n°3-4, 1967. p. 365-388.
409. *El Zurriago*, nº44, (Madrid, 1821), 1822. Extrait en annexe : document 41.

dès que le soldat français aura mis un pied sur notre sol, ce sera le signal d'exterminer tous les monstres qui l'infectent[410]. » Quelques jours auparavant, *el Indicador de los espectáculos y del buen gusto*, insère dans ses colonnes une saynète. L'action se déroule dans une librairie ; le dialogue ironise sur l'emprisonnement du *Trappiste*, la prise de la Seu d'Urgel et le retrait des troupes du cordon[411]. Dans sa rubrique *cajón de sastre*, le journal analyse le mot *tendencia* et propose quelques exemples colorés à portée politique : la population espagnole montre une aspiration à la liberté ; et les membres de la Junte d'Urgel ne peuvent cacher leur préférence pour la Sainte Inquisition. Enfin, « le gouvernement des Tuileries découvre son inclination pour les réactionnaires du temps de Louis XIV[412]. » Pour sa part, le *Diario constitucional de Barcelona*, recueille dans son édition du 12 décembre, une chanson française que les libéraux de l'armée d'observation semblent entonner. Sous le titre de *La fièvre noire ou le tremblement des serviles*, elle fait allusion au général Mina et le journal la publie « pour donner du fil à retordre aux ultras et aux serviles d'ici et là[413]. » Mais ce n'est pas la première fois que ce journal diffuse en langue française des chansons de caractère libéral.

Les compositions littéraires sont parfois destinées aux Français aimant l'idée de liberté et qui sont en service dans le cordon sanitaire. Ainsi, pour le moral des troupes, on compose un hymne « dédié non seulement aux braves du contre-cordon mais aussi à ceux du cordon même qui s'intéressent à la cause de la liberté. » Il est arrangé de sorte à être accompagné au piano et à la guitare, avec des paroles en français et en espagnol afin qu'il puisse être chanté dans les deux langues. Il est vendu dans plusieurs librairies[414]. Comme nous l'avons vu précédemment, une partie de la presse espagnole remémore ses héros d'autrefois : ces derniers servent d'exemple contre les envahisseurs Français et leur souvenir appelle le peuple à défendre à nouveau la liberté. L'infralittérature est aussi utilisée à cette fin. Par exemple, le journal *El Espectador* insère dans ses pages, le 1er janvier 1823, une ode à la liberté remémorant les héros du passé[415]. Le Congrès de Vérone est aussi la cible de quelques productions artistiques. À Valence, dans le café patriotique où se sont réunis, la nuit du 14 janvier, de nombreuses personnes, entre accolades, vivats et euphorie, les compositions poétiques sont abondantes. José de Meneses, commandant

410. *Nuevo diario de Madrid*, 30 septembre 1822.
411. *Indicador de los espectáculos y del buen gusto*, 27 septembre 1822.
412. *Indicador de los espectáculos y del buen gusto*, 22 septembre 1822.
413. *Diario constitucional de Barcelona*, 12 décembre 1822.
414. *Indicador de los espectáculos y del buen gusto*, 1 septembre 1822. Extrait en annexe : Document 42.
415. *El Espectador*, 1er janvier 1823.

du 2e régiment d'artillerie, déclame, à l'occasion, plusieurs octaves. *El Universal* publie quelques-uns de ces vers [416] qui font allusion au mépris des résolutions de Vérone par les libéraux et à leur enthousiasme pour la liberté.

Le *Nuevo Diario de Madrid*, dans son édition du 17 février 1823, publie une *Ode aux Français*, adressée aux troupes des Pyrénées. On les traite d'esclaves des factieux, on dit d'eux qu'ils font partie d'une « race dégénérée » et qu'ils n'ont pas l'héroïsme des soldats de Napoléon. On leur prédit une cuisante défaite s'ils osent traverser les Pyrénées : « si depuis le pied de la montagne, vous lancez le cri de guerre, des rivières de sang inonderont la terre[417]. » Le journal *El Espectador* publie également quelques compositions poétiques où l'on met en avant la défaite future des Français. On sait, par exemple, que plusieurs hymnes patriotiques sont chantés le 6 février au bal masqué de Barcelone à l'occasion de la prise des forts de la Seu d'Urgel[418] où on chante à la victoire du général Mina sur les royalistes espagnols mais aussi sur les Français « s'ils déclarent la guerre. »
On incite les Espagnols à prendre les armes et à se préparer à la guerre, à l'exemple des strophes publiées le 16 mars qui ne manquent pas de discréditer les Français : on parle du « perfide Louis », du « tyran français », des « mercenaires assassins » qui seront vaincus en Espagne[419]. De même, *El Universal*, le 3 février, insère des parties d'un poème de G.S., vendu dans les libraires, qui défend la liberté et l'indépendance et augure la défaite des envahisseurs : « Une large tombe sera pour ses armées la terre espagnole[420]. » Parfois, ce journal, s'appuyant sur d'autres articles de presse, publie les vers en français qui se chantent dans les bas quartiers en France et se moquent de Louis XVIII et du duc d'Angoulême : « Quel est cet amiral bigot, qui ne connaît pas un canot », peut-on lire en référence au chef de l'Armée[421].

Être en faveur de l'intervention de la France est un motif récurrent pour la critique. Ainsi, lorsqu'en juin 1823 plusieurs Grands d'Espagne signent un manifeste de soutien au duc d'Angoulême, la presse constitutionnelle se moque d'eux en publiant une ode intitulée : *La sombra de los héroes castellanos*. Le passé refait alors surface : « Ne lisez-vous pas dans l'histoire de nos noms, qui sont aussi les vôtres, pour faire peur à l'armée détestée qui a

416. *El Universal*, 22 janvier 1823.
417. *Nuevo Diario de Madrid*, 17 février 1823. Extrait en annexe : document 43.
418. *El Espectador*, 22 février 1823.
419. *El Espectador*, 16 mars 1823.
420. *El Universal*, 3 février 1823.
421. *El Universal*, 22 mars 1823.

osé poser le pied sur le sol bien-aimé de l'Espagne ?[422] » Auparavant, le même journal s'était déjà fortement acharné contre les signataires qui avaient offert aux Français argent et services et dont on ne considérait pas qu'ils étaient des grands hommes de l'Espagne, ni de par leur nombre, ni de par leurs talents et vertus : « Quant aux exposants, leur lâcheté les a arrêtés à Madrid et leur a dicté la représentation basse et méprisable en faveur du duc d'Angoulême[423] » Dans son édition du 16 août, le *Diario constitucional de Barcelona* reproduit un décret royal à l'encontre des 31 personnes qui se sont mises à la disposition du duc d'Angoulême[424].

Les journaux constitutionnels qui perdurent après l'entrée des Français continuent de publier dans leurs pages des compositions dénigrantes. Le *Diario constitucional de Barcelona* publie quelques vers particulièrement blessants à propos d'Angoulême[425]. On dit qu'il rentre en France « la queue entre les jambes », non pour des raisons familiales ni pour chercher des renforts ou encore pour l'accouchement de son épouse (on se moque d'elle en la traitant de virago) mais parce qu'il a peur.

Au mois de septembre, sous la rubrique *Humorada* (poème moraliste), apparaît une nouvelle production où l'on s'en prend encore à Angoulême : « Peut-il y avoir un sujet plus stupide ? / S'il ne se retire pas rapidement / Le prince idiot va perdre / Son duché d'Angoulême[426]. » On retrouve également quelques strophes dans le *Diario patriótico de la Unión española*. Sous le titre de *La Quisicosa*, le poème relate une fausse rumeur, celle de la remise de la couronne d'Espagne au duc d'Angoulême. « Et après on dira que le petit-fils est idiot ou qu'il n'est pas défenseur de la foi, voyez-vous...[427]. » Dans son édition du 4 novembre, le journal retranscrit un vers adressé à l'Armée française, qui est taxée d'armée de moines au service des intérêts du clergé : « Que se passera-t-il lorsqu'il sera dit que l'Inquisition vous doit le germe de son épi ?[428]. »

422. *Diario constitucional, político y mercantil de Palma*, 6 octobre 1823. « ¿No leeis en la historia nuestros nombres que son vuestros también, poner espanto al ejército odiado que osó pisar de España el suelo amado?»
423. *Diario constitucional, político y mercantil de Palma*, 30 août 1823.
424. Copié, note-t-on, du *Diario patriótico de la Unión Española de Palma de Mallorca*.
425. *Diario constitucional de Barcelona*, 7 août 1823.
426. *Diario constitucional de Barcelona*, 22 septembre 1823. « Puede haber mas necio tema / si no se retira pronto / perderá *el príncipe tonto* / su *Ducado de Angulema*. »
427. *Diario patriótico de la Unión Española*, 12 septembre 1823.
428. *Diario patriótico de la Unión Española*, 4 novembre 1823.

La presse libérale s'attaque donc, à travers une littérature foisonnante, à l'ingérence de la France et au prestige des soldats d'Angoulême. Elle critique aussi les Espagnols qui offrent volontiers leurs services à l'armée française. Toutefois, après l'entrée des Français, à part le *Diario constitucional de Barcelona*, peu de journaux continuent à les dénigrer frontalement.

5.3.2. Les journaux royalistes

Dans la capitale, avant l'arrivée des troupes françaises, la presse royaliste publie tous types d'hypothèses sur l'invasion. Parfois, elle recourt aux dialogues ou au conte pour communiquer les inquiétudes des habitants. Par exemple, le *Diario de la capital*, insère un article intitulé *Los Dos Cesantes*. Il s'agit d'un dialogue entre deux personnages, Don Clemente et Don Juanito, dans lequel on s'interroge sur la venue des Français : « A quelle distance sommes-nous des Français [...] On entendait dans les grandes rues *qu'ils arrivent, ils arrivent,* et ce qui s'est passé, c'est que non seulement les Français ne se sont pas montrés, mais que tout a tellement été passé sous silence, que les journaux ne disent rien qui puisse être cru, que l'on n'entend rien dans les cafés et que nous avons tous l'air d'idiots [...] Sommes-nous suffisamment forts pour nous opposer à eux ? » On critique notamment dans le dialogue le manque d'information et surtout de prévoyance de la politique du gouvernement[429]. Le même journal fait paraître le 11 mai une autre conversation entre Don Melitón et Don Jaime où l'on parle également de l'incertitude quant à l'arrivée des troupes d'Angoulême. On dit qu'à Madrid rien n'est clair et même si l'idée d'une invasion est en vogue, celui qui sait quelque chose se tait : « en arrivant à cet endroit, [Despeñaperros] je n'ai pas vu de Français [...] et je suis arrivé à Madrid et, à Madrid, c'est exactement là que l'on en parle le moins », lit-on dans le dialogue de Don Jaime, qui vient d'arriver de Séville. Voici un extrait d'un autre passage à propos de la réception qu'on leur réserve :

> « Don Melitón : [...] selon les rumeurs, il y a beaucoup de préparatifs pour leur faire un cadeau, beaucoup de nouveaux projets politiques, beaucoup de mesures pour distinguer le noir du blanc, bref, beaucoup de menaces...

429. *Diario de la capital*, 5 mai 1823. « *A cuantos estamos de franceses* [...] Si no se oía por esas calles mayores, que viene, que vienen, y lo que ha resultado es que no solo no han parecido de tales franceses sino que esto se ha quedado en tanto silencio que nada dicen los periódicos que se pueda creer, nada se oye en los cafés y todos parecemos como tontos en vísperas... [...] ¿Tenemos acaso fuerza resistente para oponerles? »

> Don Jaime : Eh bien, même en cela ils vont être déçus car les Français ne doivent pas se laisser guider aveuglément par les suggestions de quelques personnes [...] les Français n'ont peur de rien, ils ont subi toutes sortes de révolutions, ils ont goûté l'amer et le sucré partout et on peut dire que, depuis trente ans, cette partie de leur histoire politique regorge de tant d'événements, de contrastes si divers et si étranges, que pour eux notre révolution n'est qu'une toute petite partie de ce qu'ils ont vécu. D'ailleurs, nous avons tout fait jusqu'à présent sans que le sang ne soit versé et, bien qu'il y ait eu quelques réformes choquantes, nous n'avons pas utilisé la terreur des échafauds et l'extermination...[430] »

Pour le personnage Don Melitón le souci ne vient pas des Français mais plutôt de l'intolérance de ses concitoyens et du peu de fraternité qui existe parmi eux : « Et pour une raison quelconque, il semble que le plus grand ennemi des Espagnols soit le peuple espagnol[431]. »

L'arrivée dans la capitale des troupes de l'Armée des Pyrénées est l'occasion de nombreuses célébrations. Madrid s'habille en conséquence : les illuminations ne manquent pas dans les rues pour la réception. On lit dans la presse que les théâtres *Príncipe* et *La Cruz* doivent être aussi illuminés. Durant ces jours, les poèmes affluent dans les journaux ; on met en avant, à travers l'art de la rime, l'aide apportée par la France et les valeurs qu'elle véhicule. Le 26 mai, le *Diario de Madrid* publie un dizain de M.Y., adressé au duc d'Angoulême. On note sa vaillance et sa détermination lorsqu'il s'agit d'aider l'Espagne à vaincre les constitutionnels et on le remercie au nom du peuple : « que tous les Espagnols vous donnent mille bénédictions. »

La danse et les compositions musicales sont aussi très présentes dès lors qu'on fête l'arrivée des Français. Le *Diario de Madrid* note que le duc d'Angoulême assistera au théâtre *Príncipe* à des représentations qui seront données en son honneur :

> « [...] Mme Vives et M. García danseront le boléro intermédiaire *de la cachucha*, ensuite D. Juan Bautista Arriaza chantera le nouvel hymne, mis en musique par D. A. Ensenga ; après les musiques populaires de La Manche seront dansées par les mesdames Fabiani, Vives et Saldoni, et les messieurs Fabiani García et González ; puis sera exécutée l'amusante saynète des

430. « Don Melitón: [...] que según se susurra por ahí son grandes los preparativos para obsequiarlos, muchos los proyectos de nueva política, muchas medidas para distinguir al blanco y negro, en suma, muchas amenazas...
Don Jaime: Pues hasta en esto se van a llevar chasco porque los franceses no se han de dejar guiar ciegamente por sugestiones de unos cuantos [...] los franceses de nada se asustan, han sufrido toda clase de revoluciones, han gustado lo amargo y lo dulce que las acompañan, y se puede decir que de treinta años a esta parte de su historia política abunda de tantos sucesos, de contrastes tan diversos y peregrinos, que para ellos nuestra revolución es solo una parte muy pequeña de la que ellos han experimentado; además que nosotros todo hasta ahora lo hemos hecho sin sangre y aunque ha habido algunas reformas chocantes; como no hemos usado del terror de los patíbulos y del exterminio... »

431. *Diario de la capital*, 11 mai 1823.

> *Parbullillos*, et le spectacle se terminera par un monologue que récitera Mme Torres, au cours duquel une image transparente apparaîtra dans un décor de jardin aux couleurs vives, montrant la France qui défait les chaînes de l'Espagne et place notre auguste Souverain D. Fernando VII sur son trône....[432]. »

On sait qu'à l'occasion de l'entrée des troupes françaises un chant dédié au peuple madrilène est composé et arrangé afin d'être chanté sur la musique du célèbre *Himno de la Victoria*, composé en 1808 par M. Juan Bautista Arriaza pour l'entrée des troupes victorieuses espagnoles à Madrid. Il est vendu dans la librairie de la Villa, placette de Santo Domingo[433]. Plusieurs auteurs anonymes composent des poèmes dans le but de remercier les Français, à l'exemple de cette Espagnole qui écrit et dédie quelques vers « à l'heureuse arrivée » du duc d'Angoulême[434]. La poétesse dit l'admirer plus que César et note que les fastes de cet excellent prince devront s'inscrire dans le marbre. Un autre auteur, répondant aux initiales d'A. S. publie le 4 juin un dizain acrostiche en l'honneur de la présence des troupes françaises dans la capitale[435]. Dans le *Diario de Madrid* du 11 juin, on inclut une composition anonyme adressée à la nation espagnole où l'on souligne l'aide apportée par les Français, lesquels viennent avec leurs armes pour protéger l'Espagne[436].

Le jour de la Saint Joseph est source d'inspiration poétique. Un bachelier qui se présente sous les initiales d'A. A. G. A., compose quelques lignes en l'honneur de la famille royale et dépose ses dizains à côté de l'image du roi installée sous un arc, dans l'une des rues de la capitale. Il souhaite que le trône soit restitué à Ferdinand et que ses armes « et celles de nos chers frères les libérateurs, réalisent ce triomphe[437]. »

La figure du Prince et celle du roi de France sont souvent évoquées dans les productions écrites ou orales des artistes et des poètes, dès lors qu'il s'agit de déclamer les vertus des royalistes ou de la famille royale. Dans une chanson patriotique composée en l'honneur des troupes, on évoque le passage des Pyrénées par Angoulême et comment face à une

---

432. *Diario de Madrid*, 30 mai 1823. « [...] se bailará el bolero intermediado de la cachucha por la Sra. Vives y el Sr. García, a continuación se cantará el himno nuevo de D. Juan Bautista Artiaza, puesto en música por D. A. Ensenga; en seguida se bailarán manchegas por las Sras. Fabiani, Vives y Saldoni y los Sres. Fabiani García y Gonzalez; después se ejecutará el divertido sainete de los Parbullitos, terminándose el espectáculo con un monologo que recitará la Sra. Torres, durante el cual aparecerá en una decoración de jardín vistosamente adornado un cuadro de transparente manifestando la Francia que quita las cadenas a la España y coloca a nuestro augusto Soberano el Sr. D. Fernando VII en su trono; concluyendo con un pequeño divertimiento de baile... »
433. *Diario de Madrid*, 31 mai 1823.
434. *Diario de Madrid*, 2 juin 1823.
435. *Diario de Madrid*, 4 juin 1823.
436. *Diario de Madrid*, 11 juin 1823.
437. *Diario de Madrid*, 21 août 1823.

Espagne affligée, il tend la main pour secourir le pays[438]. Un dizain publié le 4 octobre souligne la chute du système anarchique et les victoires du prince : « Vive le duc d'Angoulême qui abat le troupeaux ruineux[439]. » Le lendemain, un habitant de Madrid publie anonymement une *composition impromptue* suite à la libération du roi : « Gloire aux Français, louanges à Angoulême[440]. » Le 8 octobre, un militaire de la capitale, répondant aux sigles d'J. M. Y, compose un dizain où l'on dit que les révolutionnaires vont se calmer car ils craignent non seulement les volontaires royalistes, mais aussi car ils « tremblent en voyant Angoulême » qui bientôt obtiendra la victoire[441]. Le 30 octobre, le *Diario de Madrid* publie un poème à propos de la victorieuse entrée d'Angoulême à Madrid « avec les honneurs d'Infant de Castille. » Tous les madrilènes l'attendent « avec des regards flatteurs. » Un nommé A. C., écrit une chanson dithyrambique sur le chef de l'Armée. Ce dernier est comparé à un prince admirable, un duc désiré, un duc souverain, et les références élogieuses à sa conduite lors de la guerre sont nombreuses[442]. On y parle de « bon commandement » et de « compétence militaire. » Le 3 novembre, un autre poète anonyme, M. I., écrit un sonnet adressé à Angoulême. Il le remercie pour ses excellents résultats lors de l'expédition, mais lui rappelle qu'il doit exterminer ses ennemis : « *De cette secte impie et insolente / il ne faut même pas en laisser la semence*[443]. » Sur le chemin du retour, son passage dans diverses villes donne lieu à une importante production littéraire. Ainsi, à Burgos, on écrit un chant de gratitude à l'occasion de sa visite. On souligne la liberté retrouvée de l'Espagne grâce à « un héros de sang royal » qui, avec son armée auxiliaire, « s'empare des places et gagne une bataille rangée. » On lit dans le chant qu'il entre à Burgos victorieux au milieu des remerciements et louanges[444].

Les soldats de l'Armée des Pyrénées ne sont pas oubliés de la production littéraire. Dans une octave publiée par le *Diario de Madrid* et signée F. M. H., on évoque ces « guerriers de la Seine », jadis ennemis mais maintenant devenus des frères, qui sont venus aider le Roi : « Si autrefois ils ont été nos ennemis, ils sont aujourd'hui nos compagnons, nos invités, nos amis[445]. » Lorsqu'il dédie ses vers à l'entrée des Français à Madrid, le poète J. M. I. salue dans ses strophes le courage des soldats d'Angoulême et le sentiment de fraternité

438. *Diario de Madrid*, 27 mai 1823.
439. *Diario de Madrid*, 4 octobre 1823.
440. *Diario de Madrid*, 5 octobre 1823.
441. *Diario de Madrid*, 8 octobre 1823.
442. *Diario de Madrid*, 1er novembre 1823. Extrait en annexe : document 44.
443. *Diario de Madrid*, 3 novembre 1823. « Que de esa secta impía e insolente / no debe de quedar ni aun la simiente. »
444. *Diario de Madrid*, 21 novembre 1823. Extrait en annexe : document 45.
445. *Diario de Madrid*, 28 mai 1823.

envers eux. La fidélité des troupes françaises, leur bravoure, en plus de « leur courage, leur constance et leur savoir-faire[446] » sont mis en avant.

Les poèmes en l'honneur de la libération du roi Ferdinand sont nombreux[447]. Les références au soutien apporté par les Français et, en particulier, par Angoulême sont courantes. À l'exemple de cette chanson, publiée le 12 novembre par Mistilo Sicuritano pour commémorer l'entrée du roi dans la capitale où l'auteur vante « l'invaincu Angoulême » : on le remercie mille fois pour sa ténacité et pour avoir su déjouer et vaincre les francs-maçons. Le lendemain, un autre poème, écrit par un royaliste, célèbre aussi le retour du roi de Cadix à Madrid. Les Français, alliés et amis, « ont entrepris avec succès sa deuxième libération », aussi les remercie-t-on pour leur bravoure et leur succès : « Qui, avec leurs armes et un courage constant, A notre roi, rendent la liberté et le triomphe[448]. » Une autre composition, écrite par M. I., fait l'éloge d'Angoulême et propose qu'un monument soit érigé en son honneur. Pour l'auteur, le prince a réussi à débarrasser l'Espagne des traitres avec ses « cent mille auxiliaires », et souligne que pour Angoulême c'était un grand effort : « Nous sommes tous redevables de cet héroïque Français. » Le 11 octobre, est publié un sonnet écrit par une jeune femme, qui, ayant écouté la nouvelle de la libération du roi, s'émeut et compose ces rimes en remerciement : « Amour, honneur et gloire éternelle / Au Prince et à l'armée invincibles / qui a juré d'exterminer l'hydre arrogante / Et l'union éternelle et l'amitié constante / avec les magnanimes enfants de la Seine / les fidèles réalistes de Lucena[449]. » Quelques jours plus tard, un huitain met en avant la pérennité de la figure d'Angoulême dans la mémoire collective et le cœur des Espagnols. On précise dans le texte que le souvenir du prince sera éternellement gravé dans l'histoire du pays.

Le journal *El Restaurador* inclut dans ses pages quelques strophes dédiées au roi. L'admirable courage de la France, « qui a libéré le peuple [espagnol] de la tristesse[450] », est souligné. Une autre composition, de Francisco Martínez Dávila, fait référence au « petit-fils des Louis[451]. » Enfin, la presse royaliste publie des strophes élogieuses dédiées

446. *Diario de Madrid*, 30 octobre 1823.
447. *Diario de Madrid*. Quelques exemples dans les éditions du 9, 13 et 22 octobre 1823.
448. *Diario de Madrid*, 13 novembre 1823.
449. *El Restaurador*, 11 octobre 1823. « Amor, honor y gloria inmarcesible / Al Príncipe y Ejército invencible / que juró exterminar la hidra arrogante, y unión eterna y amistad constante / con los hijos magnánimos del Sena / Los leales Realistas de Lucena. »
450. *El Restaurador*, 13 novembre 1823.
451. *El Restaurador*, 14 novembre 1823.

à la Famille Royale[452], aux volontaires royalistes[453], mais aussi des vers critiques et moqueurs à l'encontre Rafael del Riego[454].

Toutes les manifestations culturelles associées à la libération du Roi expriment la reconnaissance de l'Espagne envers la France. Souvent, dans les représentations théâtrales, les décorations vont en ce sens : dans le théâtre *El Príncipe*, de Madrid, lors du chant d'un hymne composé par Angel Encenga, interprété par mesdames Loreto García y Concepción LLedo et monsieur Riscotini, on fait apparaître un cadre décoré où la France défait les chaînes de l'Espagne et place Ferdinand VII sur le trône[455].

Le *Diario de Madrid* publie une note, en français et en espagnol, dans laquelle l'armée française souhaite consacrer la solde du jour de son entrée à Madrid à l'élévation d'une statue en mémoire de Charles Ferdinand, duc de Berry, victime du libéralisme, afin de célébrer la fête du patron des Bourbons d'Espagne et de France[456]. *El Restaurador* donne des informations précieuses. On apprend par exemple que la mairie de Madrid fait construire un arc dans la rue d'Alcalá, œuvre du célèbre peintre et architecte Anselmo Alonso. Les statues face au Prado représentent les vertus cardinales de la doctrine chrétienne : la Prudence, la Justice, la Force et la Tempérance. Les statues faisant face à la Puerta del Sol symbolisent l'Astronomie, les Arts, la Poésie et l'Agriculture. Des vers allégoriques, écrits en lettres d'or au-dessus des statues, sont directement adressés à Angoulême, à son armée et au roi de France[457]. On évoque l'excellence du prince qui a su restituer le roi à son peuple, on note la vertu et les victoires des troupes françaises, et on cite l'aide de Louis XVIII avant de conclure : « Grand roi, il n'y plus de Pyrénées. »

On sait que l'Académie de San Fernando reçoit l'ordre de proposer un projet de monument en l'honneur du duc d'Angoulême et de l'Armée des Pyrénées. Dans le *Diario balear*, on reproduit la décision, signée le 23 octobre, dans laquelle le roi manifeste sa gratitude envers les Français et assure aux futures générations la connaissance de ces faits, « même si l'histoire immortalisera les exploits de l'Homme illustre qui, à la tête de

452. *Diario de Madrid*, 14 octobre 1823. Poème à l'épouse du roi.
453. *Diario de Madrid*, 16 octobre 1823, 2, 4 et 5 novembre 1823.
454. *Diario de Madrid*, Voir aussi le journal du 9, 19, 23, 24 et 29 octobre 1823 et les éditions du mois de novembre. On pourra consulter l'anthologie poétique sur la période : DUFOR, Gérard, *De ¡Viva Riego ! a ¡Muera Riego! Antología poética 1820-1823*, Zaragoza, PUZ, 2019.
455. *Diario de Madrid*, 5 octobre 1823.
456. *Diario de Madrid*, 30 mai 1823.
457. *El Restaurador*, 15 novembre 1823. Extrait en annexe : document 46.

guerriers étrangers a traversé les Pyrénées pour libérer cette nation sœur de l'esclavage et des horreurs de la guerre civile qui la consumait[458]. » Le même journal, dans le tirage du 28 novembre, informe que la ville de Madrid a offert à Angoulême une épée, dont le coût dépasse les 40 mille réaux, en remerciement pour la libération du Roi. Le chef de l'armée française en Espagne aurait dit « qu'il était reconnaissant envers le conseil municipal et que, pour manifester à quel point il appréciait cette distinction, non seulement il la conserverait à jamais, mais il demanderait à ses successeurs d'en faire de même[459]. » Lors de son retour vers la France, les autorités locales espagnoles lui témoignent leur gratitude, à l'exemple du curé de Gumiel de Izau, Julián López Crespo, qui, dans un discours, le félicite pour son succès et celui de son « armée immortelle[460]. » Enfin, les journaux royalistes mettent en exergue toutes les manifestations populaires, où ne manquent pas les chants, les poèmes en l'honneur des Français. La figure d'Angoulême est particulièrement évoquée ainsi que la grande valeur de ses soldats.

Pour conclure, la presse libérale et royalise s'est efforcée de présenter une image des Français en accord avec leurs convictions politiques, à travers une infralittérature foisonnante : chansons, poèmes, saynètes, etc. Du côté des constitutionnels, il s'agit surtout de dénoncer l'ingérence de la France et de s'attaquer à l'honneur des troupes françaises. *El Espectador*, *El Universal* ou le *Diario constitucional de Barcelona*, entre autres, sont très prolifiques dans ce sens. À l'inverse, les journaux royalistes mettent en valeur la personnalité du duc d'Angoulême et la qualité professionnelle de son armée. Après l'entrée des Français en Espagne, la presse royaliste ne tarit pas d'éloges (alors que beaucoup de journaux constitutionnels diminuent drastiquement leurs productions littéraires) sur les victoires obtenues par les soldats français dans la péninsule : rimes, chansons et sonnets sont pléthore. Auteurs professionnels ou anonymes, musiciens ou poètes, toutes ces compositions célèbrent les Français et les résultats de leur intervention militaire en Espagne.

458. *Diario balear*, 22 novembre 1823. « Aunque la historia inmortalizara las hazañas del ilustre Varon que, acaudillando bizarros guerreros, paso el Pirineo para librar de la esclavitud a esta hermana Nación de los horrores de la guerra civil que la consumía. » Extrait en annexe : document 47.

459. *Diario balear*, 28 novembre 1823. « Que quedaba agradecido al Ayuntamiento y que para más corroboración de su aprecio no solo la conservaría eternamente, sí que encargaría a sus sucesore hicieran lo propio. » Extrait en annexe : document 47.

460. *Diario balear*, 26 novembre 1823. Extrait en annexe : document 47.

Conclusion

Nous avons abordé dans cette thèse quelles étaient les relations des Espagnols avec les Cent Mille Fils de Saint Louis, et nous nous sommes interrogé sur la perception et les sentiments qu'ils avaient envers ces soldats français venus soutenir l'autel et le trône et faire chuter le régime constitutionnel. Nous avons vu, dans un premier temps, à quel point le gouvernement des Cortès et les libéraux en général virent d'un mauvais œil l'ingérence de la France avec le soutien, à la frontière pyrénéenne, des rebelles, la mise en place d'un cordon sanitaire qui devait devenir une armée d'observation. Tandis que la critique du gouvernement espagnol et des constitutionnels alla *crescendo* face aux mesures jugées insuffisantes et peu efficaces de Paris pour freiner la rébellion, les royalistes se réjouirent de l'implication de Louis XVIII dans les affaires de l'Espagne et des résolutions du Congrès de Vérone. Dans ce contexte tendu, les Français qui résidaient dans la péninsule se trouvèrent au milieu d'une lutte de partis – où les esprits s'échauffaient de part et d'autre – et souffrirent indirectement des conséquences de la voie politique adoptée par la France. Nous avons ensuite montré que les soldats du duc d'Angoulême furent reçus en libérateurs, et ce grâce à une préparation minutieuse des mentalités fortement aidée par le clergé, mais aussi grâce à une logistique militaire très dépensière et généreuse au bénéfice de la population. Les Espagnols ne trouvèrent pas, cette fois-ci, suffisamment de raisons (ou de patriotisme ?) pour prendre les armes en masse et se ruer contre l'armée française, qui d'ailleurs franchit rapidement la Bidassoa sans faire face à une véritable résistance. Toutefois, les constitutionnels menèrent, dans la presse libérale, une propagande visant à discréditer les troupes d'Angoulême. Dans le troisième chapitre, nous avons analysé les relations entre les militaires français et les autorités espagnoles tout au long de la campagne. Suite à l'étude des différences sources, nous avons souligné une perception, globalement positive, à l'arrivé des Cent Mille Fils de Saint Louis. Bien évidemment, l'accueil chaleureux ne fut homogène dans toute la péninsule et le quatrième chapitre nous a permis de mettre un bémol à cet accueil chaleureux et de constater que demeurèrent des tensions, quoique minimes, avec les autorités locales. S'il est vrai que les Espagnols furent reconnaissants envers les Français et leurs marques de politesse (la participation volontaire aux principales festivités du pays, les scènes de complicité lors de la vie quotidienne en sont un bon exemple), une relative animosité perdura chez certains royalistes. Le regard porté sur les mesures de protection en faveur des vaincus instaurées par Angoulême (ordonnance d'Andujar) provoquèrent des

frictions et minèrent la fraternisation avec les troupes françaises. La mission assignée à l'armée, qui chercha surtout la concorde et la réconciliation, se heurta rapidement à l'intransigeance des volontaires et des corrégidors royalistes les plus ultras. Protéger les constitutionnels entraîna de la discorde. Nous avons traité, enfin, du sort des Français travaillant en Espagne et les moments d'angoisse que ceux-ci ont vécu. Certains, écœurés, décidèrent de rentrer en France sous la protection des autorités consulaires. D'autres restèrent sur place, malgré les menaces, puis, avec l'occupation du territoire par l'armée, de nouveaux commerçant vinrent s'installer. Enfin, notre analyse de la presse, dans le dernier chapitre, montre à quel point les journaux constitutionnels furent actifs dès lors qu'il s'agit de dénoncer l'ingérence de Paris dans les affaires de l'Espagne : ils ne mâchèrent pas leurs mots, dénoncèrent, critiquèrent, calomnièrent les troupes françaises. À l'inverse, la presse royaliste, notamment *El Restaurador*, suivit de près la campagne et exalta les vertus des militaires français. Dans les journaux de deux bords, poèmes et chansons, défendirent ou se moquèrent des Français en fonction de la tendance politique du journal.

Notre travail de recherche qui repose sur l'analyse de sources primaires abondantes et diversifiées nous permet de confirmer l'hypothèse d'une perception positive de la majorité des Espagnols et d'un accueil chaleureux et bienveillant. Nous pouvons également affirmer que la crainte de voir à nouveau survenir un soulèvement en masse des Espagnols (similaire à celui contre les troupes de Napoléon) se dissipa rapidement, car l'image que renvoyèrent les Cent Mille Fils de Saint Louis fut bien différente de celle des troupes impériales. La haine contre ces Français fut quasiment inexistante. Les victoires presque sans combat témoignèrent de l'indifférence et du peu d'engagement patriotique de la population espagnole. Il est important de souligner, pour bien comprendre cette perception, les efforts réalisés par Paris pour laver l'image de la France. L'aide sanitaire envoyée en Espagne lors de la fièvre jaune de Barcelone en est une bonne illustration. Toutefois, cet enthousiasme affiché par les Espagnols lors de l'arrivée des troupes d'Angoulême ne doit pas faire oublier les litiges constants entre les généraux français et les autorités locales espagnoles. L'ordonnance d'Andujar, par exemple, fut source de polémiques et de débats, comme on le peut constater à la lecture de la presse espagnole. Ces tensions furent en général motivées par la protection accordée aux constitutionnels de la part d'Angoulême, ce qui dépassait, selon les royalistes, les prérogatives de l'armée française. Autre point important : les relations amicales qui ont accompagné le corps d'occupation pendant les cinq années de présence dans la péninsule.

Les Français ont été fort appréciés pour leur contribution à la stabilité et à la restauration de la monarchie et du Roi. Les sources que nous avons consultées mettent en exergue cette entente fraternelle. Le mécontentement vint surtout des généraux français, par manque de soutien des autorités locales, notamment au niveau du casernement et du matériel. Les rixes, les bagarres entre soldats et Espagnols doivent être appréhendées, au vu du nombre, comme un épiphénomène lié à la vie quotidienne et à la présence des troupes casernées. Enfin, malgré ces désaccords ponctuels, les Espagnols ont toujours considéré les Cent Mille Fils de Saint Louis comme des alliés et des frères d'armes. La perception des Espagnols, que nous évoquons dans notre problématique, peut être considérée au vu des arguments présentés dans cette thèse, comme une image positive et amicale au-delà des difficultés de la mission. Toutes les marques d'affection, les monuments et les arts dédiés aux troupes d'Angoulême partout dans la péninsule témoignent de la reconnaissance ouvertement affichée, en général, par les Espagnols.

Malgré l'importance de la documentation consultée, aussi bien dans les archives françaises qu'espagnoles, et l'analyse en ligne de la presse la plus importante de la période, nous nous sommes confrontés, malheureusement, à des limites. Premièrement, la consultation des archives municipales s'est souvent avérée infructueuse et, deuxièmement, nous n'avons pu consulter la presse locale sur place. La plupart des sources sont donc constituées par des archives situées en France. Les rapports, les mémoires, et les écrits en général sur la période sont moins abondants en Espagne, où beaucoup d'archives ont été détruites dans les différentes guerres civiles, et où les recueils de souvenirs et de mémoires laissés par les acteurs principaux ne sont pas aussi riches. Cela a donc été une difficulté majeure à l'heure de confronter les sources des deux bords. Ainsi, par exemple, les rapports de police sont surtout ceux des autorités françaises. Nous avons traité très brièvement les relations entre le clergé et troupes d'Angoulême. Nous n'avons pas eu l'occasion de consulter à Rome, les archives du Nonce Apostolique à Madrid. Ces limitations ont été principalement dues à ma situation professionnelle et géographique.

Bien que notre thèse vienne à compléter un point important dans la compréhension de l'intervention française de 1823, il reste toutefois d'autres questions pertinentes à éclairer. Du point de vue militaire, nous en savons encore peu sur le rôle des marines des deux pays pendant la campagne. Rares sont aussi les travaux éclairant la vision et la position des délégations étrangères en Espagne, notamment celle des États-Unis, dont une énorme correspondance, conservée au *National Archives and Records Administration*

(NARA), reste encore à exploiter. Enfin, la perception de la campagne à travers la presse des colonies, telles que Cuba ou les Philippines, sont aussi quelques pistes qui nous ouvriront sans doute, une nouvelle réflexion sur les Cent Mille Fils de Saint Louis et leur intervention en Espagne en 1823.

Nous allons donc poursuivre les recherches sur cette campagne afin de contribuer, un peu plus encore, à combler une partie des lacunes afin de mieux comprendre les enjeux, dans tous les aspects, de l'expédition française aux ordres du duc d'Angoulême.

Sources et bibliographie

Sources d'archives

ARCHIVES DU SERVICE HISTORIQUE DE LA DEFENSE (SHD)

Sous Série D1 : Armée d'Espagne 1823.

- Registres de correspondance 1822-1828 :
  - D1 : août – décembre 1821.
  - D2 : janvier – mai 1822.
  - D3 : juin – décembre 1822.
  - D7 : 11-20 avril 1823.
  - D10 : 10-20 mai 1823.
  - D16 : 11-20 juillet 1823.
  - D20 : 11-20 août 1823.
  - D35 : mai -juin 1824
  - D37 : août 1824.
  - D38 : septembre 1824.
  - D41 : décembre 1824.
  - D42 : janvier - février 1825.
  - D43 : mars - avril 1825.
  - D45 : juillet - août 1825.
  - D47 : novembre - décembre 1825.
  - D48 : janvier - mars 1826.
  - D49 : avril - juin 1826.
  - D50 : juillet - août 1826.
  - D51 : septembre - décembre 1826.
  - D52 : janvier - février 1827.
  - D53 : mars - juin 1827.
  - D54 : juillet - septembre 1827.
  - D55 : octobre - décembre 1827.
  - D56 : janvier - avril 1828.
  - D57 : mai - décembre 1828 – février-mars 1829.
  - D76 à D80 : registres de correspondance de corps de troupe.

Série GR 1M 805 : reconnaissances et rapports divers 1823.

Série GR Y J 123 - 124 : prisonniers de guerre 1823, rapports divers.

CENTRE D'ARCHIVES DIPLOMATIQUES DE LA COURNEUVE (AMAE)

- Correspondance consulaire et commerciale.
    - Alicante, tome XXIII (1820-1824)
    - Barcelona, tome XXV (1822-1824)
    - Bilbao, tome III, (1819-1824)
    - Cadix, tome CII (1822-1824)
    - Carthagène (1800-1824)
    - Gijón (1793-1825)
    - La Corogne, tome XX (1821-1824)
    - Madrid, tome XXXVII (1823-1824), (1825-1826)
    - Malaga, tome XIX (1820-1824)
    - Saint-Sébastien, tome II (1821-1824)
    - Santander, tome VII (1820-1824)

- Correspondance politique.
    - 725. janvier-novembre 1823 : correspondance et documents divers. (bulletins politiques et militaires).

- Mémoires et documents.
    - Espagne 1826-1840. Documents divers.
    - Correspondance de Boislecomte, chargé d'affaires en Espagne (1824-1825)
    - Réfugiés 1823-1825.
    - Dette de l'Espagne, correspondance relative à l'occupation, frais, problèmes posés, etc.

ARCHIVO HISTORICO NACIONAL (AHN)

- Estado, 2840, 3120.

Sources imprimées

Sources françaises

ANGLIVIEL DE LA BEAUMELLE Victor-Laurent de, *De l'excellence de la guerre avec l'Espagne*, Paris, Les marchands de nouveautés, 1823.

ANGLIVIEL DE LA BEAUMELLE Victor-Laurent de, *Encore un mot sur l'excellence de la guerre avec l'Espagne*, Paris, Les marchands de nouveautés, 1823.

Annuaire de l'état militaire de France pour l'année 1824, Paris, Levrault, 1824.

ANTILLON Isidoro María de, *Géographie physique et politique de l'Espagne et du Portugal*, Paris, Kilian, 1823.

AUDOUARD, Mathieu, *Relation historique et médicale de la fièvre jaune qui a règne à Barcelone en 1821*, Paris, Moreau, 1822.

BALLY Victor, FRANÇOIS Victor-Joseph, PARISET Etienne, *Histoire médicale de la fièvre jaune, observée en Espagne, et particulièrement en Catalogne, dans l'année 1821*, Paris, Impr. Royale, 1823.

BARNY DE ROMANET, J.A.A., *Précis des opérations de l'armée des Pyrénées en 1823 sous les ordres de Mgr le Duc d'Angoulême*, Paris, Clérisse, 1823.

BARON, *Galerie espagnole, ou notices bibliographiques sur les membres des Cortès et du gouvernement, les généraux en chef et commandants de guérillas, des armées constitutionnelles et de la foi ; et généralement sur tous les hommes qui ont marqué dans la Péninsule, pendant la guerre de l'Indépendance ou depuis la Révolution de 1820*, Paris, Béchet aîné, 1823.

BELLUNE Claude-Victor Perrin duc. De, *Ministre de la Guerre en 1822 et 1823*, Paris, C.-J. Trouvé, 1824.

BELLUNE, Duc de, *Mémoire sur les marchés Ouvrard*, Paris, Impr. Trouvé, 1826.

BÉRANGER Pierre Jean de, *Chansons*, réed., Paris, Garnier, Didot, 1823.

BILLECOCQ Jean-Baptiste, *De l'influence de la guerre d'Espagne sur l'affermissement de la dynastie légitime et de la monarchie constitutionnelle en France*, Paris, librairie Charles Gosselin, 1823.

BRAY VALFRESNE Alexandre-Joseph, *La France et l'Espagne en 1808 et 1823*, Paris, J.-C. Trouvé, 1823.

C. et CH. N., *Théâtre de la guerre ou tableau de l'Espagne*, Paris, Nadau, 1823.

CABANON Bernard, *Opinion de M. Cabanon, député de la Seine-Inférieure, sur les diverses pétitions présentées à la Chambre pour le maintien de la paix avec l'Espagne*, Paris, Impr. de Hacquart, 1823.

Campagne des Français en Espagne. 1823. Faits d'armes de l'armée française en Espagne, Paris, Imprimerie de L. Cordier, 1824.

CAPEFIGUE Baptiste, *Récit des opérations de l'armée française en Espagne, sous les ordres de S.A.R. Mgr Duc d'Angoulême. Accompagné de notices bibliographiques et géographiques ; et suivi de considérations sur les résultats politiques de cette guerre*, Paris, A. Egron, 1823.

CARREL Armand, « De la guerre d'Espagne en 1823 », *Œuvres littéraires et economiques recueillies et annotées par M. Charles Romey*, Paris, éd. V. Lecou et Guillaumin et Cie, 1854, p. 138-173.

Causes légitimes de la guerre contre l'Espagne entreprise par le gouvernement français, Paris, Plancher, 1823.

CAZE Jean-François, *Les Agraviados d'Espagne, suivi de notices sur les hommes qui ont joué un rôle dans les affaires d'Espagne depuis l'abolition de la constitution des Cortès*, Paris, Ponthieu, 1827.

CAZE Jean-François, *Réflexions sur la situation de l'Espagne, considérée particulièrement sous le rapport financier, avec quelques aperçus sur ses ressources*, Paris, Dondey-Dupré, 1824.

CAZE, Jean François, *La vérité sur l'Espagne*, Paris, Ponthieu, 1825.

CHABROL comte et VILLÈLE Joseph de, *Compte général des opérations et de la liquidation définitive des dépenses de la guerre d'Espagne présenté par le ministre secrétaire d'État à la guerre, en exécution de l'article 4 de la loi du 21 mai 1825*. Paris, Impr. royale, 1826.

CHAMPAGNY Clerjon de, *L'Album d'un soldat pendant la compagne d'Espagne en 1823*, Paris, Impr. de Cosson, 1829.

CHATEAUBRIAND François-René de, *Mémoires d'Outre-Tombe*, Paris, Penand frères, 1849.

CHATEAUBRIAND François-René, *Congrès de Vérone* (1838), édition présentée par Gabriel Bertier de Sauvigny, Genève, Slatkine, 1979.

CHAVARD, L'Observateur parisien ou coup d'œil sur les résultats de la guerre d'Espagne, sur la situation des esprits en France, et sur les premiers fonctionnaires de l'État, Paris, J.-G. Dentu, 1824.

CHÉNIER Louis, Joseph, Gabriel de, *Éloge historique du maréchal Moncey, duc de Conegliano*, Paris, Libraire militaire de J. Dumaine, 1848.

CLAUSEL DE COUSSERGUES Jean-Claude, *Quelques considérations sur la révolution d'Espagne et sur l'intervention de la France*, Paris, éd. Egron et G. Dentu, 3e éd., 1823.

COSTE, Médecin militaire, Observations de la campagne d'Espagne en 1823 pour servir à l'histoire de la médecine militaire, Paris, Imprimerie de Madame Huzard, 1825.

Couronne poétique de l'Armée d'Espagne, ou recueil des chansons chantées à l'occasion donnée par la ville de Paris pour le retour de S.AR. Mgr le Duc d'Angoulême, Paris, Impr. de C.-J. Trouvé, 1823.

Craintes qu'inspire à un roturier le projet de guerre contre l'Espagne, Paris, chez tous les libraires, 1823.

DAMAS Maxence de, « Souvenirs du baron de Damas », *Carnet de la Sabretache*, numéro 281, janvier-février 1823, P. 126-151.

DARTTEY Charles-Joseph-Victor, *De la guerre avec l'Espagne et de ses causes immédiates*, Paris, 1822.

DE BOURGOING Adolphe de, *L'Espagne, souvenirs de 1823 et 1833*, Paris, Dufard, Delaunay, 1834.

Dernières considérations sur la conduite que la France a tenue jusqu'à ce jour, et sur celle qu'elle doit tenir à l'avenir vis-à-vis de l'Espagne, par MM.D. et R. Paris, Le Normant, 1823.

Dernières considérations sur la conduite que la France a tenue jusqu'à ce jour, et sur celle qu'elle doit tenir à l'avenir vis-à-vis de l'Espagne avec un aperçu sur les moyens de terminer promptement tous les troubles qui existent dans la Péninsule, 2e éd., Paris, Le Normant, 1823.

DODE DE LA BRUNERIE Vicomte, *Précis des opérations militaires dirigées contre Cadix dans la campagne de 1823*, Paris, Anselin et Pochard, 1824.

DU PARC LOCMARIA, Noël Marie Victor, *Considérations sur la guerre d'Espagne en 1823*, Paris, Dentu, 1823.

DUPIN, Philippe, *Consultation pour les réfugiés français, capitulés en Espagne*, Paris, Impr. de E. Pichard, 1823.

DUVERGIER DE HAURANNE Jean-Marie, *Coup d'œil sur l'Espagne*, 3e éd., Paris, éd. Badouin frères, 1824.

DUVERGIER DE HAURANNE Prosper, *Histoire du gouvernement parlementaire en France, 1814-1848*, 10 vol., Paris, M. Lévy frères, 1857-1871.

DUVERGIER, Jean-Baptiste, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, et avis du conseil d'état* (1788-1824).

FANTIN DES ODOARS, Louis Florimond, *Journal du général Fantin des Odoars, Étapes d'un officier de la Grande Armée 1800-1830*, Paris, Plon-Nourrit, 1895.

FIÉVÉE Joseph, *De l'Espagne et des conséquences de l'intervention armée*, Paris, éd. Le Normant, 1823 ; 4e éd. Augmentée, Paris, Beaudoin frères, 1824.

FOY Maximilian Sébastian, *Discours du général Foy*, Paris, P.A. Moutardier, 1826, 2 vol.

GONNEVILLE Aymar-Olivier Le Harivel de, *Souvenirs militaires du colonel de Gonneville*, Paris, Didier, 1875.

HERMANN Jacques-Dominique, *De l'état actuel de l'Espagne et de ses colonies considéré sous le rapport de la France et des autres puissances d'Europe*, Paris, C.-J. Trouvé, 1824.

HUGO Abel, *Histoire de la campagne d'Espagne en 1823*, 2 t., Paris, Le Fuel, 1824.

HUGO Joseph, *Mémoires du général Hugo, gouverneur de plusieurs provinces et aide-major-général des armées en Espagne*, 3 vol., Paris, Ladvocat, 1823.

HYACINTHE C., *Dithyrambe, La France en alarmes aux bruits de guerre contre l'Espagne*, Paris, 1823.

L'unique moyen de pacifier l'Espagne, Paris, J.-G. Dentu, 1825.

La campagne d'Espagne, ou bulletin en couplets, dédiés à l'armée française, par L. B***, Paris, Impr. J.-G. Dentu, 1823.

LALOUE Ferdinand, *La Saint-Louis au bivouac*, Paris, Sanson, 1823.

LAMOTHE-LANGON, Étienne, Léon, *Mémoires d'une femme de qualité : sur Louis XVIII, sa cour et son règne*, Paris, Mame et Delaunay-Vallée, 1829, 4 vol.

LEBEAUD, *Souvenirs de l'armée d'Espagne, recueil des actions d'éclats, paroles mémorables, et particularités intéressantes de la dernière campagne de S.A.R. Mgr le duc d'Angoulême*, Paris, L'auteur, 1824-1825.

LESUR Charles-Louis, *Annuaire historique ou Histoire politique et littéraire de l'année*, Paris, Fantin, Delaunay, H. Nicolle, etc., 1818-1852, 33 vol.

LOÈVE-VEIMARS Adolphe, *De l'inévitabilité d'une guerre prochaine avec l'Angleterre, présentée comme conséquence de la guerre d'Espagne*, Paris, Plancher, 1823.

MARCELLUS comte de, *Politique de la Restauration en 1822 et 1823*, Paris, Jacques Lecoffre et Cie, 1853.

MARCILLAC marquis de, *Histoire de la guerre d'Espagne en 1823, campagne de Catalogne*, Paris, A. Le Clère, 1824.

MARESCHAL Jules, *Essai sur les factions*, Paris, Impr. de Claude Ballard, 1822.

MARMONT Auguste-Frédéric, *Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse, de 1792 à 1841*, Paris, Perrotin, 1857, 8 vol.

MARTIGNAC Jean-Baptiste Sylvère Gaye de, *Essai historique sur la révolution d'Espagne et sur l'intervention de 1823*, Paris, Auguste Pinard, 1832.

MARTIGNAC Vicomte de, *Le couvent de Sainte-Marie aux bois, précédé d'une notice sur la guerre d'Espagne de 1823*, Paris, Dufey y Vezard, 1831.

MARTIN-SAINT-ANGE, DE SAINT-GEORGES, SAINT-LÉON, *Le Retour, à propos-vaudeville, à l'occasion du retour de S.A.R. Monseigneur le duc d'Angoulême*, Paris, 1823.

MIRABEAU, Comtesse de, *Souvenirs militaires du colonel de Gonneville*, Paris, Didier et Cie, 1875.

MIRAFLORES, Marquis de, *Essais historiques et critiques pour servir à l'histoire d'Espagne de 1820 à 1823*, Paris, Impr. de Bourgogne et Martinet, 1836.

MM. D. et R., *Dernières considérations sur la conduite que la France a tenue jusqu'à ce jour, et sur celle qu'elle doit tenir à l'avenir vis-à-vis de l'Espagne*, Paris, Le Normand, 1823.

Note sur la situation de l'Espagne. 2e édition augmentée d'une note supplémentaire, expliquant les modifications apportées à la mesure d'évacuation, Paris, J. G. Dentu, 1824.

ODIER, Pierre Agathange, *Administration de l'Armée d'Espagne et du système des entreprises*, Paris, Les marchands des nouveautés, 1823.

OUVRARD Gabriel Julien, *Mémoires*, Paris, Moutardier, 1826-1827, 3 vol.

P.C. (pensionnaire du roi), *Histoire de la guerre d'Espagne ou étrennes à nos braves*, Amiens, Hénee, 1824.

PALISSON Pierre-Bernard, *Description des voyages de S.A.R. Madame la duchesse d'Angoulême, dans les Pyrénées, pendant le mois de juillet 1823*, paris, 1825.

PARRIQUE Abbé, *Aux libéraux d'Espagne*, Paris, Impr. de A. Veysset, 1823.

PARRIQUE Abbé, *Aux troupes françaises en Espagne*, Clermont, 1823.

PELLEPORT Vicomte de, *Souvenirs militaires et intimes du général vicomte de Pelleport*, Paris, Didier et Cie, 1857, 2 vol.

PINARD, *Le Retour d'Espagne, par L.M.D.P.*, Paris, Impr. de J. Pinard, 1824.

RABAN Louis-François, *Histoire des invasions et des expéditions militaires en Espagne, depuis les Phéniciens jusqu'à nos jours par M. de Boissi*, Paris, Ponthieu, 1823.

RAISSON Horace, *Histoire de la guerre d'Espagne de 1823*, Paris, J.-P. Roret, 1827.

Rapport sur les origines, les progrès, la propagation par voie de contagion , et la cessation de la fièvre jaune, qui a règne en 1821 à Barcelone, Paris, Académie Nationale de Médicine de Barcelone, Baillière, 1822.

SAINT-CHAMANS Alfred de, *Mémoires du général comte de Saint-Chamans, ancien aide de camp du maréchal Soult (1802-1832)*, Paris, Plon, 1896.

SALVANDY Narcisse-Achille, *Du parti à prendre envers l'Espagne*, Paris, Baudoin frères, 1824.

SALVANDY Narcisse-Achille, *La vérité sur les marchés Ouvrard*, Paris, Ponthieu, 1824.

SARRAN Jean-Raymond-Pascal, *Des marchés Ouvrard, et de l'esprit politique et financier de M. de Villèle*, Paris, Le Normant, 1824.

THIERS Adolphe, *Les Pyrénées et le Midi de la France pendant les mois de novembre et de décembre 1822*, Paris, Ponthieu, 1823.

TIRCUY DE CORCELLE, François, *Documents pour servir à l'histoire des conspirations, des partis et des sectes*, Paris, Paulin, 1831,

Traité sur le droit d'intervention, par MM. D. et R., Paris, Le Normant père, 1823.

Un mot de vérité sur le congrès de Vérone et sur les causes de la guerre d'Espagne, Paris, A. Guyot, 1831.

Victoires, conquêtes, désastres, revers et guerres civiles des Français : Guerre d'Espagne de 1823, Paris, Panckouke, 1825.

VICTOR (maréchal), *Mémoires du maréchal duc de Bellune, mis en ordre par son fils aîné*, Paris, Dumaine et Amyot, 1847.

VILLÈLE Joseph de, *Mémoires et correspondance*, Paris, Perrin, 1888-1890, 5 vol.

VULPIAN Alphonse, HUGO Abel, *Les Français en Espagne*, à propos vaudeville en un acte, Paris, Ponthieu, 1823.

Sources espagnoles

Actas de las sesiones secretas de las Cortes ordinarias y extraordinarias de los años 1820 y 1821, de las de los años 1822 y 1823, Madrid, Imprenta de J. Antonio García, 1874.

ALCALÁ GALIANO Antonio, *Historia de España, desde los tiempos primitivos hasta la mayoría de edad de la reina doña Isabel II, redactada y anotada con arreglo a la que escribió en inglés el doctor Dunha*m, t. VII, Madrid, Impr. de la Sociedad Literaria y Topográfica, 1846.

BAYO Estanislao de Koska, *Historia de la vida y reinado de Fernando VII de España*, Madrid, Imprenta de Repullés, 1842.

DE VILLA-URRUTIA, Venceslao Ramírez, *Fernando VII: Rey constitucional. Historia diplomática de España de 1820 a 1820*, Madrid, Francisco Beltrán, 1823.

Diario de actas y discusiones de las Cortes, Diputación general de los años 1822 y 1823, legislatura de 1822, tomo XI, Madrid, Imprenta Tomas Albán, 1822.

Diario de las sesiones de Cortes celebradas en Sevilla y Cádiz en 1823, Madrid, Imprenta Nacional, 1858.

ESPOZ Y MINA Francisco, *Reseña histórica de la vida militar y política de este héroe español*, Barcelona, Imprenta de D.J.M. de Grau, 1840.

Estado militar de los ejércitos de la Monarquía española, Madrid, Imprenta Nacional, 1823.

MARTIN Andrés, (Cura parroco de Ustarroz), *Historia de la guerra de la División Real de Navarra contra el intruso sistema, llamado constitucional, y su gobierno revolucionario*, Pamplona, Imprenta de Javier Gadea, 1825.

MARTIN DE BALMASEDA, Fermín, *Decretos y resoluciones de la Junta provisional*, Tomo VII, Madrid, Imprenta Real, 1824

MIÑANO, *Histoire de la révolution d'Espagne de 1820 à 1823, par un espagnol témoin oculaire*, Paris, Dentu, 1834.

MIRAFLORES Marqués de, *Documentos en los apuntes histórico-crítico sobre la revolución de España*, Londres, Ricardo Taylor, 1824.

URTEAGA Gracián, María de, *Relación de la campaña que en 1823 hicieron los voluntarios nacionales de Guipúzcoa*, San Sebastián, Imp. Baroja, 1836.

Périodiques

- *Correo murciano.* 1823.
- *Diario balear.* 1823.
- *Diario Constitucional de Barcelona.* 1822-1823.
- *Diario constitucional, político y mercantil de Palma.* 1823.
- *Diario de la capital.* 1822-1823.
- *Diario de la Corte.* 1823.
- *Diario de Madrid.* 1823.
- *Diario Patriótico de la Unión Española.* 1823.
- *El Apéndice del Zurriago.* 1822.
- *El Espectador.* 1823.
- *El Mensajero de Sevilla.* 1823.
- *El Restaurador, colección de decretos.* 1823.
- *El Restaurador.* 1823.
- *El Universal.* 1823.
- *El Zurriago.* 1822.
- *Indicador de los espectáculos y del buen gusto.* 1822
- *La Gaceta española.* 1823.
- *Nuevo diario de Madrid.* 1823.
- *Procurador General del Rey.* 1823.

Bibliographie

AGOULT Charles d', colonel, comte, *Mémoires*, Paris, Le Mercure de France, 2001.

AGUILERA Y SANTIAGO Ignacio, « Don Sebastián Miñano y Bedoya. Carta sobre la invasión de los Cien Mil Hijos de San Luis », *Boletín de la Biblioteca Menéndez Pelayo*, junio-septiembre, 1931.

ALFARO PÉREZ, Francisco José, « Liberales españoles prisioneros en la Francia absolutista de los Cien Mil Hijos de San Luis. El cautiverio de Périgeux (1823-1824) », *Historia contemporánea*, UNED, p. 203-226.

ALFARO PÉREZ, Francisco José, « Sitio, ofensiva y capitulación de la ciudad de Pamplona en 1823. La consolidación de la ruptura ideológica y social de Navarra en el ocaso del antiguo régimen español », *Historia Contemporánea* Nº48, Universidad del País Vasco, 2014, p. 217-243.

ARANDA Jesus-Angel-Romero, « 1823, Batalla de Campillo de Arenas : victoria española frente a los cien mil hijos de San Luis », *Revista de Estudios sobre Sierra Magina*, nº22, 2005, p. 99-120.

ARTOLA Miguel, (Coord.) *Historia militar de España*, Madrid, Ministerio de Defensa, 2015, 9 vol.

ARTOLA Miguel, *Antiguo régimen y revolución liberal*, Barcelona, Ariel, 1978.

ARTOLA Miguel, *Los afrancesados*, Madrid, Alianza, 1989.

AUDRIFFRET-PASQUIER, Duc de, *Mémoires du chancelier Pasquier*, Paris, Plon-Nourrit, 1894, 6 vol.

AVENEL Henri, *Histoire de la presse française depuis 1789 jusqu'à nos jours*, Paris, Flammarion, 1900.

AYMES Jean-René, L*a crise de l'Ancien Régime et l'avènement du libéralisme en Espagne (1808-1833)*, essai d'histoire politico-culturelle, Paris, Ellipses, 2005.

AYMES, Jean René, *Luchar, sobrevivir o disfrutar. Los emigrados españoles en Francia (1814-1833): Liberales, absolutistas y agraviados (1827)*, Paris, 2020, 2 vol., En prensa.

BAGGE Dominique, *Les Idées politiques en France sous la Restauration*, Paris, Presses universitaires de France, 1952.

BARANTE Claude de, *Souvenirs du baron de Barante*, publié par son petit-fils, Paris, Calmann-Lévy, 1894-1901, 8 vol.

BARBASTRO, José L, « La emigración liberal à Francia: española en París (1823-1834) », *Enfrontaments civils: postguerres i reconstruccions*, vol. I, Lleida, 2012, p. 441-458.

BENNASSAR Bartolomé, *Histoire des Espagnols*, Paris, Perrin-Tempus, 2011, 2 vol.

BENNASSAR Bartolomé, *L'homme espagnol, Attitudes et mentalités du XVII^e^ au XIX^e^ siècle*, Bruxelles, Éditions Complexes, 2003.

BERGOUNIOUX Louis-Alexandre, « En marge de l'expédition d'Espagne », *Bulletin de l'Académie du Var*, 1940.

BERTIER DE SAUVIGNY Guillaume de, « Chateaubriand et le début de la campagne d'Espagne », *Revue des sciences humaines*, janvier-mars 1959, p. 5-46.

BERTIER DE SAUVIGNY Guillaume de, *La Sainte-Alliance*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 1972.

BERTIER DE SAUVIGNY Guillaume de, *Metternich et la France après le congrès de Vienne*, Paris, Hachette, 1968-1971. 3 t.

BERTIER DE SAUVIGNY Guillaume, *La Restauration*, Paris, Flammarion, 3e éd., 1974.

BERTULUS, Évariste, *Le docteur Bally*, Marseille, typographie Ve Marius Olive, 1866.

BITTARD DES PORTES René, *Les campagnes de la Restauration*, Tours, Alfred Cattier, 1899.

BLANCHON, Jean-Louis, « El combat del bosc de Palau (14 de juny de 1823) », *Revista de Girona*, nº236, 2006, p. 50-55.

BLASCO IBÁNEZ, Vicente, *Historia de la revolución española*, Barcelona, La Enciclopedia democrática, 1891, 3 vol.

BOISBOISSEL C.A., « Journal de marche d'un officier d'état-major pendant l'expédition d'Espagne de 1823 », *Carnet de la Sabretache*, t. 5, 1956.

BOISLECOMTE Alexandre-Joseph, « Souvenirs de la campagne de 1823 », *Revue Hebdomadaire*, décembre 1896.

BONED COLERA Ana, FERNÁNDEZ JIMÉNEZ María Antonia, ANDIOC, René, *Diccionario bibliográfico del Trienio Liberal,* Málaga, Ediciones El Museo Universal, 1991.

BONNEFON, Paul « Charles X : lettres inédites au duc d'Angoulême », *Revue politique et littéraire, revue bleue*, nº21, 1911.

BOUROS Jordi, « El Baix Gaià i Els Cent Mil Fills de Sant LLuís », *Estudis Altafullenes*, nº24, p. 29-40.

BOURQUIN Maurice, *Histoire de la Sainte-Alliance*, Genève, Librairie de l'université Georg & Cie S.A., 1954.

BRUYÈRE-OSTELLS Walter, « Les officiers de la Grande Armée dans l'Espagne libérale de 1823 », *Revue de l'Institut Bruyère Napoléon*, 186, 2001, p. 55-78.

BRUYÈRE-OSTELLS Walter, *La Grande armée de la liberté*, Paris, Tallandier, 2009.

BUTRÓN PRIDA Gonzalo, *La intervención francesa y la crisis del absolutismo en Cádiz (1823-1828)*, Universidad de Huelva, 1998.

BUTRÓN PRIDA Gonzalo, *La ocupación francesa de España, 1823-1828*, Universidad de Cádiz, 1996.

BUTRÓN PRIDA Gonzalo, RAMOS SANTANA Alberto, « Intervención exterior y crisis del Antiguo Régimen en España », *Actas del Congreso conmemorativo del 175 aniversario de la invasión de los Cien Mil Hijos de San Luis*, Universidad de Huelva, Puerto de Santa María, 2000.

BUTRÓN PRIDA Gonzalo, « El realismo navarro ante la intervención francesa (1823-1828) », Actas del *Congreso general de Historia de Navarra*, Pamplona, 1994.

CANAL Jordi (Coord.), *Exilios. Los éxodos políticos en la historia de España. Siglos XV-XX*, Madrid, Silex, 2007

CANAL Jordi (dir.) *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris, Armand Colin, coll. « Nathan université », 2009.

CARBAJOSA AGUILERA, Manuel, « El decreto de Andújar: ¿un gesto humanitario o un error político », *Revista Internacional de Pensamiento Político*, I Época, Vol. 7, 2012, p. 263-274.

CARLES CLEMENTE Josep, *Ejército y conflictos civiles en la España contemporánea*, Madrid, Fundamentos, 1995.

CARNÉ Louis de, « De l'Espagne au XIXe siècle », *Revue des deux mondes*, tome 8, 1er octobre 1836, p. 6-33, 15 novembre 1836, p. 377-406 et 15 décembre 1836, p. 641-673.

CARON Jean-Claude, *La France de 1815 à 1848*, Paris, Armand Colin, 2000.

CASTELLS OLIVÁN Irene, « Constitucionalismo, estrategia insurreccional e internacionalismo liberal en la lucha contra el Antiguo Régimen español (1823-1831) », *Revoluçao Francesa e a Península Ibérica. Revista de Historia des ideias*, 10, Coimbra, 1998, p. 485-506.

CASTELLS OLIVÁN Irene, « La opinión liberal ante la invasión francesa : Cataluña, 1823 », *Sociabilidad y liberalismo en la España del siglo XIX*, Juan F. Fuentes y Luis Roura (ed.), Lérida, p. 147-156.

CASTELLS OLIVÁN Irene, *La utopía insurreccional del liberalismo. Torrijos y las conspiraciones liberales de la década ominosa*, Barcelona, Crítica, 1989.

CHALMIN Pierre, *L'Officier français de 1815 À 1870*, Paris, M. Rivière et Cie, 1959.

CHUQUET Arthur, *Souvenirs du baron de Frénilly*, Paris, Plon-Nourrit, 1909.

CLÉMENT Jean-Paul, *Chateaubriand : biographie morale et intellectuelle*, Paris, Flammarion, 1998.

COMELLAS GARCIA-LLERA, José Luis (coord.) *Historia General de España y América*, Madrid, Ediciones Rialp, 1981.

COMELLAS GARCIA-LLERA, José Luis, *Los realistas en el trienio constitucional (1820-1823)*, Pamplona, Universidad de Navarra, 1958.

CONDADO MADERA Emilio, « La expedición francesa de 1823 y su estancia en Santoña », *Monte Buciero*, nº6, Ayuntamiento de Santoña, p. 25-59.

CONTAMINE Henri, *Diplomatie et diplomates sous la Restauration*, 1814-1830, Paris, Hachette, 1970.

COUTY Jean, *Un Vendômois en Espagne, campagne de 1822 à 1825*, Vendôme, éd. d'Arnouval, 1987.

CROCHEMORE Gilles, *Armand Carrel (1800-1836). Un Républicain réaliste*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Carnot », 2006.

CUSTINE Alstolphe de, *L'Espagne sous Ferdinand VII*, Paris, François Bourin, 1991.

DAMAS Maxence de, *Mémoires*, Paris, Plon, 1922-1923, 2 vol.

DARROBERS, Jean Noël, « L'expédition de 1823. Restauration de l'ordre monarchique en Espagne (problèmes posés par le passage et le cantonnement de l'armée) », Bayonne, *Bulletin de la Société de Sciences, Lettres et Arts de Bayonne*, 1985, p. 227-242.

DASQUE Isabelle, « La Charte et la conduite de la politique étrangère sous la Restauration », *Cahiers de la nouvelle société des études sur la Restauration*, nº2, juillet 2004, p. 75-81.

DE BOURGOING Pierre (baron de), *Souvenirs militaires du général comte de Lorencez*, Paris, Émile-Paul, 1902.

DE BROC vicomte, *Mémoires du comte Ferrand, ministre d'état sous Louis XVIII*, Paris, Alphonse Picard et Fils, 1897.

DE BUSSY, Pierre Genty, « Campagne et souvenirs d'Espagne 1823 », *Revue Hispanique : recueil consacrée à l'étude des langues, des littératures et de l'histoire des pays castillan, catalan et portugais*, tome 32, nº82, 1914, p. 458-569.

DE CASTELLANE, Boniface, *Journal du maréchal de Castellane 1804-1862*, Paris, Plon-Nourrit, 1895, 5 vol.

DE COUSTIN François, *Louis XIX, duc d'Angoulême*, Paris, Perrin, 2017

DE LA GORCE Pierre, *Louis XVIII, La Restauration*, tome 1, Paris, Plon, 1929.

DE NEUVILLE, Comte, *Notice historique sur le comte de Villèle*, Paris, Auguste Fontaine, 1855.

DE OLÓZAGA José de, *De 1820 a 1824*, reseña histórica de Agustín de Argüelles, Madrid, A. de San Martin, 1864.

DE REISET Vicomte, *Souvenirs du lieutenant-général comte de Reiset,* Paris, Calmann-Lévy, 1899, 3 vol.

DE SÉDOUY Jacques-Alain, *Le concert européen*, Paris, Fayard, 2009.

DE SERRE, Pierre-François-Hercule, *Correspondance du comte de Serr*e (1796-1824), Paris, Vaton, Tome IV, 1876.

DE URANZU Luis, *Lo que el río vio, biografía del Bidasoa*, Bilbao, Valverde, 1955.

DEBIDOUR Antoine, *Le général Fabvier*, Paris, Plon-Nourrit, 1904.

DEL RIO ALDAZ, Ángel Ramón, « La violencia en la Guerra Civil revolucionaria del Trienio Liberal», Vasconia, *Cuadernos de Historia* – Geografía, nº26, 1998, p. 41-48;

DÉMIER Francis, *La France de la Restauration (1814-1830). L'impossible retour au passé*, Paris, Gallimard, coll « Folio histoire », 2012.

DENIS Antoine, *Amable-Guilaume-Prosper Bruguière, baron de Barante (1782-1866). Homme politique, diplomate et historien*, Paris, Honoré Champion, 2000.

DÉVRILLON Hervé, WIEVIORKA, Olivier (dir.) *Histoire militaire de la France*, Paris, Perrin, 2018, 2 vol.

DÍAZ CAPMANY, Carlos, « 1823. Castell de Sant Ferran », *Història, AIEE*, Figueres, nº35, 2002, p. 251-278.

DIESBACH Ghislain de*, Chateaubriand*, Paris, Perrin, 1995.

DUFOUR Gérard, Juan Antonio Llorente en France (1813-1822). *Contribution à l'étude du libéralisme chrétien en France et en Espagne au début du XIXe siècle*, Genève, Droz, 1982.

DUFOUR Gérard, *Sermones revolucionarios del Trienio liberal (1820-1823)*, Instituto de Cultura Juan Gil-Albert, Alicante, 1991.

DURIEUX Joseph, « L'intendant militaire Frosté (1786-1861) sa mission à l'armée d'Espagne en 1823. Ses lettres pendant l'expédition d'Alger », *Carnet de la Sabretache*, septembre-octobre 1935, p. 382-392.

EBEL, Édouard, *Les ministres de la guerre, 1792-1870. Histoire et dictionnaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.

ESCLIGNAC duc de, (colonel), « Mémoires sur les campagnes d'Espagne », *Carnet de la Sabretache*, F. Teissèdre, Paris, p. 133-160.

ESPOZ Y MINA Francisco, *Memorias del General Don Francisco Espoz y Mina*, Madrid, Ediciones Atlas, 1962, 2 vol.

FERNÁNDEZ HERVÁS, Enrique, « Batalla de Campillo de Arenas (28-7-1823) durante el Trienio Liberal », Actas del I *Congreso de Cronista de la Provincia de Jaén*, Diputación provincial de Jaén, 1991.

FERNÁNDEZ HERVÁS, Enrique, « La batalla de Campillo de Arenas en el Trienio Liberal según la versión francesa », Actas del I *Congreso de Cronista de la Provincia de Jaén*, 2003.

FERNÁNDEZ-CORDERO Y AZORÍN Concepción, « Intervención francesa en España en 1823. Los Cien Mil Hijos de San Luis », *Boletín de la Biblioteca Menéndez Pelayo*, año XLVI (1970), p. 341-370.

FERRANDIS Jean Jacques, « États sanitaires des armées françaises en Espagne, campagnes de 1808-1814 et 1823 », *Histoire des Sciences Médicales*, tome XLII, nº2, 2008, p. 215-224.

FONTANA Josep, « Per què van enviar Espanya els Cent Mil Fills de Sant Lluís? La revolució española del 1820 en una perspectiva europea », *Recerques*, 19, 1987, p. 17-33.

FONTANA Josep, *De en medio del tiempo. La segunda restauración española 1823-1834*, Barcelona, crítica, 2006.

FONTANA Josep, *Hacienda y Estado en la crisis final del Antiguo Régimen español: 1823-1833*, Madrid, Instituto de Estudios fiscales, 1973.

FONTANA Josep, *La crisis del antiguo Régimen (1808-1833)*, Barcelona, Crítica, 1979.

FRANCESCHINI Emile, *Dictionnaire de Biographie Française*, J. Balteau, M. Barraoux et M. Prevost (dir.), t. XII, Paris, Letouzy et Anê, 1936.

FRÉNILLY baron de, *Souvenirs*, Paris, Plon, 1908.

FUENTE Vicente de la, *Historia de las sociedades secretas, antiguas y modernas en España y especialmente de la Franc-masonería*, Lugo, Imprenta de Soto Freire, 1870.

FUENTES ARAGONÉS, Juan Francisco, *Juntas apostólicas y primer carlismo 1823-1825 : episodios de la conspiración ultrarrealista contra la monarquía absoluta*. Barcelona, Universidad Autónoma de Barcelona, 1979.

FUENTES, Juan Francisco, FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Javier, *Historia del periodismo español. Prensa, política y opinión pública en la España Contemporánea*, Madrid, Síntesis, 1998.

FUSTER DIÉGUEZ Sara, « Discurso político de la reacción de 1823 a través de las canciones absolutistas: El trágala, La Pitita, Coplillas Diversas, y las canciones de los soldados franceses de los Cien Mil Hijos de San Luis dedicadas al Duque de Angulema y a Fernando VII », *No es país para Jóvenes*, Instituto Valentin Foronda, 25 p.

FUSTER DIÉGUEZ Sara, « El conflicto entre el ejército francés et las instituciones locales. Estudio acerca de lo acontecido en el Señorio de Vizcaya y la villa de Bilbao en 1823», *No es país para Jóvenes*, Instituto Valentin Foronda, 16 p.

GABRIAC J. De, « Chateaubriand et la Guerre d'Espagne », *Revue des Deux Mondes*, CXLIII, octobre 1897.

GALLI Florent, *Mémoires sur la dernière guerre de Catalogne*, Paris, Bossange, 1928.

GAMBRA Rafael, *La primera guerra civil de España (1821-1823). Historia y mediación de una lucha*, Madrid, Escélicer, 1950.

GASPAR GARCÍA, María Dolores, « La epidemia de fiebre amarilla que asoló Barcelona en 1821, a través del contenido del manuscrito 156 de la Biblioteca Universitaria de Barcelona », *Gimbernat: Revista d'Història de la Medicina i de les Ciències de la Salut*, 1992, vol. 19, p. 65-72.

GAUTHIER Marcel, « *La guerre d'Espagne en 1823 : Lettre d'un militaire de l'Yonne, Annet Simonet, soldat au 138e Régiment de ligne* », *Écho d'Auxerre*, nº72, Auxerre, 1967.

GAUTIER Jean-Maurice, « La Guerre d'Espagne de 1823 », *La Bataille, l'armée, la gloire*, 1745-1871, t. II, actes du colloque de Clermont-Ferrand recueillis par Paul Viallaneix et Jean Erhard, université de Clermont-Ferrand, 1985, p. 323-332.

GIL NOVALES Alberto, *Diccionario Biográfico del Trienio*, Madrid, El Museo Universal, 1991.

GIL NOVALES Alberto, *El Trienio liberal*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, 1980.

GIL NOVALES Alberto, *Las sociedades patrióticas* (1820-1823), Madrid, Tecnos, 1975. 2 vol.

GIL NOVALES Alberto, *Rafael del Riego, la revolución de 1820*, Madrid, Tecnos, 1976.

GIL NOVALES, Alberto, *El Trienio liberal*, Zaragoza, Edición de ARBANAT Ramón, Prensas de la Universidad de Zaragoza, 2020.

GIL NOVALES, Alberto, *Textos exaltados del Trienio Liberal*, Gijón, Ediciones Júcar, 1979.

GIRARDET Raoul, *La Société militaire de 1815 à nos jours*, Paris, Pocket, coll. « Agora », 2001.

GOMEZ RUIZ Manuel, *El ejército de los Borbones, reinado de Fernando VII (1814-1833)*, Madrid, Ministerio de Defensa, 2002.

GONZÁLES LÓPEZ Emilio, *Luis López Ballesteros (1782-1853) : Ministro de Hacienda de Fernando VII*, La Corogne, Fundación Pedro Barrié de la Maza, 1996.

GONZÁLVEZ FLÓREZ Roberto, La otra invasión francesa: Los Cien Mil Hijos de San Luis 1823, Cuenca, Alderabán Ediciones, 2008.

GOSSEZ Alphonse Marius, « Souvenir d'un soldat sur la campagne de 1823 en Espagne », *Bibliothèque de la Révolution de 1848*, t. X, Paris, 1884.

GRANDMAISON Geoffroy de, *L'Expédition française d'Espagne en 1823*, Paris, Plon, 1928.

GUICHEN Eugène de, *Le Duc d'Angoulême (1775-1844)*, Paris, Émile-Paul, 1909.

GUILLON Étienne, *Les complots militaires sous la Restauration*, Paris, Plon-Nourrit, 1985.

GUIZOT François, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, Paris, Lévy Frères, 1858-1867, 8 vol.

HAUTPOUL Jean Joseph Ange (général, marquis de), *Mémoires*, Paris, Perrin, 1906.

HENNET DE GOUTEL, Estienne, *Mémoires du général marquis Alphonse d'Hautpoul*, Paris, Perrin, 1906

HOFFMANN, Léon-François, *La peste à Barcelone*, Paris, PUF, 1964.

HUBBARD Nicolas Gustave, *Histoire contemporaine de l'Espagne*, Paris, Armand Anger, 1869, 2 vol.

JOVER ZAMORA José María, *Política, diplomacia y humanismo en la España del siglo XIX*, Madrid, Turner, 1976.

JUILLAC-VIGNOLES Vicomte de, *Souvenir historique et archéologique de la campagne d'Espagne en 1823*, Toulouse, Chauvin, 1867.

KOTT Sébastiem, « Restaurer la monarchie et restaurer les finances en France, 1815-1830 : le financement de l'expédition d'Espagne », dans DUBERT Anne et LUIS Jean-Philippe (dir.), *Les Financiers et la construction de l'État, France, Espagne (XVII-XIX siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 217-235.

LA MOTTE ROUGE Joseph-Édouard, (général de), *Souvenirs et campagnes*, Paris, Nantes, Impr. Vincent Forest et Émile Grimaud, 1888, 2 vol.

LA PARRA Emilio, *Los Cien Mil Hijos de San Luis. El ocaso del primer impulso liberal en España*, Madrid, Editorial Síntesis, 2007.

LA PARRA LÓPEZ, Emilio, « 1820: ruptura entre la jerarquía eclesiástica y el estado constitucional », *Historia Constitucional*, Madrid, CEPC, 2020, p. 5-26.

LA PARRA LÓPEZ, Emilio, *Fernando VII: un rey deseado y detestado*, Madrid, Planeta, 2018.

LAFAGE Franck, *L'Espagne de la Contre-Révolution : développement et déclin XVIII-XXe siècles*, Paris, L'Harmattan, 1993.

LAFUENTE Modesto, *Historia general de España*, Barcelona, XXX, 1889-1890, 25 vol.

LARROCHE, Emmanuel, « L'expédition d'Espagne en 1823 : mémoire de la campagne napoléonienne et expériences d'une guerre limitée », Article en ligne : Portal Militärgeschichte, 2014, URL: http://www.portal-militaergeschichte.de/larroche_expedition.

LE COUSTUMIER, Jacques, *Le maréchal Victor. Claude-Victor Perrin (1764-1841)*, Paris, Nouveau Monde/Fondation Napoléon, 2004.

LEBOURLEUX André, L*a Croisade des cent mille fils de Saint Louis. L'expédition française en Espagne de 1823*, Coulommiers, Dualpha, coll. « Vérités pour l'histoire », 2006.

LEMONNIER Jacques, *Le Droit international dans les affaires de l'Espagne (1822-1824)*, Paris, XXX, 1898.

LEVAILLANT Maurice, *Splendeur, misères et chimères de Monsieur de Chateaubriand, d'après des documents inédits,* Paris, Albin Michel, 1948.

LEVER Evelyne, *Louis XVIII*, Paris, Fayard, 1988.

LÉVY Arthur, *Un grand profiteur de guerre sous la Révolution, l'Empire et la Restauration : G.-J. Ouvrard*, Paris, Calman Lévy, 1929.

LITTRE, M et PAULIN, M. « De la guerre d'Espagne en 1823», *Œuvres politiques et littéraires d'Armand Carrel*, t. 5, Paris, Impr. L. Martinet, 1857-1859.

LUIS Jean-Philippe, *L'Utopie réactionnaire, épuration et modernisation de l'état dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Madrid, Bibliothèque de la Casa de Velasquez, 2002.

MARTINEZ RUIZ Enrique, « La propaganda oficial francesa y los cien mil hijos de San Luis», *Anuario de historia modera y contemporánea*, vol.1, Universidad de Granada, 1974, p. 163-185.

MARTÍNEZ SOSPEDRA, Manuel, « El camino a la guerra civil. La política de orden público en el Trienio desde las Cortes », Historia Constitucional, *Revista electrónica de Historia Constitucional*, nº20, 2020, p. 27-62.

MARTÍNEZ-VALVERDE Carlos, « El ataque a Cádiz en 1823 y la influencia decisiva que para su éxito tuvo el dominio del mar », *Revista General de Marina*, t. 168, junio 1965, p. 735-752.

MAVIDAL Jérôme et LAURENT Émile, *Archives parlementaires de 1787 à 1860, recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, Paris, Dupont, 1862-1912, 2e série, (1800-1860), vol. 38 à 45.

MICOUD, Stéphane, « Bayonne au temps de l'expédition d'Espagne de 1823 », *Patrimoine, Pays Basque et Histoire,* nº4, printemps 2019, p. 31-37.

MONTOYA Pio de, *La intervención del clero vasco en las contiendas civiles (1820-1823)*, San Sebastián, Gráficas Izarra, 1971.

MUÑOZ SEMPERE Daniel, ALONSO GARCÍA Gregorio (Eds), *Londres y el liberalismo hispánico*, Madrid, Editorial Vervuert, 2011.

NAGY Laurent, « L'encre avant la poudre. Le traitement des « affaires d'Espagne » dans la presse d'opinion parisienne durant Trienio Liberal (1820-1823) », *El Argonauta español* [En ligne], 17 | 2020, mis en ligne le 01 février 2010, consulté le 23 février 2021. URL : http://journals.openedition.org/argonauta/4077 ; DOI : https://doi.org/10.4000/argonauta.4077.

NAGY, Laurent, « Les mots d'insurrection sur les Pyrénées : chansons et proclamations en circulation sur le cordon sanitaire durant le Trienio Liberal », *Historia constitucional. Revista electrónica de historia constitucional*, nº20, 2019, p. 545-583.

NETTEMENT Alfred, *Histoire de la Restauration*, 8 vol., Paris, J. Lecoffre, 1860-1872.

NEUVILLE Comte de, *Notice historique sur le M. le comte de Villèle*, Paris, A. Fontaine, 1855.

NICOULLAUD, Charles, *Récits d'une tante : Mémoires de la comtesse de Boigne*, Paris, Emile-Plon, 1907, 5 vol.

ORDIONI Pierre, *Pozzo di Borgo, diplomate de l'Europe française*, Paris, Plon, 1935.

ORTIZ DE LA TORR Elías, «Papeles de Ugarte. Documentos para la historia de Fernando VII», *Boletín de la Biblioteca Menéndez Pelayo*, XVI, nº3, 1934.

PARENTE RODRIGUEZ Gonzalo*, Apuntes biográficos del general Rafael del Riego*, Madrid, Congreso de los Diputados, 2013.

PASO Antonio, *Los Cien Mil Hijos de San Luis : juguete cómico en tres actos*, Madrid, 1918.

PASSY Louis, « La mission de Martignac et l'ambassade de Talaru pendant la guerre d'Espagne 1823 », *Académie de sciences politiques*, 1899, vol 51, p. 273-305.

PASSY Louis, *Le marquis de Blosseville. Souvenirs*, Évreux, Impr. de Charles Hérissey, 1898.

PEGENAUTE GARDE Pedro, *Represión política en el reinado de Fernando VII. Las comisiones militares (1824-1825)*, Pamplona, Universidad de Navarra, 1974.

PELOSI Hebe Carmen, « La política exterior de España en el Trienio Constitucional (1820-1823) », *Cuadernos de Historia de España*, Buenos Aires, t. XLIX, p. 214-293, t. LI-LII, p. 316-417, 1969-1970, t. LXI-LXII, p. 387-443, 1977.

PÉREZ ALIJA Olegario, « Un episodio olvidado del ejército francés en Astorga. La toma de la ciudad por los Cien Mil Hijos de San Luis en 1823 », *Argoutorio* nº40, 2018, p. 25-33.

PÉREZ GALDÓZ Benito, Episodios Nacionales, 2ª serie : *La segunda Casa, El Grande Oriente, Siete de Julio, Los Cien Mil hijos de San Luis, El terror de 1824*, Madrid, Alianza, 2003 [1877].

PÉREZ Joseph, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 2007.

PERSAT Maurice, *Mémoires du commandant Persat 1806 à 1844*, Paris, Plon-Nourrit, 1910.

PESET REIG Mariano y PESET REIG José Luis, « Legislación contra liberales en los comienzos de la Década Absolutista », *Anuario de Historia del Derecho Español*, t. XXXVII, 196, p. 437-485.

PETITEAU Nathalie, « La Restauration face aux vétérans de l'Empire », *Repenser la Restauration*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2005, p. 31-43.

PETITEAU Nathalie, *Lendemains d'Empire : les soldats de Napoléon dans la France du XIXe siècle*, Paris, La Boutique de l'histoire, 2003.

POMETTI BENITEZ, Kevin, *Instabilité environnementale et santé publique dans une ville méditerranéenne de l'Ancien Régime. Barcelone entre le paludisme et la fièvre jaune (1780-1821)*, thèse de doctorat, Université Aix-Marseille, MMSH, TELEMME, décembre 2019.

QUINTERO SARAVIA Gonzalo María, *Soldado de tierra y mar: Pablo Morillo, el pacificador*, Madrid, Editorial Edaf, 2017.

RAIN, Pierre, « Chateaubriand et sa gigantesque entreprise 1822-1824 », *Revue des deux mondes*, octobre 1968, p. 43-55.

REVUELTA GONZÁLEZ, Manuel, « La Iglesia española ante la crisis del Antiguo Régimen (1808-1833) » en GARCÍA VILLOSLADA, Ricardo (dir.), *Historia de la iglesia en España, V. La Iglesia en la España contemporánea (1808-1975)*, Madrid, BAC, 1979;

RILOVA JERICÓ Carlos, « El precio de la libertad. Apuntes para una descripción de la primera guerra civil española de la edad contemporánea. San Sebastián y sus liberales en 1823 », Donostia, *Boletín de Estudios Históricos sobre San Sebastián*, nº48, 2015, p. 239-354.

ROBERT Adolphe, BOURLOTON Edgar, COUGNY Gaston, *Dictionnaire des parlementaires français 1er mai 1789 – 1er mai 1899,* Paris, Bourloton, 1891.

ROBERT Adolphe, BOURLOTTON Edgard, COUGNY Gaston, *Dictionnaire des parlementaires français*, comprenant tous les Membres des Assemblées françaises et tous les Ministres français, depuis le 1er mai 1789 jusqu'au 1er mai 1889, avec leurs noms, état-civil, état de services, actes politiques, votes parlementaires, etc., Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol.

ROMERO ALPUENTE, Juan, *Historia de la revolución española y otros escritos*, Madrid, ed. A. Gil Novales, Centro de Estudios constitucionales, 1989, 2 vol.

ROMERO ARANDA, Jesús Ángel, « 1823. Batalla de campillo de Arenas: Victoria española frente a los Cien Mil Hijos de San Luis », *Sumultán* nº22, 2005, p. 99-120.

ROMERO MARTÍN, Juan José, « Medicina y actitud popular. La epidemia de 1821 en Barcelona », *Gimbernat: Revista d'Història de la Medicina i de les Ciències de la Salut*, 1992, vol. 19, p. 97-100.

ROQUETTE, Antoine, *La restauration et la révolution espagnole*, Paris, Éditions du félin, 2016

ROUSSEAU François, « L'ambassade du Marquis de Talaru en Espagne, juillet 1823-août 1824 » *Revue de Questions Historiques,* t. XLVI, 1911, p. 86-116.

ROUSSEAU François, « Les sociétés secrètes et la révolution espagnole en 1820 », *Revue d'Études Historiques*, XVII, 1916, p. 1-31.

RÚJULA LÓPEZ Pedro, FRASQUET, Ivana, *El Trienio liberal (1820-1823): una mirada política*, Granada, Editorial Comares, 2020.

RÚJULA LÓPEZ, Pedro, CHUST, Manuel, *El Trienio Liberal: Revolución e independencia (1820-1823),* Madrid, Los libros de la Catarata, 2020.

SALABERRY comte de, *Souvenirs politiques du comte de Salaberry sur la Restauration 1821-1830*, Paris, Alphonse Picard et fils, 1900.

SALAVERRY BARO Fátima, « El asalto al Trocadero y la invasión de los Cien Mil Hijos de San Luis en Cádiz », *IV Encuentro de la Ilustración al Romanticismo*, t. II, Cádiz, 1993, p. 87-99.

SÁNCHEZ ALBORNOZ Nicolas, « Cádiz bajo la ocupación francesa en 1825 », *Mélanges à la mémoire de jean Sarrailh*, t. II, Paris, 1966, p. 345-353.

SÁNCHEZ CARCELÉN Antoni, « La resistència liberal de Lleida davant la invasió dels Cent Mil Fills de Sant Lluís », *Butlletí de la Societat Catalana d'Estudis Històrics*, nº17, 2006, p. 39-62.

SÁNCHEZ MANTERO Rafael, « Algunas cuestiones en torno al ejército de ocupación francés en Cádiz », Actas del *Congreso de Historia de Andalucía*, t. II, Córdoba, 1978, p. 235-243.

SÁNCHEZ MANTERO Rafael, « Gibraltar, refugio de liberales », *Revista de Historia contemporánea*, nº1, diciembre 1982, p. 81-107.

SÁNCHEZ MANTERO Rafael, « La intervención francesa y la segunda restauración fernandina 1814-1823 », *Historia General de España y América*, t. XII, Del Antiguo al Nuevo Régimen, Madrid, 1981, p. 452-468.

SÁNCHEZ MANTERO Rafael, *Fernando VII*, Madrid, Arlanza, 2001.

SÁNCHEZ MANTERO Rafael, *Las conspiraciones liberales en Francia (1815-1823) y su relación con los pronunciamientos españoles*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 1973.

SÁNCHEZ MANTERO Rafael, *Liberales en el exilio (La emigración política en Francia en la crisis del Antiguo Régimen),* Madrid, Rialp, 1975.

SÁNCHEZ MANTERO Rafael, *Los Cien mil hijos de San Luis y las relaciones franco-españolas*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 1981.

SARRAILH Jean, *La Contre-Révolution sous la Régence de Madrid (mai-octobre 1823)*, Bordeaux, Bibliothèque de l'école des hautes études hispaniques (16), 1930.

SCHMIEDER Ulrike, « Las grandes potencias y la restauración española (1823-1824) », *Trienio*, 19, 1992, p. 143-164.

SEIGAN KÔBÔ, « L'influence de la Mémoire de la Révolution française et de l'Empire napoléonien dans l'opinion publique française face à la guerre d'Espagne de 1823 », *Annales historiques de la Révolution française*, nº335, janvier-mars 2004, p. 159-181.

SEOANE, María Cruz, *Historia del periodismo en España. El siglo XIX*, Madrid, Alianza Universidad Textos, 1989.

SEOANE, María Cruz, SAIZ, María Dolores, *Cuatro siglos de periodismo en España, de los avisos a los periódicos digitales*, Madrid, Alianza Editorial, 2007.

SERMAN William et BERTAUD Jean-Paul, *Nouvelle histoire militaire de la France*, t. 1, Paris, Fayard, 1998.

SEVILLANO Calero, Francisco, SOLER PASCUAL, Emilio, *Diarios de viaje de Fernando VII (1823 y 1827-1828),* Alicante, Universidad de Alicante, 2013.

SIMAL, Juan Luis, *Emigrados, España y el exilio internacional 1814-1834*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2012.

STIEGLER Gaston, *Récits de guerre et de foyer : le maréchal Oudinot, duc de Reggio, d'après les souvenirs inédits de la maréchale*, Paris, Plon-Nourrit, 1894.

SUAREZ Federico, « Un royaliste à l'armée d'Espagne 1823-1824 », *Revue Rétrospective*, II, 1889, p. 166-172.

SUAREZ VERDEGUER Federico, *La crisis política del Antiguo Régimen en España*, 3e ed., Barcelona, Rialp, 1988.

TABEUR Jean, *La prise du Trocadéro ou La guerre d'Espagne de Chateaubriand*, Paris, Éditions SPM, Coll. Kronos, 2014.

TARIN, Jean-Pierre, *Le maréchal Victor, duc de Bellune. Loyal sous l'Empire, fidèle sous la Restauration*, Paris, Cosmopole, 2006.

TERRADE Albert, ALLORGE Henri, *Le general Ordonneau (1770-1855)*, Paris, Émile-Paul, 1904.

THATCHER GIES David, « Juan Grimaldi y el año teatral madrileño 1823-24 » Actas del octavo *Congreso de la Asociación Internacional de Hispanistas*, Brown University Providence Rhode Island, Madrid, Ediciones Istmo, 1986, p. 607-613.

TUÑÓN DE LARA Manuel, ELORZA Antonio, PEREZ LEDEMAS Manuel, *Prensa y sociedad en España 1820-1936*, Madrid, Edición Cuadernos para el diálogo, 1975.

VIDALENC Jean, *La Guerre d'Espagne de 1823 vue par Le Journal de Rouen*, actes du 94e congrès national des sociétés savantes, Pau, 1969, section d'histoire moderne et contemporaine, t. I, Paris, Impr. Nationale, 1971, p. 325-357.

VIEL-CASTEL Louis, *Histoire de la Restauration*, Paris, M. Lévy frères, 1860-1878, 20 vol.

VILLA-URRUTIA marques de, *Fernando VII, rey absoluto*, Madrid, Francisco Beltrán, 1931.

VILLA-URRUTIA marques de, *Fernando VII, rey constitucional. Historia diplomática de España de 1820 a 1823*, Madrid, Beltrán, 1922.

VILLA-URRUTIA Marques de, *Fernando VII. Rey absoluto. La ominosa década de 1823 a 1833*. Madrid, Francisco Beltrán, 1931.

WARESQUIEL Emmanuel de et YVERT Benoît, *Histoire de la Restauration (1814-1830)*, Paris, Perrin, 1996.

WEIL Georges, « Le Financier Ouvrard », *Revue historique*, CXXVII (1918), p. 31-61.

WOLFF Jacques, *Le Financier Ouvrard : l'argent et la politique*, Paris, Tallandier, 1992.

Index onomastique

A

Abisbal, général, 92, 167, 194, 325, 333, 334, 338, 352, 353
Abnour, chef de bataillon, 198, 205, 208
Adhémar, général, 247
Agarra, Antonio, 166
Albignac, général d', 160, 188
Alcalá Galiano, député, 53
Alfonso, Anselmo, 376
Amarante, comte de, 109, 166
Amor, colonel, 339
André, colonel, 95, 126, 192
Angoulême, duchesse d', 318
Anne Merlin, soeur, 43
Ansuategui, Francisco de, 208
Arana, 295
Arbaud, général d', 204, 232, 252, 253, 260, 262, 269, 273, 274, 275, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 286, 294
Argenson, député, 45
Argout, colonel, 120
Argüelles, député, 47, 53, 67, 101, 304
Armand Carrel, 89, 106, 116, 118, 120, 121, 124, 133, 153, 184
Arriaza, Juan Bautista, 384
Astorg, colonel d', 293
Audouard, médécin, 42, 177
Autichamp, général, 123, 322
Aymerich, général, 252, 257

B

Ballesteros, général, 89, 90, 98, 135, 158, 180, 202, 308, 332, 339, 359, 361, 375
Bally, médécin, 42
Balthazar, général, 231, 235, 236, 239, 243, 249, 250, 254, 262, 263
Barmot, Pierre, 213
Barrere, consul, 219
Bazin de Fontenelle, colonel, 42
Bellangé, colonel, 189, 204
Bellune, duc de, 108, 109, 128
Bermejo, Francisco, 104
Bertrán de Lis, député, 52
Besomber, soldat, 239
Bessières, 36, 83, 274, 335, 337, 347
Bittard des Portes, René, 69, 95, 109, 132, 151, 172, 190, 195
Blosseville, marquis de, 144, 146, 153, 154, 168, 178, 179, 180, 181, 182, 190, 192, 301
Boislecomte, capitaine, 34, 93, 102, 146, 151, 157, 158, 168, 173, 174, 175, 190, 192, 229
Bordesoulle, général, 134
Bordessoulle, général, 123
Bourck, général, 150, 155, 161, 195
Bourgoin, commandant, 158
Bourke, général, 362, 365, 368
Bourmont, général, 122, 201, 226, 254, 266
Bouteux, colonel, 279
Breil de Pontbriant, colonel, 367
Brochane d'Antilly, diplomate, 102
Broglie, 111
Bruny, général, 201, 208
Budan, capitaine, 110
Butrón Prida, Gonzalo, 78, 230, 232, 252, 273

C

Cabello, général, 340
Cabrera de Nevares, Miguel, 307
Calomarde, 225, 253
Campillo, Juan López, 160, 361
Campo Sagrado, marquis de, 251
Canga Argüelles, 35, 51
Cangas, député, 83, 101
Canuel, général, 155, 199, 369
Capape, général, 292
Capefigue, Jean Baptiste, 69, 70, 77, 93, 96, 140, 163
Carel, Madame, 153, 179

Carlos Espino, général, 43
Caro, Juan, 287
Carthagène, comte de, 215
Casa Irujo, marquis de, 45
Cases, capitaine, 333
Castelbajac, colonel, 120
Castellane, maréchal de, 110
Cayetano Izquierdo, chef politique, 347

Ch

Chaleco, colonel, 363
Champagny, Clerjon de, 107, 127, 139, 172, 203
Charles X, 253
Chateaubriand, René de, 37, 45, 46, 54, 56, 57, 63, 67, 70, 75, 99, 103, 112, 117, 248

C

Cirilo, Père, 314
Coëtlsoquet, général, 43, 44
Comitre, José, 307
Coustin, François de, 210

D

d’Artois, comte, 112
d’Orsay, général, 240
Damas, baron de, 123
Danrémont, général, 245
Davout, maréchal, 123
de Aguinaga, José Santos, 94
de Boigne, comtesse, 110
de Bussy, sous-intendant, 93, 95, 118, 128, 141, 143, 156, 157, 158, 162, 163, 164, 169, 178, 179, 181, 189
de Cacharel, colonel, 121
de Castellane, maréchal, 120, 121, 134, 261
de Conchy, général, 156
de Courten, Juan Antonio, 262
de Coustin, François, 109
de Damas, comte de, 179, 204, 248, 272
de Frénilly, baron de, 105
De Gonneville, colonel, 167, 168, 192
de Graslin, consul, 160
de Lauriston, marquis de, 377
de Meneses, commandant, 379
de Saint Michel, général, 231
de Taboada, Antonio, 369
de Villalva, commandant, 308
Debidour, Antonin, 87
del Corral, Luis, 352
Delamothe, officier, 86
Desbassayns, conseiller d'état, 215
Desprez, général, 170
Diaz de Vivar, Rodrigo, 359
Digeon, général, 225, 226, 234, 238, 241, 244, 250, 254, 260, 261, 270, 272, 273, 276, 283, 284, 285, 286, 287, 292
Dode de la Brunerie, général, 128
Donnadieu, général, 171
Doyaubaleure, capitaine, 221
Dufour, consul, 217
Duplessis, général, 245
Duvergier de Hauranne, député, 74

E

Edmond de Thieulloy, 168
Eguía, général, 93, 139
Elliot, 109
Eroles, baron d', 36, 40, 49, 58, 139, 169, 205
Erro, Juan Bautista, 139
Escalonne, corrégidor, 199
Espinosa, général, 36, 37, 338, 347
Eugène Arouti, médécin, 178

F

Fabvier, colonel, 50, 86, 87, 90, 97
Fantin des Odoars, général, 120, 144, 145, 171, 225
Felix Bardin, 341
Fernández Collada, maire, 351
Ferrand, comte, 117
Ferrer, député, 36
Florencio García, chef politique, 308
Foissac Latour, général, 190, 252, 253, 256, 294
Fominaya, capitaine, 333
Font y Closas, commissaire, 147, 202, 208
Foy, général, 52, 68, 134
Franchet d’Esperey, directeur de la Police, 48, 234, 271, 289
François, médécin, 42

Frigola, intendant, 245
Frosté, sous-lieutenant, 179

G

Gabarda, soldat, 36
Galiano, député, 48, 304
Galli, général, 51
Goiffieu, capitaine, 36, 76
Gómez Calderón, Antonio, 139
Gomez de Butrón, Fernando, 348
Gómez Negrete, Manuel, 361
Gorostidi, curé, 37, 94
Grandmaison, Geoffroy, 130, 170
Grimaldi, Juan de, 182
Grimarest, général, 148
Grundler, général, 121, 146, 192, 199, 373, 377
Gudin, général, 253, 257, 293
Guerrero de Torres, colonel, 202
Guiche, duc de, 116
Guichen, Eugène, 111
Guilleminot, général, 82, 98, 118, 132, 134, 160, 162, 186, 188, 193, 200, 203, 210, 331, 339, 373, 377
Guillon, Édouard, 70, 101
Gutiérrez de Acuña, chef politique, 355

H

Hautpoul, colonel, 149, 166, 172, 194, 203
Henri IV, 168
Henry IV, 111, 116
Hernández de Alba, Bernardo, 361
Higonet, maréchal, 177
Hohenlohe, prince de, 120, 122, 155, 195, 198, 200, 205, 209, 328, 343, 372
Huber, général, 155, 160, 362
Hugo, Abel, 36, 47, 76, 104, 127, 150, 157, 162, 163, 165, 202
Huson, colonel, 120
Hyde de Neuville, député, 74

I

Icabaleeta, Francisco de, 97
Ignacio Lopez Pinto, chef politique, 348
Indart, José Ramón, 94

J

Joaquín de Lorenzo y Mozo, corrégidor, 338, 339, 342, 345
José López, lieutenant, 310
Josephe Morelle, soeur, 43
Jouary, chirurgien, 42
Jourdain, médécin, 177
Juan Lasaña, chef politique, 334
Juan Martin Diez, El empecinado, 92
Juan Montes, médécin, 178
Juan Robledo, 342
Julian Sánchez, brigadier, 188, 332

K

Keratry, député, 44

L

La Garde, comte de, 37, 38, 50, 51, 56, 58, 60, 62
La Loyere, maréchal, 276, 277
La Parra, Emilio, 38, 64, 71, 101, 105, 146, 185, 226
Labbey de Pompierres, député, 69
Laffite, député, 45
Lainé, député, 74
Lamarque, général, 87
Lamothe-Langon, Étienne, 142
Lamotte, officier, 88
Lanuza, 64
Larios, Pablo, 307
Larroche, Emmanuel, 50, 61, 69, 107, 120, 124, 126, 204
Latour-Foissac, général, 167
Laurent, capitaine, 212
Lauriston, colonel, 120
Laval, ministre, 54
Le Clerc, intendant, 251
Lebeaud, 110, 116, 143, 181
Lebourleux, André, 118
Leclaire, caporal, 250
Legras, colonel, 99
Legros (commandant Caron), 86
Léon de la Cámara Cano, corrégidor, 344
Lerbret, sergent, 250
Lesmes Zapilla, Felipe, 361
Lesur, 36, 51, 88, 116, 143

Longa, général, 93, 113, 160, 161, 181, 188, 195
Lord Castlereagh, 54
Lorenzo Villanueva, Joaquín, 104, 309
Louis XIV, 62
Louis XVIII, 32, 41, 44, 52, 58, 62, 63, 65, 66, 67, 78, 85, 102, 104, 105, 109, 112, 115, 138, 140, 142, 177, 180, 227, 255, 276, 303, 311, 312, 319, 338, 340, 345, 349, 350, 352, 380, 387
Loverdo, général, 171, 193
Luis del Corral, 322

M

Macdonald, maréchal, 117
Malet, capitaine, 104
Mallet, officier, 86
Mantauco, 295
Manuel Jaen, 188
Marbotín, capitaine, 43
Marguerye, général, 159
María Rodriguez, José, 351
Mariano Vive, lieutenant de vaisseaux, 306
Marín de Urda, Gregorio, 361
Maringoné, général, 231, 241, 247, 258, 260, 268, 284, 290
Marmont, général, 153
Martignac, commissaire, 83, 112, 139, 140, 165, 167, 179, 187, 189, 190, 198, 199
Martin, grenadier, 234
Martínez Dávila, Francisco, 361
Martínez Ferro, Manuel, 361
Martínez, Eugenio, 104
Mataflorida, marquis de, 57
Matias Gonzales, chanoine, 252
Maux, capitaine, 96, 125, 165
Mazarraza, brigadier, 209
Mazet, médécin, 42, 47
Menadier, général, 251, 260, 262, 264, 265, 277, 285, 292, 293
Menudier, comte, 188, 195, 268
Meriage, général, 93, 377
Merino, 37, 83
Merino, curé, 353
Mésonan, capitaine, 155
Metternich, 54
Mina, général, 37, 39, 40, 51, 84, 119, 151, 170, 171, 292, 308, 352, 379, 380
Miranda, Fernando, 362
Mirassou, consul, 221
Misas, 51
Molé, comte, 197
Molitor, général, 98, 118, 122, 137, 140, 143, 159, 165, 171, 172, 189, 190, 202, 260, 339, 361
Moncey, maréchal, 119, 125, 137, 169, 170, 204, 321, 344, 368, 370
Montesinos, député, 82
Montivault, 158
Montmorency, 37, 40, 46, 48, 51, 54, 56, 62, 63, 66, 67, 75, 76, 217, 302
Montoya, Pio de, 202, 208
Moraleja, Pedro Antonio, 347
Moreau, officier, 88
Morillo, général, 161, 162, 179, 195
Mossen Antón, 83
Motte Rouge, général, 70, 93, 124, 143, 148, 150, 157, 161, 166, 178, 183
Muguet, soldat, 234
Muñoz, Pedro, gouverneur, 356
Murat, général, 207

N

Nantil, capitaine, 88, 99
Napoléon, 33, 47, 54, 62, 68, 69, 70, 71, 78, 83, 84, 86, 92, 106, 107, 116, 122, 123, 127, 135, 138, 150, 151, 165, 176, 191, 298, 310, 311, 315, 318, 320, 322, 324, 344, 347, 349, 350, 351, 352, 353, 355, 356, 358, 363, 371, 380
Nesselrode, Charles Robert de, 54

O

O'Donnell, Alexandre, 89
O'donnell, Enrique, 194
O'donnell, général, 188
O'donnell, José, 251
O'Doyle, colonel, 179
Obert, général, 150, 158, 159, 162, 165
Ofalia, comte de, 228, 229, 277
Olazábal, Joaquín de, 90
Ordonneau, général, 173, 245, 253, 276

Orsay, comte d', 256
Orsay, général d', 269, 285
Oudinot, maréchal, 94, 119, 130, 137, 148, 200, 205, 206, 327, 330, 340
Ouvrard, 33, 71, 72, 95, 111, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 143, 145, 157, 160, 167, 169, 174, 188, 203, 210, 211, 266

P

Padilla, comunero, 64
Parc Locmaria, Noël, 154
Parc-Locmaria, Noël, 70
Pariset, médécin, 42, 47
Pasquier, chancelier, 62, 107, 110, 117, 134
Pelleport, général, 98, 145, 156, 165, 172, 189, 193
Peray, Mariano, 357
Persat, commandant, 86
Pichat, sous-lieutenant, 187
Pombas, officier, 88
Porras, général, 173
Poteau, chirurgien, 178
Puertas, Juan Antonio de, 90
Pujalte, chef politique, 174

Q

Quesada, général, 90, 94, 108, 155, 207, 235, 269, 306, 317, 326
Quiroga, général, 161, 292, 362

R

Rafael de Hora, gouverneur, 332
Ragis, capitaine, 201
Raguse, duc de, 87, 377
Raisson, Horace, 167, 174, 186
Reggio, duc de, 95, 111, 118, 119, 122, 163, 207, 301, 377
Reiset, général, 232, 245, 246, 253, 256, 257, 259, 261, 262, 270, 272, 287, 294, 295
Rey, capitaine, 237
Ricci, général, 229
Riego, général, 45, 195, 300, 304, 363, 387
Robert Wilson, Sir, 161
Rochedragon, général, 363
Rochejaquelin, général, 367
Rogniat, général, 46
Romagosa, 36, 195
Romero Alpuente, député, 65
Roncevaux, 180
Roquemaurel, général, 287
Roquette, Antoine, 42
Ruiz Jurado, colonel, 306

S

Saint Michel, général, 240, 289
Saint-Chamans, général, 39, 40, 44, 48, 49, 68, 125, 129, 149, 151, 159, 173, 176, 187
Salaberry, comte de, 108, 120, 210
Sampere, général, 172
San Fernando, duc de, 106
San Lorenzo, duc de, 66
San Miguel, Evaristo, 50, 58, 59, 90, 100, 195, 302, 368
Sánchez Mantero, Rafael, 73, 261, 294
Santos Ladrón, général, 231, 240, 243, 327
Sarrailh, Jean, 154
Schoeffer, colonel, 206
Serrano, Marcos, 336
Serrano, Serapio, 361
Serre, comte de, 45
Sicard, intendant, 129
Sicuritano, Mistilo, 386
Sisto, Cayetano, professeur, 97
Soult, maréchal, 117, 123
Suchet, maréchal, 123, 171

T

Tabuenca, colonel, 36
Talaru, marquis de, 195
Talaru, Marquis de, 213, 226, 228, 229, 267
Tarradellas y Costa, Rafael, 307, 359
Tartarat, chef de bataillon, 171, 194
Tiburcio Eguiluz, corrégidor, 335
Tissot, général, 244, 253, 264
Torally, dentiste, 336
Trappiste, Antonio Marañón, 36, 37, 85, 143, 303, 326, 327, 379
Trinidad Balboa, intendant de police, 286

U

Ugarte, Antonio, 225

V

Valdés, colonel, 292
Vallin, général, 82, 86, 97
Venadito, comte de, 249
Verastegui, Valentin, 208
Victor, maréchal, 123
Villèle, Joseph, 37, 38, 39, 40, 44, 46, 51, 56, 57, 62, 66, 67, 68, 74, 75, 76, 77, 82, 87, 92, 95, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 122, 128, 130, 139, 140, 149, 155, 159, 165, 179, 185, 187, 189, 190, 191, 194, 215, 224, 226, 227, 228, 246, 267, 275, 302
Vinuesa, Mathias, 178
Von Bernstorff, 54
Von Hardenbert, 54

W

Wellington, duc de, 38, 54, 68

Z

Zabala, Pedro Andrés de, 208
Zarco del Valle, général, 305
Zavala, 37
Zayas, général, 173, 193, 194, 334
Zea Bermudez, ministre, 229

Index toponymique

A

Agoncillo, 158
Agreda, 162
Aguilar del Campo, 178
Alagon, 157
Albacete, 172
Alcalá de Henares, 205
Alcobendas, 166, 192, 240, 332
Aldea, 158
Alfaro, 158
Alicante, 174, 175, 217, 251, 274, 286, 294, 309, 322, 352, 364
Almazan, 162
Almeria, 352
Andujar, 114, 185, 202
Angleterre, 58, 73, 108, 154, 230, 288, 291, 349
Aran, vallée d', 49
Aranda, 190
Aranda de Duero, 209, 210, 229, 270, 333
Aranjuez, 306
Arauzo, 348
Aspet, 49
Astorga, 109
Auch, 295
Aurillac, 288
Autriche, 37, 54, 58, 60, 64, 297

B

Badajoz, 229, 237, 244, 247, 248, 251, 262, 293, 303, 347, 363
Balmaseda, 157
Banyuls, 41
Barcelone, 32, 36, 41, 43, 44, 47, 65, 103, 141, 153, 170, 213, 219, 226, 229, 230, 232, 241, 246, 251, 253, 256, 259, 264, 272, 284, 286, 287, 290, 295, 297, 309, 317, 348, 361, 362, 364, 380
Bastan, Vallée de, 290
Batanzos, 268
Bayonne, 36, 41, 45, 50, 74, 75, 80, 81, 83, 100, 103, 105, 106, 108, 128, 131, 133, 134, 155, 175, 182, 188, 195, 212, 216, 218, 220, 222, 264, 283, 295, 312, 313, 316, 317, 320, 323, 326, 377
Baza, 305
Béhobie, 94
Bergara, 92
Berlin, 59, 305
Bermeo, 216
Bilbao, 60, 65, 73, 76, 86, 99, 133, 144, 146, 152, 153, 185, 197, 198, 200, 201, 205, 208, 212, 213, 216, 217, 220, 222, 229, 256, 264, 270, 285, 299, 330, 366, 367, 369
Blanes, 213
Bordeaux, 76, 218, 288, 317, 377
Bourg-Madame, 295
Briviesca, 145, 162, 282
Burgo de Osma, 285
Burgos, 102, 146, 155, 162, 164, 185, 188, 190, 199, 200, 203, 219, 229, 237, 255, 270, 275, 282, 290, 294, 330, 332, 338, 340, 348, 353, 366, 372, 385

C

Cadix, 35, 36, 58, 99, 106, 112, 122, 174, 190, 201, 214, 221, 229, 230, 232, 235, 237, 244, 245, 246, 247, 248, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 261, 264, 273, 288, 293, 294, 300, 301, 304, 309, 316, 320, 322, 355, 356, 370, 371, 374, 375, 386
Calatayud, 150, 322
Campo Santo, 358
Caporoso, 96
Cardona, 229, 230, 262, 264
Carthagène, 220, 229, 251, 260, 262, 286, 364
Castro Urdiales, 216, 220, 248
Cegama, 208
Ceret, 43

Ch

Chiclana, 272
Chinchilla, 308
Chinchón, 306, 333

C

Ciempozuelos, 306
Ciudad Real, 350
Comillas, 159
Cordoue, 36, 173, 174, 210, 286
Cuba, 32, 41, 73
Cuenca, 127, 199, 286, 351, 357, 359

D

Denia, 306

E

Ecija, 146, 306
El Ferrol, 161
Elche, 330
Espinosa, 348

F

Ferrol, 209
Figuères, 226, 227, 229, 230, 246, 264, 274, 293, 295, 310, 344, 362
Fontarrabie, 90, 132

G

Garta, 183
Gérone, 142, 144, 170, 171, 229, 232, 252, 264, 272
Gibraltar, 221, 230, 291, 307
Gijon, 113
Granollers, 325
Grenade, 64, 173, 194, 195, 202, 286, 305
Guadalajara, 205, 347
Guardamar, 294
Gumiel, 164, 290

H

Haro, 271
Havre, 76
Hernani, 94
Hostalrich, 226, 229, 230, 261, 262, 264, 362
Huarte, 98
Huelgas, 237
Huelva, 309

I

Ibarra, 237
île de Léon, 229, 230, 246
Irun, 50, 89, 92, 93, 94, 97, 119, 129, 132, 155, 313, 326

J

Jaén, 286

L

La Corogne, 152, 161, 162, 196, 214, 215, 221, 229, 230, 232, 244, 245, 251, 253, 260, 262, 264, 268, 306, 312, 355, 356, 359, 362
Le Ferrol, 196
Lérida, 226, 229, 244, 255, 264, 362
Lerma, 164
Lille, 76
Logrono, 194, 306
Lorca, 286, 365
Lugo, 268, 365

M

Madrid, 37, 38, 39, 40, 46, 50, 52, 55, 56, 58, 59, 60, 62, 63, 67, 69, 74, 75, 76, 78, 84, 89, 97, 101, 102, 103, 104, 108, 111, 113, 114, 115, 119, 126, 139, 150, 153, 154, 161, 165, 167, 168, 172, 174, 179, 181, 182, 184, 190, 191, 195, 196, 198, 200, 205, 206, 207, 212, 213, 216, 220, 226, 227, 228, 229, 232, 234, 235, 237, 240, 241, 242, 243, 245, 251, 252, 254, 255, 256, 258, 260, 272, 275, 276, 278, 279, 280, 281, 282, 284, 285, 286, 292, 297, 301, 303, 304, 305, 306, 308, 314, 322, 324, 327, 330, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 342, 344, 345, 346, 348, 350, 353, 354, 371, 373, 375, 376, 377, 381, 382, 384, 385, 386, 387, 388
Madrilejos, 164
Málaga, 64, 162, 173, 197, 221, 307, 350, 356, 373
Manresa, 169

Marseille, 214, 217, 218, 221
Mataró, 270, 325, 334
Mérida, 309
Miranda de Ebro, 162
Molins de Rey, 362
Mondragón, 146, 194, 208
Montalvanejo, 357
Morte, 357
Moya, 170
Murcie, 172, 193, 204, 260, 269, 271, 285, 286

N

Nantes, 121
Navalmoral de Plasencia, 367
Nouvelle Orléans, 214

O

Ocaña, 88, 234, 306
Olite, 156
Orihuela, 251, 286, 294, 331
Oviedo, 286, 304, 350
Oyarzun, 93, 323

P

Padrón, 344
Palencia, 164
Palenzuela, 348
Palomar, 169
Pampelune, 36, 98, 119, 133, 151, 155, 156, 186, 187, 226, 227, 229, 230, 231, 234, 236, 239, 240, 242, 244, 246, 249, 250, 251, 254, 257, 261, 262, 263, 269, 288, 290, 338, 361, 363, 375
Pancorbo, 175
Paris, 36, 37, 39, 40, 42, 45, 48, 49, 50, 54, 59, 63, 67, 68, 72, 73, 76, 78, 88, 90, 99, 103, 107, 109, 110, 114, 115, 116, 157, 177, 179, 205, 208, 210, 214, 215, 228, 230, 231, 243, 253, 256, 258, 265, 275, 278, 280, 294, 297, 298, 299, 300, 302, 305, 311, 312, 319, 321, 326, 345, 355, 377
Passage, 99, 103, 177, 180, 181, 212, 363
Pavie, 358
Peñas de San Pedro, 338
Peralada, 98
Peralta, 156
Perpignan, 44, 45, 119, 290, 316, 317
Perthus, 41
Pinto, 306
Pontevedra, 308
Portugal, 109, 280
Portugalette, 216
Port-Vendres, 41
Prusse, 37, 54, 58, 60, 64, 297
Puente Mayor, 170
Puerto de Santa María, 174, 324, 373
Puigcerdá, 323
Puycerda, 51
Puycerga, 295

R

Reinosa, 150, 159, 160
Renteria, 90, 132
Reus, 270
Ricon del Soto, 158
Ripoll, 328
Rivadeo, 362
Roa, 146, 271, 285, 348
Russie, 37, 54, 58, 60, 64, 297, 299

S

Sahagun, 143
Saillagouse, 41
Saint-Béat, 49
Saint-Jacques de Compostelle, 365
Saint-Jean-de-Luz, 90, 129, 283
Saint-Jean-Pied-de-Port, 187
Saint-Pétersbourg, 59, 305
Saint-Quentin, 358
Saint-Sébastien, 36, 59, 65, 76, 88, 99, 102, 119, 128, 133, 145, 155, 156, 175, 177, 180, 212, 213, 226, 227, 229, 230, 232, 233, 245, 246, 247, 263, 264, 271, 273, 290, 315, 323, 363
Salamanque, 318, 325, 338, 357, 359
San Feliu de Gignols, 325
San Fernando, 232, 235, 236, 237, 238, 246, 313, 332, 387
San Lucar, 251, 325
San Vicente de la Barquera, 159

Santander, 71, 74, 77, 103, 108, 133, 150, 154, 159, 160, 180, 181, 188, 195, 204, 206, 209, 218, 219, 220, 248, 260, 292, 306, 308, 330
Santiago, 268
Santillana, 159
Santona, 133, 155, 159, 206, 216, 221, 226, 229, 230, 244, 260, 264, 292, 308, 332, 338, 361, 363
Saragosse, 36, 128, 142, 145, 150, 151, 155, 165, 172, 175, 189, 204, 205, 229, 230, 232, 235, 248, 252, 255, 259, 260, 262, 264, 270, 277, 292, 308, 330, 341, 355, 366, 368, 371
Saumur, 88
Ségovie, 154, 190, 197, 216, 277, 330
Seu d'Urgel, 36, 229, 230, 246, 259, 264, 309, 352, 379, 380
Séville, 36, 100, 108, 145, 174, 193, 216, 244, 257, 269, 274, 301, 308, 309, 310, 329, 337, 362, 363, 365, 371, 375, 382
Siguënza, 150
Soria, 285, 307

T

Tafalla, 96, 142, 156, 159, 289
Tarbes, 323
Tarifa, 255, 292, 293, 294, 296
Tarragone, 171, 270, 311, 364
Teruel, 64, 286, 309
Tolède, 167, 216, 330, 367, 374
Tolosa, 95, 96, 97, 125, 130, 139, 200, 229, 244, 264, 269, 270, 317, 335, 358
Torrejoncillo del Rey, 351
Torrelavega, 219
Tortosa, 42, 219, 237, 359
Toulouse, 50, 166, 296, 316, 325
Tudela, 152, 165, 187
Tuy, 365

V

Valdemoro, 306
Valdepeñas, 347
Valence, 127, 143, 171, 172, 179, 204, 251, 271, 273, 286, 336, 342, 347, 379
Valera de Arriba, 357
Valladolid, 165, 166, 190, 199, 330, 332
Valverde,, 351
Veletri, 358
Vergara, 146, 157, 194
Vérone, 33, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 78, 297, 379
Vich, 170, 193, 325
Viena, 150
Vienne, 59, 60, 305
Vigo, 292
Villabonne, 156
Villafranca, 96
Villafranca del Vierzo, 161
Villard el Saz, 357
Villareal, 156, 187
Villarubia, 356
Villatoro, 183
Villava, 234, 236
Villaviciosa, 306
Vitoria, 43, 60, 92, 100, 126, 157, 158, 190, 198, 200, 205, 208, 229, 231, 237, 245, 253, 256, 264, 270, 271, 285, 323, 326, 328, 332, 337, 366, 370, 377

X

Xérès, 174, 237

Z

Zalamea de la Serena, 365
Zamora, 274, 368

Annexes

Chapitre I

Document 1. Dépêche adressée au ministre de l'intérieur par le préfet des Pyrénées orientales, 18 mai 1822

Document 2. Lettre du consul de Saint-Sébastien au ministre des Affaires étrangères, 6 février 1823.

Document 3. Extrait du journal *El Procurador general del Rey*, 2 avril 1823.

Chapitre II

Document 4 Proclamation de S.A.R. le duc d'Angoulême aux Espagnols, 2 avril 1823

Document 5. Lettre de Guilleminot à Villèle, 27 mars 1823.

Document 6 . Extrait du journal *El Universal*, 13 avril 1823.

Document 7. Extrait du journal *El Espectador*, 29 mars 1823.

Document 8. Extrait du journal *Nuevo Diario de Madrid*, 19 avril 1823.

Document 9. Rapport à l'inspecteur général, 12 avril 1823.

Document 10. Rapport du Grand Prévôt, 12 avril 1823.

Document 11. Extrait du journal *El Espectador*, 17 mars 1823.

Document 12. Lettre de Martignac à Villèle, 27 avril 1823.

Document 13. Extrait du journal *El Universal*, 3 avril 1823.

Document 14. Extrait du journal *Nuevo Diario de Madrid*, 6 avril 1823.

Document 15. Lettre de Villèle à Angoulême, 22 octobre 1823.

Document 16. Extrait des mémoires d'Ouvrard, munitionnaire de l'armée des Pyrénées.

Chapitre III

Document 17. Lettre d'Angoulême à Villèle, 30 juin 1823.

Document 18. Lettre de Villèle à Angoulême, 6 mai 1823.

Document 19. Lettre de Martignac à Villèle, 30 avril 1823.

Document 20. Lettre du consul de Santander au ministre des Affaires étrangères, 28 août 1823.

Chapitre IV

Document 21. Lettre d'Angoulême à Villèle, 13 juillet 1823.

Document 22. Lettre du directeur de la police au ministre de la Guerre, 4 mai 1824.

Chapitre V

Document 23. Extrait du journal *El Espectador*, 20 janvier 1823.

Document 24. Extrait du journal *El Espectador*, 30 mars 1823.

Document 25. Extrait du journal *El Espectador*, 17 mars 1823.

Document 26. Extrait du journal *El Universal*, 5 mars 1823.

Document 27. Extrait du journal *El Universal*, 2 avril 1823.

Document. 28. Extrait du journal *Diario de la Corte*, 19 septembre 1823.

Document 29. Extrait du journal *Diario de la Corte*, 13 septembre 1823.

Document 30. Extrait du journal *Diario constitucional de Barcelona*, 26 septembre 1823.

Document 31. Extrait du journal *Diario de la capital*, 24 mai 1823.

Document 32. Extrait du journal *Diario de Madrid*, 22 septembre 1823.

Document 33. Extrait du journal *Diario constitucional de Barcelona*, 23 juin 1823.

Document 34. Extrait du journal El Espectador, 25 mars 1823.

Document 35. Extrait du journal *Diario de la capital*, 11 mai 1823.

Document 36. Extrait du journal *El Restaurador*, 7 août 1823.

Document 37. Extrait du journal *El Restaurador*, 12 août 1823.

Document 38. Extrait du journal *El Restaurador*, 1 juillet 1823.

Document 39. Extrait du journal *El Restaurador*, 6 août 1823.

Document 40. Extrait du journal *El Restaurador*, 4 septembre 1823.

Document 41. Extrait du journal *El Zurriago*, nº44, 1822.

Document 42. Extrait du journal *El Indicador de los espectáculos y del buen gusto*, 01 septembre 1822.

Document 43. Extrait du journal *Nuevo Diario de Madrid*, 17 février 1823.

Document 44. Extrait du journal *Diario de Madrid*, 1er novembre 1823.

Document 45. Extrait du journal *Diario de Madrid*, 21 novembre 1823.

Document 46. Extrait du journal *El Restaurador*, 15 novembre 1823

Document 47. Extraits du journal *Diario Balear*, 22, 26, 28 novembre 1823.

DOCUMENT 1.

DÉPÊCHE ADRESSÉE À S.E. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR PAR LE PRÉFET DES PYRÉNNÉES-ORIENTALES. 18 MAI 1822.

J'ai l'honneur de rendre compte à V.E. que les esprits se montrent en Catalogne de plus en plus exaspérés contre la France. Les nouvelles autorités semblent ne négliger aucun moyen pour exciter et entretenir cet état de fermentation. Monsieur le consul de France à Barcelone me mande sous la date du 14 de ce mois, que l'épouvante s'est répandue chez tous les français, quelle que soit leur opinion. Il a cru, dans cette circonstance grave, devoir placer tous les sujets du Roi, sous la protection du chef politique, et il a eu à reprocher à ce magistrat, outre l'inconvenance de ses expressions, de lui avoir dit en propres termes : Nous sommes en guerre ouverte contre le gouvernement français. Il se comporte très mal avec nous. Tous les Espagnols sont indignés, et si le Roi ne veut pas déclarer la guerre à la France, nous, qui avons fait la révolution, nous la déclarerons.

Il est probable que la fuite de Missas et sa réapparition en Catalogne, ne contribue pas peu à cet état de choses, mais je ne sais s'il n'y aurait pas encore plus de perfidie dans les moyens employés pour irriter les esprits. On me parle en ce moment d'une lettre du 9 de ce mois, que le chef politique de Gérone a fait insérer dans un journal, comme n'ayant été écrite par lui. Ne la connaissant pas je ne puis former aucun jugement mas on m'assure qu'elle est pleine de faits supposés et d'un style peu mesuré. J'espère voir ce journal, et j'aurai dans ce cas, l'honneur de rendre plus particulièrement compte à V.E.

Les hostilités entre les partis continuent. On peut regarder la Catalogne comme entièrement soulevée. Le bruit court que les insurgés ont établi une Junte Royale à Cerbera et que des troupes envoyées de l'Aragon ont reçu contrordre dans leur marche, attendu que les troubles avaient éclaté dans cette province. On venait aussi de recevoir la nouvelle à Barcelone, que le chef politique et les autorités de Lérida avaient dû quitter cette ville.

Le préfet des Pyrénées Orientales.
Signé : De Villeneuve.

Source : Service Historique de la Défense (SHD), Série D1 « Armée d'Espagne 1821-1828 », D2, correspondances, janvier-mai 1822.

DOCUMENT 2.
EXTRAIT D'UNE LETTRE DU CONSUL DE SAINT-SÉBASTIEN *AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,* 06/02/1823

Agence consulaire de France à Saint-Sébastien.
Nouvelles politiques et militaires.

Monseigneur,

Pour que votre Excellence puisse se rendre raison de l'effet qu'à produit à Saint-Sébastien parmi les exaltés le discours que le roi a prononcé à l'ouverture de la session des Chambres, discours qu'elle m'a fait l'honneur de m'adresser par sa dépêche du 28 janvier dernier, je m'empresse de joindre à la présente le *Liberal Guipuzcoano* du 3 où se discours se trouve commenté suivant l'opinion de ces mêmes exaltés qui est loin d'être partagé par la partie saine et même par la masse des habitants.

La lecture du discours du roi, monseigneur, a provoqué à la société patriotique de Saint-Sébastien quelques sorties où nous n'avons pas été ménagés mais jusqu'à présent on n'a pas poussé les choses plus loin, ce qui fait que le poste est encore tenable, en attendant que nos nationaux, instruits par leur agent se tiennent sur le qui-vive.

On attend dans tout ce mois et commencement du prochain, les troupes qui doivent garnir cette frontière ainsi que l'artillerie et les munitions [sic] On va même jusqu'à dire que le Comte d'Erlon doit venir d'Angleterre prendre un commandement dans l'armée espagnole. [...]

DOCUMENT 3.
EXTRAIT DU JOURNAL *EL PROCURADOR GENERAL DEL REY* DU 02 AVRIL 1823

EL GENERAL QUESADA AL EJÉRCITO REALISTA Y A LOS HABITANTES DE LAS TRES PROVINCIAS VASCONGADAS

Compañeros y amigos.

Cuando en agosto último me dispensasteis la honrosa distinción de elegirme vuestro jefe, estaba al frente del valiente y subordinado ejército de Navarra, que entonces tenía la gloria de mandar. La ciega obediencia, primer deber militar, me hizo dejar este mando, y vuelto a Francia al mismo tiempo que mi corazón anhelaba por unirse a vosotros y se complacía en admirar vuestros triunfos y vuestra constancia, trabajé hasta donde alcanzaron mis escasas fuerzas, por proporcionaros auxilios que hiciesen menores vuestros trabajos. Ya lo he conseguido, ya en breve me veréis a vuestra cabeza.

Habéis oído, compañeros, las augustas palabras del sabio y virtuoso Luis XVIII, jefe de la antigua dinastía de los Borbones, palabras que la Francia toda ha repetido con entusiasmo. Cien mil soldados mandados por el hijo de su corazón, S. .A. R. el señor duque de Angulema, van a la primera voz a derramarse por el suelo español. No vienen a dominarnos sino a traernos la paz, no a dictarnos leyes sino a dar libertad a nuestro cautivo Soberano, para que nos vuelva las antiguas y sabias que teníamos. El hijo de San Luis viene a poner sobre su trono al nieto de San Fernando; viene a restablecer en su brillo y dignidad la sacrosanta religión de nuestros padres, hollada por un puñado de impíos, viene en fin a darnos la felicidad que nos robo la traición de unos cuantos soldados perjuros. La Bandera Blanca acabará de cerrar las heridas que abrieron las águilas del usurpador de Europa. Recibámosla, compañeros, como un iris de paz; abramos los brazos a nuestros hermanos; no haya entre ellos y nosotros mas emulación que la de la felicidad a nuestros Soberanos, la de la disciplina y el orden. Sí, nuestros hermanos son; ya en Europa no hay mas que dos naciones, la una compuesta de impíos que socolor de la libertad aspiran a derribar los altares y los tronos trastornando el orden social; la otra de hombres religiosos y leales amantes de sus príncipes legítimos; aquella conspirando en reuniones secretas y tenebrosas la destrucción de cuanto hay sagrado en el universo; y esta representada por la Santa Alianza, cuyos magnánimos príncipes proclaman en alta voz los principios conservadores del orden.

Para patentizar lo grata que no es su llegada, he adoptado con mi estado mayor una banda blanca, que atada en la parte superior del brazo izquierdo, sea el emblema de nuestra indisoluble unión. Espero que todos los jefes y oficiales de mi cuerpo de ejército y de las justicias del territorio por donde pasemos que se apresurarán a imitar este ejemplo.

Pero no basta que demos una acogida fraterna a los franceses, será más glorioso para nosotros, que sean solo auxiliadores de nuestros esfuerzos y espectadores de nuestros triunfos. Volad pues a las armas, habitantes de las tres provincias; venid presurosos a alistaros en las banderas del honor y de la fidelidad. Los magnánimos y valientes Merino y Zabala estarán con nosotros, y a una con el insigne Trapense, que está a mi lado para ayudarme y aconsejarme, serán vuestros modelos y guías. Yo procuraré hacerme digno de ellos y de vosotros. Soldados, habitantes vascongados, españoles todos, unión, valor y disciplina, y pronto romperemos las cadenas que oprimen a nuestro Rey y a nuestra patria.

San Juan de Luz a 10 de marzo de 1823. Vicente de Quesada.

DOCUMENT 4

PROCLAMATION DE S.A.R. LE DUC D'ANGOULÊME AUX ESPAGNOLS

Espagnols,

Le roi de France, en retirant son ambassadeur de Madrid, espérait que cet avertissement rappellerait le gouvernement espagnol à des sentiments plus modérés, et lui ferait ouvrir l'oreille aux conseils de la raison et de la bienveillance. Deux mois et demi se sont passés, et S. M. a attendu en vain qu'il s'établit en Espagne un ordre de choses compatible avec la sûreté des États voisins.

Le gouvernement français a supporté pendant deux ans avec une patience sans exemple les provocations les moins méritées. La faction révolutionnaire, qui a détruit dans votre pays l'autorité royale, qui tient votre roi captif, qui demande sa déposition, qui menace sa vie et celle de sa famille, a porté de l'autre côté de vos frontières ses coupables efforts. Elle a tout mis en œuvre pour corrompre l'armée de S. M. T. C., et pour exciter des commotions en France, ainsi qu'elle est venue à bout de le faire par la contagion de ses mauvaises doctrines et de ses exemples à Naples et dans le Piémont. Voyant ses espérances trompées, elle a appelé des traîtres, condamnés par nos tribunaux, pour mettre à l'exécution, à l'aide de la rébellion, les complots qu'ils avaient formés contre leur patrie.

Il est temps de mettre un terme à l'anarchie qui désole l'Espagne, qui empêche la pacification de ses colonies, qui l'isole du reste de l'Europe, qui a rompu toutes ses relations avec les augustes souverains qui sont unis à S. M. T. C. par les mêmes intentions et les mêmes désirs ; enfin, qui compromet la tranquillité et les intérêts de la France.

Espagnols ! la France n'est pas en guerre avec votre pays. Du même sang que vos rois, je ne puis désirer que votre indépendance, votre bonheur et votre gloire. Je vais traverser les Pyrénées à la tête de cent mille Français ; mais c'est pour m'unir aux Espagnols amis de l'ordre et des lois ; pour les aider à délivrer leur roi captif ; à rétablir l'autel et le trône, à sauver les prêtes de l'exil, les propriétaires de la spoliation, la peuple du joug de quelques ambitieux qui, en proclamant la liberté, préparent l'esclavage et la ruine de l'Espagne.

Espagnols ! tout se fera pour vous et avec vous ; les Français ne sont et ne veulent être que vos auxiliaires. Votre bannière seule flottera sur vos cités ; les provinces que traverseront mes soldats seront administrées au nom de Ferdinand par des autorités espagnoles ; la discipline la plus sévère sera observée, et tout ce qui sera nécessaire au service de l'armée sera payé avec une religieuse fidélité. Nous ne prétendons ni vous imposer des lois, ni occuper votre pays ; nous ne désirons que vous rendre l'ordre. Quand nous y seront arrivés, nous retournerons dans notre patrie, heureux d'avoir préservé un peuple généreux des maux que produisent les révolutions, et que l'expérience ne nous a que trop appris à connaître.

Quartier général de Bayonne, 2 avril 1823.

Louis-Antoine.
Pour S.A.R. le prince-général en chef,
Le conseiller d'État, commissaire civil de S. M. T. C.
De Martignac.

Source : *Essais historiques et critiques pour servir à l'histoire d'Espagne de 1820 à 1823*, par le Marquis de Miraflores, Paris, Impr. de Bourgogne et Martinet, 1836, tome II , p. 428-429.

DOCUMENT 5

LETTRE DE GUILLEMINOT A VILLÈLE LE 27 MARS 1823

Monsieur,

J'ai reçu avec la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 22 du courant, la proclamation que doit publier Mgr le duc d'Angoulême en entrant en campagne. Cette pièce doit produire le meilleur effet sur les Espagnols et je ne puis douter que, si nous parvenons à tenir les sages résolutions qu'elle annonce, la guerre ne soit bientôt terminée avec peu d'effusion de sang. Les deux seules difficultés considérables de notre intervention sont de pourvoir aux besoins de l'armée en Espagne et de contenir le parti que nous y secondera. V. Exc. se charge de la première, et les mesures qu'elle veut bien me faire connaître me donnent lieu d'espérer que nous pourrons payer régulièrement la solde des troupes et suffire même aux premiers approvisionnements à faire dans le pays.

Quant à la seconde, nous travaillons à la lever en préparant pour l'armée de la Foi une organisation régulière, qui la soumette à l'autorité du prince général en chef et y introduise de l'ordre et de la discipline. Mais il ne faut pas se dissimuler que nous aurons beaucoup à faire, pour ne parvenir à ces résultats que bien imparfaitement.

Santos-Ladrón, principal chef des guérillas de la Navarre, vient de récuser l'autorité du général O'donnell, et a entrainé presque toutes les troupes de Navarre que nous venions d'habiller et d'armer. Ceux de la Catalogne et de la Biscaye, sans faire de déclaration formelle à cet égard, n'ont guère de relation avec les chefs qui sont en France, que pour les besoins de leurs troupes ; ils parcourent le pays en se livrant à toutes sortes d'exactions, de vengeances, et s'y font craindre à tel point que les classes les moins portées à favoriser les révolutionnaires, concourent pourtant à la destruction de ces bandes. Quel que soit l'éloignement de quelques-uns des membres de la Régence pour le général Eguia, je pense qu'il serait bon de l'admettre dans le nouveau conseil, parce qu'il a une grande influence sur les chefs des guérillas ; son mécontentement serait dangereux. S.A.R. doit déjà savoir à quoi s'en tenir sur les meilleurs moyens de rapprocher entre eux les partis de Mataflorida y d'Eguia et rattacher ainsi à la nouvelle junte le plus grand nombre possible d'Espagnols marquants.

J'attends l'arrivée de MM. de Martignac et de Caux et suis prêt à agir de concert aux eux pour toutes les relations délicates que nous devons entretenir avec la nation espagnole. D'après les intentions de V. Exc., l'ordre d jour basé sur la proclamation aux Espagnols sera lu à l'armée le jour même de la publication de cette pièce.

J'accepte avec autant d'espoir que de reconnaissance les vœux de V. Exc. a la bonté de m'adresser ; je puis au moins lui promettre que je ferai tout pour qu'ils soient bientôt réalisés.

Je suis avec un profond respect, Monseigneur, de V. Exc., le très humble et très obéissant serviteur.

Bayonne, 27 mars 1823.

Le major général
Comte Guilleminot

Source : VILLELE, Joseph. *Mémoires et correspondances du comte de Villèle*, Paris, Perrin, 188-1890, 5 vol., tome III, p. 291

DOCUMENT 6

EXTRAIT DU JOURNAL *EL UNIVERSAL* DU 13 AVRIL 1823

¡Atención españoles! Y abrid vuestros oídos, que vais a oír el primer sermón que os dirige desde los Pirineos el hijo de su padre, y el nieto de su abuelo. No creáis sin embargo que es S. A. quien habla, pues nos consta que no es sujeto de grandes predicaderas, y que por lo regular no se halla con palabras hechas; así que lo que ahora dice es por boca de ganso, y este es en el caso presente M. de Martignac, abogado gascón, consejero de estado, y comisario civil de S. M. Cristianísima. Oíd, pues, como se explica en una proclama impresa en Bayona en español y francés, y fecha el día 2 de abril.

"El duque de Angulema, general en jefe del ejército de los Pirineos, a los españoles.

¡Españoles! El rey de Francia, cuando llamó a su embajador de Madrid, esperaba que el gobierno español, advertido con esto de los peligros que le amenazaban, adoptaría sentimientos más moderados, y dejaría de mantenerse sordo a los consejos de la benevolencia y de la razón. Dos meses y medio se han pasado y S. M. ha esperado en vano ver establecido en España un orden de cosas compatible con la seguridad de los estados vecinos (1).

El gobierno francés ha estado sufriendo, por 2 años consecutivos con una longanimidad que no tiene ejemplo, las más injustas provocaciones (2). La facción revolucionaria que ha destruido la autoridad real en vuestro país (3), que tiene cautivo a vuestro rey, que pide su deposición, y que amenaza su vida y la de su familia, ha extendido sus criminales esfuerzos aún más acá de vuestras fronteras (4). No ha habido medio que no haya empleado para corromper el ejército de S. M. Cristianísima, y para excitar en Francia turbulencias parecidas a los levantamientos que había efectuado en Nápoles y el Piamonte con el contagio de su ejemplo y de su doctrina. Engañada en sus esperanzas ha llamado a traidores condenados por nuestros tribunales, para que consuman desde España, bajo la protección de la rebelión triunfante, las tramas que habían urdido contra su patria (5).

Ya es tiempo de poner un término a la anarquía que despedazaba la España, que la priva de la fuerza para pacificar sus colonias (6), que la separa de la Europa, que ha roto todas sus relaciones con los augustos soberanos unidos por las mismas intenciones y los mismos deseos con S. M. Cristianísima, y que compromete el reposo y los intereses de la Francia (7).

¡Españoles! La Francia no está en guerra con vuestra patria (8). Nacido yo de la misma sangre que vuestros reyes, no puedo desear otra cosa sino vuestra independencia, vuestra felicidad y vuestra gloria (9). Voy a pasar los Pirineos al frente de cien mil franceses (10), pero lo hago solo para reunirme con los españoles amigos del orden y de las leyes (11), para ayudarles a que pongan en libertad a su rey cautivo (12), a que levanten el altar y el trono (13), a que liberten a los clérigos de la proscripción (14), a los propietarios de las espoliaciones (15), y al pueblo entero de la dominación de algunos ambiciosos, que proclaman la libertad, y solo preparan la esclavitud y la ruina de la España.

¡Españoles! Todo se hará para vosotros y con vosotros; los franceses solo quieren ser vuestros auxiliares; solo vuestra bandera se tremolará en vuestras ciudades; las provincias que atraviesen nuestros soldados serán administradas por autoridades españolas en nombre de Fernando; se observará la más severa disciplina, y cuando sea necesario para el servicio del ejército será pagado con una exactitud religiosas (16). Nosotros no pretendemos ni imponeros leyes, ni ocupar vuestro país; solo deseamos vuestra redención (17), y luego que la hayamos obtenido, nos volveremos a nuestra patria (18) teniéndonos por felices de haber preservado a un pueblo generoso de las desgracias que acarrea una revolución, y que la experiencia nos ha dado a conocer demasiado (19).

Cuartel general de Bayona, 2 de abril de 1823. Luis Antonio. Por S.A.R. el príncipe, general en jefe, el consejero de estado, comisario civil de S. M. Cristianísima, De Martignac.

Aquí tenéis, españoles, vomitado todo el veneno que se estaba formando tanto tiempo hace en las rencorosas entrañas de los *ultras*. Aquí tenéis, no una proclama, sino una *declaración de guerra formal*; hecha no por un gobierno como es costumbre, sino por un general de un ejército extranjero. En llegando este papelucho a manos del general Mina, ¿no podrá decir al señor duque: tú vas a pasar los Pirineos con 100 000 hombres; pues yo voy a pasarlos para entrar en Francia con los que pueda?. El tiempo lo dirá, pues según está de cargado, nos parece que vamos a ver cosas muy extraordinarias.

(1) Este pobre rey de Francia siempre tiene la desgracia de que no le salga lo que espera; bien es verdad que el tiene la culpa, pues ya debía saber que el peligro no arredra a los españoles cuando se trata de defender su honor y sus derechos, y que no son tan necios que gradúen la perfidia de benevolencia, y de razón, la injusticia. ¡Bien dijo quien dijo que ciertas gentes nada malo olvidaban, y nada bueno aprendían!

(2) Es a cuando puede llegar la impudencia, llamar provocación al sufrimiento y atribuir al gobierno francés la longanimidad sin ejemplo, que toda la Europa está admirando a los españoles.

(3) Cuando proclamó el año 12 en Cádiz la constitución que reconoció toda la Europa, y cuando derramó generosamente su sangre para sacar a S. A. y a todos los suyos del estado de miseria en que vivían en Inglaterra. Los legisladores de Cádiz eran entonces héroes incomparables y modelos de fidelidad, pero en el día no son más que una facción revolucionaria, que con aquella constitución ha destruido la autoridad real.

(4) Aquí hay tantas mentiras como palabras, mentiras repetidas mil veces por los periódicos ultras de París, y refutadas otras tantas por cuantos han sido testigos de la revolución de España. Debemos advertir además, que al último de esta frase hay en el original francés una expresión equívoca, pues dice *au-delà de vos frontières*, hablando S. .A. en Bayona, debía decir *en deça*; lo que nos hace sospechar que en esto va envuelta cierta amenaza contra el Portugal, atribuyendo su revolución a las instigaciones de los españoles.

(5) No dirían más los españoles si quisiesen reconvenir al gobierno francés por la conducta que ha observado con ellos. Es falso que la España haya llamado a los franceses enemigos de su gobierno; lo que únicamente ha hecho ha sido concederles el asilo que reclama la humanidad, y que prescriben sus leyes; así como lo autorizan las leyes inglesas y las de otras muchas naciones sin que por eso les hagan hecho ningún cargo las otras potencias. Cuando en España ha estallado la guerra civil el gobierno ha permitido a estos valientes y desgraciados patriotas que tomen las armas contra los facciosos, y en esto ninguna ley del derecho de gentes ha quebrantado. Si ahora les ha permitido obrar según sus deseos contra el gobierno francés, hechese este la culpa así mismo, y reconozca que la España no ha hecho más que usar del derecho de represalias. ES preciso haber olvidado hasta las primeras nociones de la justicia para sostener que el gobierno español no debe proteger a los enemigos de los protectores de Misas, del Trapense, y de Quesada.

(6) ¡Buena noticia para el ejército español! Que desde ahora debe tener entendido que si se deja dictar la ley por el nieto de san Luis, habrá de pasar a los desiertos de América a curarse de su amor a la libertad y a la independencia de su patria.

(7) Esto de intereses ya lo explicó el vizconde de Chateaubriand cuando dijo: que de resultas de la revolución de España no íbamos a comprar mulas al Poitou. No hay remedio, les ofende el que mejoremos nuestra suerte, y quieren que seamos como hasta aquí tributarios de la Francia en todos los ramos de la industria.

(8) Los niños y los tontos dicen las verdades, y por eso S. A. ha dicho esta que lo es y muy grande. No, la Francia no está en guerra con la España, son su infame gobierno, y para que haya paz es necesario que él o nosotros perezcamos.

(9) La razón no es, que digamos, muy poderosa, pero sea de esto lo que fuere tenga entendido S. A. que no hay independencia para una nación cuando permite que otra intervenga en sus negocios interiores, que no hay felicidad para la España si pierde las instituciones que ha adoptado y que quedará eclipsada toda su gloria, si habiendo resistido a Napoleón, sufre ahora el oprobio de que los ultras le den la ley.

(10) Con los que faltarán pudiera formarse una división que hiciese experimentar a S. A. un desmán semejante al de la Palu.
(11) Como por ejemplo Merino, Bessières, Mosen Anton, el Locho, y los ladrones y asesinos escapados de las cárceles que forman sus gavillas.
(12) Ya es tarde.
(13) Nadie los ha derribado. Los constitucionales españoles los sostienen; los malos sacerdotes, y los aduladores de los reyes son los que verdaderamente tratan de derribarlos, y tanto podrán empeñarse que quizá lo lograrán.
(14) Aunque sean rebeldes, y enemigos de las leyes, porque en siendo clérigos todo debe serles permitido. ¿No es verdad señor duque?
(15) Estos propietarios serán los perceptores de diezmos y derechos feudales, y los monjes poseedores de ricos bienes. Así pues a Dios crédito público; a Dios compradores de bienes nacionales, pues todo volverá a su antiguo ser y estado, y el labrador que tan contento estaba con pagar medio diezmo, volverá a pagar el diezmo entero.
(16) El que mucho ofrece poca esperanza puede haber de que lo cumpla. Y si la palabra que da ahora S. A. se la lleva el viento, ¿qué harán entonces los españoles? Pues hagámoslo ahora y tendremos mucho adelantado. Lo de la severa disciplina hace reír, oído de la boca de un general que tiene la poca vergüenza de llamarse auxiliar de asesinos y salteadores de caminos.
(17) ¡Qué caridad tan evangélica! Solo faltaba al señor duque para ser digno nieto de su abuelo el meterse redentor de cautivos ¡Cuidado con el contagio moral! que es peor que la peste de levante, pues aunque el señor duque está bien libre de que se le pegue, podrá suceder que infeccione a los que le acompañen, y ¿entonces? Entonces si que podrá llamarse en un todo nieto de su abuelo.
(18) Eso mismo decían los que vinieron con Napoleón, y sabe dios cuantos se nos quedaron por acá.
(19) No son las revoluciones las que causan esos males sino los enemigos de las reformas, que para estorbarlas excitan las pasiones, y extravían las sanas intenciones de los pueblos. Estudie S. A. la historia de su familia, y hallará de donde han nacido los males que han deshonrado la revolución francesa, y las calamidades que ahora sufre la España.

DOCUMENT 7

EXTRAIT DU JOURNAL *EL ESPECTADOR* DU 29 MARS 1823

Dícese que el hermoso y valiente regimiento de la Unión, antes Imperial Alejandro, fuerte de 1600 plazas viene establecerse en Irún. Si esto es cierto y le siguen algunos otros de los brillantes cuerpos que hay en este quinto distrito, los franceses experimentarán desde el primer momento en que pisen nuestro territorio, que en España no entran extranjeros impunemente y sin disparar un tiro, como se lo prometen los jefes feotas; y con esto solo estamos seguros que el miedo que ahora tienen llegará a ser en muy poco tiempo desconcierto e indignación contra los que así los traen engañados.

DOCUMENT 8.

EXTRAIT DU JOURNAL *NUEVO DIARIO DE MADRID* DU 19 AVRIL 1823

El mariscal de campo de los ejércitos nacionales don Juan Martín Diez, el Empecinado, dirige la siguiente proclama:

Españoles: los franceses han osado invadir traidora y vilmente nuestro santo suelo y marchan sobre el Ebro. Siempre español y libre estoy decidido ha haberles por segunda vez guerra a sangre y muerte. En la invasión de 1808 peleé por la independencia y ahora pelearé por esta y las libertades públicas.

Castellanos: estoy competentemente autorizado para formar cuerpos constitucionales que hostilicen al enemigo, uníos a mí en esta ciudad o en las riberas de Aranda de Duero; corred a tomar las armas, y allí donde os conduzca, hallaréis el deber y la gloria. Volvamos a la guerra contaminosa, seamos Viriatos, y faltos del genio que al francés hizo soldado, combatiremos destruyendo a esas hordas de esclavos. No deis oídos a infames franceses que pretenden vuestra esclavitud. Siempre Constitución y siempre virtudes, y no habrá poder sobre la tierra que avasalle a los libres. Viva la nación, viva la Constitución, viva la religión y viva la libertad.

Valladolid, 16 de abril de 1823. El Empecinado.

DOCUMENT 9
RAPPORT A L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DU 12 AVRIL 1823

J'ai questionné plusieurs habitants des provinces d'Espagne, voisines de cette frontière et que nos troupes ont déjà traversées à l'effet de connaître leur opinion sur la guerre actuelle. Ces gens ne savent comment exprimer leur comportement de la bonne conduite et de la discipline de nos soldats, conduite bien différente du mauvais traitement dont les ennemis de l'ordre les avaient menacés, et si en opposition avec celle d'une classe de leurs compatriotes qui, tout en se disant leurs frères, les traitaient en ennemis. Aussi assurent-ils que les moyens que nous avons adopté nous acquerront plus de partisans dans leur pays que l'emploi de toutes nos forces militaires. L'Espagnol ne peut être dompté par la terreur (la guerre de Bonaparte ne l'a que trop trouvé) mais il se vend facilement aux bons procédés et vient bientôt ami aussi sincère que dévoué.

La politique qui gouverne notre campagne dans la péninsule fait le désespoir des révolutionnaires, désespoir d'autant plus cruel, qu'elle anéantit leur règne en leur ôtant les moyens de triompher plus longtemps, le peuple espagnol sur les sentiments paternels de notre auguste Roi pour les sujets d'un prince de sa famille. Ce que je viens d'avancer, d'après l'autorité désignée d'autre part, peut-être vérifié au passage en France d'habitants ou voyageurs venant du endroit de l'Espagne occupée par nos soldats ; mais pour atteindre le but proposé, il est indispensable d'apporter la plus grande attention aux réponses de ceux que l'on interrogera, afin de reconnaître et de distinguer l'homme vrai du partisan de la révolution : cette distinction sera très facile à faire parce que ce dernier ne manquera pas de démentir les louanges méritées accordées à nos troupes et d'ajouter qu'elles doivent s'attendre à essuyer les plus grands revers, tels par exemple, que ceux que nos armes éprouvèrent dans la dernière guerre ; ce langage est dans la bouche de tous les ennemis de la légitimité de France comme d'Espagne, mais à leur grand déplaisir personne ne se trompe sur les vues cachées sous cette apparence de philanthropie.

Le bruit court que nos troupes sont entrées à Vitoria dans l'après-midi de la journée d'hier : la construction de cette ville ne permettant pas d'y faire aucune résistance, il est à croire que nos soldats s'en seront rendus maîtres sans bruler une amorce. On dit également que Bilbao est tombé au pouvoir de l'armée de la Foi.

Pampelune et Saint-Sébastien sont toujours bloquées : on attends sans doute, pour pouvoir attaquer ces places avec avantage, l'arrivée des pièces d'artillerie de siège.

Un voiturier qui a passé l'Èbre il y a trois jours m'a dit aujourd'hui que les troupes constitutionnelles réunies sur ce point sous les ordres de Ballesteros ne formaient par au-delà de 7 à 8000 hommes. Il a ajouté qu'il avait rencontré en deçà de Burgos un assez grand nombre de miliciens, la plupart sans armes, qui allaient joindre Ballesteros. Voilà les soldats expérimentés que la constitution opposera lors du passage de l'Èbre, à la valeur française conduite par un prince issu du sang du Grand-Henry.

Je suis avec respect,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Signature illisible.

Source : SHD, GR, D1-7.

DOCUMENT 10

RAPPORT DU GRAND PRÉVÔT DU 12 AVRIL 1823

Le Grand Quartier Général a été abondamment pourvu de vivres ; les paysans avaient apporté et vendaient à des prix assez raisonnables de la volaille, de légumes secs et du laitage. La viande coûtait six sou d'Espagne la livre et le pain le même prix (ce qui fait 8 sous de France).

Les distributions ont été faites avec ordre. On délivrait de l'orge, du maïs et de l'avoine, à raison de 8 livres par cheval. La paille pesait 8 kilogrammes.

Quelques soldats espagnols se sont présentés au magasin, avec des bons non visés par l'intendant. Les gardes-magasins ont dû les refuser, en leur disant de les faire munir du visa. Les militaires ont dit qu'ils s'en plaindraient à leurs chefs.

Un Espagnol venant de Vitoria n'a été amené. Il avait quitté cette ville depuis plusieurs jours. Il assure que les espagnols rassemblaient leurs forces derrière l'Èbre. Il n'a pu d'ailleurs donner aucun détail intéressant.

Un exemplaire de proclamation révolutionnaire, rédigée par les réfugiés français et adressée aux soldats de l'armée a été trouvé dans la rue major par un gendarme.

Les recherches que je fais faire, d'après les renseignements qu'on m'avait données hier, n'ont jusqu'à ce moment produit aucun résultat.

Le Grand-Prévôt,
D'Andre.

Source : SHD, GR, D1-7

DOCUMENT 11

EXTRAIT DU JOURNAL *EL ESPECTADOR* DU 17 MARS 1823

LETTRE DE JUAN PALAREA AUX MADRILÈNES

Madrileños. Al acceder en parte S. M. a mis deseos, restituyéndome a mi carrera militar, y acercándome al teatro de la guerra, en donde pueda sellar con mi sangre la seguridad de la independencia nacional y de las libertades patrias, confiriéndome el mando militar de la provincia de Santander y el gobierno de la importante plaza de Santoña, solo el sentimiento de dejaros puede acibarar el placer con que marcho a aproximarme a los enemigos.

Testigo veinte y tres años hace de vuestras virtudes, habiéndolas experimentado tan de cerca en la gloriosa lucha contra los ejércitos de Bonaparte; viendo la noble impaciencia con que mal grado vuestro sufristeis el despotismo atroz los seis años que gravitó sobre los españoles todos; la decisión con que lo arrojasteis mas allá del Pirineo en los para siempre memorables días 7 y 9 de marzo de 1820; la consumada prudencia con que habéis sabido desbaratar las infames tramas en que constantemente ha tratado de enredaros desde entonces la mano alevosa del pabellón Marsan, y sus viles agentes; la fortaleza con que rechazasteis y vencisteis la pérfida agresión de los guardias reales; la generosidad y circunspección con que usasteis de la victoria; y por último, la cordura de vuestro parte mientras he tenido el honor de estar encargado del gobierno político de esta provincia; seria el mas ingrato de los hombres si al despedirme de vosotros no os diese la mas expresivas gracias por vuestra noble conducta, por la decisión y docilidad con que os habéis prestado a apoyar la ley y mi autoridad, sin que haya sido nunca necesario usar de la fuerza para hacerla respetar, y sin que ni una vez sola haya quedado desairada; y en fin, por el cordial afecto que siempre os he debido.

Madrileños. Colocado ahora no distante de la frontera, en el caso de que seamos invadidos, si los agresores intentasen avanzar hacia vuestro territorio sagrado, me veréis hostilizarlos constantemente, incomodarlos sin cesar, y contribuir por último a que sus cadáveres fecunden el terreno mismo que lleguen a profanar con su inmunda planta. Si algunos bravos del 7 de julio en la lucha que vamos a emprender, quisiesen unir a los míos sus esfuerzos, que corran a mi provincia, que se lleguen a mi seguros de que los recibiré con la mayor cordialidad, y de que reunidos trabajaremos incansablemente por la independencia y por la libertad de la madre patria.

Entretanto solo un recuerdo vuestro me llenará de satisfacción; y cualquiera que sea mi suerte y la situación en que me halle, los heroicos madrileños pueden estar seguros de que tendrán siempre en mí un amigo sincero, un compañero decidido a sostener las libertades públicas, según están consignadas en la constitución política de la monarquía española sancionada en Cádiz en 1812; y que ha jurado, y lo cumplirá, vivir libre, o morir matando.

Madrid, 15 de marzo de 1823. Juan Palarea.

DOCUMENT 12
LETTRE DE MARTIGNAC AU COMTE DE VILLÈLE
VITTORIA, LE 27 AVRIL 1823

Monsieur le comte, S.A.R. me charge de rendre compte à V. Exc. d'une mesure qu'elle vient de prendre.

J'ai déjà parlé plusieurs fois des mauvais dispositions dans lesquelles étaient M. de Mataflorida et M. l'archevêque de Tarragone. La lettre de ce dernier, que j'ai eu l'honneur de vous envoyer, et qu'il a pris le soin de publier lui-même par des copies qui circulent dans le pays, a dû vous faire connaître l'esprit d'hostilité qui les anime. Nous en avons aujourd'hui des preuves plus positives encore. J'ai communiqué au prince une lettre signée par tous les deux, et où des instructions dont données pour diviser et détourner les royalistes. Cette lettre, qui m'a été confidentiellement montrée, annonce des desseins tout à fait ennemis ; quoique je ne crois pas de tels efforts bien redoutables, j'ai pensé cependant qu'il était imprudent de laisser si près de la frontière des hommes disposés à nous nuire et constamment occupés de ce soin. J'ai en conséquence remis à S.A.R. le rapport dont je joins ici copie.

S.A.R. a donné à M. le major général l'ordre de faire inviter les deux membres et les deux principaux agents à se rendre séparément dans des villes dépendantes des divisions comprises dans son commandement ; mais comme il serait possible que, dans l'intervalle, d'autres ordres fusent émanés du gouvernement, il sera dit que, dans ce cas, les ordres du gouvernement seront exactement exécutés.

Nous n'avons pas, je vous assure, besoin de cette complication pour rendre notre position difficile ; la prolongation de notre séjour ici, qui laisse aux passions le temps d'agir, et à nos ennemis celui de se reconnaître, et de consulter et de combiner leurs ressources, augmente chaque jour nos embarras.

Jusqu'ici la peur avait éloigné les hommes connus par l'exagération de leurs opinions révolutionnaires, ou les avait déterminés à se cacher. L'esprit de modération, de paix, qui a présidé à tous les actes du prince, et que nous avons communiqué autant que possible au gouvernement provisoire, a rassuré ces hommes. Beaucoup d'entre eux ont reparu et, forts de la sécurité que notre présence leur donne, ils ont affecté de braver la partie saine de la population, qui voit en eux des persécuteurs. La protection qui leur est accordée commence à paraître injuste, et blesse l'opinion royaliste, qui est incontestablement celle de la masse, et qu'il serait bien impolitique d'aliéner.

Avant-hier au soir, une réunion de quatorze individus, tous anciens volontaires connus par leur exaltation, fut dénoncée au commandant espagnol qui exerce la partie civile. On assura que cette réunion était fréquente et qu'il s'y tramait quelque plan coupable. Le commandant averti du mécontentement du peuple, et persuadé que cette réunion secrète était dangereuse, fit arrêter ces individus qui sont encore détenus.

Le prince fut d'abord irrité de cette mesure et voulut faire mettre en liberté ceux qui avaient été arrêtés. Tout en déplorant la nécessité de cette arrestation, je l'engageai à suspendre cette détermination et à entendre les membres de la junte, qui connaissent le pays et qui pouvaient l'éclairer. Un conseil eut lieu hier au soir ; le prince appela sur ma demande le major général, le général Bordesoulle, et MM. Erro et Calderon. Il fut reconnu là que, dans les circonstances difficiles où nous sommes, la mesure prise était commandée par la prudence ; qu'elle était le seul moyen de prévenir des excès, de satisfaire la population en évitant les actes de violence, et de contenir les révolutionnaires dans une inquiétude nécessaire.

Ce qui s'est passé hier à Villareal est une preuve de la sagesse de cette mesure. Un des révolutionnaire les plus ardents s'étant montré dans la ville, le peuple a voulu se jeter sur lui ; des soldats français l'ont préservé, mais ils n'ont pu le mettre en sûreté que dans la prison, où ils l'ont en effet conduit.

Si l'on connaissait bien tout ce qu'ont souffert les habitants de ces provinces, surtout dans ces derniers temps, on serait loin de s'étonner d'une pareille effervescence et l'on aurait peine à concevoir qu'elle ait été contenue comme elle l'a été.

Au surplus, aucun des hommes arrêtés ici ne sera détenu en prison pour des faits antérieurs. On instruit contre eux, et ceux contre lesquels il n'y avait rien de postérieur au rétablissement de l'autorité légitime, seront mis sur-le-champ en liberté, avec invitation de ne pas se montrer en public pendant les premiers jours.

La junte vient d'arrêter quelques mesures générales dont la nécessité se fait sentir tous les jours. Un certain nombre d'habitants ont quitté leur domicile et vont dans les autres provinces, ou pour y prendre les armes, ou pour y susciter des ennemis. La junte leur enjoint de réintégrer leur domicile dans un délai déterminé ; elle promet à ceux qui rentreront et qui se soumettront aux lois, qu'ils ne seront pas inquiétés, et ordonne la séquestration provisoire des biens de ceux qui ne se représenteraient pas dans un mois. Elle défend de voyager sans passeport et de porter des armes sans permission ; elle ordonne de traduire devant les tribunaux ceux qui, dans les pays occupés, feront résistance aux armées alliées, ou aux autorités constituées.

Toutes ces dispositions ne doivent avoir qu'une exécution provisoire et sont subordonnées à ce qui sera arrêté par le gouvernement, dès qu'il sera établi à Madrid. Une proclamation particulière rappelle les miliciens incorporés dans les troupes constitutionnelles et les autorise à rentrer chez eux avec dispense de service. Cette mesure achèvera de désorganiser l'armée ennemie.

Voilà notre position intérieure ; elle est difficile, mais elle n'est pas mauvaise. Il faut de la mesure, des ménagements, de la fermeté et de la douceur. Ma vie est une lutte continuelle ; si je fais pas toujours tout ce que vous voudriez, croyez que je ne fais pas toujours ce que je veux. Je suis avec respect et dévouement, etc.

Source : VILLELE, Joseph. *Mémoires et correspondances du comte de Villèle*, Paris, Perrin, 188-1890, 5 vol., tome III, p. 383-387.

DOCUMENT 13

EXTRAIT DU JOURNAL *EL UNIVERSAL* DU 3 AVRIL 1823

[...] En vano intentan colocar al frente del ejército francés nombres ilustres en los fastos de la guerra, pues para los hombres de penetración esta es una prueba más del temor y de la debilidad de aquellos que los eligen. Acordémonos que el 13 de marzo de 1815 el mariscal Soult, que era entonces ministro de la guerra en París, publicó una orden del día fulminante contra Napoleón, y al mes era jefe de su E. M.
El desgraciado mariscal Ney a quien cortesanos cobardes atribuían las palabras mas extravagantes dichas al rey el día 9 de marzo, el 13 del mismo mes proclamó al emperador Napoleón al frente del ejército que mandaba en las inmediaciones de León. El rey de Francia y los príncipes representaban una ridícula comedia en la memorable sesión de la cámara de los diputados del 15 de marzo; el día 10 mandaban publicar en París el completo triunfo conseguido por el ejército real que mandaba entonces ese mismo mariscal Victor, que hoy se halla en los Pirineos; y aquella misma noche el rey y los príncipes huían vergonzosamente de París; y el emperador entró a la mañana siguiente en las Tullerias, y el rey y los príncipes hubieran caído en poder del général Lallemand, sino hubiera sido por la generosidad del emperador que mandó les dejasen libres el paso, y que los despreciaba llamándoles *tabla podrida*. El recuerdo de estos acontecimientos debe inspirar confianza a los españoles y serviles para calcular con acierto cual será el éxito de la contienda que se prepara [...]

DOCUMENT 14

EXTRAITS DU JOURNAL *EL NUEVO DIARIO DE MADRID* DU 6 AVRIL 1823

Copiamos del Indicador Catalán lo siguiente.

Nuestro corresponsal de Francia nos escribe desde Perpiñán con fecha del 21 lo siguiente. "Amigo Indicador : la pera está ya casi madura, hace dos días que llegó a esta plaza el vetusto, raquítico gotoso mariscal Moncey, que viene a encargarse del mando de este ejército. Nosotros creíamos que este militar era un francés, atendida la honrosa oposición y protesta que hizo cuando se trataba de juzgar a Ney; pero la bajeza de admitir un destino contra la España bajo el gobierno actual, nos prueba que es un cochino, y así se lo haremos ver cuando llegue el caso.

El sobrino de su tío, Angulema, a quien V.V. honran sobrado cuando lo llaman el Príncipe Tonto, pues el ser tonto no excluye ser pícaro, estaba ayer en Tolosa, y debe llegar esta tarde aquí. La regencia había salido para conferenciar con él en Tolosa; mas parece decidido que no se hable mas de regencia, y sí de un consejo de cinco bribones, que irán con su merced arriba y abajo, según el caso lo exigiere.

Los feotas le están preparando a este duque farsante un recibimiento digno de él y de ellos. Han construido un arco triunfal, y no es bulla, cuyos principales adornos deben ser los rosarios, escapularios, cilicios y capuchas de los monigotes refugiados aquí. Y se le ha encargado la arenga a un franciscano de Gerona.

Mañana pasará revista el señor duque a nuestras tropas en ésta, y pasada partirá para Burdeos y Bayona. Cuando me alegraría; amigo Indicador, que durante la revista llegase una tronera diciendo *¡Mina está en la font del amor!* y vería V. como el amigo Duque echaba a correr hacia el estanque de Leucate y no paraba hasta Gand, que debe ser dentro de breve el Egipto de esta no sagrada familia [...]

DOCUMENT 15
LETTRE DU COMTE DE VILLÈLE AU DUC D'ANGOULÊME
PARIS, LE 22 OCTOBRE 1823

Monseigneur,

J'ai reçu et mis sous les yeux du Roi la lettre que V. A. R. m'a fait l'honneur de m'écrire le 14 de ce mois. S. M. approuve hautement le refus qu'a fait Monseigneur du palais et du titre que lui offrait le roi d'Espagne.

M. de Talaru avait déjà reçu l'ordre de parler au gouvernement espagnol dans le sens de la lettre que V. A. R. a cru devoir écrire au roi d'Espagne. S. M. pense que d'après la latitude de Monseigneur a laissée à M. de Talaru, il aura suppléé à l'envoi direct de cette lettre par une note dans le même sens, en ajoutant à ce qu'il avait été précédemment chargé de présenter au nom de son gouvernement, le poids de l'opinion particulière et formellement exprimée de V. A. R.

Il nous paraît certain que des sociétés secrètes se sont organisées en Espagne depuis l'entrée de notre armée à Madrid ; que M. Saëz et ses adhérents sont dirigés par elles ; que leur intention est de se livrer aux réactions les plus coupables et les plus impolitiques, aussitôt après l'éloignement de V. A. R. ; que dans leur délire insensé, les hommes qui préparent ces scènes d'horreur, croient la présence des troupes françaises inutile pour contenir leurs ennemis, et que loin de redoubler leur éloignement, ils sont prêts à le provoquer.

C'est peut-être le motif pour lequel on laisse partir Monseigneur avant de faire revenir le roi à Madrid ; c'est peut-être pour cela qu'on ne donne qu'avec tant de peine l'ordre aux places de nous ouvrir leurs portes, et aux troupes constitutionnelles de Cadix et de Grenade un ordre de licenciement ou une réorganisation. Nous livrons ces observations à Monseigneur avec prière de juger jusqu'à quel point elles peuvent influer sur sa conduite actuelle.

Nous persistons à croire qu'il doit ne laisser en Espagne que l'occupation dont il a lui-même depuis longtemps conçu le plan ; qu'il doit ramener le plus tôt possible le reste de ses troupes en France, en observant de ne laisser derrière elles aucune place forte qui ne soit soumise, aucun corps d'armée qui n'ait été ou licencié, ou réorganisé d'après les ordres du roi d'Espagne.

La conduite du gouvernement espagnol ne peut laisser, j'espère, aucun doute à Monseigneur sur la nécessite de ne plus lui faire aucun prêt, ni aucune fourniture à ses troupes, au-delà du mois d'octobre.

Je compte sur Monseigneur pour en donner l'ordre à M. de Talaru et à tous les payeurs de son armée, lui laissant cependant la faculté de promettre encore quelques secours partiels, si elle les jugeait indispensables : ce qui est tout à fait contraire à mon opinion, convaincu que je suis que ce n'est que la pénurie des finances qui pourra amener un système de gouvernement raisonnable dans ce malheureux pays.

Je prends la liberté de joindre ici une note relative à une recommandation de V. A. R.

J'ai l'honneur, etc.

Source : VILLELE, Joseph. *Mémoires et correspondances du comte de Villèle*, Paris, Perrin, 188-1890, 5 vol., tome IV, p. 474-475.

DOCUMENT 16
EXTRAITS DES MÉMOIRES D'OUVRARD
MUNITIONNAIRE DE L'ARMÉE DES PYRÉNÉES

[...] J'avais réuni les autorités, des ecclésiastiques, des notables, des marchands, tous ceux qu'on m'avait indiqués comme ayant un crédit, une existence. « Messieurs, leur avait-je dit, l'armée ne veut pas vivre à vos dépens ; vous concevez cependant qu'elle doit être nourrie ; aidez-moi donc à lui procurer des denrées, pour que demain le soldat ne vous arrache pas les vôtres ; il nous faut du pain, des légumes, de la viande, des avoines, des fourrages, des chevaux et des voitures ; vous connaissez votre pays et ses ressources, répandez-vous sans retard dans la contrée voisine ; prévenez vos parents, vos amis, tout le monde ; tout ce qu'on me procurera je le paierai comptant ; je ferai plus, ce qui me sera livré avant huit heures du matin, je le paierai dix fois sa valeur ; neuf fois ce qui viendra avant neuf heures ; huit fois ce qui viendra avant dix heures, ainsi de suite en diminuant d'un dixième par heure. Allez, ne perdez point de temps, voici des avances. »

On peut toujours compter sur l'intérêt personnel ; j'étais certains d'avoir le lendemain tous les approvisionnements qui se trouveraient à huit ou dix lieues à la ronde. En effet tout le pays s'était mis en mouvement. Le lendemain, dès le lever du soleil, on vit une foule d'individus de tout âge et de tout sexe qui couronnaient le sommet des montagnes et en descendaient ; c'était à qui arriverait le premier ; à qui pourrait livrer avant huit, avant neuf heures, pour profiter de la prime. Mais survint un événement que je n'avais pas prévu. Les soldats inquiets se précipitèrent sur les premiers arrivages ; en un instant tout fut enlevé et pillé en présence des sous-intendants. Les conducteurs accouraient auprès de moi « Monsieur, j'étais arrivé avant huit heures, on m'a enlevé mes marchandises – Combien valaient-t-elles ? – Tant. – le voilà ; partez de nouveau ; allez prendre un autre chargement, et revenez vite ; au retour on ne vous pillera plus. » Bref la troupe eut ses distributions ; le deuxième corps eut ses dix jours de vivres et ses transports, et j'entendis reconnaître cette fois que j'avais rendu un service à l'armée. Ce service m'avait coûté cher ; je l'avait acheté par d'énormes sacrifices ; mais je savais aussi y trouver ma récompense. La manière dont payait l'armée française fut bientôt connue du pays ; les denrées arrivèrent de toutes parts pour profiter du nouveau débouché ; l'abondance s'établit, mes prix diminuèrent, et comme le nombre des vendeurs augmentait tous les jours, j'en vins à ne payer que la juste valeur des choses. Le quartier du munitionnaire était devenu un marché, et l'impulsion une fois donnée se continua pendant toute la campagne. Ainsi j'avais nourri l'armée sans réquisition, sans dépôts ni magasins préparés. Je sais toutefois qu'il n'y eut rien dans tout cela que de simple et de facile ; tout le monde en aurait fait autant, et surtout MM. les intendants militaires ; ils le disent, le soutiennent, et ils ont raison : c'est l'œuf de Colomb ; tout le monde sait comment le faire tenir debout quand il a été cassé.

De cette première exactitude dans les paiements, résulta un avantage immense pour la campagne ; les Espagnols, qui se rappelaient nos anciennes guerres, nous attendaient avec inquiétude ; ils nous virent arriver avec plaisir, et nous fûmes reçus partout comme des amis, qui, au lieu de la ruine et du pillage, apportaient l'abondance [...]

Source : OUVRARD, Gabriel-Julien, *Mémoires de G.-J. Ouvrard : sur sa vie et ses diverses opérations financières*, Paris, Moutardier, 1826-1827, première partie, p. 311-313.

DOCUMENT 17
LETTRE DU DUC D'ANGOULÊME AU COMTE DE VILLÈLE LE 30 JUIN 1823

J'ai reçu, mon cher comte, vos deux lettres des 23 et 24. J'ai vu hier le duc de l'Infantado ; je lui ai lu tout ce qui regarde la Régence dans votre lettre du 23. Il ne me paraît pas porté, ainsi que tout ce qui compose la Régence et le ministère, à la modération et à la sagesse. J'ai vu ensuite Anduaga que vous m'avez envoyé ; il m'a dit qu'il fallait absolument changer le ministère, et que cela m'étais très aisé, en ne leur donnant pas d'argent : je vous soumets la chose, vous me direz ce que je dois faire. Il est certain que la conduite de la Régence augmente le nombre de nos ennemis, et par conséquent nos difficultés futures, si nous devions prolonger notre séjour en Espagne. J'ai envoyé à Bordesoulle la copie de tout c qui regarde sa position dans votre lettre du 23. Les instructions que je lui ai données renferment tout c que je pouvais lui dire. Je crains qu'il ne soit pas très bien secondé par notre escadre, d'abord parce qu'elle manque de chaloupes canonnières et autres petits bâtiments pour longer la côte, et puis parce que nous ne sommes pas entreprenants sur mer.

Ce que vous me dites dans votre lettre du 24, à l'égard de M. Grove, m'afflige, et que vous ayez pu croire que je me suis confié en lui. Je sais que c'est un drôle, que je n'ai jamais vu avec qui je n'ai eu aucun rapport. Seulement il a su, comme beaucoup d'autres, que je donnerais un million à ceux qui me remettraient le roi. Je crois que l'appât du gain l'y a fait travailler, qu'il n'y a pas réussi ; qu'il a fait, dans ce but, comme Anglais, le voyage de Séville ; qu'en revenant, il m'en a rapporté de prétendues propositions, que j'ai rejetées comme je vous l'ai mandé. Depuis, je sais qu'il est resté ici ; j'ignore ce qu'il y fait. Si vous voulez, je l'en chasserai : vous n'avez qu'à dire un mot. S'il en a dit plus que cela, il a menti, et je crois que ce ne sera pas la première fois de sa vie. C'est un homme qui habitait Paris, et qui était fort lié avec M. le duc de Bourbon.

J'ai eu hier une conférence avec mes généraux et chefs de l'artillerie et du génie, d'où il résulte que, vu l'insuffisance de nos moyens d'artillerie et de transports, j'ai ajourné, sans pourtant y renoncer, mon projet de siège de Pampelune.

J'ai reçu hier des nouvelles de Bordesoulle du 25. Il était arrivé la veille au Port-Sainte-Marie, et avait commencé à établir ses troupes autour de Cadix. Nous avons eu des affaires avantageuses dans les Asturies et du côté de la Manche. Nous n'avons pas eu le temps de faire imprimer le bulletin, mais Guilleminot en envoie une copie au ministre de la Guerre.

Bordesoulle me mande qu'il a des nouvelles de Cadix ; que le roi et la famille royale se portent bien ; qu'ils sont gardés à vue ; qu'il espère que le manque de vivres obligera d'ici à quinze jours à lui faire des propositions. Il m'envoie une *Gazette* du 23, dont je joins ici un extrait.

Vous connaissez, mon cher comte, toute mon estime et mon affection pour vous.

Louis-Antoine.

Source : VILLELE, Joseph. *Mémoires et correspondances du comte de Villèle*, Paris, Perrin, 188-1890, 5 vol., tome IV, p. 170-172.

DOCUMENT 18

LETTRE DU COMTE DE VILLÈLE AU DUC D'ANGOULÊME LE 06 MAI 1823

Monseigneur,

Comme vous l'aura déjà dit une dépêche télégraphique, le Roi n'a pas cru qu'il convînt que vous fissiez écrire au général portugais. Cet incident de l'invasion du territoire espagnol, soit par les royalistes, soit par les constitutionnels portugais, ne nous paraît devoir attirer votre attention que lorsque vos troupes pourront se trouver en contact avec ces corps portugais. Alors vous agirez, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à de grandes explications, de la manière dont on agira à votre égard ou à l'égard des royalistes espagnols. Les Portugais qui seront avec vos ennemis seront traités en ennemis, ceux qui seront avec vous amis vous aideront, sans que vous ayez même à vous occuper de savoir s'ils sont Espagnols ou Portugais. Il ne résultera pas même de tout cela probablement la nécessité d'une déclaration de guerre au Portugal, et ce qui importe surtout et dont nous croyons pouvoir donner l'assurance à V. A. R., c'est que l'Angleterre n'interviendra point dans les affaires de la Péninsule.

Faire ce que vous devez à la sûreté de votre armée, d'après les notions que vous avez des mouvements du Portugal et n'avoir pas l'air de vous en occuper spécialement, éviter surtout les communications écrites à ce sujet, est, selon nous, ce que V. A. R. a de mieux à faire.

Nous ignorons encore d'où viens la perte éprouvée par vos troupes sur la monnaie ; si j'en eusse été informé, j'aurais pu peut-être vous faire fournir de préférence celles qui en éprouvent le moins ; nous ne pouvons que nous en rapporter à ce que V. A. R. jugera nécessaire au maintien de la discipline ; je la prie seulement d'être persuadée que ces plaintes sur les tarifs des monnaies en Espagne ont toujours existé et que le mal vient moins des monnaies que du renchérissement des denrées, suite inévitable de la réunion d'un grand nombre de troupes.

Tout ce qui tendra à augmenter la dépense de notre expédition en Espagne sera un motif de plus pour faire des efforts afin d'en abréger la durée.

Il nous semble, d'après les événements déjà connus, que l'Espagne peut être comparée à un corps gangrené sur tous les points. La pierre infernale doit être appliquée sur tous les points ; c'est la seule difficulté, car il suffit de son contact pour faire cesser l'infection. Il est difficile, avec vos cent mille hommes, d'atteindre partout. Mais comme vous n'avez de résistance réelle à redouter nulle part, maintenant que vous serez tranquille sur le nord de l'Èbre, peut-être pourriez-vous, de moitié avec vos auxiliaires, vous lancer un peu plus et procéder successivement à la délivrance d'une plus vaste étendue du pays autour de vous. Peut-être pourriez-vous, plus part et selon les événements, tenter une expédition décisive sur Séville et Cadix : mais voyons Madrid avant de songer à tout cela.

On conseille à V. A. R., quand elle occupera cette capitale, de ne pas fixer sa résidence, comme fit Bonaparte, à la campagne du duc de l'Infantado ; de ne pas s'établir non plus au palais du roi. On regarderait le *Retiro* comme un séjour convenable pour Monseigneur et ayant l'avantage d'être plus à portée des principales casernes de Madrid.

Je finis pour me rendre à la Chambre des pairs pour le budget.

Je prie V. A. R. d'agréer, etc.

Source : VILLELE, Joseph. *Mémoires et correspondances du comte de Villèle*, Paris, Perrin, 188-1890, 5 vol., tome III, p. 418-421.

DOCUMENT 19
LETTRE DE MARTIGNAC AU COMTE DE VILLÈLE
VITTORIA, LE 30 AVRIL 1823

Monsieur le comte, S. Exc. le ministre de la Guerre recevra de M le major général la nouvelle de la soumission de Saragosse. Les autorités constitutionnelles, justement inquiètes des dispositions de la population, dont l'effervescence était au comble, ont envoyé vers le général Molitor pour le prier de hâter son arrivée, ou de diriger un détachement vers la ville pour éviter les excès qu'on avait à redouter. Un corps de troupes est arrivé en effet assez à temps pour contenir les habitants et pour empêcher que l'ordre ne fût troublé par des violences. Les Français ont été considérés comme des libérateurs par le peuple, auquel le joug révolutionnaire était devenu insupportable, et ceux mêmes qui étaient naguère encore prodigues pour eux d'injures et de menaces, ont béni leur protection, sans laquelle ils avaient tout à craindre d'un premier moment de liberté.

Je ne puis trop le répéter, monsieur le comte, c'est une chose admirable et presque incroyable, que nous occupions presque un tiers de l'Espagne et qu'aucun acte de représailles n'ait été commis. Pour bien juger à quel point cette modération est étonnante, il faudrait voir de près l'état d'exaspération où le despotisme barbare des révolutionnaires a conduit les habitants.

On trouve que la junte provisoire du gouvernement a émis des principes exagérés ; on l'accuse d'exaltation et d'imprudence.

Si l'on pouvait voir les choses de près ; si l'on était convaincu, comme on le serait alors, de la nécessité de faire, *dans les mots au moins*, quelques concessions satisfaisantes à un peuple irrité, porté à la vengeance, et dont on enchaîne l'irritation, on connaîtrait aisément l'injustice de ce reproche.

Si vous voulez voir, monsieur le comte, dans quelle route marchent, je ne dis pas les habitants, mais les magistrats placés hors de notre influence morale, et que nous ne pouvons pas éclairer et contenir, je vous prie de lire la proclamation ci-jointe faite à Tudela, le 26 de ce mois, par la junte de Navarre[1].

Voilà comment agiraient partout les fonctionnaires, si nous n'avions pas près de nous un centre commun, où nous maintenons l'esprit de modération et de prudence pour qu'il le répande ensuite autour de nous.

J'ai reçu ce matin cette proclamation dont je vous envoie la copie Je me rendrai ce soir à la junte pour la lui dénoncer et lui demander des mesures promptes afin d'en empêcher l'effet. Je suis sûr d'avance de les obtenir sans difficultés.

Je crois, monsieur le comte, que nos efforts doivent tendre à un double but : ne pas exaspérer nos ennemis par des persécutions et rendre ainsi la réconciliation impossible ; mais aussi ne pas mécontenter et aliéner nos amis en leur refusant même des paroles qui leur plaisent.

Voilà la ligne que nous tâchons de suivre et où je retiens la junte autant que je le puis. C'est justice de ma part de dire qu'elle s'y maintient le mieux que l'état des choses le lui permet.

Je vous prie, monsieur le comte, de soumettre ces observations au Conseil de S. M. Je tiens beaucoup à savoir si la justesse en est reconnue. J'ai grand besoin de conseils et d'instructions dans une situation vraiment difficile. J'ai l'honneur d'être, etc.

1. Cette proclamation ordonne l'arrestation et la mise en jugement de tous ceux qui ont combattu dans les troupes révolutionnaires, et même de « ceux qui, sans armes, ont influé d'une manière directe ou indirecte, par leurs actions ou leurs paroles, à propager le système constitutionnel. »

Source : VILLELE, Joseph. *Mémoires et correspondances du comte de Villèle*, Paris, Perrin, 188-1890, 5 vol., tome III, p. 400-402.

DOCUMENT 20
LETTRE DU CONSUL DE SANTANDER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, SANTANDER, LE 28 AOÛT 1823

Monseigneur,

J'ai l'honneur de prévenir votre Excellence que je crois devoir me dispenser de mettre sous ses yeux les détails minutieux de plusieurs événements politiques relatifs à la province de Santander, parce que j'entretiens une correspondance très suivie et très active avec S. A. S. le prince de Hohenlohe, commandant en chef le 3e corps d'armée, et avec M. le Baron de Schoeffer, commandant le blocus de Santoña, et nommé par S. A. S. commandant supérieur de cette province […] Plusieurs rapports qui me paraîtront mériter toute ma confiance me font connaître que quelque agitation se manifeste parmi les habitants des campagnes de cette province […] que l'ordonnance de S.A.R. a fait naître dans les campagnes de cette province du germes d'une fermentation qui n'est pas sans analogue avec les premières symptômes qui, en 1808, ont été les précurseurs de la levée en masse de tout le peuple espagnol contre l'armée française.

Je n'ignore point, monseigneur, des circonstances d'une époque reculée à celle du moment actuel ; je n'ignore point quelles sont en opposition directe aux yeux de tout homme susceptible de raisonnement. Mais j'en pense pas que la prudence permette de s'en reposer aveuglement sur la distinction que devrait en faire le peuple espagnol. Ce peuple est vivement impatient de tout autre joug que de celui que l'impose volontairement : beaucoup trop arrière dans la civilisation européenne pour s'élever à des considérations de haute politique et est incapable d'entrer dans les motifs qui ont dû dicter l'ordonnance de S.A.R. égaré par les constantes insinuations et par les diverses machinations des partisans d'un système révolutionnaire.

Ces réflexions, monseigneur me paraissent dignes de la plus grande attention, c'est après les avoir mûrement pensés que j'ai cru devoir prier monsieur le colonel Neufchesse, commandant le détachement de garnison dans nos murs, de vouloir bien demande lui-même à monsieur l'alcade de cette ville des renseignements que le baron Schoeffer l'a chargé de se procurer sur le nombre des détenus que restent encore dans nos prisons et sur les motifs de leur arrestation, renseignements que ce colonel m'avait prié de lui obtenir. La première de mes obligations étant de me maintenir dans la plus parfaite harmonie avec les autorités supérieures de cette province, j'ai sais qu'il me convenait moins qu'à lui de remplir une mission donc l'objet est d'obtenir la mise en liberté de cinq ou six individus qui ont été les fléaux de cette ville et qui ne peuvent réclamer bénéfice d'aucune capitulation.

J'ai donné, monseigneur, a la fête de la Saint Louis, tout l'éclat que pouvait comporter le cercle étroit de mes moyens : une grande messe et un te deum ont été célébrés par le chapitre de la cathédrale ; toutes les autorités françaises et espagnole qui ont de la présence dans cette ville et dans ce port d'une forte garnison française et de trois embarcations de la marine royale et quelques germes de division entre les autorités des deux nations m'ont imposé l'obligation de réunir ces autorités au consulat de France dans le diner que j'ai cru devoir leur donner, les salves du Roi, des S.A.R. et de S. M. C ont été portées, la 1er a été de 21 coups de canon tirés par une goélette de la marine royale au signal que nous lui en avons donné par des fusées : la fête sera prolongée bien avant dans la nuit sous les illuminations de la maison de la ville et du consulat de France ; mais il m'a été très pénible de remarquer que les communautés qui ont illuminé à la nouvelle de la soumission du général Ballesteros ne l'ont point fait le jour de la Saint Louis ; quoique l'obligation leur en eut été imposée par un ordre formel de l'autorité civile espagnole.

Source : AMAE, Correspondance commerciale et consulaire, Santander, tome VII, 1820-1824, p. 265.

DOCUMENT 21
LETTRE DU DUC D'ANGOULÊME AU COMTE DE VILLÈLE
MADRID, LE 13 JUILLET 1823

J'ai reçu hier, mon cher comte, votre lettre du 9. J'ai envoyé des instructions au général Bourke pour la Corogne dans le sens que vous le désirez. J'ignore encore quelle résistance cette place pourra faire.

J'avais renoncé pour le moment au siège de Pampelune, parce que je ne croyais pas en avoir les moyens ; aussitôt que je serai assuré de les avoir, je donnerai l'ordre de commencer cette opération. C'est Lauriston que je compte en charger. Quand il aura terminé, j'ai le projet de lui faire descendre l'Èbre et de le porter sur Lérida, si cela est nécessaire, pour nous assurer de toutes les places de la rive gauche de ce fleuve.

Il n'entre pas dans la tête des Espagnols, de quelque parti qu'ils soient, que nous puissions évacuer leur pays avant plusieurs années. J'espère qu'ils pourront s'en passer, mais il est bon que vous sachiez ce qu'ils en pensent.

Je n'ai rien à vous demander à présent pour Cadix. Il nous aurait fallu des chaloupes canonnières, et vous n'en avez pas.

Votre réponse à ma note me met dans le cas de vous faire quelques nouvelles questions.

1º A qui puis-je parler de la composition d'un ministère sage pour le retour de Ferdinand ? Anduaga, Casa-Irujo et Castanos me paraissent fort raisonnables, éloignés de l'absolu et des persécutions : puis-je en causer avec eux ?

2º Dois-je ou puis-je parler ou non à la Régence des projets des trois vice-royautés d'Amérique ? Il me semble qu'il faudrait en faire parler au roi tout de suite après sa délivrance, avant son retour à Madrid avec la famille royale. Dois-je en écrire ou lui envoyer quelqu'un pour traiter de ces affaires avec lui ?

3º Comment peut-on répondre sans s'en être assuré d'avance que les infants partant de Cadix sur nos vaisseaux, seraient reçus en Amérique.

4º Ne craindrait-on pas que l'Angleterre qui ne pourrait pas ne pas en être informée, ne s'y opposât ?

5º Ma position ici pendant un mois avec le roi d'Espagne, me paraîtrait bien embarrassante ; car tant que je suis ici avec mes troupes, j'y suis maitre de fait.

6º Dois-je écrire au roi d'Espagne pour lui demander (excepté une amnistie) de ne rien faire ni décider avant son arrivée à Madrid ?

Je vous préviens que je suis informé qu'il y a en route un envoyé du roi de Portugal qui apporte des lettres.

Je vous renouvelle, mon cher comte, l'assurance de toute mon estime et affection.

Source : VILLELE, Joseph. *Mémoires et correspondances du comte de Villèle*, Paris, Perrin, 188-1890, 5 vol., tome IV, p. 221-223.

DOCUMENT 22
LETTRE DU DIRECTEUR DE LA POLICE AU MINISTRE DE LA GUERRE
PARIS, LE 4 MAI 1824 - CONFIDENTIELLE

J'ai reçu sur les troubles qui ont éclaté récemment en Navarre, dans les provinces basques et sur les bords de l'Èbre, les renseignements auxquels, je crois devoir accorder beaucoup de foi, et qui me paraissent mériter l'attention de VE par leur importance sur l'état actuel de l'Espagne. Les volontaires royaux de la province de Rioja avaient d'abord refusé de consentir à leur désarmement mais ils ont successivement obéi aux ordres des autorités, à l'exception de trente jeunes gens de la ville de Haro. Ce derniers se sont réfugiés dans les montagnes, ils ne paraissent point avoir d'ecclésiastique à leur tête et ne commettent aucune exaction ; cependant, il serait important de faire promptement cesser ces désordres, et d'augmenter la force publique dans toute la province de Rioja, où l'absence de moyens d'action paralyse les efforts de l'autorité. L'exaspération populaire dans la Navarre et les provinces basques est entretenue par les dispositions malveillantes qui témoignent à leur passage plusieurs des prisonniers qui rentrent actuellement dans leur patrie. Ils ont fait entendre des chansons révolutionnaires, et l'on a trouvé dans les effets de quelques-uns d'entre eux des pistolets et des poignards. Cette obstination coupable de la part de ces militaires a causé le 19 avril dernier à Tafalla, une émeute sérieuse, dans laquelle l'escorte française a été attaquée, et l'autorité publique méconnue. En déplorant de tels excès, on doit reconnaître que le seul moyen efficace pour en prévenir le retour, serait d'assujettir les prisonniers rentrés dans leurs foyers à une retraite absolue, qui laisserait aux passions populaires le temps de se calmer, et peut être préviendrai à effacer graduellement les souvenirs fâcheux qui rendent actuellement toute réconciliation impossible.

Source : SHD, GR, D1-35

DOCUMENT 23
EXTRAITS DU JOURNAL *EL ESPECTADOR*, 20/01/1823

NOTICIAS NACIONALES. Badajoz, 15 de enero

La memorable sesión de cortes del día 9 ha ofrecido a esta ciudad una nueva ocasión de mostrar a sus habitantes el ardiente amor que abrasa sus corazones. La indignación producida por la lectura de esas infames notas diplomáticas que los embajadores de Francia, Austria, Prusia y Rusia pasaron a nuestro liberal gobierno, y que en sustancia no son mas que unas proclamas subversivas, semejantes a las del Trapense, y de la regencia argelina, cedió sin dificultad a los sentimientos de complacencia, de gratitud y ternura que se desenvolvieron al ver las contestaciones dignas de hombres libres, dadas por nuestro pundonoroso y constitucional gobierno, y el purísimo fuego patriótico que a competencia manifestaron todos, todos los representantes de la nación en aquella sesión interesantísima.

La sociedad patriótica fue el punto de la reunión, a donde concurrieron las autoridades militares, la política, y los individuos de la diputación provincial y del ayuntamiento, y una multitud de ciudadanos de todas clases. Se habló poco y se sintió mucho. De allí se salió con las músicas militares y se fue a la plaza de la Constitución, donde al frente de la lápida peroraron el general, el intendente como jefe político interino y varios ciudadanos, y se dieron entusiasmados vivas a la nación, al código sagrado, a los padres de la patria, al gobierno y a los libres que están decididos a sostener el baluarte de nuestras libertades. En seguida se fue al sepulcro del inmoral Arco-Agüero, donde después de repetirse la misma escena, las autoridades, los jefes de los cuerpos militares, y varios individuos de corporaciones fueron jurando individualmente por sí y por sus respectivos cuerpos, ser tan decididos defensores de la constitución como lo fue el héroe, sobre cuyas cenizas hacían el juramento. Conmovidos todos los concurrentes, solo sentían que no hubiese allí mismo enemigos que combatir.

Por conclusión se volvió a la lápida, y se repitieron las aclamaciones y vivas anteriores. Por la noche hubo iluminación.

Este es el efecto que ha producido en Badajoz las notas de los *legítimos criados* de los potentados absolutos de Europa. Se ha rectificado y uniformado la opinión; se ha cerrado la puerta a las imposturas y calumnias, que para desacreditar la revolución y conducirnos a la anarquía, forjan en esa capital los nuevos *ultras* del liberalismo, proteos por principios, y terroristas por ambición; y en fin se han unidos los ánimos tan íntimamente, que forman una masa impenetrable.
(*Carta particular*)

DOCUMENT 24
EXTRAITS DU JOURNAL *EL ESPECTADOR* DU 30 MARS 1823

Ya hay en esta 1 100 quintos procedentes de la Coruña : están muy alegres y animados del mejor espíritu, sobre todo deseando el matar franceses. Nuestro infatigable jefe político ha resuelto, ínterin el general en jefe dispone de estos jóvenes, que formen un batallón en el que han principiado a instruirse. El mismo jefe político ha abierto una suscripción para vestir los quintos gallegos : es decir, que saldrán de esta ya fogueados y cuando menos con medio vestuario.
Si la guerra se verifica veremos acontecimientos de gran tamaño : el día que se efectué la invasión será el de gloria para la España y el de libertad para la oprimida Francia.
Muchísimos emigrados han salido de aquí y se dirigen a la frontera, solo los oficiales pasan de cuarenta.
Aquí sobra decisión y patriotismo : a las órdenes de nuestro invicto jefe nos prometemos hacer besar el polvo a millares de ultras.

DOCUMENT 25

EXTRAITS DU JOURNAL *EL ESPECTADOR* DU 17 MARS 1823

Bayona 10 (Correspondencia particular)

Ayer han llegado a esta ciudad muchos furgones pertenecientes al duque de Angulema; se dice que vienen cargados de buen vino de Burdeos, de escapularios, de crucifijos, de rosarios y de otras bagatelas de este jaez.

Es bien sabido que S.A.R. *antes de comer* se dedica con el mayor fervor a los actos religiosos, cosa muy laudable cuando las demás acciones corresponden a sus sentimientos religiosos; pero empuñar con una mano el rosario y con otra el puñal para exterminar a hombres, que no pretenden otra cosa que gozar de la libertad que la naturaleza les ha concedido, es seguramente bien opuesto al espíritu del evangelio.

Aquí se ha principiado a querer formar una guardia de honor para el duque; pero como ninguno se ha prestado a ello voluntariamente, ha sido preciso componerla de dependientes del resguardo, de labradores y de empleados del gobierno que no han podido negarse a ello por depender de él; para expresar los sentimientos de esta ciudad al *héroe del mediodía* no hay más bayoneses que dos o tres hijos de ultras, y hombres a quienes se viste no sabemos a costa de quien. En Sancti-Espíritus no hay un solo ultra, ni ha habido un solo sujeto que haya querido alistarse en tal guardia de honor, de modo que el ayuntamiento se ha visto en la precisión de vestir o pagar a algunos vagos para formarla. ¡Esto si que es ser amado y querido del pueblo!

Desde que se empezó a hablar de la guerra con España, así en París como en Burdeos, y en casi toda la Francia dieron en cantar la antigua canción de *Malbru se fue a la guerra, no sé cuando vendrá*, pero el que quiera ir a dormir a casa de tía, no tiene en el día sino cantarla ¡Viva la libertad!

Diariamente llegan tropas que se distribuyen en las aldeas, y el tiempo ha sido tan malo que antes de ayer y a muy corta distancia de esta ciudad se quedaron muertos tres soldados; hay mucha deserción en los regimientos, y en una palabra ni el oficial ni el soldado quieren ir a España.

Preciso es que haya habido ventajas en España por parte de los constitucionales, pues los jefes feotas ayer han recibido expreso sobre expreso que sin duda no traían buenas nuevas pues se pusieron taciturnos.

DOCUMENT 26

EXTRAITS DU JOURNAL *EL UNIVERSAL* DU 05 MARS 1823

Coruña, 22 de febrero.
Alocución de la diputación provincial a los habitantes de la provincia de la Coruña.

[...] Es preciso hablaros con franqueza y no ocultar los sufrimientos que nos amenazan. La Francia, esa nación vecina, olvidando las terribles lecciones que recibió en nuestro suelo, y faltando su rey a la gratitud que debe a este pueblo, que contribuyó tan eficazmente a restituirle un trono, cuyos escalones le eran ya desconocidos, se apresta a la guerra, y aumenta las fuerzas del ejército, que so color de cordón sanitario formó en nuestras fronteras para cimentar la desunión, introducir la guerra civil, y sostener con oro y sugestiones esas hordas que pisan algunas de nuestras provincias limítrofes.

[...] Estas son las armas con que nos amenaza la Francia, vanguardia de los santos aliados, y ya indican un príncipe de la sangre, como el generalísimo que debe guiar el ejército, que por segunda vez, en el corto espacio de diez años, viene a profanar nuestro suelo; y no será extraño que vuelva a ser Bayona el teatro en que de nuevo se represente la comedia que Bonaparte dispuso en 1808 para nuestra ruina. Acordaos de los males que hemos sufrido en aquella época. Aun se ven por tierra las casas y alquerías derribadas por el fuego con que las incendiaron; subsisten sepultados en los campos los cadáveres de muchos miles asesinados por su bárbara mano; no se repusieron las sagradas imágenes que profanaron impíos en el santo templo del Dios de Israel; carecese de los vasos sagrados que robaron sacrílegos; resuenan en nuestros oídos los lamentos de las víctimas que inmolaban, y de las esposas y doncellas que no respetó su lascivia. ¿Y son estos los que vienen a renovar tamaños horrores invocando el nombre del santo y adorable del Omnipotente? ¿Y son estos los que quieren sujetarnos al atroz despotismo, profesando los erróneos principios en que se apoyan las incendiarias notas de sus embajadores? No, no lo conseguirán. El pueblo español, alicionado con sus pasadas desgracias, sabe bien que clase de felicidad puede esperar de más allá de los Pirineos, y no ignora tampoco la confianza que debe tener en promesas iguales a las que se le hicieron en el ominoso decreto de 4 de mayo de 1814.

No hay un medio entre la ignominia que nos espera si sucumbimos a la fuerza y sugestiones con que se nos amenaza, y el hermoso laurel que ornará nuestro sepulcro si seguimos el noble ejemplo de Numancia y Sagunto, aunque perezcamos en la lid gloriosa en que vamos a vernos empeñados. Cárceles, patíbulos, proscripciones y cuantos males se pueden imaginar, es lo que debemos prometernos si el despotismo logra de nuevo aherrojarnos; paz, tranquilidad, abundancia y libertad conforme a la ley es el legado que dejaremos a nuestros hijos, quienes tributarán un día mil elogios a nuestra memoria. ¿Y habrá quien vacile un momento en el partido que debe elegir? No, esta heroica provincia que contribuyó denodadamente a romper las cadenas que sufría la España, debe concluir la obra que ha comenzado; y el sol que nos alumbra en este día de tan gloriosos recuerdos sea testigo de que renovamos una y mil veces el juramento de *morir o ser libres*.

DOCUMENT 27

EXTRAITS DU JOURNAL *EL UNIVERSAL* DU 2 AVRIL 1823

NOTICIAS NACIONALES. *Calatayud 15 de marzo.*

La voz de nuestro digno jefe político acaba de recordarnos nuestros deberes en la crisis que nos amenaza en los términos siguientes : "Habitantes de la provincia de Calatayud: [...] Cien mil franceses conducidos por la ingratitud de un príncipe, se preparan a entrar hostilizando el país de una nación libre, de una nación que por sostener su independencia sirve de sepulcro a mas de trescientos mil vencedores de Austerlitz, Marengo, etc., que puso coto a las venturas de un soldado privilegiado, que hizo ver a las demás naciones de Europa que la fuerza y la soberanía residen en ella, y en fin de una nación a quien los mismo tiranos le son deudores... ¡Miserables! Llegarán estos bisoños e incautos soldados al Pirineo, pisarán sus trémulas plantas sobre su cumbre, extenderán su intranquila vista sobre la heroica España, recordarán la época de 1808 y la muerte de sus valientes camaradas, buscarán ansiosos sus sepulcros y leerán el funesto epitafio que los cubre; meditarán sobre la perfidia de quien los arrastra, y considerarán el que se les tiene preparado, palpitarán sus corazones y tal vez sin embargo obcecados descenderán al suelo creador de los Padillas y Lanuzas; correrán a la capital de la invicta España ansiosos de apoderarse de la real.... y solo encontrarán la tumba de las víctimas del 2 de mayo de 1808, en donde se estrelló el genio personificado de la guerra de nuestros tiempos; la misma tumba será quien advierta a los noveles quijotes franceses el peligro que lleva tras sí la mas negra injusticia.

Franceses: allí contemplaréis el sepulcro de los mártires que sacrificasteis a vuestro orgullo y que libraron a la Europa de un tirano a quien todos menos la noble España rendisteis vasallaje; millares de Velardes y Daoiz os saldrán a recibir y con las trompas del exterminio os anunciarán vuestra ruina; pues Fernando VII, ahora el rey más legítimo del mundo por ser puesto por la libre y espontánea voluntad de un pueblo generoso y grande, ya estará en completa seguridad, y adonde no alcancen las huestes de los tiranos, ni las maquinaciones de Leibach y Verona; ¿y cuál será entonces vuestra suerte?

[...] Valientes aragoneses y castellanos, hombres libres de todas las ricas provincias de la hermosa España, el ilustre general Ballesteros está a vuestro frente, miles de esforzados capitanes obedecen con segura confianza sus paternales preceptos, volad hacia él, que el primer grito de franceses en España desaparezcan las pasiones mezquinas, y solo se inflame la del amor a la independencia, ella unida al justo prestigio militar y virtudes naciones que posee y sabe inspirar este ínclito general, formarán las fasces formidables que lo conduzcan al triunfo... entonces, vengan franceses, vengan esclavos.

Yo sería injusto sino esperase de los honrados habitantes de la provincia que S. M. ha confiado a mi cuidado, los mismo heroicos sacrificios que hicieron cuando quedó inmortalizada la capital de Aragón, Zaragoza; si con vuestras hazañas defendisteis a un príncipe, a quien la perfidia había hecho abdicar su corona, hoy defendéis vuestra causa y dignidad, a ese mismo príncipe que con inmarcesible generosidad y a costa de sangre y privaciones ceñisteis una diadema que ahora quieren los déspotas del norte hacer servir a su ambición y orgullo; así lo espero para no separarme de vosotros. *Viva la soberanía del pueblo hispano, viva la constitución* que la sancionó.

Calatayud, 14 de marzo de 1823. El jefe político superior, Juan López Pinto.

DOCUMENT 28

EXTRAITS DU JOURNAL *DIARIO DE LA CORTE* DU 19 SEPTEMBRE 1823

Proclama de la Junta particular de Alava.

Alaveses : ¡Cuánto debemos al ejército francés! Nos ha sacado de la opresión, nos ha restituido nuestras leyes, y gozamos por su influjo de una justa libertad en vez de la esclavitud anárquica que nos devoraba. Todos hemos conocido que no podía haber recompensa igual a la importancia de tan imponderables beneficios; pero dimos las más lisonjera, la que más puede halagar a las almas grandes y generosas, la de nuestros corazones y un vivo reconocimiento : así lo hicisteis, alaveses; y la unión y armonía que reinaba entre vosotros y el ejército francés llenaba de alegría a los leales, como aterraba y confundía a los díscolos y atrevidos; pero el genio de la discordia siempre astuto y sagaz se introduce rastreramente, y trata de fomentar una desunión en lugar de la concordia que mas que nunca se debía conservar. No lo conseguirá.

Los que caminan a un fin, si alguna vez varían en la elección de medios, pronto se componen. Aun está el Rey cautivo, y no dista mucho el día en que lo veamos restablecido y sentado en su trono, pero es preciso no dar armas a los enemigos. La sumisión a las leyes, el respeto a las autoridades, la calma y el sosiego son absolutamente necesarias para estrechar mas y mas los lazos que nos unen con el ejército francés.

Abstengámonos de insultos a toda clase de personas, por diferentes que hayan sido sus opiniones de las nuestras, si han cometido crímenes, vendrán leyes que los castiguen. La Junta particular, obedeciendo las órdenes de la Regencia, os lo encarga así, y espera de vuestra cordura oiréis su vez, y no desatenderéis cuanto os intima.

Vitoria, 22 de agosto de 1823. Valentín Verástegui. Pedro Andrés de Zavala. Valentín Fernández Berrueco. Manuel de Arandia. Jacinto Ochoa de Retana. Francisco José de Garai.

Lo que pasa en Navarra y en las provincias vascongadas sucede en Castilla y aun en las provincias inmediatas a la capital y en todas las partes adonde se extiende el influjo de la Regencia, que quiere a toda costa conservar la autoridad que ha usurpado, y sancionar con la fuerza sus tropelías y disparates.

En fin, la discordia habita en los reales de nuestros enemigos, y este feliz acontecimiento aumenta considerablemente nuestras fuerzas y engrosará infaliblemente el partido de los que no solo desean ver establecido un régimen que afiance para siempre sobre bases indestructibles el reposo y la prosperidad de la Nación.

DOCUMENT 29

EXTRAITS DU JOURNAL *DIARIO DE LA CORTE* DU 13 SEPTEMBRE 1823

POLÍTICA.

Cuando publicados el famoso decreto de Andújar no nos detuvimos para asegurar que era una pérfida añagaza inventada por nuestros enemigos, con el fin de inspirar una funesta confianza a algunos constitucionales débiles o sobradamente crédulos, y añadimos que aún cuando las intenciones del general enemigo fuesen realmente sinceras no serian ejecutadas sus órdenes, ni cumplidos en esta parte sus deseos.

Cuantas noticias recibimos del interior de la España nos anuncian que no eran vanos nuestros pronósticos. El decreto de Andújar, que ha puesto en libertad a algunos de los que se hallaban presos en tres o cuatro ciudades del reino, ha sido causa de que en otras muchas se aumente la horrible persecución contra los liberales.

Ya hemos dicho lo que los franceses tuvieron que hacer en Madrid para que se llevase a cumplimiento lo mandado por el duque de Angulema. En Zaragoza, en donde los franceses no eran los más fuertes, tuvieron que abandonar la ciudad y dejarla entregada al furor de la canalla; en Valladolid facciosos y franceses vinieron a las manos, y el campo de batalla quedó al principio por los primeros; en Santander, Bilbao, Vitoria y Burgos, sabemos haberse experimentado la misma resistencia, de donde podemos inferir lo que habrá sucedido en los pueblos en donde no hay guarnición francesa.

Pero aun hay más : el decreto de Andújar no ha sido obedecido ni aún en las ciudades inmediatas a la capital. El día 29 de agosto todavía no había salido de las cárceles de Segovia ninguno de los liberales que antes estaban presos. Se dice que en Toledo la guarnición francesa consiguió soltarlos; pero que los facciosos volvieron a prenderlos, tomando la precaución de matar a alguno de ellos para que sus libertadores no pudiesen volver a favorecerlos ¡golpe digno de una ciudad tan santa y tan levítica!

Estos son los efectos que ha producido el decreto de Andújar [...]

La resistencia que hacen los serviles a que se lleve a efecto el decreto de Andújar no nace únicamente de su ferocidad y de su odio implacable contra los liberales, sino que es obra de sus instigaciones de esos infames regentes, que parece se han propuesto inundar en sangre y cubrir los sepulcros el suelo de la patria que tuvo la desgracia de darles el ser. Ellos fueron los primeros que desaprobaron el primer acento de humanidad que pronunciaron los extranjeros, ellos son los que atizan el fuego que nos devora, para que no pueda extinguirse hasta que se consuma enteramente el pábulo que lo alimenta; ellos son los que están trabajando por desmoralizar del todo a esta pobre nación, y por disolver para siempre todos nuestros vínculos sociales; ellos son los verdaderos *anarquistas y jacobinos* de la España, y los que hacen imposible todo convenio, y razonable concierto con nuestros enemigos. Solo cuando estos monstruos desaparezcan de nuestro suelo podrá la España prometerse ver el fin de esta horrible lucha, que va consumiendo sus fuerzas y acabando con su existencia.

[...]

DOCUMENT 30

EXTRAITS DU JOURNAL *DIARIO CONSTITUCIONAL DE BARCELONA*

26 SEPTEMBRE 1823

Noticias extractadas de los periódicos enemigos.

El *Apuntador de Cartagena* extracta de dichos periódicos el famoso decreto expedido en Adujar por Mr. el príncipe tonto, tan cacareado por los ultras, y contra el que trinan los feotas, de que varias veces hemos hablado en nuestros anteriores números, y lo copiamos al pie de la letra de dicho *Apuntador* con las mismas notas que hacen a el sus redactores.

(articulo de oficio para los feotas)
"Nos Luis Antonio de Artois, hijo de Francia, Duque de Angulema, comandante en jefe del ejército de los Pirineos. Considerando que la ocupación (1) de la España por el ejército francés a nuestras órdenes nos pone en la indispensable obligación de proveer a la tranquilidad de este reino, y a la seguridad (2) de nuestras tropas, hemos mandado y mandamos lo que sigue:
Art. 1º Las autoridades españolas no podrán hacer arresto alguno sin la autorización del comandante de nuestras tropas en el distrito donde se encuentren (3).
Art. 2º Los comandantes en jefe de los cuerpos de nuestro ejército harán poner en libertad aquellos que han sido arrestados arbitrariamente y por motivos políticos, principalmente milicianos, volviendo a sus casas. Se exceptúan aquellos que después de regresar a sus hogares han dado justo motivo de queja (4).
Art. 3º Los comandantes en jefe de los cuerpos de nuestro ejército están autorizados para hacer arrestar a los que contravengan a la presente orden (5).
Art. 4º. Todos los Diarios y diaristas están bajo la vigilancia de los comandantes de nuestras tropas (6).
Art 5º. La presente orden será impresa y fijada en todas partes.
Dado en nuestro cuartel general de Andujar, a 8 de agosto de 1823. Por SAR, el mayor general conde de Guilleminot.

(1) Es la primera vez que oímos hablar de ocupación; y ni aun los absolutistas se esperaban oír este lenguaje; estos creían a los franceses unos meros auxiliares : veánlos pues ya erigidos en dueños y señores.
(2) Si es cierto, como han cacareado los boletines franceses, que los pueblos reciben al Duque de Angulema y sus tropas como libertadores amigos, restauradores, hermanos, etc, etc.; y si los gritos y vivas de los pueblos son una verdadera manifestación del espíritu que anima a sus habitantes, y no meramente del que anima a los alborotadores y chilladores de *oficio*, no tenia S.A. mucha prisa en dar leyes para la *seguridad* de sus tropas, que tan *seguras* estaban del amor, de la amistad, y de la fraternidad de los españoles.
(3) Este es golpe Napoleónico. De una plumada quedan destruidas la autoridad y la fuerza de esa pantalla, llamada Regencia.
(4) Los absolutistas verán que ya no tienen mas gobierno que el militar de los franceses, quienes no les dejan ya ni aun mangonear.
(5) De modo que si un ministro o la misma llamada Regencia quebranta este precepto de Angulema, podrá un comandante francés hacerle ver que no hay mas mando en España que el de la Francia. ¡Que desengaño para los absolutistas!
(6) Ni aun escribir dejan ya los franceses a los absolutistas. No esperarían ellos tal pago. En adelante ya no escribirá sino a la francesa, como en tiempo de Napoleon.

Este documento hace ver que los franceses no se fian de los absolutistas, y esto es muy natural; la traición se aprecia, pero el traidor es detestado. Han visto los franceses que los facciosos y absolutistas les han allanado el camino para dominar España; conocen toda la infamia que se manifiesta en tan negra conducta, y siempre les son y serán sospechosos. Los alhagaron al principio, y ahora ya se quitan las máscaras; el derecho de ocupación pone a sus pies a ese llamada Regencia y a todas las autoridades que esta había abortado. ¡Ojalá que esto pueda servir de escarmiento para en adelante! (*Apuntador*)

DOCUMENT 31
EXTRAITS DU JOURNAL *DIARIO DE LA CAPITAL DU* 24 MAI 1823

Madrileños. Es llegado el venturoso momento tan deseado de los buenos y nada esperado de los autores de nuestros desgraciados desórdenes: la vanguardia de los ejércitos franceses al mando de un príncipe de la sangre real ocupa esta capital, metrópoli del reino, no para engrandecer su poder, sino es para romper las cadenas ominosas que nos han ligado por mas de tres años los pies y manos, privándonos aun hasta la libertad de expresar nuestros sentimientos, nuestros votos han sido oídos del Dios de los ejércitos, protegiendo nuestra justa causa y rectas intenciones de defender el altar y los tronos para consolidar la verdadera felicidad que nos ha robado la ilustración y luces del siglo; mas toda esta hermosa perspectiva no puede llenar los deseos de los buenos mientras no veamos libre de la humillación y abatimiento en que hoy gime nuestro augusto soberano el señor don Fernando VII y su real familia; para ello es indispensable, madrileños, que os unáis sinceramente a vuestras antiguas autoridades, ya restablecidas en parte, y que lo estarán en el todo tan luego como se presente en esta capital S. A. S. la junta provisional de España e Indias, procurando la conservación del orden, obedeciendo y respetando sus disposiciones, que solo tendrán por norte vuestro bien y seguridad, uniéndoos al mismo tiempo cordialmente con nuestros generosos libertadores con la fraternidad más íntima, tributando en ella a su generalísimo duque de Angulema la prueba mas demostrativa de nuestro reconocimiento a las incomodidades y cuidados que se ha tomado sobre sí por nuestro bien, obligando al soldado por ordenes terminantes y rígidas, a que observe la mas escrupulosa disciplina militar; así es que por todos los pueblos del tránsito de su numeroso ejército, ha sido admirada, pagando religiosamente cuanto han consumido, uniéndose todos sus individuos con los vecinos de los pueblos con igual confianza a los seres que pertenecen a una sola familia; con conducta tan poco esperada de nuestros enemigos, se han adquirido la benevolencia de todos los pueblos, y en ellos han sido recibidos con vivas y aclamaciones las mas encantadoras. Sí, como es muy de esperar de nuestros frenéticos enemigos, aun continuasen en sus empresas temerarias de envolvernos en el llanto, la amargura y el dolor, debe mirarse como un deber sagrado de los buenos denunciar a las autoridades legítimamente constituidas sus infernales maquinaciones; de lo contrario temblemos, porque nuestra naciente felicidad será arrebatada de nuestros hogares, sí, Madrileños, pese mas sobre nuestra delicadeza el bien general que el particular. Estamos pues, en el caso, nobles Madrileños: no desperdiciemos el tiempo, si así lo hacéis habréis llenado el grandioso objeto de buenos padres, buenos vecinos, de nobles y fieles españoles y si alguno por desgracia faltase, persuádase que la justicia ejercerá sobre ellos todo el rigor de las leyes, pues vuestras autoridades están decididas y aun han jurado transigir con el crimen sus autores, fautores o auxiliadores, pero están muy distantes de creer que en la nobleza de nuestros sentimientos, en el amor a nuestra Religión, a nuestro católico y cautivo Soberano, y en la gratitud a nuestros aliados y a la Europa toda, se abriguen máximas revolucionarias y antisociales. Madrileños, vuestro Corregidor os habla por primera vez con el puro lenguaje de la sencillez y de la verdad ansioso de vuestra tranquilidad, y os promete que para conseguirla no perderá medio ni fatiga, por grande y penosa que sea, y solo exige de vosotros que a la entrada de nuestros bizarros defensores de su humanísimo y dignísimo jefe, y de nuestro Gobierno, despleguéis el placer y la emoción de júbilo de vuestros corazones, despreciando las sugestiones de nuestros enemigos que avergonzados de su estado precario y humilde tratan de amedrantar y comprimir vuestros heroicos sentimientos con la vana esperanza de nuestros trastornos y de la inseguridad; compadezcamos su ceguedad, y sea la señal de nuestro unión. Viva la religión, viva nuestro Rey Fernando, vivan los Borbones y los Soberanos de la Europa.

Madrid, 23 de mayo de 1823. Joaquín Lorenzo Mozo,El secretario del Corregimiento por S. M., Faustino Domínguez.

DOCUMENT 32

EXTRAITS DU JOURNAL *DIARIO DE MADRID* DU 22 SEPTEMBRE 1823

ESPAÑOLES:

[...] Demasiado público se ha hecho ya por desgracia, la maliciosa interpretación que han hecho los agentes cultos del abominable sistema, al decreto de S. A. Real el Duque de Angulema, fecha en su cuartel general de Andújar el 8 de agosto último, y también el descontento manifestado en todos puntos por los amantes del Soberano, el mejor de los Reyes el Sr. D. Fernando VII, sorprendidos infamemente, haciéndoles concebir la idea de un porvenir horroroso, a la sombra de aquel indulto.

Españoles: dirigir vuestros pases con una vigilancia extraordinaria, y con una vista perspicaz, mirad que en todas partes os rodean los enemigos que se aprovechan de vuestra buena fe, y en las pocas luces de los incautos. Aseguraros que no perdonan medio para llevar al cabo su fatal proyecto, prostituyéndose ellos mismos, marcándose como verdaderos realistas, identificándose con nuestros sentimientos e interesados a recibir con desafección aquel decreto que no respira mas que justicia, que no pone ningunas trabas a su administración, ni el menor embarazo a los magistrados en sus atribuciones. Volved los ojos a ese arbitrariedad de los pueblos en marcar la opinión de los hombres, y reducirlos a opresión y encarcelamientos, con abundantes lagrimas de sus respectivas familias por solo la nota de opinión liberal.

Ese gran príncipe, caudillo el ejército auxiliador no ha tenido otro objeto que impedir y poner una traba al capricho y arbitrariedad de los hombres para que estos disfruten de la paz que merecen, pero deseando se maneje la fuerza y el castigo contra los verdaderos culpados. Leed con reflexión su proclama al cruzar los Pirineos, y veréis que aseguró a la faz de la Nación y la Europa entera que su venida no tenía otro objeto que destruir esa impía facción en todos puntos donde la encontrase, y auxiliar las operaciones del ejército Real, dando protección a los magistrados españoles.

¿Y creeréis posible que haya todavía quien se atreva a poner en ridículo las disposiciones de este Príncipe (que creo de acuerdo con la Regencia) cuando son tan conformes, tan identificadas y tan consiguientes a sus decretos de amnistía acordados? Pues los hay en efecto que se han atrevido a suponer atacada la suprema autoridad de la Regencia, y a la grandeza y regalías de esta grande Nación, logrando nuestros enemigos extraviar la opinión pública para que se mire al ejército francés como un invasor y como un arbitro de las disposiciones del gobierno de España.

[...] Poneos en previsión de que los enemigos de la paz no solo tratan de dividirnos para diseminar nuestra fuerza moral y física, sino que su malicia se extiende a ponernos en ridículo con ese gran Príncipe del ejército auxiliador con sofismas y arterias que no caben en el pecho y generosidad de los españoles; y si por desgracia notamos que poco acostumbrados al método administrativo y de gobierno a nuestras leyes se extraviase de la senda y forma con que se dirige en España, acudamos al gobierno paternal del Rey con la dulzura, el amor y la sumisión que debemos; bien seguros que su decisión será favorable si nos encamina el deseo del bien, del acierto y la felicidad general.

Infeliz España si los impíos enemigos del altar y del trono llegasen por un momento a conseguir la victoria de nuestra desunión. Por el contrario, si vivimos bajo las reglas que establece el cuerpo social, conseguiremos confundirlos y extinguir hasta su generación venidera; y entonces llenos de gloria y laureles, podremos cantar en victoria su iniquidad, *viva la Religión de nuestros padres, el Rey Nuestro Sr. D. Fernando VII y sus Armas Reales*, que arrastrando los mayores peligros supieron asegurarlo en el trono de sus mayores.

Cuartel general de Albacete, 9 de septiembre de 1823. Jorge Bessieres.

DOCUMENT 33
EXTRAITS DU JOURNAL *EL DIARIO CONSTITUCIONAL DE BARCELONA*
DU 23 JUIN 1823

NOTICIAS NACIONALES. Palma de Mallorca, 5 de junio.

Momentos de exaltación han sido esta mañana los que ha durado el acto de quemar el infame manifiesto del duque de Angulema; nuestras dignas autoridades superiores han mostrado que saben exaltarse cuando es necesario, y los Palmesanos todos que saben también poseerse de aquella alta irritación y activo entusiasmo que debe seguir a las promesas o amenazas salidas de la boca de un tirano.

A consecuencia de un aviso al público del señor jefe superior político se hallaba reunido a las 12 un inmenso gentío en la plaza de la Constitución y se hallaban también piquetes de todos los cuerpos existentes en esta capital. Reunidos el mismo superior jefe, el señor comandante general, la diputación provincial y el ayuntamiento, formaron en cuadro las tropas, y el jefe político arengó al pueblo en estos términos:

"Cuidadanos: este papel, que voy a entregar a las llamas, es la declaración solemne, que hace el *esclavo* duque de Angulema en nombre de su *señor* el rey de Francia, reconociendo como que componen la regencia del reino a los traidores exduque del Infantado, exduque de Montemar, exbarón de Eroles, exobispo de Osma, y Antonio Gómez Calderón. Aquella alteza *bajísima*, que yo desprecio altamente, les ha nombrado tales regentea, a propuesta de otros traidores como ellos, que en Madrid están representando la ridícula farsa de los antiguos consejos de Castilla y de Indias!!! ¿Son estas las modificaciones que nuestros enemigos quieren hacer a la Constitución política de la monarquía española?¿Son estas las cámaras y *veto*, con que ha logrado embaucar a muchos tontos que no saben ni lo que es *veto*, ni lo que son cámaras? Absolutismo puro y neto es lo que se quiere; inquisición, cadenas y más cadenas; hasta de los diccionarios se borraría la dulce palabra de *libertad*; el proferirla sería califico por uno de los más atroces crímenes.

Pues sepa el duque de Angulema, sepan los traidores regentes y sepa el mundo entero que nosotros hasta la muerte apellidaremos *libertad*! Y libertad será; ¡*Constitución del año doce*! Y esta tendremos; ¡*rey constitucional*! Y jamas ninguno que no lo sea, nos ha de gobernar. ¿Lo juráis así, ciudadanos? (todos gritaron: sí, juramos) Pues también lo juro yo (prosiguió el jefe político) y lo juro ante Dios, ante los cielos, ante el sol que nos alumbra, y ante vosotros, ciudadanos dignísimos de este nombre. ¡Viva la Nación Española!¡Viva la Constitución!¡Viva el rey constitucional!¡mueran los traidores regentes de Madrid!¡muera quien los nombró!¡mueran los que hicieron la propuesta!¡mueran los invasores y los tiranos todos del universo!"

Todos estos gritos fueron contestados por el inmenso concurso. En seguida el Excmo. Sr. Comandante general dijo: "Ciudadanos: acaso fui el primero que mucho tiempo hace en este mismo lugar grité CONSTITUCIÓN O MUERTE: después acá lo he repetido mil y mil veces; y ahora viendo ese inmundo papel, aborto de un príncipe inepto y necio, pretendiendo establecer una intrusa regencia compuesta de cinco infames hijos espureos de la patria, y al considerar la amenaza a la misma nuevos peligros, con mas fuerza que nunca a la faz del heroico pueblo mallorquín, de los bizarros constitucionales militares y ante ese signo de nuestras libertades (*señalando a la lápida*) juro de nuevo, no solo observar estrictamente nuestra sagrada Constitución hasta perecer, sí también juro hacerla observar por todos, siendo el exterminador de todo el que en cualquier forma, en

cualquier modo o término se atreva a atentar contra la misma: juro y protesto por fin que derramaré mi sangre en defensa de tales objetos, y deseo dedicar mi último aliento en repetir CONSTITUCIÓN O MUERTE.

Concluida esta arenga, el jefe político rasgó el papel y lo arrojó a las llamas diciendo: "Ciudadanos: así respeto yo la regencia madrileña y al sobrino de su tío que la ha creado.

En seguida fueron desfilando las tropas frente de la lápida, aclamando a la Constitución y observando mil muertes a los violadores de nuestra independencia.

DOCUMENT 34

EXTRAITS DU JOURNAL *EL ESPECTADOR* DU 25 MARS 1823

PROCLAMA DEL JEFE SUPERIOR POLÍTICO DE LA PROVINCIA DE CÁDIZ

La siguiente proclama del jefe superior político de la provincia de Cádiz sobre la cual creemos deber llamar muy particularmente la atención de nuestros lectores abunda en pensamientos nobles expresados con energía y en sentimientos liberales y verdaderamente españoles lo que la constituye un modelo en su clase. La alocución es como sigue.

A los habitantes de la provincia de Cádiz el jefe político superior.

Habitantes de la provincia gaditana: el gobierno francés trata de invadir la península con un ejército de cien mil hombres. Inútil y dañoso sería ocultaros esta resolución, que consta solemnemente a la Europa. La ignorancia del mal que amenaza solo sirve de impedir el remedio. Para salvarse de un peligro es necesario conocerle. La situación en que nos hallamos no permite ya entrar en discusiones prolijas sobre el atentado del gabinete de París, y de los otros que se le han unido para manchar con este escándalo la historia del siglo 19. La razón universal y el derecho de gentes lo condenan como una agresión a la independencia de las naciones, y su fallo no sufre revista en el congreso de Verona. ¿Es ilegítima, según dicen, el origen de una ley constitucional, dicado por el voto de la nación?¿Y que les importa la validez o nulidad de una administración en que no tienen parte alguna? Si creen esos príncipes haber recibido del cielo el derecho de gobernar a sus súbditos, ¿de donde han recibido el de entrometerse en el gobierno de los que no lo son, ni lo quieren ser? El rey de Francia dio la constitución a sus pueblos, como la *concesión* y *otorgamiento* de una gracia. Los españoles no creen, ni hay un publicista que crea, que la organización de una sociedad política esta a merced de ningún príncipe. Mas por eso, ¿le hemos declarado la guerra? España no reconoce en esos monarcas extranjeros los jueces ni los reformadores de su régimen interior. Si los principios en que este se funda les parecen revolucionarios y destructores, cuiden en buena hora de que no cundan en sus estados. Si temen el contagio de ellos, ciérrenles la puerta, como hizo el gobierno francés con la fiebre de Barcelona. ¿Le hubiera sido lícito entregar en nuestro territorio y sofocar a los enfermos en su lecho mismo, para que el mal no atravesase los Pirineos? Pues eso intenta, gaditanos, en la enfermedad política que nos atribuye. Ocupar segunda vez nuestro suelo, oprimirnos y sojuzgarnos y so pretexto de mejorar nuestras instituciones abrir portillos a la tiranía en el baluarte mismo de la libertad. Establecer una cámara privilegiada, que sostenga los viejos abusos, y combata por intereses exclusivos los derechos del pueblo; dar al trono la facultad ilimitada de negar la sanción a las leyes, y la de convocar y disolver las cortes cuando le plazca, para frustrar la voluntad y los conatos de la nación; ligarla, en fin, con lazos escurridizos que compriman poco a poco su movimiento, o ya encadenarla desde luego y unirla al carro del despotismo. Tal es el proyecto de los príncipes confederados, que así desacreditan una constitución aplaudida por ellos cuando necesitaban de nuestros auxilios.

DOCUMENT 35
EXTRAITS DU JOURNAL *DIARIO DE LA CAPITAL DU* 11 MAI 1823

CAPITANÍA GENERAL.
Don Juan Lasaña jefe político de la provincia de Madrid.

Hago saber que con fecha 3 del actual me dice desde Salamanca el jefe político de la misma lo que sigue.

El día 30 del próximo mes entraron en esta capital el general Empecinado y el jefe político de Valladolid, acompañados de varios milicianos nacionales de las dos armas de aquella provincia, en número de seiscientos poco mas o menos, y permanecen en esta según se dice hasta que el general organice bastante fuerza capaz de marchar para acometer al enemigo. Se asegura que Merino con solo doscientos caballos ha ocupado Valladolid, se ignora que rumbo hayan tomado los franceses, y lo que solamente se dice es que las poblaciones ocupadas por los invasores, sacan todos los mozos y casados sin hijos y los conducen a Francia.

Ved aquí, ciudadanos, las felicidades que os trae el ejército invasor: arrancar de vuestro seno a vuestros hijos para conducirlos a Francia; ¿puede darse mayor asentado, mayor iniquidad, mayor desventura? Pero ¿qué otras fortunas, que prosperidades ha de derramar sobre este país la fuerza de las bayonetas extranjeras? Nunca estas dieron mas bienes a los países invadidos que la desolación: recordad la regeneración con que nos convidó en el año 1808 el primer conquistador del mundo; y tened por seguro que si no repeléis con la misma constancia esta tan injusta agresión, seréis victimas de ella, y experimentaréis las venganzas de que debe venir acompañado un ejército que ya pisa los insepultos huesos de sus conciudadanos, de sus parientes y de sus amigos.

Madrid, 10 de mayo de 1823. El jefe político. Juan Lasaña.

DOCUMENT 36

EXTRAITS DU JOURNAL *EL RESTAURADOR* DU 7 AOÛT 1823

NOTICIAS DE ESPAÑA.
No queremos defraudar a nuestros lectores de los siguientes documentos que hemos recibido de Galicia, y porque las reflexiones que podíamos hacer, se ofrecen naturalmente a cuantos conocen a los héroes de nuestra revolución, y presencian el porte y generosidad de los Aliados, las dejamos a su juicio e imparcialidad.

Ejército de los Pirineos.- Primer cuerpo.- Segunda división.- Cuartel general al frente de la Coruña a 23 de julio de 1823.

Sr. Gobernador: he llegado a la extremidad de la España, y al frente de la plaza de la Coruña, que V.E. manda, después de haber atravesado todo el reino, siempre victorioso en cuantos encuentros he tenido con vuestras tropas; no ignoráis que desde su entrada en el territorio español, el ejército francés no ha sufrido ningún revés, y sabéis también que la nación entera repele la constitución que defendéis vanamente. Yo os invito, pues, señor gobernador, en nombre de la humanidad, y a fin de que cese la efusión de una sangre inútilmente derramada, a que entreguéis la plaza de la Coruña, en depósito, al ejército que manda S.A.R. Monseñor Duque de Angulema, para que sea devuelta al Rey vuestro Señor desde el momento que se le restituya la libertad. Debo preveniros, que una negativa expondría la guarnición y los habitantes a todos los rigores que una guerra admite en una plaza tomada por fuerza.

Para determinaros mejor, estoy autorizado para deciros en nombre de S.A.R. Monseñor Duque de Angulema, que no quiere tener otro carácter en España que el de pacificador. Que todos los militares que se sometan voluntariamente a la obediencia de S. M. el Rey de España, conservarán sus grados y empleos, y S.A.R. Contrae el empeño de hacerles pagar sus sueldos y tratamientos de las cajas del ejército francés. Los que no quieran servir como los milicianos o voluntarios provinciales de Bilbao, Guipúzcoa, etc., serán árbitros de volver a sus hogares, y de todos modos nadie será incomodado por sus opiniones anteriores a nuestra entrada en la plaza, lo mismo que se practica en toda España, porque tal es la voluntad manifestado de S.A.R. Monseñor el Duque de Angulema.

V. E. ve, señor gobernador, no queremos sino la felicidad de la España, y librarla de las discusiones intestinas que la devoran. Contra la costumbre de los ejércitos sitiadores, os extendemos los brazos; seríais acaso vuestros propios enemigos para no precipitaros en ellos.

Tengo el honor de ser, señor gobernador, vuestro humilde y muy obediente servidor, el teniente general comandante de la división. Bourk.

Contestación.

Excmo. Señor: Veo por lo que dice V. E. en su pliego, que acabo de recibir a las cinco de la tarde, que se halla V. E. al frente de esta plaza de mi mando, y anunciándose victorioso en los encuentros que V. E. ha tenido con nuestras tropas: ignoro otros choques que lo ocurrido el día 15, y por el cual no creo estemos convenidos de parte de quien fuera el triunfo. V. E. lo ha experimentado, y por ello sabrá que no es aún la nación entera la que desecha la constitución que se defiende aquí como en otros muchas partes de la España, por un deber sagrado, al cual obligan el juramento y el honor militar español. Así no me es posible, sin faltar a aquel deber criminalmente, acceder a sus proposiciones, cuyos efectos pudiera V. E. evitar retirándose del frente de la plaza. La humanidad hará a V. E. el cargo de la sangre que se derramara, y de haber privado de su libertad a los pacíficos

habitantes de La Coruña. Si V. E. quiere, así como S.A.R. El Duque de Angulema, la dicha de la España, y desvanecer las disensiones que aquí no conocemos, el modo de realizarlo efectivamente será dejarnos en la tranquilidad que gozamos, y que ha principiado a desaparecer para los coruñeses, desde el momento en que V. E. se presentó a hostilizarnos.

Dios guarde a V. E. muchos años. Coruña, 23 de julio de 1823. Excmo. Sr. Antonio Quiroga.- Excmo. Sr. Teniente general comandante de división, J. Bourk.

DOCUMENT 37

EXTRAIT DU JOURNAL *EL RESTAURADOR* DU 12 AOÛT 1823

Los enemigos del Restaurador y su doctrina no omiten medio alguno para desconceptuarle, y hacerle enmudecer. Ya contábamos nosotros con esto y mucho más. En los cortos días de nuestra duración hemos visto retrasos en correos, faltas en los repartimientos, censuras injustas en los corrillos y tertulias. Pero que se nos censurara de desacreditar al ejército auxiliar y de que intentamos romper el lazo que afortunadamente une ambas naciones, no había entrado en el presupuesto de nuestros sufrimientos. ¡El restaurador desacreditando al ejército francés ! ¿ Y dónde están las pruebas de semejante aserción? ¿No abrió sus tareas tributándoles el honor que les era naturalmente debido? ¿Ha omitido ocasión alguna de publicar sus triunfos, e inspirar a los españoles el reconocimiento de deben tributarle? Se nos opone que en el número 30 del primero de agosto, folio 290, censuramos la conducta del general Bourk... Si es censurar la conducta de un general auxiliar el decir que pudiendo hacer daño a una población inocente que tiene la desgracia de hallarse oprimida por un puñado de rebeldes, perdone sus casas y sus vidas contestándose con acreditarles que pudiendo usar del rigor de la guerra prefiere una mera imposición... los editores del Restaurador se confiesan reos, y apelan al tribunal del mismo general francés. Se nos imputa, que hablando en el núm. 38 de lo ocurrido en Córdoba, autorizamos las conmociones populares...: léase; ¿dónde está nuestra autorización? ¿Quién ha hablado tan terminantemente como nosotros en cuanto a los deberes del pueblo en esta parte? « Que no deben tomarse la justicia por su mano... que el gobierno español reconocido por las potencias debe hacérsela... » Que el ejército aliado debe auxiliarla en esta operación interesante a ambas naciones; estos han sido, son y serán perpetuamente los sentimientos del Restaurador. Hemos visto desgraciadamente que algunos subalternos dejándose seducir de las damas liberales (véase nuestro número 10), de los partidos transigidores, y aun de los mismos enemigos suyos y nuestros, habían estado expuestos a comprometer la unión de ambas naciones. Deudores a la Europa, a la nación francesa y a nosotros mismos de cuantas luces se necesitasen para su salud en momentos tan apurados, hemos acogido los lamentos de los buenos, hemos advertido sumisa y decorosamente del peligro a ambas autoridades, y lo confesamos con placer, hemos tenido la satisfacción de ver atendidas nuestras insinuaciones.

DOCUMENT 38

EXTRAITS DU JOURNAL *EL RESTAURADOR* DU 1 JUILLET 1823

[...] Pero la invasión se verifica; y el mundo ve con asombro un ejército francés que atraviesa la España entre las aclamaciones del más vivo entusiasmo, y que en dos meses de una marcha triunfal, y sin tropezar al paso con los 150 000 hombres armados que el ministro San Miguel figuró en Sevilla ante el augusto Congreso, corre desde el Bidasoa al Manzanares y del Manzanares al Guadalete para devolver a los españoles su Rey, destronado, aprisionado y cautivo por una menguada facción de españoles, reintegrado en el goce de sus antiguos sagrados derechos. Destronado, sí, aprisionado y cautivo Fernando VII, escena que deploraremos dignamente en otro día : los pueblos atónitos y desahogando su dolor con el grito nacional de *viva Fernando*; el gobierno provisional asaltado con tan funesto anuncio, cuando era reconocido y felicitado con los parabienes más lisonjeros, y precisado a consternar la lealtad Nacional con una alocución tan vehemente y ilumine; y el amor al Soberano, el esplendor del Trono, los votos por el restablecimiento de nuestras *verdaderas* leyes fundamentales, de un gobierno paternal y justo, de una administración sabia y entendida que afiance la felicidad de los pueblos, se transpirarán en todas sus discusiones. *Verdaderas* leyes fundamentales, repiten, y no otras que tiendan a *desnacionalizarnos*. De acuerdo con un famoso periodista de París, que en marzo y abril adjuró los errores tan solemnemente proclamados en noviembre y diciembre, suscriben gustosos a esta su sentencia del 26 de mayo (*Journal des débats*) : "Lo que la España necesita, y lo que únicamente le conviene son instituciones españolas". No hay que olvidarlo, señor Diarista; porque triste cosa es variar de principios al compás de las variaciones diplomáticas. [...]

DOCUMENT 39

EXTRAITS DU JOURNAL *EL RESTAURADOR* DU 6 AOÛT 1823

NOTICIAS DE ESPAÑA. Santiago 30 de julio.

Es imponderable la cordial alegría y extremado placer que mostró este pueblo a la entrada de los franceses el 28, anunciando su aproximación a la ciudad gruesas bombas, y la cohetería que continúo sin intermisión hasta la plaza del Hospital. Hicieron su entrada por la puerta del camino, cuyo arco estaba adornado de ricas y hermosas sedas, no lo estaba menos el carro triunfal preparado para conducir al general o comandante, quien, a pesar de las mas vivas y eficaces instancias del ayuntamiento, se negó a este obsequio, y sí aceptó una palma bellamente compuesta.

Al ayuntamiento acompañaron los individuos de mas rango de todas las corporaciones y lo mas distinguido de la ciudad. Precedía a tan lucido concurso la música de la catedral, y delante otra, acompañando una canción patriótica, alusiva al acto, que cantaban 12 niños preciosamente vestidos, y llevando ramos de oliva en sus manos: así íbamos caminando entre los continuos vivas de este heroico pueblo por su sufrimiento y por su amor al Rey y a la Religión; pero el demonio que no duerme, hubo de convertir en luto y llanto toda nuestra alegría. Fue, pues, el caso: al pasar por una guardia de la tropa que aquí teníamos, como viese su oficial a varios vecinos que llevaban cintas, echó mano de uno para arrestarle, alborotándose los que iban inmediatos, y principia la conmoción; observanla el comandante francés y los que le acompañaban, y al momento tiran de los sables, y con un fervoroso *viva el rey Fernando*, pronunciado por el primero y el arresto del oficial, se calmó la tempestad y proseguimos alegremente nuestra vistosa procesión hasta el Seminario.

Por la tarde todo fue júbilo y alegría, canciones y músicas por todas las calles, y un inmenso gentío que manifestaba con las mas vivas expresiones el gozo interior de que todos y cada uno se hallaban poseídos. El fuego de la noche fue por cuenta del cabildo, y fue tal y tanto, que con la iluminación general se vio la noche convertida en un claro día. Solos nuestros oficiales no veían de cólera, y ni uno asistió al acompañamiento, a excepción del coronel de Santiago Berca, el gobernador Fuente Pita y el general Taboada y también Castañon. Esta mañana a las 6 salió toda la tropa francesa de infantería y caballería, que será de 1500 hombres a unirse con Morillo, que se halla al frente de Palarea y sus negros en el puente de San Payo. Le harán entrar en Vigo, y aquí fue Troya.

Llegó artillería de grueso calibre a la Coruña, y si no ceden a las humanísticas propuestas del general sitiador, principiará la decisiva.

Nada digo de la completa derrota de los 800 negros en el puente de San Payo por Morillo. El jefe político de Vigo, Escario, se escabulló con el dinero de las contribuciones, lo mismo que el de la Coruña, Barros, y los que manejaban los arbitrios de este pueblo, que no dejaron un cuarto ni papel.

DOCUMENT 40

EXTRAITS DU JOURNAL *EL RESTAURADOR* DU 4 SEPTEMBRE 1823

Hemos recibido la siguiente circular de S.A.R. el Serenísimo Señor Duque de Angulema, dada en el Puerto de Santa María para la mejor inteligencia de otra fecha en Andújar el 8 de agosto anterior, que traducida a nuestro idioma dice así:

Ejército de los Pirineo.- Puerto de Santa María 26 de agosto de 1823.

Estando informado S.A.R. que se ha interpretado mal por diversas autoridades locales lo mandado en su orden de 8 de agosto, me encarga haga a VV. diferentes explicaciones en la materia. S.A.R. al tiempo mismo que manifiesta el deseo de desterrar toda medida arbitraria, reconoce también la utilidad de afianzar el poder de las autoridades españolas ya municipales ya judiciales para contener los delitos cuya impunidad comprometería la tranquilidad pública, cuya conservación fue el objeto de aquella orden. No fue pues nunca la intención de S. A. entorpecer el curso de la justicia en los procedimientos sobre delitos comunes, sobre los que el magistrado debe conservar todo el lleno de su autoridad.

El objeto de las determinadas medidas tomadas en la orden de 8 del corriente, no es otro que el de asegurar los efectos de la palabra del Príncipe, por la que garantizó el repose de aquellos que sobre la fe de las promesas de S.A.R. se separan de las filas enemigas; pero al mismo tiempo, la indulgencia con respecto a lo pasado afianza la severidad con que serán castigados los nuevos delitos, y de consiguiente los comandantes franceses deberán no solamente dejar obrar los tribunales ordinarios a quienes toca castigar según el rigor de la ley sobre los que se hagan culpables en lo venidero de toda infracción del orden y de toda desobediencia a las leyes, sino que además deberán ir de acuerdo con las autoridades locales para todas las medidas que puedan interesar a la conservación de la paz pública.

En cuanto a la disposición del artículo 4º que pone los periódicos bajo la vigilancia de los comandantes de tropas francesas no debe suponerse otro objeto sino impedir se inserten en los papeles, como sucede con demasiada frecuencia, artículos que pueden enconar los partidos, o impedir el efecto de las medidas tomadas por S.A.R., por medio de personalidades inoportunas, ya por lo tocante a las operaciones militares, como por lo que respecta a la pacificación de España y libertad de S.M.C. Objeto privilegiado de los esfuerzos de S.A.R. Los señores comandantes franceses deben ponerse de acuerdo con las autoridades españolas para que especias de esta naturaleza no se inserten en los periódicos, y en el caso que contra toda esperanza no hagan fuerza a estas autoridades sus observaciones, es natural y de derecho que obrando en el interés de las operaciones del ejército, se opongan dichos comandantes a semejante inserción.

Sirvase usted hacer conocer a las autoridades españolas civiles y militares que están en el territorio de vuestro mando, así como a los comandantes franceses que están bajo sus órdenes las sobredichas explicaciones, que no deben dejar duda de las verdaderas intenciones de S.A.R.

El Mayor general Conde de Guilleminot.

DOCUMENT 41

EXTRAIT DU JOURNAL *EL ZURRIAGO*, Nº44, 1822

DIALOGO

PEPE. Paco, de ese gran cordón
Que con nombre estrafalario
Llama el francés sanitario,
¿Qué infiere nuestra Nación?
PACO. Nunca de él hace memoria;
Y apática permanece:
Niño del Limbo parece,
Sin tener pena ni gloria.
PEPE. ¿Será cordón invasorio,
O qué demonios será?
PACO. Voy a decírtelo ya:
Es cordón *alarmatorio*;
Puesto que dando al *servil*
Una confianza animosa,
Hará que pare la cosa
En una guerra civil:
Y luego que esto suceda,
A pretexto de auxiliante,
Como una águila rapante
Nos pillará lo que pueda.
¡Cuánto importa no olvidar,
(Hecho que sabido es)
La ocasión con que el inglés
Nos atrapó a Gibraltar!
PEPE. Amigo querido, ¡mucho
Tu última razón encierra!
Francia hoy nos hace la guerra,
Sin consumir un cartucho.

DOCUMENT 42

EXTRAIT DU JOURNAL *EL INDICADOR DE LOS ESPECTÁCULOS Y DEL BUEN GUSTO*, Nº117, 01/09/1822

MÚSICA. Himno al cordón sanitario, el mismo que insertó y tradujo el Liberal Guipuzcoano. Dedícase a los valientes del contra-cordón, y aún a los del cordón mismo que se interesen en la causa de la libertad, puesto en música y con acompañamiento para guitarra y piano. Se hallará grabado y con los versos en español y francés, a fin de que lo puedan cantar en los dos idiomas, en las librerías de Sanz, calle de carretas y de Brun, así mismo se encontrará de venta en casa de Sanz la hermosa sinfonía de la ópera del Tancredo, puesta para guitarra sola.

DOCUMENT 43
EXTRAITS DU JOURNAL *NUEVO DIARIO DE MADRID*, 17/02/1823

ODA A LOS FRANCESES

¿Do vais? Ilusos... ¿qué impotente rabia
Vuestros brazos excite? Del Pirineo
Respectad la barrera. Si en su falda
Dais el grito de la guerra.
ríos de sangre inundarán la tierra.
Imbéciles esclavos, ¿ al capricho
de una diosa facción, el lauro antiguo
vais a sacrificar? ¿No veis cual ruge
ardiendo en noble saña
el indomable y fiel león de España?
¿No veis que esas cadenas con que brinda
vuestro opresor al castellano altivo,
y que él desecha generoso y fiero
es don de los tiranos
que ceñirán con ellas vuestras manos?
¿Do esta la Francia, en cuyo seno un día
Brilló de libertad la sacra antorcha?
¿Do están sus hijos que a Brunswick dijeron:
"Huye del noble suelo
que juró libertad en santo anhelo?
¿Do las falanges de Austerlitz y Jena?
vosotros no heredasteis su heroísmo,
raza degenerada: de la gloria
las inmortales puertas
al pérfido opresor no están abiertas.
Execración, desdoro... el lauro es este
que coge en nuestros campos el impío
cuya planta atrevida los profana.
De vuestra hazaña inmensa
Esa será la digna recompensa.
Maldición, ignominia... en tales gritos
os saludan los pueblos; ya retumba
en las montañas cóncavas de Espuria
El eco de la venganza:
Con él nuestra ventura se afianza-
Venid que os aguardamos, las llanura
do blanquean los huesos insepultos
de guerreros sin número, os preparan
La mansión postrimera:
Venid que ese es el triunfo que os espera.
Mas no; que el llamamiento generoso
de santa humanidad, muy más potente,
que el del odioso y torpe fanatismo
vigoroso resuena
en la orilla del Rin y en la del Sena
Pueblos, oídlo! En vínculos fraternos
por siempre unión. Tiemblen los tiranos
El acero esgrimid; caiga el que intente
Romper vuestra alianza
que es ya del mundo gloria y esperanza.
EMPRÉSTITO NACIONAL.

DOCUMENT 44

EXTRAITS DU JOURNAL *DIARIO DE MADRID* DU 1er NOVIEMBRE 1823

Al Sermo. Sr. Duque de Angulema al entrar victorioso en esta corte.

CANCIÓN

¡ O Príncipe excelso!
Tu valeroso brazo,
Tu virtud y esfuerzo
Libertó a Fernando
De la chusma impía,
De las crueles manos
De lobos feroces,
Y tan sanguinarios
Que crueles trataban
Llevarlo al cadalso!
Tú te decidiste
Pasar a librarlo,
Y pasas al punto
Cual ligero rayo
Tus huestes ocupan
El mar gaditano,
Y tú te presentas
Valiente y bizarro.
El terror les llevas
Y esto sin embargo,
Con paz les convidas
A los gaditanos.
Ellos no te escuchan:
Están obstinados.
En su horrando crimen
Y horrendo pecado
Mas tus amenazas,
Duque deseado,
Infunde en su pecho
El terror y el espanto.
A Fernando entregan...
Es fuerza entregarlo!
Pues si no lo hacen
Serán sepultados
Entre los escombros
Todos los malvados!
Ya vuela tu fama
Por el suelo hispano,
Y de polo a polo
Se va propagando
Tu excelsa victoria,
Tu acierto en el mando,
Militar pericia.
Valor sobre humano.
Tu grata memoria,
Eterna en los fasto,
Será de la España:
Ya te han consagrado
Monumento eterno,
En donde grabados
En mármoles duros
Vuestra espada y brazo
Diga a los mortales
De siglos muy largos:
Mirad, esta espada,
Unida a este brazo
Da un Príncipe augusto,
Libertó a Fernando,
Que cautivo estaba,
Preso y encerrado.
Por tu gran victoria
Nosotros te damos
Gracias infinitas,
Duque soberano:
A ver vuestro rostro
Todos agolpados
Corremos ligeros
Fieles castellanos:
Dadnos este gusto!
Dadnos vuestra mano!
Que nosotros todos,
Todos la besamos!
Y al Dios Poderoso
Todos humillados
Pedimos prospere
Siglos prolongados
Tu ejército invicto,
Gefes y soldados.
Angulema viva,
Y vivan los Galos!
Vivan los Monarcas
De Europa aliados,
Que a los españoles,
Y a su Rey amado,
De la infernal furia
Nos han rescatado!

A. C.

DOCUMENT 45
EXTRAITS DU JOURNAL *DIARIO DE MADRID* DU 21 NOVIEMBRE 1823

Letras para canto, en obsequio de S.A.R. el Sr. Duque de Angulema a su triunfante regreso por la M. N. Y M.M-L. Ciudad de Burgos.

CANTICO DE GRATITUD

Viva el Duque de Angulema
Luis Antonio de Borbón
Libertador de Fernando
Nuestro Monarca y Señor

Cuando la España gemía
bajo el yugo liberal
diola libertad y vida
el Héroe de sangre Real.
La Divina Religión
vio despreciado su Altar,
sostuvole Luis Antonio
contra la furia infernal
D. Luis Nuno, Luis el Santo,
deriva Luis, y además
es Nieto de Doña Blanca,
Hija de Burgos: ¡qué mas!...
Al Solio de S. Fernando,
odiado del criminal
un vástago de su extirpe
le da esplendor eternal.
La Alma Patria al precipicio
caminaba sin parar,
vino Angulema, la salva
con su ejército auxiliar.
El generoso francés
Viene, ve, vence a la faz
del constitucional impío,
libertino y desleal
El Hijo electo de Francia
como rayo elemental
electriza a sus cohortes
contra el traidor pertinaz.
Se hace dueño de las plazas,
vence en batalla campal
una tras de otra, a los monstruos
de la secta mas fatal.
Está Dios con Luis Antonio,
y este Príncipe inmoral
da libertad a Fernando
y a su Familia Real.
Himnos de gloria cantemos
a este genio tutelar,
enviado por LUIS XVIII
A darnos victoria y paz.
Coronado de laureles
este invicto General
en Burgos entra triunfante
de la facción liberal.
Y en cánticos de alabanza
mostrad gratitud, mostrad,
cantando: Viva Angulema
para nuestro bienestar.

DOCUMENT 46

EXTRAITS DU JOURNAL *EL RESTAURADOR* DU 15 NOVIEMBRE 1823

MADRID, 14 de noviembre. [...] Descripción de los principales adornos de la carrera y otros sitios públicos, costeados por el Excmo. Ayuntamiento de esta heroica capital.
[...] En lo mas elevado de la calla de Alcalá se había construido un magnífico y suntuoso arco, obra del gusto y trabajo del célebre pintor y arquitecto D. Anselmo Alfonso. Bien quisiéramos dar de él una descripción extensa; pero no permitiéndolo la estrechez de nuestro periódico, diremos solo que el orden dórico de que se componía, ejecutado con exactitud, manifestaba todas las bellezas de que es susceptible, así en la brillantez de sus adornos, como en lo escogido de los colores para las partes de que se componía tan grandiosa obra. Constaba de dos cuerpos y tres arcos, que con sus correspondientes intercolumnios ocupaban en su extensión toda la que la mencionada calle tiene por aquella parte. El arco de en medio o principal se elevaba a la altura de 40 pies, y proporcionalmente los de los lados colaterales, hallándose adornados en su parte baja de hermosas estatuas, que colocadas en los intercolumnios daban a toda la obra un realce admirable. Las que ocupaban los del interior del arco principal representaban a Marte y Ceres; las que miraban a la parte del Prado, la Prudencia, Justicia, Fortaleza y Templanza, y las que lo hacían a la Puerto del Sol, la Astronomía, Nobles Artes, Poesía y Agricultura. Todas ellas se distinguían bellamente por los atributos que las son propios y manifestaban, leyéndose además en la parte superior de cada una de ellas en letras de oro diferentes versos alegóricos.
[...]

Sobre la Poesía
AL AUGUSTO DUQUE
Solo en ti excelso ANGULEMA
Cabe la ventura extrema
De restituir con gloria
A su prole un padre amado,
Y traérselo sentado
En el carro de victoria.

Sobre la Templanza
AL EJÉRCITO FRANCÉS
Id valientes militares
Contad en vuestro hogares,
Que si vuestros triunfos bellos
Nos dieron Rey y quietud,
Nos dejan también con ellos
Ejemplos de gran virtud.

Sobre las Astronomía
A LUIS XVIII
Lo que nunca acabar pudo
De familia el regio nudo,
Hoy confirman tus trofeos,
Pues tu gran favor obliga
A que todo español diga,
Gran Rey, ya no hay Pirineos.

DOCUMENT 47
EXTRAITS DU JOURNAL *DIARIO BALEAR*

22 novembre 1823

ARTÍCULO DE OFICIO. OTRO. Aunque la historia inmortalizara las hazañas del ilustre Varón que, acaudillando bizarros guerreros, paso el Pirineo para librar de la esclavitud a esta hermana Nación de los horrores de la guerra civil que la consumía; deseando mi Real animo manifestarles mi gratitud de todos los modos posibles, y asegurar a las edades futuras el conocimiento de unos hechos dignos de su admiración y respeto, he venido en resolver que en mi corte de Madrid se erija un magnifico monumento a la grata memoria de mi caro Hermano y Primo el Augusto Duque de Angulema y de su brillante ejército, cuidando vos de que la academia de San Fernando proponga un diseño digno de tan elevado objeto. Trendeislo entendido y lo comunicareis a quien corresponda.
Esta rubricado de la real mano. Carmona, 23 de octubre de 1823. A.D. Víctor Sáez.

26 novembre 1823

Gumiel de Izau, 12 de noviembre
Ayer a las once de la mañana pasó por esta villa SAR el serenísimo sr duque de Angulema desde Aranda, dirigiéndose a pernoctar a Lerma. Salió a recibirle la mayor parte del pueblo y el cabildo y ayuntamiento, en cuyo nombre arengo a SAR el párroco D Julián Lope Crespo, felicitándole por el éxito venturoso de sus fatigas y la de su inmortal ejercito. Su alteza contestó manifestando cuan gratos le eran los nobles sentimientos del pueblo.

28 novembre 1823

Carta particular
El ayuntamiento y villa de Madrid ha regalado al duque de Angulema una espada, cuyo costa se calcula de 40 a 50 mil reales; lleva en su guarnición dos cifras, la una con su nombre y la otra *Madrid agradecido al vencedor de la libertad de su Rey*.
A lo que se sirvió S.A.R. al recibirla: Que quedaba agradecido al Ayuntamiento y que para mas corroboración de su aprecio no solo la conservaría eternamente, sí que encargaría a sus sucesores hicieran lo propio.